Service historique de la Défense

Les enseignements de la guerre d'Indochine (1945-1954)

Rapport du général Ély, tome 1



Les enseignements de la guerre d’Indochine (1945-1954)

Couverture : Nommé commissaire général et commandant en chef en Indochine le 4 juin 1954, le général d'armée Ély (au centre) arrive à Hanoï six jours plus tard. Il est accueilli à son arrivée par le général de corps d'armée Salan (à gauche) et le général de division Cogny (à droite). Collections du Service historique de la Défense.

Service historique de la Défense

Les enseignements de la guerre d'Indochine (1945-1954)

Rapport du général Ély,
commandant en chef en Extrême-Orient

Tome 1



Édition présentée
par le capitaine Ivan Cadeau

Collection *Références*
www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

ISBN : 978-2-1109-8059-5
ISSN : 2110-9834

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS DU GÉNÉRAL GILLES ROBERT
INTRODUCTION DU CAPITAINE IVAN CADEAU
NOTE SUR LA PRÉSENTE ÉDITION
LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE D'INDOCHINE, FASCICULE II
PRÉFACE
TABLEAU DES PERTES
PREMIÈRE PARTIE : LA GUERRE DES IDÉES
DEUXIÈME PARTIE : LA GUERRE SANS FRONT
TROISIÈME PARTIE : LES FORMES NON ORTHODOXES DE LA GUERRE
QUATRIÈME PARTIE : ADAPTATION DES ARMÉES ET DES SERVICES
TABLE DES MATIÈRES
PLANCHES HORS TEXTE

AVANT-PROPOS

Pour le combattant français, la guerre d'Indochine constitue une surprise. En effet, tant par les modes de combat employés par l'ennemi au cours des neuf années de guerre, que par le milieu physique où se déroulent les opérations militaires, le premier conflit indochinois représente une nouveauté et un défi pour une armée occidentale moderne. Le Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (CEFEO), chargé après 1945 de rétablir la souveraineté française sur ses anciennes possessions puis d'apporter son soutien aux jeunes États que sont le Laos, le Cambodge et le Viêtnam, est avant tout un corps mécanisé et motorisé, dont les unités sont empreintes de l'expérience des combats de la Seconde Guerre mondiale. Quelques mois après le retour des Français en Indochine, en 1945 et 1946, le commandement du CEFEO prend cependant conscience que le Viêt-minh pratique une nouvelle forme de guerre, s'appuyant sur la population et profitant des avantages que lui donne le terrain. Dès cette période, il apparaît aux responsables français que l'adaptation du Corps expéditionnaire s'avère indispensable si l'on veut s'opposer avec efficacité à l'insurrection Viêt-minh.

Les Enseignements de la guerre d'Indochine est l'histoire de cette adaptation d'une armée moderne à un conflit aux caractéristiques spécifiques. En effet, le rapport commandé au général Ély et diffusé uniquement au sein des armées en 1955 tente, en dégageant les traits marquants du conflit, de montrer les échecs mais aussi les réussites des unités de l'armée de Terre engagée en Extrême-Orient. Les différentes armes et fonctions opérationnelles font chacune l'objet d'une étude à partir de rapports et synthèses rédigés au cours même des opérations ou quelques mois après la cessation des hostilités. Leur emploi et leurs modes d'action sont critiqués sans complaisance et donnent une image la plus exacte possible des possibilités du Corps expéditionnaire et des difficultés auxquelles les soldats français furent confrontés.

Ainsi, *Les Enseignements de la guerre d'Indochine* présente les données essentielles de ce conflit et aborde des problématiques telles que *le contrôle des axes et des points sensibles*, *le contrôle en surface* ou *la pacification*, problématiques qui ne sont pas sans rappeler celles que rencontrent les unités françaises engagées en opérations extérieures en ce début du XXIe siècle. C'est à ce titre, aussi, que le *retour d'expérience* que constitue le rapport Ély devrait être lu par tout officier français.

Centre des archives du ministère de la Défense, le Service historique de la Défense conserve aujourd'hui les archives des hommes, des organismes et des unités qui servirent en Indochine. C'est à partir de ces documents qu'a été établie la présente édition, précédée d'une introduction qui resitue les grandes phases de la guerre, ainsi que le contexte ayant présidé à la rédaction du rapport Ély. L'édition de textes de référence comme *Les Enseignements de la guerre d'Indochine,* entre pleinement dans la mission du SHD de contribution aux travaux relatifs à l'histoire de la Défense.

Général Gilles ROBERT,
chef du Service historique de la Défense

LA GUERRE D'INDOCHINE (1945-1954) ET LA GENÈSE DU RAPPORT DU GÉNÉRAL ÉLY

La guerre d'Indochine [1] tient une place particulière dans l'histoire de l'armée française. Elle se caractérise, en effet, par un manque de moyens en effectifs comme en matériel, mais également par le désintéressement d'une partie de la classe politique et l'indifférence de la grande majorité des Français. Lorsqu'elle débute, quelques mois seulement après la cessation des hostilités en Europe, la France doit redresser une économie exsangue et répondre aux attentes d'une population, lasse des privations de la guerre. Ainsi, au moment où le général Leclerc [2] entreprend de restaurer la souveraineté française sur ses anciennes possessions d'Extrême-Orient, le pays, tout entier tourné vers la reconstruction, ne peut consacrer qu'une part restreinte de son budget au financement du conflit. Ces problèmes économiques et sociaux sont, par ailleurs, accentués par le changement de la carte politique du pays.

En effet, fort de l'action dont il se prévaut dans la Résistance intérieure [3] et du prix payé par l'Union soviétique au cours de la Seconde Guerre mondiale, le parti communiste français (PCF) est devenu une composante importante du paysage politique français sur laquelle il faut désormais compter. Le PCF, fidèle à ses idéaux internationalistes s'oppose pendant toute la guerre au combat mené par les militaires français contre le Viêt-minh [4]. De leur côté, les différents gouvernements en charge de la question indochinoise (principalement SFIO et MRP) [5] se montrent incapables de mener une politique cohérente quant à l'avenir et au statut

des trois pays de l'Indochine française. Incapables également, de fournir aux commandants en chefs du corps expéditionnaire les moyens humains et matériels que ces derniers demandent pour venir à bout *des bandes rebelles* en 1945-1946, puis du corps de bataille Viêt-minh, à partir de 1951. Incapables, enfin, de définir des buts de guerre précis et d'élaborer une stratégie globale pour contrer l'insurrection Viêt-minh et la menace communiste en Asie du sud-est. L'instabilité gouvernementale qui caractérise les institutions de la IVe République renforce encore ce sentiment que la guerre n'est jamais conduite. Ainsi, c'est privé d'une partie du soutien du peuple français et face à l'indifférence de l'opinion que les soldats français combattent en Indochine.

Les premières années du conflit voient donc le corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (CEFEO) [6] se battre avec des moyens limités. Matériels et blindés américains ou britanniques, hérités des campagnes de la Seconde Guerre mondiale, se mélangent avec le reliquat de l'armée française d'avant-guerre. À partir de 1951 cependant, une évolution se fait jour et l'on assiste à l'arrivée progressive de l'aide américaine. En effet, la victoire de Mao en Chine (1949) aggrave la menace pesant sur l'Asie du sud-est et a raison des dernières réticences américaines. Dans le cadre de leur lutte mondiale contre le communisme, les États-Unis effectuent un revirement de leur politique, jusque-là peu favorable aux intérêts de la France [7] et décide de lui fournir les moyens de combattre efficacement le Viêt-minh. Si Washington aurait voulu livrer directement matériels et équipements aux États associés [8], souhaitant ainsi que les Français accordent une indépendance effective à ces pays, ceux-ci s'opposent à ce projet qu'ils considèrent comme une ingérence dans leurs affaires nationales, ce qui a pour conséquence de ralentir, un temps, l'aide américaine. Finalement, en 1953, les États-Unis obtiennent progressivement de pouvoir verser directement aux États associés une aide économique, de plus en plus importante [9]. Au niveau des unités combattantes du CEFEO, les effets de cette aide se font rapidement sentir, le matériel afflue, se modernise et s'homogénéise peu à peu [10], même s'il n'est pas toujours adapté au théâtre des opérations [11]. Les capacités opérationnelles du CEFEO sortent incontestablement renforcées de ce

renouvellement et de l'homogénéisation des équipements et des armements.

Outre son contexte national et international particulier, cette guerre constitue une expérience originale pour l'armée française dans la mesure où, contrairement aux deux conflits mondiaux qui l'ont précédée et à la guerre d'Algérie qui va la suivre, le conflit indochinois ne met en jeu qu'une troupe de soldats de métier, le CEFEO est en effet une force composée de professionnels ne comprenant qu'une infime partie d'appelés, volontaires pour servir en Indochine [12]. La proportion des soldats métropolitains au sein du CEFEO ne cesse d'ailleurs de décroître au cours des neuf années de guerre, au profit des troupes de l'Union française (tirailleurs algériens, marocains, sénégalais, autochtones indochinois) et de la Légion étrangère [13]. L'absence des appelés du contingent et la relative faiblesse du nombre d'engagés métropolitains expliquent également la désaffection de la nation à l'égard de ce conflit [14]. Ce sentiment d'abandon, cette absence de soutien du peuple français pour l'armée qui combat en Indochine provoque chez certains anciens du CEFEO rancœur et amertume à l'encontre des *politiques*, jugés responsables en premier lieu de cette situation, mais également à l'encontre de la nation tout entière. Cette *séparation* qui naît en Indochine entre la métropole et une partie des cadres et troupes d'active, se poursuivra de manière plus aiguë encore pendant la guerre d'Algérie et est à l'origine de ce que l'on a pu qualifier de *divorce* entre la nation et son armée.

Enfin, deux facteurs supplémentaires contribuent à donner un caractère propre au conflit : le milieu physique dans lequel se sont déroulées les opérations, et les procédés de combat employés par l'adversaire. Pour le combattant métropolitain, la découverte de la guerre d'Indochine est d'abord celle d'un *milieu physique démesuré.* En effet, les premières unités qui débarquent en Cochinchine au cours du dernier trimestre de l'année 1945 sont composées de vétérans des campagnes d'Afrique du Nord, d'Italie, de France ou encore d'Allemagne. Malgré la riche expérience accumulée lors de la Seconde Guerre mondiale, les militaires français se heurtent aux particularités géographiques et

climatiques des pays d'Extrême-Orient, qui ne sont comparables à aucun autre théâtre d'opérations connu de la majorité des soldats du CEFEO. Ce qui frappe le plus l'européen, c'est sans aucun doute l'omniprésence de l'eau, celle des grands fleuves bien sûr (le Mékong en Cochinchine et le fleuve Rouge au Tonkin), celle des deux deltas éponymes, mais encore celle de la saison des pluies, qui commence en mars ou en mai, selon les régions, et s'achève avec le mois de septembre.

Ce milieu hydroterrestre si spécifique cloisonne et compartimente le terrain de façon très précise et détermine, par ailleurs, l'implantation et la nature, terrestres ou fluviales, des principales voies de communication. Or, pendant toute la durée de la guerre, le CEFEO dépend essentiellement de ces voies de communication, tributaires de la géographie et agressées régulièrement par le climat, avant de l'être par l'ennemi. Les modes de combat employés par l'ennemi constituent la seconde surprise pour le corps expéditionnaire lorsqu'il arrive en Cochinchine pendant l'hiver 1945-1946. Conscient et parfois étonné de la force de l'armée française, qui revient en vainqueur en Indochine, le Viêt-minh développe une guérilla visant à priver le corps expéditionnaire de ses deux principaux atouts : la mobilité et la puissance de feu. Les routes, les voies ferrées ou les ponts deviennent des objectifs privilégiés et le resteront pendant toute la durée de la guerre. Embuscades et destructions, alliées à la difficulté de se saisir de l'ennemi qui s'appuie sur la population, par la sympathie ou la terreur caractérisent le quotidien des forces territoriales de l'Union française.

À partir de 1950, cette guérilla généralisée est menée de pair avec des méthodes de combat plus *classiques*. Fort du soutien de la Chine qui instruit, équipe et arme ses troupes régulières, le Viêt-minh constitue peu à peu un puissant corps de bataille qui atteindra 125 000 hommes à la fin du conflit. Les troupes françaises (territoriales comme de réserve générale) doivent dès lors faire face à deux types d'action ennemie : le harcèlement de ses unités, des postes et des principaux axes, conjugué avec de véritables opérations de guerre *moderne* à l'occasion desquelles l'ennemi déploie une capacité manœuvrière dont il était incapable au début du conflit. Malgré la crise des effectifs et la pauvreté ou l'inadaptation du matériel (même après les livraisons américaines), l'armée française

s’efforce de trouver des parades aux défis imposés par la géographie et l’ennemi, en créant tout d’abord des unités adaptées au terrain et au mode de combat ennemi puis, en améliorant l’emploi des armes [15].

Toutefois, la tentative de réponse française à la supériorité de l’adversaire dans le domaine offensif se soldera, en définitive, par un échec. En développant à partir de 1952 le concept de *môles* ou *bases aéroterrestres*, qui redonnent une mobilité stratégique au corps expéditionnaire en affranchissant ce dernier des voies de communication traditionnelles, le commandement français espère tenir l’occasion de *casser du Viet,* selon l’expression consacrée à l’époque. Or, si l’idée semble efficace, comme le prouve l’expérience de Na San, la faiblesse du CEFEO en moyens aériens et en troupes d’élite, alliée aux erreurs commises dans la préparation et la conduite de la bataille, font de Diên Biên Phu un désastre qui accélère la cessation des hostilités.

I – Le retour de la France en Indochine

L'Indochine pendant la Seconde Guerre mondiale

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la *pax gallica* règne sur l'Indochine française [16].

Certes, le début des années 30 a bien été marqué par plusieurs révoltes qui témoignent de l'activisme et de la vigueur nationalistes et communistes [17], mais l'administration française contrôle le pays et, à l'exception des confins sino-tonkinois, un Européen peut se déplacer seul sur l'ensemble des territoires sans craindre pour sa sûreté. L'effondrement de la France en mai-juin 1940 et son effacement comme grande puissance sur la scène internationale sont à l'origine directe de la guerre d'Indochine. En effet, les Japonais profitent de l'affaiblissement de la métropole pour faire valoir leurs prétentions sur les possessions françaises. Le Japon revendique d'abord ces territoires dans le cadre de la lutte contre la Chine, avant que la chute successive des positions nippones dans le Pacifique, en 1944, ne fasse de l'Indochine une position clé pour les communications entre la Birmanie, la Malaisie et le Japon.

Face aux demandes impériales [18], le gouverneur général de l'Indochine, le général Catroux, puis, à partir du 20 juillet, l'amiral Decoux [19], n'a d'autre choix que de se plier aux ultimatums japonais, en contrepartie du maintien de la souveraineté française sur ses territoires et du maintien de l'administration, de la police et des forces armées indochinoises dans leur intégrité [20]. À partir de la fin de l'année 1940, l'armée impériale cohabite ainsi aux côtés des services du Gouvernement général de l'Indochine lesquels continuent à fonctionner jusqu'à la totale éviction de l'autorité française, le 9 mars 1945. Ce jour-là, un coup de force japonais met fin à toute influence française sur la péninsule indochinoise : les militaires sont massacrés ou internés [21], un grand nombre de civils connaissent le même sort [22].

Du 9 mars au début du mois de septembre 1945, date de l'arrivée des premières unités du Corps expéditionnaire d'Extrême-Orient, l'Indochine française connaît donc une période trouble que renforce d'autant le vide politique créé par la suppression de l'administration française. Cette époque est mise à profit par le Viêt-minh pour renforcer son autorité sur la population annamite et pour prendre le pouvoir. Dirigé par Ho Chi Minh [23] et entouré par quelques doctrinaires tels que Vo Nguyen Giap ou Pham Van Dong, le Viêt-minh veille à dissimuler son idéologie et se présente comme un parti nationaliste dont le seul but est l'indépendance. Il reçoit ainsi le soutien des Américains en échange d'une lutte contre les Japonais, puis bénéficie de préjugés favorables de la part de ces derniers dans le combat qu'il mène contre les Français. En l'absence de toute opposition, l'indépendance du Viêtnam est officiellement proclamée le 2 septembre 1945 à Hanoï, mais la situation confuse des pays de l'Indochine française se complexifie encore davantage au cours de cet été 1945 en raison de l'introduction de nouveaux acteurs sur la scène indochinoise. En effet, en vertu des accords de Potsdam [24], l'occupation de l'Indochine ainsi que le désarmement des forces japonaises qui y sont stationnées est décidée par les trois grandes puissances [25]. Cette mission est assurée, au nord du 16e parallèle, par les Chinois et par les Britanniques au sud. Le 9 septembre les troupes chinoises font donc leur entrée à Hanoï, tandis que trois jours plus tard, les premiers éléments anglais débarquent en Cochinchine.

À l'automne 1945, la partie s'annonce donc serrée pour les deux principaux protagonistes. D'un côté, le Viêt-minh trouve en face de lui, outre la France et ses prétentions à se rétablir dans ses droits, la Chine, ennemi héréditaire espérant bien tirer quelque profit de la situation, ainsi que divers mouvements nationalistes [26] farouchement anticommunistes qui entendent bien, eux aussi, se faire les champions de l'indépendance vietnamienne. En face, la France, diminuée sur la scène internationale, limitée dans ses moyens, entend bien restaurer sa souveraineté dans des pays où son prestige a considérablement souffert [27], tout en répondant aux aspirations à l'indépendance – tout au moins à une plus grande liberté – des populations. Dans ce contexte, les Français se retrouvent seuls : les

Britanniques, bien que solidaires, connaissent leurs propres problèmes coloniaux et se contentent d'adopter une attitude bienveillante. De leur côté, les États-Unis manifestent ouvertement leur hostilité au retour des Français en Indochine, reprenant ainsi la politique anticolonialiste poursuivie avec acharnement par Roosevelt [28].

Le retour des Français. Octobre 1945-Décembre 1946

Après l'arrivée des détachements précurseurs, puis du général Leclerc à Saïgon, le 5 octobre, c'est au tour du *gros* [29] de débarquer. La 9e Division d'infanterie coloniale (9e DIC) et le groupement de marche de la 2e Division blindée (GM/2e DB) arrivent dès novembre 1945 suivis quelques mois plus tard par la 3e Division d'infanterie coloniale (3e DIC) [30] qui se met en place au mois de février 1946. C'est avec ces maigres moyens que Leclerc entreprend de restaurer la souveraineté française, en Cochinchine tout d'abord, puis dans le Sud Annam. L'objectif poursuivi par le général commandant supérieur est double : libérant rapidement les gros centres urbains de la colonie, il souhaite en premier lieu rétablir la sécurité, favoriser ainsi le retour de l'administration et relancer l'activité économique. Par ses démonstrations de force, il espère ensuite déclencher un choc psychologique dans l'esprit de la population et montrer par là que l'intermède représenté la Seconde Guerre mondiale est à présent terminé : la France reprend sa place.

Les opérations de dégagement de Mytho ou de Cantho révèlent rapidement une caractéristique majeure de la guerre d'Indochine : la destruction des voies de communication, dont véhicules et blindés ne peuvent s'affranchir. De ce point de vue, l'époque des raids blindés menés sur certains théâtres de la Seconde Guerre mondiale semble bien révolue, le déplacement de chaque colonne française étant ralenti par la destruction des ouvrages d'art ou la destruction de la chaussée qui parfois a entièrement disparue. L'opération *Gaur* (25 janvier-1er février 1946) qui s'achève par la libération du Sud Annam et des villes de Dalat et Nha Trang illustre bien les difficultés auxquelles sont confrontées les Français, tant les rétablissements des itinéraires et celui des ponts ralentissent et

conditionnent le rythme des opérations[31]. Le Viêt-minh, encore faiblement armé et mal organisé, fait le vide devant lui, se réfugie dans des zones inhospitalières comme la célèbre Plaine des Joncs et pratique une guérilla généralisée.

Parallèlement, les longues et épuisantes négociations entreprises entre Français, Viêt-minh et autorités chinoises, aboutissent aux accords du 6 mars 1946 signés entre Hô Chi Minh et Sainteny, commissaire de la République au Tonkin. Le volet politique de ces accords reconnaît le *Viêtnam comme un État libre* faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française, la réunion des trois *ky*[32] (les trois régions du Viêtnam), devant par ailleurs être réglée ultérieurement par un référendum populaire. En contrepartie, le gouvernement du Viêtnam accepte que les forces françaises relèvent les Chinois[33]. Malgré le caractère contraignant de la convention militaire jointe – le texte prévoit en effet la fin de toute présence militaire française au Tonkin à brève échéance –, les accords du 6 mars permettent aux Français de reprendre pied au Tonkin.

Après un accrochage sanglant avec les troupes chinoises dépendant du secteur de Haiphong[34], la 9e DIC et le GM/2DB parviennent à débarquer et à occuper dans les semaines qui suivent les villes qui leurs ont été assignées ; cependant les unités françaises se retrouvent bientôt confinées et bloquées dans ces quelques garnisons par le Viêt-minh. Au cours de l'année 1946, préférant éviter la confrontation directe alors que se négocie l'avenir des rapports entre la France et le Viêtnam, le commandement militaire décide de reporter son effort en Annam et au Laos. Ainsi, malgré ses faibles moyens et en butte à l'hostilité du Viêt-minh, des Chinois et des États-Unis, la France réussit en cette fin d'année 1946 ce qui paraissait compromis un an plus tôt : son retour sur la scène indochinoise.

Les accords Sainteny-Hô Chi Minh stipulant la tenue d'une réunion portant sur le futur statut de l'Indochine, une conférence préparatoire se tient à Dalat entre le 17 avril et le 13 mai 1946. Là, l'examen des positions de chacun des protagonistes se solde par un échec complet. Français et Viêt-minh ne parviennent pas à accorder leurs vues, les premiers considérant les accords du 6 mars comme un aboutissement, les seconds le

considérant comme *un premier pas de la France vers un abandon de l'Indochine*[35]. La conférence intergouvernementale qui se tient ensuite en France vise cependant à aplanir les différends et rapprocher les deux parties, mais les discussions qui s'engagent de juillet à septembre entre les deux délégations n'aboutissent pas, et c'est au dernier moment, le 14 septembre 1946, qu'est signé le célèbre *modus vivendi* entre Marius Moutet, ministre de la France d'Outre-Mer et Hô Chi Minh. Sur le plan politique, ce texte évite la rupture et renvoie à une date ultérieure la reprise des négociations ; sur le plan militaire, le Viêt-minh accepte de mettre fin aux attaques et assassinats en Cochinchine, une disposition qui, sur le terrain, reste cependant lettre morte.

Les positions respectives des deux parties deviennent dès lors si antagonistes, si irréconciliables, notamment sur la question de l'unité du Viêtnam, qu'une solution pacifique à long terme paraît difficilement envisageable. Deux mois plus tard un incident dans le port de Haiphong, suite à un banal contrôle douanier, met le feu aux poudres[36]. Cet épisode qui survient après d'autres attaques meurtrières[37] et qui coûte la vie à plusieurs soldats du CEFEO, entraîne une vive riposte des autorités militaires françaises : le 26 novembre, la ville est canonnée. Le retour au calme, précaire, ressemble alors à une veillée d'armes où chaque protagoniste se prépare à l'affrontement. La rupture est finalement déclenchée par le coup de force Viêt-minh du 19 décembre 1946. Ce soir-là, peu après 20 h, toutes les garnisons françaises du Tonkin et du Nord Annam sont attaquées simultanément. C'est un échec car les assaillants ne réussissent pas à entamer les positions des unités françaises. Pour certains auteurs[38], les responsables ne sont pas les Viêt-minh, mais bien les *faucons* français qui portent l'entière responsabilité du déclenchement de la guerre d'Indochine. La thèse officielle française a, de son côté, longtemps mis en avant la fourberie et l'intransigeance du Viêt-minh, et soutenu que le double jeu de Hô Chi Minh avait abouti à la rupture.

Au lendemain du 19 décembre, Hanoï est donc une ville en guerre et les communications entre les différentes garnisons du Tonkin sont coupées. Les unités françaises consacrent alors le premier trimestre 1947 à se *donner de l'air*, en dégageant les principales agglomérations. Le

gouvernement Viêt-minh, sacrifiant ses milices urbaines *(Tu Vé)* dans des combats retardateurs contre les soldats français, se replie dans la Moyenne Région avec les quelques milliers d'hommes qui forment alors l'embryon de l'armée régulière. La guerre d'Indochine vient officiellement de commencer. À Paris, comme à Saïgon, militaires comme civils semblent d'accord pour privilégier l'emploi des armes avant de reprendre d'éventuelles négociations, car seule une solution politique peut mettre fin au conflit. Pour les Français toutefois, le Viêt-minh a perdu son crédit et il paraît nécessaire de chercher un nouvel interlocuteur, tout en prenant en compte le poids du nationalisme vietnamien. Dès le mois de janvier 1947, s'esquisse la *solution Bao Daï* : la restauration de l'institution monarchique et de son prétendant sur le trône d'Annam.

II – La guerre coloniale

Pour la majorité des officiers du CEFEO, la disproportion des forces en présence ne peut qu'aboutir à l'écrasement rapide du Viêt-minh, et donc à une guerre courte. Pourtant, la nature particulière des opérations menées par les combattants français depuis 1945 a bien montré le caractère insaisissable de l'ennemi. Ce dernier entend bien poursuivre la lutte avec les mêmes méthodes insurrectionnelles, en attendant la constitution d'un corps de bataille puissant. Militairement, le Viêt-minh mène en effet une guérilla ininterrompue : attaque des voies de communication, harcèlement et destruction des petits postes, embuscades et anéantissement des patrouilles françaises. Au point de vue politique, le Viêt-minh met en place un appareil très hiérarchisé qui permet un encadrement et un contrôle très efficaces des populations. Il apparaît donc que, pour gagner la guerre et éradiquer l'influence Viêt-minh, il faille conduire une lutte où l'action politique tient un rôle prédominant. Dans la longue tradition coloniale de l'armée française, une telle lutte n'est pas nouvelle : elle s'appelle la pacification.

La pacification

Nouveau débarqué, quel que soit ton grade, ton âge ou ton arme d'origine, tu n'es ici, ni en garnison, ni en manœuvres. Tu es dans un pays que tu ne connais pas encore, entouré de populations que tu rencontres pour la première fois et tu dois participer à une action pacificatrice qui demande tout autant d'intelligence, de cœur et de prudence que de courage et d'audace[39]. Tel était l'avant-propos d'un petit opuscule sur la guérilla paru en octobre 1949 et qui résume, en définitive, l'objectif du CEFEO. En effet, par son action militaire, la France ne poursuit d'autre but que de permettre à la population de pouvoir de nouveau vivre et travailler en paix[40]. La pacification trouve son origine, on l'a dit, dans le long passé militaire et colonial de la France ; elle vise à établir l'ordre et la sécurité

dans des régions où l'autorité française est remise en cause par des groupes de *rebelles* ou *insurgés* contestant la souveraineté de la métropole. La protection armée permet ensuite de développer un rapprochement avec les populations autochtones, tout en favorisant l'essor économique, ainsi que l'amélioration sanitaire et sociale de leur condition.

En Indochine, la pacification renvoie à la période de la conquête ; si par leurs écrits, Gallieni et Lyautey sont restés pour l'Histoire les pacificateurs du Tonkin, il est juste de rappeler également le rôle du général Pennequin, leur contemporain et précurseur, tombé en disgrâce par la suite et aujourd'hui oublié [41]. Si l'action politique en matière de pacification apparaît donc prédominante, celle-ci ne peut être entreprise que préalablement à un assainissement de la situation militaire, tout au moins conjointement avec cette dernière. Ainsi, seuls le contrôle et l'organisation du terrain permettent une progression dans la pacification, comprise comme la création de conditions favorables au développement économique et social de régions en régions, la fameuse *tache d'huile* chère à Gallieni. Cet élargissement progressif de l'influence française repose en fait principalement sur la constitution d'un réseau de postes couvrant l'ensemble d'une même zone, on parle alors de *maillage territorial,* permettant ainsi d'isoler les *rebelles* Viêt-minh et de rallier les populations [42].

Entre 1947 et 1950, les régions contrôlées par les Français se couvrent donc de centaines de tours et de postes qui doivent assurer la protection des habitants comme des infrastructures et permettre le rayonnement de leurs garnisons. Toutefois, malgré les efforts entrepris dans ce domaine, la *bataille* de la pacification est perdue et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'éternel et lancinant problèmes des effectifs interdit toute activité nocturne des postes, leur rayonnement est donc limité aux horaires de la journée. Ensuite, l'instruction est insuffisante et la motivation de la troupe est faible, les hommes (contrairement à leurs adversaires Viêt-minh) ne sont pas assez sensibilisés à leur mission ; le jeu des relèves, mais surtout l'absence d'une conduite cohérente des opérations empêchent également toute action continue dans un même secteur [43]. Enfin, la partie politique

de la pacification donne, dans l'ensemble, des résultats décevants et les conditions et le niveau de vie des autochtones ne progressent pas. Or, sans l'appui de la population, le renseignement ne parvient pas aux unités françaises. C'est là, surtout, que la guerre se perd.

À l'issue de la guerre d'Indochine, deux constats se font jour. Premièrement, seules les zones tenues par les confessionnels ou par des minorités hostiles au Viêt-minh sont considérées comme relativement saines. En effet, qu'il s'agisse des territoires contrôlés par les Caodaïstes, les Hoa Hao, les unités *chrétiennes* ou les minorités ethniques [44], la propagande adverse n'a que peu de prise sur les populations et l'ennemi est souvent refoulé. Le deuxième constat, d'un enseignement supérieur pour la pensée militaire française, amène les officiers français à *retoucher les règles héritées de Lyautey et des grands chefs coloniaux, en les subordonnant à un postulat essentiel : il n'est pas possible d'entamer une politique de pacification dans les régions où les habitants ont subi une imprégnation communiste, tant que subsiste l'organisation marxiste* [45]. La pacification suppose donc le démantèlement et l'élimination de l'appareil révolutionnaire Viêt-minh, comme préalable à une action de contre-propagande. Mais, si l'organisation et le contrôle du terrain et de la population sont primordiaux, ils ne suffisent pas à anéantir les bandes armées rebelles et leurs infrastructures militaires, aussi, ces années de la guerre de reconquête, *guerre heureuse* selon l'expression de Lucien Bodard [46], sont également marquées par de nombreuses opérations ayant pour but l'anéantissement des forces adverses.

Les opérations

La guerre d'Indochine est en effet rythmée par une multitude d'opérations à objectifs plus ou moins limités [47]. En effet, une opération déclenchée au niveau du secteur ou de la zone [48] ne revêt pas la même importance stratégique que les opérations conduites par le haut commandement une ou deux fois par an pendant la saison sèche et visant la destruction du corps de bataille Viêt-minh, ses infrastructures ou son appareil politique. Mais, quel que soit le volume des forces engagées, les

modes d'action sont presque toujours identiques. *Sur renseignement (décryptage et synthèse de documents saisis, écoutes des transmissions Viêt-minh, parfois informations apportées par le travail d'un commando de reconnaissance en profondeur), on montait une manœuvre dont le but était l'encerclement de l'adversaire dans une nasse dont progressivement on resserrait la surface par des offensives simultanées*[49]. La plupart du temps cependant, la lenteur de la progression, due à la nature du terrain, l'absence de secret opérationnel et l'insuffisance des effectifs du CEFEO empêchent l'étanchéité du bouclage réalisé et, à la faveur de la nuit, les unités rebelles peuvent s'exfiltrer du dispositif mis en place.

Le déroulement et le bilan de l'opération *Léa*, à l'automne 1947, illustrent parfaitement les limites de la supériorité du CEFEO dans le domaine de la puissance de feu et de la manœuvre. Au début de l'année 1947, alors que se poursuivent les opérations de dégagement des principales garnisons du Tonkin, le commandement français, qui n'a pu se saisir dans Hanoï du gouvernement Hô Chi Minh, décide de monter une opération de grande envergure. Il s'agit de porter – espère-t-on – un coup décisif au Viêt-minh, et de mettre par là un terme rapide au conflit. Mettant en œuvre d'importants moyens issus des trois armées, au total presque 12 000 hommes, Léa doit *amener une force puissante* et *mobile*[50] dans le réduit rebelle, et permettre ainsi *la capture du P.C. Viêt-minh* [et] *la destruction ou la dispersion de* [ses] *forces*[51]. Trois groupements sont constitués, l'un aéroporté (Groupement S), l'autre fluvial (Groupement C), et le dernier, le plus important, terrestre (Groupement B). Pendant que les parachutistes sauteront sur les principaux objectifs, le Groupement C fermera la façade Ouest, et le Groupement B la façade Est. Léa est déclenchée le 7 octobre 1947 au matin et se poursuit jusqu'au 10 novembre. Si, pour le commandement cette opération n'a pas atteint son but, la destruction du gouvernement Viêt-minh, elle porte néanmoins un coup sérieux à son infrastructure militaire.

Mais comme le juge ultérieurement le colonel Beaufre, commandant du Groupement B, les résultats de l'opération ne doivent pas faire illusion, car *Léa* a montré qu'une *colonne liée à la route et collée à elle n'a aucune capacité d'action latérale (…) avec quelques coupures, la surprise tactique est*

irréalisable. La colonne se bat alors davantage contre la route que contre l'ennemi, elle laisse derrière elle un long ruban de lignes de communication extrêmement fragiles et coûteuses. [En fin de compte] *la puissance qu'elle permet est largement compensée par les charges de toute nature qu'elle entraîne* [52]. De leur côté, le groupement fluvial et les parachutistes n'ont pu éviter la fuite et la dispersion de l'ennemi. De plus, au-delà des enseignements techniques, *Léa* rend bien compte de la limite de l'action des Français. Car, si les objectifs géographiques et militaires ont bien tous été atteints, il apparaît vite que ce type d'opération, c'est-à-dire *chercher à détruire l'emprise Viêt-minh sans occuper effectivement le pays,* [reste très insuffisant]. On *peut dire que la notion moderne et révolutionnaire de la guerre totale est encore étrangère aux réflexes des responsables militaires français* [53].

À la fin de l'année 1949, la guerre d'Indochine dure depuis quatre ans déjà et la situation connaît une certaine stagnation. S'il apparaît que le Viêt-minh n'est pas en mesure de gagner la guerre, le temps joue cependant en sa faveur : chaque mois il se renforce et les officiers français peuvent constater ses progrès sur le terrain. De son côté, le corps expéditionnaire, s'il continue à posséder un avantage qualitatif et quantitatif sur son adversaire, semble incapable de porter un coup décisif à l'ennemi ; le total des pertes commence à s'alourdir. 9 500 Français, 2 530 légionnaires, 1 963 Africains et Nord-africains sont déjà tombés dans les rizières de Cochinchine ou les montagnes de la Haute région tonkinoise [54].

La guerre de reconquête s'avère donc, à ce stade, être un échec : la pacification n'enregistre que de maigres progrès et le résultat des grandes opérations est décevant. Un événement international majeur va toutefois modifier la physionomie du conflit. En effet, la victoire des communistes chinois et la proclamation de la République populaire de Chine en octobre 1949 transforment soudain le conflit indochinois en l'un des théâtres de la guerre froide. L'arrivée des troupes de Mao aux frontières de l'Indochine remet ainsi en cause l'équilibre des forces et entraîne deux conséquences majeures [55] : elle introduit d'une part un nouvel acteur, la Chine communiste dont la puissance peut balayer les intérêts français en Asie du sud-est et fournit d'autre part un refuge et la possibilité d'une aide très

importante aux forces de l'armée populaire vietnamienne (APV). Alors que Hô Chi Minh et les responsables du parti communiste vietnamien sortent de leur isolement et sont propulsés sur la scène mondiale, l'APV bénéficie d'une aide militaire sans précédent : armes, munitions et ravitaillement divers affluent en masse et franchissent la frontière à destination des zones qui échappent au contrôle des franco-vietnamiens. Le désastre de la Route coloniale 4 (RC 4), au mois d'octobre 1950 [56] en même temps qu'il symbolise un tournant en révélant la puissance nouvelle du Viêt-minh, représente un sévère avertissement pour le commandement français, le renforcement de l'APV n'ayant suscité jusqu'ici dans le corps expéditionnaire *qu'un vague sentiment d'inquiétude* [57] ce, malgré les mises en garde répétées du 2e Bureau, correctement renseigné sur la nature et le volume de l'aide chinoise.

Cette évacuation de la zone frontière se termine donc par l'anéantissement des forces engagées, soit sept bataillons du CEFEO (les forces Viêt-minh ayant participé à la bataille étant évaluées à 30 bataillons). Mal conçue, mal conduite et mal exécutée, l'opération est un échec qui créé une véritable panique au Tonkin, l'abandon de Hanoï étant même envisagé. La rétraction du dispositif français, qu'aucune menace sérieuse n'imposait, est décidée : Lang Son est évacué à la hâte, les troupes laissent derrière elles un important matériel (armement, munitions, vivres...), de quoi équiper l'équivalent d'une division.

À Paris, on prend conscience de la nécessité de réorganiser rapidement le commandement et de lui donner un nouveau *souffle*. Finalement, après les refus des généraux Juin et Kœnig, le général de Lattre de Tassigny est nommé, le 6 décembre 1950, Haut commissaire de France et commandant en chef en Indochine [58]; pour la première fois, ces deux fonctions sont réunies dans les mains d'une seule et même autorité. La personnalité fortement marquée de ce chef, mais également la qualité de l'équipe dont il a su s'entourer [59] amènent très rapidement un changement radical au sein du corps expéditionnaire. Ce sursaut et le nouvel état d'esprit de la troupe se traduisent, sur le terrain, par trois victoires consécutives : au cours du premier trimestre 1951, les trois puissantes offensives sur le Delta lancées par Giap se soldent par de cuisants échecs, les régiments de l'APV

subissant de très lourdes pertes. Par ailleurs, *l'ère de Lattre* est également marquée par la modernisation et l'homogénéisation des matériels du CEFEO. En effet, les progrès du communisme en Asie du Sud-est ont amené le changement de la politique des États-Unis vis-à-vis de la France et de la lutte qu'elle mène en Extrême-Orient. Cette évolution se concrétise avec l'arrivée dans les ports de Saïgon et de Haiphong, de véhicules, chars, blindés, canons, avions d'origine américaine. Le CEFEO change de visage. Les combats eux, vont changer de nature.

III – Le changement de posture 1950-1952

1951, l'année des victoires sans lendemain

La transformation de l'armée Viêt-minh en un corps de bataille puissant se traduit par le développement de ses radiocommunications. Entre 1951 et 1954, leur interception et la localisation des postes ennemis par la radiogoniométrie constituent la principale source de renseignement à la disposition du commandement. En effet, comme le souligne le général Navarre au moment de Diên Bien Phu, *les sources classiques (contact, Services de renseignement, aviation d'observation, photos) ne sauraient en aucun cas suppléer les moyens techniques, car elles restent trop aléatoires et d'un rendement médiocres, malgré les efforts qui ont été réalisés*[60]. Le code opérationnel Viêt-minh n'est pratiquement jamais accessible aux Français car l'ennemi utilise une *méthode de chiffrement chinoises*[61], hermétique aux procédés occidentaux. En revanche, les écoutes du service du ravitaillement et des fournitures permettent d'obtenir de précieuses informations sur les grandes unités adverses. C'est grâce aux nombreux comptes-rendus des gestionnaires des dépôts de vivres et de munitions que l'axe d'effort ennemi est connu, c'est de cette façon que sont identifiées les unités VM qui participent à la bataille de Vinh Yen, la première attaque majeure à la périphérie du delta.

Enhardi par son succès sur la RC 4, et sous-estimant l'effet de Lattre, Giap décide de porter un coup sévère sur le Delta. Hanoï est-il l'objectif ? S'agit-il d'affaiblir encore un peu plus les unités d'intervention françaises dont le total s'élève alors seulement à 19 bataillons ? L'ouverture des archives vietnamiennes apporterait sans doute une réponse. Quoiqu'il en soit, il semble bien que le Viêt-minh, en lançant ses troupes en terrain découvert, à proximité des bases françaises où les appuis feux de l'aviation et de l'artillerie peuvent jouer à plein, ait alors pêché par présomption. Du 12 au 20 janvier 1951, se déroulent à quelques dizaines de kilomètres de Hanoï de violents combats autour de Vinh Yen. Malgré quelques moments

critiques, la supériorité des moyens français permet d'infliger de très lourdes pertes à l'adversaire [62]. Cette victoire est par ailleurs une victoire psychologique que de Lattre s'empresse de faire connaître au monde entier grâce aux efforts qu'il a déployés auprès des correspondants de presse.

Durant ce premier trimestre, Giap réitère par deux fois ses attaques contre le delta, les 29-30 mars à Mao Khé (bataille du Dong Trieu), et les 28-30 mai, lors de la bataille du Day où est tué le lieutenant Bernard de Lattre, fils du général. Toutefois, l'ennemi, même battu, semble faire montre d'une étonnante aptitude à reconstituer ses forces. Les coups d'arrêts que lui ont infligés les Français n'empêchent aucunement son renforcement et ne diminuent en rien sa capacité à monter des actions offensives, qui semblent, au contraire, augmenter. La montée en puissance du Viêt-minh et le risque d'une attaque chinoise sur le Tonkin nécessitent finalement la mise en défense du théâtre d'opérations nord. La construction d'une puissante ligne fortifiée est donc décidée par le nouveau commandant en chef. Au total, 1 600 ouvrages répartis en 230 points d'appui [63] sont construits [64].

Très critiquée après la fin de la guerre d'Indochine, la *ligne de Lattre* n'a cependant jamais eu la prétention d'interdire les infiltrations du Viêt-minh, son rôle étant d'empêcher un assaut massif sur Hanoï et le Tonkin *utile*. Force est de reconnaître que cet assaut n'a pas eu lieu. Par ailleurs, la fortification bétonnée a permis la protection du réseau de manœuvre dont se sont servis les Français pour *balancer* leur force d'un point à l'autre du delta ; l'utilisation des *lignes intérieures* s'avérera d'ailleurs particulièrement efficace après la chute de Diên Biên Phu lorsque le corps expéditionnaire rétractera son dispositif, aux mois de juin et juillet 1954.

Retrouver l'initiative. Les tentatives de Hoa Binh et Na San

Hoa Binh

À la fin de l'année 1951, la politique menée par le général de Lattre semble marquer le pas. Après les victoires remportées sur le corps de bataille Viêt-minh pendant l'hiver précédent, beaucoup de temps et

d'énergie ont été consacrés à la mise sur pied de l'armée vietnamienne et à l'accroissement de l'aide américaine. Pressé par le gouvernement et l'opinion publique, de Lattre veut reprendre l'initiative et a besoin pour cela d'une nouvelle victoire. Plutôt que d'attendre l'offensive ennemie qui ne manquera pas de se déclencher contre le delta – c'était l'idée de Salan – il décide de monter une opération hors de la ceinture fortifiée avec Hoa Binh comme objectif. Cette localité, outre sa relative proximité avec Hanoï (75 km au sud-ouest) est un important nœud de communications utilisé par le Viêt-minh dans ses liaisons avec le Nord Annam.

En tant qu'adjoint opérationnel, il revient à Salan, pourtant *ahuri* et pour ne pas dire *consterné* par cette décision, d'organiser l'opération [65]. Celle-ci est déclenchée le 10 novembre. Le 14, Hoa Binh est aux mains des Français. Mais, si la progression des forces et la prise de la ville sont effectuées sans surprises majeures, les vraies difficultés vont bientôt commencer. En effet, il s'agit maintenant de ravitailler les unités étirées sur la Route coloniale 6 (RC 6) reliant la ville à Hanoï, et le long de la rivière Noire, dépendant principalement des moyens de la Marine. Giap relève le défi et consacre d'importantes forces à la destruction des postes français. Entre décembre 1951 et janvier 1952, plusieurs régiments sont lancés dans la bataille. Certes, ceux-ci essuient des pertes sévères, mais dans les combats, le Viêt-minh fait montre de très grandes qualités manœuvrières et parvient chaque fois à obtenir une situation de supériorité écrasante face aux unités du corps expéditionnaire. Finalement, dès le 22 décembre *la voie fluviale est inutilisable et le commandement décide d'évacuer* les postes de la rivière Noire [66] ; le centre de gravité de la bataille est alors reporté sur la RC 6.

Hoa Binh devient donc une guerre des communications, mais, malgré les attaques incessantes du Viêt-minh, la bataille d'usure tourne à l'avantage du CEFEO. L'objectif recherché par de Lattre, casser le corps de bataille ennemi semble atteint. Toutefois, comme la situation se dégrade dans le delta, Salan, qui assure provisoirement l'intérim de de Lattre, mort à Paris le 14 janvier 1952, décide la rétraction du dispositif. Menée de main de maître par le colonel Gilles, l'opération *Arc-en-ciel*, se déroule les 24 et 25 février 1952 et permet l'évacuation de Hoa Binh et de toutes les forces

engagées sans pertes sérieuses. Les divisions Viêt-minh sortent effectivement affaiblies des combats : 3 500 tués, 7 000 blessés et 300 prisonniers sont dénombrés, tandis que le CEFEO déplore la perte de 894 tués et disparus. Mais au-delà du bilan humain qui affecte pour un temps les unités Viêt-minh, les résultats sont mitigés : en définitive, *la seule tentative de passer à l'offensive contre le Viêt-minh aboutissait à une retraite*[67]. La preuve semble donc faite que les franco-vietnamiens sont incapables de se maintenir hors du delta.

Na San

Les opérations autour de Hoa Binh et de la RC 6 ont, par ailleurs, à peine entamé l'esprit offensif de l'ennemi à l'intérieur du Delta. Ainsi, dès le retour des forces franco-vietnamiennes derrière les ouvrages fortifiés de la ligne de Lattre, l'état-major reprend sa tâche de pacification, avec plus ou moins de succès[68]. C'est cependant en haute région que le champ de bataille se déplace à l'automne 1952. En effet, l'incapacité du Viêt-minh à ébranler les positions françaises dans le delta du Tonkin décide Giap à porter la guerre en pays Thaï, dans un milieu de jungle et de montagnes où ses troupes retrouvent leurs avantages. Au mois de septembre, trois divisions (308, 312 et 316) franchissent le fleuve Rouge et investissent la région au nord de la rivière Noire, balayant les postes français dont celui de Nghia Lo, pivot de la défense française qui avait si bien résisté l'année précédente[69]. Le 6e Bataillon de parachutistes coloniaux (6e BPC) qui ne reçoit pas à temps le contrordre lui enjoignant de ne pas sauter, est largué sur les arrières de l'ennemi. Pour le Viêt-minh, la présence de ce bataillon constitue une occasion de détruire une unité prestigieuse, il consacre donc d'importants moyens à sa destruction. Mais, grâce à une dure retraite interrompue par de violents combats d'arrière-garde, le chef du 6e BPC réussit, au prix d'efforts inouïs, à ramener son unité dans le dispositif français : Bigeard entre dans la légende.

Ainsi, du fait de la disproportion des forces, les petites garnisons françaises sont devenues une proie trop facile pour les 30 000 hommes que Giap lance dans la bataille ; Salan ordonne donc le repli sur Na San[70]. Dès le lendemain la décision est prise d'en faire une base aéroterrestre destinée à briser l'offensive Viêt-minh et à faire pièce à la volonté politique de

celui-ci d'arracher le pays Thaï à l'influence française. La décision de constituer une base aéroterrestre est donc une réponse française à l'offensive Viêt-minh ; après s'être limité jusque-là à parer les coups de l'ennemi, Salan décide de reprendre l'initiative. Sa réaction peut être jugée comme exemplaire, puisque à partir d'une situation initiale compromise, il conçoit une manœuvre qui redonne l'avantage au corps expéditionnaire. La fonction assignée à Na San évolue donc rapidement dans l'esprit du commandant en chef : d'abord zone de recueil des unités en repli, elle devient môle défensif, puis base aéroterrestre, cela en l'espace de quelques jours. À partir du 20 octobre 1952, est ainsi constitué le Groupement opérationnel de la moyenne rivière Noire (GOMRN) dont le commandement est confié au colonel Gilles. Afin de donner les délais nécessaires à l'organisation défensive du terrain, une opération sur les arrières de l'ennemi est déclenchée à la fin du mois d'octobre [71]. Craignant de voir ses communications et son ravitaillement coupés, ses dépôts détruits, Giap stoppe son offensive et décide de répondre à la menace sur ses arrières, son dispositif offensif est un temps allégé.

Pendant ce temps, sous l'énergique impulsion du commandant Casso et des sapeurs du 61e bataillon du génie, Na San se fortifie et, autour du terrain d'aviation de nombreux points d'appui voient le jour : les collines sont débarrassées de leur végétation, les abords sont minés et se couvrent d'un réseau de fils de fer barbelés. Un lacis de tranchées apparaît et de nombreux emplacements d'armes automatiques sont creusés. Le système défensif réalisé à Na San forme finalement un ensemble cohérent, les plans de feux, comme les appuis sont bien conçus et les 12 000 hommes qu'accueille la garnison à la date du 23 novembre 1952 représentent une force importante face aux régiments VM. Un mois a suffi à transformer le site au prix d'un immense effort logistique, notamment dans le domaine du transport aérien. Avant la bataille, le terrain d'atterrissage accueille un Dakota toutes les cinq minutes [72], au plus fort des combats, les appareils de l'armée de l'Air, assureront l'appui feu, le ravitaillement par parachutage et l'éclairage du champ de bataille grâce au Dakota *luciole*. Entre le 30 novembre et le 2 décembre 1953, Giap lance en effet ses troupes à l'assaut, notamment sur les faces ouest et sud-ouest de la

position. C'est un échec : hachées par les mitrailleuses et l'artillerie, rejetées sur leur base de départ par les contre-attaques des bataillons parachutistes placés en réserve générale, les unités Viêt-minh n'insistent pas et se replient au prix de lourdes pertes.

Na San, une victoire ? Défensive, certainement si l'on tient compte des faibles délais dont le commandement a disposé pour mettre en place l'organisation défensive du site. De plus, les troupes de l'APV ont perdu de 3 à 4 000 hommes et l'offensive de Giap a été brisée. Par ailleurs, cette victoire séduit le commandement qui voit dans l'utilisation de la base aéroterrestre le moyen de s'affranchir des voies de communication terrestre et de porter – presque partout où il le veut – des coups à l'adversaire et de lui imposer *sa* guerre. En somme Na San apparaît comme une solution qui peut de nouveau être jouable, partout en Indochine. Mais *on peut également parler d'une victoire à la Pyrrhus, car les leçons tirées des combats firent éluder les objections pour l'installation de Diên Biên Phu* [73]. Enfin, l'armée de l'Air s'était épuisée à entretenir la bataille et s'était trouvée plusieurs fois à la limite de son potentiel.

Na San montre également les limites d'une base aéroterrestre du point de vue stratégique, ainsi, dès que le Viêt-minh la contourne par diverses pistes carrossables, celle-ci perd de sa raison d'être et son rôle d'abcès de fixation devient sans effet ; des milliers d'hommes sont ainsi immobilisés sans réel profit. C'est la raison pour laquelle la décision est prise d'évacuer Na San au mois d'août 1953 : Navarre, le nouveau commandant en chef, a en outre besoin de troupes pour l'établissement de la nouvelle base aéroterrestre à Diên Biên Phu [74].

IV – La fin des illusions 1953-1954

Le plan Navarre

Malgré la mise sur pied des armées des États associés (à l'efficacité plutôt limitée par rapport aux unités du corps expéditionnaire), malgré l'arrivée massive de l'aide américaine, la situation s'est considérablement dégradée en 1952, la victoire de Na San, on l'a vu, n'ayant en rien modifié la situation sur le terrain. Du côté français, l'impasse militaire est totale et aucune donnée objective ne permet, à cette date, d'espérer un avenir meilleur. Le Viêt-minh, lui, poursuit ses infiltrations dans le delta tout en développant une stratégie indochinoise, en impliquant le Laos dans la guerre, qui oblige le commandement français à disperser ses efforts et à rétracter son dispositif en lui imposant de faire des choix politiques difficiles.

La tentative d'invasion du Laos au printemps 1953 (avril-mai) s'inscrit dans cette stratégie. La poussée Viêt-minh en direction de la Plaine des Jarres et de Luang Prabang est finalement stoppée grâce aux énergiques réactions de Salan, mais également en raison de la faiblesse de la logistique de l'APV. En effet, l'aide chinoise à cette époque est encore insuffisante pour permettre à Giap de soutenir, dans la durée, une offensive d'une grande ampleur, menée par des forces éloignées de leurs bases. *Mais, si les Viets avaient été arrêtés par des difficultés logistiques insurmontables, la riposte française très coûteuse en moyens de transport aérien, atteignait les limites des possibilités de l'armée de l'Air*[75]. Ainsi, si le môle aéroterrestre semble bien être une parade défensive efficace contre les plans de l'ennemi, les Forces aériennes disposent de trop peu d'équipages et appareils pour assurer convenablement les missions qui leurs sont fixées.

La solution d'une victoire militaire en Indochine semblant hors d'atteinte et la volonté *d'en finir* étant de plus en plus présente, reste alors, pour le gouvernement français, le *choix* de l'ouverture de négociations. En

mai 1953, René Mayer, président du Conseil, décide de rechercher, selon la formule devenue célèbre depuis, une *sortie honorable* au conflit. Ce faisant il place le problème indochinois en tête des priorités du gouvernement, pour la première fois depuis le début de la guerre. Le général Henri Navarre est désigné pour accomplir cette mission et nommé commandant en chef le 8 mai 1953. Navarre est notamment choisi en raison de sa méconnaissance du théâtre d'opérations et de la nature de la guerre, qu'il peut justement regarder et apprécier avec des *yeux neufs* [76].

Peu après son arrivée en Indochine, à la fin du mois de mai 1953, le général Navarre entreprend la tournée des différents territoires, afin de prendre contact avec les principales autorités civiles et militaires, en même temps qu'il élabore un plan d'action sur deux ans (1953-54 et 1954-55), le fameux *plan Navarre*. Celui-ci, comme le résume Jacques Dalloz : *préconise* [pour la première année] *une attitude strictement défensive dans la zone où le Viêt-minh est le plus fort, au nord du 18ᵉ parallèle. Au Sud, en revanche, la pacification sera activement poursuivie* [77]. La montée en puissance de l'armée vietnamienne permettra alors dans la seconde année de reprendre l'offensive et de porter à l'ennemi des coups décisifs. C'est dans ce cadre qu'est déclenchée l'opération *Atlante* qui vise à nettoyer les 400 km de la côte d'Annam compris entre Tourane (aujourd'hui Da Nang) et Nha Trang, fief Viêt-minh depuis le début du conflit. Après la guerre, on reprochera au général Navarre une fois la décision prise d'affronter le corps de bataille ennemi à Diên Biên Phu de s'être privé d'une partie de ses moyens en déclenchant *Atlante*. L'intéressé contestera cette accusation en arguant du fait que sur *les six groupes mobiles nécessaires* [à l'opération], *cinq étaient à recrutement indochinois, annamite ou montagnard et inutilisables dans le Nord (mutineries et désertion s'y produisaient quand on les éloignait trop de leur famille* [78], et qu'en outre les forces aériennes mirent en œuvre *des appareils inemployables sur Diên Biên Phu en raison soit de leur état mécanique soit de leur type* [79].

Diên Biên Phu

Muong Thanh, c'est ainsi que les populations thaïes [80] nomment Diên Biên Phu jusqu'en 1880, date à laquelle l'administration française impose son nom actuel qui ne signifie rien d'autre que *préfecture* ou *chef-lieu de l'administration frontalière*. Situé au milieu d'une vaste plaine (16 à 18 km de long pour 8 à 9 km de large), le village de Diên Biên Phu se présente comme une des seules possibilités offertes au commandement français pour stopper la nouvelle offensive Viêt-minh en direction du Laos. C'est Navarre lui-même qui choisit le site. L'objectif, alors, n'est pas encore de *casser du Viet* ou de rechercher la bataille décisive, mais bien de défendre le Laos que la France s'engage à protéger par un traité signé le 28 octobre 1953. Aucun ordre du gouvernement français ne l'impose officiellement, mais faute de directives claires, le général Navarre prend, seul, la décision d'y constituer une base aéroterrestre dont la mission doit être de barrer la route du Laos [81], de rayonner et de lancer de puissants raids sur les arrières Viêt-minh.

Après avoir consulté de nombreuses personnalités (officiers de renseignement, aviateurs…), et malgré les remarques soulevées par quelques officiers d'état-major, le général Navarre prend la décision de lancer l'opération *Castor :* l'occupation de la vallée de Diên Biên Phu.

Le 20 novembre, trois bataillons parachutistes (6e BPC, II/1er RCP, 1er BPC) sont largués sur les zones de saut préalablement déterminées, puis rejoints les jours suivants par trois autres bataillons parachutistes [82]. Grâce à l'activité de la 17e Compagnie du génie aéroporté, les premiers Dakotas peuvent atterrir dès le 25 novembre. La mise en défense de la base aéroterrestre débute alors, mais, contrairement à ce qui avait prévalu pour Na San, l'organisation du champ de bataille ne semble pas répondre à toutes les exigences requises, *les renforts parachutés à DBP après le 13 mars ont été frappés par la précarité des organisations défensives du centre de résistance* [83], *les réseaux de fil de fer barbelés avaient été disposés en général sans aucune idée tactique (…) pratiquement aucun réseau n'était battu par des armes lourdes tirant en flanquement* [84]. Le génie militaire considère que ses moyens sont insuffisants pour les travaux entrepris : la pénurie de matériaux et la difficulté à se faire acheminer ceux qui étaient indispensables : le total des matériaux et matériel génie fournis par voie

aérienne représente 19 % de l'ensemble du tonnage livré à Diên Biên Phu alors que ce pourcentage, dans une position défensive, représente habituellement de 60 à 70 % de l'ensemble.

Peu à peu cependant, la base aéroterrestre de Diên Biên Phu prend forme. Occupées par les bataillons parachutistes, bientôt remplacés par des unités de Légion ou de tirailleurs, les collines se voient attribuer des noms de femmes : *Béatrice* au nord-est, *Gabrielle* au nord, les *Dominique* et les *Eliane* sur la face est, *Anne-Marie et Huguette* sur la face ouest et *Isabelle,* à l'extrémité sud du dispositif. Ces collines deviennent chacune un centre de résistance défendu par une unité de la valeur d'un bataillon, constitué de plusieurs points d'appui répartis entre les compagnies [85]. Les missions de ces compagnies se partagent entre des sorties hors du périmètre défensif destinées au recueil du renseignement et à la recherche du contact avec l'ennemi et des travaux d'organisation défensive.

Toutefois, face à la pression d'un ennemi qui a mobilisé la majeure partie de ses forces régulières et des dizaines de milliers de coolies (au total peut-être 60 000 combattants de première ligne et environ 40 000 travailleurs à la fin du mois de mai), *les actions offensives qu'on espérait lancer à partir de Diên Biên Phu* [ne sont] *plus réalisables* [86] dès le mois de janvier 1954, toute tentative de sortie se solde par un échec sanglant. Ainsi, même si l'appui et le ravitaillement aériens continuent à jouer et que la piste d'aviation est encore opérationnelle, Diên Biên Phu devient progressivement un camp retranché, incapable d'assurer la mission pour laquelle il a été initialement créé.

Le départ du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient

Il n'entre pas dans notre propos de raconter l'histoire de la bataille de Diên Biên Phu, d'autres l'ont déjà fait, de façon concise et détaillée [87]. Après 57 jours et 57 nuits de combats incessants, Diên Biên Phu tombe, le 7 mai 1954. Pour les quelques 11 700 survivants [88] le calvaire est cependant loin d'être terminé puisque commence alors la lente marche vers les camps de prisonniers Viêt-minh, où le taux de mortalité se révélera en moyenne (officiers, sous-officiers et militaires du rang confondus)

supérieur à 60 %. Si Diên Biên Phu est incontestablement un revers, d'un point de vue militaire, on peut toutefois affirmer que le camp retranché a rempli certains de ces objectifs : le Laos n'a pas été envahi, l'ennemi n'a pas lancé d'attaques massives sur le delta et le corps de bataille Viêt-minh a bel et bien été saigné à blanc. Néanmoins, la défaite provoque un véritable choc psychologique en France et connaît un grand retentissement international, sans commune mesure avec la réalité de l'évolution militaire sur le terrain.

Les opérations ne prennent cependant pas fin avec la chute du camp retranché, et la guerre, en Indochine, se poursuit encore pendant trois mois, marqués par de nouveaux revers et de spectaculaires victoires, souvent passées sous silence [89]. Enfin, le 20 juillet, les accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine sont signés. Les Français disposent alors de cent jours pour se replier sur Haiphong et de deux cents autres pour évacuer le Nord Viêtnam : le 9 octobre 1954, le Corps expéditionnaire fait ses adieux à Hanoï, les dernières garnisons stationnées à Haiphong quittent le Tonkin le 15 mai 1955.

La cessation des hostilités ne signifie cependant pas la fin de la présence française en Extrême-Orient, puisque le Corps expéditionnaire va encore rester deux ans en Indochine. Après l'évacuation de ce qui est devenu le Nord Viêtnam, le Corps expéditionnaire se replie au Sud du 17e Parallèle où il entretient toute l'année 1955 une force de 75 000 hommes. L'assurance française de disposer au Sud Viêtnam de solides positions pour l'avenir apparaît bientôt illusoire : en janvier 1956, le Président Diem demande le départ du CEFEO, dont la présence est jugée incompatible avec la souveraineté du nouvel État. Au mois d'avril de la même année, c'est chose faîte : après un siècle de présence la France quitte cette Indochine qui a profondément marqué la plupart des combattants du Corps expéditionnaires. La guerre a coûté aux forces de l'Union française un peu plus de 100 000 tués, dont 20 000 nationaux [90]. Ce départ passe en réalité relativement inaperçu de l'opinion française dont le regard est, désormais, tourné vers l'Algérie.

V – Le contexte du *rapport Ély*

Le 20 juillet 1954, les accords signés à Genève entre la France et la République démocratique du Viêtnam mettent un terme à la première guerre d'Indochine. Toutefois, si le cessez-le-feu qui entre en vigueur quelques jours après fait taire les armes [91], la tension continue de régner entre les belligérants d'hier. De fait, en cet été 1954, le commandement français envisage sérieusement l'hypothèse d'une reprise des hostilités avec le Viêt-minh à plus ou moins brève échéance.

Pour répondre à cette menace peu probable (l'adversaire étant, lui aussi, épuisé), mais qui ne peut être écartée le général Ély, nommé commissaire général de France et commandant en chef en Indochine au début du mois de juin, cherche à doter le CEFEO d'un outil efficace dans l'éventualité d'une rupture des accords. Dans ce cas, la mission du Corps expéditionnaire serait de défendre les points stratégiques, soit pour permettre *aux alliés intéressés par le maintien des positions occidentales d'intervenir* [92] – pour ne pas citer nommément les États-Unis, soit pour faciliter le rembarquement des forces, hypothèse la plus vraisemblable. Par conséquent, le général Ély veut profiter de l'arrêt des combats pour se préparer sur le plan intellectuel et opérationnel à cette éventualité. En commandant ce rapport, il vise donc un objectif avant tout pratique : il s'agit de fournir aux cadres français un *document de travail* présentant les enseignements des combats qui se sont déroulés entre 1945 et 1954. Les leçons de ces années de lutte, l'analyse des échecs, mais aussi des succès français, doivent permettre, le cas échéant, de répondre de la manière la plus adaptée aux méthodes employées par l'ennemi.

Par ailleurs, dans l'esprit du nouveau commandant en chef, ce document doit répondre à un second objectif, moins immédiat : celui de dégager les formes de combat subversives rencontrées en Indochine mais susceptibles, par leur portée universelle, d'être utilisées sur un théâtre européen (ou sur un autre territoire de l'Union française) par un adversaire communiste. En effet, pour le général Ély, *la guerre conduite en Indochine est*

caractérisée par l'emploi de certains procédés qui pourraient se retrouver sur d'autres théâtres éventuels[93]. En décembre 1954, le secrétariat d'État aux forces armées fait, par ailleurs, montre de son intérêt pour une telle étude. *L'incontestable efficacité* des formes de combat menées par le Viêt-minh fait que dans *l'hypothèse d'un conflit en Europe, rien n'empêcherait sans doute l'ennemi éventuel d'utiliser les possibilités de la subversion, de la guérilla, et du combat de type classique, en les conjuguant avec l'action atomique et thermonucléaire*[94]. Cette réflexion rejoint enfin celle d'un groupe d'officiers supérieurs qui, au sortir de la guerre, tente de comprendre les raisons de la défaite et s'interroge sur les notions de guerre psychologique, de guérilla, d'action subversive…[95] Par leurs travaux, ils vont tenter de dégager les principes fondamentaux de la *guerre révolutionnaire* menée par l'ennemi et proposer des moyens de la combattre. Leurs écrits seront ensuite largement utilisés pendant la guerre d'Algérie.

C'est donc dans ce contexte que le général Ély ordonne, dès le mois d'août 1954[96], la rédaction d'un rapport fondé sur les enseignements de neuf années de lutte contre le Viêt-minh. De l'importante documentation amassée naîtront les deux fascicules des *Enseignements de la guerre d'Indochine,* diffusés à compter du mois d'octobre 1955. À cette date, la détérioration constante des relations entre la France et le Sud Viêtnam, fait de ce dernier un second adversaire potentiel dans le cadre du désengagement programmé de la France en Extrême-Orient. En effet, jusqu'au départ des derniers combattants du Corps expéditionnaire en avril 1956[97], le commandement met en œuvre toutes les mesures défensives et offensives qu'il juge nécessaires à la protection des unités françaises. Un réseau de manœuvre est ainsi reconstitué autour des axes principaux, tant en Cochinchine qu'au Sud Annam, et certaines voies de communications sont portées à la classe 30, permettant le déploiement de chars lourds. Certes, les relations entre la France et la République du Sud Viêtnam, pour tendues qu'elles soient notamment depuis l'affaire des sectes[98] (mars-mai 1955), ont peu de chance de dégénérer en un conflit ouvert. Toutefois, le commandement du Corps expéditionnaire parvient à mettre les troupes françaises à l'abri d'opérations médiatisées dont les retombées politiques

seraient largement exploitées par le Président Diem, pressé de voir les Français quitter définitivement leur ancienne colonie.

Enfin, l'article 7 des accords de Genève impose la tenue d'élections au suffrage universel, pour le mois de juillet 1956, afin de réaliser l'indépendance, l'unité et l'intégrité du pays. Personne toutefois n'ignore à l'époque que le résultat de ces élections se traduirait par une victoire Viêt-minh. Ainsi, si la France ne parvenait pas à imposer cette clause au nouveau régime nationaliste du Sud Viêtnam, l'armistice serait rompu *ipso facto.* Par conséquent, ce rendez-vous électoral et politique fait également partie des préoccupations du général Ély lorsqu'il commande ce rapport. Le Corps expéditionnaire dispose donc de deux ans pour se préparer à combattre de nouveau le Viêt-minh et l'apport des *Enseignements de la guerre d'Indochine* lui fournirait, dans cette perspective, une aide précieuse.

La genèse du Rapport Ély

Comme le précise l'introduction du fascicule II, les *Enseignements de la guerre d'Indochine* ont été réalisés à partir de trois sources principales. La plus importante porte sur les centaines de témoignages [99] d'officiers de tous grades, du sous-lieutenant au colonel [100], relatant leur vision de la guerre, de l'ennemi et des formes de combat utilisées. La plupart de ces études, d'un volume de deux à six pages dactylographiées, commencent à être exploitées dans la seconde moitié du mois d'octobre 1954 [101]. À cette date, 1 168 ont été collationnées et, à la fin du mois de novembre, le total atteint 1 239. Le 3e Bureau du général Ély estime, pour sa part que ces témoignages ne rendent pas encore suffisamment compte de la physionomie et de la complexité de la guerre. La principale remarque qui se dégage à la lecture de ces textes, est que *le plan sur lequel se placent les auteurs (...) manque souvent d'élévation. Ce qui devait être un enseignement n'est souvent que critique non constructive* [102]. Une fiche, à l'attention du général commandant en chef juge que *les études* [recueillies] *sont faites à l'échelon subalterne* [et] *traitent surtout d'opérations récentes, vues sous l'angle combats locaux* [103]. De plus 70 % des rédacteurs de ces fiches en sont à leur premier séjour (400 d'entre eux ont moins d'un an de présence en Indochine) et ne peuvent donner par là même qu'une représentation

vivante mais parcellaire du conflit. Ainsi, *des phases entières de la campagne n'apparaissent pas* [car] *les rédacteurs en 1^er^séjour, soit par ignorance de l'histoire de la campagne, soit par jeunesse (le lieutenant de 1954 entrait à Coëtquidan au moment de Cao Bang), ne jugent que sur la conjoncture 1953-1954, à une époque où la guerre a pris une forme très particulière* [104].

Enfin, les officiers en charge de l'analyse des fiches constatent qu'il *est anormal de prendre position sur des questions relatives à l'emploi ou à la mise en œuvre d'une Arme comme l'ABC, l'artillerie, les transmissions… sans avoir l'avis du commandement ou de l'inspection de cette Arme* [105]. C'est la raison pour laquelle quelques dizaines de ces rapports préliminaires seulement sont retenus pour la rédaction du document final, ces rapports comptant parmi les plus nuancés et les plus concis de la masse des dossiers reçue.

Colonel	16		
Lieutenant colonel	18	Sous total 1 : 122	10 %
Chef de Bon ou d'Esc.	88		
Capitaine	362	Sous total 2 : 1046	31 %
Lieutenant et S/s Lt	684		59 %
		Total ; 1168	**100 %**

Les fiches jugées dignes d'intérêt sont classées par thème et portent la mention *document sélectionné.* Toutefois, il est fort possible que certains rapports préliminaires utilisés pour le document final n'apparaissent pas dans le fonds documentaire.

La méthodologie retenue pour l'exploitation des fiches est simple : une équipe de deux officiers *qualifiés et ayant l'expérience des combats en Indochine* [106] est désignée pour assurer le classement (par armes, par nature des combats…), puis dans un second temps, il est procédé à l'examen et à l'étude de chacun de ces travaux. Enfin, un choix est effectué parmi les enseignements ou suggestions les plus valables, les cas les plus frappants concernant l'organisation des unités, les procédés de combat ou encore

l'instruction des cadres et de la troupe. Par exemple, le rapport du lieutenant Tavernier, commandant d'unité de la 72/21 (compagnie de commandement du 72e bataillon de génie-légion), est-il particulièrement apprécié. Le colonel Lennuyeux, sous-chef d'état-major bureau Opérations, trouve ce témoignage *d'un simple lieutenant (...) remarquable par son objectivité*[107]. Copie du texte est d'ailleurs faite aux généraux Salan et de Linarès.

Alors que tous les témoignages ne sont pas encore parvenus au 3e Bureau de l'état-major du commandant en chef, chargé du recueil, de l'exploitation des rapports préliminaires ainsi que de la rédaction du document final, il semble nécessaire de remédier aux lacunes constatées et de procéder à un complément d'enquête. Ceci, afin de répondre aux objectifs fixés par le général Ély, et de donner aux *Enseignements de la guerre d'Indochine* toute leur valeur. Le 10 décembre 1954, une note appelle donc les officiers supérieurs et généraux ayant exercé des grands commandements (de territoires, de zones, de groupes mobiles) et travaillé en état-major à apporter leur contribution à la rédaction du document[108]. Par ailleurs, une liste nominative invite également un certain nombre d'officiers à faire valoir leur expérience et remarques sur le conflit et sa conduite. Les grandes figures de la guerre d'Indochine se retrouvent dans cette liste : Allard, Gambiez, de Castries, Gilles, Gracieux, Bigeard, Pâris de Bollardière, Vanuxem, Nemo, Sockeei… Et, afin d'obtenir une certaine concision dans les réponses, les témoins sont appelés à réfléchir à partir de thèmes choisis. Ces thèmes seront dans leur grande majorité ceux utilisés dans la table des matières des fascicules II et III des *Enseignements de la guerre d'Indochine.*

Les rapports de ces officiers supérieurs[109], qui peuvent parfois atteindre 500 pages dans le cas des commandants d'armes, représentent donc un point de vue très intéressant puisqu'ils émanent de l'échelon supérieur ; en ce sens, ils di èrent à certains moments radicalement des avis et opinions donnés par les gradés subalternes. De plus, la plupart des officiers concernés ont effectué au moins deux séjours en Indochine et semblent à même d'apprécier avec une certaine justesse les évolutions de la guerre. En apportant un éclairage précis aux problèmes propres à chaque arme, ils

permettent, en outre, de nuancer les propos parfois tranchés et sévères tenus dans les rapports préliminaires comme ceux de ce capitaine d'infanterie : *D'une façon générale, nos procédés de combat sont demeurés rigides, répondant à des schémas ne tenant compte ni du terrain, ni de l'adversaire* regrette un capitaine [110], de tels propos reflètent la réalité telle qu'elle est perçue par le combattant.

La note originelle du 7 août 1954 prescrivait à tous les officiers ayant participé à des opérations en Indochine d'établir un rapport faisant ressortir les enseignements qu'ils avaient pu tirer du conflit. Toutefois, malgré de nouveaux appels parfois jusqu'en métropole où ont été rapatriés nombre d'entre eux, seulement 1/5e des cadres donnent suite la demande du général commandant en chef. Ainsi, le total des témoignages individuels ayant constitué cette première source est estimé à 1 500 : les 1 400 rapports initiaux, ceux des grands commandants d'armes et de services et la soixantaine d'officiers supérieurs nominativement sollicités.

La seconde source utilisée est composée des différents manuels et directives émanant du commandement en chef et destinés aux combattants. Ceux-ci ont été produits tout au long du conflit, les plus anciens datant de la fin des années quarante. En effet, contrairement à une idée reçue, le commandement s'est efforcé de fournir des synthèses sur la guerre en cours comme sur les procédés Viêt-minh, en tentant de s'adapter aux évolutions du conflit. Ainsi, à partir de 1949, l'état-major édite un *Manuel à l'usage des combattants d'Indochine,* qui aborde les principaux aspects de la vie et modes de combat du soldat du corps expéditionnaire, même s'il est vrai qu'à l'époque *son tirage resta néanmoins limité et nombreux furent ceux qui ne l'ouvrirent pas* [111]. Autre exemple, en juillet 1953, le 3e Bureau de l'état-major des Forces terrestres du Sud Viêtnam fait paraître *Le Poste,* document d'environ 300 pages, destiné aux nombreux chefs de poste en Indochine. Les fonctions et missions principales du poste, les dangers qu'il encourt, les méthodes d'attaque de l'ennemi ainsi que les façons de s'en prémunir y sont traités.

Enfin, les officiers reçoivent régulièrement des fascicules plus techniques tel que le *Mémento sur les mines et les pièges d'Extrême-Orient* ou des directives de toute nature : le combat en forêt, la garde des points

sensibles… Le commandement réalise donc, dans la limite de ses moyens, de sérieux efforts d'analyse et de synthèse au sujet des opérations et de l'ennemi, et cherche, à assurer la diffusion de ses conclusions aux niveaux subalternes. La troupe dispose également de revues à caractère pédagogique, telle *Caravelle,* la plus célèbre, dans lesquelles *on trouvait des informations générales, des descriptions du combat et de l'ambiance de guerre* [112].

Les comptes-rendus rédigés par les 3e Bureaux [113] à l'issue de chaque opération majeure, ainsi que les synthèses des 2e Bureaux représentent, enfin, la dernière source de documentation. Les analyses et réflexions publiées dans ces documents, dont les plus anciens remontent à 1951, sont particulièrement précieuses par la critique qui est dressée des échecs et réussites, tant du côté français que Viêt-minh. À titre d'exemple, l'étude d'une bataille comme celle de Nghia Lo au début du mois d'octobre 1951 [114] donne un assez bon aperçu de l'emploi tactique des parachutistes. Les opérations de *reconquête* et d'évacuation d'Hoa Binh et de la route coloniale 6, fin 1951-début 1952, illustrent très bien, elles, les problématiques d'ouverture de route, de rétablissement et de protection des itinéraires.

De cette immense documentation va naître le volumineux rapport qui constitue les *Enseignements de la guerre d'Indochine,* dont la rédaction est achevée à la fin du premier trimestre 1955. Il est originellement divisé en trois fascicules : le premier *contient les enseignements, qui par leur importance et leur caractère politico-militaire se situent seulement au niveau du commandement. Il constitue l'esquisse des problèmes qui se sont posés dans la conduite des opérations pour satisfaire des exigences souvent étrangères à la tactique* [115]. Il apparaît ainsi que le fascicule I *aura un caractère nettement confidentiel car il traitera des enseignements relatifs à la conduite générale des opérations sur le plan du commandement. (…) sa diffusion semble [donc] devoir être limitée à un petit nombre de hautes personnalités* [116]. Le colonel de Crèvecœur *en collaboration avec un petit nombre d'officiers supérieurs* [117] est pressenti pour diriger ce travail qui ne doit pas excéder une trentaine de pages.

Toutefois, ce fascicule I ne sera jamais publié. En effet, les nombreuses recherches effectuées au Service historique de la Défense afin de retrouver

une trace de son existence ont finalement abouti à la découverte d'un message émanant du commandement en chef en Extrême-Orient à l'attention de l'état-major des Forces armées. Ce message, daté du 29 février 1956, est porteur de cette mention lapidaire : *Fascicule I n'a pas été imprimé et n'a aucune chance de l'être. Stop et fin* [118]. Il donne lieu à deux remarques. Premièrement ceci donne à penser que le texte du fascicule I, s'il n'a effectivement pas été imprimé, semble avoir été bel et bien rédigé. Peut-être le général Ély, en a-t-il, à une époque, conservé l'unique exemplaire ? En tout cas, le fonds Ély [119] détenu aux archives de Vincennes n'en contient aucune trace. Les brouillons, eux, ont été vraisemblablement détruits sur ordre.

Deuxièmement, le caractère inhabituel de la seconde partie de la phrase, souligne bien le caractère sensible du contenu du fascicule I. On peut donc raisonnablement estimer que les conclusions de ce volume mettent directement en cause la conduite de la guerre menée par les gouvernements successifs de la IVe République. Par les implications et les conséquences qu'une telle publication aurait entraîné au sein du pouvoir politique et militaire, sans doute le général Ély a-t-il préféré faire preuve d'autocensure en ne rendant pas publiques des critiques qui, à Saïgon comme à Paris, étaient largement connues.

Le général Navarre dans son livre *Agonie de l'Indochine* [120], déjà évoqué, se fait le porte-parole de ces dénonciations de la politique – ou absence de politique – indochinoise menée par Paris. Dès sa sortie, en décembre 1956, l'ouvrage sera sévèrement critiqué par les politiques (comme par certains militaires d'ailleurs), le ministre de la Défense de l'époque, Bourgès-Maunoury, le qualifiant *d'errements peu conforme à la tradition et à la discipline militaire* [121]. Certes, ce plaidoyer forcément partisan étant donné la position de l'ancien commandant en chef en Indochine doit être abordé avec précaution, mais les critiques qu'il porte rejoignent celles émises par une majorité des anciens combattants du corps expéditionnaire à l'encontre *des politiques*. Le chapitre X du livre, intitulé *les leçons de la guerre d'Indochine* et qui constitue sa conclusion, constitue en effet un véritable réquisitoire contre le pouvoir politique : *les véritables raisons de la défaite d'Indochine sont politiques. (…) du début à la fin, nos dirigeants n'ont jamais*

su ce qu'ils voulaient ou, s'ils le savaient, n'ont pas su l'affirmer. Les tergiversations, les fautes, les lâchetés accumulées pendant huit ans (.) sont les fruits du régime. Elles procèdent de la nature même du système politique français[122].

Le deuxième fascicule s'intéresse, lui, aux aspects opérationnels et tactiques de la guerre. Sont étudiées ici les différentes formes de guerre qui ont caractérisé la campagne (guerre psychologique, *guerre en surface,* opérations aéroportées…), mais est également analysée l'adaptation des armes et services présents sur le théâtre d'opérations indochinois. À cet égard, ce second volume constitue sans aucun doute l'analyse la plus fouillée de l'échec, mais aussi de certaines réussites tactiques de l'armée française en Indochine. Ce deuxième volume, le plus important, comprend 295 pages dactylographiés, accompagnées de nombreux croquis et plans. Quelques photographies du milieu physique sont également insérées en introduction.

Enfin, un troisième et dernier fascicule prend en considération les leçons tirées en Indochine (notamment en matière de guerre révolutionnaire), susceptibles d'influencer certaines doctrines tactiques développées en France dans le cadre d'un conflit contre un adversaire communiste sur un théâtre européen, comme nous l'avons dit précédemment. Car, le fascicule III le souligne bien dans son introduction, même si *la plupart des enseignements de la guerre d'Indochine s'appliquent (…) à la tactique de la guérilla et de la contre-guérilla*[123], de tels procédés pourraient reparaître en Europe. Divisé en deux parties, ce volume présente dans un premier temps les procédés de combat sino-soviétique propres à la guerre révolutionnaire, puis met en relief les améliorations à apporter dans l'emploi tactique des différentes armes dans le cadre d'un conflit contre un adversaire communiste.

Avant même que le rapport Ély ne soit rédigé, divers organismes manifestent un très vif intérêt à son endroit. Ainsi, le ministère de la Défense se porte acquéreur dès le mois de mars 1955, auprès du commandement du corps expéditionnaire, à Saïgon, de plusieurs milliers d'exemplaires.

Ces derniers sont destinés aux grands états-majors comme aux corps de troupe. Le tableau ci-dessous présente de manière détaillée la demande de Paris [124] :

Fascicule	I	II	III	Observations
État-major des Forces armées	23	70	70	6 à 8 exemplaires sont prévus pour l'Extrême-Orient [125]
État-major de l'armée	22	1 700	1 700	Diffusion jusqu'à l'échelon corps et bataillon formant corps.
État-major de la Marine	20	100	100	
État-major de l'armée de l'Air	20	150	150	En octobre 1955, il est décidé de ramener cette allocation de 150 à 100 exemplaires.
Total	85	2 020	2 020	

Outre ces commandes, le général Ély fixe à 360 le nombre de fascicules nécessaires aux grands commandements et unités présents en Indochine ; une réserve de 200 exemplaires est par ailleurs constituée. Enfin, une dizaine d'autres est destinée individuellement aux personnels ayant supervisé et rédigé les *Enseignements de la guerre d'Indochine* : le général Ély, le général Agostini, le colonel Lennuyeux, le lieutenant-colonel Rocolle ainsi que 6 autres officiers traitants dont les noms nous sont restés inconnus.

Le 31 mai 1955, alors que la rédaction du rapport est achevée, le général Ély préface le document. Il faut toutefois encore attendre le mois de juillet pour voir la parution des quelque 2 500 exemplaires des fascicules II et III, date à partir de laquelle le rapport commence à être diffusé en métropole comme en Indochine. L'existence de ce rapport suscite de nombreuses demandes d'organismes soucieux de se procurer des exemplaires, et qui s'adressent directement au commandement en chef en Extrême-Orient. Les services de ce dernier renvoient le plus souvent directement ces organismes à l'état-major de l'Armée, chargé de répartir les fascicules dans les corps.

C'est notamment le cas du Service historique de l'Armée, lequel est renvoyé à l'EMA après une commande de 5 exemplaires [126]. De même, en raison de la faible réserve générale constituée en Indochine (200), seuls 72 des 100 exemplaires réclamés par l'École supérieure de guerre et l'École d'état-major sont accordés [127]. Les archives consultées font donc apparaître une réelle attente de ces *Enseignements*, demande qui ne peut être satisfaite en raison du trop petit nombre d'exemplaires édités. Enfin, certains corps, qui ne connaissent pas la teneur du fascicule I s'étonnent de ne pas l'avoir reçu. La Mission de liaison auprès de la commission internationale de surveillance et de contrôle au Laos, accuse ainsi réception des fascicules II et III et fait une demande pour le premier tome *qui ne lui est jamais parvenu* [128].

Envoyés en France par l'intermédiaire de la Direction du Matériel, les exemplaires à destination des organismes métropolitains sont embarqués sur le navire *Sister Ship Henri Poincaré* qui appareille de Saïgon le 2 décembre 1955 [129]. Réceptionnés en janvier 1956 par les grands états-majors, les fascicules à destination des corps de troupes ont été vraisemblablement répartis dans le courant de cette même année. Actuellement, on trouve trace du rapport Ély dans quelques centres de documentation et fonds d'archives de certains musées de tradition de l'armée de Terre. Ainsi, l'École supérieure et d'application du génie à Angers détient-elle un exemplaire des fascicules II et III, de même que l'École d'application de l'artillerie à Draguignan ou le musée de l'Aviation légère de l'armée de Terre, à Dax. Le faible tirage, la dissolution d'unités, la disparition d'un grand nombre de bibliothèques de garnison peuvent en partie expliquer la difficulté à consulter les fascicules des *Enseignements de la guerre d'Indochine.* Classé *Secret défense* au moment de sa parution, en 1955, le rapport Ély entrait ensuite dans le cadre des lois relatives à la consultation des documents militaires [130] et ne pouvait, sauf dérogation, être consultable qu'après un délai de 60 ans. Ayant largement perdu de son caractère confidentiel, les fascicules II et III du rapport sont à la libre disposition des chercheurs au Service historique de la Défense. [131]

L'incommunicabilité ou plus simplement l'ignorance de l'existence d'un tel document sont une des raisons qui explique sa quasi absence de

l'historiographie de la guerre d'Indochine. Rares sont en effet les auteurs qui semblent avoir utilisé cette source dans leurs ouvrages. On peut néanmoins signaler l'étude sur *Na San* de Jacques Favreau et Nicolas Dufour, où sont nommément cités les *Enseignements de la guerre d'Indochine,* encore est-il utile de préciser la qualité d'ancien militaire et de militaire d'active de ces deux historiens. Pourtant, le rapport Ély constitue un document d'une très grande valeur pour la connaissance de ce conflit. Source de première main, il permet à la fois de mieux comprendre ce qu'est le Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient, sa composition, son équipement, ses méthodes de combat, et également d'avoir une vision plus large de l'armée française, de ses forces et faiblesses, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Qualités et défauts des armes et services, justesse et pertinence de leur emploi y sont ainsi passés au crible de la critique, à l'aune des combats d'Indochine. Car, soulignons-le une dernière fois, les fascicules II et III sont sous tendus par l'expérience de la guerre vécue par les combattants, c'est-à-dire par ces officiers qui ont connu le feu et les méthodes ennemies, tout en partageant, le plus souvent, les privations et les souffrances de leurs subordonnés.

Capitaine Ivan CADEAU,

Docteur en histoire et chercheur
au sein de la Division études,
enseignement et recherche (DEER)
du Service historique de la Défense.

NOTE SUR LA PRÉSENTE ÉDITION

Établie à partir des exemplaires conservés au Service historique de la Défense, cette édition a fait le choix de s'approcher autant que possible des fascicules tels qu'ils sont parus en 1955 : l'orthographe des noms propres et la ponctuation du texte ont été respectés tant qu'ils n'entraient pas en contradiction avec les règles observées aujourd'hui ; on ne s'étonnera donc pas de retrouver la trace des règles typographiques utilisés à l'époque, ni de l'emploi dans Les Enseignements, *de termes marqués par le contexte de la guerre froide. Les cartes, schémas et plans ont été entièrement refaits pour l'occasion et un cahier central reproduisant photographies et archives de la guerre d'Indochine a été ajouté.*

À noter enfin que le rapport du général Ély devait originellement se composer de trois fascicules, mais que seuls les fascicules 2 et 3 ont connu une parution, le fascicule 1 n'ayant jamais été imprimé ni retrouvé dans les archives conservées par le Service historique de la Défense. Le tome 1 de la présente édition correspond donc au fascicule 2, et le tome 2, à paraître en 2012, correspondra au fascicule 3 du rapport Ély.

Commandement en chef
en Extrême-Orient

ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE D'INDOCHINE

FASCICULE II

PRÉFACE

L'ennemi que nous avons combattu pendant neuf années a pratiqué, sous le signe de l'auto-critique, une vieille discipline de notre armée, que nous nommions simplement la critique.

Cet examen de conscience collectif qui suivait nos manœuvres fut notre meilleur instrument d'étude et de perfectionnement. Mais n'est-il pas choquant d'appliquer une même méthode d'introspection à des exercices pacifiques et aux brutales confrontations de la guerre ?

Tout nous incite cependant à revenir sur les causes de nos échecs ou de nos succès, et le témoignage que porte chacun de nos morts ne doit pas rester enfoui dans les mémoires des survivants.

Au demeurant, une armée ayant derrière elle un long passé militaire est assez riche pour laisser dire aux siens la vérité.

Pour rédiger ces enseignements de la campagne d'Indochine il a donc été fait appel aux relations de combattants et les 1 400 rapports rédigés par des officiers de tous grades ont constitué la base essentielle de cette étude.

Les notices, les bulletins d'information et les nombreux opuscules rédigés en Indochine pendant les hostilités à des fins d'instruction furent également consultés, ainsi que les directives adressées par les commandants en chef successifs.

Enfin une dernière source de documentation a été constituée par les rapports établis à l'issue des principales opérations, par les synthèses des 2e bureaux et enfin par les diverses données d'ordre statistique recueillies par l'état-major du commandant en chef.

Il restait toutefois difficile d'envelopper dans les limites d'une seule brochure les expériences d'une guerre, dont les formes et les intensités varièrent suivant les époques, suivant les lieux et même suivant les saisons. Il était par ailleurs nécessaire d'ordonner les enseignements suivant l'échelon du commandement auquel ils s'appliquaient.

Une formule de classement, fondée sur une division en trois documents différents, a donc été adoptée.

— Le premier, de diffusion très limitée, contient les enseignements, qui par leur importance et leur caractère politico-militaire se situent seulement sur le plan du Haut commandement. Il constitue l'esquisse des problèmes qui se sont posés dans la conduite des opérations pour satisfaire à des exigences souvent étrangères à la tactique.

— Un second fascicule, appelé à une large diffusion, groupe tout ce que les Armes et Services ont appris durant la campagne et qui serait encore vrai, s'il nous fallait de nouveau combattre hors d'Europe une rébellion alimentée aux mêmes sources.

— Enfin un troisième fascicule, aussi largement diffusé que le précédent, s'efforce de réunir les leçons, dont le caractère est plus général et qui, par conséquent, méritent d'influencer nos doctrines tactiques.

Certes la démarcation entre ce qui relève du second fascicule et ce qui fut traité dans le troisième peut paraître parfois discutable. Dans l'un il est essentiellement parlé des mille formes de la guérilla Viêt-minh et dans l'autre, du combat à l'européenne. Mais cette division, fondée sur la commodité, ne doit pas faire oublier que les choses de la guerre n'admettent qu'une classification didactique.

Saïgon, le 31 mai 1955
Le général d'armée P. Ély
Commissaire général de France
et commandant en chef en Indochine
Signé : Ély

LA GUERRE D'INDOCHINE A COÛTÉ À LA SEULE ARMÉE DE TERRE :

3 généraux,
8 colonels,
18 lieutenants-colonels,
69 commandants,
341 capitaines,
1 140 lieutenants et sous-lieutenants,
2 683 sous-officiers et
6 008 soldats français,
12 019 gradés et soldats, légionnaires, nord-africains et africains,
14 093 gradés et soldats autochtones du corps expéditionnaire,

MORTS POUR LA FRANCE

Ainsi que :

1 lieutenant-colonel,

5 commandants,

60 capitaines,

134 lieutenants et sous-lieutenants,

2 755 sous-officiers et soldats français,

5 791 gradés et soldats, légionnaires, nord-africains et africains,

12 830 gradés et soldats autochtones du corps expéditionnaire,

NON RENTRÉS DE CAPTIVITÉ
OU DISPARUS

En outre furent blessés :

20 899 français,

24 347 légionnaires, nord-africains et africains,

26 924 autochtones,

31 291 hommes durent être rapatriés sanitaires,

16 118 prisonniers furent libérés par l'ennemi.

L'armée de l'Air perdit en missions de guerre :

1 général,
60 officiers,
160 sous-officiers,
49 hommes.
En outre : 85 officiers,
243 sous-officiers,
52 hommes,

FURENT PORTÉS DISPARUS OU MOURURENT DES SUITES DE LEURS BLESSURES OU DE MALADIE

La marine perdit au combat :

27 officiers,

39 sous-officiers,

235 matelots.

En outre :

53 officiers,

157 sous-officiers,

615 matelots,

FURENT PORTÉS DISPARUS OU MOURURENT DES SUITES DE LEURS BLESSURES OU DE MALADIE

— L’année la plus cruelle fut 1947, avec :

5 345 tués,

9 790 blessés, pour l’ensemble des trois armées.

— Tandis que 1950 et 1953 ne nous coûtaient respectivement que :

2 297 et 2 849 tués,

6 473 et 9 203 blessés.

— Par contre, l’armée vietnamienne perdait en 1954 :

2 590 tués et

6 822 blessés.

PREMIÈRE PARTIE

LA GUERRE DES IDÉES

Si la guerre de guérilla est dépourvue d'un objectif politique, elle échouera. Si elle a un objectif politique incompatible avec les objectifs politiques populaires, elle échouera aussi bien, car elle ne recevra pas du peuple l'appui, la participation, l'aide et la collaboration active nécessaires.
C'est comme si le peuple était l'eau et l'armée le poisson. Comment peut-il être difficile au poisson de survivre s'il se plonge dans la masse de l'eau ? Mais si l'eau se retire ou se tarit, alors le poisson n'échappe pas à la mort

Mao Tsé-toung

CHAPITRE I

LA PÉRIODE PRÉ-INSURRECTIONNELLE

Une période pré-insurrectionnelle est difficilement définissable. Toutefois on peut admettre qu'elle s'ouvre au moment où l'opposition à l'ordre établi acquiert une emprise suffisante sur la population pour provoquer des troubles.

En Indochine, une telle période a débuté sans doute vers 1925 et elle a été marquée surtout par les graves incidents de 1930 au Nord Annam et dans le delta tonkinois. Elle a donc duré une vingtaine d'années et aurait pu durer davantage si les circonstances de guerre, notamment l'élimination de l'autorité française par les Japonais en 1945, n'avait donné au parti Viêt-minh l'occasion de prendre une place devenue vacante.

Il est difficile de dégager de cette période d'autres enseignements que la confirmation de certaines règles déjà connues.

Si elles furent transgressées c'est sans doute parce que l'existence d'un état pré-insurrectionnel ne fut pas soupçonné, et aussi parce que la rébellion avait perdu ses formes traditionnelles et que cette évolution nous a également surpris.

Discrétion des symptômes pré-insurrectionnels. – Les divers rapports relatifs à la situation d'avant-guerre donnaient une vision optimiste de la sécurité intérieure et attribuaient la responsabilité des incidents et des troubles à quelques individus égarés, contre lesquels le recours à la force était normal et suffisant.

On *peut se demander si les erreurs commises dans l'appréciation de la situation ne provenaient pas, pour une part, de la formation des cadres, plutôt orientée vers l'immobilisme ; administratif que vers l'évolution, pour une autre part, de leur vie qui les maintenait à l'écart du peuple Vietnamien.* [1]

Voici en effet ce qu'écrivait en 1932 après la répression de la révolte de Yen-Bai, qu'il attribuait à une diffusion trop large de nos idées et à une politique trop libérale, un homme pourtant averti des choses d'Indochine [2].

Bien loin de saper la tradition, il conviendra de nous appuyer sur elle et de ne rien faire qui lui soit contraire ou même étranger… C'est à ces conditions que nos neveux n'auront pas de trop mauvaises surprises lorsque la suite des années lèvera, pour eux, des voiles hésitants de l'avenir.

Cet avenir, nos cadres d'outre-mer doivent le préparer en étant de plus en plus attentifs aux aspirations des mouvements autochtones, et à satisfaire non seulement leurs besoins matériels, mais leurs besoins affectifs.

Car, en 1954, le colonel N… qui a suivi ces événements, commente en ces termes l'usage qui fut fait de la force à l'occasion de la même répression.

Les révoltes d'avant-guerre ont été matées : triomphe éphémère qui a coûté bien cher ! Car la force a fait plus de mal que de bien ; le village tonkinois de X… bombardé devait rester un foyer de révolte et le Nord Annam, occupé par des troupes minoritaires, ne devait plus revoir de français après 1945. [3]

Évolution de la rebellion – Au pavillon noir, au pirate cochinchinois mû par l'ambition personnelle, par la cupidité ou par un patriotisme local, s'est substitué peu à peu un adversaire animé par un patriotisme racial et par l'idéal d'un ordre nouveau fondé sur le marxisme.

Dans la masse de la population se sont recrutés des chefs instruits à Paris ou formés en Chine, voire à Moscou.

Reconnus comme leaders naturels de leur collectivité parce qu'ils en émanaient, ils disposaient pour agir sur l'opinion des mobiles traditionnels qui soulèvent les masses autochtones : xénophobie, anti-colonialisme…

Mais les disciplines communistes leur ont fourni une technique de la propagande et de l'endoctrinement qui leur permit d'obtenir rapidement de larges adhésions dans les classes les plus défavorisées.

De cette idéologie à double face et à double source a découlé une dualité dans l'origine des soutiens dont la rébellion a bénéficié. D'une part le Viêt-minh a fait l'usage maximum des ressources locales qu'ils s'est assurées au besoin par l'intimidation ou par le terrorisme ; d'autre part il a été appuyé de l'extérieur par des nations étrangères… et par certains milieux français.

Il a trouvé en effet des facilités, officielles et clandestines, dans une fraction de notre opinion et de nos assemblées. Ce faisceau de complicités et d'aides matérielles a permis très vite aux rebelles de franchir le stade des bandes armées qui marqua l'année 1945. À la faveur des circonstances et le temps aidant ils sont passés des groupes régulièrement constitués aux unités de toutes armes et enfin aux grandes unités.

Permanence des foyers d'agitation – Ce qui fut observé en Indochine confirme un fait déjà constaté sur nos territoires africains : il y a une permanence dans les foyers et dans les milieux d'agitation. L'histoire et la géographie désignent certaines régions comme le berceau traditionnel des mouvements insurrectionnels et ensuite comme le théâtre de prédilection de la guérilla.

C'est dans les provinces où de tous temps la population s'est montrée la plus orgueilleuse, la plus fière et indépendante, que la rébellion a pris les formes les plus aiguës (Plaine des Joncs, région de Vinh, massifs entourant Langson, etc.). Il est saisissant de rapprocher d'engagements récents l'histoire de certains combats de la conquête. Ce sont souvent les mêmes événements, parfois aux mêmes points. Certains tracts ou missives des mandarins tonkinois aux pacificateurs du Nord Viêtnam sont rédigés en des termes identiques aux tracts V.M.

À ces données traditionnelles se sont ajoutés naturellement les apports de l'époque moderne. L'existence d'un prolétariat dans les villes a favorisé l'éclosion des troubles urbains (en particulier le 19 décembre 1946), tandis que la patience des masses rurales a fini par s'user.

De la nature même de cet état pré-insurrectionnel il résultait que la solution ne pouvait être apportée par la force seule.

L'autorité chargée du maintien de l'ordre doit intervenir plus sur le plan politique, économique et social, que sur le plan policier. *Sous peine d'inefficacité elle ne doit pas recevoir mission de maintenir l'ordre et les causes « du désordre ».*

Tant que les chefs de la rébellion doivent observer prudence et ménagement, il ne faut user de répression sauvage.

Ils essaieront toujours de « couper les ponts » de se mettre hors de la loi ; c'est à l'autorité qui cherche à maintenir l'ordre à faire en sorte qu'au contraire le dialogue avec eux ne soit pas interrompu et qu'en tout temps, il leur soit possible de se rallier sans perte de face ou de prestige. [4]

Préparation des forces armées – La structure même de nos forces armées les rend peu propres au maintien de l'ordre. La période pré-insurrectionnelle revêt donc une importance capitale pour leur mise en état, ainsi que pour l'adaptation des renforts arrivant éventuellement d'autres territoires.

Si dans ce domaine l'expérience de la guerre d'Indochine fournit peu d'enseignements positifs par contre elle fait ressortir les lacunes de notre préparation. Un grand nombre d'officiers a tout d'abord déploré que le corps expéditionnaire ait été privé d'un corps d'officiers spécialisés, analogue à celui des affaires indigènes.

Outre l'information générale du commandement, qui doit porter sur tous les détails de la politique locale, tous les problèmes que poseront le recueil des renseignements, les actions spéciales (maquis, contre-maquis…), le recrutement, la formation de troupes locales…, ne pourront être résolus qu'avec l'aide d'officiers compétents aidés le moment venu par des fonctionnaires civils. En Indochine ces missions ont dû être confiées presque toujours à des cadres qui connaissaient mal le théâtre d'opérations, ne parlaient ni l'annamite ni les dialectes locaux et par conséquent ne pouvaient avoir avec les habitants un contact efficace.

Des spécialistes sont indispensables dès la période pré-insurrectionnelle, car il va de soi que leur recrutement et leur formation ne peuvent être l'œuvre de quelques semaines ni même de quelques mois.

Une préparation du théâtre d'opérations est non moins nécessaire. Elle doit comporter en particulier :

— Des études d'état-major sur l'organisation du commandement, le découpage territorial et les manœuvres envisagées en fonction de deux ou trois hypothèses simples.

— Une documentation complète sur chaque région en adoptant la forme traditionnelle des carnets de secteur ou des fiches d'itinéraire.

— Un début d'équipement en fonction des possibilités budgétaires (axes de communications, bases navales, aériennes, logistiques, transmissions…).

Enfin la recherche du renseignement doit être amorcée par le recensement des agents éventuels, l'établissement de contacts et la préparation de filières dans les zones hostiles… En Indochine s'est confirmée la difficulté d'introduire des agents dans une contrée déjà soumise au contrôle marxiste. C'est donc à l'avance qu'il faut entamer la mise en place des futurs réseaux.

Engagement des troupes – Quand les attentats, sabotage et émeutes prennent une importance qui dépasse les possibilités de la police, force est bien de recourir aux corps de troupe. Mais il convient alors d'éviter certaines fautes que le colonel X… [5] a soulignées :

Il faut surtout que la force armée soit présente, mais qu'elle ne soit pas engagée.

Son engagement rapide est le signal du déclenchement des hostilités. Gardant les points sensibles et les communications, donc l'appareil essentiel du commandement, du gouvernement et de la vie économique, elle peut avoir deux comportements, le choix étant fonction des conditions locales et ne pouvant obéir à aucune règle fixe :

— ou elle se montre, en faisant du volume si c'est nécessaire,

— ou elle est discrète, assurant ses missions efficacement mais sans ostentation.

S'il devient probable que la force sera engagée, il faut absolument que cet engagement soit préparé :

— Dans le choix des objectifs. On a trop souvent tendance à employer la force à des missions secondaires. Puisque la force est l'argument final, il faut que son emploi corresponde à un acte déterminant.

— Les nettoyages, les ratissages et toutes les opérations du même genre risquent d'aboutir à des résultats décevants, sans rapport avec l'importance de l'appareil mis en mouvement. Ils mécontentent dans ce cas la population et lui montrent l'inanité de la force. Ils ne seront donc déclenchés en période pré-insurrectionnelle que s'il y a certitude d'atteindre des objectifs importants.

— Dans sa durée. il faut le limiter strictement à l'acte brutal et veiller tout particulièrement à ce qu'il ne se prolonge pas. Ce qui revient à fixer avec une très grande précision la mission impartie, dans sa nature et dans le résultat qui en est attendu.

— Dans ses procédés. La gravité des conséquences psychologiques impose d'employer les procédés nécessaires et les effectifs suffisants et adaptés au genre de mission qui est fixé. Il est préférable d'agir par démonstrations massives et courtes plutôt que par une succession d'opérations de faible envergure. En somme, le principe de l'économie des forces doit être appliqué rigoureusement.

Si l'engagement de la force pose au chef militaire un problème technique, il ne faut pas perdre de vue que, dans cette période, ce qui est attendu de lui c'est, en dehors d'un acte précis mais limité, un choc psychologique sur l'opinion. Le reste est affaire de police et il ne convient de donner à l'armée des missions de remplacement des services spécialisés que lorsque ceux-ci font absolument défaut.

En conclusion, dès qu'un état pré-insurrectionnel peut être diagnostiqué, il est capital d'utiliser le délai qui s'offre encore pour préparer d'éventuelles opérations et pour mettre sur pied si besoin est un corps de spécialistes.

Quand l'emploi de la force devient indispensable, ne l'engager qu'avec circonspection ; car son action psychologique sur les masses sera tout aussi importante que son heurt avec les fractions rebelles.

CHAPITRE II

ASPECTS PSYCHOLOGIQUES DE LA LUTTE

Si la guerre oppose toujours deux volontés, la guerre civile y ajoute le heurt entre deux doctrines et même entre deux explications du monde quand le marxisme inspire l'un des deux adversaires.

Il ne peut être question d'énoncer ici les multiples causes qui ont déterminé le triomphe de l'idéologie Viêt-minh sur l'immobilisme social et sur la débilité gouvernementale du Viêtnam traditionnel.

Ces causes sont au demeurant trop connues : *On ne saurait rétablir un nouvel ordre au profit d'un désordre constitutionnel et social.* [6] - [7]

Pas un seul combattant français qui n'ait exprimé son amertume et souvent sa colère pour les contradictions que son état de soldat l'obligeait à servir.

Le jugement ci-dessous peut passer pour l'un des moins sévères… *En 1946 pour faire notre devoir ici, nous nous sommes embarqués de nuit, entre deux haies de gendarmes, comme des malfaiteurs. En revenant en 1953, nous avons été fouillés par des Vietnamiens à la douane, comme des touristes.* [8]

La plupart des appréciations sont plus amères et reflètent l'opinion de ces deux officiers :

Capitaine P… : *Si nous n'avons pas pu nous opposer efficacement à la propagande communiste, c'est que nous n'avons pas proposé une idéologie positive à opposer au communisme, de laquelle auraient découlé une doctrine et une foi.*

Colonel N… : *Les Franco-Vietnamiens ont misé sur tout ce qui mourait dans ce pays : les traditions, les vieux – Le Viêt-minh utilisait tout ce qui naissait ou grandissait : les désirs, les passions, les jeunes.*

Mais si la conduite diplomatique et politique de la guerre échappait au commandement militaire, celui-ci ne pouvait ignorer que *L'arme idéologique était une des armes principales sinon l'arme principale, car la population était l'enjeu de la lutte et notre adversaire était communiste.* [9]

Le corps expéditionnaire n'eut malheureusement le droit de manier cette arme idéologique que dans certains domaines et sous de sérieuses réserves. Le présent chapitre sera donc simplement l'énoncé de nos réussites et surtout de nos échecs dans les secteurs où les commandants en chef purent timidement mener la bataille psychologique.

Action sur les populations vietnamiennes – Dans les zones que nos unités tentaient d'assainir ou de préserver de la contagion V.M., il était normal que nous fassions appel à la propagande, tout en faisant usage des armes.

Mais la troupe et les cadres furent à de rares exceptions près de médiocres agents de persuasion et d'endoctrinement.

Tout d'abord par manque de préparation :

L'action politique ne fait pas partie de notre formation… nos cadres étaient mal à l'aise, aux prises avec les problèmes de contact avec la population, de propagande… [10]

La majorité des cadres a fait preuve en maintes circonstances d'une grande ignorance en matière d'action politique… Ceux-ci détruisaient ce que d'autres avaient eu tant de mal à bâtir.

Témoin, le village de D…, sur le Bassac. Dans un lieu abandonné un de nos chefs de section avait réussi à force de patience, à faire revenir 2 000 habitants. Ce village était l'orgueil de ma compagnie. Malheureusement à notre relève, un chef de poste incompétent perdit la confiance de la population et il ne fallut pas plus de 15 jours pour que D… soit entièrement brûlé et abandonné par ceux-là même qui l'habitaient et préféraient revenir en zone V.M. plutôt que de subir les vexations d'un chef de poste incompétent et de militaires non préparés politiquement à leur mission. [11]

Nombreux sont les officiers qui, essayant de faire de l'action politique dans leurs secteurs, voyaient : *Tous leurs efforts détruits en quelques jours par le passage dans la région d'une unité mobile qui ne connaissait pas les*

conditions locales, et s'en allait sans avoir tué un Viet, mais ayant éloigné de nous pour toujours ceux qui nous renseignaient et luttaient avec nous contre le V.M.. [12]

À cette ignorance politique s'ajoutait l'absence d'officiers connaissant le pays et la langue : *On a souvent demandé au chef de Poste de faire de la propagande. Mais quels sont ses moyens ? Il ne parle pas le Vietnamien, ne connaît ni les coutumes ni le pays. Il nous faut, pour ces missions, des stages préparatoires, mais surtout un fort noyau de véritables spécialistes.* [13]

Nous n'insisterons pas davantage sur ce point, puisque la nécessité d'un corps des A.I. a été déjà soulignée.

L'action que le commandement pouvait attendre des troupes sur la population était, en outre, handicapée par la forme même des opérations. *J'ai remarqué,* écrit le commandant P… (FNTV), *que l'action psychologique et l'action militaire sont étroitement interconnectées. Quand le Viet enlevait un poste, faisait sauter un train ou un véhicule ou tendait une embuscade, la population n'en ressentait pas le contre coup, sinon par nos amendes et nos représailles.*

Quand nous faisions une opération sur un Viet implanté dans un village la population en ressentait le contre coup parce que nous la détruisions en même temps que le Viet.

Dans les deux cas le service de propagande V.M. trouvait un sujet valable, étayé par des faits, alors qu'obligatoirement nous avons fourni à la masse des motifs de haine.

Nous perdions ainsi, au profit de l'ennemi, le recrutement et le renseignement.

Ces remarques s'appliquent essentiellement aux zones où nous luttions contre le pourrissement.

Dans les régions sans obédience V.M., où nous faisions parfois des incursions, nous dûmes presque toujours payer quelques avantages sur le plan militaire par la désaffection définitive des populations. Ces dernières, en effet, croyaient à la réinstallation des forces franco-vietnamiennes, observaient une neutralité bienveillante et nous donnaient même quelques gages de fidélité, puis se voyaient abandonnées aux représailles V.M. Un

raid ou un coup de main en zone non contrôlée ne devrait en conséquence jamais s'accompagner de tentative de ralliement.

Dans des conditions aussi défavorables, la médiocrité des résultats s'explique amplement.

L'utilisation des procédés modernes de propagande n'avait point cependant été négligée.

De 1946 à 1952 une *section de propagande* fonctionna dans les états-majors du commandant en chef et des commandants de territoire. Elle diffusait aux officiers de renseignements de zones et de secteurs toutes les directives nécessaires et leur assurait des moyens matériels.

À partir de 1953 fut créé un *bureau de la guerre psychologique* à l'état-major du commandant en chef et cet organe reçut des crédits de plus en plus importants.

Des cours pour former des propagandistes furent organisés. Tout un matériel d'impression de tracts et d'affiches fut distribué, des halls d'exposition furent installés ; on dota les Équipes Mobiles de mégaphones, on parachuta des dizaines de millions de tracts [14] et on utilisa fréquemment un avion équipé de haut-parleurs.

Cet effort tardif fut d'ailleurs freiné par la pénurie de personnel compétent. Car *les guerres idéologiques de l'époque contemporaine réclament des cadres spécialisés dans l'action politique et la propagande. En dehors des questions de doctrine il y a une technique à laquelle le plus grand nombre possible d'officiers doivent être initiés, et dans laquelle certains doivent être spécialisés.* [15]

Action sur les troupes ennemies – Alors que la propagande directe sur les troupes V.M. n'a déterminé qu'un nombre très faible de ralliements et de désertions par suite de l'emprise des cadres politiques sur les soldats, nous avons enregistré des succès appréciables sur les prisonniers.

L'action sur les PIM reposait sur une différence de régime. [16]

Ceux d'entre eux qui n'appartenaient pas à l'armée régulière étaient versés, après un stage probatoire, dans des unités de travailleurs où il ne fut jamais difficile de recruter des coolies servant volontairement dans nos unités. Ces derniers ont été presque toujours les auxiliaires dévoués et

extraordinairement fidèles de nos formations : sans action psychologique voulue et concertée, la vie en commun avec nos troupes est parvenue, dans la très grande majorité des cas, à faire de l'ancien adversaire une sorte de supplétif sans arme, qui arrivait à partager l'esprit de corps de son unité.

Dans mon bataillon, dit le capitaine X... (FTSV), nous acclimations rapidement nos « PIM », et nombreux étaient ceux d'entre eux qui donnaient des gages de loyauté incontestables – fouille de souterrains par exemple – et demandaient à devenir partisans.

Vis-à-vis des PIM qui devaient subir le régime de l'internement, le service d'action psychologique a mené à partir de 1952 une action fructueuse. Dans les camps ou l'expérience en fut faite, la majorité des prisonniers, une fois le filtrage et la ségrégation des irréductibles opérés, se sont révélés perméables à l'information objective (sur le Viêtnam, le gouvernement Vietnamien, l'armée nationale, les perspectives ouvertes à la jeunesse du Viêtnam, etc.), et susceptibles de recevoir une formation professionnelle et intellectuelle. [17]

Ces deux réalisations d'ordres très différents montrent bien qu'une rééducation politique est possible. Elles sont, en outre, la condamnation du régime pénitentiaire qui réunissait sans distinction les prisonniers dans un même camp. Un effort pour assurer aux captifs un certain confort et bien entendu la suppression de toute brutalité sont indispensables pour créer un climat favorable à la cure de réadaptation.

Action V.M. sur nos troupes – Si l'on fait exception des unités autochtones, recrutées parmi les minorités ethniques et qui se révélèrent toujours hostiles au V.M. par répulsion raciale, l'ennemi trouvait chez les autochtones de nos formations et bien entendu dans l'armée vietnamienne un terrain favorable pour sa propagande.

Le mouvement *Dich-Van* (mot à mot : démarche auprès de l'ennemi) recevait tous les soins du ministère de la Défense nationale V.M. Une abondante documentation tombée entre nos mains en fait foi.

Vis-à-vis des Vietnamiens nationalistes on usait des arguments suivants : *Le soldat vietnamien n'est pas un ennemi ; c'est un égaré, tout au*

plus un rebelle. S'il se *rallie, i*l sera traité avec égards.

Simultanément on exerçait une pression, voire un chantage, vis-à-vis de sa famille.

L'étroite imbrication de notre dispositif ou du dispositif adverse dans les deux deltas et en zone côtière, la perméabilité des populations aux mots d'ordre V.M. par crainte, ou simplement par attentisme, tout favorisait l'action *Dich-Van.*

On peut admettre qu'elle fut à l'origine de la chute de presque tous les postes dont la garnison comportait des autochtones, et que toute unité à recrutement annamite comportait une cellule Dich-Van, active ou en sommeil.

Sur les troupes de l'Union française, le commandement V.M. agissait par le truchement du parti communiste français ; il usait en outre de tracts et parfois il utilisa… des femmes.

Sur les éléments français c'est incontestablement la propagande défaitiste venant de Métropole qui fut la plus démoralisante, sans toutefois qu'elle ait engendré d'appréciables défections [18].

Vis-à-vis des autres éléments du corps expéditionnaire, le V.M. fit un large usage des tracts, rédigés dans toutes les langues et bien adaptés au temps et au lieu. Il utilisa également dans certains cas des interprètes, qui haranguaient avec haut-parleurs la garnison des postes attaqués.

Dans l'ensemble cette propagande échoua, car les conditions d'existence dans les camps de prisonniers Viêt-minh étaient trop connues pour que nos hommes attachent crédit à des appels signés par d'anciens camarades tombés entre les mains adverses [19].

L'éducation communiste que l'ennemi s'efforçait d'inculquer avec persévérance à nos prisonniers n'a obtenu que des résultats superficiels : il y avait trop de divergences entre l'explication du monde faite par les agents politiques et ce que les captifs en savaient. Il y avait par trop divorce entre les paroles et le cruel destin réservé quotidiennement à nos hommes.

L'espoir d'une libération a pu déterminer des reniements et des adhésions aux thèses marxistes, mais la grande majorité des rapatriés s'est

réadaptée plus ou moins vite à nos modes de penser.

L'échec des catéchistes Viêt-minh vient donc illustrer à nouveau la nécessité de fonder tout essai de ralliement sur de bons traitements et sur un régime d'accession graduelle à la liberté.

LES OPÉRATIONS DE DÉCEPTION

Depuis que les Anglo-Saxons firent grand bruit sur leurs opérations *de déception* durant la période 1940-1945, l'on s'est habitué à couvrir du manteau de la guerre psychologique un personnage, qui depuis le siège de Troie et le combat des Horaces et des Curiaces s'était appelé la Ruse de guerre.

En fait l'action de déception *dont le but est de remporter sur l'adversaire une victoire psychologique, en l'amenant à une fausse interprétation de nos intentions et en réduisant ainsi ses possibilités de riposte* [20], est toujours une manœuvre postiche, dont l'exécution est plus ou moins poussée.

Mais les moyens de propagande moderne ont permis d'accroître singulièrement la résonance de faux mouvements, de faux ordres et d'une fausse activité des transmissions.

Sous cet angle, mais à ce seul titre, on peut rattacher à la guerre psychologique la bruyante orchestration d'une ruse.

Organisation d'une opération de déception – La décision de déclencher une opération de déception ne saurait appartenir qu'au commandant en chef. Mais ce dernier devrait disposer d'un *état-major permanent de déception* qui, mis en temps voulu au courant des intentions lointaines du chef, pourrait lui suggérer des feintes. Cet organe pourrait ensuite *déclencher avec le maximum d'efficacité et dans le temps requis l'action des services spécialisés.* [21]

Une fois la décision prise de simuler un dessein du commandement, il devient nécessaire que *l'opération de déception soit coiffée par un état-major opérationnel distinct de celui de l'opération tactique principale* [22]

La préparation de l'opération portera essentiellement sur *un terrain abstrait ; l'intelligence et le moral de l'adversaire* [23], d'où l'obligation de

rechercher des solutions adaptées aux caractéristiques de l'adversaire, de la population et de nos rapports avec cette dernière.

Il faudra calculer de très près les délais nécessaires pour que les fausses informations parviennent à temps au commandement adverse et déterminent les réactions escomptées.

Comme dans une partie de bridge il faut influencer le camp adverse dans la conduite du jeu par certaines annonces, ou certaines défausses, ou encore par la façon d'affranchir certaines « longues » pour le « squeezer » ou lui cacher le plus longtemps possible la carte décisive, de façon à ce qu'il soit trop tard pour lui, quand il verra clair, pour réagir efficacement. [24]

Ceci posé, l'on pourra utiliser concurremment :

— La propagande parlée.

— La propagande écrite.

— La propagande chuchotée.

— La visite spectaculaire de personnages importants [25].

etc.

Il va sans dire qu'une opération de déception *doit rester secrète jusqu'au bout de son déroulement et tromper le camp ami autant que celui de l'adversaire.*

Son but n'est atteint que lorsque tout le monde s'est laissé prendre au jeu.

Dès que l'action est engagée, tous et à tous les échelons doivent jouer le jeu, même si le scénario les choque ou s'ils ne le comprennent pas. [26]

Les règles qui viennent d'être exprimées ne furent pas respectées intégralement pendant la campagne, mais leur application empirique nous assura plusieurs succès.

Par exemple l'évacuation de Na Sam le 12 août 1953 fut précédée d'une campagne de faux bruits, qui trompèrent tous les exécutants.

Les opérations *Pélican et Germaine* à la fin des hostilités furent un exemple des facilités apportées par les moyens de propagande moderne.

Pélican en octobre 1953 visait à créer une menace sur les côtes du Thanh-Hoa tandis que l'opération *Mouette* était déclenchée à une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur des terres. Une fausse action

navale et une intoxication opportune obtinrent plein succès, *puisqu'il fut permis d'installer le dispositif « Mouette » face à la division V.M. 320, en immobilisant la 304, et de traiter la première sans être inquiété par la seconde* [27].

Pendant que les négociations de Genève se poursuivaient, l'opération *Germaine* eut pour but de *persuader l'opinion française, vietnamienne et internationale, ainsi que le V.M., qu'un renforcement sérieux du Delta tonkinois était en cours et serait réalisé avant le 15 juin* [28].

On fut ainsi conduit à amplifier des faits réels tels que l'arrivée au Tonkin d'un bataillon de parachutistes, interprété comme l'annonce de la reconstruction imminente de deux groupes mobiles, ou l'arrivée à Saïgon des croiseurs *Gloire* et *Montcalm* présentés comme des précurseurs *d'une importante escadre comportant d'autres navires et des forces terrestres embarquées, qui débarqueraient dans la région d'Haiphong.*

Un chef de bataillon fait prisonnier à Diên-Biên-Phu a rapporté que *d'après les déclarations du porte-parole du commandement V.M. dans les camps d'officiers prisonniers, celui-ci avait vraiment cru à un renforcement substantiel de notre corps expéditionnaire. Au début de juillet 1954, cette éventualité semblait l'inquiéter fortement.*

DEUXIÈME PARTIE

LA GUERRE SANS FRONT

L'infériorité matérielle devant l'ennemi n'est pas grave. Ce qui est important c'est la mobilisation populaire. Le peuple doit être un grand océan dans lequel l'ennemi se noiera…
Quel est le vrai rempart ?
— C'est le peuple…

Mao Tsé-toung

Le 19 décembre 1946 de vastes lambeaux du Tonkin et de l'Annam tombèrent entre les mains Viêt-minh et devinrent autant de provinces d'un nouvel État. Car le gouvernement Ho-Chi-Minh, bien qu'il fut condamné à vivre dans les difficultés, n'en réussit pas moins à établir peu à peu une administration, une justice et quelques services publics, tout en tirant sa subsistance d'une économie rudimentaire.

Les contours d'une partie de ces territoires restèrent mouvants durant les 8 années de guerre, notamment au Sud Viêtnam. Au Tonkin cependant, l'année 1951 fut marquée par un véritable bornage de la zone Viêt-minh : en construisant la ceinture fortifiée du Delta nous avouâmes en quelque sorte notre impuissance à reconquérir la moyenne région.

Certes nous avons tenté à diverses reprises de reprendre à l'ennemi certains de ses fiefs. Nous sommes allés ainsi à Bac-kan et à Cao-bang en 1947 et nous avons lancé l'opération *Atlante* en 1954 pour tenter la reconquête d'une portion de la côte d'Annam.

D'autres opérations nous amenèrent à prendre l'offensive en territoire Viêt-minh, soit qu'il s'agisse de raids plus ou moins profonds [1], soit que nous ayons pénétré en sol ennemi dans l'espoir d'attirer et détruire ses forces [2].

Mais de telles entreprises ne furent que des épisodes tandis que la lutte revêtit un caractère permanent dans les régions mêmes dont nous voulions assurer le contrôle, à savoir les deux Deltas et certaines parcelles de la côte d'Annam, qui correspondaient à une forte densité humaine et aux terres les plus nourricières.

La *guerre sans front* qui fut ainsi livrée durant 8 ans avait pour enjeu l'adhésion d'une population presque toujours agglutinée dans des villages.

La contamination V.M. variait d'une localité à l'autre, se modifiait au cours des mois, mais il s'opérait constamment une osmose entre les fiefs communisés et les zones disputées : un ravitaillement en armes, munitions et matériels suintait chaque nuit de l'extérieur vers l'intérieur, tandis que mille infiltrations d'émissaires, d'agents politiques ou de fonctionnaires

plus ou moins importants mettaient en communication les Viets du dedans et ceux du dehors. En outre un mouvement de noria amenait tour à tour les unités régulières et certaines unités provinciales au cœur des Deltas et les renvoyait vers les camps des régions périphériques.

L'importance de ces échanges humains et matériels conditionnait naturellement l'intensité des combats.

Au Sud Viêtnam les appuis dont bénéficiaient les rebelles étaient médiocres et lointains. Par contre au Nord Viêtnam les opérations à l'intérieur du Delta furent toujours influencées par la présence, en bordure, des unités du corps de bataille V.M. et par la proximité relative des sources de ravitaillement que la rébellion trouva en Chine à partir de 1950.

Nos forces du Nord Viêtnam dûrent constamment parer aux interventions de ce corps de Bataille et ce fait a faussé notre conduite de la guerre en surface au Tonkin.

Il est donc logique de chercher des enseignements relatifs au rétablissement de l'ordre et applicables sous d'autres cieux, beaucoup plus au Sud Viêtnam qu'au Nord, où les données du problème ont toujours eu des caractères très particuliers.

Les actes de la guerre en surface ont de multiples formes, mais ils s'ordonnent autour de trois préoccupations :

— La libre disposition des axes routiers et fluviaux nécessaires à la vie des unités ainsi qu'à la manœuvre.

D'où une politique de contrôle des axes.

— L'assainissement progressif des diverses régions par une politique de contrôle en surface.

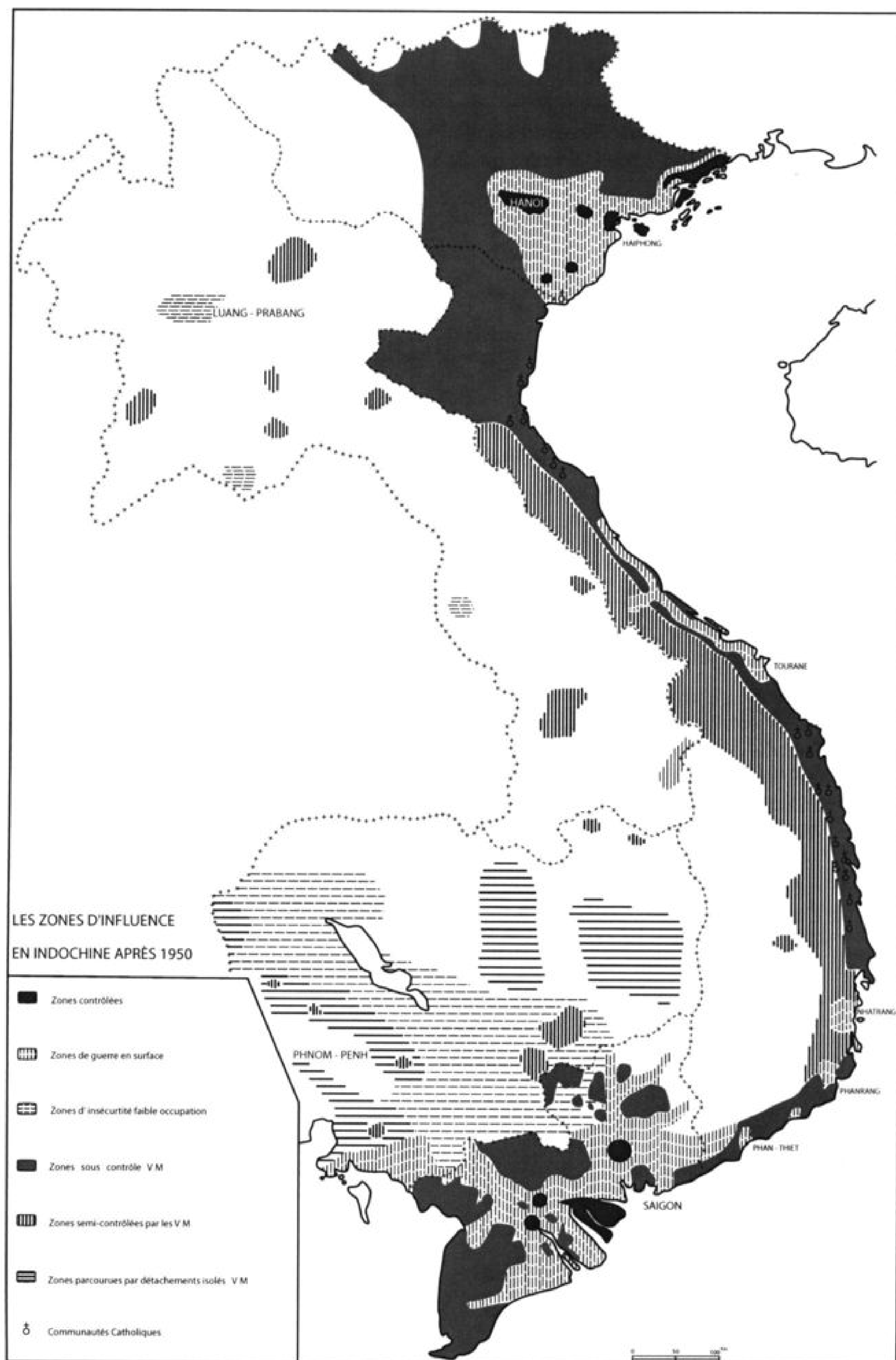
— L'apaisement des esprits et le désarmement des rebelles par une politique de pacification.

Ces trois genres d'activité furent essentiellement le fait des formations territoriales et surtout des unités dites *implantées.* Ils feront l'objet de trois chapitres distincts.

Les forces mobiles ne prenaient à leur compte qu'une fraction des entreprises tendant au contrôle en surface ; c'était d'ailleurs la fraction la plus rude, car il leur était confié la destruction des bandes les plus actives et les mieux armées.

Toutefois le style de leurs interventions restait analogue à celui des unités territoriales, quand elles entreprenaient de menus nettoyages. La différence résidait seulement dans l'ampleur du dispositif et dans la capacité d'affronter un ennemi plus fort. Il a donc paru possible d'examiner en un dernier chapitre les manœuvres offertes aux unités, qu'elles soient territoriales ou mobiles.

Enfin l'importance que la fortification a prise durant la campagne a justifié qu'il lui soit consacré un chapitre annexé.


LES ZONES D'INFLUENCE
EN INDOCHINE APRÈS 1950
HANOI
HAIPHONG
LUANG - PRABANG
TOURANE
NHATRANG
PHANRANG
PHAN - THIET
PHNOM - PENH
SAIGON
Zones contrôlées
Zones de guerre en surface
Zones d' insécurtité faible occupation
Zones sous contrôle V M
Zones semi-contrôlées par les V M
Zones parcourues par détachements isolés V M
Communautés Catholiques

LES ZONES D'INFLUENCE EN INDOCHINE APRÈS 1950
(voir page précédente)

Zones contrôlées

Zones de guerre en surface

Zones d'insécurité faible occupation

Zones sous contrôle V.M.

Zones semi-contrôlées par les V.M.

Zones parcourues par détachements isolés V.M.

Communautés Catholiques

CHAPITRE I

LES DONNÉES ESSENTIELLES

Organisation du commandement – Durant toute la campagne, l'articulation du commandement territorial resta fondée sur un découpage géographique de l'Indochine :

— **Le territoire** correspondait à l'une des grandes régions naturelles du pays.

Son chef disposait directement d'un nombre plus ou moins important d'unités terrestres et avait en outre l'emploi de forces aériennes et fluviales qui lui étaient adaptées.

— **Les zones** étaient les subdivisions du territoire et comprenaient elles-mêmes des **secteurs**, se décomposant en sous-secteurs, ces derniers correspondant en principe aux possibilités d'action d'un bataillon plus ou moins renforcé.

Le souci majeur de chaque échelon de commandement était d'arriver à se constituer des réserves pour effectuer des opérations plus ou moins importantes, et le seul objet de controverses fut la proportion à conserver entre forces mobiles et forces implantées. Ce problème sera évoqué plus loin.

Il faut noter d'autre part, qu'au fur et à mesure du renforcement des moyens dans les deux camps et par suite du caractère stratégique que le Viêt-minh a fini par donner à ses actions, nous dûmes créer des commandements opérationnels de plus en plus importants. Leur juxtaposition ou leur superposition aux commandements territoriaux existants ne fut pas toujours un élément favorable à la poursuite rationnelle de la pacification proprement dite.

Le renseignement – On a souvent affirmé qu'une des causes essentielles de nos échecs fut la carence des renseignements.

Il ne s'est cependant point passé une journée, où le commandant en chef et ses grands subordonnés ne puissent lire sur les cartes que leur présentaient leurs chefs de 2e Bureau, le dispositif complet des unités Viêt-minh, avec une exactitude qui fut souvent supérieure à 80 % et rarement inférieure.

Par contre, le commandant de bataillon, le chef de poste et même le commandant de groupement mobile connaissaient un jour ou l'autre la plus brutale des surprises. En outre leurs véhicules sautaient quotidiennement sur des mines, leurs patrouilles trouvaient le vide ou disparaissaient dans une embuscade et quand leur unité pénétrait dans un village, elle manquait des informations qui auraient permis de trier la population et d'en extraire les rebelles sans uniforme.

Il convient donc de différencier nettement le renseignement profond, qui fut toujours procuré au Haut commandement avec précision, et le renseignement immédiat et rapproché, qui ne fut presque jamais obtenu par les cadres subalternes.

Aussi pouvait-on écrire : *C'est le commandant en chef qui renseignait le chef de bataillon et ce dernier ne renseignait jamais le commandant en chef*

Les sources d'information des 2e Bureaux étaient classiques et la guerre d'Indochine n'a fait apparaître aucun enseignement particulier : méthodes et moyens furent bons.

Par contre, au niveau des corps de troupe et surtout au niveau des commandants de sous-secteurs la faillite du renseignement fut imputable à différentes causes, dont la première fut l'intérêt insuffisant que certaines autorités apportèrent à la recherche.

Trop souvent, aux petits échelons, l'importance des fonctions de l'officier de renseignements échappait. Remplacé fréquemment, chargé parfois de plusieurs activités de natures différentes, il tendait à devenir le rouage d'un ensemble administratif.

Si l'on disait : *Un bon O.R. vaut un bataillon, aucun chef ne s'est privé en fait d'un bataillon pour avoir un O.R.* [3]

Par ailleurs, les cadres chargés de la recherche ont souvent manqué de moyens et notamment de photographies aériennes.

L'ancien O.R. d'un sous-secteur écrit, par exemple, qu'en 12 mois il n'a pu obtenir une couverture photo de son territoire.

Un tel fait n'a pas été une exception ; même au Tonkin les clichés n'ont jamais été assez nombreux et assez fréquemment renouvelés.

On pouvait également déplorer l'insuffisance quantitative et qualitative du corps des interprètes, l'absence d'appareils propres aux écoutes rapprochées et enfin l'inexistence de sections de repérage qui, en diverses circonstances, auraient pu localiser les mortiers et les pièces d'artillerie V.M. [4]

Mais ces déficiences étaient de peu d'importance quand on considère les carences de la source essentielle des renseignements dans une guerre en surface : L'habitant.

C'est, en effet, dans la population qu'il faut chercher les informations abondantes et permanentes, permettant d'isoler la fraction qui a pris les armes et s'est mise hors la loi.

Il y a malheureusement là une sorte de cercle vicieux, car il est certain que le renseignement d'habitant ne peut obtenir un plein rendement qu'au sein d'un pays ou la pacification progresse.

Dans les rares circonstances où nous avons pu bénéficier d'un tel appui les résultats furent excellents.

Renseigné pour une fois de façon sûre, dit un officier, *j'ai pu, en une heure, une certaine nuit, arrêter tous les cadres politiques d'un village rebelle, avec une poignée d'hommes, alors que nous ne pouvions pas aller dans ce village en temps ordinaire avec moins d'une compagnie.* [5]

Il n'en est que plus nécessaire d'affecter à la recherche un personnel stable, spécialisé et suffisamment nombreux.

À cette occasion, il faut insister de nouveau sur l'importance d'un corps d'officiers des affaires indigènes. C'est lui qui constituera toujours l'ossature d'un service de renseignements.

La connaissance de la langue, la possession de nombreux fichiers et la tradition d'une doctrine éprouvée mettront entre les mains de l'officier

d'AI des atouts maîtres ; il lui suffira de former des adjoints pour étendre son champ d'investigation…

Mais si les circonstances firent que nous ne pûmes bénéficier du renseignement d'habitant, nous pûmes constater tout le profit que l'adversaire sut en tirer.

Le fait était d'ailleurs prévisible : *Comme tout régime communiste, qui se respecte, le V.M. s'affirme et se maintient grâce à une organisation extrêmement poussée des services secrets et de la police.* [6]

Outre les cellules politiques implantées dans la grande majorité des villages et qui constituaient un quadrillage excessivement serré d'agences de recherche, le commandement V.M. avait réalisé dans l'armée un service particulier pour utiliser les aptitudes au renseignement de certains gradés et soldats qui recevaient une instruction très poussée dans ce domaine.

Le *Trinh-Sat* était représenté dès l'échelon de la compagnie, (un sous-officier et trois hommes) et jusqu'à la division où existait une compagnie spéciale.

Agissant par petites équipes ou isolément, travaillant tantôt comme des patrouilleurs, tantôt comme des agents, se faisant seconder parfois par une unité constituée, parfois par des sympathisants de village ou encore ne se fiant qu'à eux-mêmes, les hommes du *Trinh-Sat* observaient patiemment nos postes, nos installations et nos déplacements, écoutaient nos bavardages, sondaient nos défenses, interrogeaient les villageois, s'efforçaient de capturer un prisonnier ou de mettre la main sur des documents, etc. Il n'est pas une action V.M. qu'il s'agisse d'une embuscade sur une ouverture de route ou des attaques sur Diên-Biên-Phu, qui n'ait été ainsi préparée durant plusieurs semaines et même durant plusieurs mois par des éléments de recherche plus ou moins importants.

Par ailleurs tous les documents tombés entre nos mains ont attesté la richesse des informations que l'ennemi s'était uniquement procurées par cette organisation.

Il est nécessaire de rapprocher du *Trinh-Sat* l'activité *Dich-Van* dont il a déjà été parlé.

Le but de l'ennemi était de créer dans chacune de nos unités autochtones et *a fortiori* dans chaque formation vietnamienne une cellule *Dich-Van* [7] dont les membres devaient chercher à obtenir des postes de confiance. L'adversaire n'hésitait pas d'ailleurs à prescrire à ses partisans de se classer parmi les meilleurs soldats et gradés jusqu'au jour où ils recevraient l'ordre de se dévoiler.

Pour réaliser cette infiltration le V.M. contaminait les individus, soit par l'intermédiaire de leur parenté, soit au contraire par des menaces de représailles vis-à-vis de leurs proches.

Nous avions d'ailleurs trouvé une excellente parade à ce travail d'intoxication par les familles, en groupant ces dernières dans des lieux où elles étaient soustraites à l'influence rebelle [8].

En outre, certaines mesures systématiques de protection se sont avérées efficaces quand un commandant d'unité avait des doutes sur une partie de son personnel : *le bouleversement des garnisons et des unités, l'irrégularité des heures et des tours de garde, le faux départ, etc.* [9]

Le bilan de l'insécurité – L'augmentation graduelle du potentiel V.M. et les progrès du pourrissement dans certaines régions firent qu'il fallut payer un tribut de plus en plus lourd à la sécurité de nos installations et de nos déplacements.

C'est une des caractéristiques essentielles de la guerre sans front, que cette immobilisation d'une large partie des forces pour des missions relevant de la stricte sûreté. Il y sera revenu à maintes reprises et on se contentera ci-dessous d'indiquer quelques faits typiques :

Les unités mobiles devaient dépenser pour la protection de leur artillerie, de leur P.C. et de leurs moyens lourds, etc. environ 1/4 de leurs effectifs.

Plus du tiers sinon la moitié des activités de l'infanterie, implantée ou mobile, était absorbé par des gardes et la surveillance d'un tronçon de 20 kilomètres de route nous coûtait la valeur d'un bataillon ou d'une batterie, alors que l'ennemi entretenait l'insécurité avec des effectifs d'environ une compagnie. Dans des régions plus paisibles il nous fallait, pour tenir tête aux entreprises d'une à deux sections et sauvegarder

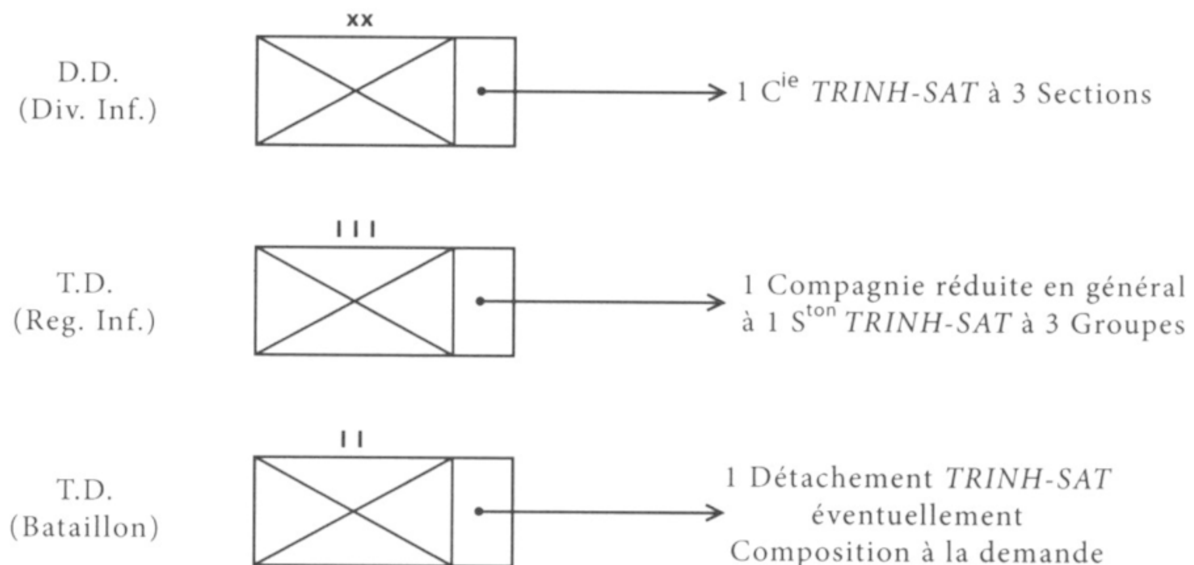
40 kilomètres de route, un bataillon et les supplétifs nécessaires à l'occupation d'un certain nombre de tours de garde.

Dès qu'il s'agissait de fouiller une région, le déplacement d'un dispositif de sûreté complet était de règle et *si les déplacements étaient lents, c'était moins à cause des difficultés du terrain que parce qu'il fallait tout fouiller, tout voir, passer partout, se méfier de tout*[10].

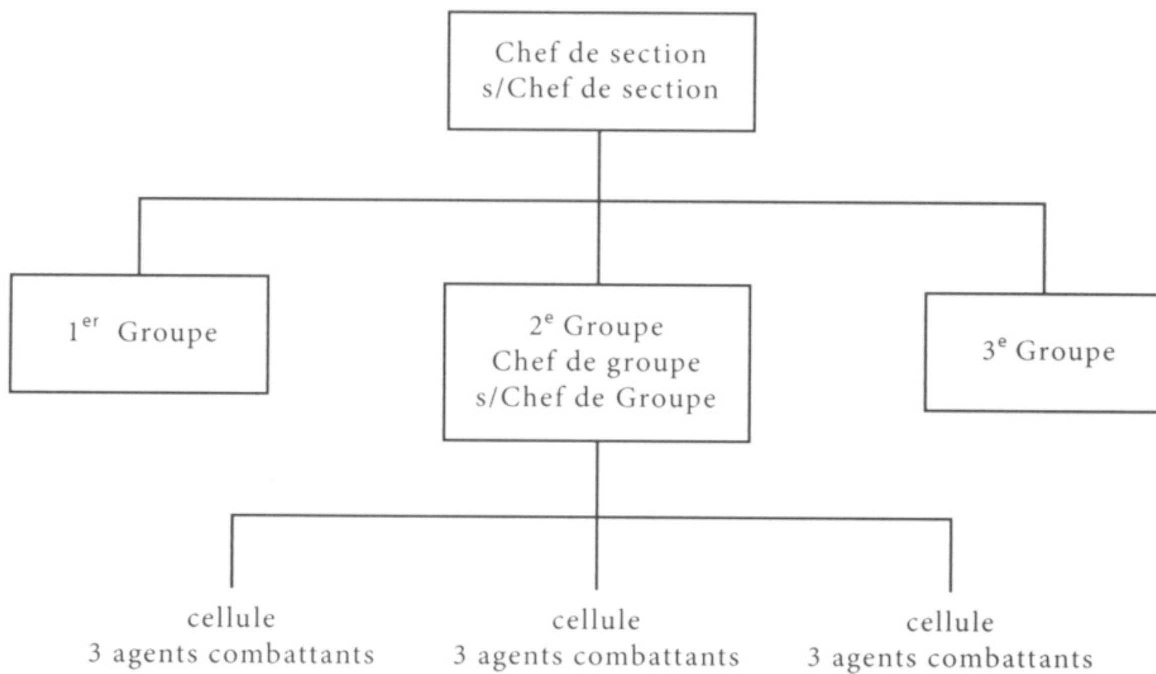
Ces charges auraient pu être beaucoup plus légères si nous avions bénéficié d'informations moins incertaines sur l'ennemi local. Mais lorsqu'on n'a pas acquitté le prix du renseignement, il faut régler la facture de la sûreté par une lourde dépense de moyens, sans être mieux garantis pour autant.

SCHÉMA DE L'ORGANISATION *TRINH-SAT*

I – Adaptation des unités TRINH-SAT aux unités tactiques VIÊT-MINH.



II – Composition de la section TRINH-SAT.



REMARQUES :

a) – Cette organisation est à fins administratives; la composition d'un détachement opérationnel *TRINH-SAT,* pour chaque mission, est déterminée suivant les besoins.

b) – Chaque unité T.S est commandée par un cadre de l'échelon supérieur à celui de l'unité : par exemple : le chef de Section et son Adjoint sont des « cadres de la compagnie ».

c) – Le combattant TRINH-SAT est le plus souvent un cadre de groupe.

CHAPITRE II

LE CONTRÔLE DES AXES ET DES ENSEMBLES SENSIBLES

Dès que la rébellion prend pied sur un territoire, il devient nécessaire d'y établir :

— Un dispositif garantissant la disposition d'un minimum d'axes routiers et fluviaux, s'il en existe.

— Une ou plusieurs bases inexpugnables, qui seront en quelque sorte les *places de manœuvres* indispensables à la conduite des opérations.

La libre disposition des axes a été un souci permanent et majeur ; mais en raison de la longueur de nos communications et de la difficulté des parcours, nous dûmes très vite nous contenter de sauvegarder seulement certaines routes et uniquement pendant la journée. Car il eut fallu consentir des effectifs démesurés pour maintenir la surveillance pendant la nuit et pour l'étendre aux itinéraires noyés dans la forêt ou dans les contreforts de la cordillère annamitique.

En ce qui concerne les axes fluviaux, la liberté des communications à pu être assurée sur la plupart d'entre eux, au Sud comme au Nord Viêtnam, au prix de servitudes croissantes pour assurer le dragage devant les convois et donner à l'escorte fluviale une puissance suffisante pour franchir les embuscades.

Le contrôle d'un axe routier était obtenu par :

— Un chapelet de postes, garantissant la possession des points sensibles le long de l'itinéraire.

Les postes assuraient en outre, dans le rayon visuel de leurs guetteurs, la protection diurne d'un tronçon de chaussée, tandis que l'action des mortiers et des pièces d'artillerie de position prolongeait cette protection dans les zones invisibles.

— La surveillance des détachements d'ouverture de route, qui draguaient périodiquement l'intervalle entre deux postes et laissaient ensuite en place de légers éléments de flanc garde.

— Enfin l'intervention éventuelle de réserves, stationnées dans certains postes et comportant parfois des unités blindées.

Selon le degré plus ou moins grand d'insécurité, ce dispositif devait être plus ou moins étoffé ; en particulier les postes devaient être plus ou moins rapprochés les uns des autres.

Au demeurant, la sûreté des axes théoriquement contrôlés [11] n'était jamais que relative. En tout temps véhicules et troupes pouvaient être pris à partie par des armes d'infanterie rebelles tirant à grande distance (800-1000 m), ou bien être victimes d'une embuscade montée après le passage de l'ouverture de route (par exemple par des éléments camouflés en civil, voire en femme) ou sauter sur une mine non détectée.

Le contrôle des voies fluviales était assuré de façon tout à fait comparable, mais les postes y étaient beaucoup plus rares. Sauf sur les voies très fréquentées et où la largeur du fleuve assurait à elle seule une bonne protection, la circulation ne se faisait généralement qu'en convois fortement escortés et précédés de formations de dragage [12].

L'équipement défensif des axes – Les travaux que nous devions entreprendre pour contrôler une route ne portaient uniquement que sur la construction des postes.

L'expérience nous avait montré qu'il était tout aussi nécessaire d'effectuer :

— L'abattage des arbres et le débroussaillage sur une profondeur de 100 à 200 mètres de part et d'autre de la chaussée, en les complétant par l'interdiction de cultiver certaines plantes à tige élevée (maïs, canne à sucre, etc.).

— Le goudronnage, qui augmente considérablement les difficultés de camoufler les mines ou les pièges.

Enfin le *déguerpissement* des villages situés à moins de 500 mètres de la route s'avère absolument nécessaire. Pour avoir hésité à prendre cette mesure impopulaire nous avons vu trop souvent des embuscades

chroniques, nous tuer des hommes à la traversée du même village, dont les habitants accueillaient bon gré mal gré les unités régionales V.M.

Une exception ne peut être faite que pour les localités incontestablement ralliées et dont la bonne volonté sera prouvée par la création d'une milice et par l'apport régulier de renseignements.

Le système des tours – Le souci de surveiller durant la journée la totalité d'un itinéraire conduisit à essayer un système de tours de garde dû au général de La Tour et qui fut appliquée au Sud Viêtnam en 1948, puis au Centre Viêtnam.

Les tours de garde étaient des ouvrages occupés par quelques hommes (5 à 6 supplétifs) implantés le long des voies de communication (généralement à vue l'une de l'autre, à environ un kilomètre de distance) pour :

— Empêcher les coupures, protéger les ouvrages d'art, surveiller la circulation, assurer les ouvertures.

— Assister les véhicules, servir de môles à leur défense en cas d'attaque.

Certaines tours, appelées *tours mères* pouvaient avoir des effectifs et un armement supérieur [13].

L'alerte donnée par ces ouvrages permettait donc de stopper aussitôt la circulation en cas d'embuscade sur un convoi, en même temps qu'elle déclenchait la sortie des garnisons mobiles de certains postes.

Ce système donna d'excellents résultats au début, mais il devint assez rapidement inefficace. Dès 1950, en effet, le Viêt-minh mettait en œuvre au Centre Viêtnam les premiers engins à charge creuse que lui livrait la Chine ; aucune maçonnerie ne résista et l'on vit souvent les faibles garnisons de ces ouvrages éviter de donner l'alerte ou abandonner préventivement leur position, plutôt que de s'exposer à la destruction.

L'expérience a donc prouvé qu'à partir du moment où la rébellion ne peut être rapidement matée, la surveillance de nos axes routiers doit reposer sur des postes solides, qui seront véritablement les vertèbres de cette défense filiforme.

Structure des postes – Le nombre des postes n'a cessé de croître pendant la campagne et leur extrême variété a traduit l'évolution de nos

conceptions en matière de fortification [14].

Initialement les rebelles alignaient seulement des armes automatiques et disposaient de grenades à main. Pour briser leur assaut, la tour en briques, la muraille de banco et la haie de bambous s'avéraient suffisants. D'autre part on recherchait des constructions élevées pour dominer l'horizontalité des rizières et obtenir des champs de tir convenables.

Avec l'apparition des mortiers V.M. cette fortification en superstructure de pacotille dut s'écraser. La protection contre l'obus fut à nouveau découverte dans les formes fuyantes et dans les maçonneries noyées dans un massif de terre. La défense fut confiée à des flanquements très rapprochés et le tracé rectangulaire ou triangulaire apporté des solutions à l'installation de blockhaus, dérivant directement des coffres d'escarpe.

C'est ainsi que le poste triangulaire construit au Sud Viêtnam à partir de 1951 éveille l'image de certains ouvrages préconisés par Brialmont.

L'obstacle fut toutefois constitué par un réseau double et souvent triple de fils de barbelés et le fossé ne fut utilisé qu'exceptionnellement. En outre, la nécessité d'un observatoire élevé fit conserver au moins un mirador au centre de chaque poste.

Mais une crise allait s'ouvrir avec l'apparition du lance-roquette soviétique ou SKZ. Dès l'instant ou l'aide chinoise fournit au V.M. un nombre suffisant de ces engins, la fortification fut automatiquement déclassée.

Une parade de fortune fut trouvée en drapant des grillages métalliques devant les embrasures les plus menacées et autour des miradors. En même temps que l'on construisait des observatoires, dont les supports étaient noyés dans un massif de terre protecteur.

Mais une solution satisfaisante ne pouvait être trouvée que dans un recours au béton. C'est ainsi que naquit le point d'appui du type Tonkin.

La cour intérieure du poste, que les obus de mortier rendaient intenables en cas d'attaque était supprimée et il ne subsistait aucun rempart. Seuls émergeaient du sol les trois ou quatre blockhaus nécessaires pour assurer le flanquement des réseaux.

C'était un compromis entre les organisations préconisées dans les années 1913-1914 et ce qui fut réalisé dans certaines parties du front durant l'hiver 1939-1940. Toutefois l'utilisation de tourelles de chars, montées sur le toit de certains blockhaus et de cuves pour mortiers prises dans le massif des autres blocs apportait une note de modernisme.

Ces points d'appui avaient été prévus initialement pour défendre les accès nord du delta tonkinois, quand le maréchal de Lattre pu redouter que la fin de l'année 1951 soit marquée par une offensive sino-viêt-minh.

Puis, de proche en proche, cette forme de fortification fut étendue à tout le pourtour du delta [15]. Elle apparut enfin sur certains axes routiers.

Dans l'intervalle, elle avait reçu simplement quelques améliorations [16].

Jusqu'en 1953 ce type d'ouvrage impressionna les Viêt-minh qui tentèrent rarement de lui donner l'assaut ; mais l'attaque du poste de Yen Vi, les 26 et 27 mai 1953, bien qu'infructueuse, démontra que la conjonction de l'artillerie, des mortiers et des SKZ pouvait amener la décision : d'une part l'adversaire obtenait de mortels coups d'embrasure, et d'autre part, les équipes d'assaut ouvraient sans difficulté des brèches dans les réseaux, puis ils poussaient au bout de perches en bambou des charges explosives dans les créneaux des blocs ou bien ils dynamitaient les portes d'acier.

Dès lors, d'autres attaques de blockhaus eurent lieu, et, à la fin du conflit, le moment n'était pas éloigné où ce type de fortification allait être à son tour déclassé.

Sans doute aurait-il fallu valoriser les obstacles, augmenter le nombre des blocs et les pourvoir d'un plus grand nombre de tourelles et de cloches pour engins à tir courbe, prévoir des abris à l'épreuve pour des éléments de contre-attaque, aménager un réduit renfermant le PC et comportant des sorties de secours, etc.

L'évolution n'était donc pas achevée. Malheureusement ses traces restaient gravées dans le sol. Car il était impossible de moderniser tous les anciens postes et il fallait bien maintenir des fortifications totalement périmées.

Un recensement fait au 1er janvier 1953 dans le delta tonkinois montre, par exemple, que sur un total de 917 postes ou petits ouvrages 80 seulement étaient modernes, 25 étaient relativement récents et 810 étaient démodés à des degrés divers.

Un rédacteur d'un rapport a résumé avec humour cette situation...... *il ne faut pas oublier que les postes à la Dubout contre lesquels on s'élève en 1953 étaient strictement réglementaires en 1947, avec leurs paillotes, leurs murettes de banco, leurs haies de bambous entrecroisés.*

Au demeurant le potentiel V.M. variait suivant les territoires, puisque l'ennemi ne dotait ses unités d'un armement moderne que très graduellement.

Les postes au contact des zones de déploiement du corps de bataille V.M. étaient donc relativement beaucoup plus déclassés que ceux de Cochinchine, où l'adversaire était démuni d'artillerie et n'avait pas de munitions abondantes. Tel ouvrage qui faisait encore figure honorable au Sud Viêtnam en 1953 était totalement périmé dans le Hung Yen (Tonkin) dès 1951.

Une rénovation permanente des postes s'imposait donc, mais les efforts du commandement furent toujours freinés par des considérations budgétaires et surtout par l'ampleur des besoins en main d'œuvre, matériaux et engins mécaniques.

Souvent aussi on s'est trouvé devant le vieux problème posé aux fortificateurs lorsqu'on leur demande la réfection d'un ouvrage : il leur est toujours difficile d'éviter de mauvais compromis si on ne leur accorde pas l'autorisation de raser les anciennes constructions.

Un enseignement d'ordre général se dégage donc du travail de Sisyphe que le génie dût accomplir en Indochine : il faut construire d'emblée les postes à l'épreuve d'un armement supérieur à celui dont les rebelles disposent au moment considéré. Il faut notamment franchir aussitôt le stade des armes automatiques et des grenades et bâtir à l'épreuve du mortier lourd ainsi que du lance-roquettes.

Il faut recourir immédiatement au béton et adopter des formes rasantes [17].

Ces élémentaires mesures de prudence éviteront que l'ennemi s'offre une série de succès faciles quelques mois plus tard, quand il sera pourvu d'un armement plus puissant. En outre, la présence de postes inexpugnables ne manquera pas d'impressionner les populations autochtones et facilitera la pacification.

DÉFENSE DES POSTES

L'adversaire a systématiquement attaqué les postes de nuit et, bien entendu, par surprise. Dans ces conditions la résistance d'un ouvrage était naturellement fonction de la qualité de la fortification, mais elle dépendait tout autant des dispositions prises par le commandement et par la garnison elle-même.

En ce qui concerne les autorités territoriales, il convient en effet, d'affecter au poste :

— Les effectifs suffisants, non seulement pour rayonner mais encore pour accorder aux hommes, par roulement, une nécessaire détente.

— Un approvisionnement en munitions suffisamment large pour soutenir un long combat de nuit.

L'expérience nous conduisit à doter chaque ouvrage de 3 à 4 unités de feu, parfois plus. Ce chiffre étant fonction des facilités plus ou moins grandes qu'on éprouvait à ravitailler le poste par la route [18].

Il en était de même pour les vivres, dont le volume était fonction de l'isolement plus ou moins grand de la garnison.

— Enfin un appui convenable de l'artillerie de position.

La dotation en armement du poste doit être fonction de sa solidité. Il n'est pas justifié d'attribuer de nombreuses armes à un ouvrage qui risque de succomber rapidement, car ce serait augmenter inconsidérément le butin de l'ennemi [19].

L'expérience d'affecter à certaines garnisons quelques engins blindés s'est soldée par un bilan nettement négatif. Après avoir produit un effet psychologique passager, les chars ont été de peu de secours chaque fois qu'ils furent emprisonnés dans un espace restreint et durent jouer le rôle de *guérite blindée* que nos règlements ont toujours proscrits. [20]

Hormis le cas exceptionnel, où les préparatifs d'attaque d'un poste purent être décelés et où il fut possible de prendre des contre-mesures, la sûreté d'une garnison a reposé sur un triple dispositif d'alerte :

— À une certaine distance, des embuscades sur les voies d'arrivée les plus probables des assaillants.

— À courte distance, des sonnettes et des patrouilles, surveillant les intervalles entre des bandes de terrain minées ou pourvues de pièges éclairants.

— Au plus près, des guetteurs et des chiens dont la vigilance était contrôlée par un service de quart.

Lorsque le système d'alerte ne fonctionnait pas, par suite de son insuffisance ou de complicité intérieure, il ne pouvait être question d'une conduite de la défense : après un assaut d'une brièveté et d'une brutalité inouïes, les défenseurs étaient abattus par les assaillants avant d'avoir pu sauter à leurs armes et avant que le contact radio ait pu être pris avec le commandant de quartier ou de sous-secteur.

Celui-ci restait dans l'indécision sur le poste attaqué jusqu'au moment où la lueur d'une explosion et les incendies lui apportaient une indication. Il ne lui restait plus alors que la satisfaction de conscience de déclencher un tir fusant sur les ruines de l'ouvrage et des harcèlements sur les itinéraires de repli probables de l'ennemi.

Mais l'adversaire ne pouvait réussir un tel assaut qu'après une préparation minutieuse, basée sur l'observation extérieure et intérieure de l'ouvrage. Soustraire les défenses du poste à cette observation, en varier et en camoufler les organes essentiels, était donc la première parade.

Certaines garnisons n'hésitèrent pas devant des solutions extrêmes et l'on peut citer la décision du sous-lieutenant vietnamien X… qui, recevant le commandement d'un poste équipé de 5 blockhaus puissants, s'est taillé un beau succès en postant tous les défenseurs dans des tranchées parfaitement camouflées, au pied même des blocs, qui attiraient tous les feux ennemis.

Quand le système d'alerte avait joué, la garnison était aux créneaux et le contact radio pris avec l'échelon supérieur à l'instant crucial où

l'ennemi pratiquait les premières brèches dans les réseaux.

La résistance dépendait alors de quatre conditions :

— L'application de tirs brutaux exactement sur les vagues d'assaut ou sur les bases de feux des assaillants.

Si le chef de poste arrivait à déterminer les objectifs, à ajuster contre eux les tirs d'arrêt et ses propres feux, il avait ses chances. Autrement non, car le V.M. avait l'art de se soustraire au tir d'arrêt classique. [21]

— L'organisation d'un *réduit* capable de donner à la défense un peu de profondeur et de fournir un refuge aux rescapés du ou des blockhaus enlevés par l'ennemi.

— L'existence d'une réserve susceptible d'être lancée à la contre-attaque.

À partir du moment où l'ennemi a pu franchir les défenses accessoires, le seul espoir de salut d'un poste réside dans l'efficacité des contre-attaques. Elle est fonction de leur opportunité et de leur violence.

Les contre-attaques doivent avoir été préparées dans le détail, montées et répétées sans relâche, de jour et de nuit, par mauvais temps et dans la fumée, selon les diverses hypothèses correspondant aux possibilités de pénétration de l'ennemi (faces, angles, etc.) [22].

À cet égard, les centres de résistance bétonnés offraient un avantage précieux, car il était permis à l'artillerie de position de déclencher un tir fusant violent à la verticale du poste à demi conquis [23] pour préparer une contre-attaque débouchant du réduit central.

Le bon fonctionnement des transmissions grâce à une réserve de personnel et de matériel, la prévision d'antennes filaires de secours pour remplacer les antennes fouet, l'existence d'un code de fusées et la répartition de ces fusées dans chaque bloc.

L'éclairage du champ de bataille par pièges et obus éclairants a toujours été d'un précieux secours. L'utilisation de l'avion Dakota *Luciole* larguant des bombes éclairantes était devenue courante à la fin des hostilités, mais elle supposait que le poste attaqué puisse maintenir une liaison radio avec l'équipage qui le survolait [24].

L'intervention nocturne de l'aviation de combat fit l'objet d'études et l'on établit, notamment pour certains ouvrages du Tonkin, des dossiers correspondant aux objectifs situés au plus près de ces derniers (emplacements probables des bases de feu adverses, zones où se masseraient vraisemblablement les réserves, etc.). Mais l'expérience n'a pas permis de juger si ces bombardements *a priori* étaient effectivement réalisables et surtout s'ils étaient rentables.

Les conditions d'une défense heureuse étaient donc nombreuses et difficiles à réunir. Dans les derniers mois de campagne un commandant de zone pouvait écrire :

L'expérience montre que lorsqu'un poste isolé est attaqué de nuit par un effectif environ 3 fois supérieur en nombre, disposant d'armement d'assaut (bazooka, canon sans recul, mortiers, charges explosives, etc) et ne comptant pas ses pertes, il tombe ; les succès de la défense étant dus à des circonstances favorables, qu'il faut considérer comme exceptionnelles si l'assaillant a obtenu la surprise[25].

DÉGAGEMENT D'UN POSTE ATTAQUÉ

L'intervention immédiate d'unités réservées pour secourir un poste attaqué de nuit fut exceptionnelle. Même si les itinéraires étaient restés libres, le commandement local eut toujours hésité à lancer dans l'obscurité ses faibles réserves.

Cependant le cas s'est présenté parfois du dégagement immédiat d'un poste par voie fluviale. Il est certain que, lorsque la voie fluviale existe, des engins de rivière pourront passer alors que la route est interdite, et la puissance de feu qui leur est propre pourra être d'un appui décisif pour la défense du poste attaqué. Malheureusement nos engins sont lents et rares et leur présence à portée d'intervention ne peut être qu'exceptionnelle. Ils sont d'autre part bruyants et ne bénéficient jamais de l'effet de surprise[26].

Jusqu'à l'aube, le commandant du quartier et du secteur ne pouvaient donc secourir un ouvrage qu'en déclenchant des tirs d'artillerie (exceptionnellement de mortiers). Pour les postes situés près des côtes ces

tirs étaient parfois demandés à des bâtiments de mer et certains d'entre eux ont été ainsi soutenus, parfois pendant plusieurs jours de suite (Duong Dong à Phu Quoc, Quang Khe et Fai Foo sur la côte d'Annam) par un ou plusieurs bateaux de surveillance maritime.

Le V.M. s'efforçait d'ailleurs, chaque fois qu'il le pouvait, d'interdire ou de retarder tout appui et dans les deux dernières années de guerre toute attaque d'un poste comportait presqu'à coup sûr :

— Des diversions sur les ouvrages voisins pour égarer notre riposte (tirs d'armes automatiques à courte distance pour simuler la préparation d'un assaut, harcèlement au mortier, etc.).

— Une neutralisation de la batterie de position agissant dans la région (violents tirs de mortiers).

Ce qu'on appelait le *dégagement du poste* ne pouvait donc être entamé que le lendemain matin et n'était qu'une reprise de liaison avec l'ouvrage.

Si celui-ci avait succombé, l'adversaire en avait alors achevé généralement le pillage et avait disparu ; si la garnison résistait encore, il était fréquent que l'ennemi se soit également retiré [27].

Par contre, nous étions assurés de nous heurter à de fortes embuscades. La tactique V.M. évolua d'ailleurs et vers la fin des hostilités le général commandant en chef pouvait écrire :

Il ne faut jamais perdre de vue que l'ennemi ne fait pas toujours de l'attaque d'un poste son objectif principal. Celui-ci est souvent la destruction par une embuscade bien placée des unités de secours ; la prise du poste n'étant qu'un objectif minimum et un appât pour nos éléments [28].

Durant les premières années de guerre il fut possible de venir rapidement au secours des garnisons qui tenaient encore dans la matinée suivant une attaque, en faisant appel à des unités parachutistes : alertée dans la nuit même, une section ou une compagnie pouvait décoller dès que l'observation aérienne avait permis de constater que le poste résistait encore. Le saut s'effectuait ensuite aux abords immédiats de l'ouvrage et, dans certains cas favorables, sur celui-ci.

Au cours de chacune des années de guerre où on vit plusieurs opérations de ce genre il y eut un total de 25 postes secourus par voie

aérienne. Par ailleurs 30 garnisons, qui étaient plus ou moins bloquées, reçurent avant d'être attaquées, ou bien entre deux attaques, un renforcement de parachutistes.

Mais l'apparition d'une D.C.A. Viêt-minh rendit de telles entreprises exceptionnelles et l'opération de dégagement fut normalement une action de force, exigeant un appui aérien et le concours de toute l'artillerie disponible [29].

LA DÉFENSE DES ENSEMBLES SENSIBLES

La mise à l'abri des installations logistiques, des grands organes de commandement, ainsi que des bases arrières des unités mobiles, conduisit à la constitution d'ensembles fortifiés.

Les villes devinrent ainsi de vastes camps retranchés, dont la lisière était défendue par un cordon de postes ou de simples blockhaus reliés par des réseaux.

Mais dans la plupart des cas il fut impossible d'englober dans le périmètre protégé l'aérodrome ou les aérodromes desservant la localité. Celui-ci constituait donc presque toujours un centre de résistance indépendant.

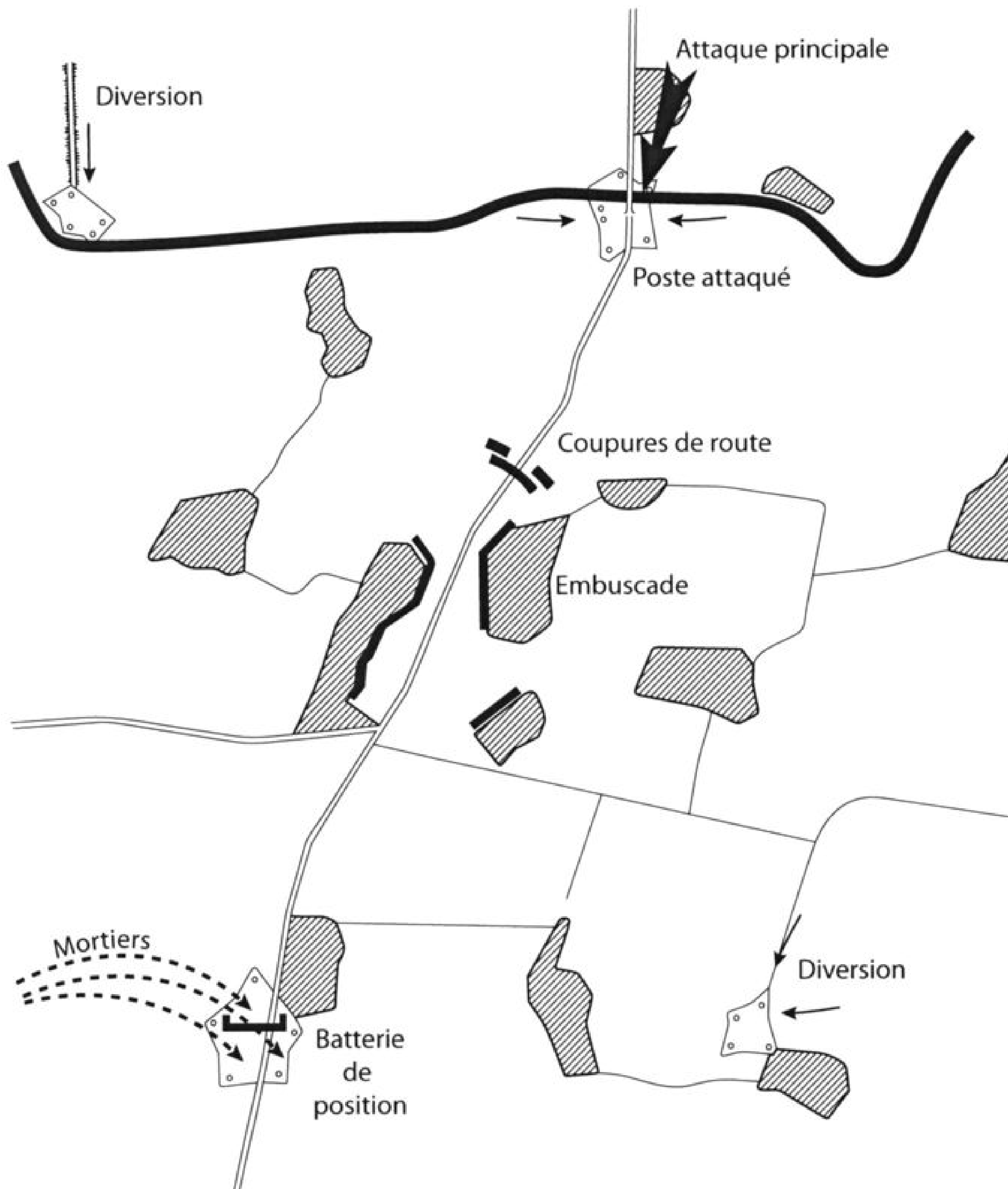
Durant toutes les hostilités les objectifs enfermés dans ces havres attirèrent les sabotages et les actions de commandos V.M [30]. En particulier les terrains d'aviation firent l'objet, à plusieurs reprises, de coups de main, qui amenèrent chaque fois la destruction d'un certain nombre d'appareils.

Les parades que l'expérience permit de mettre au point sont donc particulièrement utiles à exposer.

Sur le plan du commandement, il est tout d'abord apparu nécessaire de créer une *Inspection des points sensibles* dont le chef fut un officier général, dépendant directement du commandant en chef et qui avait à ce titre toutes possibilités pour redresser les erreurs et pour secouer les apathies.

La coordination des défenses de tous les points sensibles formant un ensemble fut confiée à un seul chef, même si les diverses installations appartenaient à des armées différentes. En outre, ce responsable unique

fut assisté d'un officier de sécurité chargé de vérifier constamment les consignes et d'en provoquer l'amélioration.


Attaque d'un poste (schéma)
Attaque principale
Diversion
Poste attaqué
Coupures de route
Embuscade
Mortiers
Diversion
Batterie
de
position

Sur le plan de la défense proprement dite, il fut nécessaire de prévoir une unité de garde à la demande de sa mission particulière. Celle-ci étant assurée par le nombre de blockhaus à garnir et par la nécessité de conserver une forte réserve de contre-attaque.

Le déguerpissement des populations civiles à l'intérieur du périmètre défensif était souhaitable, mais irréalisable dans le cas des villes. Par contre l'évacuation forcée des localités extérieures à l'enceinte, mais voisines des points les plus sensibles, s'est révélée nécessaire [31]. Toutefois elle doit être suivie du nivelage de tous les couverts pouvant servir de refuge aux assaillants.

Enfin des cloisonnements doivent permettre une résistance à l'intérieur de l'ensemble sensible : réseaux de fils de fer canalisant l'assaut ennemi, organisation de réduits indépendants ou mieux bretelles défensives.

Le croquis ci-joint donne l'exemple de ce qui pouvait être réalisé sur une base aérienne très importante.

L'OUVERTURE DE ROUTE

Chaque nuit la route était abandonnée à l'ennemi. On a toutefois tenté l'expérience de contrôler la chaussée par des patrouilles blindées, circulant de nuit, munies d'appareils à rayons infra-rouges.

Cet essai n'a donné aucun résultat. On ne saurait s'en étonner, car les appareils utilisés n'étaient pas adaptés à l'observation : c'étaient soit des instruments de conduite de nuit, soit des appareils de tir (les engins d'observation proprement dits n'étant d'ailleurs utilisables qu'à l'arrêt).

Par contre, on a pu faire passer parfois des convois automobiles tous feux allumés, sans qu'ils soient attaqués et sans qu'ils subissent de pertes par mines. La surprise jouait et le V.M. n'avait pas le temps de monter des embuscades. Une circulation nocturne plusieurs nuits consécutives aurait sûrement abouti à des attaques meurtrières.

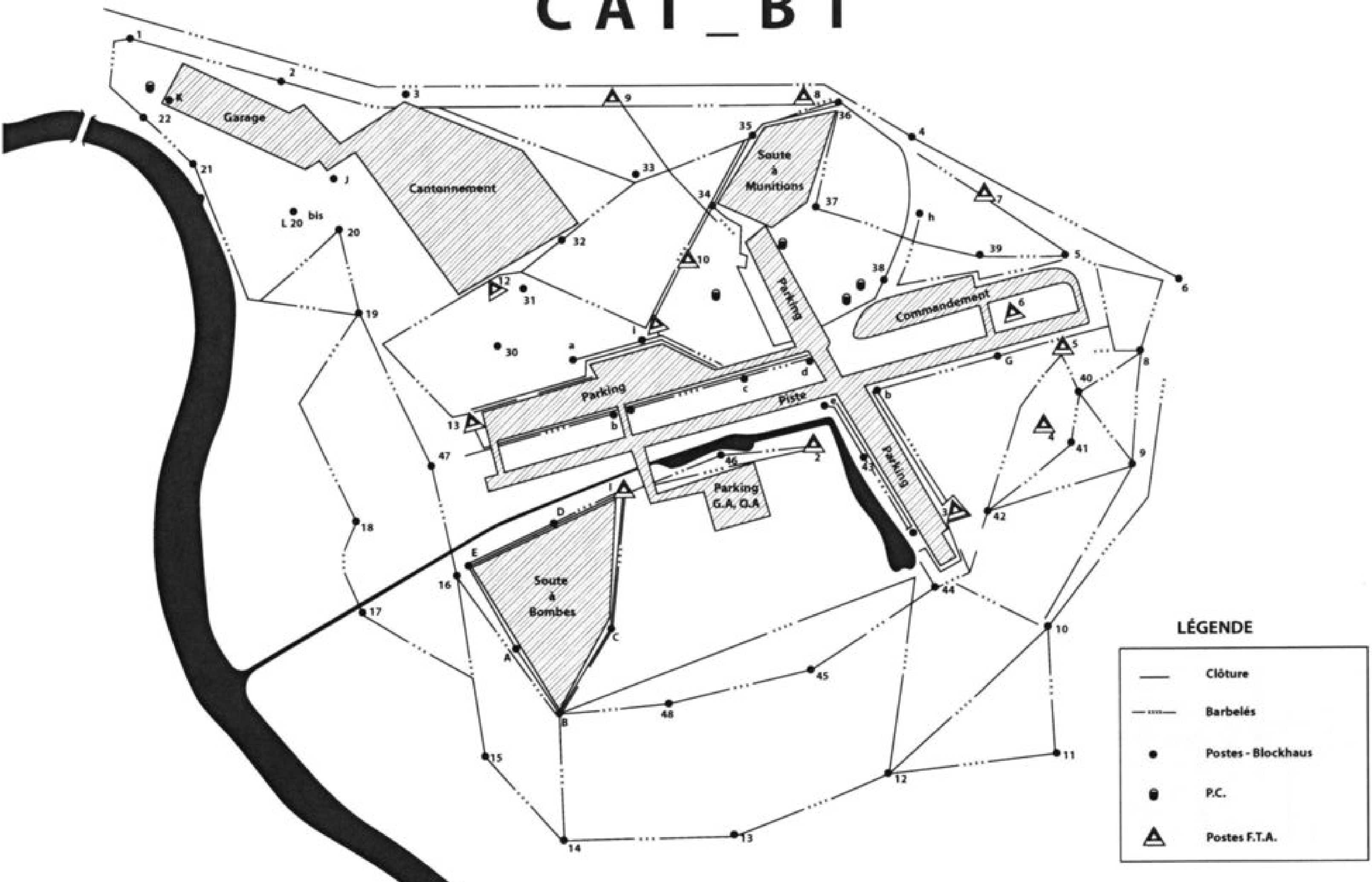
Certains ont pu toutefois envisager la possibilité *de maintenir les itinéraires ouverts de nuit par une circulation incessante de patrouilles*

blindées ou motorisées munies de puissants dispositifs d'éclairages.

Ceux-ci devraient permettre d'éclairer largement non seulement l'axe de la route, mais les deux côtés, les faisceaux lumineux se recoupant, au même titre que deux armes recoupent leurs feux[32].

Quoiqu'il en soit, la règle était d'ouvrir chaque matin le tronçon de route compris entre deux postes quand il s'agissait d'un axe particulièrement indispensable à nos transports.

CAT_B1


Garage
Cantonnement
Soute à Munitions
Parking
Commandement
Piste
Parking G.A. O.A
Soute à Bombes
LÉGENDE
Clôture
Barbelés
Postes - Blockhaus
P.C.
Postes F.T.A.

Par contre sur les voies secondaires, l'opération n'avait lieu qu'à des intervalles de temps variables et, dans certaines régions particulièrement dangereuses, on ne dégageait un itinéraire qu'exceptionnellement. Le ravitaillement courant des postes était alors assuré par parachutage ou par voie d'eau, mais c'était alors une autre opération, car il fallait constituer un convoi escorté et précédé de dragueurs.

L'ouverture avait essentiellement un aspect tactique puisqu'il s'agissait de *faire lever* les V.M. prêts à déclencher une embuscade, mais elle avait également un aspect technique par le dragage des mines et des pièges que l'ennemi avait disposés [33].

Les moyens à prévoir étaient fonction des possibilités locales de l'adversaire et aussi de l'importance attachée à la sécurité de l'itinéraire.

Suivant les cas, l'ouverture pouvait être confiée à un petit élément qui, dans les régions assainies pouvait descendre jusqu'à la valeur d'un groupe de combat et qui, aux pires heures des combats dans le delta tonkinois, exigeait au moins un, sinon deux bataillons, renforcés d'éléments blindés et de génie, appuyés par des feux puissants d'artillerie et éclairés par un avion d'observation [34].

L'opération obéissait aux règles les plus classiques de la manœuvre d'infanterie, puisqu'elle était chaque fois une *recherche de l'ennemi* aux abords immédiats d'un axe.

Mais tout son danger reposait naturellement sur le fait que les rebelles connaissaient l'itinéraire, l'horaire et les moyens habituellement consacrés.

Il est rare qu'on puisse disposer de tels renseignements et cependant nous étions presque obligés de les offrir à l'ennemi.

Le commandement insistait donc constamment sur la nécessité de varier les modalités de l'ouverture, mais les exécutants se déclaraient presque tous impuissants.

Très rares sont ceux qui pouvaient écrire : *Contrairement à beaucoup de camarades et à une opinion très répandue, j'ai trouvé relativement facile*

de varier les manœuvres d'ouverture de routes et d'éviter à peu près très systématiquement la surprise au cours de ces opérations.

À l'échelon sous-secteur la première chose à faire est de ne pas imposer aux unités subordonnées chargées des ouvertures, tous les jours les mêmes heures d'ouverture, ce qui diminue les chances de surprise dans le temps.

Imposer par contre aux commandants de quartier de n'ouvrir qu'un seul tronçon de route à la fois (ils en ont en général au moins deux, dans des directions divergentes). Si tous les effectifs disponibles ne participèrent pas à l'ouverture de chaque tronçon, tous ceux qui n'ouvrent pas servent de réserves.

Changer très fréquemment le sens dans lequel on ouvre un tronçon de route (par exemple d'Ouest vers l'Est deux jours de suite, puis Est vers l'Ouest, etc).

Manœuvrer tantôt par un côté, tantôt par l'autre, de la route, tantôt à cheval.

À intervalles irréguliers ouvrir en force. Pour cela faire participer à l'ouverture de route, de bout en bout tous les effectifs disponibles.

Faire parfois des ouvertures de nuit ; ou mettre en place la nuit, hors de la route, les effectifs qui seront chargés de l'ouverture d'un certain tronçon.

Laisser en place certaines embuscades de nuit à proximité de la route, et ce jour-là n'ouvrir qu'avec des effectifs très faibles s'appuyant sur les embuscades en place.

En vérité le nombre de ruses que l'on peut employer pour déjouer les embuscades ennemies est infini, et les ouvertures de routes ne prennent le caractère de monotonie qu'on leur attribue trop souvent que lorsque les troupes sont médiocres et surtout mal commandées. [35]

Ce dernier jugement est certainement outré, car les meilleures unités finissent par se lasser d'accomplir constamment la même tâche et l'engourdissement de leurs réflexes est bien le plus grand danger.

Le lieutenant X… qui commandait un quartier au Tonkin décrit ainsi ce fatal relâchement :

Tous les jours j'envoie l'ouverture de route. Malgré les rappels à l'ordre, les habitudes se prennent, et, si l'on n'y prend garde, les fusils-mitrailleurs sont mis en batterie aux mêmes endroits, et les tirailleurs marchent en colonne derrière la poêle à frire du démineur.

Le contrôle des axes s'avère donc singulièrement onéreux :

À titre d'exemple une étude a été faite pour chiffrer ce que nous coûtait l'utilisation de quatre tronçons de routes du Tonkin, choisis pour leur importance [36], durant une période où l'ennemi nous en dispute la jouissance avec le plus d'acharnement, c'est-à-dire pendant les préliminaires et le déroulement de la bataille de Diên Biên Phu (janvier à juillet 1954).

Les données statistiques qui ont été ainsi recueillies ont donc la valeur de maxima.

Sur les quatre axes routiers en question les postes étaient situés à des distances moyennes de 5 à 8 kilomètres. Si l'on additionne les garnisons, en tablant uniquement sur le personnel participant effectivement à la défense et si l'on fait rentrer en ligne de compte les formations auxiliaires (milices et supplétifs) pour la moitié seulement de leur effectif (ce qui est sage, compte tenu de leurs servitudes d'emploi), on constate qu'une densité de 20 à 30 combattants au kilomètre était réalisée.

Les ouvertures de route se soldaient quotidiennement par l'engagement d'environ 10 hommes au kilomètre, alors qu'en période normale il en fallait seulement 4 ou 5. Les pertes journalières n'en étaient pas moins sévères : tant du fait des attaques de poste que des embuscades sur les ouvertures de route, nous comptions chaque jour une moyenne de 3 à 10 hommes, tués, blessés ou disparus pour 100 kilomètres de route. Il est d'ailleurs utile de noter que les mines intervenaient tantôt pour 1/4 et tantôt pour moitié dans les pertes.

À ces conditions nous parvenions à maintenir la possession de la chaussée durant six à dix heures.

C'est-à-dire qu'il faut l'aiguillon de la nécessité pour consentir à payer un tel tribut ! Hormis ce cas, le contrôle des axes ne doit être recherché

qu'avec l'espoir d'obtenir plus ou moins rapidement l'assainissement d'une région.

Cette notion mérite d'être particulièrement soulignée :

Si l'on fait intervenir le facteur temps, compte tenu des effectifs importants que dépense le contrôle d'un axe, l'on s'aperçoit que le contrôle d'un axe sans pacification est une solution onéreuse.

Par exemple, le contrôle d'un tronçon A d'un certain axe exige en permanence un bataillon et une batterie d'artillerie. Ce tronçon se trouve dans une région B dont la pacification exigerait (par exemple) 3 *bataillons pendant* 6 *mois, après lesquels la sécurité pourrait être confiée à des éléments locaux.*

Considérant une période de deux ans, il est donc plus économique, si c'est faisable, de pacifier la région B (18 bataillons/mois) que de contrôler le tronçon A (25 bataillons/mois). [37]

Un ancien commandant de secteur [38] est encore plus net :

Le but de l'expansion territoriale doit être rentable… et ne pas être d'ouvrir des axes, qui ne serviront qu'à ravitailler des postes, eux-mêmes implantés pour garder ces axes.

Le commandement doit par conséquent renoncer à contrôler les routes qui ne lui sont pas strictement indispensables. Quitte à les rouvrir en force pour assurer le succès d'une opération déterminée et à les maintenir libres pendant toute la durée de cette opération.

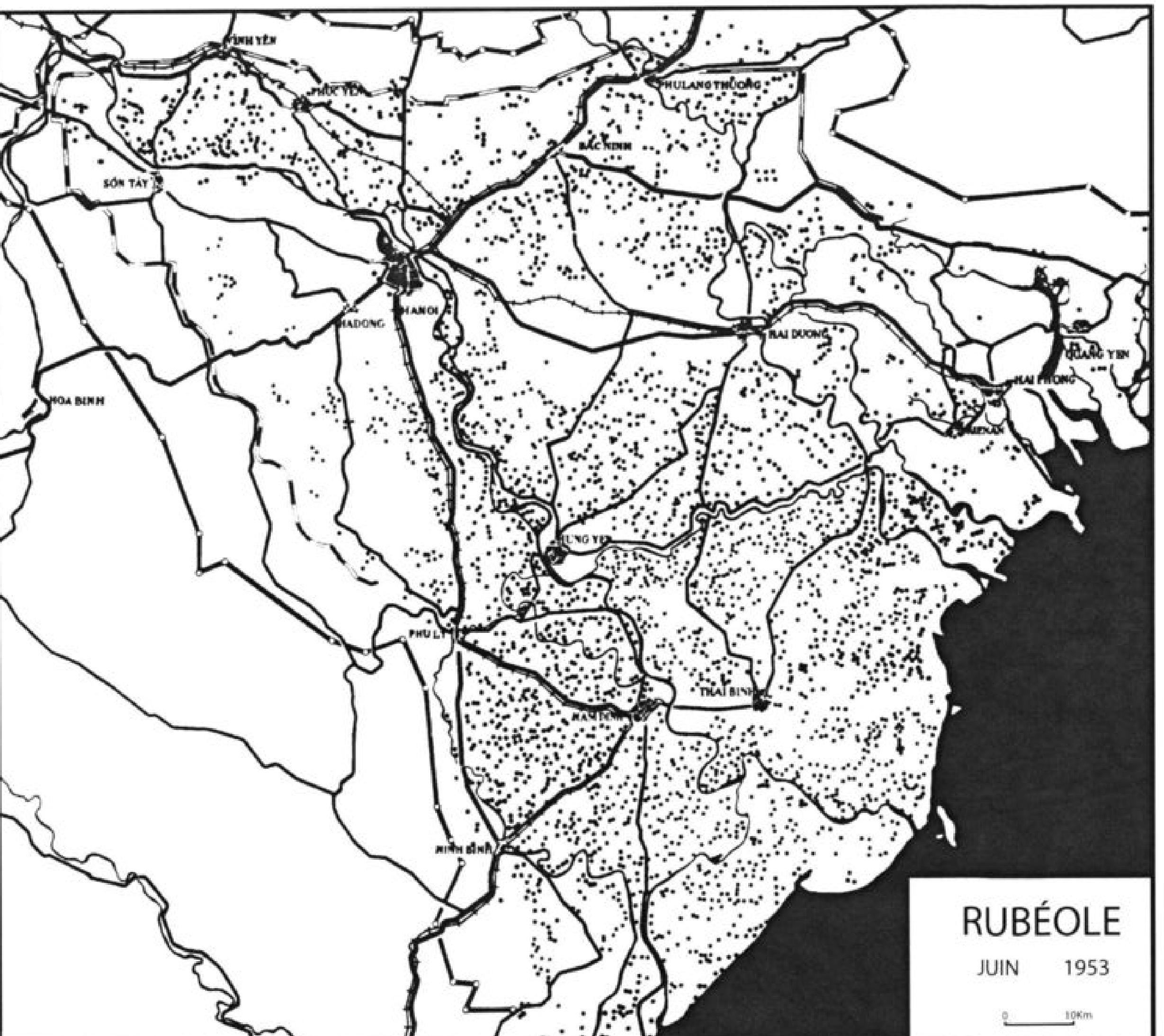
Plusieurs exemples ont démontré que cette conception est parfaitement saine :

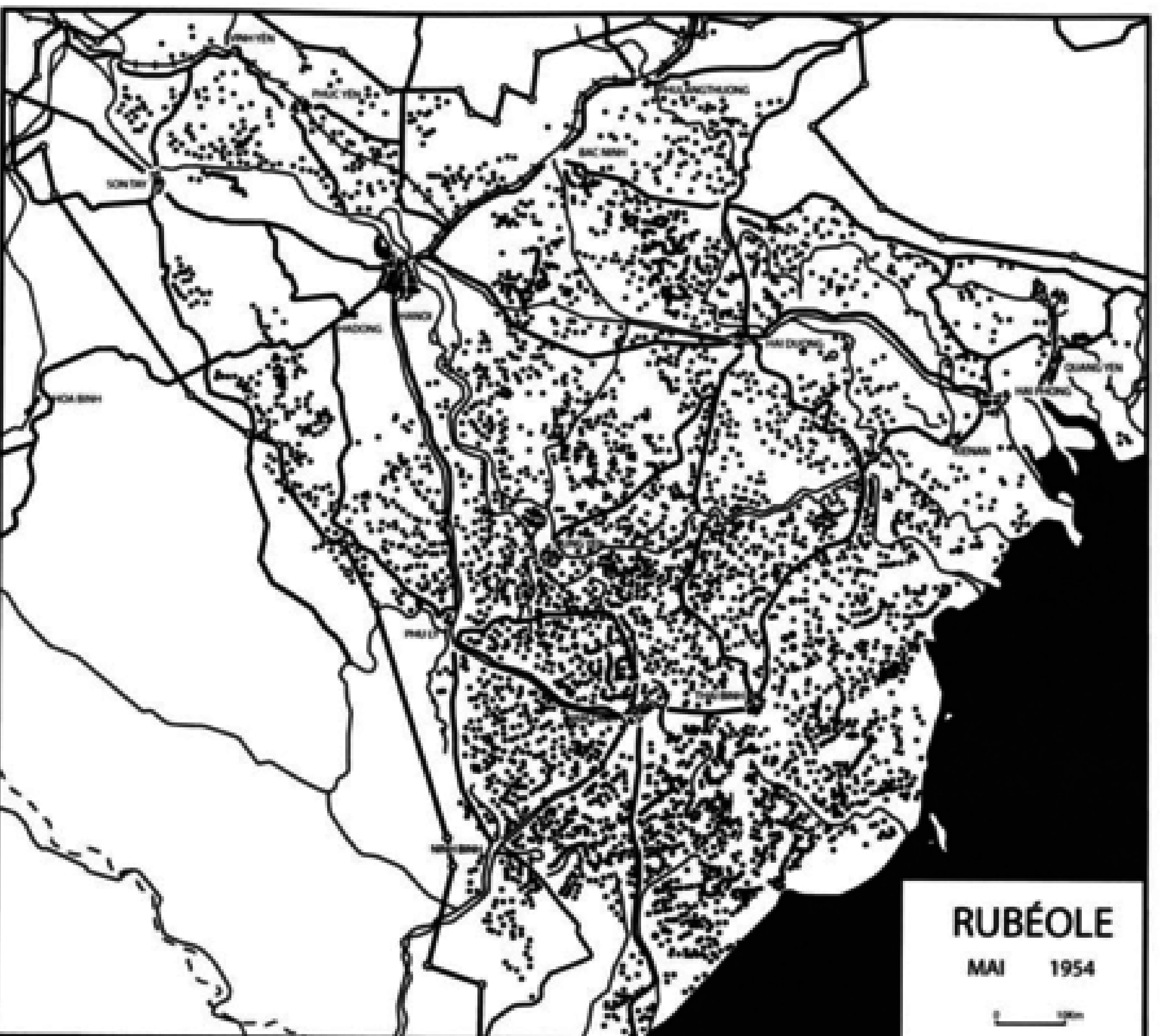
— Réouverture d'un tronçon de la R.C.2 pour l'opération *Lorraine.*

— Réouverture de la R.P. 59 pour l'opération *Mouette.*

etc.

Mais en pareil cas la reconquête de la chaussée doit s'accompagner de sa réfection en de nombreux points et il faut envisager un large emploi des moyens du génie.


RUBÉOLE
JUIN 1953
0 10Km
SƠN TÂY
HANOI
HADONG
HOA BINH
BẮC NINH
HAI DUONG
HAI PHONG
QUANG YEN
PHU LY
THAI BINH
NINH BINH


RUBÉOLE
MAI 1954

CHAPITRE III

LE CONTRÔLE EN SURFACE

Le contrôle des axes et la défense des postes doivent s'inscrire au passif de la guerre en surface, car ils n'amènent ni la neutralisation, ni la destruction de l'adversaire [39]. C'est une mise de fonds nécessaire, mais elle ne porte pas intérêt.

À l'actif du bilan comptent seulement les actions de *Contrôle en surface,* qui visent à extirper d'une région les rebelles qui s'y dissimulent. Cette chirurgie, fondée sur le diagnostic des localités les plus contaminées et des villages encore relativement sains, doit amener l'ablation des tissus gangrenés et ouvrir la voie à cette convalescence, que sera la pacification proprement dite.

Contrôle des axes et contrôle en surface s'opposent donc sous l'angle des fins : Le premier obéit à des préoccupations opérationnelles, le second est inspiré par des soucis politiques.

Dans la pratique, cette forme *passive* et cette forme *constructive* de la guerre en surface interfèrent sur un même territoire. Il est certain, par exemple, que le contrôle des axes, en augmentant les possibilités de la circulation civile, favorise la reprise de la vie économique et contribue grandement au développement de la pacification.

Les conditions du contrôle en surface – Au Sud Viêtnam, un climat favorable a permis de passer assez rapidement du contrôle des axes au contrôle en surface, tout au moins dans certaines régions [40]. L'action politique aidant, la pacification a pu suivre. Elle était toutefois en régression en 1954 à la suite de la *désimplantation trop poussée qui a conduit au remplacement des tours par des postes plus puissants et moins nombreux, mais aux effectifs insuffisants.*

En gros, un poste remplaçait six tours, et, puisqu'il devait y avoir gain de personnel, absorbait la garnison de trois tours seulement… Comme les

nouveaux postes, triangulaires, avaient un mirador à chaque sommet, le personnel des trois tours était absorbé par la garde, et ne pouvait guère faire des patrouilles efficaces… [41]

Au Nord Viêtnam, au contraire, des facteurs militaires, politiques, géographiques sont intervenus pour nous interdire un *contrôle en surface* effectif.

Nous y avons recueilli une ample moisson d'enseignements négatifs et c'est là qu'il faut rechercher les causes d'échec.

Le contrôle en surface au Nord V.N. – Au Tonkin, en effet, nos forces étaient tout d'abord frappées de toutes les hypothèques dérivant de la présence des divisions V.M. sur le pourtour du delta. Non seulement il fallait rester en mesure de les repousser, comme à Vinh Yen en 1951, mais il fallait intercepter les unités que le commandement adverse réinjectait dans les régions localement purgées. Cette dernière mission ne put d'ailleurs jamais être remplie convenablement.

Du point de vue politique, nous fûmes impuissants à prolonger l'action de nos armes par la propagande et à supprimer, par conséquent, les ferments de pourrissement. Les carences de l'administration vietnamienne ont fait le reste et petit à petit le contrôle en surface, toujours éphémère et localisé, dut être abandonné, sauf dans quelques parcelles du delta.

Au point de vue du terrain, l'hydrographie du delta nous a constamment handicapés : Sur un espace de 12 000 kilomètres carrés, 8 millions d'habitants étaient agglutinés dans 3 ou 4 000 villages.

Très vite les remblais des routes et des pistes furent hachés de destruction et les villages devinrent un archipel, que nul engin roulant ou chenillé ne pouvait aborder. Cinq cents mètres de rizière inondée défendaient les rebelles de toute surprise, tandis qu'un fouillis de mares, de haies et de jardins, leur offraient dans chaque localité mille repaires.

La vitesse de progression était dès lors ramenée à celle du fantassin enlisé et tous nos barèmes de manœuvre étaient ramenés à une étrange équation : Un village – un bataillon – une demi-journée.

Tout s'est donc ligué pour nous faire renoncer au contrôle en surface et pour nous réduire au seul contrôle des axes, qui entraîna fatalement la

multiplication des postes.

Mais l'effectif de ces derniers devint rapidement insuffisant pour rayonner et pour créer autour de chaque ouvrage un périmètre de sécurité.

Si l'on raisonne, en effet, sur le type de garnison le plus courant (60 à 80 hommes) on constate que les servitudes permanentes de garde immobilisaient environ 1/3 des combattants durant la journée et plus des 3/4 la nuit. Il était donc possible de faire sortir au maximum une section le jour et pratiquement personne la nuit.

L'ennemi au contraire, pouvait nous tenir tête avec des forces très inférieures, car l'appui de la population lui permettait de se concentrer et d'attaquer, à l'heure et au lieu de son choix, la garnison qui se serait aventurée trop loin de ses créneaux.

Dans le secteur de X…, dit le commandant Y…, deux bataillons provinciaux VM., bien connus mais insaisissables, stationnés en position centrale, pouvaient agir chaque nuit contre l'un des 100 postes du secteur, tenus par 7 000 hommes environ. Chacun de ces 7 000 hommes faisait 4 heures de garde ou d'action extérieure défensive de nuit pour assurer la sûreté de ces installations.

Cette extinction du rayonnement des postes, qui était la conséquence du pourrissement, se traduisait par une mise en quarantaine des garnisons :

… Parfois le poste ne s'aperçoit de rien : il s'endort dans la monotonie des travaux et des jours, sans découvrir que les gens qui viennent jusqu'à lui ne sont plus que des ombres, que le chef de canton va passer la nuit au district, que les femmes des partisans sont allées soigner leur vieille mère malade dans le village voisin. Une nuit le poste tombe comme un os atteint de nécrose – ou bien – c'est le cas le plus fréquent – il devient comme un corps étranger, un kyste dans une chair vivante : la chair lui a fait sa place et s'est refaite autour de lui. Tous les filets nerveux, les vaisseaux sanguins, le contournent.

Le chirurgien Viêt-minh n'a pas envie d'opérer, parce que le poste ne gêne pas, il ne bouge pas, il ne représente plus rien. [42]

À la fin de 1953 notre occupation tendait à ne plus être que ponctuelle et l'on pouvait dire : *Ce n'est pas le V.M. qui est infiltré dans le delta, mais nous.* [43] Un recensement fait à la date du 1er janvier 1954 montre, par ailleurs, que 82 470 hommes de toutes races étaient immobilisés derrière les barbelés de 920 postes, plus ou moins importants et plus ou moins vétustes [44].

L'armement de plusieurs divisions était, en outre, dépensé :

— 9 714 fusils-mitrailleurs et mitrailleuses,

— 1 225 mortiers de tous calibres,

— 226 canons anti-chars [45],

— 125 pièces d'artillerie de position.

Dans le même temps le Viêt-minh n'entretenait à l'intérieur du delta que 37 000 combattants [46] au grand maximum.

Si l'on fait donc abstraction des divisions V.M. auxquelles nous opposions les groupements mobiles et les unités de Réserve générale constituant notre corps de bataille, nous étions arrivés à dépenser deux fois plus d'hommes et trois ou quatre fois plus d'armement que l'ennemi pour entretenir la lutte en surface.

Un tel bilan était la négation même de la fortification puisque celle-ci ne nous apportait aucune économie d'effectifs, bien au contraire ! C'était, en outre, une nouvelle preuve du mauvais calcul fait par le commandement quand il accepte la camelote d'une multitude de postes et qu'il ne lui préfère pas la qualité d'un petit nombre d'ouvrages modernes.

En conclusion le général commandant en chef pouvait décrire : *Le système plus que centenaire, hérité des guerres coloniales était valable contre des rebelles relativement peu nombreux et mal armés. Il n'avait été modernisé que de façon symbolique par le remplacement des murs et palissades par des réseaux de barbelés, et la réalisation d'abris de tir en travaux de campagne ou en maçonnerie.*

Devant un adversaire d'unités nombreuses, aguerries, bien instruites, armées à la moderne, munies de moyens de destruction puissants et ayant mis au point une technique et une tactique d'attaque particulièrement

efficace il a complètement fait faillite. Tous les postes attaqués avec détermination sont tombés ; la résistance, souvent très honorable, offerte par certains d'entre eux n'a été couronnée parfois de succès que grâce à une aide extérieure (appui d'artillerie ou d'aviation), ou en raison de circonstances tout à fait particulières (terrain difficile, solidité des constructions, énergie toute exceptionnelle du commandant de poste, fautes commises par l'assaillant). [47]

Il était donc prévu de substituer peu à peu à ce système un petit nombre de camps retranchés.

Ceux-ci serviraient *d'appui et de base d'opérations à un ensemble de forces mobiles, surtout composées de troupes autochtones, nomadisant dans le pays vivant autant que possible chez l'habitant, contrôlant et soutenant l'action des éléments d'autodéfense et traquant sans trêve ni répit, les détachements rebelles.*

Cette nouvelle conception supposait l'abandon d'un grand nombre de postes, en particulier de ceux qui s'égrenaient le long des axes routiers.

Il faudrait *faire l'impasse sur les points dont le rétablissement exige peu de temps et des moyens réduits... et stocker en des points défendus... le matériel de rétablissement de l'itinéraire* [48].

Mais les circonstances retardèrent la mise en application des principes qui avaient été définis par le Haut commandement.

Le croquis ci-joint donne toutefois l'aspect des centres de résistance de Cho Ganh et de Ninh Binh qui répondaient sensiblement aux normes prévues.

L'action des forces mobiles d'un camp retranché est ainsi décrite par un capitaine : *L'unité se déplace constamment à son initiative, tout en sachant rester quelque part le temps qu'il faut, s'éparpillant, se réunissant, se fractionnant sans lésiner, « à la demande », se comportant un peu comme une amibe, inlassablement...*

Il s'en suit... tous les villages connus à fond, un par un, le terrain su par cœur comme les itinéraires, les contacts très fréquents avec la population, à l'improviste, les renseignements multiples puisés à la source...

Les éléments mobiles d'un camp retranché doivent avoir un volume tel qu'ils puissent se rendre en une demi-journée ou une nuit au point le plus éloigné du territoire à contrôler et en revenir. À cette condition ils feront régner une insécurité permanente dans le camp adverse.

Dans une région de parcours facile, aux vues dégagées et à la population peu dense, où les éléments rebelles étaient peu nombreux et n'étaient pourvus que d'armes légères, un camp retranché aurait pu se contenter d'une compagnie pour assurer le contrôle dans un rayon de 10 à 15 km.

Dans une région complètement pourrie, de parcours difficile et très peuplée, comme certains secteurs du Tonkin, la garnison du camp retranché ne pourrait pas descendre en dessous de 3 à 4 compagnies de combat (supplétives et régulières). Avec cet effectif on n'aurait contrôlé efficacement qu'un cercle de 4 à 5 km de rayon ; car toutes les sorties auraient dû s'effectuer en force et avec la lenteur découlant de sévères mesures de sûreté [49].

Pour obtenir un rayonnement satisfaisant il eut donc été nécessaire de prévoir des camps retranchés capables d'abriter des forces atteignant le volume d'un groupement mobile et de prévoir que les ensembles fortifiés de cette nature seraient situés à une quinzaine de kilomètres les uns des autres.

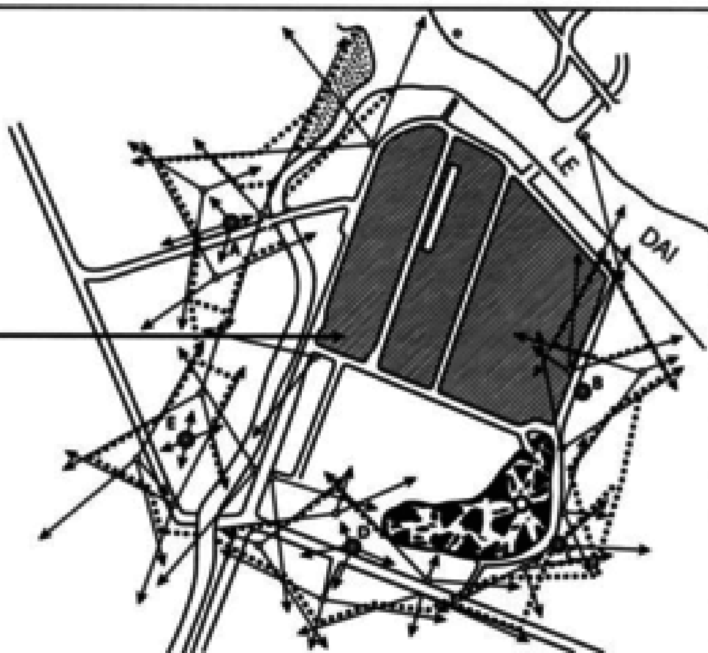
On aboutirait ainsi à une densité d'occupation qui oscillerait de 25 hommes pour 100 km^2 environ à 6 ou 700 hommes pour 100 km^2. Alors qu'au début 1954, le pullulement des postes se traduisait par une dépense de 660 hommes pour 100 km^2 à l'intérieur du delta tonkinois [50].

C.R. de NINH-BINH

(Terrain plat)
(63 mitrailleuses 11FM)
(226 hommes)

Emplacement de la ville de NINH-BINH entièrement rasée

Echelle
1km



C.R. de CHO-GANH

(Terrain accidenté)
(69 mitrailleuses 17FM)
(250 hommes)

Echelle
1km



Le contrôle en surface au Sud V.N. – À l'opposé du Tonkin où l'initiative nous échappa de plus en plus, le Sud Viêtnam a vu la progression lente d'un contrôle en surface, même suivant des principes très classiques.

En fonction d'une politique de *tache d'huile* le contrôle était graduellement établi sur une région. Elle était peu à peu maillée par un réseau de communications, étroitement surveillées grâce à des postes très rapprochés. Les axes de la périphérie étaient équipés en rideaux défensifs, de façon à empêcher le retour dans la zone à contrôler des rebelles, que les opérations en surface en chasseraient.

Il faut dire que la tâche fut singulièrement facilitée par l'appui des sectes (Binh Xuyen, Hoa Hao, Caodaistes) qui jouèrent un rôle analogue à celui des tribus ralliées dans nos campagnes antérieures.

La conduite des opérations n'en fut pas moins délicate et l'exemple, qui est donné ci-dessous, n'a que la valeur d'un schéma.

La région du Cisbassac comptait environ 800 000 habitants, pour une superficie de 4 200 kilomètres carrés. Elle abritait en moyenne quatre compagnies régionales rebelles vers la fin de l'été 1951. Les deux axes principaux étaient médiocrement surveillés par un de nos bataillons, et la chute de plusieurs tours et de postes attestait la précarité de notre implantation.

Dans les derniers mois de l'année 1951 et les premiers de l'année 1952 le contrôle fut confié à des forces qui s'élevèrent en moyenne à cinq bataillons. Une dizaine d'opérations, qui durèrent chacune quatre à cinq jours amenèrent la capture de 200 prisonniers et d'une centaine d'armes, tandis que les rebelles laissaient 120 tués sur le terrain. Au printemps 1952 les débris des unités V.M., après avoir été pourchassés sans répit, se réfugièrent dans le Transbassac, la pacification pu dès lors progresser rapidement. Toutefois en février 1953 l'ennemi s'infiltrait à nouveau mais l'aire de ses compagnies fut totalement détruite et ce fut sa dernière tentative en force.

Ratissage et fouille – L'activité d'un secteur se traduit par des opérations quotidiennes, dont la forme et l'importance sont infiniment variables. Mais les plus significatives s'apparentent toujours au ratissage puis à la fouille, car il s'agit de draguer sans cesse la région pour découvrir les rebelles en armes, ainsi que les cadres politiques, les propagandistes, les guides, etc., sans parler des dépôts, des ateliers, des caches, etc.

Ratissage et fouille sont *le passage au peigne fin d'une région et de sa population dense* [51]. Car l'infanterie ne progresse dans les cultures qu'à la vitesse maxima d'un kilomètre 1/2 à l'heure et la fouille d'un village dense (10 à 20 hectares, 2 000 habitants) peut exiger plusieurs compagnies pendant plusieurs jours.

La découverte des cachettes est facilitée par l'interrogatoire des habitants et le tri des suspects : Finalement le temps fera sortir les rebelles de leurs trous ou déliera les langues.

Mais une fouille complète est absolument indispensable et l'unanimité des cadres a déploré qu'on ai rarement pu lui consacrer le temps désirable.

J'ai passé plus de 18 mois en opérations de G.M. dans le Delta, dit le capitaine R…, *Ma compagnie a soi-disant fouillé des centaines de villages. Mais nous n'avions jamais le temps de faire la fouille à fond, et nous partions au moment où les habitants auraient pu parler. Il était de règle qu'en quittant un village nos derniers éléments reçoivent des coups de feu des guérilleros qu'ils n'avaient pas su trouver.*

Il est apparu d'ailleurs qu'on obtenait d'excellents résultats en spécialisant certaines unités autochtones dans la fouille des villages.

La fouille est un acte important et difficile. Au bataillon nous avons obtenu d'excellents résultats en spécialisant la compagnie de supplétifs dans cette opération. Nos Vietnamiens connaissaient à la fin toutes les ruses du V.M., savaient explorer et détruire les souterrains. Jamais les légionnaires, étrangers au pays, n'y seraient parvenus aussi bien. [52]

Le chef d'un commando qui pratiquait uniquement la fouille a préconisé le mode de recrutement suivant :

Miliciens, paysans, ralliés, prisonniers démobilisés de toutes armes, volontaires qui désiraient s'engager au « commando » devaient

obligatoirement avant d'y être intégré fournir la preuve formelle de leur bonne volonté, soit par l'apport de renseignements exploitables, soit par des papiers attestant leur qualité de soldat, s'il s'agissait d'un démobilisé.

L'expérience à permis de fixer les méthodes les plus pratiques pour la fouille proprement dite :

Les grenades défensives n'ont aucun effet. Les grenades offensives sont très efficaces pour les petits souterrains, mais ne doivent être employées que dans les cas pressants, parce que les V.M. atteints par le souffle, ne peuvent parler avant deux heures au moins, d'où perte de temps pour la recherche des renseignements.

Les explosifs sont très efficaces. Ils permettent d'aérer un souterrain trop long. Par contre, si le souterrain est occupé, les V.M. sont tués et on ne peut recueillir de renseignements.

Les lacrymogènes sont très efficaces quand ils sont employés dans un souterrain ne dépassant pas 20 mètres de longueur. La capture des prisonniers est ensuite toujours réalisée. Seul inconvénient : les fouilles sont ensuite rendues très difficiles par les gaz nocifs qui persistent et les documents ne peuvent être lus qu'une heure après la saisie, car il faut les aérer entre temps.

Les grenades fumigènes ou au phosphore sont efficaces, parce qu'elles permettent de repérer rapidement les trous d'aération et les issues encore ignorées.

Leurs inconvénients sont les mêmes que pour les grenades lacrymogènes, leur effet est moins durable.

Il faut naturellement veiller à ventiler l'ouverture du souterrain pour forcer la fumée à pénétrer dans celui-ci.

La persuasion est la meilleure arme. Elle doit être faite d'un dosage intelligent de menaces et de promesses par des interprètes ou des soldats vietnamiens astucieux. [53]

Usure des troupes – Toutes les actions de guerre en surface sont essentiellement affaire d'infanterie. Mais à l'opposé de la guerre classique, où les deux adversaires s'épuisent simultanément, le parti qui ne jouit pas de l'appui de la population, surmène constamment ses fantassins.

Le colonel X… a souligné *l'usure inconsidérée de l'infanterie, qui l'empêchait de manœuvrer de nuit après avoir agi une journée entière.* Il en était de même pour la garnison des postes… dont la défense demandait plus encore de tout l'effectif une activité épuisante, parce qu'elle était menée de nuit, toutes les nuits, que la troupe soit effectivement menacée ou non.

Par contre l'ennemi ne souffrait pas d'un tel surmenage : *On n'a pas assez pensé que certains assauts de nuit où tel bataillon V.M. montrait tant d'allant et d'acharnement étaient parfois les seuls combats de l'année pour ce bataillon.* [54]

CHAPITRE IV

ACTION DES FORCES MOBILES

Toutes les unités qui n'étaient pas implantées pour assurer la défense des postes et points sensibles étaient qualifiées de *forces mobiles.* Certaines étaient affectées à des secteurs territoriaux, mais la plupart constituaient les réserves de chaque commandant de territoire [55].

Leurs conditions d'emploi étaient d'ailleurs analogues, les interventions des unes pouvant être seulement plus puissantes et plus prolongées que celles des autres.

Gallieni avait déjà différencié *l'action vive,* menée par les forces mobiles, de l'action lente confiée aux organes territoriaux :

L'action vive est l'exception : c'est l'action des colonnes militaires. Elle ne doit être mise en œuvre que contre des objectifs bien déterminés, où il faut faire œuvre de force, la force étant la caractéristique des colonnes.

Cinquante ans plus tard, nous résumions la mission des groupes mobiles et des éléments de réserve générale en une formule plus brutale : *Casser du Viet.* Car c'était bien là l'essentiel et la guerre en surface reste soumise au même impératif que toutes les autres formes d'opérations : trouver l'ennemi et détruire une par une ses unités.

Toutes nos difficultés résidaient malheureusement dans la découverte des unités adverses.

Dès que ces dernières, en effet, s'étaient infiltrées dans les zones que nous prétendions contrôler, elles nomadisaient par groupes plus ou moins importants de villages en villages, dans un véritable *secteur de chasse,* où elles trouvaient de multiples dépôts clandestins et une infrastructure politico-militaire qui leur permettaient de vivre et de travailler en sûreté.

Le renseignement nous donnait de cet ennemi une image floue. On savait que des éléments V.M. avaient passé une nuit ici ou là ; on pouvait déduire de quelques recoupements qu'un bataillon se trouvait dans telle

zone aux contours imprécis ; mais toutes ces informations étaient vite périmées et l'adversaire se présentait comme *un nuage mobile, aux contours vagues et changeants, s'étaient pour se dissoudre comme une brume ou se condensant pour crever en orage violent, vite passé et ne laissant après lui qu'un ciel bleu... et quelques ruines.*

Car l'ennemi évitait systématiquement tout engagement où il aurait risqué la destruction. Par contre, dès qu'une de nos unités se trouvait isolée, il l'attaquait par surprise avec l'avantage d'une supériorité numérique et beaucoup de mordant.

Nos opérations dans les zones disputées au V.M. étaient donc inspirées par la préoccupation de trouver l'adversaire et ceci explique pourquoi elles avaient l'aspect d'une marche convergente de plusieurs groupements, cherchant chacun l'ennemi sur une direction différente. Ces actions concentriques devaient déterminer, espérait-on, l'encerclement d'éléments rebelles plus ou moins importants et permettrait ensuite leur destruction, grâce à notre supériorité en artillerie et en aviation.

Ces caractéristiques se retrouvaient lorsque nous voulions pénétrer dans les zones contrôlées par le V.M., car celui-ci pratiquait alors la même tactique d'évanouissement. Mais nous devions alors renoncer fatalement à toute manœuvre convergente et nous pouvions seulement progresser dans une ou deux directions, avec l'espoir d'inciter l'adversaire à nous attaquer dans des conditions où il croirait à tort nous surprendre.

Actions en territoires disputés au V.M. – Dans les territoires que nous cherchions à contrôler, l'ennemi disposait d'un noyau de guérilleros (Du Kich) dans la plupart des villages. Les troupes régionales et provinciales (Dia Phuong Quan) achevaient d'assurer son emprise sur la population, ce qui lui permettait non seulement de recruter ses combattants et ses cadres [56] mais aussi de se procurer le riz et les produits manufacturés, qui lui étaient indispensables.

Car le système logistique Viêt-minh reposait sur le principe : *le combattant doit vivre sur le pays où il opère* [57].

Pour nous enfoncer dans les régions ainsi organisées et pour y entreprendre la découverte des unités adverses, il nous fallait mettre en

œuvre, vers la fin du conflit, plusieurs bataillons et souvent plusieurs groupements mobiles. En octobre 1953 on pouvait donc écrire [58]:

Si des détachements égaux ou même inférieurs au bataillon peuvent encore lutter efficacement contre des formations régionales, provinciales et les guérilleros, elles doivent montrer plus de circonspection lorsque des formations régulières V.M. sont en jeu.

Dans ce dernier cas, sans se cantonner dans une inertie coupable… elles doivent livrer essentiellement des actions de type « Commando », raids rapides, embuscades, coups de main…

C'est en harcelant sans cesse les unités régulières V.M… que les unités territoriales faibles assureront leur propre sécurité… et prépareront la destruction menée grâce à elles à coup sûr.

Cette destruction est la tâche essentielle des forces opérationnelles spécialement exercées et en particulier des groupements mobiles, qui forment l'élément de base du corps de bataille.

L'expérience que nous avions acquise au Tonkin montrait qu'il fallait engager des effectifs au moins six fois supérieurs à ceux des unités adverses pour arriver à les cerner et les détruire [59].

Dans ces conditions, le schéma général de toute opération était le suivant : Après une mise en place rapide et discrète, commençait le ratissage de la région sur plusieurs directions afin de refouler si possible l'ennemi sur une ligne naturelle, que nous occupions *a priori,* ou bien sur d'autres unités amies, marchant à la rencontre des premières.

Il devait théoriquement en résulter un encerclement plus ou moins complet, suivi d'une phase de destruction des éléments adverses et de la fouille du pays.

Ce schéma ne fut pratiquement jamais réalisé intégralement. Tantôt un renseignement récent et précis (ou que l'on croyait tel) poussait à entreprendre directement la phase de destruction, précédée au besoin d'une ébauche d'encerclement. Tantôt au contraire, les premières phases de l'opération n'obtenaient pas le résultat escompté et l'encerclement se refermait… sur le vide.

Il fallait alors modifier le dispositif et poursuivre l'opération en fonction des renseignements nouveaux, soit en cherchant à couper la route de retraite de certaines fractions ennemies, soit en reprenant la même tentative d'encerclement dans une zone voisine.

L'analyse des diverses phases de la manœuvre démontrera clairement la raison de nos échecs répétés, ainsi que les difficultés de l'entreprise.

La préparation – Elle devait évidemment se faire dans le secret ; or rien n'était plus malaisé.

D'une part les services et surtout les états-majors fonctionnaient dans les villes, au milieu d'une population travaillée par la propagande et *noyautée* par l'organisation V.M.[60] Ils utilisaient fatalement une main d'œuvre autochtone et le serveur d'une popote comme le *boy* d'un officier pouvaient être sciemment ou inconsciemment la source de *fuites* graves.

D'autre part, la moindre modification dans notre dispositif, dans l'implantation de nos dépôts, dans nos communications, était comme instantanément des agents V.M. cachés dans la population.

Aussi les opérations étaient-elles souvent préparées à un échelon élevé (territoire, voire commandant en chef) par un petit nombre d'officiers et les exécutants n'avaient connaissance des ordres qu'au dernier moment.

Il en est certainement résulté des difficultés et des fatigues supplémentaires. Tel commandant de G.M. a pu se plaindre d'avoir appris que son G.M. allait embarquer[61] seulement après le départ du cantonnement. Tel commandant de groupe a déploré qu'on l'ait envoyé dans une région où il ne savait même pas s'il trouverait une position pour déployer ses batteries, etc.

Mais les inconvénients d'une conservation du secret rigoureuse sont certainement inférieurs aux avantages qu'on peut retirer de l'indécision où restera l'ennemi sur l'heure et les conditions exactes du début de l'opération.

La mise en place – Trahissant nos intentions et notre manœuvre, étalant au grand jour nos moyens, la phase de mise en place était capitale pour la réussite de l'opération. Elle était par conséquent placée sous le

signe de la vitesse et comportait l'acceptation de certains risques [62] car sa bonne exécution devait enlever à l'ennemi la possibilité de se dérober.

La concentration de nos forces dans la région intéressée n'était donc précédée d'aucune reconnaissance aérienne ou terrestre particulière, d'aucune création ou amélioration de piste, d'aucun aménagement de dépôts. En un mot rien ne devait éveiller l'attention des observateurs V.M., attentifs à toutes nos activités.

Nos moyens motorisés et l'utilisation des voies fluviales nous permettaient, dans les deltas, de partir de localités éloignées ; mais la rareté des routes imposait presque toujours des fins de parcours à pied, de plusieurs kilomètres.

Ces mouvements se faisaient au maximum de nuit, malgré les difficultés de déplacement de l'infanterie en tous terrains [63].

On s'efforçait bien entendu d'amener ainsi toutes les unités sur leur base de départ aux premières heures de la matinée. Mais le moindre incident suffisait pour bouleverser les horaires minutieusement établis : un véhicule sautait sur le remblai d'une route, dans la rizière inondée, et toute la colonne était immobilisée durant une heure ou deux [64]… ou davantage si une simple section de régionaux postée dans un village voisin arrosait le chantier au F.M.

Aussi était-il difficile dès le départ d'obtenir une synchronisation parfaite des manœuvres élémentaires, car les chances de rencontrer l'ennemi dépendraient ensuite de la vitesse avec laquelle nos unités convergeraient sur des objectifs calculés pour réaliser la fermeture hermétique d'une poche.

Comme nos moyens aériens et notre artillerie interdisaient durant la journée à toute formation V.M. constituée de passer entre nos colonnes, nous pouvions escompter que l'adversaire serait graduellement emprisonné et qu'à la fin de la journée nous occuperions le périmètre fixé pour réaliser un blocus efficace.

La recherche de l'encerclement – Le simple énoncé des conditions de l'encerclement suffit pour illustrer leurs difficultés.

La seule nature du terrain empêchait notre infanterie de marcher vite et l'obligation de fouiller tous les couverts retardait encore sa progression. Aussi les retards s'accumulaient et presque toujours les bataillons étaient encore loin de leurs objectifs quand la nuit tombait.

Mais fréquemment le contact était pris avec l'adversaire au cours de la journée : Après avoir essuyé le feu des Du Kich donnant l'alarme et après avoir contourné de menues résistances, on venait buter contre un adversaire embusqué dans un village.

Certes l'ennemi évitait durant la saison sèche les localités qui attiraient nos feux ; mais en saison humide, *au milieu de la mosaïque des rizières, plus ou moins inondées, et du lacis des canaux et des cours d'eau, l'élément terrain essentiel était le village et ses annexes émergées (jardins, bananeraies, zones de tombeaux...)* [65].

Le combat qui s'entamait alors pouvait, certes, amener la destruction d'une unité adverse, comme on le verra ci-dessous. Mais plus souvent il n'entraînait aucune décision avant l'heure du crépuscule et le contact était alors rompu.

Bref, au lieu d'un dispositif dense et sans lacunes nous occupions presque toujours à la fin de la première journée d'opération une ligne sinueuse et discontinue.

Nos effectifs ne permettaient pas dès lors d'obtenir la densité d'hommes nécessaire pour que le barrage soit étanche. Rien d'étonnant donc à ce que l'ennemi parvienne à s'échapper en profitant de l'obscurité [66].

Nous nous efforcions bien d'améliorer les conditions de bouclage en profitant des lignes naturelles (cours d'eau) dont la surveillance était assurée par des éléments mobiles (marine fluviale) et un rideau de fantassins postés sur l'une des berges.

Mais les résultats furent dans l'ensemble décevants. Un obstacle (rivière, digue) ne gênait que fort peu les V.M. [67] et n'autorisait qu'une réduction de la densité d'occupation assez faible (de 1/4 à 1/2 suivant les facilités d'observation dans la nuit considérée).

Il aurait donc fallu que le dispositif de bouclage comprenne :

— Un rideau de surveillance de jour et de nuit pour éventer les tentatives de franchissement et déceler leur direction.

— Une position d'arrêt constituée par un chapelet simple ou double de points d'appui barrant les itinéraires et zones de passage possibles.

— Des réserves mobiles, à déplacer en fonction des circonstances.

— Un dispositif de sûreté du déploiement pour prévenir les tentatives extérieures de dégagement. [68]

La destruction de l'ennemi – Ainsi qu'on vient de le voir, la rencontre avec l'ennemi se plaçait presque toujours dans les villages ou dans les couverts denses (cocoteraies, hautes cultures, etc.).

Le choc pouvait évidemment se produire la nuit, lorsque des éléments adverses tentaient de percer par la force notre rideau de bouclage ou bien lorsque des éléments croyaient pouvoir triompher aisément d'une de nos unités, qui se gardait mal [69].

La rencontre prenait alors la figure d'un combat défensif : L'élément attaqué résistait comme il pouvait à l'assaut V.M., tandis que notre artillerie appliquait une série de tirs d'arrêt. L'affaire était presque toujours réglée au lever du jour et rares étaient les occasions où nous pouvions poursuivre l'adversaire avec des patrouilles de chasse ou des coups de canon.

L'attaque des villages ou des îlots de verdure qui émergeaient de l'horizontalité du delta ou des zones côtières était donc l'aspect le plus commun du heurt de nos troupes mobiles avec l'infanterie V.M. [70]

Le problème qui se posait alors était, non seulement de prendre pied dans le fouillis de végétation malgré les feux qui balayaient le glacis des rizières, mais encore de triompher des contre-attaques déclenchées à l'intérieur du couvert et, surtout, de clore le combat avant la nuit ou bien avant que l'adversaire ait pu disparaître dans les caches. Il fallait donc une adroite manœuvre de notre infanterie et des appuis de feux intenses.

À la fin des hostilités, *pour attaquer un village de 200 à 300 mètres de côté* [71] *solidement défendu, il fallait :*

— Un bataillon d'infanterie…

— Les feux d'un groupe d'artillerie…

… l'abordage devait se faire en un point bien choisi permettant de concentrer les efforts et de se mettre la main sur un point d'amarrage de surface suffisante.

À partir de cet îlot on procédait à un nettoyage méthodique, par glissement le long des lisières… [72]

La configuration des localités et le fait qu'elles s'étiraient fréquemment en fuseau justifiaient souvent que l'infanterie attaque et nettoie dans le sens le plus favorable.

Des changements de direction s'imposaient donc et les formations quaternaires se sont révélées fatalement très propices à des manœuvres, qui permettaient *en utilisant le réseau des chemins ou des digues, d'effectuer sur certains objectifs des actions en équerre ou de rabattement* [73].

Les appuis de feu reposaient naturellement sur une détermination exacte des objectifs et surtout sur une adaptation de leurs dimensions aux possibilités de l'artillerie. Cette nécessité fut souvent perdue de vue et l'on demanda trop souvent à des groupes de tirer sur des buts imprécis ou de détruire des localités couvrant une vingtaine d'hectares avec une consommation de 200 coups de 105 mm.

On a souvent prétendu que l'obus de 105 était inefficace sur les organisations des villages Viêt-minh. Il est certain que le calibre 155 mm eut été mieux qualifié pour cette tâche, mais le 105 aurait obtenu de bons résultats sur la plupart des ouvrages en terre battue [74] si on avait consenti les consommations correspondant aux barèmes réglementaires [75].

Mais le débit du réseau routier et le niveau de nos approvisionnements rendaient difficiles de telles consommations.

Toujours est-il qu'on demandait trop… ou trop peu à l'artillerie, sans cependant nier son rôle déterminant dans l'anéantissement des unités V.M., lorsque celles-ci pouvaient être coincées dans un village.

Il est par ailleurs indiscutable que les feux de l'aviation provoquaient beaucoup plus sûrement la destruction des organisations V.M. dans les villages. La bombe de 500 lbs et surtout celle de 1000 lbs avaient une efficacité matérielle et morale considérable, car dans un rayon d'une

centaine de mètres les combattants étaient *shockés* d'une façon suffisamment durable.

À la fin de la première nuit d'opération l'ennemi était très souvent parvenu à filtrer à travers le premier bouclage.

Il ne nous restait plus dès lors que deux possibilités :

— Parcourir en tous sens la zone douteuse, arrêter les suspects, rechercher et détruire les dépôts, les cachettes, les organisations de toute nature.

Cette phase de fouille pouvait se prolonger dix à quinze jours et donnait lieu parfois à des accrochages, quand l'ennemi réapparaissait dans le sillage de l'un de nos groupements mobiles.

PHYSIONOMIE DE DIX OPÉRATIONS FAITES AU TONKIN

PHYSIONOMIE DE DIX OPÉRATIONS FAITES AU TONKIN

NOM CONVENTIONNEL DE L'OPÉRATION	DURÉE	NOMBRE DE BATAILLONS ENGAGÉS	PERTES AMIES			OBSERVATIONS
			TUÉS	DISPARUS	BLESSÉS	
CITRON	Du 24 au 29 Septembre 1951. Soit 5 jours.	14	67	19	143	(1) - Les pertes élevées de ces deux opérations sont dûes à leur durée certes, mais aussi au nombre considérable de mines et de pièges que le Viêt-minh avait posés dans la région considérée.
MANDARINE	Du 1er au 8 Octobre 1951. Soit 8 jours.	17	58	9	170	
TUKY	Du 5 au 10 Août 1951. Soit 6 jours.	8	6		25	
MERCURE	Du 25 Mars au 6 Avril 1952. Soit 13 jours.	18	69	28	182	
PORTO POLO TURCO	Les 14 et 15 Avril 1952. les 18 et 19 Avril 1952. Du 19 au 27 Avril 1952. Soit au Total 12 jours.	11 puis 15	69	29	262	
BRETAGNE	Du 30 Novembre 1952 au 3 Janvier 1953. Soit 35 jours.	18	61	121	386	
ARTOIS	Du 16 au 24 Janvier 1953. Soit 9 jours.	11	23	1	107	
NICE I NICE II	Du 23 au 27 Février 1953. Du 28 Février au 3 Mars 1953. Soit 9 jours.	14 14	39	6	171	
BROCHET	Du 23 Septembre au 11 Octobre 1953. Soit 19 jours.	18	130	1	597 (1)	
GERFAUT	Du 12 Décembre 1953 au 10 Janvier 1954. Soit 30 jours.	20	138	21	467 (1)	

— Renouveler la manœuvre dans une zone voisine pour aboutir à un second bouclage ou encore essayer de couper la route de l'ennemi, en déplaçant les bataillons en fonctions des renseignements recueillis.

On aboutissait ainsi à des manœuvres *en festons,* épuisantes pour l'infanterie et qui étaient parfois couronnées par la destruction d'une unité V.M., pourchassée, traquée pendant des jours, voire des semaines [76].

Durant toute cette période nous avions à nous prémunir contre des attaques nocturnes, déclenchées par surprise. Chaque nuit et parfois pour une durée de deux ou trois jours, les groupements mobiles devaient chercher leur sûreté dans un dispositif défensif.

En pareil cas la nécessité de gros points d'appui s'appuyant réciproquement s'est à nouveau affirmée. Le groupe d'artillerie et le P.C. du G.M. devaient obligatoirement être inclus dans l'un de ces points d'appui.

L'effectif minimum pour les protéger était d'une compagnie, et mieux d'un bataillon.

Mais *la nomadisation dans une zone plus ou moins étendue et la préparation minutieuse de réactions offensives sur diverses directions, constituaient pour le G.M. la meilleure sûreté, garantissant sa liberté d'action et assurant une couverture efficace d'une zone bien plus vaste que celle que l'on pouvait couvrir par une implantation statique.*

Cette nomadisation était rendue très efficace par le déploiement systématique de rideaux d'embuscades, variant chaque soir en travers des zones de passage et de circulation [77].

L'organisation du commandement – Quel que soit le volume d'une opération, le problème de savoir qui la dirigerait se posait toujours.

Le commandement territorial était seul au fait de la situation politique dans la région. Il eut donc été logique que le commandement de l'opération lui revienne, car les considérations tactiques devaient se plier aux opportunités locales.

Or, *il y eut toujours une question de grade. Le chef sur le territoire duquel les effectifs d'une petite division (3 G.M.) venaient opérer était tout au plus lieutenant-colonel, quelquefois même officier subalterne. Il n'avait qu'une audience limitée auprès du colonel jeune et brillant qui venait établir son P.C. opérationnel avec une centaine de véhicules dans son poste ou aux alentours* [78].

Il fallait donc, le plus souvent, remonter à l'échelon zone ou division territoriale pour trouver une autorité capable de coiffer l'opération. Mais cette autorité était parfois *loin du lieu de l'action* et *pas dans le bain* [79].

Une liaison étroite entre les P.C. territoriaux de secteur et sous-secteur et les P.C. opérationnels de G.M. aurait pu corriger ces inconvénients. Mais force est de reconnaître [80] que *cette liaison n'était satisfaisante que dans les cas plutôt rares où le chef opérationnel et le chef territorial se connaissaient et s'estimaient.*

Aussi le fait suivant relaté par un commandant de sous-secteur se produisait-il fréquemment :

Il s'agissait de détruire un bataillon provincial avec lequel je me colletais tous les jours. J'étais en général tenu au courant, parfois consulté au cours de l'opération, mais on ne m'a jamais demandé mon avis sur la conception et la mise en place qui sont les phases dont tout dépend. [81]

La résolution de ce problème de commandement était compliquée par la différence d'optique entre les cadres des forces mobiles et les chefs territoriaux. Elle aboutissait à de regrettables incompréhensions et *la tendance hélas trop naturelle à mépriser tout ce qui n'est pas de soi… faisait considérer avec mépris, écouter avec condescendance les cadres du territoire par ceux des G.M..*

Car les groupements mobiles passaient des mois entiers à voir l'ennemi s'enfuir devant eux et presque tous leurs accrochages se terminaient par la disparition de l'adversaire parfois par sa destruction. Or ils arrivaient souvent dans des postes dont les garnisons pouvaient à peine se montrer dans le village voisin [82] et qui étaient harcelées presque toutes les nuits.

Du fait de la présence des nouveaux arrivants, la région redevenait calme et les intéressés se demandaient si *les gens des postes n'exagéraient pas un peu*[83].

Bref on peut penser, avec le colonel X… [84], que *les opérations de destruction doivent sans exception être faites dans le cadre territorial et qu'en Indochine, si le principe a été admis, il n'a pas été appliqué…*

Le régime préférentiel accordé fréquemment aux forces spécialisées dans les opérations a créé un fossé entre deux catégories d'unités qu'il fallait souder…

Action des forces mobiles en lisière des zones sous contrôle V.M. – Les actions de nos forces mobiles en lisière des zones sous contrôle V.M. ont eu pour but, à certaines époques et en fonction d'une politique de *tache d'huile,* d'étendre notre occupation.

Mais, à côté de ces entreprises à caractère politico-militaire, se sont déroulées des opérations fort nombreuses qui visaient à la destruction de certaines unités ou installations rebelles et à déjouer ainsi les grandes offensives Viêt-minh, ou bien qui tendaient à contraindre le corps de bataille adverse à livrer combat.

Car ce corps de bataille comprit cinq divisions d'infanterie et une division lourde à partir de 1951 et les 4/5 de ces grandes unités étaient stationnées dans la moyenne région du Nord Viêtnam, ainsi que sur le pourtour du delta tonkinois. Nous étions donc constamment sollicités d'aller à la rencontre de ces forces pour atteindre enfin l'adversaire dans ses œuvres vives.

Fidèle à sa tactique, confiant dans la difficulté de parcours des régions qu'il contrôlait, le Viêt-minh n'a jamais entrepris de s'opposer à la progression de nos forces quand elles débouchaient, sur une ou deux directions, de la ligne de nos postes avancés.

Comme dans les opérations à l'intérieur des deltas, le combat n'a jamais pris au cours de nos incursions le caractère d'une lutte pour s'emparer d'objectifs défendus. Le commandement V.M. faisait le vide devant nous, abandonnant parfois sans résistance les installations qu'il

n'avait pu évacuer, sabotant au maximum les itinéraires, ralentissant tout au plus notre marche par des destructions et la menace d'embuscades.

Il jouait au maximum du fait qu'il disposait d'une infrastructure de dépôts cachés et de voies de communication discrètes, alors que nous étions contraints de rétablir les routes au fur et à mesure que nous avancions.

Cette infrastructure lui permettait, lorsque notre dispositif était suffisamment étiré, de rassembler promptement certaines de ses unités et de tomber par surprise sur de nos éléments qui lui semblait particulièrement *en l'air.*

Le coin offensif que nous enfoncions en territoire V.M. devait donc se transformer très vite en un dispositif défensif. Car, au fur et à mesure que nous avancions et que le temps s'écoulait, la sécurité de notre ligne de communication exigeait l'immobilisation d'effectifs importants pour constituer un chapelet de points d'appui.

Nous établissions alors une sorte de camp retranché provisoire en *bout d'arbre,* d'où certaines de nos unités rayonnaient (en restant soigneusement dans les limites de portée de notre artillerie) et l'opération prenait figure d'une *attente tactique* [85].

Les divers engagements qui se produisaient pendant cette phase de l'opération étaient autant d'occasions d'obtenir l'usure, sinon la destruction, d'une fraction des forces adverses. Mais la prolongation de cette situation risquait toujours de tourner à notre désavantage.

Notre maintien dans la cuvette d'Hoa Binh de novembre 1951 à février 1952 provoqua bien l'immobilisation de trois divisions Viêt-minh (304e, 308e et 312e), mais elle exigea une dépense d'effectifs équivalente à 9 groupements mobiles et nous coûta de sérieuses pertes.

En outre, plus se prolongeait notre pointe en zone V.M., plus le repli s'avérait difficile. Celui d'Hoa Binh réussit, parce qu'on avait pu créer un couloir de sécurité ayant plusieurs centaines de mètres de largeur, en installant une série de véritables postes et surtout en déboisant.

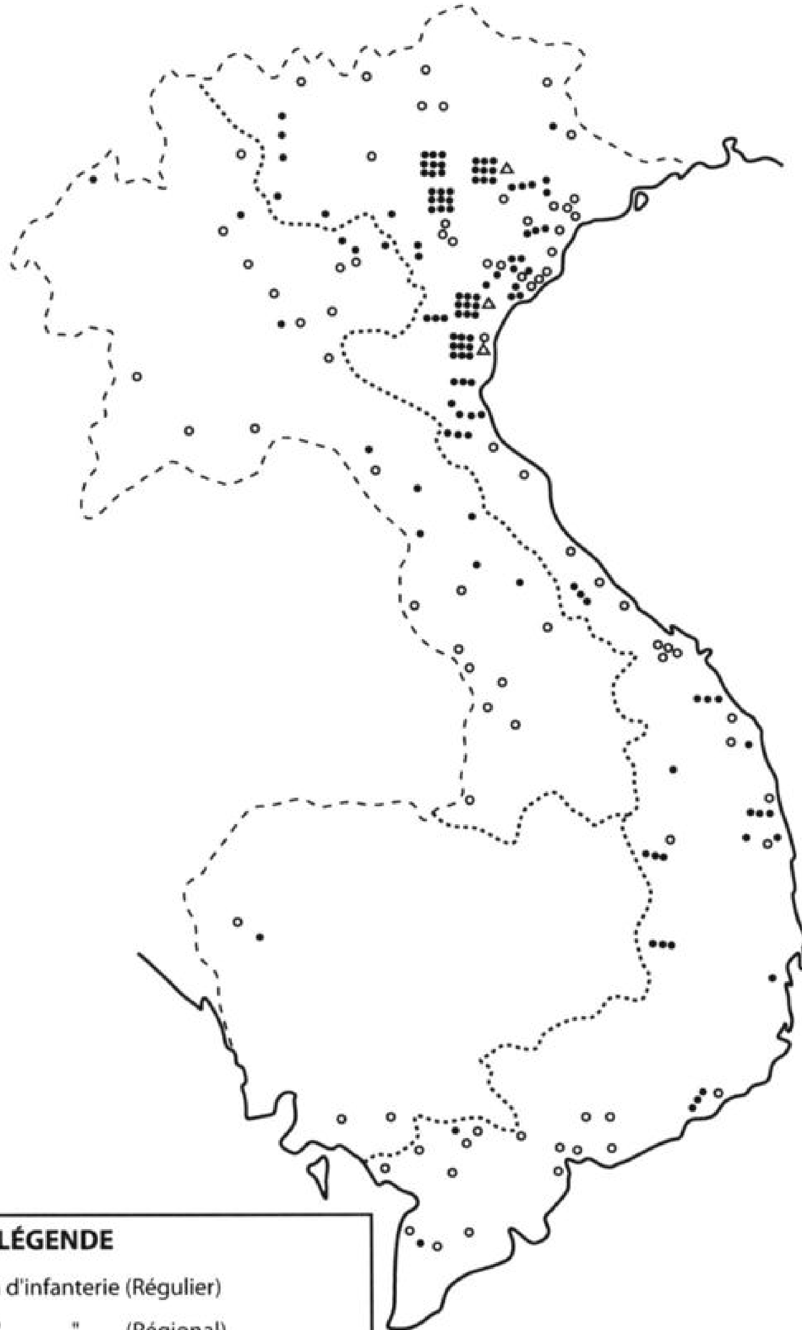
Le *démontage* de l'opération Mouette, conduit suivant les mêmes principes, fut également un succès ; mais nous enregistrâmes lors de

l'opération *Lorraine* une sévère embuscade [86] et d'autres exemples sont venus démontrer que la manœuvre en retraite devait être conduite suivant les mêmes lois qu'en guerre européenne et surtout ne devait pas être… trop tardive.

En résumé nos opérations en lisière de la zone V.M., malgré leur importance et leur intérêt, ne nous ont pas apporté d'enseignements particuliers, qui pourraient trouver place en des circonstances de guerre analogues. Toutefois elles ont fait ressortir nettement la nécessité de peser attentivement la durée de l'entreprise : à calculer trop court, on risque de perdre l'occasion d'accrocher et de mettre à mal certaines unités ennemies. À calculer trop large, on s'expose aux aléas d'un décrochage particulièrement difficile.

IMPLANTATION V.M.

AU 30 - 9 - 1953



LÉGENDE

● Bataillon d'infanterie (Régulier)

○ " " (Régional)

△ " " (d'Artillerie ou de D.C.A. ou de Génie)

CHAPITRE V

LA PACIFICATION

Dans un rapport de 1949, les étapes nécessaires de la pacification ont été parfaitement résumées :

Pour qu'une province soit reconnue comme pacifiée, il faut que l'autorité du gouvernement légal soit reconnue par la mise en place des institutions (politiques) normales, que l'épuration ait été conduite par la population, enfin que les collectivités aient mis sur pied les formations d'autodéfense capables de protéger les points sensibles de la province. [87]

Mais le postulat d'un tel programme tient dans les deux termes *gouvernement légal* d'une part et *autorité* d'autre part et il est inutile de rappeler que ces conditions nécessaires n'ont été que fort médiocrement réalisées au Viêtnam.

En outre l'œuvre de pacification exige… *que les efforts de tous convergent vers le même but… ce qui n'est possible que si la même autorité réunit pouvoirs civils et militaires* [88].

La restitution complète de l'ordre et la restauration d'une vie normale étaient donc une entreprise, sinon absolument impossible, mais tout au moins condamnée à n'aboutir qu'à des résultats précaires et incomplets.

Aussi convient-il de juger notre politique de pacification en s'attachant uniquement à l'examen des deux premières étapes du retour à la stabilité :

— La suppression de toute manifestation d'hostilité de la part des populations.

— L'apparition d'organisations d'autodéfense dans la plupart des localités.

L'extinction des sentiments de rébellion – Toutes les opérations de guerre en surface devraient être inspirées par des opportunités politiques. Mais cette nécessité ne fut pas toujours présente aux esprits et la

remarque du lieutenant-colonel X… fut maintes fois justifiée… *On faisait une opération et l'on tâchait d'en tirer des conséquences politiques.*

Un fait inverse fut également observé à maintes reprises. Pour satisfaire à des nécessités strictement militaires nous évacuâmes certaines régions où la pacification était sinon en bonne voie tout au moins réalisable, et où le Viêt-minh pu ensuite s'incruster d'autant plus profondément que les habitants nous accusèrent à juste titre d'avoir trahi leur attachement.

Rien n'a coûté plus cher à nos armes en Indochine que l'abandon de certaines populations, parce que nos plans changeaient, ou que nos entreprises ne se montraient pas à l'échelle de nos moyens. [89]

Â cet égard l'obligation d'évacuer la haute région du nord-est à la fin de 1950 eut des conséquences graves, car elle nous aliéna certaines minorités. Il en fut de même quand nous ne pûmes nous maintenir à Hoa Binh et que nous dûmes renoncer ainsi au ralliement des Muongs.

La tradition de Lyautey, qui livrait d'abord à ses officiers d'affaires indigènes la préparation d'une action offensive et ne la déclenchait qu'à l'instant où *la poire était mûre,* ne fut point toutefois perdue.

Le général X… [90] n'écrivait-il pas dans une directive à ses cadres : *En matière de pacification… aucune règle ne saurait être considérée comme impérative et éternelle… Mais on ne saurait s'écarter des principes ci-après, que l'on retrouve d'ailleurs dans toutes les campagnes coloniales, sans courir à un échec certain.*

La politique seule ne peut rien résoudre. La force militaire seule. Elle non plus, ne peut arriver à un résultat décisif

En diverses régions et à diverses époques ces préoccupations purent trouver une juste application.

La réoccupation des deux évêchés du Phat Diem et du Bui Chu dans le delta tonkinois fut non seulement fondée sur les sentiments hostiles à l'idéologie V.M. des communautés catholiques, mais encore sur des prises de contact officieuses : *La préparation politique visant à ce que cette population souhaite l'implantation chez elle de nos troupes et de notre*

administration est une phase longue, que l'on a fait durer 6 mois dans le Bui Chu. [91]

Pratiquement la pacification fut préparée par un examen attentif des régions où la mystique communiste du V.M. se heurtait à un christianisme militant (cas des catholiques du Tonkin) ou bien à des féodalités pseudo-religieuses (cas des sectes au Sud Viêtnam) ou encore à des oppositions raciales (cas des minoritaires).

En d'autres circonstances on a tiré profit des fautes adverses et d'un revirement dans l'état d'esprit d'une contrée. En 1949, par exemple, le général X... justifiait ainsi son plan de reconquête d'une région du Sud Viêtnam... *Le climat politique est favorable, comme le montrent quotidiennement les sollicitations pressantes des populations lasses du contrôle* V.M.

Toutefois l'expérience de huit années de guerre doit nous amener à retoucher les règles héritées de Lyautey et des grands chefs coloniaux, en les subordonnant à un postulat essentiel : Il n'est pas possible d'entamer une politique de pacification dans les régions où les habitants ont subi une imprégnation communiste, tant que subsiste l'organisation marxiste.

Il faut au préalable détruire l'appareil révolutionnaire et au minimum le disloquer avant d'opposer aux méthodes d'endoctrinement adverses une contre-propagande.

Car l'emprise politico-sociale du parti ferme aux individus toute autre forme de pensée et de vie et il faut supprimer d'abord la cellule villageoise, le délateur, le fonctionnaire, etc. pour rendre à chacun l'exercice de son libre arbitre.

Sous cette réserve aucune des méthodes classiques n'a perdu de son efficacité.

Le commandement V.M., d'ailleurs, n'a jamais caché qu'un des buts principaux de la guérilla était de nous empêcher de mettre en œuvre nos procédés de pacification.

Un médecin ex-prisonnier de guerre rapporte, par exemple : *Les V.M. m'ont dit à plusieurs reprises qu'ils n'avaient pas d'ennemi plus dangereux qu'un docteur qui soignait les populations.*

Les officiers qui ont pu ramener le bien être et la prospérité dans une région ont relaté le succès de leurs entreprises avec le même enthousiasme que leurs devanciers. Voici par exemple le récit du Commandant X… :

… Dès le début de 1953, j'étais résolu à rendre mes villages heureux, et à défendre les habitants tant contre les V.M. que contre les supplétifs. Je dus, plus tard, les défendre contre la rapacité des propriétaires terriens.

Par des contacts directs, par mes actes, je leur fis comprendre que le Français n'était ni un colonialiste, ni un ennemi.

Un médecin de la marine, compréhensif et courageux, fut mon principal atout : il risquait sa peau pour répondre à tous les appels de détresse. Des V.M. blessés furent soignés à son infirmerie : nous n'étions pas dupes, le rebelle le savait, mais je jouais le jeu.

Avec la population et les notables, je jouais la confiance. Je leur disais : Je ne vous demande rien que de cultiver vos champs et d'être heureux. La guerre c'est mon affaire. C'est eux-mêmes finalement qui me renseignèrent.

Je leur procurai des semences et des engrais dont j'assurai moi-même le transport, leur fis vendre leur bois, exploiter collectivement les rizières en friche ; je leur fis vendre en 1953, à bon prix, 400 tonnes d'excédent de paddy ; le premier excédent de récolte depuis 1945.

Je fis réparer la R.P. 19, reconstruire trois ponts, et les confiai aux villages, je rétablis les moyens de communication, et malgré les risques, autorisai le sampan à moteur de X… à Y.. ; la prospérité des marchés revint.

Avec ou sans l'appui de la province, j'ouvris des écoles ; j'encourageai un mouvement scout, mis des véhicules à sa disposition. Ma première récompense fut, en 1953, de présider la distribution des prix des 3 nouveaux villages.

Car en 2 ans ma région était redevenue une région riche : 25 000 habitants au lieu de 5 000, des villages neufs et propres, à l'un desquels mon nom fut donné.

Depuis le 1er janvier 1954 la sécurité est totale dans mon quartier.

Parvenue à ce terme, cette étape de la pacification doit se traduire toujours par un indice significatif : la dénonciation par la population elle-

même des éléments rebelles qu'elle peut encore dissimuler.

Création d'une autodéfense – La participation des collectivités à leur propre sécurité doit être entamée dès qu'elles ont donné des gages, mais il n'y a pas de règles précises pour la constitution de milices d'autodéfense. Comme le colonel X... [92] l'écrit : *Les milices doivent être l'expression armée de la volonté de la cellule sociale... toute formule uniforme (serait) fausse, car les cellules sociales sont très diverses. Milice villageoise là où la cellule est le village... milices paroissiales, dans les paroisses... on peut tout concevoir et tout réaliser, à condition de conserver la correspondance entre la cellule sociale et l'unité mise sur pied.*

Cette création de formations d'autodéfense allégera la tâche des troupes régulières, mais elle ne supprimera l'obligation de conserver des forces territoriales pour intervenir rapidement et puissamment en cas de retour offensif des rebelles. Le Commandant X... [93] met l'accent sur cette mission capitale : *Dans mon sous-secteur, en 1953 le stade de pacification était atteint. Nous avions pu armer les villages d'où les bases V.M. avaient été complètement extirpées, et la population faisait de son mieux pour empêcher le retour des rebelles qu'elle redoutait.*

Mais à partir de début 1954 la situation s'est gâtée. Les V.M. ont réinfiltré des unités plus puissantes que la compagnie de marche dont je disposais. Les groupements mobiles, occupés dans des régions plus sensibles, n'ont pu intervenir à temps. J'ai été renseigné quelque temps sur le pourrissement contre lequel je ne pouvais rien ; puis village par village, les habitants, fidèles malgré tout, sont venus me rendre les armes insu usantes désormais pour les défendre.

Il aurait fallu que j'aie une réserve puissante pour sauvegarder la pacification.

Car la pacification reste longtemps fragile et son succès définitif exige une persévérance qui nous a parfois manqué.

Un exemple caractéristique en est la détérioration de la situation en Cochinchine pendant les derniers mois de la guerre. On y constatait alors en effet un regain d'activité Viêt-minh qui aurait exigé rapidement de notre part une nouvelle campagne de pacification :

Seules les zones tenues par les confessionnels étaient relativement saines. Tout le reste des zones sous notre contrôle était gangrené. [94]

En conclusion de ce court chapitre, on ne peut que citer à nouveau une directive du général X... en déplorant que les circonstances n'en permirent pas une constante et intégrale application.

... L'emploi de la force armée ne doit jamais être considéré comme une fin en soi. Ce n'est qu'un des moyens qui permettent d'arriver au but.

Il faut que la même autorité réunisse à la fois les pouvoirs civils et militaires.

... Les autochtones doivent prendre une part de plus en plus large à la lutte pour la pacification.

CHAPITRE VI

LA FORTIFICATION

Parmi les divers types d'ouvrages réalisés durant la campagne, il en est trois qui méritent un examen assez détaillé, car chacun d'eux répondait à une situation susceptible de se reproduire :

— Dans les régions qui ne sont pas encore gravement contaminées, ou bien à une époque où les bandes rebelles ne disposent pas d'artillerie et de canons sans recul, les petits ouvrages de surveillance du type *tour* peuvent encore trouver leur utilité.

— Dans les secteurs plus infestés, mais où l'infanterie ennemie ne dispose pas encore d'engins de destruction à grande puissance, ce qui fut le cas au Sud Viêtnam, les postes réalisés offrent une résistance acceptable, tout en étant de construction rapide et économique.

— Enfin dans les régions où une fortification solide est absolument nécessaire, le point d'appui bétonné du type Tonkin semble devoir s'imposer.

Après la description de ces trois types de fortification, il apparaît nécessaire de résumer les enseignements de la campagne relatifs aux deux problèmes qui se sont posés constamment aux défenseurs des postes :

— La couverture des ouvrages par des obstacles appropriés.

— Les procédés les plus efficaces d'exercer la surveillance pendant la nuit.

Les tours de garde – Initialement, les tours étaient constituées par des maçonneries de 25 à 40 centimètres d'épaisseur, entourées par une murette d'enceinte. La porte était située à deux mètres au moins du sol et l'on accédait à celle-ci par une échelle.

Le mirador avait une hauteur de cinq à six mètres et son toit était suffisamment dégagé pour permettre le lancement des grenades.

Dès 1949-1950 on améliora la protection en ceinturant la tour, soit par un mur en briques de 30 centimètres d'épaisseur, haut de 2 mètres et laissant entre les parois de la tour et lui un intervalle d'environ un mètre, soit par un entourage d'un ou deux rideaux d'aréquiers ou de bambous. Cette défense avait pour but d'empêcher l'ennemi de placer des charges explosives soit au pied de la muraille, soit à l'aide de perches contre les parois.

Mais, bien entendu, ces boucliers de fortune n'eurent qu'un effet insuffisant contre des projectiles à charge creuse et l'on s'efforça de séparer l'organe d'observation, qui était fatalement la partie la plus vulnérable, du corps d'ouvrage, lequel devait permettre à la garnison de vivre et de défendre.

À partir de 1952 on aboutit à la formule suivante, qui donna dans l'ensemble satisfaction après quelques améliorations :

Le corps d'ouvrage est aussi surbaissé que possible et il est noyé dans un épais remblai de terre, profilé pour offrir le maximum de résistance aux coups.

L'habitat de la garnison est à l'intérieur de ce corps d'ouvrage. Il est calculé pour offrir une surface d'environ 16 mètres carrés avec hauteur sous plafond d'au moins 2 mètres.

On y pénètre, soit par une entrée de plein pied, soit par un trou d'homme ménagé dans le plafond.

Les possibilités de défense sont assurées par des créneaux ménagés à 1 mètre 50 environ au-dessus du niveau du sol et qui sont protégés contre les projectiles à tir courbe par une visière et un fossé Diamant.

Le corps d'ouvrage est mis à l'épreuve des coups (en particulier des charges creuses) en donnant au remblai de terre une épaisseur d'au moins deux mètres [95]. On lui assure, en outre, une consistance suffisante en le recouvrant de mottes d'herbe.

Ensuite, les parois latérales sont constituées :

— Soit par des briques ou bien un aggloméré de béton de 0,30 m à 0,40 m d'épaisseur.

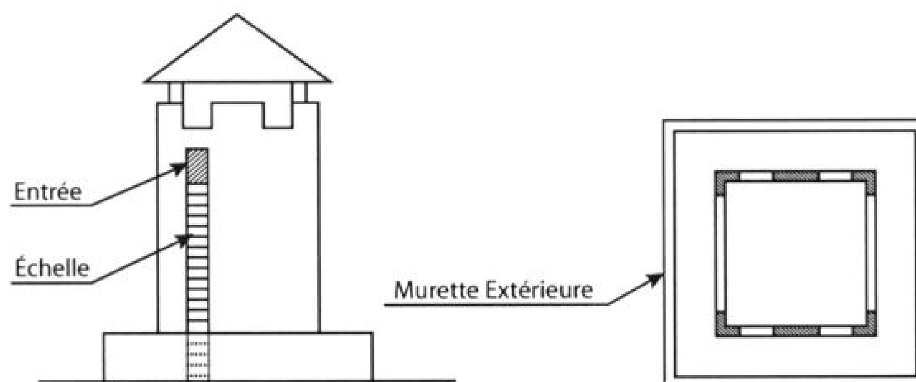
— Soit par un coffrage en planches ou en rondins, appuyé contre des pieux enfoncés dans le sol (solidarisés à leur partie supérieure par des moises boulonnées).

— Soit par un mur de terre et rondins de 0,90 m d'épaisseur environ.

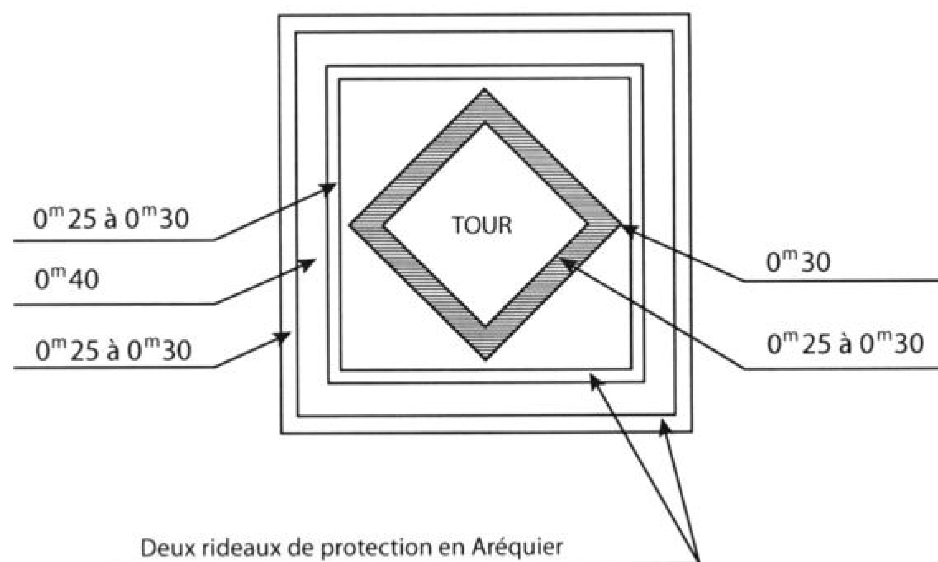
Enfin la paroi supérieure peut être recouverte d'une couche de béton maigre. Sa protection est assurée par une épaisseur de terre et rondins (deux couches croisées) de l'ordre de 0,75 m.

Le poste d'observation présente l'originalité d'être absolument indépendant du corps d'ouvrage au point de vue de la construction et par conséquent au point de vue de la résistance aux coups. Son bâti peut être constitué par des tubes métalliques, ce qui donne l'avantage d'offrir le minimum de prise aux projectiles, ou bien par des piliers en bois de charpente.

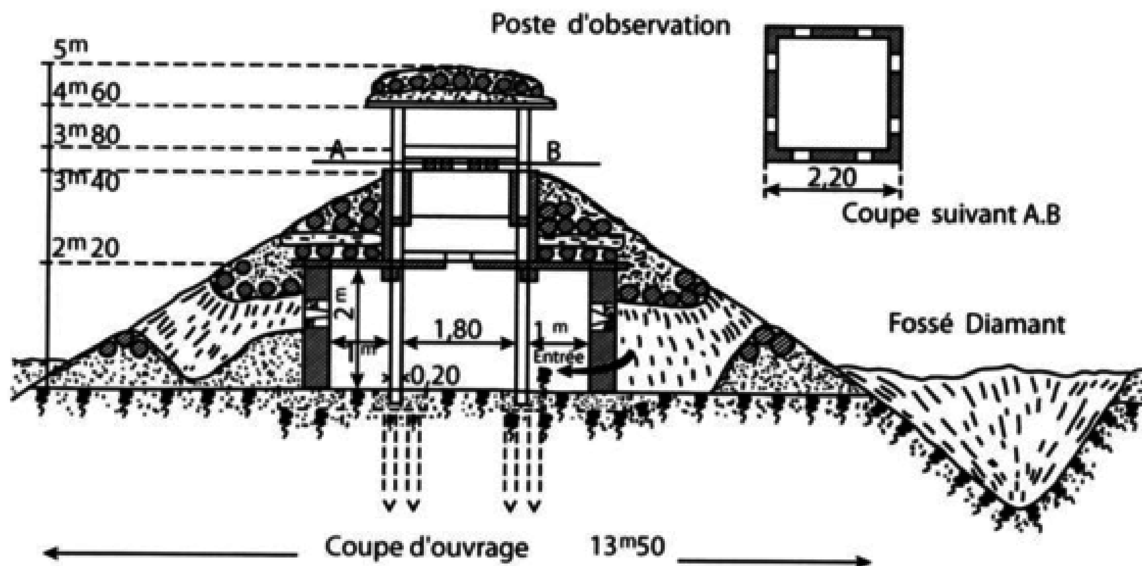
TOURS DE GARDE
en 1948

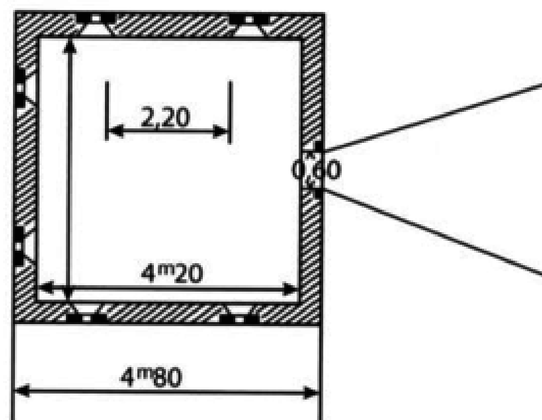


TOURS DE GARDE
en 1949 - 1950

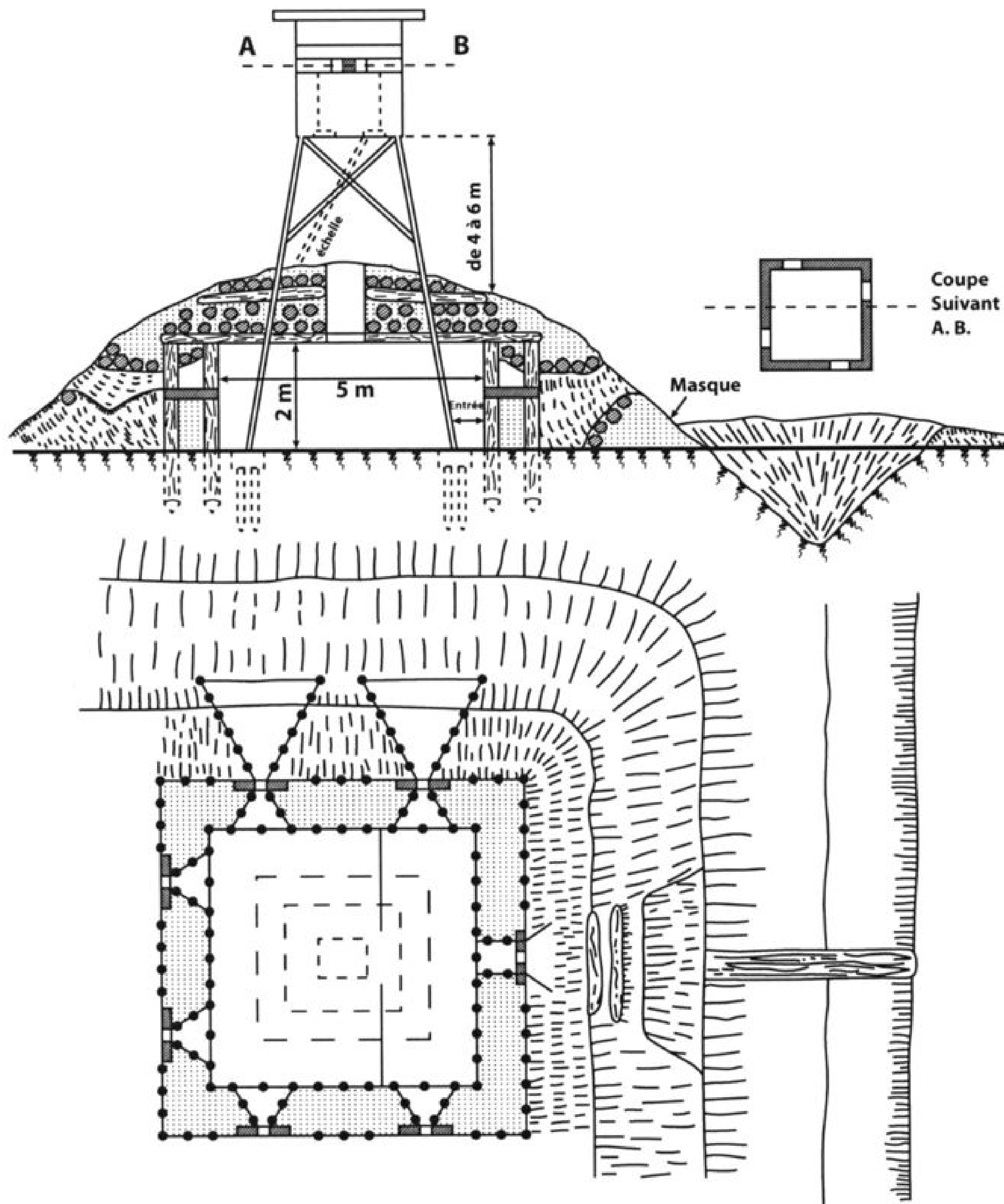


TOUR TYPE "GENIE F.T.S.V"

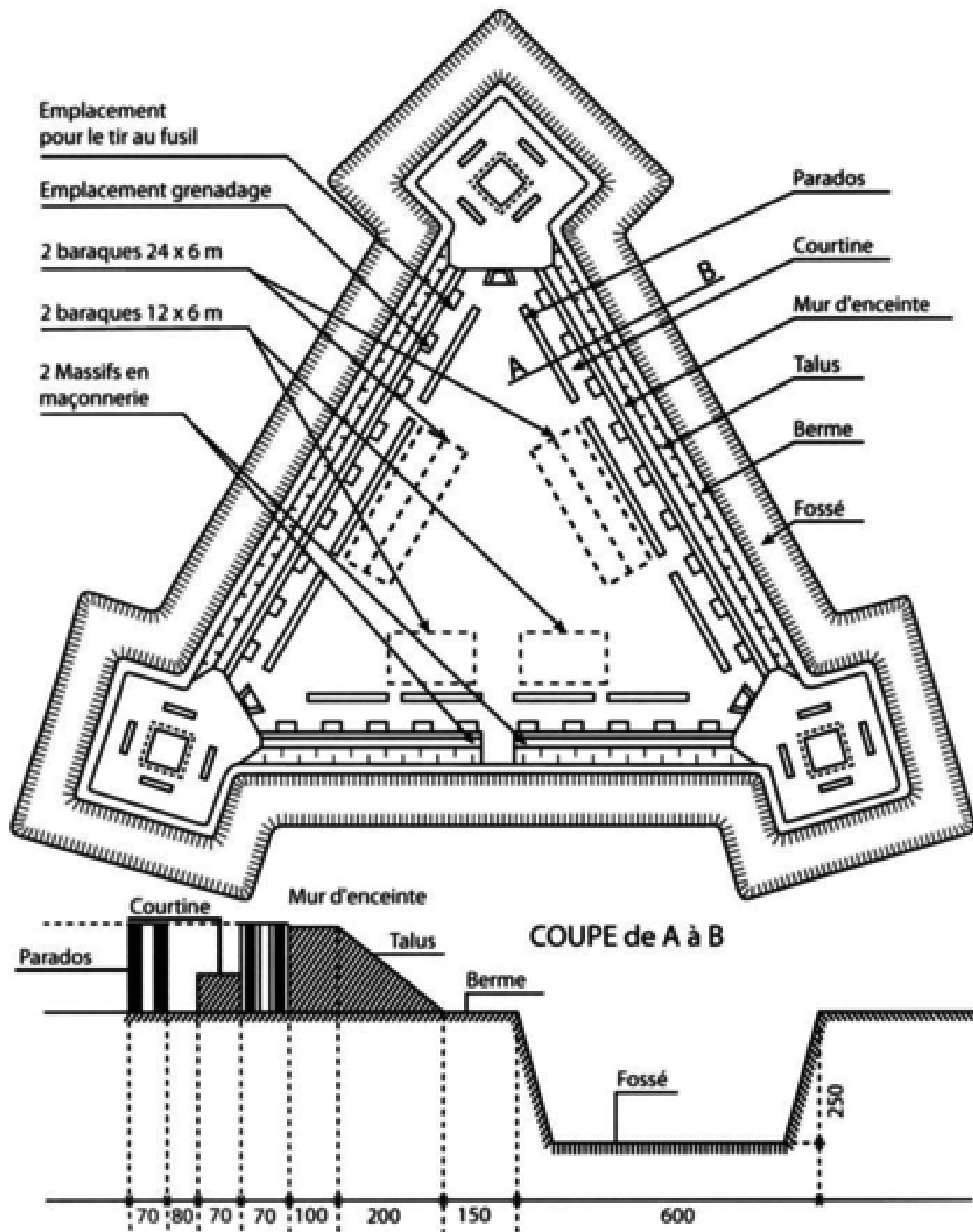




TOUR À MIRADOR MÉTALIQUE



POSTE TRIANGULAIRE Pour 60 Hommes



En outre l'observatoire a des dimensions aussi réduites que possible 1,50 m x 1,50 m, tout en permettant le service d'un fusil mitrailleur.

Les parois sont à l'épreuve des balles de mitrailleuses et la hauteur du toit permet le jet des grenades.

Le poste type 1952-1953 du Sud Viêtnam – Ce petit ouvrage était néanmoins susceptible de résister à une attaque en règle.

Conçu pour les terrains habituellement plats du Sud Viêtnam il pouvait épouser un tracé géométrique et la forme triangulaire était généralement adoptée, car elle nécessitait le minimum d'organes de flanquement, tout en facilitant les appuis réciproques.

L'enceinte et les blockhaus – L'enceinte mettait les défenseurs à l'abri de la balle et dans une certaine mesure des charges creuses, tout en offrant un dernier obstacle à l'assaut adverse.

Elle était constituée par une murette en terre et en rondins ayant au moins une hauteur de 1,80 m et raccordée vers l'extérieur par une pente en glacis avec un fossé. Un mètre était l'épaisseur minimum de ce rempart.

Un certain nombre de créneaux étaient prévus en fonction de l'effectif du poste et chacun d'eux était pourvu d'un toit et d'un pare-éclats.

À chaque saillant de l'ouvrage se trouvait un blockhaus de flanquement [96] lequel faisait saillie et offrait l'image des tours construites à partir de 1952 au Sud Viêtnam.

Car le blockhaus devait non seulement prendre d'enfilade les réseaux par des feux rasants et rapprochés, mais on lui demandait aussi la possibilité d'observer les alentours et de grenader.

La chambre de tir comportait donc des créneaux, qui ne devaient jamais être frontaux [97]. Elle était reliée à l'étage d'observation et de grenadage par une trappe.

Ce dernier pouvait toutefois recevoir une arme automatique pour effectuer des tirs lointains.

La cour et le réduit – La cour intérieure du poste était un nid à obus en cas d'attaque, aussi devait-elle comporter des pare-éclats et, le cas

échéant, des communications enterrées pour permettre notamment aux défenseurs de gagner leurs emplacements de combat quand le bombardement adverse les surprenait brutalement.

Le ou les mortiers, dont chaque garnison était dotée, devaient être enterrés dans des cuves, desservies par des boyaux en chicane. Il en était *a fortiori* de même lorsque le poste comportait une ou deux pièces d'artillerie de position.

Le réduit couvrait les organes vitaux de l'ouvrage, c'est-à-dire le P.C., le poste radio [98], une réserve de munitions ; mais il devait, en outre, offrir un abri à un élément de contre-attaque.

Enfin il devait pouvoir accueillir les hommes qui avaient été rejetés de leurs emplacements de combat.

Son emplacement devait être tel qu'il puisse échapper aux premiers coups. Un réduit central est celui qui répond le mieux à cette condition, mais il conduit à une diminution de la surface intérieure du poste et surtout à une dépense supplémentaire d'armes à tir tendu. Il est donc indiqué de le réserver pour certains postes rectangulaires.

Pour les postes triangulaires, le réduit est constitué par un des blockhaus d'angle dans la plupart des cas.

Il est alors couvert par une enceinte triangulaire, dont deux côtés sont confondus avec le rempart du poste et le troisième formé par une murette intérieure, en arc de cercle, joignant ces deux côtés.

L'habitat et les magasins – Tout en offrant un certain confort à la garnison, les locaux d'habitation doivent satisfaire aux exigences de la défense en particulier ne pas boucher le champ de tir du réduit ou gêner le service des mortiers.

Ils doivent protéger les occupants des obus (au minimum des éclats), et aussi de l'incendie, ce qui conduira souvent à les enterrer ou bien à les appliquer au plus près du rempart [99]. Le poste de secours bénéficiant naturellement du maximum de protection.

Enfin certaines entrées sont pourvues de chicanes et de créneaux afin de permettre une défense rapprochée, en cas d'irruption de l'ennemi à l'intérieur du poste (cas notamment d'une trahison).

Le ou les magasins d'armes et de munitions doivent être placés dans des locaux enterrés et à l'épreuve des coups de mortiers [100]. Ils sont, en outre, mis à l'abri des vols (portes solidement fermées, fenêtres barreaudées s'il y en a) ; ceux renfermant des munitions doivent être à l'abri de l'humidité et réunir, dans toute la mesure du possible, les conditions de bonne conservation des munitions.

Le stock de carburant doit être préservé de l'incendie et surtout des déflagrations.

Sauf s'il est minime, il doit être dans un local largement aéré et éloigné des dépôts de munitions ainsi que du réduit.

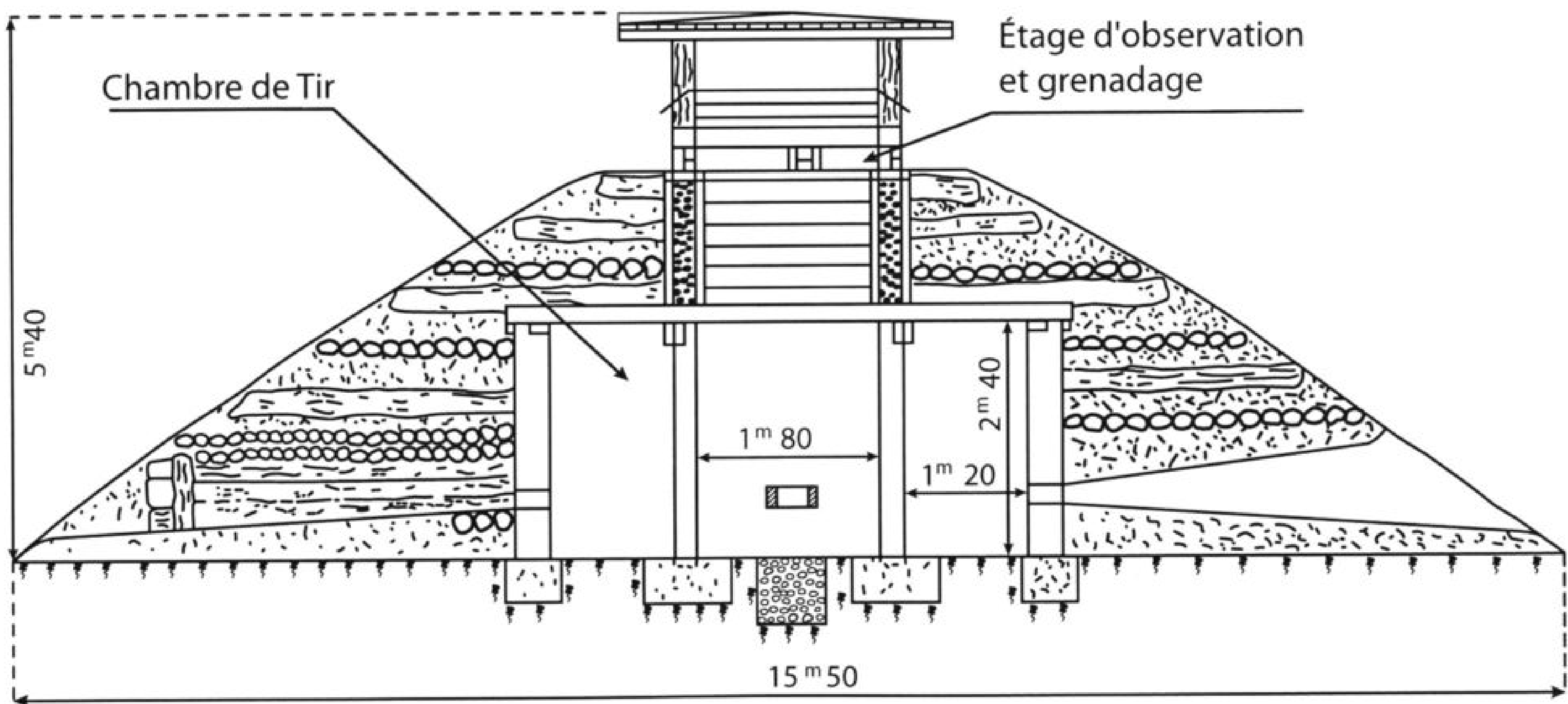
Si la réserve de carburant est importante, elle doit être placée à l'air libre et répartie entre plusieurs alvéoles merlonnées.

Les risques de vols étant de peu de conséquence, il peut y avoir intérêt (surtout si le poste est de dimensions réduites) à placer le carburant dans des alvéoles situés à l'extérieur de l'enceinte, largement dispersés mais placés à proximité du réseau intérieur de défenses accessoires, de manière à demeurer sous la surveillance des sentinelles.

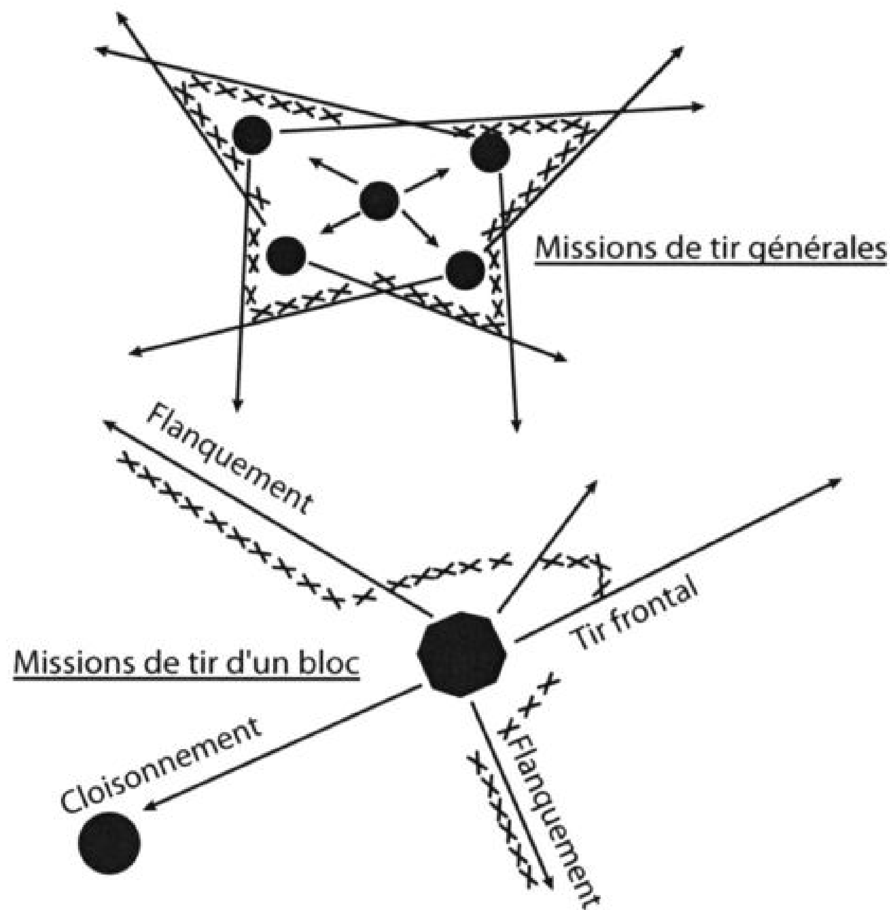
Le point d'appui bétonné du Tonkin – Le point d'appui bétonné s'étendait sur une surface beaucoup plus vaste que celle des anciens postes, car il était composé de plusieurs blocs périphériques, soutenus par un ou plusieurs blocs centraux, l'ensemble étant ceinturé par un épais réseau de barbelés.

L'ouvrage était donc la mise sous béton d'un plan de feu et le nombre, ainsi que la disposition des blocs, découlaient des formes du terrain.

CROQUIS D'UN BOLCKHAUS



Structure de chaque bloc – Cellule élémentaire de ce type de fortification, le bloc devait assurer généralement deux flanquements et un cloisonnement intérieur, tout en permettant une défense frontale à courte distance.



Certains blocs ont, en outre, été aménagés pour recevoir un observatoire, ou exécuter un tir d'action lointaine, ou encore un tir antichar.

La construction a été soumise à des servitudes qui ont conditionné le volume, c'est-à-dire le nombre d'armes et de servants ainsi que le degré de protection.

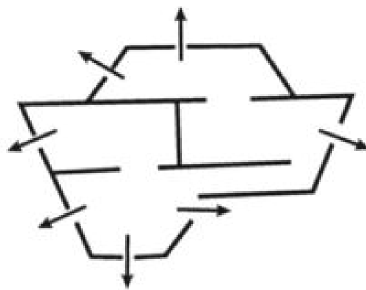
Il s'agissait de faire vite, dans une ambiance de guérilla avec des matériaux locaux rares ou qu'il fallait aller chercher loin (pierre, sable)

une main-d’œuvre qualifiée assez réduite et changeante, des crédits insuffisants, et il fallait bâtir sur un sol mou, qui ne pouvait supporter qu’une faible pression unitaire.

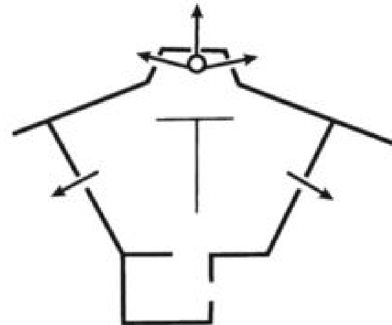
Toutes ces difficultés ont conduit à mettre au point un ouvrage petit, de forme facile à mettre en œuvre, susceptible d’accepter en certaines de ses parties des matériaux de remplacement, avec la protection strictement nécessaire contre l’armement adverse pour qu’il reste léger et économique.

Mais avant d’arriver au bloc standard qui sera étudié plus loin, il a fallu de nombreux tâtonnements. De 1951 jusqu’à la fin de la guerre, le génie, en effet, a imaginé et construit de nombreux modèles avant de mettre au point une forme pleinement satisfaisante.

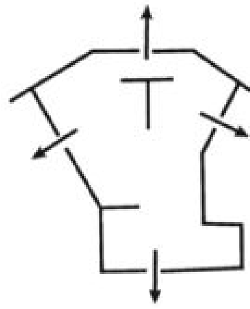
Les schémas ci-dessous, donneront un aperçu de l’évolution des blocs périphériques, qui s’est faite dans le sens de la simplification.

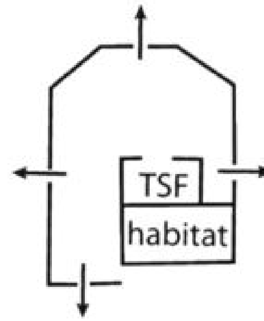


Avant 1er semestre 1951.
Bloc de 150 ^{m3}



2^{e} semestre 1951.
Bloc de 135^{m3}

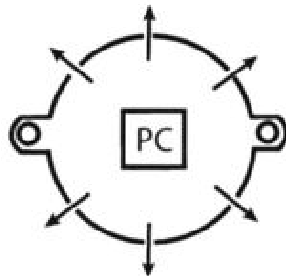


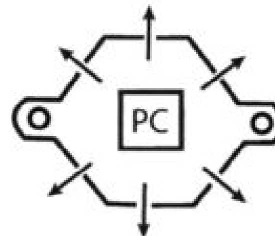


1952-1953.
Bloc léger de 110 ^{m3}

Début 1954.
Bloc de 130 ^{m3}

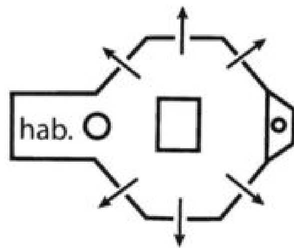
Pour les blocs centraux, on est passé de la forme circulaire, la plus rationnelle à première vue mais en fait d'une construction très difficile, à la forme hexagonale (avec adjonction de caponnières ou d'habitat), puis à la forme carrée.



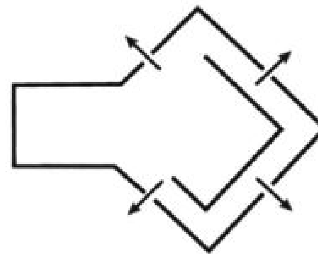


Fin 1951.
Bloc de 200/240 ^{m3}

1952.
Bloc de 225 ^{m3}



Fin 1953.
Bloc de 225^{m3}



Fin 53/1954.
Bloc de 130^{m3}

À ce dernier stade de l'évolution le bloc central se confondait avec le bloc périphérique et l'on arrivait au bloc standard 53/54 qui est décrit ci-après :

Car l'expérience avait finalement abouti à retenir seulement trois types de blocs :

— L'un en fortification légère assurerait une protection dite n° 2, c'est-à-dire contre l'obus de 81 mm à grande capacité ou bien un coup de 105 mm isolé. Ce serait le bloc tous azimuts.

— Pour les deux autres, construits en fortification moyenne, on conserverait la différenciation entre central et périphérique, mais tous deux offriraient la protection dite n° 1, c'est-à-dire contre un coup de 155 mm isolé ou deux coups de 105 mm.

Le bloc tous azimuts en fortification légère pouvait être construit en un mois et demi.

Il y avait quatre directions de tir obtenues par des créneaux dits *universels – Type Hautes Alpes,* dont chacun était habituellement doublé par un petit créneau pour lance-grenades L.G.2 (puisque les mêmes servants actionnaient les armes automatiques et les L.G.2 en cas de nécessité).

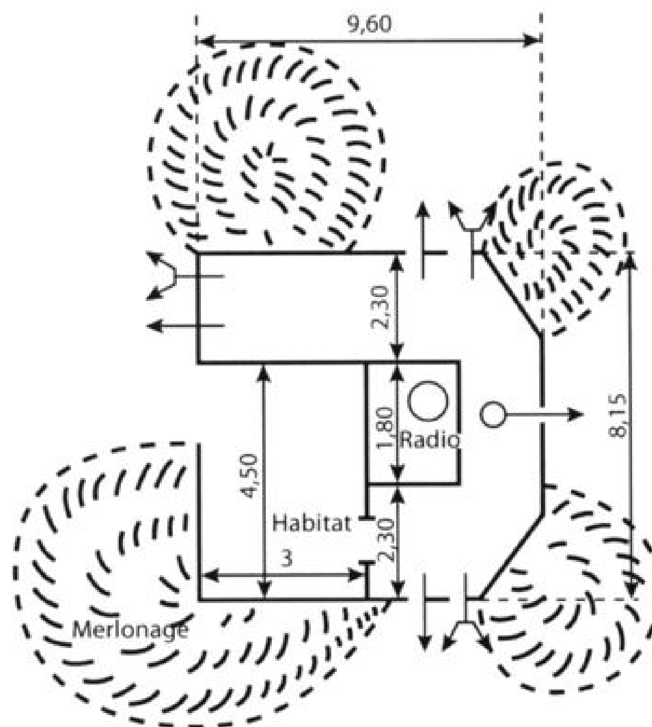
La radio, le téléphone, une couchette pour le radio-téléphoniste étaient groupés dans une petite chambre de 2 mètres sur 2 mètres, communiquant avec l'observatoire.

Latéralement un habitat était prévu pour 8 hommes couchés. Des goulottes de grenadage étaient aménagées à volonté au voisinage des créneaux et des accès.

Ces derniers étaient situés sous le créneau de tir arrière et dans l'habitat. Ils étaient obturés par des portes blindées doubles avec plaque de béton en *sandwich.* Enfin la ventilation se faisait naturellement par des cheminées d'aération traversant le plafond.

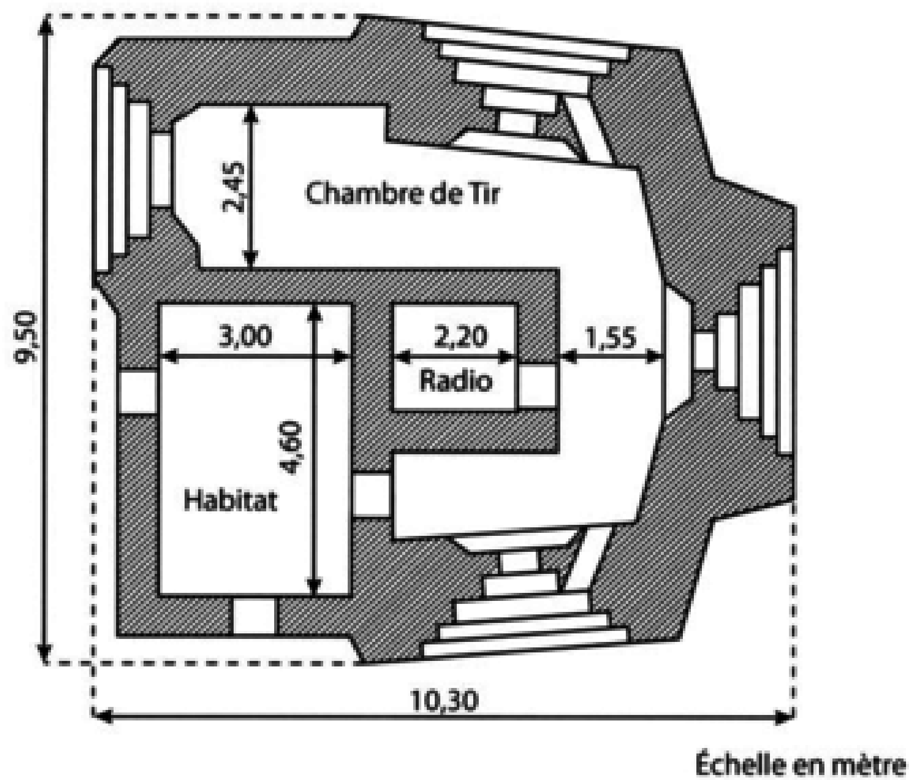
Avec une dalle de 30 centimètres d'épaisseur et des piédroits d'un mètre, l'ouvrage totalement équipé cubait 130 m^3.

Son plan était tel qu'on pouvait y ajouter soit un observatoire, muni ou non d'un, périscope et qu'on installait au-dessus de la chambre radio-téléphone, soit une tourelle de char (avec canon de 37 mm, ou de 47 mm ou encore 57 mm) qui se logeait au-dessus et en arrière du créneau frontal.

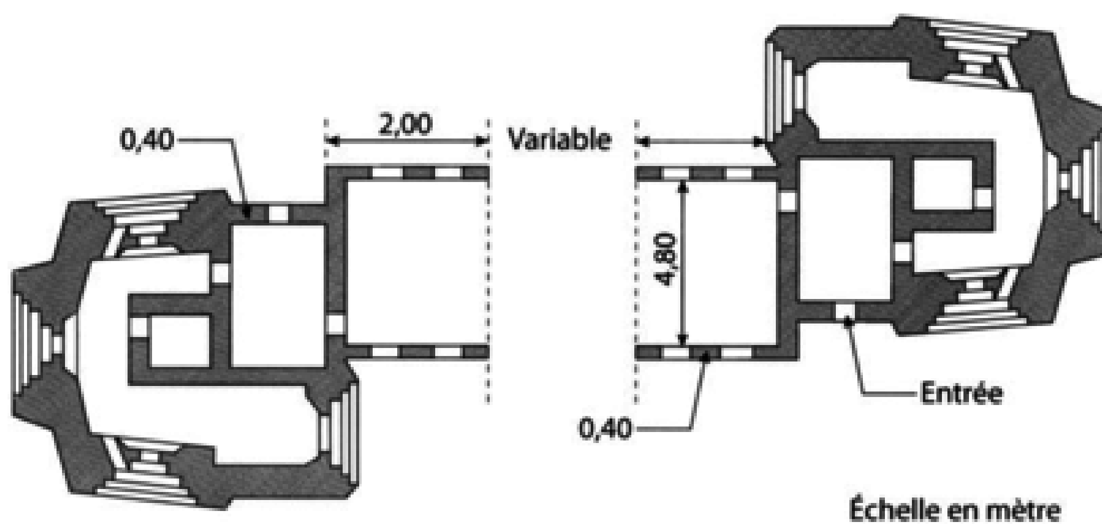


Échelle en mètre

BLOC TOUS AZIMUTS



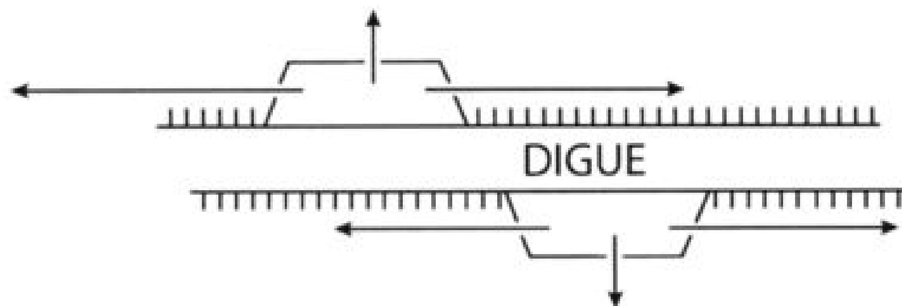
BLOCS ASSOCIÉS À UN CASERNEMENT



Le bloc tous azimuts fut d'abord réalisé en construction mixte (piédroits en maçonnerie, dalle et radier en béton armée), non pas tant pour des raisons d'économie [101] que pour des questions de facilités techniques (difficultés de coffrage et insuffisance de fers). Mais les destructions relevées dans les postes de Kesat et de Yen Vi, après l'attaque ennemie, montrèrent qu'on ne peut pas *tricher* en matière de fortification.

Par la suite, un bombardement au mortier effectué sur un casernement de Ban Yen Nhan en 1954 prouva que les dalles de 30 centimètres n'assuraient pas la protection n° 2 et qu'il fallait adopter un épaisseur de 60 centimètres pour obtenir la résistance voulue.

Adaptation du bloc – Dans certains cas il était nécessaire de placer un bloc sur une des nombreuses digues qu'on trouve dans le delta tonkinois. Pour éviter alors une coupure dans les champs de tir on faisait *éclater l'ouvrage* [102] c'est-à-dire qu'on le scindait en deux demi-ouvrages implantés de part et d'autre du remblai.

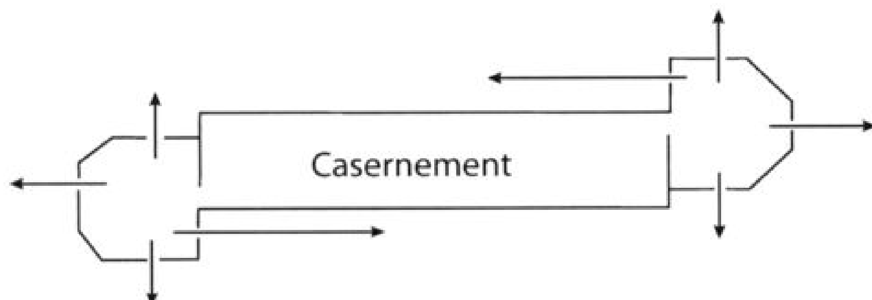


Dans d'autres circonstances le nombre élevé des blocs périphériques (au-dessus de 4 généralement) rendait insuffisante la protection du bloc central. Il en fallait donc deux.

En outre de tels points d'appui devaient recevoir des installations pour loger des troupes de passage, le personnel d'une position de batterie, etc.

De là est né un ouvrage central, composé de deux blocs tous azimuts réunis par un habitat. Celui-ci était constitué par des alvéoles standard de 6 mètres 40 sur 4 mètres 80 et en nombre variable. L'aération se faisait par fenêtres sous la dalle, placées en opposition.

L'axe des deux périphériques était décalé par rapport à l'axe de l'ensemble, de façon à ce que le créneau arrière de chacun d'eux puisse flanquer un côté du casernement.



Les deux blocs de fortification moyenne – Les croquis ci-joints représentent les plans des blocs construits en 1953, en béton spécial.

La protection n° 1 était assurée par une dalle de 90 centimètres à *ferraillage réduit.*

Le bloc périphérique cubait environ 150 m^3 et présentait les traits d'une casemate double simplifiée, avec caponnière avant munie d'un créneau de tir frontal. Les créneaux de flanquement étaient protégés par des murs en aile réduits de 1,20 m. un habitat protégé de 3,60 m x 4,40 m était ménagé à l'arrière pour la garnison de l'ouvrage.

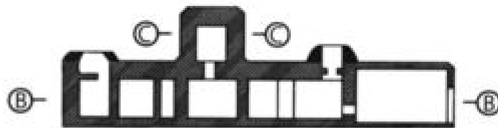
Le bloc central cubait 245 m^3 et dérivait du type hexagonal à 2 caponnières portant tourelles, auquel on a accolé un habitat – P.C. – machinerie.

Une chambre de transmissions était placée au centre de l'hexagone, sous la tourelle observatoire. On pouvait équiper la machinerie soit avec groupe électrogène, soit avec batteries [103].

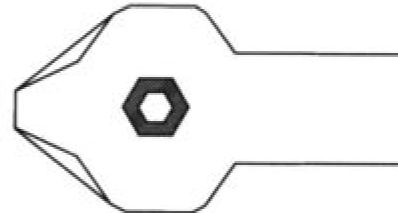
BLOC CENTRAL DOUBLE
ET P.C. AVEC CHAMBRE DE REPOS

BLOC CENTRAL DOUBLE ET P.C. AVEC CHAMBRE DE REPOS

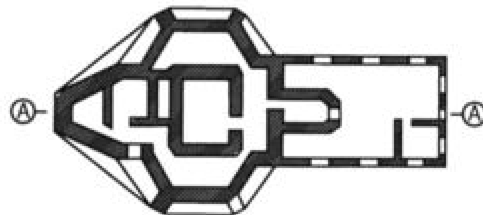
ÉLÉVATION - COUPE Ⓐ Ⓐ



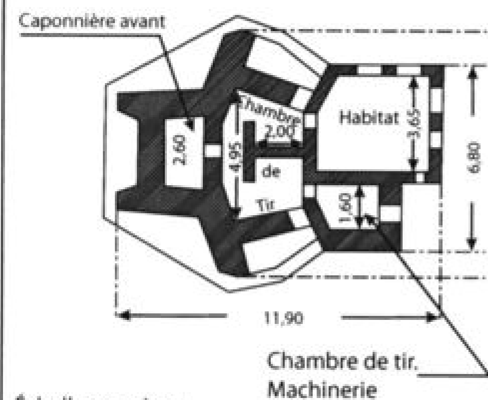
PLAN - COUPE Ⓒ Ⓒ



PLAN - COUPE Ⓑ Ⓑ



BLOC PÉRIPHÉRIQUE



Chambre de tir.
Machinerie

Échelle en mètre

Volume du b.a. : 260 m³
Surface du radier : 135 m³ 58
Pression au sol : 0k570 c/m

Bloc central : 219 m³
Habitat : 41 m³

Résistance des blocs – Une série d'expérience ont été faites sur des blocs en fortification légère de 140 mètres cubes [104] et dans les conditions les plus défavorables pour ceux-ci (ouvrages non merlonné, non camouflé, position favorable des pièces).

Les résultats obtenus avec les différents types de projectiles sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Nature projectile utilisé	Effet obtenu
Bazooka Viêt-minh	1/ sous incidence normale 60 cm de béton armé percé. 2/ sous incidence supérieure à 45° ricochet.
Projectile à charge creuse du canon de 57 m/m sans recul	À 500 mètres effet inappréciable.
Obus de 155 HM1	90 obus tirés, dont 10 au but — 2 provoquent des entonnoirs de 0,50 m de diamètre sur 0,40 m de profondeur dans la dalle. — 6 touchent les piédroits protégés par 1 mètre de rocaille. Pas de dégâts appréciables. — 2 atteignent le créneau frontal et la caponnière se trouve ouverte sur 1/2 mètre carré.
Napalm	12 bombes sont tirées, dont 2 atteignent le but. — atmosphère légèrement irritante. — température à peine modifiée. — un raccord au mortier fissuré.
Roquettes d'avion	22 roquettes sont tirées, dont 5 atteignent le but. — ricochet sur la dalle. — piédroit perforé sur 1 mètre carré 1/2. — face interne criblée de petits éclats.
Bombes de 250 livres	22 bombes sont larguées, dont une seule atteint le but et ricoche sur la dalle en faisant un cratère de 14 centimètres de profondeur. Les autres bombes, tombées en terrain marécageux dans un rectangle de 150 mètres sur 50, ne disloquent même pas les barbelés.
Bombes de 500 livres amorcées avec retard	8 bombes tombent à une distance de 15 à 35 mètres du bloc. Aucune n'atteint le but. Le bloc bascule légèrement sur lui-même de 3 à 4 centimètres. Au bout de trois jours le basculement atteint 20 cm (lignes verticales déviées de 2

	à 3 %).

Avec toutes les précautions qu'exiger interprétation d'une semblable expérimentation [105], on peut donc formuler les conclusions suivantes :

— Contre les projectiles de petit et moyen calibre le béton (même sous faible volume), est insensible au coup qui ne l'atteint pas sous une incidence presque normale.

— Les avions d'expérimentation n'étaient gênés par aucune D.C.A., l'objectif n'était pas camouflé ; cependant un seul coup au but a été obtenu sur un total de 50 bombes. Comme on pouvait s'y attendre, les roquettes ont été beaucoup plus précises.

— Les projectiles à charge creuse sont évidemment l'engin le plus redoutable.

On s'est naturellement efforcé d'y parer, en installant en avant de la paroi à protéger un panneau d'éclatement. Mais les créneaux de tir ou d'observation ne peuvent évidemment être masqués. Par ailleurs leur protection par un grillage (même serré) reste très aléatoire, tout en gênant la visibilité.

Par contre les parois aveugles (que ce soient celles du bloc ou celles de cuves à essence, par exemple) sont efficacement protégées par un mur d'éclatement en briques (ou en terre tassée entre deux rangées de pierres) ou en bambou serré.

Ce mur d'éclatement doit être situé au moins à 2 mètres de la paroi à protéger.

L'expérience des dernières semaines de combat semble confirmer ces données. En particulier les assauts furieux des Viets dans les dernières semaines de la guerre sur les ouvrages de Sontay – Vietri – Luc Nam – Sept Pagodes, se sont soldés par de sanglants échecs. Mais les garnisons se trouvèrent alors efficacement soutenues par notre artillerie et la proximité de plusieurs groupements mobiles.

Il a été constaté parfois que la qualité du béton laissait à désirer. Ceci tenait à plusieurs causes :

— Les entreprises chargées de la construction, insuffisamment surveillées, trichaient quelquefois sur les proportions des matériaux (ciment) ou sur la qualité (sable).

— Les ferraillages étaient parfois mal faits, faute de bons spécialistes du béton armé.

Enfin la mauvaise qualité des sols a été la cause de nombreux déboires et il fallut beaucoup de temps avant de mettre au point la technique de la fortification dans les deltas.

Il reste que les conditions d'habitat étaient très médiocres quel que soit le type d'ouvrage. Deux problèmes en particulier n'avaient pas reçu de solution satisfaisante : Celui de l'aération et celui de l'éclairage.

Les obstacles – Toute attaque d'un poste par les V.M. commençait par une phase d'approche silencieuse, au cours de laquelle l'adversaire déployait au plus près ses groupes d'assaut, tout en préparant l'ouverture de brèches dans nos réseaux de fils de fer.

Cette dernière tâche était confiée à des *cellules de dynamitage* qui mettaient en place des bengalores de fortune, constitués par des bambous remplis d'explosifs [106]. Elles avaient également pour mission de déminer.

Pour déceler à temps ce travail de fourmis, nous devions réaliser un système de guet complet :

— Sonnettes et patrouilles, opérant suffisamment loin pour surprendre l'arrivée des groupes d'assaut.

— Chiens pour surveiller particulièrement les réseaux.

— Guetteurs enfin pour veiller dans les postes d'observation.

L'expérience nous a démontré que plusieurs réseaux ayant une épaisseur de 6 à 8 mètres [107] étaient nécessaires pour arrêter l'adversaire, et que la disposition la plus favorable comportait un panneau droit empêchant le franchissement sur des nattes [108].

Il va sans dire que les réseaux (ou les panneaux) devaient rester transparents et être absolument dégagés de toute végétation, ainsi que toute la bande de terrain sur laquelle s'appliquent les feux de la défense.

L'entretien de ce *billard* dénudé exigeait un travail constant mais indispensable [109]. Parfois le sol des réseaux était recouvert de sable, dont la clarté facilitait la surveillance.

Les fossés, comme dans la fortification du XVIIe siècle, ont été utilisés particulièrement au Sud Viêtnam.

Le fossé idéal devait avoir 6 mètres de large, 2 mètres 50 de profondeur. Rempli d'eau si possible, au minimum être hérissé de fléchettes de bambou, car le Viêt-minh avait trouvé le moyen de passer sur des échelles lancées d'un bord à l'autre.

En fait le fossé était fréquemment de dimensions insuffisantes et cette malfaçon lui enlevait toute efficacité.

Les mines nous ont donné plus de déboires que de satisfaction. Car elles ont provoqué probablement plus de pertes dans nos rangs que dans ceux de l'ennemi, à cause des multiples servitudes qu'imposait leur emploi.

Placées à l'intérieur des réseaux, elles en interdisaient ensuite le désherbage et l'exemple du Camp Erulin (Tonkin), tombé le 14 juillet 1954, en est la meilleure preuve.

Cet ouvrage était entouré par un réseau de barbelés profond, garni de mines, qui ne tarda pas à être envahi par une végétation luxuriante. Les chefs de poste successifs s'efforcèrent de la détruire, mais les essais d'incendie ne donnèrent aucun résultat, tandis que le débroussaillement à la main provoquait de multiples accidents. Il fut donc abandonné.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet les V.M. trouvèrent donc un magnifique couvert, au travers duquel ils réussirent à s'infiltrer avec une adresse diabolique et sans éprouver de pertes.

La pose des mines à l'intérieur des réseaux est donc à éviter. Il vaut mieux les placer à un endroit accessible et découvert. Il faut également ne pas les laisser à demeure, sans quoi l'ennemi finit par les repérer, les relève, et les utilise contre nous…

À l'inverse du réseau, le champ de mines ne doit pas être un obstacle immuable, mais au contraire constamment modifié.

Ceci entraîne bien entendu des servitudes rigoureuses de jalonnement, de balisage, et de repérage, qui ne sont pas compatibles avec des relèves fréquentes de la garnison.

L'éclairage – Contre l'assaut nocturne du V.M. le défenseur avait besoin pour ajuster ses feux d'un éclairage artificiel, et dans l'attente de l'attaque cet éclairage devait faciliter l'observation, en particulier la surveillance des obstacles.

L'éclairage permanent par une ceinture d'ampoules illuminant une bande de réseaux est excellent, à condition qu'il soit assez puissant pour ne pas ménager de zones d'ombre. Par contre, il n'est pas à l'abri de la panne fortuite, ou de la panne provoquée par un cisaillement des fils conducteurs ou un sabotage quelconque.

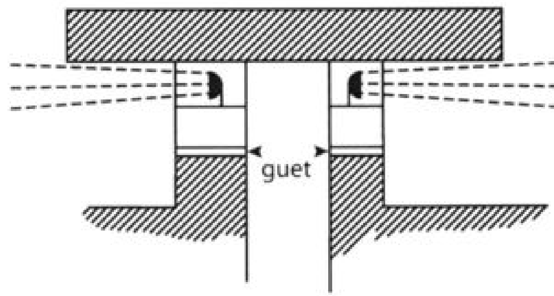
En outre, il suppose évidemment une source d'énergie appropriée : courant du secteur ou groupe électrogène.

Il était réalisé à la fin de la guerre pour les principaux points sensibles (parkings d'avions, dépôts de munitions, d'essence, P.C. importants, etc.).

L'éclairage intermittent par des projecteurs se révéla efficace dans la mesure où ceux-ci étaient bien servis. La routine, là comme ailleurs, était l'ennemi principal. Car un faisceau promené à intervalles réguliers et balayant le terrain toujours dans le même sens était parfaitement inefficace.

Dans les points d'appui bétonnés du Tonkin les blocs étaient équipés de projecteurs (généralement phares d'autos) installés dans les tourelles des observatoires centraux ou sur les périphériques. Mais ces derniers devenaient souvent inutilisables au moment du combat et l'éclairage n'était plus assuré que par l'ouvrage central.

Le dispositif adopté pour un observatoire d'ouvrage central était le suivant : quatre créneaux spéciaux étaient aménagés, au-dessus des créneaux d'observation, pour des phares d'automobiles. Le balayage horizontal de chaque phare était supérieur à 90°, par conséquent un éclairage tous azimuts était obtenu [110] :



À cet éclairage de surveillance devait s'ajouter un éclairage d'alerte obtenu par des pièges éclairants à traction, par des obus de mortier éclairants et enfin des fusées éclairantes, qui devaient être stockées en nombre suffisant.

TROISIÈME PARTIE

LES FORMES NON ORTHODOXES DE LA GUERRE

CHAPITRE I

ACTIONS DANS LES GRANDS VIDES

À la guerre sans front qui se jouait dans les territoires dont les deux parties se disputaient le contrôle, et aux opérations en lisière des zones sous obédience V.M., vient s'ajouter une autre forme des hostilités, que certains ont baptisée avec justesse : *guerre des grands vides.*

Le contraste était, en effet, saisissant entre les engagements qui marquaient chaque journée dans les deltas ou les plaines littorales et les *campagnes* qui eurent pour théâtre tour à tour une partie des immensités, au relief souvent chaotique, du Haut Tonkin, du Laos et des Plateaux centraux.

Dans ces vastes territoires l'initiative des opérations appartint au Viêt-minh, si l'on en excepte nos entreprises de 1947 pour réduire le triangle : Langson – Thai Nguyen – Cao Bang, tenu alors par les forces adverses.

En effet, le Viêt-minh avait pris rapidement conscience qu'il ne pouvait l'emporter de vive force dans les zones de rizières, le fanatisme de ses troupes et leur nombre ne suffisant pas à compenser son infériorité matérielle.

Võ Nguyên Giáp, avait compris dès 1950 que les résultats à attendre de la seule guérilla auraient des limites et il écrivait alors : *Il a été démontré que, sans l'appui de la guerre de mouvement, la guérilla ne peut se développer que jusqu'à une certaine limite : au-delà de cette limite, elle se ralentit.* [1]

La patiente édification de son corps de Bataille allait lui donner l'instrument indispensable à cette guerre de mouvement.

Restait le choix des objectifs : *Ce que le Viêt-minh devait viser, c'était non pas les cibles économiques (il n'y avait de telles en Indochine que les deux deltas interdits), mais des zones excentriques, où les Français étaient faibles, dont la perte leur porterait pourtant un coup politique et*

psychologique tel qu'ils devraient, ou y engager des renforts dans des conditions d'infériorité et en affaiblissant leur position vitale du Delta, ou subir les effets de leur incapacité à les défendre… [2]

Les *Grands vides* offraient, en outre, l'avantage de répondre à la fluidité des troupes V.M. et à leur accoutumance à la jungle.

Durant chaque période hivernale, le V.M. allait donc prononcer une offensive dans des provinces où nous n'entretenions qu'un petit nombre de garnisons ; tantôt pour couvrir un nœud de communications, tantôt pour soutenir les autorités civiles, tantôt enfin pour interdire à l'ennemi de se livrer sans entrave au noyautage des populations.

De ce fait, notre parade ne pouvait consister qu'à renforcer certains postes pour les conserver et à créer de nouveaux points d'amarrage (bases terrestres ou aéro-terrestres). Puis, nous appuyant sur cette infrastructure, nous devions tenter l'interception des colonnes adverses ou la rupture de leurs lignes de ravitaillement.

Mais les difficultés de l'entreprise firent que naquit peu à peu une autre solution tactique : la création de môles aéro-terrestres, non plus pour nourrir des opérations de ratissage et de poursuite, mais au contraire pour attirer l'ennemi et constituer l'abcès de fixation de son offensive.

Maintien des garnisons – Pendant les premières années de guerre nos forces mobiles intervinrent directement pour secourir nos postes de la haute région et du Laos, mais la précarité ou l'absence de voies de communication nous obligèrent très tôt à faire un large usage de l'aérotransport ou du parachutage. Aussi bien pour renforcer (par exemple : Cao Bang avant son évacuation) que pour reprendre (Dong Khe en 1950) ou bien pour dégager (par exemple : Nghia Lo en 1951).

Dans les opérations de renforcement, il a été prouvé dès cette époque, qu'il fallait disposer d'un terrain d'aviation capable de recevoir des appareils de transport, tandis que les opérations de dégagement faisaient ressortir l'intérêt d'agir sur les lignes de ravitaillement de l'adversaire. En effet :

Contre un adversaire qui se dérobe presque toujours à l'attaque directe, qui recherche systématiquement l'attaque de nuit ou le combat d'embuscade,

mais qui doit vivre sur le pays ou être ravitaillé par portage, seules les manœuvres larges, hors des itinéraires routiers donnent des résultats.

Elles sont particulièrement payantes quand elles peuvent atteindre les zones de passage obligé des colonnes de coolies et les intercepter. [3]

À partir de 1950, la puissance des offensives V.M. devint telle qu'il s'avéra de plus en plus difficile de maintenir notre dispositif de postes.

Parfois celui-ci put être préservé par une défensive élastique : ce fut le cas de Nghia Lo en 1951 :

Lorsque, quelques semaines avant notre offensive d'Hoa Binh, le Viêt-minh avait cherché à s'emparer de Nghia Lo en pays Thaï, il n'avait réussi, dans les conditions où il avait engagé la division 316, qu'à offrir aux défenseurs l'occasion de pratiquer le jeu de retraite, puis de réaction brutale cher à Liddell Hart et à Mao Tsé Toung.

Ralenti par une défensive élastique, l'assaillant fut contre-attaqué par deux bataillons parachutistes largués sur un de ses flancs, buta sur son objectif qui avait été renforcé et dû se replier sur le Fleuve Rouge avec des pertes sanglantes… [4]

Il arriva également que les garnisons pussent être renforcées à temps grâce à un pont aérien ; Muong Sai, Luang Pabang, Pleiku ou qu'elles soient dégagées par une action terrestre combinée avec une menace sur les arrières V.M. (Ankhe 1953 et le raid sur Qui Nhon).

Mais souvent, il fallut replier les garnisons pour les faire échapper à la destruction totale par l'ennemi. Le coût de ces opérations de repli fut généralement très élevé, malgré le secours apporté par nos forces mobiles aux opérations de décrochage. On connaît le bilan des replis de Cao Bang, de Sam Neua, d'Ankhe, et dans le chapitre consacré aux actions en forêt la question sera plus amplement exposée.

Un officier ayant pris part aux opérations du Laos en 1953 écrit notamment [5]:

Le repli des garnisons de Sam Neua [6]*, Muong Soi, Muong Hiem, etc. a de nouveau mis l'accent sur les difficultés d'une telle opération effectuée sous la pression ennemie.*

Les enseignements et les erreurs à éviter peuvent ainsi être résumés :

— L'évacuation d'un poste doit être l'objet d'un plan aussi minutieusement préparé, voire répété, que le plan d'abandon d'un navire.

— Les itinéraires de repli doivent être parfaitement reconnus.

— L'allègement doit être total.

— L'action du chef à tous les échelons est prépondérante pour éviter la débandade dont les risques sont accrus par la tension nerveuse et la fatigue.

— La présence de maquis est un atout majeur pour assurer le recueil des éléments éclatés.

— Il est nécessaire en outre de mettre en place des échelons de recueil sur les itinéraires de repli qui ont été adoptés…

La chasse à l'ennemi – Les difficultés que nos forces mobiles éprouvaient à découvrir l'ennemi quand elles opéraient dans les deltas, où cependant elles manœuvraient dans les cases d'un damier constitué par des routes contrôlées et par un quinconce de postes, laissent deviner ce que pouvait être la recherche des unités adverses sur un terrain aussi vaste que couvert.

Nos insuccès sont, hélas, trop faciles à décrire :

Les différentes campagnes qui se déroulèrent ont prouvé, d'une façon générale, l'incapacité de nos troupes à anéantir avec des moyens pourtant très supérieurs, un adversaire qui cependant, outre son infériorité matérielle, n'avait pu bénéficier comme dans les Deltas de la complicité de la population.

Les Viêt-minh, en effet, disposaient d'immenses surfaces pour se replier en cas de menace, se ravitailler, se reformer, et de là, se jeter sur nos postes isolés, monter des embuscades, surprendre nos bataillons en flagrant délit de déplacement.

En bref ils arrivaient à jouer du fort au faible, parce que sur le plan tactique, ils vivaient dans deux dimensions contre un adversaire qui, en dépit de son aviation, travaillait trop souvent dans une seule : l'axe de la route ou de la piste… [7]

Plus encore que dans les deltas, le renseignement nous faisait défaut. Voici ce qu'écrit à ce sujet le colonel X… commandant de G.M. :

Il faut reconnaître qu'au Laos le manque de renseignements fut encore plus absolu qu'au Tonkin.

Il fut pratiquement impossible par les seuls moyens locaux, de connaître l'importance des effectifs Viêt-minh, leurs stationnements, leurs mouvements… Les quelques renseignements fournis, presque toujours déformaient la vérité et surtout étaient trop tardifs pour être exploitables…

Il en était de même sur les Plateaux et l'exemple ci-après est typique :

L'opération de Chuh Dreh lancée à partir de Pleiku et de Ban me Thuot visait la destruction d'un bataillon Viet signalé dans la région. Mais une fois l'opération déclenchée, quatre à cinq bataillons Viet se sont révélés à 40 ou 50 kilomètres au N.E. de Chuh Dreh. Cette menace inattendue obligeait le commandement à modifier le but de l'opération et à prescrire à son chef de s'ouvrir au plus tôt la route de Ban me Thuot.

Ainsi, faute de renseignements en temps opportun sur les gros adverses, une opération qui visait la destruction du Viet a failli se transformer en opération de destruction de nos éléments par le Viet.

Il ne suffit donc pas d'avoir un renseignement précis et localisé pour entreprendre une action offensive. Celle-ci s'inscrit obligatoirement dans le cadre d'une situation d'ensemble et l'on ne peut s'abstraire de renseignements visant toutes les unités rebelles susceptibles d'intervenir pendant la durée de l'opération.

Si au contraire l'embuscade Viêt-minh de P.K.22 sur la route d'Ankhe a failli réussir, le 24 juin, et nous a en tout cas causé des pertes sévères, c'est que l'ennemi n'ignorait pas qu'il disposait de 24 heures avant que n'interviennent les éléments du groupement mobile qui se trouvait en réserve. Le Viet, lui, était renseigné sur la situation d'ensemble ainsi que sur la situation locale.

Il ne semble pas utile d'évoquer les manœuvres au cours desquelles le commandement déclarait « jouer une impasse » terme destiné à masquer l'ignorance du dispositif adverse et évoquant bien davantage la témérité d'un joueur de poker que le risque calculé du joueur de bridge…

… Quant aux procédés employés pour courir à l'ennemi, ils se sont montrés inopérants dès que l'approche dépassait 24 heures, car, renseigné par ses agents, l'adversaire avait le temps de parer aux menaces qui se précisaient. [8]

Mal renseignées, nos unités étaient, en outre mal adaptées au terrain et plus encore peu préparées à se battre en forêt et brousse dense [9]. Aussi toutes les opérations étaient affligées d'une lenteur excessive :

… Les bataillons se déplaçaient pratiquement d'un bloc, en colonne par un. Leurs moyens de feu ne pouvaient jamais être déployés en temps voulu. Le terrain n'était fouillé que sur une bande étroite, au prix d'une lenteur excessive.

Quelques bouchons sur une piste ralentissaient considérablement la progression infligeaient des pertes. Il fallait alors brancarder les blessés et les unités perdaient tout capacité de manœuvre.

Dans ces conditions, il était facile à l'adversaire de jouer du temps et de l'espace, de refuser le contact pour engager la bataille sur le terrain et avec les moyens qu'il choisissait. [10]

Certaines de ces insuffisances étaient devenues si criantes qu'à la fin de 1953 le commandement en chef pouvait écrire dans une note largement diffusée :

… Les chefs de tous les échelons ont encore souvent des réflexes de « motorisés », habitués à manœuvrer avec des unités automobiles, liées aux routes et aux pistes praticables ; ils sont portés à oublier que notre ennemi est complètement indépendant du moteur et qu'il peut réunir et déplacer rapidement des forces importantes dans les zones difficiles, où il nous est impossible de le suivre et de le combattre, si nous ne voulons pas renoncer à nos moyens motorisés.

Certes dans le combat loin des axes de pénétration, on est privé de l'atout considérable représenté par nos feux d'artillerie, mais l'appui direct aérien est dans une certaine mesure capable de le remplacer.

En tout cas, une bonne infanterie ne doit pas redouter d'affronter l'ennemi à armes égales et certaines de nos unités ont su prouver qu'elles en

avaient la volonté et la capacité. Toutes nos unités d'infanterie doivent les prendre en exemple...

... Engagées en terrain difficile, nos unités donnent souvent l'impression d'être aveugles, de se diriger en tâtonnant, ne rencontrant l'adversaire que si celui-ci a bien voulu se laisser accrocher et s'engageant alors dans des conditions improvisées et souvent défectueuses.

S'il est normal que certains de nos éléments non autochtones soient initialement désorientés par un terrain nouveau, presque tous nos bataillons disposent d'unités de supplétifs ou sont accompagnés de partisans locaux. Si du fait qu'elles arrivent d'une autre région certaines formations n'en disposent pas, le commandement territorial local doit tout faire pour leur en procurer rapidement. Un emploi rationnel de ces éléments est de nature, dans cet ordre d'idées, à éviter bien des lenteurs et des surprises...

... Lorsqu'elles se heurtent de jour à l'adversaire, que ce contact soit attendu ou de rencontre, trop de nos unités ont le réflexe défensif. Elles pensent à s'asseoir sur le terrain pour recevoir l'attaque adverse... elles n'ont pas le réflexe d'attaquer.

Or, contre un adversaire qui sait reconnaître rapidement un dispositif, évoluer avec souplesse pour le prendre en défaut, puis attaquer en force et bourrer sans égard aux pertes, il convient d'adapter notre tactique et nos procédés de combat.

Chaque fois qu'un dispositif n'est pas assis depuis un certain temps, que la sûreté n'est pas assurée, le personnel enterré, les plans de feux cohérents et sans lacune, la seule parade efficace – si l'on ne veut pas se faire bousculer – est la contre-attaque immédiate, menée au besoin par toute l'unité, le rush droit sur l'ennemi qui oppose le choc au choc et qui surprend et déconcerte l'assaillant.

Avec des troupes qui, trop souvent peu instruites et faiblement encadrées, manquent de solidité et de cohésion, il convient de se rappeler que l'offensive est plus facile que la défensive, que l'attaque soude alors que la défense désunit, et que « la fuite en avant » exige moins d'habilité manœuvrière que la résistance sur place ou élastique chaque fois que le combattant n'est pas

rivé au sol par une organisation du terrain suffisante ou que les unités ne sont pas très solidement encadrées et énergiquement commandées…

… Certains de nos éléments se font harceler ou attaquer dans leurs bivouacs de nuit, parce que leur installation s'effectue trop longtemps avant la chute du jour, qu'elle manque de discrétion [11] *ou qu'elle s'effectue dans une zone vue par l'ennemi.*

Les chefs doivent avoir l'énergie d'imposer à leur troupe, malgré la fatigue de la journée, les déplacements nécessaires, la réalisation rapide d'une organisation suffisante du terrain, dans un délai ne dépassant pas une heure.

Une unité arrivant juste avant la nuit sur un emplacement en terrain couvert, et établissant avec discrétion un bivouac improvisé n'est généralement ni décelée ni attaquée en force [12]*…*

… Par suite des circonstances, certaines de nos unités se sont trouvées isolées au milieu du dispositif ennemi et se sont efforcées de rejoindre nos bases.

Quelques-unes y sont parvenues. Ce sont celles qui, quels que soient les efforts ou les fatigues endurés, se sont astreintes à se déplacer de nuit, à éviter les pistes fréquentées, à vivre sur le pays en s'abstenant de demander des parachutages, toujours indiscrets, à s'éloigner des points systématiquement surveillés par l'ennemi, tels que postes, carrefours, villages importants…

Nos forces éprouvaient les plus grandes difficultés à se plier à cette *guerre des fronts mouvants et des arrières légers,* que nous imposait le Viêt-minh, et l'on pouvait compter les *colonnes* ou les *groupements* qui se révélaient capables de *nomadiser* comme les unités ennemies.

Pour apporter un remède à cette situation nous devions donc accrocher nos manœuvres à des points d'amarre, qui étaient à la fois des bases logistiques, des camps retranchés de circonstance et les points de destination de nos renforts.

Reliés par voie terrestre ou par voie aérienne avec nos sources de ravitaillement, ils permettaient d'alimenter les combats et de pousser dans le sillage des bataillons quelques tronçons de pistes, indispensables à l'emploi de nos moyens motorisés [13].

Les môles aéroterrestres – La conception du point d'amarre se modifia peu à peu, par une évolution en apparence surprenante, car d'auxiliaires de la manœuvre, les môles aéroterrestres allaient en devenir l'élément essentiel et on allait leur demander de fixer l'ennemi comme les places fortes de jadis.

Cette nouvelle orientation apparut nettement à Nasan :

Le commandant en chef décidait d'imposer la bataille à l'ennemi sur un terrain favorable à la combinaison de nos armes, desservi par un terrain d'aviation permettant un ravitaillement régulier des unités combattantes et enfin situé à une distance telle des avant-gardes adverses qu'il soit possible de l'aménager avant la bataille... [14]

L'avantage de la formule était, tout d'abord, que l'avion nous libérait de l'hypothèque de défendre une ligne de communication.

Nasan remplit les trois objectifs principaux qui lui avaient été fixés : recueillir les garnisons des postes isolés de la zone Nord-Ouest, empêcher les unités Viêt-minh d'exploiter vers Laichau leur succès de Nghia Lo, enfin résister si le Centre de résistance était attaqué.

Sans artillerie ni D.C.A. suffisantes, les divisions V.M. ne purent à Nasan ni neutraliser la piste aérienne, ni s'emparer des points d'appui... [15]

Dès lors, la constitution des camps retranchés et des môles aéro-terrestres apparut comme la meilleure parade aux offensives saisonnières du corps de Bataille V.M.

Aussi le commandement en chef pouvait écrire après les expériences de Nasan, de la Plaine des Jarres, de Seno : *L'enseignement des dernières opérations en haute région, au Laos et sur les Plateaux montagnards, montre que l'ennemi a éprouvé de cuisants échecs ou a renoncé à attaquer les camps retranchés cohérents, constitués par un système de plusieurs points d'appui en travaux de campagne, se soutenant réciproquement, contrôlant un terrain d'aviation et dont la garnison est assez étoffée pour pouvoir sortir, s'éclairer, rayonner, contre-attaquer et mener la lutte à l'extérieur...*

... Quand l'ennemi engage massivement des forces importantes, les éléments mobiles se rétractent sur les camps retranchés. Si besoin est, ceux-ci sont renforcés par voie terrestre, aérienne, fluviale et maritime.

L'adversaire est alors obligé d'engager de véritables opérations de guerre de siège, longues, coûteuses et difficiles, exigeant de gros effectifs qui ne peuvent passer inaperçus à l'aviation et qui offrent ainsi des objectifs vulnérables...

La bataille de Diên Biên Phu a-t-elle consacré la faillite de cette doctrine ? Il n'est pas du domaine de la présente étude d'en examiner les aspects stratégiques, mais l'opinion d'un combattant [16] semble apporter une juste appréciation :

L'insuccès de Diên Biên Phu provient de ce que cette base isolée a été attaquée par un ennemi disposant d'artillerie et de D.C.A. et l'étude de cet échec peut fournir des enseignements sur les conditions que doit remplir une base aéro-terrestre pour résister à un adversaire disposant de ces moyens. [17]

Mais, en ce qui concerne les hostilités éventuelles sur un T.O. non européen contre des rebelles qui ne disposeraient vraisemblablement ni d'artillerie, ni de D.C.A., l'échec de Diên Biên Phu ne peut être retenu.

Le concept de môle aéro-terrestre se dégage avec netteté des expériences qui en ont été faites en Indochine. C'est une solution particulièrement adaptée au problème du rétablissement de notre pouvoir et de notre influence dans des régions éloignées de nos bases, ou mal reliées à celles-ci par des voies de communication médiocres ou peu sûres.

Car quoiqu'on fasse ou qu'on dise, notre système militaire est tel que nos forces ne sauraient être capables de « flotter dans l'espace » ainsi que les Viêt-minh ont réussi à le faire.

Dans une guerre des grands vides, il nous faudra toujours des arrières, fussent-ils constitués par une minuscule forteresse temporaire aéro-terrestre. Le tout est de ne pas s'y enfermer...

Ainsi donc la campagne d'Indochine a mis l'accent sur l'intérêt de la mobilité stratégique, fondée sur l'aérotransport, dans les territoires dépourvus de voies de communication ; mais elle a prouvé que la mobilité tactique, était tout autant nécessaire tout en n'ayant pas pour synonyme la motorisation.

En outre, toutes nos opérations ont démontré que dans les actions de la guerre sans front, comme dans celles de la guerre des grands vides, il

vient un moment où chaque combattant a pris conscience des possibilités de *l'homme rebelle.*

Dès lors il est illusoire de fonder le succès sur la seule supériorité des feux et des matériels ; rien ne saurait remplacer le nombre et la qualité et seul le recrutement local peut nous fournir un complément de forces, adaptées au pays.

CHAPITRE II

LES MAQUIS

Sur les vastes territoires qui tombèrent entre les mains Viêt-minh dès 1945 et dans lesquels nous ne pûmes jamais reprendre pied, si ce n'est parfois à l'occasion d'un raid épisodique [18], la création de maquis s'avérait *a priori* possible car le terrain était éminemment favorable : relief très accentué, végétation dense prenant souvent l'aspect d'une jungle inextricable.

L'apparition de maquis fut cependant tardive pour des raisons ethniques.

Le succès des thèses Viêt-minh auprès des populations annamites et les faibles effets de notre action politique, ne laissèrent aucun espoir de susciter une opposition armée à nos adversaires dans les régions à forte densité vietnamienne. Notre impuissance à interdire le lent pourrissement du delta tonkinois en fut la meilleure preuve.

Le seul élément qui pouvait encore servir notre cause était la répulsion raciale, que nourrissaient pour les annamites du delta ou des côtes les populations montagnardes et certaines minorités ethniques [19].

Dans les zones de peuplement Thaï, dans celles de race méo ou man, l'Annamite était un ennemi, mais il était difficile de susciter un mouvement hostile, à plus forte raison un rébellion, tant que le Viêt-minh n'entreprendrait pas des opérations en haute région du Nord-Ouest, c'est-à-dire avant 1950 [20].

Quels furent les résultats obtenus par nos maquis ?

On peut tout d'abord mettre à leur actif l'immobilisation d'un certain nombre de bataillons Viêt-minh. En janvier 1954, 4 bataillons V.M. étaient employés à la répression des maquis dans la région de Laichau. Il y en avait 8 à la fin du mois d'avril 1954, en outre d'autres bataillons étaient

immobilisés par la garde des bases que nos partisans tenaient sous la menace d'une attaque.

En outre c'est bien à la présence de maquis divers qu'on dut souvent de pouvoir sauver les rescapés de l'attaque de certains postes isolés [21].

En second lieu, les maquis firent régner une certaine inquiétude chez l'adversaire. Leur action était présentée par les cadres politiques V.M. comme *l'une des plus importantes machinations pour saper l'édifice V.M.*.

Il semble toutefois que cette inquiétude frappait surtout les petits échelons et les unités isolées : à aucun moment, le Haut commandement V.M. n'a paru être troublé par les actions de nos maquis.

Certaines d'entre elles furent cependant de brillants succès : par exemple l'attaque de Coc Leu – Laokay, le 3 octobre 1953 [22].

Par contre, pendant la bataille de Diên Biên Phu, les maquis subirent un échec total dans leurs tentatives d'intervention contre les axes de communication V.M. qui reliaient la région de Phuto et le Tanh Hoa à Diên Biên Phu, en traversant sur une distance de 400 à 550 kilomètres une zone forestière et montagneuse. En particulier, le tronçon commun Conoi – Diên Biên Phu, long de 200 km, ne fut à aucun moment sérieusement harcelé.

À ce faible rendement des maquis, qui à la fin des hostilités comptaient 15 000 hommes, on peut trouver des causes nombreuses.

Tout d'abord l'efficacité des maquis fut longtemps mise en doute. *Le GMI*[23] expose un rapport de cet organisme, *eut des débuts difficiles, bien souvent marqués par l'hostilité du commandement aux échelons zones ou territoires, avec lesquels nos éléments avaient des contacts étroits.*

Ce manque de confiance pouvait d'ailleurs se justifier, car : *Nous n'avions pas, comme notre adversaire, d'idéologie ou de xénophobie à inculquer. Nous n'avions pas de système politico-social à proposer.*

Nous n'étions pas sûrs de revenir à Cao Bang ou à Vinh.

Nous ne savions pas s'il y aurait un rapport positif entre les résultats obtenus et les représailles que, tôt ou tard, l'action de nos maquis ne manquerait pas d'attirer aux imprudents et aux fidèles.

Mais surtout, cette défiance traduisait le scepticisme de la plus grande partie de nos cadres vis-à-vis de toutes les formes non orthodoxes de la guerre.

Bref, la lutte sur les arrières fut entamée trop tard. C'est en 1951 seulement que le Groupement de commandos Mixtes Aéroportés (GCMA) fut en mesure d'exercer une action. Mais à cette époque l'emprise Viêt-minh s'étendait déjà sur de vastes régions. Il ne fallut plus espérer monter une organisation puissante et les difficultés que nous avons rencontrées montrent à l'évidence qu'il faut devancer l'adversaire dans les régions où il ne s'est pas encore infiltré.

Toute zone réputée sûre peut devenir un jour le théâtre de combats. Il faut donc préparer cette éventualité pour ne pas rencontrer ensuite des difficultés insurmontables et l'effort devra porter sur la constitution de cellules armées, sur la désignation d'agents de renseignements, l'établissement de filières [24], enfin sur l'instruction des cadres nécessaires.

La création des maquis fut ensuite freinée par la pénurie d'officiers connaissant les particularités ethniques et géographiques des régions favorables et, *a fortiori,* parlant les langues montagnardes. Là encore, s'est faite cruellement sentir l'absence d'un corps des affaires indigènes.

Enfin il fallait former des cadres autochtones et disposer d'instructeurs pour enseigner la guérilla. Une école fut bien créée, au Cap Saint-Jacques, mais elle ne commença à fonctionner qu'en juin 1951.

Le GMI a également souffert d'une mauvaise liaison avec les organismes similaires de France et il n'en a retiré qu'une aide suffisante.

Difficile à mettre sur pied, le GMI a manqué initialement de moyens. L'effort consenti à son profit fut par la suite considérable, en particulier dans le domaine aérien. À la fin des hostilités, en effet, on consacrait chaque mois au soutien des maquis :

— 1 500 heures de Dakotas.

— 300 heures d'avions de reconnaissance.

— de nombreuses missions de B.26

— des parachutages portant sur 300 tonnes de vivres et munitions.

CHAPITRE III

LES ACTIONS EN FORÊT ET BROUSSE DENSE

Les caractéristiques du combat en forêt sont bien connues, mais elles ont revêtu en Indochine un aspect particulièrement saisissant, par suite de :

— L'étendue des zones boisées, qui recouvrent les 2/3 du sol indochinois [25].

— La densité du sous-bois [26] et son caractère inhospitalier.

— La rareté inusitée des layons et des sentiers [27] ainsi que l'extrême pauvreté des ressources locales (humaines et alimentaires).

Et ceci explique pourquoi l'on s'est relativement peu battu dans la selve indochinoise.

Car les rebelles n'étaient pas davantage préparés que nous au combat en forêt : Leurs recrues provenaient presque toutes des plaines côtières et des deux deltas. Elles devaient vaincre une aversion naturelle pour la pénombre des sous-bois et s'adapter à des conditions de vie nouvelles.

Mais l'ennemi trouvait dans la forêt le moyen d'échapper à nos canons et surtout à nos avions. Il a donc été conduit peu à peu à dissimuler ses bases, ses ateliers, ses hôpitaux, ses organes de commandement sous l'écran des arbres tropicaux.

La plupart de ses unités se sont armées et instruites dans les vallées boisées de la pré-montagne ou des rivières descendant vers le delta tonkinois. Elles y ont vécu entre deux opérations, y ramenant leurs prises et préparant longuement leurs futurs engagements.

C'est donc par un réflexe de protection que le Viêt-minh fit de la forêt son gîte d'élection et qu'il l'aborda en quelque sorte par l'intérieur.

Pour nos troupes, au contraire, la forêt ne représentait qu'un élément hostile de plus. Loin d'y trouver un abri; elles ne pouvaient en attendre

que dangers cachés et constants, difficultés de vie et de mouvement.

Toute opération offensive se heurtait d'abord aux défenses de la nature : c'est *la fatigue due à l'inextricable entremêlement d'une végétation alliée à l'ennemi, au climat déprimant, aux mille bestioles hostiles.* [28]

C'est l'abattement dû à l'étouffante impression de la solitude. L'homme se sentait désespérément seul, hors de portée des renforts… [29]

Nous étions mal renseignés sur l'ennemi, par manque de cartes et par manque d'agents, ainsi que par *la disproportion entre la durée de transmission des renseignements et la fugacité des objectifs* [30].

On parvenait cependant à progresser, mais à une vitesse qui oscillait de 300 mètres à 3 kilomètres à l'heure suivant l'épaisseur du sous-bois et la fatigue était en proportion inverse de la vitesse.

Il était impossible d'établir un horaire de marche précis, car les indispensables mesures de sécurité ralentissaient encore l'allure.

L'ennemi, en effet, nous opposait des procédés de combat simple, mais singulièrement efficaces : Notre approche était toujours décelée par un cordon de guetteurs postés aux lisières et sur les pistes pénétrant dans les régions boisées. Aussitôt alertée, l'unité Viêt-minh découplait des agents de renseignement, qui nous suivaient pas à pas tandis que nous étions retardés par des snipers, des pièges et des mines. Quand notre dispositif s'était étiré, l'ennemi disloquait peu à peu nos lentes colonnes par des embuscades, déclenchées dans les clairières ou le long des pistes tandis que des éléments très fluides nous harcelaient.

Le terrain et une telle tactique rendaient illusoires toute manœuvre d'enveloppement et tout ratissage : e*n forêt on n'encercle rien.* [31]

Â ce premier enseignement s'en ajoute aussitôt un autre : La nécessité absolue d'alléger les unités.

En effet, *les groupements mobiles du type Delta se sont révélés inadaptés à la guerre sur les Plateaux. Leur insuffisante efficacité est incontestablement due à leur trop forte motorisation* [32].

Dans la guerre de brousse, les unités d'infanterie mènent des combats rapprochés qui exigent une puissance de feu immédiate à courte portée plus

que des feux denses et continus. Il faut avoir des combattants aussi peu chargés que possible… Les sections sont à deux groupes de voltigeurs et un groupe d'appui à deux fusils-mitrailleurs, les compagnies n'emportent le plus souvent qu'un mortier de 60 mm et les bataillons que deux mortiers de 81. [33]

Par ailleurs il fut démontré en maintes circonstances qu'au moment où s'engage le combat *l'avantage restait au fantassin bien instruit, légèrement équipé et entraîné à vivre la vie de la forêt.*

Quand une colonne importante rencontre, en effet, l'ennemi, seule une partie de ses éléments peut intervenir et une compagnie, bien encadrée et bien entraînée se montre souvent plus efficace qu'un bataillon.

On est conduit ainsi à concevoir des unités très légères, qui se modèleraient à la vie en forêt et dont les hommes feraient un métier de *pisteurs* pour surprendre à leur tour l'ennemi.

Chaque fois qu'une colonne amie pénètre subrepticement en forêt dense à la faveur de la nuit, par exemple, l'adversaire ignore jusqu'à sa présence et, celle-ci découverte ou vaguement soupçonnée, il est dans l'impossibilité de déterminer exactement l'effectif, les moyens et même l'emplacement de notre élément. Quand enfin cet élément décide d'agir, donc de se révéler, la forêt lui offre à nouveau, s'il le désire, les moyens de se dissimuler et décourager toute poursuite par la mise en place de pièges, bouchons, etc. [34]

Mais la surprise n'est évidemment possible qu'à trois conditions :

— Franchir les lisières de nuit de façon à échapper aux guetteurs adverses.

— Effacer les traces de son passage, tantôt en brouillant les pistes [35], tantôt en suivant le lit des ruisseaux, tantôt en progressant au cœur des fourrés.

— Dissimuler les bivouacs.

Pour que de telles unités puissent subsister plusieurs jours et au besoin plusieurs semaines dans un massif forestier, il faut leur ménager une base au centre approximatif de leur zone d'action, en utilisant à cet effet des parachutages ou le poser d'hélicoptère.

Bien entendu l'établissement de cette base clandestine obéira aux règles que l'expérience des maquis français a déjà dégagées et qui se sont confirmées [36].

— Choisir un emplacement désert.

— N'opérer les parachutages (ou le poser d'hélicoptères) que la nuit et avec le maximum de discrétion [37].

— Observer le silence radio.

etc.

En outre, il faut prévoir systématiquement le déplacement de la base au bout de quelques jours.

Les procédés ci-dessus s'appliquent essentiellement à des unités inférieures ou égales au bataillon. Quand un détachement plus important et surtout un groupement mobile doit opérer en forêt, il faut le fractionner en plusieurs colonnes, dont chacune ne devra pas dépasser l'effectif d'une ou deux compagnies.

Il faut ensuite consentir l'abandon d'une partie de l'armement lourd.

L'artillerie et les mortiers ont eu, en effet, un rendement très réduit pour des raisons d'ailleurs bien connues :

— Absence de cartes précises et impossibilité d'utiliser les photos aériennes pour les restitutions, faute de repères.

— Difficultés offertes par la végétation à la manœuvre des pièces.

— Imprécision des renseignements sur l'ennemi et impossibilité d'observer.

Sauf lorsqu'on est en forêt claire ou sauf s'il existe des clairières, il faut admettre que les tubes ne pourront agir.

Reste par ailleurs à les transporter. En l'absence de pistes acceptables il faut recourir seulement aux mulets, aux poneys, voire même au portage à dos d'hommes et ceci limite les matériels aux mortiers de 120 mm ou de 4 pouces 2, aux canons de 75 mm (S.R.) et aux canons de montagne.

Les canons de montagne et les canons sans recul ont présenté les mêmes inconvénients : Trop faible effet de la munition par rapport au

poids du tube (pour les pièces de montagne) et de la charge (pour les canons sans recul) [38].

Les mortiers, malgré leur plus grande dispersion et leur faible portée, se sont montrés beaucoup plus utilisables. En particulier le tube de 4 pouces 2 modèle 30 US a donné satisfaction [39].

Reste évidemment le problème du ravitaillement en munitions.

En une journée, les mulets peuvent assurer le renouvellement des 224 coups d'une compagnie, à une distance maximum de 12 km. En deux jours, à une distance maximum de 24 km. Et encore s'agit-il d'évaluations purement théoriques, puisqu'un certain nombre de mulets doivent être conservés pour transporter les munitions restantes à l'occasion des changements de position.

Au-delà d'une étape d'infanterie le rendement des colonnes muletières devient infime.

La notice sur le combat de l'infanterie en montagne du 10 mai 1951 affirme qu'il vaut mieux disposer de peu d'armes approvisionnées en munitions que de beaucoup d'armes avec peu de munitions. C'est prononcer la condamnation de la compagnie de mortiers lourds sur bât, qui peut se définir comme une unité ayant trop de tubes et pas assez de munitions. [40]

Par ailleurs la vulnérabilité des colonnes muletières est extrême ; leur protection doit être assurée en tout temps… La consommation d'effectifs devient prohibitive dès que les communications s'allongent.

On parvient ainsi à la conclusion qu'il est impossible en Indochine de mettre en œuvre des moyens lourds importants sur bât… Cette conclusion rejoint celle qui a été tirée des essais d'une compagnie de mortiers de 120 mm sur bât effectués en 1951 dans les Alpes françaises, qui peut s'énoncer ainsi : le transport du mortier lourd sur bât n'est pas rentable [41].

Il n'y a qu'un moyen de pallier ces graves défauts, c'est d'assurer le ravitaillement par parachutage, malgré l'inconvénient de signaler ainsi les positions de batterie à l'adversaire.

Ou bien il faut remplacer l'appui d'artillerie ou de mortier par un appui aérien convenable déclenché à la demande et sans retard [42]. Encore faut-il que l'aviateur puisse repérer facilement et sans erreur les objectifs qu'on désire lui voir traiter.

À l'occasion des opérations en forêt, il est nécessaire de souligner les difficultés particulières que présente la sécurité des convois automobiles lorsque ceux-ci doivent effectuer de longs parcours en zone boisée.

On ne peut songer en effet à échelonner le long de l'itinéraire des postes assez rapprochés les uns des autres pour en surveiller constamment toutes les portions [43].

Ces postes ne seraient d'ailleurs vraiment efficaces que si les abords même de la route étaient dégagés de toute végétation sur 100 à 200 mètres de part et d'autre [44].

Restent donc les procédés classiques de sûreté.

Si le convoi est peu important (une cinquantaine de véhicules), on le fractionne en plusieurs rames et on le dote d'une escorte de blindés et d'infanterie portée. Précédé d'un détachement d'ouverture de route, qui effectue les patrouilles, reconnaissances et déminages voulus, il se déplace par bonds ; l'escorte étant répartie en plusieurs points de la colonne est ainsi toujours prête à riposter rapidement au cas où une embuscade se déclenche.

Si le convoi est important (100 véhicules et plus) il faut, avant de le lancer, reconnaître l'itinéraire et ses abords, installer des flanc-gardes fixes aux lieux réputés dangereux, mettre en place de l'artillerie de façon telle que ses feux couvrent au moins les portions de route les plus exposées, disposer des réserves mobiles, en des points convenables.

Dans le *couloir de sécurité* ainsi créé, les véhicules sont lâchés librement, isolément ou par groupes de deux ou trois, les groupes à quelques minutes d'intervalle les uns des autres, ainsi l'ennemi qui aurait réussi à s'infiltrer et à se placer en embuscade ne peut attaquer que très peu de véhicules à la fois et les pertes sont limitées.

Dans tous les cas, la sécurité d'un convoi repose essentiellement d'une part sur la mise au point d'un système de transmissions rapides et sûres entre tous les éléments intéressés, d'autre part dans l'organisation de la protection aérienne : observation aérienne continue, arrivée rapide, à la demande, de chasseurs bombardiers en alerte au sol, guidage de ceux-ci sur les objectifs [45].

On peut dire en conclusion que le déplacement d'un convoi automobile, en zone rebelle et en pays couvert doit être monté comme une véritable opération. Mais l'audace et le *coup de dés* ne doivent jamais entrer en facteur dans les décisions à prendre, car toute négligence en matière de sûreté risque de se payer par un désastre [46].

Il reste à indiquer qu'il fut parfois possible de recourir à l'aérotransport quand l'insécurité d'une zone boisée devenait trop grande. Une base aéroterrestre jouait alors l'office d'un véritable port, où les colonnes automobiles venaient s'alimenter.

Tel fut le cas de la base de Seno, qui apparaissait comme une île au milieu de la forêt clairière du moyen Laos, et qui groupait autour d'une piste *Dakotable* d'importants dépôts. Un ou deux bataillons d'infanterie, renforcés par des éléments blindés, du génie et de l'artillerie en assuraient la défense contre un raid et des renforts pouvaient y affluer en cas de menace sérieuse. Seno fut ainsi l'indispensable point d'accrochage pour les opérations menées au moyen Laos, en particulier durant l'hiver 1953-1954.

En temps normal la base pouvait être alimentée simultanément par convois routiers [47] et par voie aérienne. Mais en cas de besoin il était possible d'user uniquement de l'avion.

CHAPITRE IV

LES ACTIONS DE COMMANDOS

La guerre sans front est riche en occasions d'effectuer des actions de commando : coups de mains sur des P.C., destructions de dépôts, sabotages de voies de communication ou d'installations logistiques, embuscades, etc. Aussi, depuis nos raids spectaculaires sur les arrières Viêt-minh en haute région jusqu'aux débarquements clandestins le long des côtes d'Annam, en passant par nos entreprises contre les villages V.M. situés en lisière et à l'intérieur des deltas, bon nombre de nos opérations terrestres, aéroportées ou amphibies furent effectuées dans le style *commando.*

Il en fut de même du côté Viêt-minh et certaines attaques de nos terrains d'aviation ou de nos P.C., ainsi que le stockage de certains de nos dépôts peuvent être considérés comme des modèles du genre [48].

L'étude de ces différentes affaires est toutefois assez pauvre en enseignements. Chaque fois nous avons vu se confirmer des règles universellement admises et le succès nous est apparu lié à la précision des renseignements, au secret et à la minutie de la préparation, enfin à la rapidité de l'exécution.

Les renseignements dont nous pouvions disposer étaient, sinon rares, du moins souvent trop imprécis et ceci explique le faible nombre d'occasions, qui purent être utilement exploitées.

Ce manque d'informations utilisables tenait à la légèreté des P.C. adverses ainsi qu'au secret dont les Viêt-minh savaient s'entourer. Il découlait aussi de la dispersion des dépôts, de leur camouflage et surtout de la fluidité de la logistique V.M.

Rares étaient les objectifs justifiant, par leur importance d'une part et par les chances de réussite d'autre part, qu'une opération soit montée.

Ces circonstances favorables ne furent réalisées pratiquement que deux fois :

— Le 19 juillet 1949 où un coup de main de va-et-vient amphibie fut effectué à la gare de Tanquan sur le plus grand dépôt de matériel ferroviaire Viêt-minh du Centre Annam [49].

— Le 17 juillet 1953 lors du raid aéroporté sur les dépôts de Langson, baptisé opération *Hirondelle* [50].

Mais en revanche, combien d'opérations sont tombées dans le vide, depuis celles menées en 1947 dans le Sud Viêtnam pour s'emparer de l'insaisissable Nguyen Binh jusqu'aux coups de sonde infructueux des Dinassauts en 1953-1954 ! Combien d'autres, au contraire, se sont heurtées à un adversaire solidement en place et décidé à se défendre… [51]

Le secret de la préparation était aussi difficile à garder que pour toutes les autres opérations.

Il l'était d'autant plus que certaines actions de commando exigeaient la mise en œuvre de moyens Interarmées et qu'on augmentait ainsi le nombre de sources d'indiscrétion.

Il n'est pas inutile à cette occasion de rappeler que le succès de l'opération *Hirondelle* a été dû, pour une bonne part, aux rigoureuses mesures de conservation du secret qui avaient été prises [52].

La rapidité d'exécution était notre seul atout pour éviter que l'objectif ne s'évanouisse avant d'être atteint.

La mobilité et la fluidité des P.C. Viêt-minh leur permettaient de nous *filer entre les doigts* et il n'en est pas de meilleur exemple que l'opération *Léa,* au cours de laquelle on vit le 1er bataillon de choc parachuté sur Bac Kan, le 7 octobre 1947, quelques heures seulement après que Ho Chi Minh et tout son gouvernement eussent quitté la ville.

Mais cette *évaporation* des objectifs se retrouvait quand il s'agissait des dépôts que les V.M. parvenaient souvent à évacuer ou bien à camoufler, même quand nous larguions des parachutistes et que l'ennemi disposait seulement des quelques minutes séparant le saut de l'arrivée des parachutistes sur les lieux.

La protection de tous les dépôts, en effet, était assurée par un système d'alerte et par la réunion de moyens de transport, qui permettaient leur évacuation dans les délais incroyablement courts.

Pour gagner par conséquent la course de vitesse engagée entre les guetteurs V.M. et nos unités de commandos, il fallait absolument :

— Que nos éléments aéroportés ou amphibies bénéficient d'une zone de saut ou d'un *beaching* situés au plus près de l'objectif, et que ces hommes se regroupent presqu'instantanément, s'orientent sans hésiter et foncent avec la conviction qu'un gain de quelques minutes pouvait être capital.

— Que nos éléments purement terrestres (commandos et groupes tenant le maquis) sachent s'infiltrer et vivre en zone rebelle, afin de pouvoir gagner discrètement une base de départ à proximité du but.

Mais naturellement la nature du terrain, le degré d'instruction de nos troupes et la vigilance des Viêt-minh étaient autant d'obstacles à la réalisation de ces conditions.

Le repli des éléments ayant effectué une opération de commando s'est également avéré délicat, sauf pour les maquis installés très loin sur les arrières V.M., et sauf lorsqu'il s'agissait d'une action amphibie, puisque le retour avait lieu en utilisant les mêmes moyens qu'à l'aller (par exemple : raids sur Quinhon, Tanquan, etc.).

Mais, dès qu'il s'agissait de coups de main par voie aérienne ou terrestre, à partir des zones que nous contrôlions, le problème du retour conditionnait l'amplitude du raid et même la décision de l'exécuter [53].

C'était la conséquence de notre incapacité à circuler, à nous diluer et à vivre dans une région soumise à l'emprise politico-militaire du Viêt-minh [54], et seules quelques unités particulièrement bien recrutées parvenaient à séjourner plus de quelques heures au-delà de la ligne avancée de nos postes [55].

Par contre, le même problème ne se posait point pour l'adversaire, qui pouvait s'évanouir aussitôt et trouver mille asiles dans les villages entourant l'objectif [56].

Pour des affaires importantes nous devions donc prévoir la mise en place d'échelons de recueil successifs. C'est ainsi que pour l'opération *Hirondelle,* le commandement dut déployer à mi-chemin entre Tien Yen et Langson, des moyens deux à trois fois plus importants que ceux affectés au raid proprement dit.

Enfin sur le plan plus général, qui était celui des commandants de territoire et même du commandant en chef, il est apparu nécessaire d'assurer une certaine coordination des actions de commandos.

Autant il importe qu'au niveau des secteurs et des zones, toute latitude soit donnée de rechercher des objectifs locaux et de monter à l'instant opportun des coups de main profitables, autant il convient que les affaires importantes et notamment les raids profonds soient étudiés, puis déclenchés en fonction de la conduite générale des opérations par les autorités supérieures.

On peut ainsi réaliser un heureux synchronisme entre des actions souvent lointaines, mais convergentes quant à leurs effets. Le V.M. nous en a fourni une preuve éclatante quand il a déclenché une série de sabotages sur nos terrains d'aviation du Tonkin au moment où commençaient les premières attaques sur le Camp retranché de Diên Biên Phu. En outre, il accentua en même temps ses sabotages et ses embuscades sur la voie ferrée et la route reliant Haiphong à Hanoï.

De même nos raids de commandos sur le littoral du Tanh Hoa en octobre-novembre 1953, eurent lieu à l'occasion de l'opération *Pélican*, qui était elle-même une manœuvre de déception au profit de l'opération *Mouette.*

Cette coordination des actions de commando s'impose également sous l'angle de l'opportunité, car la guerre en surface amène une telle imbrication des dispositifs qu'un coup de main ou un sabotage séduisant peuvent amener des représailles fâcheuses, tant pour nous même que pour les populations ralliées.

Nous en avons eu la sanglante preuve lors du raid ennemi sur le centre de convalescence du Cap St-Jacques, qui fut la riposte aveugle à l'action

d’un de nos commandos marine sur un cantonnement d’estivage V.M., situé sur une plage voisine.

CHAPITRE V

LES ACTIONS FLUVIALES ET CÔTIÈRES [57]

Au cours de la campagne, le Viêt-minh qui fut un remarquable fantassin, ne s'est jamais révélé un marin.

Nous n'avons pas rencontré d'ennemi flottant [58], car non seulement l'adversaire ne possédait pas de petits bâtiments spécialement aménagés pour le combat, mais chaque fois que des embarcations de transport ont été surprises, leur personnel n'a pas tenté d'utiliser son armement pour se défendre.

Par une sorte de contradiction, le V.M. qui n'hésitait pas à lancer des assauts nocturnes contre nos fortifications, a toujours fait preuve sur l'eau *de timidité et parfois de pusillanimité dans l'exploitation des résultats obtenus par le feu ou par les mines.*

En aucun cas l'ennemi ne tenta l'abordage, qui maintes fois nous aurait placés en mortel danger. [59]

Nous avons donc rencontré seulement des éléments terrestres, postés sur les rives pour nous disputer la libre circulation sur les voies d'eau [60] et qui se manifestaient :

— Soit par des mines, télécommandées de la berge afin de pouvoir choisir l'objectif. [61]

— Soit par des embuscades, conjuguées ou non avec l'action des mines.

Enfin nous pouvions redouter au mouillage les sabotages effectués par des nageurs d'assaut.

Dans ces diverses entreprises le V.M. apportait son art de se renseigner et d'obtenir l'adhésion des populations riveraines par la crainte ou la persuasion, sa préparation méticuleuse des moindres actions, sa

coutumière maîtrise dans l'utilisation du terrain et le camouflage, enfin sa parfaite discipline du feu, qui lui garantissait toujours la surprise initiale.

Mais il pouvait également compter sur l'efficacité du maquis amphibie. Car le V.M. a su utiliser l'innombrable flottille de jonques et de sampans locaux pour s'insinuer partout et se dégager de nos dispositifs les plus minutieusement établis.

La destruction systématique par nos engins de toutes les embarcations indigènes repérées au cours des opérations n'a touché qu'une faible proportion d'un matériel flottant habilement dissimulé. D'ailleurs le procédé du flotteur individuel type tronc de bananier a été employé de façon courante. [62]

En outre l'ennemi su très vite combiner une action sur nos éléments statiques (postes militaires ou fluviaux) et une action sur les unités envoyées en renfort (convois fluviaux).

Par contre le V.M. fut handicapé par *l'absence quasi totale de sens marin et l'ignorance des possibilités ainsi que des faiblesses de nos engins.*

Il n'exploita que très imparfaitement nos difficultés de navigation ; n'eut qu'une connaissance presque enfantine du matériel naval ; se laissa toujours surprendre après les premières décharges par la vivacité et la densité de notre riposte.

Il recherchа trop *la protection et le camouflage de ses armes d'embuscade, installées en embrasures ou en caponnières et disposant de champs de battage angulaires très insuffisants contre des objectifs défilant à courte distance, comme nos engins automoteurs* [63].

Enfin il ne concentra pas suffisamment ses moyens, sauf de rares exceptions :

Le plus souvent, c'est un ou deux canons sans recul, quelques mortiers ou armes automatiques qui constituent le dispositif ; ou lorsque les armes sont plus nombreuses, elles sont largement déployées le long des berges. [64]

Là encore la recherche de la protection (par dispersion) nuit à l'efficacité de l'attaque.

Nos engins, toujours médiocrement blindés, auraient beaucoup moins bien résisté à un choc initial massif, les prenant au dépourvu, qu'à une fusillade ou même une canonnade se prolongeant dans le temps et dans l'espace et à laquelle nous étions en mesure de riposter victorieusement après les premières secondes de flottement occasionnées par la prise du branle-bas de combat.

Bref l'ennemi se montra incapable de franchir *le stade de l'embuscade directe à bout portant ou de l'action individuelle contre les bâtiments au mouillage et de coordonner largement les opérations dans le temps et dans l'espace pour gêner nos concentrations, il fit également preuve d'un défaut d'imagination dans le choix des modes et des lieux d'attaque, pratiquement les mêmes d'un bout à l'autre de la campagne* [65].

Bien entendu cette infériorité et cette impuissance à s'adapter au combat sur l'eau n'auraient pas été éternelles et l'augmentation du potentiel adverse, surtout en 1954, menaçait de rendre beaucoup plus difficiles les trois missions que nos forces fluviales devaient assumer :

— La navigation proprement dite avec l'obligation de franchir les embuscades ;

— Les débarquements de vive force ;

— La sécurité au mouillage.

Les méthodes employées pour satisfaire à ces différentes tâches évoluèrent au cours des neuf années de guerre en fonction de nos moyens et de ceux de l'ennemi, mais sans subir toutefois des modifications profondes. Les procédés décrits ci-dessous et qui étaient en vigueur à la fin des hostilités furent sensiblement les mêmes durant toute la guerre.

Ils sont dominés par le fait que contrairement aux forces terrestres, les forces fluviales ne disposent jamais de la possibilité de se camoufler et rarement de celle de se retrancher. Par contre elles ont l'avantage de pouvoir généralement combiner le poids, donc la puissance et la mobilité. Si donc la surprise tactique leur est dans une large mesure interdite, la surprise stratégique est susceptible d'être un de leurs meilleurs atouts. [66]

Les convois – Tout groupe de bâtiments navigant de conserve (qu'il comporte ou non des engins de charge) adoptait le dispositif suivant, tout

au moins au Nord Viêtnam.

En tête navigue le « groupe d'ouverture » qui comporte trois sections de dragage, plus un dragueur de rechange. Un LCM Monitor est guide de la formation. Un gros engin est en appui à une centaine de mètres sur l'arrière des dragueurs de queue.

Derrière le groupe d'ouverture, à une distance variable selon la configuration de la rivière mais qui reste de l'ordre de 2 à 300 mètres, navigue le gros, en ligne de file et rigoureusement dans les eaux draguées.

Ce gros comporte normalement :

— Des bâtiments d'appui (LSSL – LSIL éventuellement LCT canonnières ou sections de LCM Monitors).

— Des bâtiments ou engins de charge (I, SM – LCT – LCM chalands divers) [67].

Lorsqu'il n'y a qu'un bâtiment d'appui, il navigue en serre-file et porte le commandant supérieur. Lorsqu'il y en a deux l'un navigue en tête et l'autre en serre-file, ce dernier avec le commandant supérieur (sauf en cas de navigation particulièrement délicate, par exemple, de nuit).

S'il y en a plus de deux ils sont répartis en tête, au centre et en queue, le bâtiment du commandant supérieur occupant un poste du centre.

La distance entre bâtiments est aussi réduite que le permet l'entraînement des officiers de quart ou patrons d'engins. Une distance de 50 mètres entre gros engins et de 20 mètres entre petits engins doit être considérée comme normale.

Dans le cas de formations importantes et à la condition de rester rigoureusement à l'intérieur du chenal dragué, il y a parfois intérêt à répartir les bâtiments ou engins de charge sur deux colonnes, tant pour réduire l'encombrement du dispositif que pour assurer une couverture réciproque des colonnes (cas d'attaques sur les deux berges). La solution d'engins amarrés deux par deux à couple est souvent recommandable.

De nuit les bâtiments et engins naviguent feux masqués. Exceptionnellement des lampes à éclat atténué peuvent être « montrées » pour permettre la prise ou la tenue de poste.

L'expérience a prouvé que, même par nuit opaque et dans les parages délicats, la navigation de groupes importants en formation serrée pouvait être pratiquée sans inconvénients en raison de l'entraînement intense, inhérent au rythme même des opérations.

Ces navigations de nuit ont donné lieu à des réactions ennemies beaucoup plus rares et beaucoup moins puissantes que de jour (à noter que le repérage des armes ennemies est beaucoup plus facile de nuit que de jour grâce aux lueurs de départ). [68]

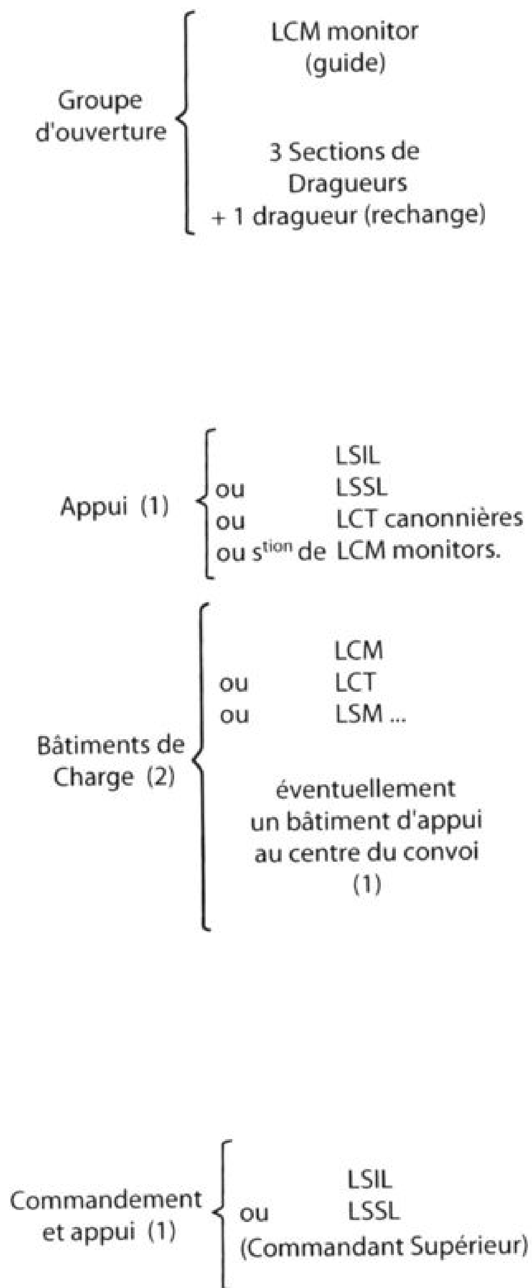
Ces diverses dispositions limitaient les effets des embuscades ; mais, lorsque les renseignements laissaient supposer la probabilité d'une rencontre et surtout lorsqu'on pouvait deviner son emplacement approximatif, un ensemble de mesures complémentaires pouvaient être prises : [69]

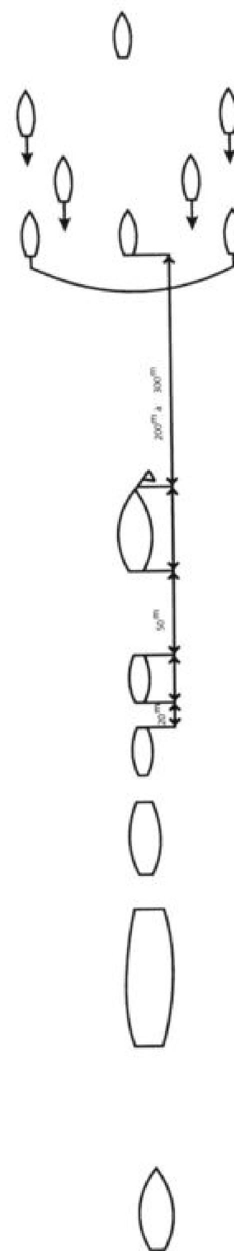
La constitution du convoi est soigneusement étudiée. Un avion assure son éclairage. Des liaisons constantes sont maintenues avec l'artillerie terrestre du secteur.

La ou les CLA (compagnies légères d'accompagnement) des Dinassauts et fréquemment des troupes de renfort sont embarquées et tenues prêtes à boucher en assaut. Le personnel des bords est mis par avance aux postes de combat.

Dans la phase de présentation, des bombardements préventifs peuvent être appliqués sur les berges suspectes, soit par l'artillerie des bords (en particulier par mortiers de 120 mm) soit même par l'aviation d'appui lorsqu'on dispose des crédits de mission en alerte en vol correspondants (cas d'ailleurs exceptionnel). [70]

EXEMPLE DE CONVOI FLUVIAL (N.V.N.)





(1) - Quand il y a un seul bâtiment d'appui, il est en tête ; c'est le bâtiment de commandement.
- Quand il y a deux bâtiments d'appui, le commandement est en queue.
- Quand il y a trois bâtiments d'appui, le commandement est au centre.

(2) - Parfois les bâtiments de charge sont sur deux colonnes, ou amarrés deux à deux à couple.

EXEMPLE DE CONVOI FLUVIAL (N.V.N.)
(voir page précédente)

(1)

— Quand il y a un seul bâtiment d'appui, il est en tête ; c'est le bâtiment de commandement— Quand il y a deux bâtiments d'appui, le commandement est en queue.

— Quand il y a trois bâtiments d'appui, le commandement est au centre.

(2)

— Parfois les bâtiments de charge sont sur deux colonnes, ou amarrés deux à deux à couple.

Qu'on ait pu prendre ces précautions supplémentaires ou que le convoi navigue comme à l'ordinaire, une parade aux embuscades était toujours possible : forcer de vitesse et abréger ainsi la crise.

À cet effet il fallait *naviguer au poste de veille, réagir instantanément avec les moyens effectivement armés en permanence, passer rondement au poste de combat et se couvrir par un feu intense de toutes les armes jusqu'à forcement du passage.*

C'est la tactique dite de la « boule de feu », qui somme toute a été la meilleure sauvegarde de nos éléments fluviaux, où la puissance de feu l'a toujours emporté sur la protection.

Dans ces engagements, toujours brefs et brutaux, l'énergie et la vivacité sont les qualités maîtresses. Il est illusoire de chercher d'autre combinaison tactique que le resserrement du dispositif destiné à renforcer l'appui réciproque et la puissance de feu instantanée. [71]

Cette méthode s'imposait surtout quand il faillait acheminer d'urgence des renforts ou des approvisionnements et *lorsque l'échantillonnage des bâtiments d'appui était incompatible avec un combat prolongé. Elle a été la règle au cours des reconnaissances offensives en zone non contrôlée.*

Elle a l'inconvénient majeur de n'infliger à l'ennemi, presque toujours soigneusement retranché, que des pertes modérées ; elle le neutralise plus

qu'elle ne le détruit, elle se prête mal à la couverture du dragage préalable (à noter toutefois que l'ennemi qui veut réussir une embuscade sur le gros répugne à démasquer son dispositif sur les engins mineurs d'avant-garde). [72]

Par contre lorsqu'on avait eu vent d'une embuscade, il était possible de prévoir *une riposte méthodique, par un débarquement d'assaut.*

Celui-ci ne peut être effectué qu'aux ailes et vise à *manœuvrer l'adversaire par encerclement, formule hasardeuse lorsqu'on dispose de peu de troupes d'accompagnement.*

Aussi certains marins préconisaient : *La destruction systématique des positions ennemies, attaquées l'une après l'autre par un tir méthodique et ajusté, effectué au besoin par des bâtiments stoppés, voire beachés. Le débarquement éventuel des troupes d'accompagnement étant effectué au cœur même de la position, sous le couvert d'un feu intense, à bout portant.*

Cette méthode a l'incomparable avantage de briser effectivement l'embuscade et d'infliger à l'adversaire des pertes massives en personnel et matériel. Appliquée avec détermination et intrépidité elle peut aboutir à un succès écrasant' [73]*, de nature à décourager pendant quelque temps les tentatives ennemies, d'autant plus répétées qu'elles escomptent une impunité relative.*

Mais elle suppose évidemment une supériorité intrinsèque de puissance, au moins locale, et la disposition de bâtiments capables de « durer » au combat. Elle peut réussir avec des LSSL tant que l'ennemi ne met pas en ligne de l'artillerie conventionnelle de bon calibre (105 mm – 155 mm). Elle est très sensible aux tirs massifs de mortiers. Enfin elle exige d'assez longs délais, parfois incompatibles avec l'urgence de la mission.

Elle ne pourrait être adoptée sans réserve qu'au cas où l'on posséderait en nombre suffisant des canonnières cuirassées puissantes, qui n'ont jamais été réalisées.

En outre, quelle que soit la méthode adoptée, la participation des feux d'artillerie terrestre ou d'aviation est rarement réalisable au moment même du franchissement. Mais ils doivent intervenir toutes les fois que c'est possible, avant et surtout après celui-ci. [74]

Cette opinion est partagée par un officier d'artillerie :

Pendant la période s'étendant de janvier à juin 1954, l'état-major de l'artillerie de la zone Sud à Nam Dinh a fourni à de très nombreuses reprises des DLO à bord des bateaux d'escorte des convois sur le fleuve Rouge.

Ce système a été très prisé par les Marins, qui ont toujours vivement insisté pour s'assurer la présence d'un DLO dans leurs convois.

En fait, les convois ont été rarement attaqués et l'expérience a montré qu'en pareil cas la protection offerte par l'artillerie était illusoire.

Les débarquements de vive force – Lors des franchissements d'embuscades, évoqués ci-dessus, la mise à terre n'intéressait que de faibles effectifs et n'aboutissait qu'à l'occupation momentanée d'une étroite bande de terrain. Tout autres étaient les débarquements effectués à l'occasion d'une opération terrestre d'envergure.

Il s'agissait alors d'amener à la rive, dans une zone hostile ou suspecte des unités dotées d'un matériel souvent considérable (artillerie, blindés, approvisionnements). L'action était, par contre, réglé suivant un horaire dont nous étions maîtres, et n'était plus une sorte de contre-attaque dépendant de l'intervention ennemie.

Bien que l'effet de surprise fût toujours recherché en pareil cas, le débarquement pouvait être procédé d'une préparation par l'artillerie terrestre ou par des bombardements aériens. Le déclenchement était possible de jour comme de nuit, mais l'heure la plus favorable était celle qui précédait l'aube [75].

Enfin le point d'accostage était choisi en fonction de la configuration du rivage et des exigences de la manœuvre terrestre [76].

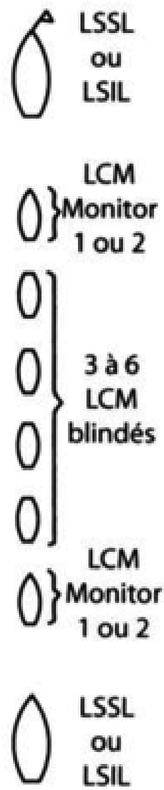
Sur ces bases le déroulement habituel de l'opération était le suivant :

Le convoi portant les troupes (composé de LCT ou LSM) était précédé à une distance de 1 000 à 1 500 mètres par un « groupe de choc » navigant lui-même derrière le « groupe d'ouverture » décrit plus haut.

Debarquement de vive force (NVN)

Action du Groupe de choc

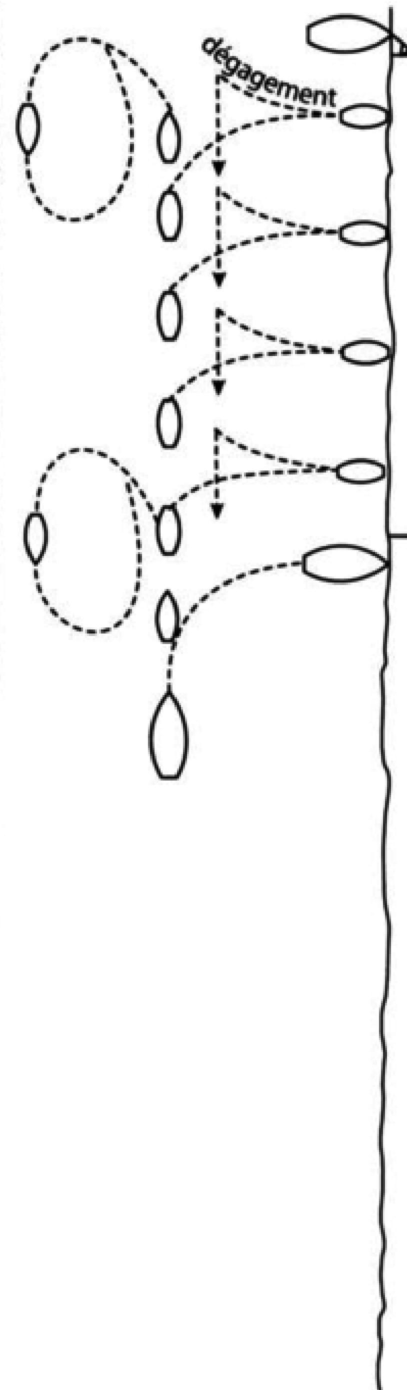
Formation de Navigation



Formation d'approche



Débarquement



Ce « groupe de choc » comportait normalement deux bâtiments d'appui (LSSL ou LSIL), l'un en guide, l'autre en serre-file (l'un d'entre eux porte le commandant supérieur naval et le commandant des troupes), encadrant trois à six LCM blindés lesquels portaient les compagnies constituant la première vague à raison de deux à trois LCM par compagnie. Le tout était accompagné d'une ou deux sections de LCM Monitors. [77]

Quand l'ensemble se présentait devant la future plage de débarquement : *Le groupe de choc mettait à vitesse maximum ; le bâtiment guide se détachant pour gagner un intervalle égal à deux fois environ le front de débarquement. Il défilait devant ce front en effectuant un tir préventif à bout portant et beachait sans désemparer en jalon avant.*

Les LCM de première vague, portes abaissées et le bâtiment serre-file remontaient dans les eaux du guide, abattaient tout à la fois et beachaient à l'imitation du serre-file, qui se plaçait en jalon arrière. [78]

Pendant le débarquement des compagnies de choc, effectué en assaut avec la célérité maximum, les deux bâtiments jalons couvraient par le feu les deux flancs du dispositif tandis que les sections de LCM Monitors patrouillaient en amont et en aval des bâtiments jalons, ou observaient la berge non engagée. Les LCM de charge dégageaient au premier paré.

Pendant cette phase le convoi restait stationné à environ 1 500 mètres en deçà du jalon arrière.

Dès que les compagnies de choc s'étaient établies en tête de pont et après avis du commandant des troupes, le commandant supérieur Naval donnait ordre au convoi de se présenter à son tour.

Les LCT venaient alors beacher en ligne de front dans le créneau défini par les deux bâtiments d'appui restés beachés en jalons.

Le débarquement des bataillons et du matériel était ensuite effectué, sans perte de temps mais sans précipitation, et les engins de charge étaient repliés aussitôt après.

Cette méthode a toujours donné d'excellents résultats. Car les débarquements, s'effectuant en un point bien choisi et bénéficiant d'un effet

de surprise au moins relatif ont rarement rencontré l'opposition délibérée d'un adversaire plus enclin à l'embuscade qu'à la bataille rangée[79].

Cette opération n'était d'ailleurs qu'une action élémentaire, s'insérant souvent dans un ensemble de débarquements et au Tonkin on a vu parfois la mise à terre simultanée d'effectifs atteignant la valeur d'une dizaine de bataillons.

Dès que les unités terrestres étaient rendues à destination les éléments fluviaux étaient regroupés afin de fournir un appui de feu suivant un plan arrêté entre les autorités terrestres et navales. Les bâtiments pouvaient également fournir un appui transport et les grands engins étaient, en outre, utilisés fréquemment comme P.C. flottants pour les groupements terrestres.

La protection des mouillages – *Le bilan de nos pertes ou de nos avaries pour l'ensemble de la campagne montre que les attaques au mouillage ont été plus dangereuses que les engagements en route.* [80]

Ce terme de mouillage doit s'appliquer à tous les stationnements des bâtiments ou engins, qu'ils soient ancrés à une certaine distance de la rive, qu'ils soient échoués volontairement ou non, beachés ou amarrés à quai. Mais il est nécessaire de distinguer les arrêts fortuits en cours de navigation ou bien durant une opération et les séjours dans un port ou bien à un poste fluvial.

Dans ce dernier cas *l'ennemi a tout loisir de préparer ses attaques de longue main. Il agit le plus souvent par nageurs de combat ou mines dérivantes, ou par harcèlement d'artillerie, ou encore par raids de commandos.*

Inversement la protection peut être étudiée en détail et réalisée par des dispositifs statiques encombrants et coûteux, mais puissants. Une des berges est, par définition, sous notre complet contrôle et la berge opposée est généralement couverte par des éléments amis. [81]

La parade contre les attaques par nageurs de combat ou mines flottantes [82] a été recherchée par des filets disposés en oblique et en amont par rapport au sens du courant et en tenant compte le cas échéant, du fait que ce courant pouvait changer en fonction de la marée.

La veille et la garde devaient être l'objet d'un souci constant et l'on a pratiqué aussi le tir systématique sur tous les objets dérivants, les patrouilles d'engins, les grenadages préventifs, et enfin l'éclairage du plan d'eau. [82b]

Tous ces procédés sont valables, mais ils sont insuffisants et le capitaine de vaisseau, commandant les forces fluviales d'Indochine Sud, déplorait en 1954 que l'on n'ait pas étudié d'autres parades à l'action des nageurs de combat :

— des munitions spéciales, ne ricochant pas,

— des sondeurs horizontaux,

— des barrages électriques, dérivés du principe de la pêche électrique [83].

La protection contre les harcèlements d'artillerie est un problème de contre batterie. Quand cette dernière est inefficace, l'existence du mouillage peut être définitivement compromise : c'est ainsi que *au début de 1954 le harcèlement par mortiers des engins stationnés à Sept Pagodes a fini par rendre cette position intenable et la 1re Dinassaut a du être repliée sur Linh Khe puis sur Haiphong* [84].

Par contre la protection contre les raids de commandos est un cas particulier de la sécurité des points sensibles et il ne faut pas négliger l'organisation défensive des postes fluviaux, comme ce fut souvent le cas.

Dans le cas des mouillages occasionnels, il est rare que l'adversaire ait le loisir de préparer longuement ses attaques, et l'emploi des nageurs de combat ou mines dérivantes est généralement moins à craindre. L'ennemi intervient surtout par des harcèlements d'armes automatiques, de pièces d'artillerie légère ou de mortiers, mis discrètement en position et pointés avant la nuit.

La défense ne peut reposer sur des dispositifs statiques, à base d'obstruction [85]. *Elle comporte, outre les précautions habituelles (surveillance renforcée, maintien des équipages au poste de veille, etc.) un masquage absolu des feux, et autant que possible des changements de mouillage au cours de la nuit, pour déjouer les mises en batterie préalables.*

Le plan d'eau est patrouillé par petits engins. Les liaisons entre bâtiments hors de vue sont l'objet d'un soin particulier, notamment pour les dispositifs de « bouclage », ou les éléments mineurs isolés risquent l'anéantissement avant d'être soutenus.

Si l'on est amené à rester beaché en zone hostile, il va de soi que le front du beaching doit être couvert par un élément débarqué ou au moins par des « sonnettes ». Mais une telle solution est toujours hasardeuse de nuit et le mouillage en pleine rivière est généralement préférable.

Dans ce cas il n'y a pas intérêt à maintenir sur les berges des éléments amis, qui donnent une sécurité illusoire, entravant la liberté des tirs de riposte, provoquent des risques de méprise et imposent des servitudes de rembarquement en cas d'appareillage inopiné. [86]

Quoiqu'il en soit et malgré quelques succès l'ennemi n'a pas exploité à fond les possibilités d'attaquer nos bâtiments au mouillage et en particulier il n'a jamais utilisé son artillerie de moyen calibre, dont les coups eussent été mortels pour nos engins.

Il convient donc de retenir qu'un adversaire, plus averti des servitudes des navires, pourrait user de moyens comparables à ceux que possédait le Viêt-minh à la fin de la guerre, pour nous interdire la pratique des mouillages en dehors des zones fortement tenues par un dispositif terrestre.

Les actions amphibies côtières – La rareté de nos opérations en zone contrôlée par le Viêt-minh fit que les actions amphibies sur les 2 400 kilomètres de côtes indochinoises furent rares. Elles se limitèrent jusqu'en 1952 à des raids et aux actions des bâtiments de la surveillance maritime menées avec leurs moyens propres pour détruire à terre la batellerie et les dépôts accessibles.

Toutefois l'intérêt de tels débarquements et leur technique avaient été nettement dégagés dans un opuscule paru en avril 1951 [87].

En Annam, comme sur les côtes du Cambodge, de larges portions de côtes sont pratiquement inaccessibles par voie de terre et des opérations amphibies s'imposent parfois pour y porter la troupe, soit en vue d'une occupation par

surprise de la région, soit pour y effectuer un coup de main sur des installations rebelles.

Ces opérations côtières qui comportent un transport, puis un débarquement par surprise ou de vive force peuvent être effectuées avec ou sans le concours de la marine.

Si l'opération est importante (participation de gros effectifs, nécessité d'un transport rapide), il est nécessaire de faire appel à la marine qui utilisera soit ses gros engins de débarquement : LCI, LCT ou LST, soit des avisos ou des dragueurs.

Il sera assez rare de pouvoir débarquer directement des bâtiments de transport sur la terre ferme, en raison de l'existence de hauts fonds, ou de rochers. Un transbordement de personnel et de matériel s'impose en général.

Ce transbordement s'effectue :

— Soit sur des jonques ou sampans que le bateau de guerre aura remorqués,

— Soit sur les embarcations du bord, canots à moteur, youyous, ou sur bateaux M.2 du génie, amenés à bord des bâtiments,

— Soit enfin, dans les opérations d'envergure, sur les engins spéciaux de débarquement.

Ce transbordement est d'ailleurs, par mer agitée, une opération souvent délicate. Certains de nos éléments (nord-africains, montagnards indochinois) y montrent une maladresse naturelle et une appréhension susceptible d'amener des accidents.

Si l'opération ne justifie pas le concours de la marine, l'acheminement des troupes s'effectue par des moyens des secteurs, ou réquisitionnés. [88]

L'effectif embarqué est dans ce cas assez faible et ne comporte que des éléments d'infanterie. Les ordres sont donnés avant le départ et chacun a sa mission au moment du débarquement : progression, appui de feu, etc.

Enfin, dans le cadre de la surveillance maritime exercée par la marine sur les côtes du littoral indochinois en vue de contrôler la navigation, d'intercepter les mouvements de bandes rebelles par mer ainsi que la contrebande d'armes, la fouille des îles et l'exécution de débarquements

inopinés sur les parties du littoral non accessibles par voie de terre, le montage d'embuscades pour couper la retraite à des bandes Viêt-minh pourchassées, constituent autant de véritables petites opérations amphibies.

Ces actions reviennent généralement aux commandos Marins embarqués, aux éléments de surveillance maritime, parfois renforcés d'unités à terre, et sont dirigés par le chef Maritime responsable du secteur de surveillance.

La fréquence de ces raids et leur importance tendaient à croître au fur et à mesure que le potentiel V.M. s'accrût et que les côtes offrirent des objectifs plus intéressants. Par ailleurs le trafic maritime de l'ennemi diminua et nous fûmes conduits à chercher sur la terre ferme les marchandises et les jonques.

L'enseignement général à tirer de ces coups de main, indépendamment des modifications progressives qui ont été apportées à la constitution (bâtiments et troupes) des forces d'exécution à mesure que la côte était mieux défendue, est essentiellement le suivant :

La tactique du « coup de poing », tactique classique du commando est toujours plus payante que la tactique dite du « bouclage », le filet ne se refermant dans la plupart des cas que sur d'innocentes populations qui sont alors pratiquement les seules à faire les frais de l'opération. [89]

À partir de 1952 des opérations plus importantes furent entreprises, malgré l'insuffisance de nos moyens maritimes. Car, si nous disposions du tonnage permettant de transporter des effectifs nombreux, le problème de la mise à terre était mal résolu.

Les LST ne pouvaient pas normalement beacher en première vague et d'ailleurs les points du littoral indochinois autorisant cet accostage étaient rares.

Il fallait donc user des petits engins tels que les LCM et LCVP qui devaient être amenés sur place. Or le *Foudre* qui est le seul bâtiment que nous possédions pour des transports de ce genre est entrée en service en juillet 1953 seulement [90].

Nos actions amphibies des deux dernières années de guerre eurent donc une envergure limitée, tout en offrant la double caractéristique :

— De s'effectuer toujours sur côte non défendue ou très peu défendue,

— D'être presque toujours conjuguées avec une manœuvre par voie de terre. La synchronisation de ces deux actions venant d'ailleurs augmenter sérieusement les difficultés.

Aucune de ces opérations ne fut un échec, mais toutes donnèrent plus ou moins de mécomptes sur le plan de l'organisation et sur celui de l'exécution.

Dès 1952 l'amiral commandant la division Navale d'Extrême-Orient avait souligné un défaut de coordination [91] : *Ces débarquements avaient le caractère d'une « mise en place » des unités transportées par LST. L'heure « H » fixée était l'heure limite de la mise à terre des derniers éléments embarqués, au lieu d'être, conformément à la doctrine officielle et logique des opérations combinées l'heure de la mise à terre des premiers éléments.*

Le résultat fut que les troupes, mises à terre avec le maximum de discrétion, ont dû attendre parfois des heures avant d'amorcer leur progression, afin de respecter l'horaire prévu.

On peut se demander dans ces conditions ce qu'il a pu subsister de l'effet de surprise auquel le commandant de l'opération attachait une telle importance.

Le général commandant en chef précisa en janvier 1953 comment devraient être montées à l'avenir les actions amphibies :

Une opération combinée exige, entre les trois armées une étroite collaboration, qui doit se manifester aussi bien dans l'élaboration du plan que dans la préparation et l'exécution de l'opération.

Des réunions préalables, destinées à établir le plan d'opération, doivent rassembler autour du commandant de l'Opération, des représentants qualifiés de la marine et de l'armée de l'Air ainsi que ceux des troupes aéroportées, si un parachutage d'unité est prévu.

Des ajustements devront être acceptés pour concilier les besoins de la manœuvre à terre et les possibilités techniques des autres armées.

L'importance des troupes à débarquer, l'horaire de la phase amphibie, le choix des plages ne peuvent être fixés qu'après entente avec la marine, en tenant compte des moyens disponibles (nombre et nature des navires et chalands), des conditions météorologiques et hydrographiques.

Un report éventuel de la date de déclenchement de l'opération et une réduction de la phase amphibie doivent être envisagés, tout spécialement en période de météorologie instable ; il doit être également prévu une variante « retour par voie de terre » des éléments débarqués, au cas où le mauvais temps interdirait tout rembarquement.

En outre il convient de prévoir dans de telles conditions, une action ennemie contre les troupes et les embarcations lors de la mise à terre ; la phase amphibie ne doit pas être considérée comme un simple transport.

Cette directive ne fut pas toutefois appliquée totalement et durant les années 1953 et 1954 on a pu constater à nouveau des erreurs de conception et de coordination.

Dans le domaine de l'exécution les défauts constatés étaient dus, par contre, au manque d'instruction des exécutants ainsi qu'à la nature des embarcations employées.

Les personnels de certains navires et chalands n'ont aucun entraînement aux opérations maritimes de débarquement.

Les LCT et LCM utilisés étaient des engins fluviaux, c'est-à-dire qu'ils avaient subi des modifications (blindage, toit) qui, en diminuant leur maniabilité et leur capacité de chargement, ou en gênant le transbordement, les rendent impropres à leur mission primitive, les débarquements côtiers.

Les LCVP étaient en nombre insuffisant pour permettre le débarquement simultané et rapide des trois LST qui, de leur côté n'avaient parfois pas assez de filets de transbordement.

Le principal obstacle à l'exécution rapide des débarquements fut le manque d'entraînement des troupes, en grande majorité incapables de descendre tout harnachées le long des filets de transbordement, qu'elles doivent utiliser, les rampes étant en principe réservées pour la sortie des engins. [92]

Ce dernier défaut fut toutefois corrigé par la création du Centre d'instruction amphibie de Cam Ranh en décembre 1953, où furent entraînés un groupement mobile et un groupement amphibie qui étaient appelés à participer à la première phase de l'opération *Atlante*.

Le débarquement de Qui Nhon était en effet *monté pour pouvoir affronter dans un assaut de vive force la résistance organisée d'un régiment régulier appuyé par des formations régionales. Mais comme pour les opérations précédentes, nous trouvâmes une côte non défendue. Toutefois : la sûreté d'exécution d'unités dont les principales avaient subi l'entraînement du CEAC prouvaient l'efficacité de cet organisme.* [93]

Les hostilités se sont achevées sans que les actions amphibies d'envergure envisagées pour l'été 1954 aient été effectuées [94]. Aussi l'on comprend cette opinion exprimée dans un rapport d'ensemble sur la conduite de la guerre navale en Indochine.

L'on ne peut que regretter que la voie de mer dont nous avions le contrôle total et qui sur les côtes intéressées est aisément praticable d'avril en août n'ait pas tenu plus de place dans les plans généraux d'opération [95] sous réserve bien entendu que les mesures de spécialisation et d'entraînement du personnel aient été prises à temps.

Toutefois de telles actions supposaient que nous puissions disposer d'effectifs suffisants pour mener de front la lutte sur les différents territoires et pour ouvrir un nouveau secteur opérationnel. Ces conditions n'étaient malheureusement pas réalisées ; il était dont vain d'attendre des opérations amphibies, la fixation puis la destruction de forces V.M. importantes.

QUATRIÈME PARTIE

ADAPTATION DES ARMÉES ET DES SERVICES

Adapter les procédés de combat et la structure des unités aux conditions du moment est une nécessité constante.

Les opérations d'Indochine n'ont fait que le souligner en démontrant que les unités de type standard, conçues essentiellement pour la guerre européenne convenaient mal pour lutter contre des rebelles, sur un théâtre d'opérations asiatique.

— La *tyrannie du terrain* s'est affirmée, en raison surtout de la pauvreté des routes et de l'étendue des zones de parcours difficile (brousse, forêt, rizière…). Aggravée par un climat pénible, elle a entravé nos mouvements.

Même dans une arme rustique comme l'infanterie, l'inadaptation était sensible et tous les commandants de compagnie pouvaient écrire : *Nous sommes trop lourds, pas assez mobiles et mal adaptés au terrain.* [1]

— La variété des manifestations de l'ennemi, qui allaient de l'attentat individuel à l'engagement de régiments (voire de divisions), nous imposait de constituer nos unités suivant des formules très diverses.

Malgré cette gamme, nous opposions souvent des formations boiteuses à des adversaires insaisissables ou au contraire inébranlables. Aussi tel commandant de compagnie pouvait s'écrier au retour d'une mission contre des Du-Kich : *On ne va pas à la chasse aux papillons avec des pièges à loups.*

— Les considérations politiques limitaient très souvent notre liberté de manœuvre. Il fallait, surtout dans certaines régions, ménager les biens et les populations même si ces dernières étaient acquises à la cause adverse. Cette hypothèque aboutissait souvent à sevrer nos unités des appuis de feux les plus efficaces, mais aussi les plus destructeurs.

Dans ces conditions, l'adaptation fut difficile et chaque arme obtint des résultats inégaux. L'infanterie, par exemple, du souvent se passer de l'appui des chars et de l'artillerie, tout en déplorant que son action *tombe fréquemment dans le vide, devant un ennemi qui s'évanouit* [2]. Dans bien des circonstances l'artillerie *ne voyait pas d'objectif et n'avait pas de renseignement exploitable sur l'ennemi* [3]. Les chars éprouvaient mille difficultés à se déployer. La logistique était lente ; son débit maigre et incertain en bien des circonstances.

Aux formes particulières du combat répondaient nos créations d'unités de type nouveau ou de groupements opérationnels, mais cette solution apportée au problème de l'adaptation ne fut pas suffisante.

En voici quelques exemples :

— Les unités du corps expéditionnaire en 1945 étaient pesantes et peu maniables (9e DIC, division Blindée…). Elles durent aussitôt éclater et il fallut finalement les dissoudre.

— Les groupements mobiles conçus pour être utilisés dans les deltas se révélèrent impropres aux opérations sur les plateaux et en haute région (1953-1954).

— Les bataillons d'infanterie du *type FTEO* créés pour le combat en rizière furent handicapés chaque fois qu'ils furent employés en brousse. Quand ils durent être utilisés à la défense des postes ou d'une base de manœuvre, leur rendement fut diminué.

Par ailleurs :

— Les véhicules lourds, en particulier certains blindés, n'étaient pas adaptés aux terrains d'Indochine.

— Le système d'administration des corps de troupe était encore trop inspiré des règles du temps de paix.

Etc.

Telles sont les critiques relevées dans un grand nombre de rapports.

Par contre, il faut enregistrer la réussite de certaines formules :

— Les Groupements amphibies et les *Dinassauts.*

— Les groupements mobiles, pour toutes les formes du combat dans les deltas.

— Les commandos autochtones.

— Les détachements opérationnels, constitués à la demande. [4]

— Les bataillons légers vietnamiens (TDKQ), dont le principe était bon, mais dont l'emploi ne fut pas toujours judicieux et dont l'instruction resta insuffisante.

Que ce soit dans le cadre de formations interarmes ou dans les diverses unités de chaque arme, des procédés ont été essayés, des modifications successives sont intervenues. À la lumière d'une expérience de plusieurs années on peut tenter de porter sur eux un premier jugement.

CHAPITRE I

MISE ET MAINTIEN EN CONDITION DES UNITÉS

Un trait essentiel de la guerre d'Indochine a été l'usure chronique des unités, malgré le jeu des relèves individuelles.

Car le renouvellement des personnels ne permit jamais de résister à l'érosion incessante que subissaient les formations de toutes Armes du fait de la forme harassante des opérations, de l'absence de toute trêve et de la crise quasi permanente des effectifs.

Plus que toute autre, l'infanterie a subi ces maux et bien des compagnies répondaient à la description qu'un lieutenant faisait de son unité au printemps 1954 :

Cette compagnie n'a pas de capitaine. Le commandant de compagnie est un jeune lieutenant. Il n'a qu'un officier sous ses ordres au lieu de deux ; l'adjudant est à l'hôpital, blessé ; un seul des chefs de sections, sergent-chef a son brevet de chef de section complet.

Le cadre sous-officiers est complet en nombre ; les sergents sont en général bons, voire excellents. Les effectifs (175) sont réalisés. Mais en campagne, le lieutenant n'emmène qu'une centaine d'hommes. En effet :

— 5 % de ses effectifs sont en base arrière (comptables, etc.)

— 5 à 10 % de ses effectifs sont composés d'une catégorie de militaires très spéciale à l'Indochine : ce sont les inaptes infanterie et les inaptes opérationnels – déficients physiques pour une raison ou une autre auxquels le commandant de compagnie est prié de réserver des emplois sédentaires. (?)

— 20 à 30 % des effectifs sont absents : hôpitaux, convalescences (20 %).

— stages – permissions, divers… (5 %).

Cette compagnie fait partie d'un bataillon en groupement mobile depuis 4 ans.

Le G.M. a eu 10 jours de repos en avril 1953 ; depuis 9 mois, marches, contre marches, et combats sans interruption. Les effectifs ont été complétés par un renfort de 25 gradés et hommes qui ne connaissent pas l'armement en service, qui n'ont jamais tiré de nuit, ni lancé une grenade.

Mais cette situation est classique, elle n'inquiète que le lieutenant adjoint, arrivé depuis peu, qui n'est pas encore habitué.

De mémoire de gradé (il y en a en 3e séjour), on n'a jamais vu le bataillon à l'instruction, la compagnie est sur les genoux.

Certes une telle description peut s'appliquer à la plupart des unités d'infanterie à la fin d'un conflit, quelles que soient les armées. Car une guerre même victorieuse, s'achève avec une poignée de vétérans et un mélange de récupérés dans les dépôts et de bleus hâtivement dégrossis. Mais cette situation devint malheureusement celle de notre infanterie, dès que les unités arrivées avec le Maréchal Leclerc commencèrent à subir la loi des relèves…

Il importe donc d'analyser les principaux aspects d'une crise qui dura 6 ou 7 années.

Ces remarques sont d'ailleurs valables pour les autres Armes et les Services, à quelques détails près.

La crise de l'effectif et de l'encadrement – Alors que l'Indochine ne se vit pas contester la nécessité d'une large maintenance en matériel et qu'elle fut pourvue peu à peu de réserves en vivres, munitions et rechanges pour une durée de 4 à 6 mois, rien ne fut jamais accordé pour remplacer les hommes qui tombaient et pour assurer la mise au repos des unités qui arrivaient aux limites du surmenage.

La métropole calcula toujours les effectifs du corps expéditionnaire au-dessous des besoins du moment. Elle était donc très loin de consentir un supplément au contingent qu'elle accordait chichement.

De ce fait les commandants en chef successifs se trouvèrent toujours devant un dilemme : ou bien ils se constitueraient une maintenance d'hommes, mais ils devraient renoncer à la mise sur pied des nouveaux bataillons, des nouvelles batteries et des nouveaux escadrons que l'accroissement des forces V.M. exigeait, ou bien ils dépenseraient tout

leur recomplètement humain à lutter contre l'apparition des nouvelles unités adverses et ils vivraient sans aucun volant.

Les exigences de leur mission leur imposèrent tous les illogismes de cette seconde solution durant huit années.

À maintes reprises il leur fallut attendre l'arrivée d'un navire pour reconstituer tel bataillon qui venait de subir des pertes sévères ou bien pour satisfaire au cri d'alarme poussé par tel commandant de territoire ou par tel commandant d'une Arme. Au moment de la bataille de Diên-Biên-Phu il n'existait, par exemple d'autre disponibilité qu'un renfort d'une centaine de légionnaires et de 200 à 300 tirailleurs et Nord-africains, fruit des économies des 1er Bureaux.

La maintenance était en Métropole et la Métropole la gérait en fonction de soucis nationaux et non des besoins indochinois.

On ne saurait donc trop insister sur un enseignement, qui semble pourtant une vérité première : Plus encore qu'en guerre européenne, il faut mener une campagne hors de la Métropole avec un large volant d'hommes et de cadres. Ce volant doit être mis en place et régulièrement entretenu dans plusieurs dépôts, où les arrivants compléteront leur instruction tout en s'acclimatant au pays.

Il n'est certainement pas exagéré d'estimer à 10 % au moins de l'effectif total du corps expéditionnaire le volume de cette réserve, dont l'absence a déterminé tous les maux dont les corps de troupe ont souffert.

Comme l'administration était restée celle du temps de paix et que la formule des régiments était l'exception, chaque bataillon (ou unité de même rang) devait laisser environ 1/10e de son personnel à sa base arrière pour assurer ses besoins matériels, et pour utiliser les convalescents ou les inaptes à faire campagne.

Le reste de l'effectif subissait les effets des pertes, car les absents n'étaient pas remplacés et les recomplètements n'intervenaient généralement qu'au moment où le nombre des combattants tombait au-dessous des 2/3 des chiffres théoriques.

La situation de l'encadrement n'était pas meilleure.

Dans l'infanterie, au moment où commençait la dernière année de guerre la moitié au moins des officiers subalternes et des sous-officiers étaient en 2e séjour et ressentaient durement les effets d'une fatigue physique et morale.

En outre l'infanterie avait dû se compléter pour un tiers environ par des cadres qui n'étaient plus en mesure de remplir convenablement leur tâche, soit qu'on ait fait appel à des réservistes ou à des gradés d'autres Armes, soit qu'on ait utilisé des éléments manifestement trop âgés pour assurer encore un commandement au combat.

Indépendamment de leurs insuffisances physiques, ces officiers et sous-officiers avaient de grosses lacunes dans leurs connaissances tactiques et de nombreux chefs de corps ont pu écrire :

L'importance de l'instruction et de la résistance des cadres d'infanterie n'est plus à démontrer. Il semble que l'infanterie devrait disposer d'une école dans laquelle, au cours de stages appropriés, les officiers destinés à prendre un commandement d'infanterie (capitaines, chef de bataillon, colonels) seraient entraînés et instruits dans les méthodes modernes actuelles de combat.

Par contre les jeunes officiers qui provenaient des autres Armes se sont, dans l'immense majorité, très vite adaptés aux dures exigences du combat d'infanterie.

Après quelques mois de formation dans la rizière, les officiers en substitution d'infanterie de mon bataillon sont devenus de vrais fantassins. Ils avaient mis leur orgueil à faire honneur à leurs armes d'origine et y sont parfaitement parvenus. [5]

Le général Inspecteur de l'ABC, estime de son côté que les cadres de son arme ayant servi dans l'infanterie y ont acquis un enrichissement, mais *qu'il y aurait cependant intérêt à limiter la durée de leur détachement à 12 mois environ.*

Bref toutes ces constatations ne sont pas neuves : qu'il s'agisse d'un théâtre d'opérations colonial ou des champs de bataille européens, l'infanterie subit dans ses hommes et plus encore dans ses gradés une usure infiniment supérieure à celle de toutes les autres Armes.

Il faut donc lui assurer des recomplètements aussi copieux que réguliers. Il faut également prévoir pour chaque chef de section et chaque commandant de compagnie, un à deux remplaçants possibles, qui achèveront leur noviciat dans un centre d'instruction.

Les lacunes de l'instruction – Certes la plupart des unités comptaient durant les dernières années de guerre un pourcentage appréciable de vétérans, qui entamaient ou achevaient un second séjour.

Mais la masse était constituée par des légionnaires ou des tirailleurs ayant seulement quelques mois de service et n'ayant reçu qu'une instruction beaucoup trop sommaire.

Il n'est pas un officier qui n'ait insisté sur les désastreux effets de cette absence de formation. Voici ce qu'écrit notamment un colonel d'infanterie, particulièrement averti des choses de son arme :

… Beaucoup de petites affaires auraient bien tourné… si les Tirailleurs avaient une meilleure instruction…

Les trois lacunes habituelles de l'infanterie française se sont faites sentir à nouveau… : le manque d'entraînement physique, d'aguerrissement, d'aptitude au tir de combat.

L'aguerrissement doit comprendre l'entraînement aux bruits de combat, donc les exercices avec tirs réels… l'entraînement au combat rapproché, qui donnent au combattant le calme et la sûreté de soi.

Le commandant X… insiste sur le tir de nuit : *Dans cette guerre d'Indochine, c'était la nuit, à courte distance, au juger, qu'il fallait savoir tirer. Or jamais mes hommes n'avaient fait de tels tirs en Métropole. Cette lacune ne semble d'autant plus grave que nul ne peut dire que, même en Europe, un adversaire n'attaquerait pas nos points d'appui, avec les procédés qui ont si bien réussi au V.M. ici.*

La dévaluation progressive de l'infanterie se traduisait par le même phénomène qu'au cours des guerres précédentes.

La manœuvre s'alourdissait et les bataillons faisaient de plus en plus appel à l'artillerie et à l'aviation pour régler des incidents que l'infiltration ou le feu des armes légères aurait pu liquider.

L'accroissement des consommations de munitions reflète bien cette part de plus en plus grande faite à l'obus et à la bombe.

Au cours d'un trimestre l'artillerie du Tonkin consommait en 1952, 4 800 tonnes [6] de projectiles et en 1954 elle dépensait 8 900 tonnes pour un nombre de tubes qui n'avait pas augmenté dans les mêmes proportions.

Au Centre Viêtnam même progression, puisqu'on passait de 1 200 tonnes en 1952 à 2 200 en 1954.

De son côté l'infanterie consommait de plus en plus d'obus de mortiers et de grenades :

— Au Tonkin 850 tonnes par trimestre en 1952 [7].

— 1 980 tonnes par trimestre en 1954, pour des effectifs qui n'avaient certes pas doublé.

— Au centre Viêtnam 301 tonnes par trimestre en 1952.

— 1 547 tonnes par trimestre en 1954.

Ces chiffres n'ont évidemment pas une signification absolue, car leur interprétation exigerait de tenir compte de divers autres facteurs, par contre leur sens général est clair : On tirait de plus en plus, mais sans que les effets croissent en proportion.

Dans les autres Armes c'était la formation des spécialistes qui laissait fortement à désirer, notamment dans les transmissions. Aussi fallait-il reprendre sur place leur instruction avant de pouvoir les utiliser. *C'est ainsi que de jeunes soldats débarquant passaient 5 mois au cours de transmission avant d'être affectés dans un corps de troupe, 5 mois de séjour qui n'étaient rentables ni financièrement ni militairement.* [8]

Malgré les impérieux besoins des unités il fut donc nécessaire de créer une série de centres d'instruction pour pallier les déficiences du personnel qui arrivait en Indochine.

Car force était bien de constater que l'augmentation des effectifs du corps expéditionnaire se faisait au détriment de la qualité et qu'on ne pouvait attendre une solution de la Métropole.

D'une façon générale en effet les centres d'instruction pré-coloniaux de France ou d'Afrique n'ont pas donné des résultats notables, soit que

trop peu d'hommes et de gradés y soient passés, soit que les stages y aient été trop courts, soit que leur organisation eut été dans un temps défectueuse.

Il fallut donc former de plus en plus sur place un grand nombre de spécialistes et fabriquer des petits gradés, ne fût-ce que pour donner aux meilleurs combattants les connaissances nécessaires à leur promotion.

Dans l'ensemble on parvint ainsi à satisfaire aux besoins essentiels de toutes les Armes, sauf... l'infanterie. La statistique suivante établie pour l'année 1953 en fait foi :

— 20 % du personnel des transmissions avait suivi un stage dans l'année.

— 19 % du personnel des troupes parachutistes avait suivi un stage dans l'année.

— 14 % du personnel de l'artillerie avait suivi un stage dans l'année.

— 12 % du personnel du génie avait suivi un stage dans l'année.

— 9 % du personnel de l'ABC avait suivi un stage dans l'année.

— 7 % du personnel du train avait suivi un stage dans l'année.

et 6 % seulement du personnel de l'infanterie, parmi lequel se trouvaient fatalement les indispensables chauffeurs et les nécessaires transmetteurs.

Dans un rapport de cette époque on peut d'ailleurs lire :

À l'exception de la préparation au brevet d'arme du 2e degré (et qui n'a intéressé qu'une faible partie des candidats possibles) faite à l'échelon territoire, et des pelotons 1 et 2 de la Légion étrangère, aucune formation sérieuse des cadres d'infanterie n'a pu être entreprise au Tonkin.

Dans les autres territoires, où les unités ont une certaine stabilité, la formation des cadres de l'infanterie est assurée dans des conditions plus satisfaisantes, mais qui doivent cependant être améliorées.

Car les bataillons formant corps étaient trop pauvres pour pouvoir faire fonctionner des pelotons de gradés. Par contre la Légion, pour laquelle la formule régiment n'a jamais été abandonnée, pouvait assurer cette tâche, et ce fait fut l'un des arguments qui conduisirent en 1953 à

revenir petit à petit à la formule du G.M. homogène, ordonné autour d'un régiment d'infanterie.

Rien malheureusement ne pouvait être fait *pour le grenadier voltigeur, le spécialiste le plus rare, le plus précieux, le plus long à former, de toute l'infanterie* [9].

Chaque commandant de bataillon pouvait ajouter son regret de ne pouvoir effectuer l'entraînement et l'instruction en cours d'opérations ou de combat, qui nous étaient prescrits, mais que je n'ai jamais eu le temps et les moyens de mener sérieusement. Et pourtant le bataillon en aurait bien besoin. [10]

Aussi nombre d'officiers d'infanterie ont souhaité l'existence *d'un Centre d'instruction d'armée, où unités et renforts individuels seraient passés à leur arrivée en Indochine, où ils auraient été rapidement mis en condition et adaptés au pays et à la guérilla.*

De tels camps d'instruction auraient été précieux pour une sorte de révision annuelle qui était si nécessaire. [11]

Durant les derniers mois d'opérations, le général en chef s'efforça de résoudre ce problème de la remise à l'instruction par unités constituées. On fit aménager quatre camps prévus chacun pour un Groupe mobile et il fut décidé que les G.M. passeraient par roulement dans l'une de ces *areas* à partir du printemps 1954.

Quand la guerre se termina, une évolution s'était faite dans beaucoup d'esprits. Après avoir déploré les déficiences grandissantes de la formation des hommes et des cadres, mais après avoir affirmé avec non moins de force qu'on ne pouvait à la fois *faire la guerre et faire de l'instruction* la plupart des autorités admettaient qu'il fallait bien revenir aux solutions des guerres précédentes, où des camps d'entraînement fonctionnèrent constamment en arrière du front.

La dépense d'instructeurs et de moyens ne pouvait pas en tous cas constituer une objection rédhibitoire, car 1/400e seulement des effectifs du corps expéditionnaire était absorbée en 1954 par des tâches d'instruction et 1/200e eut été le maximum, si l'on avait ouvert les autres écoles qui auraient été nécessaires.

Les évacuations et l'équipement – Si le corps expéditionnaire a souffert d'une crise permanente d'effectifs, il est parvenu grâce aux efforts du Service de Santé à disputer le maximum d'hommes à la maladie et aux coups du V.M.

Très vite il pût être réalisé une organisation hospitalière parfaite, qui était caractérisée par la concentration à Saïgon des hôpitaux spécialisés et par l'installation de centres de convalescence sur le littoral et à Dalat. Les évacuations furent ensuite considérablement accélérées par l'utilisation de l'avion ; par contre l'apparition tardive de l'hélicoptère rendit longtemps difficile l'acheminement des patients du lieu de la blessure sur les antennes chirurgicales.

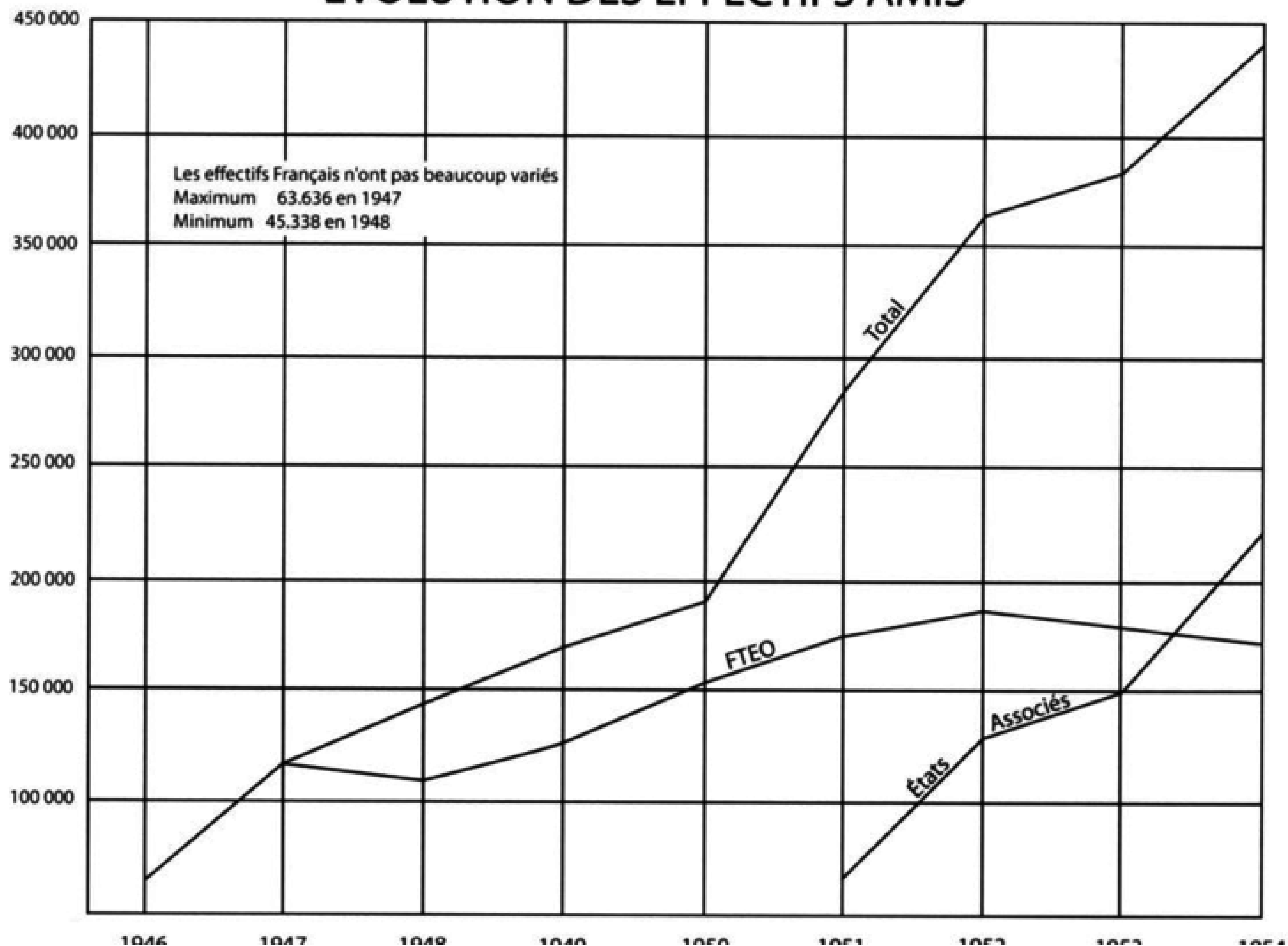
La récupération des blessés n'en a pas moins atteint un taux très élevé.

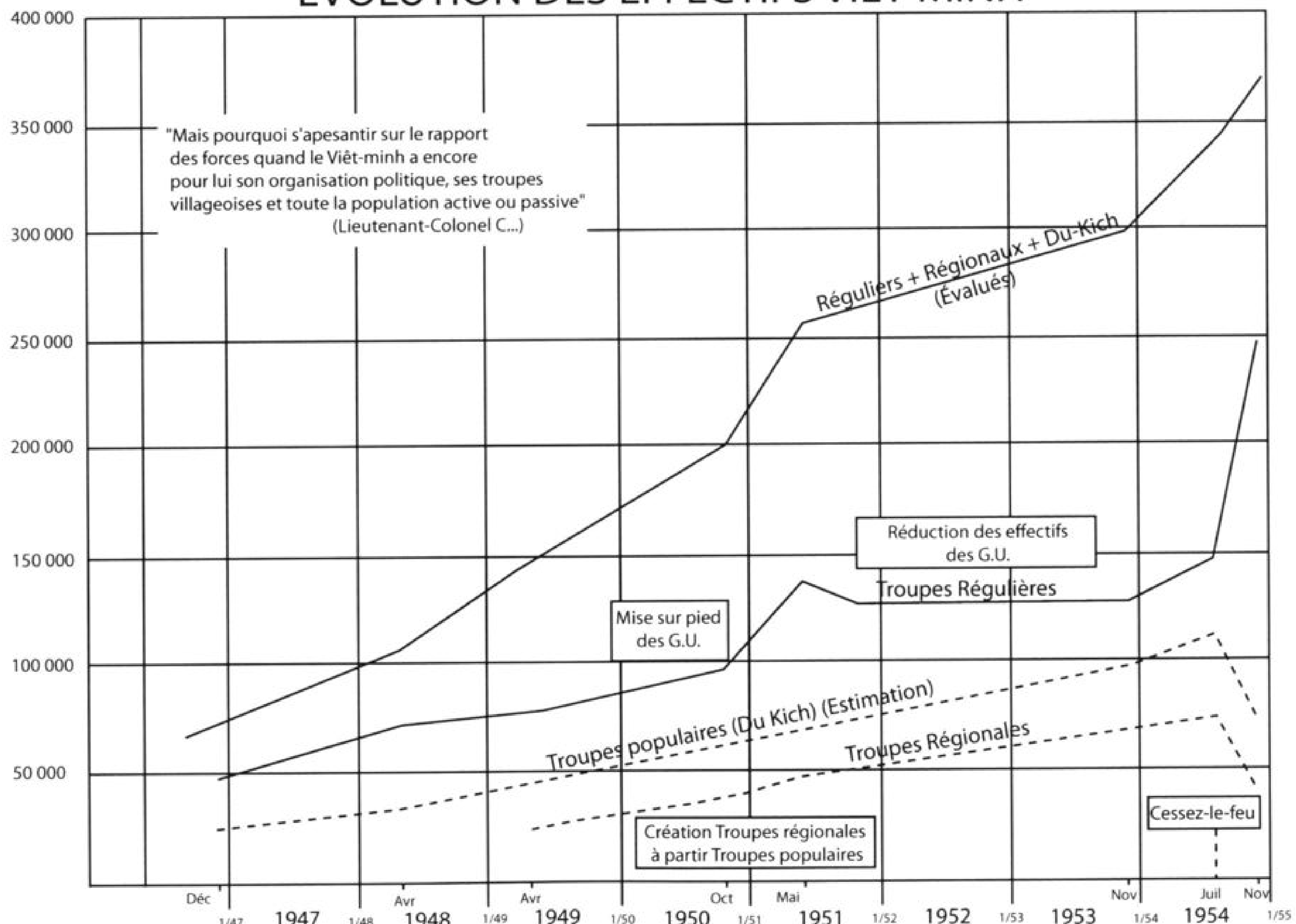
Sur les 45 000 hommes appartenant à des formations d'Union française qui furent blessés de 1946 à la fin des hostilités, 15 000 durent être rapatriés sur la métropole, mais tous les autres (soit environ 65 %) purent être à nouveau réincorporés dans des unités.

En ce qui concerne la lutte contre la maladie, on trouvera des indications plus détaillées au chapitre consacré au Service de Santé, mais il importe de souligner ici les progrès accomplis par rapport aux expéditions coloniales antérieures à 1939.

Au début de la campagne (jusqu'en 1948 environ) le corps expéditionnaire a souffert de la médiocrité, voire de l'insuffisance du ravitaillement et des matériels de dotation.

Par la suite ces problèmes reçurent des solutions satisfaisantes, notamment grâce aux efforts de la Métropole, des U.S.A., et aussi des Services auxquels le lieutenant X… rend hommage en ces termes : *Malgré les difficultés évidentes, ma compagnie mangeait le plus souvent des vivres frais et nous avions souvent de la glace ; dans l'ensemble les vêtements et équipement convenaient. Les services ont beaucoup fait pour nous permettre de supporter la dureté de la campagne.*


ÉVOLUTION DES EFFECTIFS AMIS
450 000
400 000
350 000
300 000
250 000
200 000
150 000
100 000
Les effectifs Français n'ont pas beaucoup variés
Maximum 63.636 en 1947
Minimum 45.338 en 1948
Total
FTEO
États
Associés


ÉVOLUTION DES EFFECTIFS VIÊT-MINH
400 000
350 000
300 000
250 000
200 000
150 000
100 000
50 000
"Mais pourquoi s'apesantir sur le rapport des forces quand le Viêt-minh a encore pour lui son organisation politique, ses troupes villageoises et toute la population active ou passive"
(Lieutenant-Colonel C...)
Réguliers + Régionaux + Du-Kich
(Évalués)
Réduction des effectifs des G.U.
Troupes Régulières
Mise sur pied des G.U.
Troupes populaires (Du Kich) (Estimation)
Troupes Régionales
Création Troupes régionales à partir Troupes populaires
Cessez-le-feu
Déc
1/47
1947
1/48
Avr
1948
1/49
Avr
1949
1/50
Oct
1950
1/51
Mai
1951
1/52
1952
1/53
1953
Nov
1/54
Juil
1954
Nov
1/55

ÉVOLUTION
DES EFFECTIFS VIÊT-MINH
(voir page précédente)

« Mais pourquoi s’appesantir sur le rapport des forces quand le Viêt-minh a encore pour lui son organisation politique, ses troupes villageoises et toute la population active ou passive ? »

(Lieutenant-Colonel C...)

CHAPITRE II

LE GROUPEMENT MOBILE

Le groupement mobile fut l'adaptation à l'Indochine de la formule du groupement tactique.

Il est toutefois utile de noter que le groupement mobile n'a pas constitué toujours l'unité tactique de base. Dans les calculs du commandement, l'évaluation du volume des moyens s'est faite fréquemment en *bataillons* et les deux unités de mesure étaient utilisées simultanément.

Au demeurant :

— Les G.M. n'ont été créés qu'à partir de 1951,

— Ils n'ont pas existé en permanence sur tous les territoires,

— Enfin et surtout ils n'ont absorbé qu'un tiers environ de l'infanterie, les deux autres tiers étant formés par des bataillons mobiles ou des bataillons implantés.

Au début de la campagne, les grandes unités envoyées de la métropole : 9ᵉ DIC, 3ᵉ DIC, 2ᵉ DB… étaient surpuissantes et trop lourdes. Immédiatement les divisions durent éclater, puis les régiments. Les unités tactiques de base devinrent les bataillons d'infanterie, groupes d'artillerie et unités de même rang. Seuls subsistèrent les régiments de Légion étrangère, encore que leurs bataillons aient été la plupart du temps employés isolément.

Mais, bien qu'à cette époque le Viêt-minh n'ait pas encore constitué de puissantes formations, la nécessité pour le commandement de disposer de groupements interarmes n'en existait pas moins. En effet, si certaines opérations pouvaient être conduites par des bataillons isolés, d'autres réclamaient des moyens plus considérables.

De 1946 à 1950 on eut recours à la vieille formule du Maroc : la colonne mobile, baptisée du nom de son chef. Pour chaque opération on désignait donc celui qui la conduisait, on lui *fabriquait* un état-major et on lui donnait un certain nombre d'éléments de toutes armes, en fonction de sa mission [12].

À partir de 1950 – la naissance et l'importance croissante du corps de Bataille V.M. (2 divisions créées en 1950 – 3 autres au début de 1951) la forme même des opérations de guerre en surface qui prenaient parfois l'aspect de *manœuvres tourbillon* dans lesquelles le passage des bataillons d'une autorité sous une autre était d'autant plus fréquent que les voies de communications étaient plus rares, ont amené le commandement à démarquer la formule européenne en créant des groupements interarmes permanents : les groupements mobiles.

L'un deux existait déjà : le groupement mobile Nord-Africain. Quatre autres furent créés par le maréchal de Lattre peu de temps après son arrivée en Indochine pour faire face aux graves menaces qui pesaient sur le delta tonkinois. Le nombre s'accrût et le maximum fut atteint en 1951 : 11 G.M. formés de troupes de l'Union française et 7 G.M. Vietnamiens.

Mais pour faire face à la puissance croissante du Viêt-minh, un retour à la formule divisionnaire était amorcé dès 1954 par réunion de plusieurs groupements mobiles (divisions légères).

Ainsi, la guerre d'Indochine voyait réapparaître l'échelon division qu'elle avait connu à ses débuts. Mais le terme de l'évolution survenait avec un temps de retard par rapport au corps de Bataille V.M.

Organisation du groupement mobile

Le groupement mobile ne différait du groupement tactique européen que par les points suivants :

— Des moyens de commandement plus importants.

— Une structure particulière de son infanterie.

— L'existence d'un groupe d'artillerie organique (et non pas *adapté).*

Les moyens de commandement du G.M. comprenaient un état-major réduit, un détachement de transmissions assez richement doté pour

permettre l'absorption de renforcements importants, enfin une compagnie de commandement et de services comprenant un élément de protection du P.C.

Grâce à l'action directe de son chef, non amortie par un nombreux état-major, à l'emploi de la phonie, à la motorisation complète de la CCS et du groupe d'artillerie, à la possibilité d'absorber des renforcements importants, *le groupement mobile pouvait, en cas de crise, devenir très vite un complexe très puissant, capable de dénouer une situation sérieuse, c'est-à-dire une situation faisant intervenir du côté rebelle des troupes régulières profitant d'un champ d'action préparé par les provinciaux, les régionaux et de nombreux sympathisants* [13].

Son infanterie comprenait trois bataillons le plus souvent d'origine différente : Légion – nord-africains – africains – autochtones. Ces bataillons disposaient d'un train auto réduit.

Un groupe d'artillerie faisait partie organiquement du G.M. Il était entièrement motorisé et comprenait trois batteries de tir à quatre pièces de 105 HM2. Dans certains G.M. ce groupe était remplacé (en raison du manque de tubes et de cadres artilleurs) par une compagnie de mortiers lourds.

Le G.M. recevait très souvent, pour une opération déterminée, d'importants renforcements : bataillons d'infanterie, sous-groupement blindé ou amphibie, commandos, unités du génie, etc.

Le G.M. n'avait pas de services (sauf un embryon de service de santé à la CCS), car il était initialement destiné à combattre dans un quadrillage de services territoriaux. Il devait donc être soutenu par ces derniers ou, dans certains cas (opération *Atlante* par exemple), par une sorte de base d'opérations créée à la demande.

Cette composition, fruit de l'expérience des combats dans le delta, n'a pas soulevé de sérieuses critiques. Seule la structure de l'infanterie a donné lieu à des commentaires passionnés.

Pour les uns, la diversité des bataillons était considérée comme un facteur d'efficacité, car *le panachage d'unités différentes permettait de tirer le maximum de rendement des diverses qualités de troupes d'origines*

différentes[14]. Ces partisans du G.M. hétérogène, affirment donc que *la formule a donné d'excellents résultats (émulation, caractère différent de chaque bataillon permettant une utilisation particulière)*[15].

Cette diversité était sans doute nécessaire à l'époque où la manœuvre restait dans le cadre du G.M. Elle se justifiait difficilement à partir du moment où plusieurs G.M. opérèrent ensemble (groupements opérationnels, divisions légères). La tendance à la fin de la guerre d'Indochine était donc au regroupement des bataillons de même race en un régiment, constituant l'infanterie du G.M. Cette évolution avait de chauds partisans :

Sur le plan tactique, la recherche de la destruction de l'ennemi et de ses bases par les G.M. isolés comprenant des bataillons de plusieurs subdivisions de l'arme est devenue caduque : il y a tout avantage à ce que les G.M. soient homogènes.[16]

Au point de vue moral, la composition du G.M. hétérogène a été une faillite. Tout le monde aime servir sous les ordres d'un colonel qui porte le même écusson que vous et que l'on sent responsable de ses unités sur tous les plans, et pas seulement sur celui de la tactique.[17]

Il faut éviter les mélanges de race. Le G.M. à trois bataillons sous les ordres de son colonel est nettement préférable au panachage pour trois raisons principales : camaraderie de combat plus poussée, liens moraux, gestion des effectifs plus aisés (répartition des renforts, avancement, récompenses). Par contre, un 4e *bataillon d'autochtones intégrés dans un G.M. peut donner d'excellents résultats.*[18]

L'infanterie réclame ses colonels disent plusieurs rapports qui insistent sur le fait que les bataillons d'infanterie sont mieux engagés, mieux dirigés au combat par un fantassin que par des officiers d'autres armes, et qui estiment que seul un fantassin peut *sentir* les besoins et les souffrances de ses troupes.

Efficacité du G.M.

L'efficacité du G.M. employé seul varia évidemment suivant les moyens mis en œuvre par l'adversaire et par conséquent au cours des années de guerre. Tant que les forces Viêt-minh furent engagées par

petites unités, exceptionnellement appuyées par une faible artillerie et irrégulièrement approvisionnées, le G.M. fit merveille.

Tout au plus pouvait-on lui reprocher d'être trop lourd pour certaines actions de contre guérilla, ou lorsqu'il ne trouvait en face de lui que des régionaux ou provinciaux fluides et noyés dans la population des rizières.

Le G.M. travaillant isolément sur un dispositif territorial d'occupation du terrain est, ou trop important pour le résultat à attendre si l'ennemi se disperse et se dérobe, ou insuffisant si l'ennemi accepte le combat et le mène en surface. Somme toute, le G.M. est une formation « manœuvrable » trop facilement par l'ennemi. [19]

À partir de 1953, le G.M. isolé ne suffisait plus dans le delta, il fallait constituer de véritables petites divisions légères comprenant trois groupements mobiles et capables d'assurer leur propre sécurité ou de tenter des manœuvres concentriques en vue d'enlever à l'ennemi la faculté de se disperser.

L'efficacité du G.M. fut également variable suivant le terrain.

L'organisation de mon G.M. lui a permis de se comporter très honorablement dans toutes les opérations auxquelles il a participé dans le delta. Mais il est certain qu'à partir du moment où il dut intervenir au Laos, dans des conditions assez imprévues, cette organisation dut être modifiée à maintes reprises devant les circonstances les plus inattendues. [20]

La formule G.M. ne me paraît pas adaptée aux caractéristiques de terrain et d'ennemi que nous avons rencontrées sur les Plateaux. [21]

En effet, les moyens du G.M. lui permettaient seulement d'obtenir sa pleine efficacité dans les régions présentant un réseau routier suffisant.

Il semble bien que c'est exclusivement en vue de combats au voisinage d'un axe routier qu'a été conçu le G.M. À la route le liaient en effet et inexorablement les quelque cent vingt véhicules organiques dont il disposait, auxquels venaient s'ajouter les moyens nécessaires au transport des unités de renforcement et des impedimenta, qui n'avaient cessé de croître en nombre et en volume.

… Or, sur le théâtre d'opérations indochinois, les communications étaient généralement rares, médiocres, à débit restreint, ne permettant pas le

doublement de colonnes auto. Leurs abords étaient tels que, sauf en de rares régions dégagées, il était difficile de se déployer. En maints endroits elles étaient jalonnées de coupe-gorge parfaitement connus.

Aussi, dans les régions à très faibles densité de route (Plateaux, Moyen-Laos), la motorisation des G.M. devenait-elle la source de nombreuses difficultés.

Le tracé des routes constituait la périphérie d'une surface passée progressivement sous le contrôle V.M. Celui-ci y avait installé un véritable réseau de places logistiques couvertes et reliées entre elles, lui permettant de manœuvrer en position centrale contre les éléments FTEO empruntant exclusivement les routes et y gardant les nœuds de communication avec des marges de rayonnement de plus en plus restreintes.

… Les G.M. pouvaient seulement assurer, avec deux bataillons, une sûreté limitée aux abords immédiats de la route et il ne leur restait rien pour déborder largement les embuscades, en un mot pour manœuvrer. [22]

De plus, les bataillons ne pouvaient eux-mêmes s'écarter de plus de 10 km de part et d'autre de la route, sous peine de perdre l'appui de leurs canons. Du côté adverse, il suffisait aux V.M. de ne pas s'approcher à plus de 10 km de l'axe du G.M. pour être invulnérable à moins que l'infanterie n'accepte de s'engager contre eux sans appui terrestre. [23]

Même dans les régions où le réseau routier était valable on pouvait relever d'autres imperfections.

Un colonel commandant de G.M. résume ainsi les défauts constatés :

— Lourdeur indéniable de la compagnie de commandement et du détachement de transmissions et difficultés pour assurer leur protection immédiate. Dans la pratique, il fut en général constitué : un P.C. avant, aussi réduit que le permettaient les circonstances (comprenant éventuellement des postes radio portés à dos d'hommes) et déchargé au maximum des liaisons avec l'arrière, et un P.C. arrière, groupant tous les moyens non indispensables à l'avant et par conséquent très lourd. La Section de Protection prévue au TED était dans tous les cas très insuffisante pour garder l'ensemble. Elle pouvait suffire à la rigueur dans certaines circonstances pour protéger le P.C. avant.

— Quant au P.C. arrière, il devait pratiquement rechercher sa sécurité rapprochée par un stationnement dans un poste ou à proximité immédiate d'une formation territoriale. C'était là un handicap en ce qui concernait la mobilité du G.M.

— Manque de moyens blindés propres de reconnaissance et de protection.

— Manque d'infanterie, par suite de l'hypothèse permanente d'un bataillon pour garder ou convoyer le groupe d'artillerie, des besoins divers dus à l'insécurité généralisée (escortes, gardes d'itinéraires, etc.). Il ne restait en pratique, dans la majorité des cas, que deux bataillons pouvant agir efficacement. Aucune manœuvre n'était plus alors possible.

— Manque de moyens de transport.

Ce dernier point reste contestable car les bataillons d'infanterie étaient motorisés au 1/3 de leurs moyens ; l'artillerie à 100 % ainsi que la CCS. Il fallait donc trois rotations pour transporter un G.M. non renforcé en moyens de transport. Mais la pauvreté du réseau routier et la nécessité de protéger tous les convois, interdisaient toute affectation supplémentaire de véhicules. En outre, pour obtenir un taux d'emploi convenable il était indispensable de centraliser les moyens automobiles.

En résumé le G.M. compte tenu de certaines imperfections, s'est montré *relativement apte aux opérations dans les zones deltaïques ou découvertes lorsque le réseau routier est suffisamment dense, utilisable, et tenu par une infrastructure territoriale préservant les ouvrages d'art*[24].

Par contre, il s'est montré *inutilisable et même très aventuré dans toutes les régions couvertes et coupées. Les moyens auto étaient alors un handicap*[25].

Deux solutions peuvent donc être envisagées.

Un seul type de G.M. susceptible d'être *gonflé* ou allégé suivant le cas.

— Deux types de G.M., l'un totalement affranchi de la route, l'autre conçu pour les régions pourvues de routes.

Les deux solutions ont leurs partisans :

Le G.M. dit un capitaine d'E.M. de G.M. *doit être susceptible d'évoluer entre deux limites :*

— Celle d'un groupement interarmes puissant,

— Celle d'un groupement d'infanterie comprenant seulement un P.C. mobile disposant de moyens radio portatifs et trois ou mieux quatre bataillons allégés ; ce groupement s'engageant seul, à pied, hors de la couverture de ses canons pour livrer à l'adversaire une pure bataille d'infanterie. [26]

Le G.M. dit encore un colonel commandant de G.M., *doit, dans les régions accidentées et de parcours difficile :*

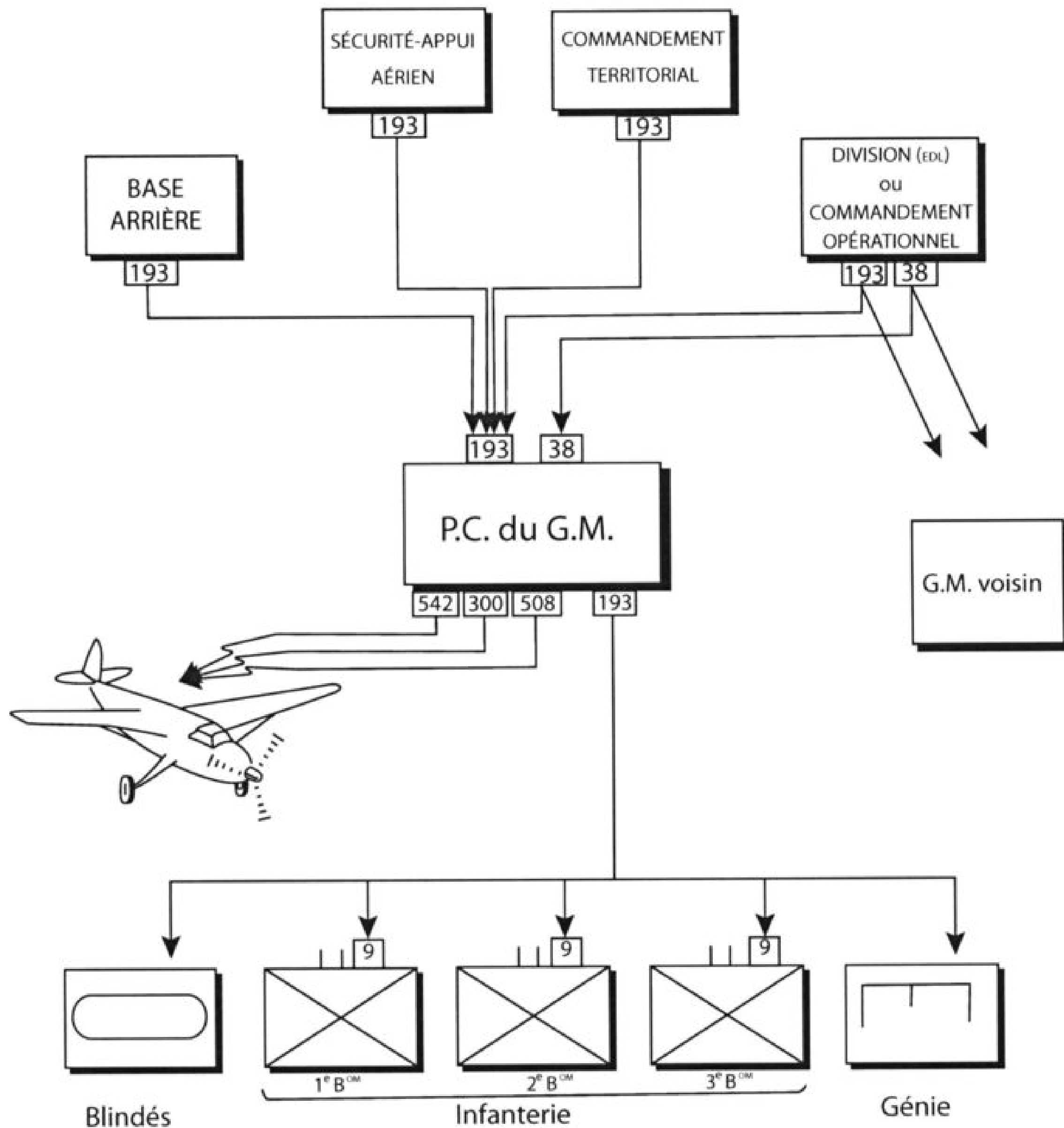
— Renoncer à son artillerie organique, laquelle est placée en « réserve générale »,

— Être réduit à sa seule infanterie, disposant de toute la gamme de ses armes lourdes, mais cependant allégée,

— Disposer de « trains » constitués de porteurs et d'animaux de bât,

— Bénéficier d'un important appui aérien,

TRANSMISSIONS DU G.M.



— Être éclairé par des unités légères autochtones. [27]

Par contre, il apparaît à d'autres qu'il est indispensable de disposer de deux types d'unités de bataille.

D'une part, pour les zones perméables à l'auto, des G.M. renforcés (4 bataillons 1 groupe d'artillerie – 1 escadron blindé – 1 compagnie du génie) et des sous-groupements blindés (1 escadron de chars – 1 bataillon d'infanterie).

D'autre part, pour les zones forestières ou accidentées, des ensembles totalement affranchis de la route (G.M. type brousse ou montagne) qui pourraient comprendre : un état-major et moyens de commandement, quatre bataillons, une ou deux batteries de 75 S.R. [28] *et dont tous les moyens feux et commandement seraient transportables à dos d'homme.*

Les appuis de feux plus puissants et le support logistique seraient essentiellement assurés par un appui aérien riche et surtout décentralisé. Les ravitaillements seraient assurés par parachutages, les évacuations et les mouvements de l'avant vers l'arrière par hélicoptère ou quand le terrain le permet, par avion. [29]- [30]

CHAPITRE III

L'INFANTERIE

Un des enseignements de la guerre d'Indochine et l'un des principaux, écrit le colonel X…, commandant de zone, *est que l'infanterie, dans cette guerre sans front, a une importance toute particulière. Plus que jamais, c'est elle qui mène le combat.*

Il ne saurait donc être question de traiter ci-dessous l'emploi de l'infanterie comme il sera fait pour les autres armes : ce serait vouloir aborder tous les problèmes tactiques.

Aussi s'efforcera-t-on de restituer seulement les traits essentiels et l'organisation de l'infanterie.

Les trois composantes qui font une bonne infanterie ont été confirmées une fois de plus :

— **L'homme** : *instrument essentiel du combat* (colonel B…).

— **La fluidité** : *qualité maîtresse* (capitaine M…).

— **Le nombre** : *condition majeure pour qu'une infanterie soit vivante et active* (chef de bataillon B…).

Malheureusement ces trois atouts ont trop souvent manqué pendant la campagne.

L'homme

L'infanterie représentait en 1953, 52,3 % des effectifs. Mais la même année, ses pertes atteignaient le pourcentage de 65 % par rapport à l'ensemble de celles du corps expéditionnaire et ceci suffit déjà pour démontrer l'effrayant taux d'usure, auquel était soumise cette arme.

Les unités mobiles subissaient d'abord un surmenage incessant : *On ne se reposait jamais. Dès qu'une opération était terminée, il fallait en recommencer une autre, ou plutôt, dès qu'un bataillon avait terminé une opération, on se hâtait de lui en préparer une nouvelle. Le jour, c'était la*

marche exténuante sur les diguettes ou sur les pistes, dans la boue ou dans la brousse. La nuit, il fallait monter la garde, faire des patrouilles, des embuscades.

Ça a duré des années ; en 6 mois, nous ne sommes pas allés une fois à notre base arrière. L'infanterie était usée jusqu'à la corde.

Pour les unités implantées intervenait l'usure morale. *Le poste était l'inaction militaire. Non pas que ses occupants n'y fissent rien, bien au contraire, car les activités étaient multiples et variées. Mais aucun travail positif ne se réalisait : le poste n'empêchait ni les sabotages d'itinéraires, ni les passages V.M. de troupes ou de ravitaillement, ni la mise en place de fortes embuscades. Il servait à « attendre ». Quoi, plus que l'attente, use les nerfs ?* [31]

Les pertes proprement dites étaient dues pour une large part au manque d'instruction. *En métropole, le fantassin recevait une formation rudimentaire et c'était avec cela qu'il devait combattre, car on le jetait dans la bataille dès son arrivé en Indochine. Son instruction se faisait au feu, mais au prix de quelles pertes ! Il était courant de dire : si on passe les 3 premiers mois, on a des chances de s'en sortir.* [32]

En outre la vieillesse de certains cadres était un autre handicap.

Dans un rapport au ministre, le commandant en chef pouvait souligner que les moyennes d'âge des officiers d'infanterie figurant au tour de départ au 1er trimestre 1954 étaient les suivantes : sous-lieutenants = 31 ans ; lieutenants = 35 ans ; capitaine = 38 ; chefs de bataillon = 43, et il pouvait écrire :

Un bataillon d'Union française employé en haute région en décembre 1952 était commandé par un capitaine de 42 ans. La moyenne d'âge des sous-lieutenants était de 36 ans, celle de lieutenants 38. Comment s'étonner que ce bataillon se soit présenté sur le champ de bataille épuisé par 5 jours de marche et qu'il se soit fait bousculer au premier contact ?

La fluidité

Elle était le fait de l'adversaire, mais bien rarement le nôtre : *En face des Viêt-minh, légèrement équipés, habitués à la dure, se déplaçant avec le boudin de riz, traversant les rivières sur des troncs de bananiers, nous avons*

opposé une infanterie peu entraînée, alourdie par ses impedimenta, trop lourdement chargée de vivres et de munitions.

Le lieutenant-colonel X… avait été surnommé Riz – Poissons Secs pendant les années 1949-50-51, car à chaque opération faite sous ses ordres, nous partions dotés de ce qui était devenu son surnom. Il a été un des rares à amener au combat des troupes fraîches et si nous « râlions comme des voleurs » contre le régime culinaire imposé, nous savions apprécier l'allègement apporté par ce mode de ravitaillement.

Par contre, au démarrage de l'opération « Condor », le 13 avril 1954, nous sommes partis avec cinq jours de rations dans le sac (soit près de 15 kilos) et de munitions de réserve. Au bout de la 2e journée de marche, nous avons enterré un caporal et dû évacuer, le lendemain, 25 hommes de troupe qui, sans cela, auraient servi de bornes kilométriques.

Cette lourdeur et partant ce manque de fluidité, il n'est pas un rapport qui ne les déplore. Mais n'est-ce point mettre en cause notre conception même de l'organisation et de l'emploi des forces et… le problème est loin d'être particulier à l'infanterie.

Le nombre

L'infanterie souffrit tout d'abord d'une crise de cadres chronique :

Les mécomptes qu'ont donnés de nombreux bataillons étaient surtout imputables à la faiblesse numérique et parfois qualitative de l'encadrement français. Dans une guerre aussi dure, contre un adversaire qui joignait à un armement moderne une adaptation parfaite du pays, il aurait été nécessaire que nos unités soient solidement encadrées. Il convenait d'avoir par bataillon au moins 18 officiers, et 60 à 80 sous-officiers français présents.

Or, si les effectifs théoriques étaient assez proches de ces chiffres, en réalité, il n'y avait jamais en opérations plus de 10 ou 12 officiers et une quarantaine de sous-officiers. [33]

Mais l'infanterie souffrait également du manque d'hommes. En voici un exemple entre cent :

Les effectifs opérationnels de deux bataillons de mon G.M. étaient de 420 en février 1954, 350 en mars, 450 début avril, 350 le 18 avril ; ils plafonnaient à 575 fin mai… Or, un bataillon qui n'a pas 600 hommes au combat n'est pas

un bataillon.[34] En effet dès que les effectifs d'un bataillon diminuent, la catégorie voltigeurs est atteinte plus qu'aucune autre : pertes au combat, recomplètement dans les autres spécialités, etc. et c'est alors ce cri combien de fois entendu : *Nous manquons de voltigeurs !*

Et pourtant *dans l'offensive, l'infanterie doit en fin de compte mener l'action de choc : le choc, c'est le voltigeur qui est l'élément de sûreté et de contre-attaque*[35].

En bonne règle il eut fallu dissoudre des bataillons dès que leur potentiel s'amenuisait dangereusement. Et la remarque singulièrement juste d'un officier *plus un Bataille est faible, plus il subit de pertes* vient à l'appui d'une opinion unanime : *moins de bataillons, mais de meilleurs bataillons.*

Mais le commandement, talonné par des exigences opérationnelles, procéda très rarement à des dissolutions. Or l'infanterie, usée déjà par les pertes et la fatigue, était encore handicapée par la bigarrure de son recrutement.

Chaque bataillon, en effet, reflétait les caractères raciaux de ses hommes et suivant qu'il était formé de légionnaires, de nord-africains, d'africains ou d'autochtones de telle ou telle contrée, il s'avérait meilleur dans les attitudes offensives, que dans les situations défensives, ou l'inverse.

Les uns étaient solides au feu, mais plus lourds et plus lents que l'adversaire ; les autres atteignaient une certaine légèreté, mais se révélaient instables dans l'action. Les uns abordaient le combat de nuit sans appréhension, les autres éprouvaient une oppression devant les ténèbres. Les uns étaient à l'aise en rizière, les autres préféraient la montagne et la brousse.

La fatigue, enfin, avait des répercussions différentes suivant la race.

De ces divergences aurait résultée une spécialisation tactique des unités en fonction de leurs aptitudes intrinsèques. Mais la multiplicité des formes de guerre et leur extension à la superficie de l'Indochine l'interdisait pratiquement et les bataillons durent rester polyvalents, sous peine de limiter les possibilités de manœuvre du commandement. De là

certains mécomptes aussi bien dans les opérations d'envergure que dans les actions de détail.

Un parallèle avec l'infanterie Viêt-minh achèvera d'illustrer combien notre infanterie était handicapée.

Le bataillon Viêt-minh se recrutait sur le territoire où il combattait. Le nôtre vivait sur des renforts irréguliers quant à leur nombre et à leur date.

Tantôt une arrivée massive de fantassins novices exigeait un rodage de plusieurs semaines ; tantôt les vides n'étaient pas suffisamment comblés.

Tantôt le prochain rapatriement d'une large fraction de l'effectif faisait sentir ses effets (surmenage physique et tendance instinctive à limiter les risques) ; tantôt, enfin, les arrivants provenaient tous d'une même famille ethnique et le dosage désirable entre rameaux d'une même race n'était plus respecté. Certes il s'agissait là d'une faiblesse irrémédiable, parce qu'inhérente à la formule d'un corps expéditionnaire, mais elle avait pour l'infanterie les plus fâcheux effets.

Le bataillon Viêt-minh était intégralement vietnamien alors que nos bataillons ne disposaient pas toujours d'officiers et sous-officiers ayant eu l'occasion de connaître antérieurement leurs hommes. En outre on ne doit pas dissimuler que certains n'ont jamais fait l'effort nécessaire pour s'initier à la psychologie de leur troupe.

Dans ce jeu d'échecs qu'était la guerre d'Indochine, *Ho-Chi-Minh jouait sans cavalier*, a-t-on pu dire.

Grâce aux transports aériens, routiers, maritimes nous disposions de cavaliers. Mais ce n'était pas impunément qu'un bataillon, rompu au combat en rizière passait brusquement à des opérations en forêt dense, en jungle ou en montagne. Cette lente adaptation au terrain dont bénéficiaient les unités Viêt-minh, parce qu'elles le parcouraient à pied et qu'elles avaient ainsi tout le temps de le comprendre, de le juger, ne pouvait être le fait de nos bataillons *balancés* en quelques heures d'une région à une autre pour redresser une situation critique.

À peine avaient-ils observé les changements dans les formes du relief et la densité de la végétation qu'il leur fallait renoncer à l'espoir d'assimiler une tactique différente et ils devaient affronter un combat où la

première faute (celle du chef comme celles des exécutants) ne pardonnait pas.

Enfin, notre bataillon était infiniment plus vulnérable que le bataillon V.M.

Tout d'abord parce que l'adversaire attaquait toujours avec une supériorité numérique locale.

Ensuite parce que nos cadres pénétrés des règles du combat à l'occidentale ne pouvaient renoncer à l'appui de l'artillerie et de l'aviation et se trouvaient désorientés lorsque ces armes faisaient défaut.

C'était d'ailleurs un signe classique d'épuisement que cet appel incessant à l'artillerie pour réduire la moindre résistance. On l'a observé chaque fois que l'infanterie a subi trop de pertes et que son élan s'est usé en trop de combats.

Il en était de même pour la phobie de l'encerclement qui frappait la plupart des bataillons dès qu'ils avaient l'impression d'être *en l'air*.

Il serait injuste toutefois d'oublier que l'esprit offensif était à juste titre freiné par la crainte des mines et des pièges, par l'insuffisance des moyens d'évacuation sanitaire [36] et surtout par le sentiment que l'initiative était rarement dans notre camp.

Le bataillon d'infanterie

Qu'il s'agisse des manœuvres en force dans le cadre d'un groupement mobile, ou de la défense des blockhaus d'un poste ou encore des actions toutes de souplesse de la contre guérilla, le fantassin combattait dans un bataillon de type uniforme [37].

Ce bataillon était caractérisé par :

— La réunion en seule compagnie (la C.C.B.) non seulement des moyens de commandement et d'accompagnement, mais encore de tous les services du bataillon.

— La coexistence de l'ordre quaternaire (quatre compagnies de combat) et de l'ordre ternaire (trois sections de combat à trois groupes de combat identiques dans chaque compagnie) [38].

— Une motorisation partielle.

Une compagnie de supplétifs autochtones lui était souvent adaptée et lui apportait, avec des effectifs supplémentaires, un élément de légèreté et de rusticité.

Ainsi constitué et doté de l'autonomie administrative, le bataillon de type FTEO était allégé par rapport à son homologue en métropole, mais il restait orienté vers les formes classiques de la manœuvre d'infanterie en terrain moyen.

La formule était donc acceptable pour les bataillons mobiles, car elle était adaptée aux conditions particulières du combat en E.O. Par contre, elle perdait toute signification pour les bataillons implantés ; l'articulation des moyens se faisant alors en fonction du nombre de postes à occuper et des armes à servir.

Le bataillon mobile

Valeur de son organisation – La structure de la CCB prêtait le plus à critique :

Tout bataillon en opération a eu sa « base arrière », organisme indispensable, péniblement mis sur pied par ponction sur les unités (la CCB principalement), mais auquel aucun tableau d'effectifs n'a jamais fait allusion. S'aliénant partie de leur encadrement et de leurs moyens de transport au profit de la base, les éléments opérationnels se sont donc trouvés alourdis par voie de conséquence.

Certains pensent donc que, *au lieu de vouloir bloquer dans la seule CCB des éléments opérationnels normalement attirés vers l'avant et des éléments administratifs, par essence sédentaires, il eut mieux valu scinder* a priori *ce complexe en :*

— Une compagnie de commandement opérationnelle.

— Une compagnie des services (ou de base) administrative.

D'autres estiment au contraire que le système de la compagnie unique peut-être maintenu, sous réserve que les bataillons soient déchargés des servitudes de base arrière, grâce à un regroupement des services administratifs d'unités de même nature dans des zones de bases arrière.

Cette formule est particulièrement souhaitable dans le cas où les bataillons appartiennent à un même Régiment et que celui-ci constitue l'ossature d'un G.M. Dans le cas des bataillons isolés, la scission de la CCB en deux unités distinctes paraît préférable.

Par contre l'ordre quaternaire appliqué aux compagnies de combat a rencontré une faveur unanime : *À l'échelon bataillon, l'ordre quaternaire permet d'utiliser trois éléments pour fixer, couvrir et manœuvrer, le quatrième élément étant réservé, soit pour exploiter, soit le cas échéant, pour faire face à une menace inopinée… L'ordre quaternaire s'impose en guerre en surface.*

La compagnie de commandement de bataillon, au combat, manquait de moyens pour assurer la protection du P.C. de bataillon, du DLO et celle des armes lourdes, que la fluidité de l'infanterie Viêt-minh et l'insécurité généralisée rendaient indispensable.

Pour assurer néanmoins cette protection, chaque commandant de bataillon appliquait une solution personnelle.

Dans certains bataillons, *la CCB était intégrée dans le dispositif d'attaque et travaillait sous la protection d'une des compagnies de combat. Mais les armes lourdes se trouvaient ainsi souvent installées dans de mauvaises conditions, à portée des armes légères de l'infanterie adverse et, d'une manière générale, trop près de l'ennemi.*

Dans d'autres *la protection du P.C. et des armes lourdes était à la charge de la Section de Pionniers. Mais cela devint difficile lorsque les Pionniers eurent à servir les canons de 57 SR dont furent dotés les bataillons, sans que les hommes soient rajoutés aux tableaux d'effectifs pour les mettre en œuvre.*

Enfin certains commandants de bataillons constituaient à la CCB *deux sections de combat ayant de multiples missions : défense du* P.C. – *protection des armes d'accompagnement – coups de main – embuscades – garde des prisonniers et des coolies…*

En guerre de surface, le problème de la protection des éléments de commandement et d'accompagnement se pose donc pour l'infanterie comme pour les autres armes. Mais les facilités que possèdent les commandants de bataillon pour *jouer* avec leurs effectifs semblent rendre

inutile la constitution permanente d'une section de combat à la compagnie de commandement, comme le recommandent divers officiers. Ce serait, dans de nombreuses circonstances, mal utiliser les effectifs.

L'armement lourd dont était dotée la CCB comprenait quatre mortiers de 81 mm et quatre canons de 57 sans recul. La totalité de cet armement pouvait rarement être emportée en opérations par suite de la pauvreté des effectifs et des mesures d'allègement qu'il était nécessaire de prendre. Généralement, la CCB conservait 2 mortiers de 81 mm et répartissait les canons de 57 SR dans les compagnies de combat.

La nécessité de conserver groupés à la CCB les mortiers de 81 mm ne prête pas à discussion. Par contre, les avis sont partagés quant à l'opportunité de supprimer ou non les canons de 57 SR à l'échelon bataillon et d'en doter organiquement les compagnies de combat. Il semble toutefois que, si l'on veut conserver à ces dernières leur légèreté, il soit préférable de laisser les 57 SR en dotation à la CCB, leur répartition dans les compagnies se faisant *à la demande.*

Les moyens de transmission dont disposait la CCB étaient suffisants pour assurer les liaisons intérieures et extérieures du bataillon. Une seule lacune mérite d'être notée : la section de mortiers de 81 mm ne pouvait disposer que d'un seul SCR300 (ou ANPRC 10) et on pouvait assurer ses liaisons si ses groupes étaient dispersés sur le terrain, les SCR536 s'étant révélés presqu'inutilisables.

Les moyens autos ne justifient pas d'autres remarques que leur faible rendement dès qu'on devait s'engager à l'écart des routes.

Les compagnies de combat, sur initiative de certains commandants de territoire furent articulées fréquemment en quatre sections de combat.

Cette adoption de l'ordre quaternaire eut généralement la faveur des cadres : *Plus souple, moins lourd, il se prête beaucoup mieux au mouvement, offre de plus grandes possibilités de manœuvre, cette dernière pouvant être plus osée. Il crée une sécurité plus grande.* [39]

Ses avantages et ses inconvénients ont été fort bien exprimés par le lieutenant N… commandant de compagnie.

Une remarque liminaire s'impose : le manque de cadres confirmés dans le commandement des sections exige une organisation en unités légères et faciles à commander. Pour cette raison majeure, la section à deux groupes de combat se justifie, malgré tous les inconvénients qu'elle présente, par ailleurs.

Formée en deux groupes de combat, la section ne manœuvre plus et, en pratique, elle se comporte au combat comme un groupe renforcé, avec deux fusils-mitrailleurs intervenant frontalement. Il suffit au chef d'assurer à ceux-ci une couverture, une protection de voltigeurs ; il n'est point besoin pour ce faire d'un chef de section confirmé : un bon chef de groupe est suffisant.

Il résulte cependant de cela que la manœuvre commence à l'échelon compagnie et que le commandant de compagnie est pratiquement conduit à articuler son unité sur le type binaire en groupant ses sections par deux, sous le commandement d'un officier ou d'un sous-officier confirmé.

Les inconvénients de ces systèmes apparaissent aussitôt : la faiblesse de la section à deux groupes interdit de lui confier une mission qui incomberait normalement à une unité de type ternaire capable de manœuvrer, ou bien elle impose des renforcements temporaires par prélèvement sur une autre section.

Toutefois, la grande souplesse et la légèreté de ce système le rendaient efficace dans les opérations menées dans le delta contre les régionaux V.M. Mais il devenait trop léger dans une affaire de style classique, où l'unité devait rester soudée pour avoir son maximum efficacité et où la section devait être à même d'accomplir une mission de recherche et de maintien du contact, sans autre moyen que les siens propres, en attendant l'arrivée des soutiens.

Il semble donc que la formule quaternaire était valable dans le cas particulier de la guerre du delta, où la présence des régionaux V.M. exigeait légèreté et souplesse, plus que manœuvre et action de force. Elle conviendrait parfaitement à des bataillons légers, mais semblerait à proscrire dans les unités en G.M. qui opèrent plutôt en force.

Les inconvénients de l'ordre quaternaire apparaissent encore plus grands, lorsque les effectifs sont faibles :

Par suite des pertes de toutes sortes, ma compagnie n'a que rarement dépassé en opérations l'effectif de 90, dit un lieutenant commandant de

compagnie.

La section dans le type quaternaire était alors réduite à 2 pièces de fusils-mitrailleurs (soit obligatoirement 10 hommes, par suite de la répartition impérative de l'unité de feu) et une équipe de 5 à 6 voltigeurs, y compris le ou les deux grenadiers V.B. et le porteur du fusil à lunette. La manœuvre de la section n'existait plus, et celle de la compagnie s'alourdissait par l'obligation de fixer au peloton le même objectif restreint.

De ces divers avis on peut donc retenir que l'ordre quaternaire offre seulement des avantages sérieux lorsque l'effectif des sections de combat est maintenu à 30 combattants au minimum.

La Section Lourde (un groupe de mitrailleuses – un groupe de mortiers de 60 mm) était destinée à fournir à chaque compagnie de combat un élément d'appui immédiat. Mais le manque de combattants, les impératifs d'allègement l'ont souvent réduite à une mitrailleuse et un mortier de 60 mm, avec des dotations en munitions très faibles.

Malgré l'intérêt qu'ont trouvé la plupart des commandants de compagnie à disposer de ce minimum, certains pensent que *la répartition* a priori *des mitrailleuses, à raison d'un groupe de 2 par compagnie ne se justifie point : elle alourdit l'unité et enlève au commandant de bataillon un moyen pour faire sentir son action personnelle ; les 8 mitrailleuses doivent être regroupées à la compagnie d'accompagnement, leur emploi à l'échelon bataillon ou leur répartition entre les compagnies se faisant « à la demande ».*

Ceci nous conduit à noter combien l'articulation des moyens *à la demande* était entrée dans les mœurs à tous les échelons, encore qu'elle ait rencontré certains opposants :

De nombreux petits cadres, de vieux chefs de section, restaient férocement attachés à l'idée du groupe indissoluble, du fusil-mitrailleur « âme du groupe », alors que le terrain et surtout la végétation ne permettaient l'usage de cette arme qu'en de rares occasions... De la « hantise » du F.M., il en a résulté parfois une répugnance à l'action individuelle, pourtant rentable dans ces terrains où l'infiltration était reine.

Mais il faut également souligner que l'articulation *à la demande,* telle qu'elle fut définie par le règlement d'infanterie de 1951, tendait à se

scléroser : il était devenu banal de baptiser les groupements temporaires en usant des termes même qui servent à qualifier la manœuvre de l'infanterie, le feu et le choc, tout en donnant par ailleurs une constitution quasi permanente à ces groupements.

L'on vit ainsi apparaître la notion de section comprenant organiquement :

— 1 groupe feu (2 pièces de fusiliers).

— 1 groupe choc (3 équipes de grenadiers-voltigeurs).

— 1 groupe appui (fusils lance-grenades).

ou bien

— 1 groupe feu (2 pièces de fusiliers).

— 2 groupes choc à 2 équipes de grenadiers-voltigeurs chacune.

Divers tableaux d'effectifs officialisaient d'ailleurs le procédé à la fin de la campagne. La section de supplétifs FTEO, par exemple, était formée d'un groupe *feu* et de 2 groupes *choc.*

Certains cadres allaient même plus loin et songeaient à des compagnies constituées par 1 section feu et 2 sections choc, tandis que d'autres préconisaient, à l'image de l'armée soviétique, la création dans chaque bataillon d'une compagnie de pistolets-mitrailleurs pour les actions exigeant une grande légèreté ou la recherche de l'effet de choc.

Enfin, on envisageait couramment le groupement des tireurs d'élite armés de fusils à lunette, celui des tireurs aux fusils lance-grenades, ou encore le groupement au sein du bataillon de tous les mortiers et mitrailleuses.

Ces transformations attestent que la souplesse des formations préconisée par les rédacteurs du règlement de 1951, était entrée dans les mœurs, mais elles traduisent aussi deux tendances très nettes ; tout d'abord l'abandon systématique d'un des trois fusils-mitrailleurs de la section et ensuite une articulation *a priori* de la section en vue des missions les plus usuelles en Extrême-Orient. Si bien que, s'autorisant du droit d'articuler leurs moyens *à la demande,* beaucoup de chefs de sections

adoptaient une solution personnelle, mais qui devenaient une formation *ne varietur.*

Ce retour indirect au conformisme s'expliquait d'ailleurs pour des motifs psychologiques. Car, si la décomposition en élément de choc et en élément de feu à partir des 3 groupes classiques de la section permet évidemment d'obtenir une articulation plus rentable, ce dosage offre le grave inconvénient de rompre les liens affectifs des unités élémentaires au moment où il est le plus nécessaire qu'ils existent, c'est-à-dire au moment du combat à courte distance.

En organisant *a priori* des noyaux de feu et des noyaux de choc, on ne fait que réagir contre cette rupture de la camaraderie du bivouac, en créant un autre coude à coude.

Mieux vaudrait donc sanctionner par de nouveaux tableaux d'effectifs ce que chacun faisait plus ou moins spontanément. La décomposition organique de la section en éléments de feu et éléments de choc ne supprimerait nullement les possibilités de constituer des groupes à *la demande ;* mais les remaniements éventuels s'opéreraient plus favorablement, en combinant groupes *feu* et groupes *choc* pour obtenir des groupes mixtes qu'en réalisant la combinaison inverse.

Le bataillon implanté

Les servitudes de la défense statique exigeaient l'occupation :

— des postes,

— d'organisation couvrant les ensembles sensibles (bases aériennes – bases maritimes – dépôts, etc.).

Il peut sembler étonnant qu'on n'ait jamais mis sur pied pour ces missions une sorte d'infanterie de position, dont certaines unités eussent été les héritières des compagnies d'équipage d'ouvrage, tandis que les autres eussent joué le rôle des compagnies d'intervalle. Les premières auraient été affectées à certains postes pour mettre en œuvre des matériels d'une technicité poussée (tourelles de chars – mortiers lourds – groupes électrogènes d'éclairage des réseaux –, etc.). Les secondes auraient servi l'armement normal et auraient pris à leur compte toutes les sorties

(ouvertures de route, patrouille, embuscades, petites opérations de contrôle en surface, etc.).

Mais cette solution ne fut pas adoptée pour diverses raisons.

Tout d'abord, la grande variété des types de fortification et le volume très différent des garnisons rendaient difficile la constitution de compagnies standard. De plus il aurait fallu remanier les tableaux d'effectifs de l'unité affectée à tel poste ou à tel ensemble sensible lors de chaque transformation survenant dans les installations : création de nouveaux blockhaus, augmentation du nombre des points sensibles, etc.

En outre l'on demandait très fréquemment aux bataillons implantés de sortir des ouvrages pour participer à des opérations de secteur. La constitution d'unités de marche eut été alors plus compliquée.

D'autre part, les mutations périodiques entre bataillons implantés et bataillons mobiles supposaient l'interchangeabilité.

Enfin, l'on avait quelque peu oublié cette formule de l'infanterie de forteresse, qui connut un injuste discrédit après le désastre de 1940.

Il fut créé toutefois un petit nombre d'unités spécialisées pour la défense de certains ensembles sensibles. Par exemple, le bataillon colonial de Saïgon – Cholon à 6 compagnies, le groupement des unités de points sensibles de Haiphong, le 31e BMTS à 5 compagnies, la compagnie du Cap-Saint-Jacques. Mais ces créations furent le fruit d'initiatives locales.

La crise chronique des effectifs dont souffrait l'infanterie fit particulièrement sentir ses effets sur les bataillons implantés.

Les bataillons étaient toujours sous encadrés, malgré l'évidente nécessité de confier le commandement de tous les postes importants à un officier.

Or chaque bataillon devait tout d'abord pourvoir le P.C. du quartier d'au moins 4 officiers, alors que 10 ou 12 seulement étaient disponibles au total.

L'occupation des postes venait ensuite briser les liens organiques des unités et l'on arrivait à des indigences rédhibitoires : trop de postes

n'étaient même pas commandés par un sous-officier supérieur et tous manquaient de petits gradés.

À cette insuffisance quantitative s'ajoutait une insuffisance qualitative : très souvent les moins bons éléments étaient versés dans les unités implantées.

Il ne restait donc que très peu de personnel pour les sorties. Aussi *la pauvreté des troupes implantées dans un sous-secteur ne permettait pas de disposer d'éléments d'intervention suffisants ; la conséquence en était grave : les garnisons des postes ne rayonnaient pas assez* [40] *).*

On soumettait cependant le personnel à des ponctions périodiques, car *pour chaque opération, il était nécessaire de constituer une unité de marche, souvent caractérisée par le manque de cohésion et une faible aptitude à la manœuvre* [41].

Or, et c'est là un enseignement qui était nettement apparu en 1940 dans l'infanterie de forteresse, les unités rivées à des blockhaus subissent une dévaluation inéluctable : *Du fait que les bataillons implantés le restaient généralement en permanence, il en résultait une dévaluation progressive de leur personnel, confiné dans des missions statiques – mortellement routinières.* [42]

Les servitudes multiples des postes entraînaient, sinon une activité, tout au moins une présence constante des effectifs, et, par suite, un « coefficient de fatigue » des personnels au-dessus de la moyenne. Pendant le jour, c'était le désherbage de plusieurs hectares, la remise en état des défenses accessoires, l'entretien d'un armement très nombreux (une arme automatique par homme dans certains P.A.), la participation pour 2/3 de l'effectif aux couvertures et protections de routes, les fouilles de villages, déclenchées aussi bien à l'aube qu'à minuit ou 3 heures de l'après-midi.

La nuit, il y avait les gardes nombreuses et angoissantes, les sonnettes, les embuscades. La tension nerveuse était extrême chez les hommes, mais encore bien plus chez les chefs de postes, qui, tous les soirs, au moment où le poste se refermait sur lui-même, se posaient la question : « mon poste va-t-il être attaqué cette nuit ? [43]

À l'usure physique, s'ajoutait l'usure morale : d'abord parce que le béton ne suscitait pas l'enthousiasme : *Le Béton ! ce seul mot prononcé dans les organismes d'affectation à l'adresse du nouvel arrivant le rendait soucieux et pensif. Les échos de cette vie troglodytique parvenus à ses oreilles avant même son débarquement avaient déjà créés en lui une sorte d'appréhension née de l'idée d'un combat statique.* [44]

Un autre officier écrit : *Le Béton annihile les meilleurs volontés, abrutit les caractères les mieux trempés. Pourquoi faut-il que des corps privilégiés restent* ad vitam aeternam *dans ces cages de ciment armée, alors que d'autres n'auraient pas demandé mieux que de s'y reposer pendant quelques mois.*

Le combat qui consiste à conserver l'intégrité d'une zone sans avoir les moyens d'aller chez l'adversaire est le pire que je connaisse. Voir ses effectifs s'amenuiser dans des embuscades ou des harcèlements de postes, ne pas pouvoir se rendre compte des pertes infligées à l'ennemi, est terrible pour un combattant (lieutenant G… commandant de compagnie).

Du jour où on a construit du béton, on avait beau placarder de belles affiches : « N'attends pas le Viet, Va chercher le Viet… » on créait une obligation de défense qui avait inexorablement le pas sur l'offensive. Toutes les missions des quartiers et des postes commençaient par : « assurer l'intégrité de… » Cela favorisait l'habitude et la paresse intellectuelle, et ce n'a jamais été la variante dans l'ouverture de route, le déplacement de broussailles autour des barbelés qui se soient appelés « Lutte contre la routine ».

Cela aurait pu s'appeler « attente » d'une autre manière, avec ses conséquences déplorables :

— L'attention qui se relâchait, insensiblement, parce qu'il ne se passait rien, jusqu'au jour où le Viet profitait d'une occasion favorable pour déclencher une action brutale,

— L'embourgeoisement de certains gradés,

— Les tentations des centres habités, particulièrement grandes dans le cas des ensembles sensibles. [45]

Tout ceci montre la nécessité absolue des relèves et c'est l'enseignement essentiel de la campagne : lorsque l'occupation et la défense des postes ou ensembles sensibles sont assurées par des unités d'infanterie normale, celles-ci doivent être périodiquement relevées.

La durée de l'implantation ne doit pas excéder quelques mois et la relève doit être impérativement marquée par une remise à l'instruction.

Les unités supplétives

L'existence de forces supplétives est un fait constant. Depuis les *Foederati* des armées Romaines jusqu'aux *Moghaznis* des opérations marocaines, il s'est toujours trouvé des hommes acceptant librement de risquer leur vie, pour une solde réduite et sans espoir de pension pour leur famille, contre la garantie de combattre dans les limites de leur province d'origine et pour peu qu'on les autorise à rendre leur arme au jour de leur choix. Pour peu également qu'ils aient la faculté de retrouver leur femme et leurs enfants entre deux combats.

Une telle formule ne peut évidemment s'appliquer qu'aux périodes où la mobilisation générale et des mesures d'embrigadement totalitaire de la population n'ont pas été décidées sur le territoire considéré.

Dès avant la guerre, les postes implantés dans les districts constituant la zone frontière du Tonkin utilisaient des partisans comme auxiliaires. À partir de 1946-1947, les dévorants besoins en hommes conduisirent à lever des partisans sur tout le territoire de la Péninsule et leur nombre ne cessa de croître : en 1954, les effectifs supplétifs dépassaient 55 000 hommes.

Ces forces auxiliaires évitaient d'affecter nos unités régulières à des missions secondaires et, d'autre part, elles assuraient à nos unités non autochtones l'assistance d'éléments légers, ayant une parfaite connaissance du terrain.

La formule d'organisation qui prévalut fut celle des petites unités : les supplétifs furent groupés en **compagnies de supplétifs militaires (CSM)**, dont chaque territoire pouvait mettre sur pied un certain nombre.

Il était apparu nécessaire de faire gérer toutes les compagnies d'un territoire par une Inspection et ce système a fonctionné convenablement.

L'organisation d'une CSM était simple et les tableaux d'effectifs lui consentaient :

— Un élément de commandement réduit au strict minimum : le commandant de compagnie et 2 radios,

— Quatre sections, comportant chacune 1 groupe feu (un seul fusil-mitrailleur), et 2 groupes de choc.

L'effectif total était de 100 hommes et l'encadrement était assuré théoriquement par 1 officier, 8 sous-officiers, 9 caporaux.

L'armement était constitué principalement par des armes individuelles, car l'unité disposait seulement de quatre fusils-mitrailleurs. Les armes furent longtemps hétéroclites, mais elles tendaient à s'uniformiser à la fin des hostilités.

Ainsi organisée, la CSM était une formation très légère, apte à suppléer la troupe régulière dans certaines missions mais surtout à la compléter. Son rendement maximum était obtenu quand on réalisait l'adaptation d'une CSM à un bataillon, et ce dosage a toujours donné satisfaction.

Mais parfois, d'autres formules ont été expérimentées : *Certaines unités, telles le groupement de supplétifs spéciaux n° 1 de Kien-An, de la valeur d'un bataillon, ont donné entière satisfaction.*

Certains officiers ont préconisé de créer des bataillons légers provinciaux capables de recevoir des missions autonomes et cette suggestion paraît intéressante. Elle s'inspire d'ailleurs de la conception qui a présidé à la mise sur pied des bataillons TDKG[46] de l'armée vietnamienne.

Rendement des unités supplétives

L'emploi des unités supplétives dans des missions statiques (occupation et défense de postes, gardes de points sensibles ou de voies de communication), est à rejeter :

Donner à des formations supplétives la mission de tenir seules des postes apparaît comme une anomalie : les formations supplétives sont peu valables dans l'attente et elles doivent être aidées et renforcées à la première alerte.

Un dispositif en vue d'une résistance sur place ne peut être tenu par elles, car elles sont faiblement armées, peu instruites, pauvrement équipées. Leur recrutement est instable, soumis aux influences extérieures (amis, parents…), sans engagement moral. D'autre part, enfermer les supplétifs seuls dans des postes, avec famille, enfants, etc. C'est créer de petites sociétés civilo-militaires particulièrement vulnérables aux actions de force de l'adversaire et à sa propagande. [47]

Il fallait s'attendre à des conséquences graves si ces unités étaient employées à du gardiennage, à servir de « boy » à certains services, au lieu d'être à la recherche de renseignements ou parfois en faisant toutes les sorties nocturnes dans le cas de sections supplétives stationnées dans des postes de réguliers, sous prétexte de leur légèreté et de leur discrétion par rapport aux autres.

Parfois, l'emploi de petits éléments était préférable ; il ne fallait pas, sous prétexte que l'on avait affaire à une excellente compagnie de supplétifs, lui donner une mission dépassant ses moyens et ses possibilités. [48]

On voit mal, toutefois, à qui l'on pourrait confier l'occupation d'organisation comme les tours de garde si ce n'est aux unités supplétives.

Le rendement des supplétifs fut par contre excellent dans d'autres missions. Le colonel N…, commandant de zone, affirme par exemple :

Les unités supplétives ont donné satisfaction et démontré jusqu'à l'évidence, qu'il était parfaitement possible de créer des outils excellents, pour des dépenses faibles. Leur nombre a été fort réduit, malheureusement, par suite de la défiance de trop d'officiers « réguliers » pour ces formations irrégulières dont l'aspect extérieur et la discipline avaient souvent quelque chose de surprenant pour des militaires européens. Il est très vraisemblable que sur tous les théâtres d'opérations, il sera possible de lever de ces unités autochtones légères.

Un autre officier écrit : *Nos compagnies de supplétifs répondaient parfaitement à l'idée que certains avaient sur la physionomie des combats d'Indochine. Unités légères et très fluides, composées d'hommes connaissant parfaitement la ruse, la tactique ennemie et le terrain, elles rendaient de*

précieux services quoique leur efficacité ait été influencée par l'insuffisance de l'encadrement et de l'instruction. [49]

Cet encadrement était constitué essentiellement par des gradés supplétifs et le nombre des gradés européens était rarement supérieur à 2 ou 3.

Mais quel que fut son grade, le gradé européen était d'office commandant de compagnie, ce qui aboutissait à des situations paradoxales : caporal-chef français ayant sous ses ordres des adjudants supplétifs, ou même sergent français commandant une CSM où se trouvait un lieutenant supplétif.

L'encadrement supplétif, d'autre part, était souvent de qualité médiocre.

Ces unités auraient dû recevoir un encadrement de choix, militairement bien instruit, d'un moral élevé et connaissant les us et coutumes des régions où ils étaient appelés à circuler ; trop souvent l'encadrement des compagnies de supplétifs comprenait des éléments surtout préoccupés de vivre sur le pays et de se procurer des satisfactions matérielles personnelles au lieu de remplir avec désintéressement les missions qui leur étaient confiées. [50]

L'instruction était rudimentaire *le supplétif est souvent devenu un combattant du jour au lendemain et le combat lui a donné son instruction ; mais cela était insuffisant. L'instruction technique doit être très poussée, l'instruction tactique peut être laissée à l'initiative des hommes, qui y apportent leurs qualités innées* [51].

Des améliorations matérielles eussent également été souhaitables : valorisation du statut de supplétif, augmentation de la solde, protection des familles, garantie de pension en cas d'invalidité.

Enfin, mais ce n'est pas là un problème particulier aux supplétifs, l'armement eut pu avantageusement comporter une proportion plus grande de pistolets-mitrailleurs et de fusils lance-grenades.

Sous ces réserves les missions d'élection des supplétifs sont donc fonction de leur légèreté et de leur rusticité, tout en restant essentiellement offensives :

— fouille détaillée d'un village ou d'une zone de résistance qui vient d'être occupée,

— reconnaissance de part et d'autre d'un axe de marche,

— manœuvres de débordement,

— infiltration en terrain difficile.

Dans la même catégorie rentrent des missions en apparence défensive :

— bouclage de nuit entre deux points forts,

— protection indirecte d'un axe de ravitaillement ou d'un convoi,

— embuscades et reconnaissances de nuit.

Enfin, chaque CSM est susceptible de constituer, à l'imitation des unités V.M., un noyau de service de renseignements (10 à 12 hommes choisis). Travaillant avec les éléments locaux (milices d'autodéfense, habitants), ce groupe pourra recueillir des informations particulièrement intéressantes sur le terrain, la population et l'adversaire, à condition d'avoir été soumis à un dressage préalable.

Ainsi employées, les forces supplétives joueraient le rôle d'une infanterie légère, s'irradiant autour des unités régulières, lorsque celles-ci interviennent sur un territoire dont elles connaissent mal les caractéristiques [52].

Les unités de commando

Le terme commando a été l'objet d'un engouement exceptionnel. Non seulement il désignait un style d'action, un esprit, une doctrine, mais il servait encore à dénommer des unités de toutes origines et de toutes structures : commandos parachutistes, commandos mixtes aéroportés, commandos marine, commandos de débarquement, de choc, de plantations… commandos Bergerol, Vandenberghe, Lasserre. Le Service vétérinaire lui-même a usé de cette commode expression pour baptiser l'une de ses créations : les cynocommandos.

Cette prolifération d'unités a déterminé une certaine dévaluation du mot *commando,* mais elle atteste la recherche permanente et obstinée d'une forme d'action plus adaptée à la guerre sans front que celle des unités régulières.

La création de commandos répondait, en effet, à la nécessité de pratiquer le même jeu que l'adversaire. *Nous ne pouvions nous limiter à des actions traditionnelles, reposant sur la puissance, centralisées, au rythme continu, l'infanterie opérant en liaison étroite avec les autres armes et tendant à l'occupation du terrain. Il nous fallait également procéder par actions de choc, de guérilla, reposant sur la surprise, décentralisées, au rythme syncopé, menées par des détachements isolés et tendant non pas à l'occupation du terrain, mais à la destruction de l'adversaire et de son potentiel de guerre.*

Les caractéristiques du théâtre d'opérations répondaient d'ailleurs aux missions devenues classiques des commandos, tout en déterminant une différenciation entre :

— Les actions en territoire effectivement contrôlée par les V.M.

— La localisation de ces territoires fit que ce furent surtout des actions amphibies et parfois aéroportées. (voir chapitre VI)

— Les actions dans les zones où nous disputions au V.M. son emprise sur la population et où nous luttions étroitement imbriquée.

Le rôle des commandos était alors d'apporter une riposte aux coups de main et aux embuscades adverses.

Les missions de la première catégorie étaient réservées à des unités spécialisées : groupement de commandos mixtes aéroportés (devenu GMI en 1953) et troupes aéroportées, en particulier.

Pour les autres, on se contenta initialement d'utiliser le personnel supplétif et divers types de commandos furent ainsi mis sur pied sur chaque territoire.

Mais à partir de 1953, il apparut nécessaire d'opérer une remise en ordre de ces unités souvent disparates et de valeur très inégale. Sous l'étiquette *commandos d'Indochine,* une organisation uniforme fut arrêtée, puis peu à peu réalisée. Elle devait rapidement aboutir à un meilleur rendement, mais on peut déplorer qu'elle ait été trop tardive.

Organisation – L'essentiel du personnel des commandos resta constitué par des autochtones supplétifs, mais ils furent dotés d'un statut nettement valorisé par rapport à celui des supplétifs normaux.

Il s'agissait en effet de mettre fin à l'instabilité des effectifs, hautement préjudiciable au bon rendement d'unités ayant besoin d'une instruction poussée. Les hommes durent donc signer un contrat d'un an, mais en revanche leur situation financière et matérielle fut relevée de façon substantielle.

À l'échelon du commandant en chef, un organe directeur élabora les mesures concernant le statut, l'instruction et la doctrine d'utilisation, tandis que dans chaque territoire un *commandement des commandos* assura l'administration et l'emploi.

Il disposait de :

— 1 groupe de commandement,

— 1 centre administratif déchargeant les unités de tout souci de cet ordre.

— Un certain nombre de commandos normaux et de commandos de choc.

Éventuellement, quelques commandos de débarquement.

En principe, les commandos auraient dû pouvoir assumer toutes les missions qu'évoque leur nom, mais l'expérience avait conduit à les spécialiser dans l'une ou l'autre des activités que la géographie de l'Indochine et la forme des opérations avaient fait apparaître.

1° – Dans les régions semi-contrôlées, des **commandos normaux** étaient mis par le commandant de territoire à la disposition des échelons subordonnés. Ils agissaient en principe à la périphérie des zones dissidentes sur une profondeur allant de quelques kilomètres (au Nord Viêtnam) à plusieurs dizaines de kilomètres dans les pays se prêtant à l'infiltration ou peu peuplée.

Mais ils intervenaient le plus souvent à l'intérieur même des secteurs disputés pour épauler la contre-guérilla que nous nous efforcions de mener.

2° – Les **commandos de choc** constituaient une réserve des commandants de territoire ; ils étaient théoriquement destinés à s'infiltrer plus profondément dans le dispositif adverse pour y porter des coups

brutaux et rapides. Mais on était amené fréquemment à les utiliser pour seconder les commandos normaux.

3° – Sur le réseau fluvial, les Dinassauts utilisaient le concours du **commando de débarquement** [53], affecté à chacune d'elles pour agir sur les rives. Les cadres et la troupe étaient fournis par l'armée de Terre, mais leur emploi relevait uniquement de la marine.

4° – Enfin, pour les raids sur les côtes, l'armée de Mer entretenait les **commandos marine** [54].

Les tableaux d'effectifs n'ont évidemment pas pour les commandos la même signification que pour les troupes régulières.

La constitution de détachements à la demande s'impose avant toute action. Sous cette réserve, voici la constitution que des facilités d'organisation et d'instruction avaient conduit finalement à retenir.

Le commando normal comprenait une section de commandement et 3 sections de combat, comportant chacune un élément de commandement et 2 groupes de combat. L'effectif était sensiblement égal à celui de la compagnie de supplétifs (106 au commando contre 100 à la CSM), mais avec un encadrement très étoffé.

— 1 officier, 4 sous-officiers, 1 caporal radio pour le personnel français.

— 8 sous-officiers et 25 caporaux pour le personnel autochtone.

L'armement ouvrait une grande gamme de possibilités : 47 pistolets-mitrailleurs, 15 carabines U.S., 6 fusils, 20 fusils lance-grenades, 6 fusils semi-automatiques, 6 fusils-mitrailleurs.

Enfin le matériel de transmission permettait une articulation assez satisfaisante : 1 SCR 694 – 4 SCR 300 – 5 SCR 536.

Les *commandos de choc* et les CLA disposaient de moyens sensiblement identiques, mais avec un plus fort pourcentage de cadres français (9 gradés dont 2 officiers).

Rendement des commandos – L'existence même des commandos a fait l'objet de controverses et nombreux sont les cadres qui s'opposent à tout ce qui prend la dénomination de *commando* ou *unités spéciales.* La

prise de position du chef de bataillon X… résume bien les arguments des tenants de cette thèse :

L'engouement du commandement pour les unités dites spéciales n'est pas justifié par les missions qui leur sont confiées : bien souvent elles font un vulgaire métier de compagnie d'infanterie, parfois mieux parce qu'elles sont peut-être supérieurement encadrées et entraînées, parfois plus mal parce qu'elles connaissent mal le pays.

Les unités spéciales présentent en effet, un certain nombre d'inconvénients :

Ou bien elles échappent à l'autorité hiérarchique normale : c'est contraire aux nécessités de la guerre, un seul chef responsable devant assurer l'unité de commandement et de doctrine.

Ou bien elles obéissent à une double hiérarchie, ce qui crée des situations invraisemblables dans les territoires ou les petits chefs « spéciaux » prennent des habitudes d'insubordination incompatibles avec l'état militaire.

Tout l'effort doit porter sur les unités normales.

Si la somme des cadres, des crédits, des moyens d'instruction, si l'élite des unités spéciales étaient affectées à valoriser les unités normales, celles-ci seraient aptes à remplir toutes les missions, y compris les spéciales, et la valeur globale du corps de bataille, de qui dépend en dernier ressort l'issue d'une guerre, s'en trouverait sérieusement améliorée.

Le lieutenant… est plus incisif :

À *proscrire au maximum.*

Un bon combattant bien instruit doit être apte à toutes les missions normales du combattant.

Les missions vraiment spéciales (hommes grenouilles, agents spéciaux) ne sont le fait que d'une petite minorité.

On n'a que trop tendance à vouloir multiplier des unités soi-disant spéciales qui, se prenant pour des élites, refusent par la suite de se plier à l'humble tâche du combattant et ne sont plus que des parasites déguisés.

Comme on le voit, la querelle des commandos a remplacé la querelle des corps francs, sans aboutir pour autant à un accord de compromis, sans

doute parce qu'en Indochine les unités de commandos eurent souvent un rendement décevant et cela de l'aveu même de leurs supporters.

Mais les causes de leurs échecs furent multiples.

Tout d'abord, il y eut souvent mauvaise utilisation des commandos.

Pour diverses raisons (manque d'effectifs, inertie des unités en postes, etc.), les commandants de secteur ont fréquemment détourné les commandos de leur destination pour leur faire ouvrir ou garder des routes et, de nuit, pour des sonnettes de protection de postes ou des embuscades rapprochées qui auraient pu être assurées par les postes eux-mêmes.

Inversement, l'étiquette « commandos de choc » malencontreusement décernée aux commandos de réserve générale, alors que ces unités n'étaient pas mieux instruites que les commandos normaux a, à plusieurs reprises, amené le commandement local à les engager, dans des opérations au-dessus de leur force. Les échecs des Calcaires de Ninh-binh et de la Nam-Mao en novembre 1953, celui de Gian-Khao en janvier 1954, n'ont pas d'autres causes… [55]

On peut objecter : Pourquoi les cadres des commandos ne s'efforçaient-ils pas de solliciter des missions mieux adaptées à leur nature ?

La réponse du capitaine X… apporte une explication d'ordre psychologique :

Souvent les secteurs et sous-secteurs avaient tendance à utiliser les commandos stationnés sur leur territoire comme des compagnies normales ou, au contraire, comme des unités de choc et les réserves faites dans ces conditions par le chef de commando étaient considérées comme marque d'indiscipline.

Il est incontestable qu'une partie de nos cadres ne connaissait pas suffisamment les formes non orthodoxes de la guerre et qu'elle ignorait, par voie de conséquence, les possibilités et les servitudes des unités conçues par les actions clandestines sur les arrières ennemis.

À leur décharge, il faut ajouter aussitôt que la qualité des commandos n'incitait pas à les employer sans discernement [56].

Ils étaient handicapés au départ par leur recrutement supplétif, qui est en contradiction avec la notion d'unités homogènes et instruites :

Un « commando » au sens complet du mot, ne peut être constitué que de troupes régulières, longuement instruites à l'avance et ramenées périodiquement à l'arrière pour y être remises en conditions. Toute autre solution produira une bande, dynamique peut-être, mais avec tous les défauts et la fragilité de la bande.

La solution « supplétifs », si elle était bonne du point de vue financier, ne l'était pas sur le plan emploi rationnel du potentiel humain. Ces unités étaient trop flottantes pour pouvoir être entraînées d'une façon cohérente, même lorsqu'elles avaient l'encadrement suffisant pour le faire. En effet, malgré le contrat spécial d'un an institué par le statut supplétif-commando, rien ne permettait de poursuivre pour désertion les hommes qui décidaient de s'en aller pour les raisons les plus diverses ; la Justice militaire refusait de poursuivre et cela n'a pas tardé à être su. Presque tous les chefs de commandos signalent dans leur rapport que toutes leurs opérations étaient effectuées avec un pourcentage important de recrues non instruites. [57]

En fait, les unités s'entraînaient à la diable entre deux périodes d'opérations et aucun des hommes ne recevait une formation de base, même élémentaire.

D'autre part l'encadrement était non seulement insuffisant sous l'angle quantitatif, comme pour la plupart des unités du corps expéditionnaire, mais il l'était aussi qualitativement :

On ne s'improvise pas cadre commando. Être volontaire parce qu'on est courageux et dynamique ne suffit pas. C'est un métier qui s'apprend et ne peut s'apprendre que dans un Centre spécialisé en France. Trop de nos cadres n'avaient pas effectué de tels stages ou l'avaient fait trop brièvement. [58]

Un effort avait été cependant fait dans ce domaine. Des cours avaient été organisés au centre de Fréjus pour un certain nombre de gradés en instance de départ et quelques petits centres d'entraînement avaient été créés en Indochine, à l'initiative de certains chefs.

Mais ces moyens restèrent insuffisants jusqu'à l'année 1953, où fut installée à Vat-Chay (sur la côte de la baie d'Along) une école pourvue des

installations et des instructeurs désirables [59]. Le problème de l'instruction des cadres pu alors être abordé rationnellement.

L'instruction de la troupe suivit.

Des stages en chaîne permirent de faire passer chaque commando au centre pour une durée de 6 à 8 semaines, durant lesquelles on prenait l'entraînement au B… A… BA.

Les résultats furent excellents mais les nécessités opérationnelles firent qu'à la fin des hostilités une fraction seulement des unités avait bénéficié de cette mise en condition [60].

Enfin, l'action des commandos fut viciée par l'imprécision des renseignements. En de nombreuses circonstances un coup de main prometteur tombait dans le vide, ou, au contraire, échouait parce qu'on se heurtait à des éléments adverses plus importants qu'on ne le soupçonnait.

Recueillir des renseignements était certes une des missions essentielles des commandos, particulièrement des commandos normaux, mais il leur aurait fallu des aptitudes à *vivre* chez le Viêt-minh, à déjouer sa tactique et enfin à se diluer en petites équipes.

Tout cela jurait avec les lacunes de l'encadrement et l'indigence d'instruction, dont souffraient trop de commandos.

La réussite des plus célèbres d'entre eux (commandos Vandenberghe, commando Lasserre) atteste, s'il en était besoin, le rôle majeur du chef et de ses auxiliaires ainsi que l'importance d'une troupe instruite, car ces deux unités comptaient une majorité de V.M. ralliés, dont l'expérience représentait des mois d'école.

La défaveur dont les commandos ont souvent été l'objet provient tout autant de leur insuccès que des ponctions imposées aux autres unités pour les constituer.

Sans leur dénier un intérêt, on doit cependant leur réserver les seules missions qu'une bonne infanterie ne peut assurer et prévoir deux types d'unités.

Les commandos *de choc* assureront des raids profonds et s'efforceront de vivre l'existence des rebelles.

Les commandos *de renseignement* pourront avantageusement recevoir une structure analogue à celle des formations Trinh Sat du V.M. dont ils adopteront les méthodes [61].

Le personnel des commandos de choc peut et même doit comprendre une forte proportion d'européens ; les commandos de renseignements doivent être composés, sauf quelques cadres, de personnel autochtone.

L'encadrement européen des deux types de commandos est nécessaire. L'expérience a prouvé qu'on ne trouve chez l'autochtone que peu de chefs possédant les qualités requises pour de telles missions.

CHAPITRE IV

LES TROUPES AÉROPORTÉES

L'arme aéroportée française fit en Indochine ses premiers pas : seuls les *sticks* du 2e RCP avaient pu participer à certaines opérations aéroportées de la guerre 1939-1945 et c'est en Extrême-Orient que les troupes allaient conquérir leurs lettres de noblesse, que le commandement mettrait à l'épreuve une doctrine d'emploi, et que les techniques s'expérimenteraient.

Pendant 9 ans nos unités aéroportées n'ont cessé de combattre, mais elles n'ont pas cessé également de chercher leur voie et cette recherche s'effectuait dans des conditions exceptionnelles.

D'autre part, cette guerre ne comportait aucun ennemi aérien. La maîtrise du ciel nous était donc garantie et cette condition *sine qua non* pour entreprendre des opérations aéroportées étant acquise, toutes possibilités nous étaient offertes dans la mesure pourtant où les moyens aériens nous le permettraient.

D'autre part cette guerre était une guerre sans front, ce qui plaçait dans une situation paradoxale l'arme aéroportée, destinée essentiellement à *créer l'événement* sur les arrières par la violation des fronts terrestres ou maritimes.

De ce double caractère des opérations allait naître une contradiction entre ce que nos unités parachutistes réalisèrent et ce qu'elles auraient souhaité accomplir.

Croissance des unités aéroportées – *L'Indochine offrait de larges possibilités d'emploi des troupes aéroportées en raison de ses dimensions et du nombre relativement élevé des zones favorables au saut.* [62]

Ces données, le bénéfice retiré de nos premiers largages de parachutistes et aussi l'engouement pour une arme neuve, aux cadres dynamiques et aux capacités prometteuses, ont fait que le commandement

a constamment souhaité la croissance des formations aéroportées et qu'il l'a suscitée dans toute la mesure de ses moyens.

Ce climat favorable explique la rapide progression des unités.

En 1946 nous disposions seulement de quelques centaines de parachutistes, tous fantassins.

En décembre 1950 les effectifs atteignaient 5 684 hommes, mais un an plus tard ils avaient presque doublé (10 639 hommes) et l'on voyait apparaître des formations d'artillerie (deux sections de 75 mm sans recul), du génie et des transmissions.

En 1954 l'apport des armées nationales permettait d'atteindre :

— 6 bataillons de parachutistes au titre du corps expéditionnaire [63].

— 6 bataillons de parachutistes Vietnamiens.

— 1 bataillon de parachutistes Laotiens.

— 1 bataillon de parachutistes Khmers.

— Plus quelques unités des autres armes.

L'adaptation territoriale – À l'origine les compagnies et les bataillons furent engagés soit isolément, soit par groupement ou demi-brigade (demi-brigade coloniale de commandos parachutistes SAS – demi-brigade de marche parachutiste).

Ne s'appuyant sur aucune infrastructure, ne relevant d'aucun commandement spécialisé, ces unités étaient obligées de prélever sur elles-mêmes les éléments nécessaires au fonctionnement de leurs services techniques.

Il s'avéra donc nécessaire de créer au début de 1949 un *commandement des forces aéroportées* [64] qui devait exercer des fonctions analogues à celles des commandements de l'artillerie, de l'ABC, etc. et qui assuma en particulier la mise sur pied d'unités parachutistes dans les armées nationales.

En 1949 on avait également résolu le problème de l'infrastructure, en constituant deux bases aéroportées, l'une à Saïgon (BAPS) l'autre à Hanoï (BAPN).

Équipées pour assurer matériellement les parachutages, ces bases comportaient des éléments de commandement, des formations de ravitaillement par air et les services de pliage et d'entretien des parachutes.

Mais leur caractère permanent fit qu'on y greffa d'autres organismes : les centres d'entraînement au saut, les compagnies d'instruction, les pelotons d'élèves gradés, etc. Leurs effectifs s'enflèrent donc considérablement.

En 1953 le développement pris par les formations parachutistes rendit possible la création d'éléments divisionnaires [65] et de trois groupements aéroportés.

Mais parallèlement à ces mesures, il était apparu nécessaire d'accoler à certains états-majors territoriaux des organes de liaison et d'étude : *Les éléments permanents d'états-majors opérationnels :*

— l'EPEMO Nord à Hanoï.

— l'EPEMO Centre à Tourane.

— l'EPEMO du Laos à Vientiane.

— l'EPEMO Sud à Saïgon.

Leur rôle était de préparer les interventions futures, en recherchant des zones de largage puis en établissant pour chacune d'elles un dossier comprenant toutes indications utiles [66].

Dès qu'une opération était décidée, l'EPEMO en assurait le montage avec les bureaux compétents de l'état-major auquel il était adapté. Le gain de temps et la précision de la préparation étaient évidents.

Les servitudes d'emploi – Si l'Indochine offrait un vaste champ aux opérations aéroportées, ces dernières n'en étaient pas moins entravées par des servitudes de terrain et de climat.

Aux vastes horizons des deltas s'opposaient les régions montagneuses, tant en raison de la rareté des zones de mise à terre que des obstacles que constituaient, pour les évolutions des formations de transport, le relief et les conditions atmosphériques : c'était pourtant dans ces régions que se trouvait le cœur de la puissance Viêt-minh. [67]

Si le climat posait un problème permanent d'entretien des parachutes, il ne s'opposait cependant pas à l'exécution des opérations aéroportées.

La saison sèche était spécialement favorable ; la saison des pluies toutefois, n'était pas une entrave absolue. Mais, comme tout ce qui touche à l'espace aérien, l'emploi des parachutistes était soumis aux impératifs de la météorologie [68]. En particulier, les périodes précédant ou suivant les typhons interdisaient toute opération.

Mais les servitudes les plus graves découlaient de la pauvreté en appareils de transport et de la récupération des parachutes.

Les appareils de transports – En 1951 le commandant en chef exprimait ainsi nos besoins :

L'expérience acquise par les prédécesseurs du Maréchal de LATTRE lui avait montré combien il était vain d'espérer saisir l'adversaire et lui imposer une bataille de destruction tant que l'Aviation de Transport ne serait pas en état de jeter en une seule vague sur les arrières ennemis une masse d'au moins trois bataillons.

Mais un an plus tard le commandant des forces aériennes d'Indochine exprimait ainsi nos difficultés :

Pendant le courant de l'été 1952, le commandement en chef désireux de reprendre l'offensive, avait mis comme condition à l'exécution de toute opération aérienne la possibilité de parachuter trois bataillons, soit environ 2 400 hommes, en une seule vague.

Pour répondre à ce désir, il nous fallait disposer de cent Dakotas, alors que nous n'en avions que cinquante (auxquels s'ajoutaient vingt-deux vieux Junker 52). C'était un énorme problème que de trouver ces cinquante Dakotas, le personnel nécessaire, mécaniciens et pilotes, et le ravitaillement.

Cependant le miracle fut réalisé. La réunion de cent appareils sur le territoire de l'Indochine était effective à la date du 1er novembre…

Mais comme le laissait supposer la bataille de Nghia-Lo, l'aviation de transport du être employée, sous la pression de circonstances du moment, non pour l'offensive, mais pour la défensive.

L'évolution rapide de la situation militaire mit le commandement dans l'obligation d'endiguer immédiatement la menace rebelle grâce à l'opération « Lorraine » ; de s'y opposer et de la fixer ensuite par le réduit de Na-San. L'aviation de transport, en particulier, se vit réclamer une contribution considérable à caractère permanent, hors de proportion avec les possibilités offertes par les groupes et leurs équipes de réparation.

Il devait malheureusement en être ainsi jusqu'à la fin de la guerre, surtout à partir du moment où pesa l'hypothèque de Diên Biên Phu.

Durant cette période, le nombre d'appareils C.47 disponibles passa de 90 en janvier 1954 à une centaine au début d'avril. L'aide américaine, qui nous avait procuré cinq C.119 à partir d'octobre 1953, porta ces derniers à 15 en janvier et février puis à 25 environ pendant les mois de mars et avril.

Mais le nombre d'équipages disponibles était inférieur au nombre d'appareils par suite de la fatigue, de la maladie et des pertes au combat.

Bref nous n'avons jamais eu les véhicules aériens nécessaires pour enlever plus de deux bataillons, tant par suite de l'insuffisance de notre flotte de transport que par suite de toutes les autres servitudes (ravitaillement aérien, évacuations sanitaires, aérotransport d'autres personnels, etc.).

La récupération des parachutes – Pendant très longtemps les troupes aéroportées eurent l'obligation de récupérer tous les parachutes.

Le nombre de ceux-ci étant strictement limité, s'ils n'étaient pas récupérés, les opérations aéroportées seraient vite impossibles, faute de matériel.

Cette récupération incombait à l'unité qui venait de sauter : l'expérience des opérations a fait admettre comme règle que le tiers du personnel parachuté devait être employé pendant la première demi-journée à la protection de la zone de saut et à la récupération du matériel… Tout ordre d'opération aéroportée comportait donc un paragraphe concernant la récupération des parachutes… [69]

Le Viet savait d'ailleurs la valeur que nous attachions à ce matériel et il faisait tout pour le détruire, en y contraignant même les femmes et les enfants. En voici un exemple :

Lors de l'opération parachutée de Nghia Do, au cours de laquelle, le 28 février 1950, le Nième BCCP sauta directement sur les Viets qui donnaient l'assaut à un poste sur le point de succomber, les parachutistes se trouvèrent au corps à corps dès l'arrivée au sol.

Le ramassage des parachutes fut entrepris dès que nous fûmes maîtres du terrain : les 2/3 seulement purent être récupérés. Le reste, soit 150, avait été enlevé ou lacéré à coups de poignard et mis en lambeaux. [70]

Mais une fois les parachutes récupérés, il fallait les évacuer au prix d'un portage harassant : *Après l'opération de Nghia Do, pour évacuer les 350 parachutes qui avaient été retrouvés, il fallut constituer un convoi, qui de poste en poste, fut acheminé à travers la montagne par un itinéraire de près de 200 km jusqu'à Lao Kay où se trouvait un terrain d'aviation.* [71]

On devine combien l'utilisation d'un matériel consommable, ou l'emploi de l'hélicoptère pour assurer les évacuations de parachutes, aurait allégé les servitudes de nos unités : pendant des années, la récupération des parachutes fut le plus lourd handicap qui pesa sur les unités parachutistes.

Cette situation ne devait s'améliorer qu'à la fin du conflit grâce à l'aide américaine et aux fabrications françaises. En 1953, l'ordre pour l'opération *Hirondelle* comportait encore le paragraphe *Parachutes*, mais on pouvait enfin y lire : *les parachutes des unités ayant sauté à Langson seront détruits sur place.*

À Diên Biên Phu nous ne fûmes jamais limités par les disponibilités en parachutes à personnel, par contre les parachutes à matériel de grande portance étaient en nombre juste suffisant.

Bilan des opérations – À la fin des hostilités le commandement des troupes aéroportées portait sur les unités le jugement suivant :

L'esprit n'a guère changé pendant la durée de la campagne. C'est celui du soldat de carrière, volontaire pour ce qu'il croit être le plus difficile, confiant dans ses moyens physiques, prenant volontiers des risques qu'il estime pouvoir dominer grâce à sa valeur personnelle ; c'est « l'esprit para ». Il s'est maintenu jusqu'à la fin. [72]

L'encadrement jeune et vigoureux, excellent dans les premières années, est resté très bon dans l'ensemble. Il subit cependant le vieillissement dû au temps et à un renouvellement insuffisant du personnel comme aussi à l'usure (pertes sensibles causées par le feu, les maladies).

À partir de 1952 on vit arriver ou revenir des cadres plus anciens, très compétents, animés eux aussi par un sens élevé du devoir, mais moins dynamiques que ceux des premières années.

Mais c'est le degré et le niveau de l'instruction surtout qui constitua l'élément variable. Bien que bénéficiant souvent de l'avantage d'arriver en Indochine en bataillons constitués, les unités aéroportées, au fur et à mesure que s'écoulèrent les années, furent trop souvent contraintes d'admettre des combattants qualitativement médiocres et insuffisamment préparés.

Le commandement des troupes aéroportées ne put jamais obtenir que fut accordée une période d'adaptation pour les unités arrivant de la métropole, et celles-ci furent presque toujours engagées dès leur débarquement. Il ne fut jamais possible d'obtenir les délais suffisants et les installations nécessaires pour une reprise en mains des unités et pour leur remise à l'instruction dans des camps appropriés.

Les autochtones levés hâtivement, instruits trop vite, engagés le plus souvent prématurément, n'atteignirent que rarement, et en tout cas au prix de pertes coûteuses, un degré satisfaisant d'instruction. La connaissance des armes, le tir, éléments qui sont à la base de la confiance du soldat en lui-même et en ses camarades, ne purent jamais être poussés à fond faute de temps et aussi, dans les garnisons-citadelles, faute de champs de tir.

Pour les mêmes raisons l'action choc d'homme à homme ne fut jamais suffisamment préparée.

Le manque de temps a également empêché l'étude minutieuse des actions de nuit, et la préparation sérieuse de la manœuvre des petites unités.

Pendant que l'infanterie Viêt-minh progressait au point de devenir, sur son terrain, excellents et redoutable, la nôtre devenait pour les raisons énoncées plus haut, moins efficace. Le complexe de supériorité qui animait au début les parachutistes s'amenuisa au cours des années 1952-1953 pour faire

place à une appréciation plus nuancée de leur propre valeur et de celle de leurs adversaires.

Cette vigoureuse autocritique tend à estomper le fait que nos unités parachutistes, malgré un fléchissement de leur valeur restèrent une excellente infanterie et que la lente dévaluation de nos bataillons terrestres fit des *paras* la meilleure réserve du commandant en chef.

De là provient leur emploi dans toutes les circonstances où le redressement d'une situation, la nécessité d'un effort exceptionnel ou simplement l'espoir d'un succès requéraient la présence d'une troupe alerte et vigoureusement commandée.

Constamment le Haut commandement fut sollicité d'engager les unités parachutistes et il ne pouvait en être autrement parce qu'il était constamment à court d'effectifs et plus encore de combattants entraînés.

Ainsi s'explique le nombre des combats terrestres auxquels participèrent des éléments aéroportés. Ce qui provoquait déjà en 1950 la protestation du commandant des troupes aéroportées :

Le commandement doit veiller, s'il veut conserver à ses unités parachutistes un potentiel indispensable aux opérations aéroportés, à ne pas les user au-dessus d'une certaine limite dans des opérations terrestres où d'autres unités peuvent les remplacer. Ce potentiel doit être conservé pour des opérations payantes qui nécessitent leur emploi et où elles sont indispensables… [73]

Quatre ans plus tard le commandant des troupes aéroportées formulait la même appréciation.

… Il aurait été plus rationnel, en admettant qu'il apparaisse trop coûteux d'entretenir une dizaine de bataillons de parachutistes destinés à être employés pour des missions strictement aéroportées, de diminuer ce chiffre et d'augmenter le nombre des bataillons d'infanterie.

Un commandant de compagnie est plus sévère encore :

Il est aussi illogique de prendre les parachutistes d'une division aéroportée pour leur faire exécuter ici un bouclage, là un renforcement de secteur, ailleurs un ratissage, qu'il est illogique de répartir les chars d'une division blindée entre plusieurs divisions d'infanterie pour l'accompagnement

des bataillons ou de les utiliser comme chars-blockhaus dans des centres de résistance. Avec cette différence, toutefois, qu'il ne vient à l'esprit de personne d'utiliser ainsi les chars de division blindée. [74]

Mais les besoins de la bataille firent que non seulement les parachutistes combattirent souvent comme de simples fantassins, mais que les opérations aéroportées proprement dites furent trop souvent des actions décousues et de petite envergure au lieu d'être des engagements massifs.

Au cours de la campagne, en effet, les parachutistes sautèrent sensiblement 150 fois et l'on a pu classer ces 150 affaires sous quatre rubriques :

— 52 interventions s'apparentèrent à des actions de commandos.

— 63 largages furent effectués pour renforcer ou pour dégager des garnisons.

— 33 largages répondirent à des buts variés, mais furent une simple participation au nettoyage ou au ratissage d'une région, que des colonnes terrestres effectuaient.

— 5 fois seulement les unités furent promues à des actions indépendantes et de grande envergure.

Le chapitre consacré aux actions de commando renferme les enseignements recueillis dans ce domaine et les largages destinés au renforcement [75] ou au dégagement d'un poste [76] ont déjà été évoqués en étudiant le contrôle des axes.

Mais il n'est pas inutile d'évoquer l'opposition doctrinale qui séparait les cadres des unités aéroportées en 1945 et qui longtemps fit l'objet de discussions passionnées.

Fallait-il, à l'image des SAS britanniques, préférer les actions de commandos et demander uniquement aux parachutistes d'opérer par petites fractions et d'effectuer ainsi des raids ou des coups de main ?

Fallait-il, au contraire, agir par formations constituées et, dans le cadre d'opérations combinées, assumer les missions classiques de mainmise sur les points sensibles en attendant la jonction avec les colonnes terrestres ?

La première orientation répondrait au souci de harceler sans cesse l'adversaire et semblait bien convenir à une guerre sans front ; mais la seconde s'adapterait mieux aux manœuvres d'enveloppement que l'on croyait possibles.

En fait les événements devaient départager les défenseurs de l'une ou l'autre thèse.

Pendant les premières années de guerre la pénurie d'avions de transport contraignit fatalement les unités aéroportées à des interventions exigeant de faibles effectifs. Par ailleurs la faiblesse relative du V.M. autorisait les petites actions de commandos [77].

Mais à partir de 1951 le commandement créait le GCMA [78] pour animer la guérilla sur les arrières ennemis [79] et, par ailleurs, la structure même des unités marquait l'abandon des formules commando : En 1946 le bataillon parachutiste à recrutement intégralement français était calqué sur les unités SAS et disposait, par exemple, de 60 à 70 jeeps armées de 3 mitrailleuses, tandis qu'à la fin de la guerre le même bataillon avait une structure voisine de celle des formations d'infanterie normale (ordre quaternaire) et comptait 50 % d'autochtones.

Cette transformation ne rendait pas toutefois les unités impropres à des raids de commando, puisqu'un des derniers engagements de la campagne, et le plus fructueux, fut un puissant coup de main sur des installations logistiques.

L'opération *Hirondelle,* en effet, que les troupes aéroportées classent dans les cinq *opérations d'envergure* parce qu'elle nécessita l'engagement des trois bataillons, présente toutes les caractéristiques d'un raid de commando, mais à l'échelle d'une guerre où le potentiel ennemi avait crû dans de telles proportions qu'on ne pouvait plus attaquer une zone de dépôts sans consentir des effectifs importants.

Hirondelle démontre, par ailleurs, qu'il vaut mieux coiffer un paquet d'objectifs soigneusement reconnus avec plusieurs bataillons qu'affecter une compagnie (voire même une section) au sabotage d'une petite installation, souvent mal localisée.

Les opérations aéroportées et la guerre sans front – Tout ce qui a été dit de la nature des opérations en Indochine, qu'il s'agisse de nos actions de contrôle en surface, de nos pointes offensives en zone contrôlée par le V.M. ou des manœuvres dans les grands vides, suffit à démontrer que l'absence de front et la fluidité de l'ennemi enlevaient tout son sens à l'enveloppement vertical, qui est l'essence même des interventions par la 3e dimension.

Certes il restait la conquête préventive d'un objectif, vers lequel se dirigeaient nos unités terrestres, et trois opérations d'envergure effectuées par nos unités parachutistes n'eurent pas d'autre but.

— *Léa* effectué le 7 octobre 1947 visait à coiffer simultanément les localités de Bac Khan, de Cao Bang et de Cao Din – Cao Moi afin d'ouvrir la route aux forces destinées à permettre notre réimplantation dans la haute région du Tonkin.

— *Lotus* fut déclenché le 14 novembre 1951 pour occuper Hoa Binh, quand nous primes l'offensive en pays muong.

— *Marion* permit d'atteindre d'emblée Phu-Doan le 8 novembre 1952 et fut le prélude à l'opération *Lorraine.*

Mais chaque fois nous vîmes l'ennemi s'évanouir après un bref engagement et la manœuvre aéroportée classique ne reçut jamais un commencement d'exécution ; car ses conditions n'étaient pas réalisées : L'ennemi ne pouvait pas être pressé de front et enveloppé par l'arrière, car il n'y avait aucun front et l'adversaire n'était jamais talonné par des colonnes terrestres au moment où les parachutistes sautaient quelque part derrière lui. N'étant même pas lié par un axe de communication logistique, il avait toutes facilités pour se dérober.

Une quatrième opération d'envergure fut bien effectuée par nos unités aéroportées. Ce fut *Castor,* qui se déroula les 20, 21 et 23 novembre 1953 et nous livra la cuvette de Diên Biên Phu.

Mais cette intervention visait seulement à la rapide création d'une de ces bases aéroterrestres, dont nous avions fait l'élément essentiel de notre manœuvre dans la *guerre des grands vides* [80].

Le but était bien d'attirer l'adversaire et d'entreprendre ainsi sa destruction, mais par l'artifice d'un abcès de fixation. L'action initiale des parachutistes préparait seulement l'aérotransport des troupes de toutes armes.

Elle avait donc une physionomie semblable à celle des trois opérations précédentes : Ce n'était pas un coup direct porté par derrière à l'ennemi.

Aussi l'on comprend la désillusion de nos cadres parachutistes, qui attendirent en vain l'occasion de réaliser la manœuvre idéale pour laquelle l'arme aéroportée fut conçue.

Ce véritable malaise est exprimé nettement dans le rapport sur les opérations des TAPO :

Mettant en œuvre toutes les ressources physiques et morales que permet leur sélection, les parachutistes ont accompli en Indochine, jour après jour pendant neuf ans, dans le labeur, la souffrance et l'héroïsme, une tâche considérable.

Leur regret de n'avoir pu faire mieux, même au prix des plus sanglants sacrifices, leur amertume devant les faibles résultats obtenus après tant d'efforts et de peines, sont tempérés par le sentiment du devoir accompli.

On ne saurait, par contre, s'associer au jugement qui est exprimé dans le même document :

Les opérations aéroportées furent nombreuses, elles ne furent pas toujours judicieusement conçues.

Certaines auraient pu avantageusement être supprimées ou remplacées par des opérations de surface.

Nous savons que l'absence de front rendait illusoire la manœuvre aéroportée dans sa définition classique et l'on peut seulement se demander si les interventions aéroportées pouvaient avoir d'autres formes.

Ce n'était certainement point le cas tant que l'ennemi s'en tint à la guérilla et que sa logistique fut impalpable.

Par contre, à partir du moment où l'aide chinoise s'intensifia et se matérialisa fatalement par des zones de dépôts, des points sensibles et des convois automobiles analogues à ceux des armées européennes, il eut été

possible d'entreprendre des actions comme *Marion* ou *Hirondelle.* C'est l'avis même du commandant des troupes aéroportées.

Des opérations du type de celles de Phu Doan (1952) ou de Lang Son (juillet 1953) auraient pu, semble-t-il, être plus souvent entreprises au moment opportun sur les zones de dépôts et les communications ennemies...

... Les dépôts de Yen Bay, la R.P.41, le nœud de communications de Tranh Son, la région de Nha Nam, Thai Nguyen, pour ne citer que ceux-là, auraient pu constituer à des époques déterminées des objectifs de choix... [81]_ [82]

Certes l'exécution de raids semblables n'eut pas été trop difficile ; mais il faut bien souligner que le retour dans le delta des unités parachutées eut été singulièrement hasardeux...

Le commandement des troupes aéroportées a envisagé, en outre, des actions sur les côtes :

Peut-être faut-il regretter que des opérations telles celles du Cap Falaise en 1949 ou de Qui Nhon en 1953 n'aient pas été plus souvent préparées, puis lancées. Tous les ports de la côte aux mains des Viêt-minh auraient pu être sous la menace permanente d'opérations combinées... [83]

Toutefois ces coups de main n'auraient pu obtenir des résultats immédiats, car le V.M. ne recevait par mer qu'une infime partie de ses ravitaillements. Cependant la destruction systématique de la batellerie aurait porté un coup très dur à la pêche, qui était un élément essentiel de son économie.

Mais ce sont surtout les actions contre les communications ennemies qui retinrent l'attention quand la bataille de Diên Biên Phu s'amorça, car les grandes unités adverses commencèrent à se coaguler en colonnes sur des itinéraires routiers en même temps qu'elles s'alourdissaient d'artillerie et de camions. Elles cessèrent donc d'être invulnérables.

Certes ces divisions n'avaient pas totalement renoncé à leur fluidité coutumière, mais pendant qu'elles affluaient sur Diên Biên Phu leur ravitaillement et leurs véhicules devinrent tributaires d'une route, la R.P. 41.

Aussi le commandement des troupes aéroportées a pu se demander si : *Une opération aéroportée conjuguée avec des actions des commandos et du*

groupement mobile d'Intervention (GMI)[84] *et visant les communications ennemies n'aurait pas été spécialement rentable, en raison de la sensibilité des itinéraires limités en nombre, présentant des points critiques et n'offrant à peu près aucune possibilité de déroutement…*[85]

En réalité, une telle action fut bien envisagée et étudiée. Mais la faiblesse de nos moyens de transport aériens fit renoncer à ce projet et les faits n'ont point permis de juger si cette manœuvre sur les arrières aurait pu obtenir les mêmes résultats qu'en guerre européenne.

Bref la guerre s'est terminée sans que soient vraiment réalisées les conditions d'utiliser les unités aéroportées comme le veut la doctrine européenne.

Ainsi s'explique pourquoi nos formations parachutistes n'ont jamais pu être un atout majeur dans la main du commandement.

Elles ont été, certes, un élément de maintes manœuvres tactiques ; mais elles n'ont pas trouvé matière à s'employer stratégiquement, à la différence de la guerre 1939-1945, car les règles de la stratégie n'étaient plus les mêmes.

Le malaise ressenti par les cadres parachutistes s'explique donc pour des raisons psychologiques et l'on comprend que leur chef ait pu écrire au lendemain de la bataille de Diên Biên Phu.

Dans le domaine de l'emploi, il est une fois de plus prouvé que les unités aéroportées, ultime réserve stratégique du commandement, ne trouvent leur pleine efficacité que dans un engagement massif et en réalisant la surprise.

Les utiliser comme des unités de surface parce qu'elles sont actuellement la meilleure infanterie du corps expéditionnaire constitue un manque à gagner certain.

Mais on ne peut s'empêcher de comparer le désenchantement de troupes ardentes aux désillusions de nos cadres cavaliers après les premiers engagements de 1914 et durant les longs mois de la guerre de tranchées. L'évolution des combats leur entrouvrit cependant l'occasion d'être un peu cavaliers aux derniers jours du conflit et la tactique leur fit seulement une large place en 1939-1940 sous des signes nouveaux.

La campagne d’Indochine a voulu seulement que le parachutiste soit un commando parfois et un excellent fantassin toujours.

CHAPITRE V

L'ARME BLINDÉE CAVALERIE

Calquées à l'origine sur leurs sœurs de la métropole, les formations de l'ABC en Indochine ont vu leurs types se multiplier et se différencier au cours des neuf années d'opération, en fonction des arrivées de matériel (blindés, amphibies, véhicules de servitude).

Cependant à la fin des hostilités la plupart des unités étaient toujours dotées d'engins classiques, hérités des campagnes de France et d'Allemagne. Aussi avaient-elles une structure inspirée de celle des ensembles tactiques européens.

Leur emploi n'apporta donc aucun enseignement original. Les unités amphibies, par contre, ont trouvé en Indochine un champ d'expérience fructueux, qui leur a permis de bâtir une doctrine d'utilisation.

Liée initialement à un matériel qu'elle n'avait pas choisi, freinée par le manque de véhicules appropriés et souvent par l'insuffisance des maintenances, l'arme blindée a dû surmonter des difficultés qui lui étaient particulières.

Vus par le *blindé* les terrains d'Indochine sont caractérisés par de larges étendues, totalement impraticables aux véhicules militaires usuels et rarement accessibles aux chars, traversées par des routes étroites et peu nombreuses. L'adaptation du réseau routier aurait facilité la tâche de l'ABC, mais elle était encore fort incomplète à la fin des hostilités.

Les deltas, en particulier, offraient des possibilités extrêmement variables suivant le lieu et la saison.

Un commandant d'escadron de chars regrettait que des cartes de viabilité pour les blindés n'aient pas été dressées et il écrivait : *Le système des saisons au Tonkin est assez régulièrement marqué. Il est donc possible d'établir une carte « terrain », parfaitement renseignée mois par mois,*

comportant des indications précises sur les itinéraires, les zones praticables et les points de passage obligés. [86]

En fait les blindés ont le plus souvent manqué d'axes et d'espace libre, car aucun matériel *tout terrain* au sens européen du terme ne s'est révélé tel en Indochine [87]. En outre, la chaleur et l'humidité rendaient particulièrement pénible le combat sous blindage, volets fermés.

Par ailleurs l'arme blindée a souffert comme les autres armes d'une crise d'effectifs et il lui a fallu faire appel au recrutement local. Or, en raison de sa faible taille et de son manque de force musculaire, l'autochtone fut souvent inapte à la conduite d'engins lourds. Aussi un chef de corps a-t-il proposé l'accroissement des unités de Légion pour pallier l'absence de personnel qualifié.

Le matériel de la cavalerie est toujours fragile et assez délicat, l'instruction du personnel est longue et coûteuse ; s'il est une arme qui devrait comporter des soldats de métier, c'est bien elle.

Le légionnaire est particulièrement qualifié pour y avoir sa place. Il semble donc que la cavalerie devrait avoir parmi les unités de Légion étrangère une place très importante. [88]

Cet ensemble de difficultés fit que tous les efforts d'adaptation de l'ABC pouvaient porter seulement sur certains procédés de combat et sur l'organisation interne des unités.

L'emploi – Sous des aspects différents l'arme blindée a retrouvé les missions traditionnelles de la cavalerie :

— L'éclairage de l'infanterie, en marche ou au stationnement.

— La reconnaissance (ouvertures de route, reconnaissances de villages, liaisons avec les postes isolés).

— Les escortes (protection des convois et gardes d'itinéraires).

— Le combat en liaison avec l'infanterie (participation aux *bouclages* et à l'attaque, ainsi qu'aux contre-attaques et à la couverture des replis).

— Les poursuites et les raids ; à vrai dire assez rarement et à courte portée.

L'accomplissement de ces missions, en face d'un adversaire qui excellait dans le combat d'embuscade et n'hésitait pas à monter à l'assaut des chars, exigeait une infanterie d'accompagnement nombreuse.

Dans les deltas mangeurs d'effectifs à pied par leurs gros villages impénétrables aux chars, comme aussi dans la jungle de haute région, les unités d'ABC devaient être fortement dotées en moyens portés pour soutenir, appuyer ou prolonger l'action des engins blindés. [89]

Mais la pénurie des effectifs fit longtemps reculer le commandement devant l'affectation aux régiments blindés d'une infanterie propre, qui eut été inutilisée pendant les périodes de remise en condition des engins et des équipages.

Aussi les unités d'infanterie appelées à travailler en liaison avec les blindés se renouvelaient-elles fréquemment, tout en restant marquées par la sage mais nécessaire lenteur de la manœuvre traditionnelle de leur arme. La cohésion des groupements temporaires ainsi formés en souffrait, ainsi que la souplesse et la rapidité des interventions.

En fait une fois déclenchée l'action suivait le plus souvent le rythme assez lent de la manœuvre du fantassin et prenait la lierne classique depuis 1918 du combat d'infanterie appuyé par des chars. [90]

De plus la monotonie des opérations, constamment recommencées sur des terrains identiques, les longues attentes le long des communications à garder, la dispersion des menaces, ont trop souvent incité le commandement à la routine. Elles ont, en outre, encouragé l'emploi statique des unités blindées et leur fragmentation.

En particulier le fractionnement fut souvent poussé à l'extrême, par suite de l'insuffisance des moyens d'une part, et des requêtes des commandants territoriaux à tous les échelons d'autre part.

Cette situation limitait naturellement l'efficacité des unités et provoquait leur usure rapide, les services du régiment ou de l'escadron n'étant pas organisés pour soutenir des subordonnés aussi dispersés [91].

Il eut cependant *été normal de demander beaucoup plus à l'arme qui, grâce au moteur, allie la mobilité et la puissance, l'arme de la reconnaissance*

et de l'engagement rapide, de la poursuite comme de la contre-attaque : la cavalerie[92].

Mais il fallut attendre 1951 pour voir tenter la première expérience d'utilisation de sous-groupements blindés, possédant leur infanterie propre.

Jusque-là *les escadrons blindés avaient rendu de bons services mais n'avaient eu qu'un rendement sporadique, parce qu'ils étaient organisés plutôt comme des réservoirs d'engins blindés que comme des unités capables d'engager seules le combat*[93].

Dans la dernière partie de la campagne, l'ABC comporta donc :

— Des sous-groupements blindés (et groupements amphibies) qui étaient capables d'engager seuls le combat et qui constituaient des instruments de manœuvre.

— Des unités capables d'épauler temporairement certaines unités d'infanterie ou de satisfaire aux exigences normales des autorités territoriales[94].

Cette organisation aurait dû toutefois être complétée par la création d'un commandement de l'ABC auprès de chaque grand commandement territorial. Bien des difficultés eussent été ainsi aplanies.

Organisation des sous-groupements blindés – Mis sur pied à la fin de l'année 1953, ces sous-groupements comportaient essentiellement un escadron de chars M.24 et trois escadrons portés sur GMC.

Ils comptaient, en outre, un escadron porté sur half-track, un peloton de mortiers et un état-major bien doté en moyens de transmissions, ce qui lui permettait d'absorber des éléments de renforcement importants (génie[95], bataillons d'infanterie, etc.).

La proportion bien dosée d'éléments à pied, de la valeur d'un bataillon pour un escadron de chars, faisait du sous-groupement blindé un élément d'intervention équilibré, souple et puissant.[96]

L'escadron de chars M.24 évoluait facilement en rizière sèche et parfois même en rizière inondée. Par contre, les chars ne pouvaient qu'exceptionnellement pénétrer à l'intérieur des villages par suite des

multiples lignes d'eau et des couverts. En outre, la tension des trajectoires des canons faisait que les projectiles à fusée instantanée éclataient au contact de la première haie de bambous.

Enfin les combattants ont été unanimes à regretter que le véhicule de transport des soutiens portés ne soit pas de même pied que les chars, ce qui lui aurait en outre permis d'assurer les ravitaillements et les évacuations.

L'organisation de l'escadron de chars selon l'ordre quaternaire [97] cadrait parfaitement avec les exigences d'une guerre sans front, où la notion de direction d'attaque restait souvent imprécise. Par ailleurs le peloton à quatre chars conservait des possibilités de manœuvre très suffisantes, car la décomposition en deux patrouilles était exceptionnelle et s'effectuait toujours à vue.

Il aurait été utile de faire bénéficier ces pelotons du feu d'engins automoteurs à tir courbe : aussi les utilisateurs ont-ils préconisé la constitution d'un peloton d'obusiers à l'échelon sous-groupement, en remplacement du peloton de mortiers [98].

Les combats menés à Diên Biên Phu par l'escadron de marche du 1er chasseurs ont enfin rappelé la vulnérabilité des unités de chars légers à l'artillerie et les difficultés du ravitaillement en munitions sous le feu.

Soumis à des tirs d'artillerie denses, l'escadron a, malgré la confection d'alvéoles pour chars, subi au cours des opérations de ravitaillement et d'entretien des pertes comparables à celles résultant du combat.

Engagés uniquement contre des unités d'infanterie, les chars épuisaient vite les munitions de leurs soutes.

Rapidement la nécessité de palliatifs s'imposa : transport des munitions à l'extérieur des chars et sur les planchers, affectation d'un char par peloton au ravitaillement. Mais la seule solution acceptable eut été l'affectation à chaque peloton d'un véhicule blindé ravitailleur.

Les escadrons portés (sur GMC ou sur half-tracks) avaient adopté comme les compagnies d'infanterie l'ordre quaternaire : quatre pelotons de combat (38 hommes et deux F.M.) et un peloton lourd (deux mitrailleuses légères et deux mortiers de 60 mm).

La structure de ce dernier peloton reste très discutable, car son armement n'était pas un complément de celui des chars. Aussi l'inspection de l'ABC préconisait-elle à la fin 1954 l'attribution d'un canon de 58 SR et de deux mortiers de 60 mm ou de 81 mm (suivant que le personnel était porté sur GMC ou sur half-track [99]).

L'escadron porté sur half-track représentait un ensemble lent, encombrant, manquant de mobilité, et les servitudes qu'imposait la garde des véhicules réduisaient à une centaine d'hommes l'effectif des combattants.

Toutefois, grâce à sa puissance de feu importante (36 mitrailleuses et F.M. approvisionnés à trois unités de feu), cet escadron s'est montré apte à remplir des missions de garde d'itinéraire, de liaison et d'escorte et, quand le terrain s'y prêtait, de bouclage. Mais, même dans ce cas, son inaptitude à sortir des pistes était un lourd handicap.

L'escadron de commandement et des services du sous-groupement était tiraillé entre deux missions : La garde de la base arrière et l'accompagnement du P.C. en opération. Sa tâche eut donc été facilitée par une dissociation en deux éléments ayant chacun un chef [100] : un élément de base et un élément de combat.

Par ailleurs, le peloton de protection [101] à qui étaient confiées des missions de liaisons, d'escorte et de garde du P.C. n'était certainement pas assez étoffé [102].

Les groupements amphibies – Mettant en œuvre des matériels, dont les uns avaient été étudiés en vue d'expéditions polaires en Alaska (les crabes) et dont les autres dérivaient d'un véhicule de sauvetage utilisé dans les zones inondées du Mississipi : les alligators [103], les groupements amphibies ont révélé en Indochine leur aptitude particulière au combat en région inondée, c'est-à-dire dans les deltas ou sur les côtes.

Leur mise au point donna lieu à de nombreux tâtonnements qui ne furent pas tous heureux et les premiers engagements se soldèrent même par des échecs.

À l'origine les crabes furent seuls utilisés. *Trop peu nombreux, confiés à un personnel insuffisamment qualifié, ils ont parsemé rapidement la Plaine*

des Joncs de leurs carcasses brûlées. [104]

En 1948 néanmoins, un groupe d'escadrons amphibies (à deux escadrons de crabes) fut créé au Sud Viêtnam [105]. Les crabes furent ainsi employés par unités complètes ; ils furent confiés à un personnel instruit, secondé par des moyens de dépannage suffisant, et *ils parcoururent en tous sens la Plaine des Joncs en jetant le désarroi dans les rangs de l'adversaire* [106].

Les résultats furent si encourageants que deux nouveaux escadrons furent mis sur pied en Cochinchine et au Tonkin [107].

Mais rapidement le problème du soutien d'infanterie se posa. Les escadrons recevaient des missions de reconnaissance lointaine, l'infanterie classique ne suivait pas ou suivait mal. [108]

L'affectation d'une section d'infanterie à chaque escadron ne donna pas les résultats escomptés. L'effectif ainsi transporté était insuffisant et l'alourdissement considérable des véhicules leur faisait perdre leur mobilité.

Aussi l'on envisagea l'emploi de nouveaux engins : les alligators et on les répartit tout d'abord à raison d'un peloton (transportant un commando autochtone) par escadron de crabes.

La formule donna satisfaction et fut généralisée. C'est ainsi que naquirent le sous-groupement amphibie et le groupement.

En 1954 ce dernier comprenait :

— Deux escadrons de crabes, qui étaient les éléments d'éclairage, de bouclage et de poursuite.

— Trois escadrons de LVT, qui étaient la masse de choc.

— Un peloton régimentaire de six LVT obusiers formait une batterie appuyant l'ensemble.

Deux E.M. de sous-groupements, largement dotés en moyens de transmissions, permettaient en outre toutes les articulations à la demande.

Le groupement tirait sa supériorité, non seulement de son indépendance vis-à-vis du réseau routier, mais encore de sa puissance de feu, qui était comparable à celle d'un groupement blindé métropolitain.

L'importance des effectifs qu'il pouvait engager à pied (3 compagnies de 130 hommes), en grande autonomie (3 jours de combat) et la richesse de ses transmissions en faisaient un ensemble particulièrement apte aux pénétrations profondes en zone d'insécurité.

Toutefois sa faiblesse résidait dans la fragilité de son matériel qui interdisait les étapes sur route [109] et nécessitait des périodes de remise en condition fréquentes [110].

L'escadron de crabes comprenait organiquement 33 crabes, articulés en trois pelotons. Sa grande fluidité, le silence de ses véhicules, sa puissance de feu importante (30 mitrailleuses ou F.M., 6 canons de 57 SR, 3 mortiers de 60), compensaient les inconvénients résultant de son manque de blindage et en faisaient l'instrument essentiel de la surprise. Si bien qu'un chef de corps à pu écrire :

Un matériel non blindé qu'aucun obstacle n'arrête est plus efficace qu'un véhicule blindé à mobilité limitée.

L'escadron de LVT était articulé en trois pelotons de combat et un peloton d'appui.

Avec ses 11 engins (36 mitrailleuses de 30 et de 50 et 3 obusiers de 75) et ses trois sections d'infanterie portée, il constituait à lui seul un sous-groupement. [111]

On pouvait donc écrire de cet escadron :

Il est la seule unité connue qui combine une compagnie d'infanterie, ses moyens de transport et ses chars d'accompagnement. Nulle part la liaison infanterie/chars n'est réalisée d'une façon aussi intime, aussi permanente.

Seuls les escadrons LVT et le peloton d'obusiers peuvent prendre part, dans un débarquement, à la conquête de la première tête de pont. [112]

Deux chefs de corps ont d'ailleurs suggéré une méthode de combat originale :

La forme idéale de manœuvre serait de pouvoir faire rejoindre le groupement par de l'infanterie parachutée ou transportée par hélicoptère, une fois que l'ennemi a été localisé et immobilisé. [113]

Le même procédé pourrait d'ailleurs s'appliquer aux éléments portés des sous-groupements blindés :

Dans un terrain vraiment difficile l'hélicoptère est le moyen idéal de transport car il se rit des obstacles et ne craint pas les mines. On peut penser que les escadrons portés devraient être routinés à l'utilisation de tels appareils qui leur seraient adaptés au moment du besoin. [114]

Les groupements amphibies ont pu être utilisés avec profit durant la nuit, comme le signale un commandant de groupement :

On a vu de nuit, par clair de lune, en quelques minutes, un seul escadron de crabes causer à un ennemi engagé à découvert, des pertes estimées de 500 à 600 tués ou blessés (120 morts sont restés sur le terrain).

Un autre chef de corps ajoute :

Si pénible que soit, en rizière, le maintien nocturne d'un bouclage, il a été constaté que, s'il était efficacement tenu, les unités régulières Viets se décourageaient et acceptaient le lendemain soit la destruction totale (maintes fois) soit la reddition (Tho-Lao 17 mai 1952).

Dans tous les cas, le plus important est d'éviter l'engagement d'un groupement amphibie dans un terrain qui n'est pas fait pour lui. C'est là chose délicate et qui demande une grande expérience de la part des chefs, car les terrains favorables aux crabes ne le sont souvent pas aux alligators et réciproquement. La forme de la manœuvre peut donc en être affectée et quand la participation d'éléments amphibies est prévue pour une opération, il est indispensable que le commandant de ces éléments soit consulté dès la phase préparatoire.

D'une manière générale il faut reconnaître que rares ont été les commandants de territoire, de zone ou d'opérations, ayant utilisé convenablement les groupements amphibies, et ayant su renoncer à les considérer simplement comme des chars d'accompagnement aquatiques.

Le plein rendement de ces engins est obtenu en ne leur confiant que des missions de cavalerie.

Les unités fluviales de l'ABC [115] – Elles répondaient également au souci d'utiliser au maximum les possibilités de déplacement existantes.

Armées au cours de la campagne, d'embarcations de types très divers, blindées ou non, elles possédaient à la fin des hostilités presque uniquement des vedettes de 8 à 11 mètres.

Elles ont reçu sur les voies d'eau des missions comparables à celles remplies par les unités terrestres sur les axes routiers (ouvertures, escortes, liaisons, opérations de ravitaillement de postes, bouclages, etc.).

Un commandant d'unité a souligné que leur intervention avait eu son importance dans la pacification :

Nous avons intensifié le travail de nuit, ce qui a eu pour conséquence d'obliger le Viet à veiller vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ce climat d'insécurité a contribué à de nombreux ralliements. [116]

Les groupes d'escadrons de reconnaissance – Ils étaient formés organiquement par un escadron de chars M.24 et un état-major de groupe d'escadrons [117] auxquels étaient adaptés, pour une opération donnée, des éléments d'infanterie, ayant généralement la valeur d'un bataillon. Cette unité pouvait être mise à la disposition des secteurs pour satisfaire aux besoins du contrôle en surface.

Les unités de reconnaissance (AM) – Employés généralement par peloton, ou au maximum par escadron au profit des commandements territoriaux, ces éléments assumaient surtout les missions d'ouverture de route, d'escorte, de garde d'itinéraire et de P.C.

Leur expérience quotidienne a condamné, une fois de plus, l'emploi de patrouilles constituées d'engins de pieds différents : auto-mitrailleuses et half-tracks. Elle a, en outre, confirmé l'utilité des soutiens portés et d'un groupe d'accompagnement (75 mm automoteur) au sein même d'un peloton [118].

Par contre certains auraient voulu voir augmenter les moyens portés et envisageaient des escadrons à deux pelotons d'automitrailleuses et deux pelotons portés [119].

Tout en reconnaissant les services rendus par leur matériel archaïque, les utilisateurs ont, bien entendu, regretté son manque d'aptitude au terrain varié, l'absence d'inverseur, la faiblesse du canon… et beaucoup désiraient que l'EBR puisse recevoir le baptême du feu en Indochine.

Le régiment de *tank-destroyers* M.36 [120] – Ce régiment fut créé à la fin de 1953 pour répondre à l'apparition éventuelle de blindés chinois. Mais pour satisfaire aux besoins des commandements territoriaux il fut généralement morcelé en pelotons et rarement en escadrons [121].

Le matériel M.36 s'est révélé d'une maniabilité en tout terrain comparable à celle de chars M.24 et son canon de 90 a permis des tirs très efficaces, en particulier dans l'attaque des villages fortifiés et sur les mouvements de troupe jusqu'à 3 ou 4 000 mètres.

Les remarques faites plus haut au sujet de l'escadron de chars M.24 sont entièrement applicables à l'escadron de *tank-destroyers* M.36.

Aérotransport des blindés – La nécessité d'amener des engins blindés en des points éloignés et en dehors de toute voie de communication conduisit le commandement à envisager l'aérotransport.

Le problème présentait fatalement de nombreuses difficultés, puisque les matériels existants n'avaient fait l'objet d'aucune étude en vue de leur enlèvement par avion [122]. Aussi l'emploi de la voie aérienne fut-il très limité.

Cependant nos quelques expériences en ce domaine ont démontré l'intérêt de la formule, pour un pays comme la France dont les responsabilités s'étendent aux cinq continents.

De petits détachements blindés aérotransportés au Laos y rendirent de grands services [123] et l'action de l'escadron de marche du 1er RCC [124] transporté à Diên Biên Phu fut particulièrement probante.

Cet escadron permit dans la phase préparatoire, de renseigner constamment le commandement sur l'espace libre existant entre nos positions et les premières organisations ennemies.

Par la suite *les chars devinrent l'élément de force de toute action* [125].

Mais l'aérotransport des unités blindées pose évidemment le problème du transport par air des maintenances et des approvisionnements, dont le tonnage extrêmement important dépasse rapidement celui du matériel proprement dit [126].

Grâce à l'effort fait dans le domaine logistique l'escadron de Diên Biên Phu comptait encore le 7 mai six chars disponibles, deux immobilisés (utilisés en blockhaus fixes) et un indisponible. Un seul était détruit [127].

La lutte antichar – La lutte antichar en Indochine *a prouvé que, même en l'absence d'armes antichars classiques, avec des moyens rudimentaires et particulièrement par l'emploi de mines et d'explosifs on peut obtenir des résultats considérables à condition d'agir avec opiniâtreté, audace et ingéniosité et de mener la lutte sur toute l'étendue du territoire* [128].

Les mines se classent largement en tête des procédés employés, par le nombre des blindés détruits (85 % au total).

Leur variété était immense, car tout engin explosif, tout projectile récupéré était susceptible d'être transformé en mine par l'adversaire.

Les procédés de déclenchement étaient tout aussi variés, mais les allumeurs à pression et les mises à feu télécommandées ont été les plus couramment employés.

Face à ce danger nos moyens de détection sont restés insuffisants et un commandant d'escadron a pu dire que les chars étaient devenus des *machines à sauter*.

Les armes antichars portatives (75 mm sans recul, 57 mm sans recul, lance-roquettes SKZ et Bazookas) arrivèrent en deuxième position sous l'angle des pertes causées (environ 8 % des blindés détruits).

Une fois l'engin blindé immobilisé, l'adversaire lui donnait fréquemment l'assaut en utilisant des charges explosives, des bouteilles d'essence, etc.

Les obstacles passifs étaient placés sur les routes et les digues, généralement aux endroits où tout débordement s'avérait impossible. Le V.M. utilisait indifféremment des merlons en terre, des coupures profondes, des *touches de piano*, des trappes, etc. Le plus souvent des obstructions étaient combinées avec des mines et des pièges destinés au personnel.

Les parades que nous opposions dans le domaine technique [129] étaient assez variées : Entretien régulier des routes, surblindage des parties basses des véhicules, pose de tapis anti-mines et de boudins de caoutchouc

remplis de sable sur les planchers [130], confection d'inverseurs de fortune pour les auto-mitrailleuses, revêtement des blindages avec du barbelé pour éviter l'escalade et avec des fagots pour provoquer l'éclatement prématuré des charges creuses, etc.

Tous ces procédés, qui d'ailleurs n'avaient rien de nouveau, ont fait leurs preuves, à l'exception des deux derniers, qui ont présenté plus d'inconvénients que d'avantages.

Quant aux parades d'ordre tactique, elles étaient également classiques : articulation en profondeur et action des *soutiens portés.* En outre, le jeu des patrouilles, les tirs de harcèlement nocturnes effectués sur les portions d'itinéraires les plus habituellement minées, de même la pose de mines sur les diguettes d'accès à ces points ont donné de bons résultats.

En cas d'assaut ennemi, enfin, l'utilisation des obus *canister*, des grenades et de l'armement individuel de l'équipage, ainsi que la mise en rotation rapide de la tourelle, ont permis une défense efficace.

Le combat des blindés de nuit – Les blindés intervinrent très rarement la nuit et ils l'ont fait, le plus souvent, sous la pression de la nécessité.

Les attaques au bivouac ou au cantonnement, nous ont causé de lourdes pertes, chaque fois que les véhicules n'étaient pas protégés par un plan de feux d'infanterie [131] et qu'ils étaient utilisés de façon statique.

Par contre, lorsque des engins blindés ont contre-attaqué dans de semblables circonstances, leur intervention fut généralement décisive. Ce fut notamment le cas lors de *l'attaque effectuée sur le sous-groupement blindé n° 3 à Tienkhe (Tonkin), le 18 juillet 1954, où les V.M. ont laissé 200 tués sur le terrain (dont 20 dinamiteros porteurs de charges d'explosifs) et perdu un important armement* [132].

Les interventions de nuit au profit de postes attaqués ont également été parfois déterminantes.

Au mois de juin 1954, un peloton appuyé d'une compagnie d'infanterie a fait irruption à une heure du matin dans le dos des compagnies V.M. attaquant un ouvrage. Résultats : 19 tués dénombrés, de nombreux blessés, des armes récupérées. [133]

Mais beaucoup d'utilisateurs appréhendaient de telles actions.

Les interventions de nuit sont très coûteuses et malheureusement souvent peu efficaces. Les V.M. minaient tous les itinéraires d'accès au poste devant être attaqué et ralentissaient, s'ils ne stoppaient par ce moyen, les éléments d'intervention.

Certains même estiment que *l'on doit proscrire d'une manière générale l'emploi des blindés, la nuit* [134].

Quoiqu'il en soit les actions faites de nuit ont montré l'intérêt des procédés propres à augmenter la visibilité.

L'éclairage du champ de bataille par les avions lucioles, les pots éclairants, les projecteurs de tourelles, les projectiles éclairants, ont certainement apporté une aide substantielle.

Les obus éclairants de mortiers se sont révélés très efficaces. En particulier, ils ont permis de faire des contre-attaques de nuit avec les chars. La consommation nécessaire est de deux obus de 81 mm par minute, réglés de manière à éclairer le terrain à 400 mètres en avant des chars sur un front de 600 mètres [135].

Le pointage de l'armement sous tourelle à l'aide du faisceau lumineux d'un phare mis en parallélisme avec le canon a donné de bons résultats [136]. Mais la mauvaise adaptation faite en Indochine des dispositifs infrarouge sur les véhicules blindés n'a malheureusement pas permis de tirer de conclusions précises de cette technique.

Quoiqu'il en soit *l'armée française doit faire tous ses efforts pour apprendre à manœuvrer de nuit. Cela n'ira pas sans difficulté, car plus l'homme est civilisé moins il est à son aise dans l'obscurité* [137].

L'arme blindée avait commencé la campagne en émiettant les moyens d'un petit nombre de régiments.

Elle l'a terminée avec quatre sous-groupements, deux groupements amphibies et deux groupes d'escadrons de reconnaissance.

Le commandement avait ainsi reconnu la nécessité d'unités blindées aptes à mener le combat à leur compte.

Au moment du cessez-le-feu cette évolution était encore jugée insuffisance : en dépit des difficultés du terrain, de la dispersion des

menaces et de la nécessité accrue d'accompagner l'infanterie fatiguée, le commandement sentait de plus en plus le besoin d'unités aptes vraiment à remplir des missions de cavalerie.

CHAPITRE VI

L'ARTILLERIE

C'est par une évolution insensible que les petites opérations de police se muent en opérations de guerre. Mais la courbe de cette évolution présente une discontinuité au moment où le canon entre dans le jeu car s'il crée la crainte il éprouve souvent du mal à discerner les rebelles parmi les populations paisibles.

Lorsque l'artillerie doit, dans la guerre en surface, intervenir comme un garde mobile et non comme un garde-champêtre la partie est bien compromise ! Car le succès… est bien plus à base d'action politique qu'à base d'action de feux. [138]

Mais peut-on toujours se passer de gardes-champêtres et même de gardes mobiles ? Aussi l'artillerie est intervenue dès le début du conflit et très vite elle s'est articulée en :

— Artillerie de position, implantée ou semi-mobile.

— Artillerie d'intervention, comprenant des groupes de campagne, affectés aux groupements mobiles ou conservés en réserve générale, parfois enfin mis à la disposition de certains commandements territoriaux (zones).

Le tableau ci-dessous illustre l'accroissement continu du nombre des tubes et surtout de la consommation en munitions au cours des dernières années du conflit.

Année	Pièces de position	Pièces d'intervention	Coups tirés (a)
1951	228	240	331 762
1952	257	258	573 125
1953	285	286	637 947
1954	323	370	792 690 (b)

(a) Pour l'obusier de 105 HM2 seulement

(b) Pour 7 mois seulement

L'artillerie a donc joué un rôle de premier plan, *moins par sa puissance, dépassée par celle de l'aviation, que par la permanence de son appui, l'instantanéité de sa mise en œuvre, et la précision de ses tirs*[139].

Pièces de position et pièces d'intervention se sont également partagées l'honneur d'être *les anges gardiens de l'infanterie.*

A – ARTILLERIE DE POSITION

À partir du moment où les rebelles ont pu mettre en œuvre des éléments assez puissants pour attaquer avec succès des fortifications de campagne *le réseau de nos postes disséminés pour la protection des voies de communication et la sauvegarde des populations devait pouvoir compter en permanence sur un appui de feux immédiat et puissant. Ce fut la raison d'être de l'artillerie de position*[140].

Cette artillerie de position (AP), répartie sur toute l'étendue des territoires essentiels (Nord Viêtnam, Sud Viêtnam), était *la manifestation d'une possibilité d'intervention instantanée*[141].

Capable d'appuyer de ses feux tout élément ami, implanté ou mobile, se trouvant dans la limite de portée de ses tubes, ou de prendre à partie tout ennemi qui se révèle, l'artillerie de position avait une *mission autant psychologique que matérielle, vis-à-vis de nos propres éléments comme vis-à-vis de l'adversaire*[142].

Cette mission présentait donc un caractère permanent et omnidirectionnel. Sa bonne exécution exigeait tout d'abord un commandement territorial de l'artillerie, dont l'organisation devait être calquée sur le commandement territorial interarmes.

Mais, par suite de la pénurie de personnel, *même au Tonkin, la mise sur pied des commandements d'artillerie de secteur a parfois prêté à discussion.*

C'est une erreur... Le rassemblement sur un même objectif des trajectoires de sections réparties dans la nature ne peut se faire valablement et dans des

délais corrects que grâce à un réseau de transmissions approprié et par l'intervention d'éléments de commandement essentiellement techniques. [143]

La mise en place des tirs fut réalisée par des procédés très divers : depuis l'avion d'observation d'Aloa jusqu'au sous-officier d'infanterie déplaçant les coups… comme il pouvait.

Le manque de DLO et l'insuffisance de l'observation terrestre peuvent obliger souvent les officiers de toutes armes à mettre en place des tirs. Il faut absolument que les cadres officiers connaissent un procédé simple, applicable dans tous les cas et notamment en observation latérale, comme celui de la grille d'objectif.

La manœuvre des matériels devait compléter celle des trajectoires.

Il y *a une manœuvre de l'artillerie de position…, cette manœuvre présente un aspect plus « visqueux » que dans le cas des unités mobiles, mais elle existe.* [144]

En Indochine, *l'artillerie de position proprement dite, malgré des possibilités réduites de déplacement a été, en fait implantée dans des points d'appui fixes, la manœuvre n'a pas toujours été assez poussée* [145].

Cependant, l'artillerie de position comprenait, outre les pièces, sections ou batteries *fixes,* des sections *semi-mobiles*, capables de se déplacer avec le minimum des moyens indispensables pour une mission de courte durée (3 camions seulement). Des moyens autos supplémentaires pouvaient éventuellement être fournis par le commandement.

En outre, quand les moyens permirent de le réaliser, un groupe d'artillerie de campagne (105 HM2) appelé *groupe de zone* fut adapté à certaines subdivisions territoriales du Nord Viêtnam. Ce groupe devait rester mobile, ne jamais être implanté, et dans toute la mesure du possible ne pas être dissocié.

Les positions devaient évidemment se prêter à cette manœuvre, et pour cela :

— Posséder des accès relativement faciles.

— Être susceptibles d'accueillir au moins une section supplémentaire dans l'enceinte du poste (emplacement complètement équipé).

— *Autant que possible comporter, aux abords de l'enceinte une « plate-forme » (équipée topographiquement), pour un groupe de campagne.* [146]

En rizière, ces conditions n'ont pas pu toujours être réalisées. Mais c'est précisément sur un terrain difficile que le déploiement initial d'une artillerie de position doit en tenir le plus grand compte, sous peine d'envisager tout déplacement ultérieur des matériels.

La répartition sur le terrain des matériels disponibles pose l'éternel dilemme : disséminer les pièces afin de couvrir le plus grand espace possible ou sacrifier certaines zones pour grouper les pièces par sections.

Cette dernière solution sera toujours préférable car : *si la pièce suffit là où il suffit au canon de donner de la voix, dès qu'une action de feu est nécessaire la batterie s'impose. Celle-ci peut-être réduite à deux pièces quand des économies sont indispensables* [147].

Par ailleurs, l'**opportunité** et la **précision** des tirs d'artillerie sont étroitement fonctions des qualités du chef qui les exécute. On ne peut demander à un chef de pièce les qualités d'un commandant de batterie. *Si les organes de commandement sont en quantité et en qualité insuffisantes, il sera rarement possible d'appliquer des feux précis et opportuns. En particulier la section isolée et* a fortiori *la pièce isolée ne peuvent appliquer que des feux psychologiques sans grande efficacité matérielle.* [148]

Le déploiement par pièces, ou par sections, fut cependant utilisé pendant longtemps pour assurer à tous les éléments implantés un appui moral, mais peu à peu, le *pourrissement* du delta nécessita un regroupement.

L'année 1953 fut marquée au Tonkin par cette réorganisation. Mais certaines unités implantées ne furent plus aussi bien couvertes par les tirs et se sentirent abandonnées au moment même où l'ennemi devenait plus puissant. Certains postes furent de ce fait, attaqués avec succès par les V.M. (cas du poste de La-Tien en février 1954).

Au regroupement de l'artillerie, devrait par conséquent, correspondre un regroupement des unités implantées et l'abandon de certains postes.

Les effectifs dont disposaient les commandants de batterie étaient toujours insuffisants, car non seulement le personnel théorique était trop

faiblement calculé mais il n'était jamais réalisé. Il en découlait fatalement :

— le surmenage du personnel radio, toujours insuffisant,

— l'impossibilité d'assurer une observation permanente,

— l'impuissance à détacher un DLO près des troupes de secteur lors des petites opérations de nettoyage.

Les matériels de l'artillerie de position étaient initialement variés. Pour armer ces unités *on a fait flèche de tout bois* [149] d'où une bigarrure de tubes 75 modèle 1897, 25 Pounder, 105 modèle 1934 et 1935...).

Durant ces premières années de campagne les utilisateurs attendaient vainement des allocations de munitions convenables. N'était-ce pas l'époque où *un canon sans relations et sans appuis particuliers avait droit à une ration mensuelle de trente coups* [150].

Vers la fin du conflit on était cependant parvenu à doter la plupart des batteries :

— Soit de 105 HM2 dont la portée restait toutefois insuffisante (pratiquement 10 000 m) et dont l'affût biflèche nécessitait une circulaire pour le tir tous azimuts ;

— Soit de 105 long 1936, à la portée satisfaisante (14 500 m) mais dont la dispersion en portée limitait les possibilités d'emploi. La pièce était par ailleurs trop lourde, pas assez maniable malgré l'utilisation d'une circulaire, et les munitions lui furent trop rationnées.

Les utilisateurs auraient souhaité un matériel unique, tous azimuts, non seulement pour ses facilités de pointage mais aussi pour réduire les dimensions des alvéoles. Une portée accrue était également désirée (un gain de un kilomètre à 11 000 m se traduit par un gain de 72 km^2 dans la surface battue).

Aussi beaucoup d'officiers se demandaient *pourquoi les matériels modernes français comme le 105 ABS n'ont pas été essayés en Indochine, où leurs qualités tous azimuts et leur portée les auraient rendus précieux* [151].

Enfin, certains officiers suggéraient l'étude d'un matériel répondant aux caractéristiques exprimées ci-dessus et pourvu d'un *toit protecteur* sous forme soit d'une tourelle, soit de panneaux amovibles.

S'engager dans cette voie conduirait insensiblement à réaliser une *artillerie d'ouvrage* dont le prix et les servitudes sont bien connus, mais dont le haut rendement peut justifier l'établissement.

La défense d'une unité d'artillerie de position reposait sur la résistance du poste où elle était abritée. Or, il arrivait parfois que ce poste fut commandé par un officier d'infanterie, voire par un sous-officier moins élevé en grade que le commandant de l'unité d'artillerie.

Il semble alors souhaitable que *l'artillerie, qui représente le principal objectif du Viet dans le poste, soit maître de sa défense et commande l'ensemble* [152].

Mais, il ne faut pas oublier que *l'artillerie se protège par l'artillerie, l'unité d'implantation n'est pas une batterie, une section, mais deux batteries, deux sections, implantées de façon telle que l'appui réciproque de l'une par l'autre soit garanti* [153].

Ce ne fut pas toujours possible et les mortiers, (en particulier les mortiers de 120) ont alors pallié le manque de canons.

La vulnérabilité de l'artillerie de position était devenue avec le développement de l'armement V.M. (mortiers et canons notamment), un problème inquiétant. À la fin des hostilités l'attaque d'un poste comportait toujours la neutralisation de l'unité d'artillerie de position chargée d'assurer les tirs d'arrêt dans la région.

Cette contre-batterie trouva sa pleine expression à Diên Biên Phu, où les deux groupes d'artillerie déployés pour la défense des centres de résistance furent neutralisés, puis décimés par les concentrations adverses.

Le problème de la protection des pièces se posait donc de plus en plus et la solution des alvéoles ne convenait plus.

Un *toit protecteur* n'est admissible qu'en acceptant de perdre la moitié au moins (voire les 2/3) des possibilités de tir en direction, ce qui revient à doubler ou tripler les moyens pour une même mission. Une telle servitude se justifie seulement dans le cas particulier d'une installation à flanc de coteau ou d'un *camp retranché* assez puissant.

La solution d'une tourelle, qui compte des partisans, se justifierait peut-être sous la forme de tourelles d'engins blindés, mises en place

rapidement par des procédés à étudier (par exemple : tourelle obusier de 105 du char Sherman).

L'artillerie de position, qui avait rendu les plus grands services, traversait une crise à la fin des hostilités et sa disparition, ou tout au moins sa transformation était prévisible.

B – ARTILLERIE D'INTERVENTION

L'artillerie d'intervention était articulée en groupes de divers calibres dont les uns étaient affectés à des unités interarmes (groupes mobiles) et les autres mis à la disposition de certains commandements territoriaux, tandis que les groupes de 155 HM1 étaient conservés en réserve générale [154].

Les huit années de guerre ont apporté une confirmation de la valeur de notre réglementation et *les différentes notes, études ou directives sur l'emploi de l'artillerie établies de 1946 à 1954… sont toutes dominées par les mêmes idées maîtresses* [155].

Dès 1946, le colonel commandant l'artillerie des FTEO [156] pouvait écrire : *En règle générale, les fautes ne proviennent pas d'une surprise provoquée par le caractère particulier que revêtent les opérations en Indochine, mais tout simplement de l'oubli des grands principes inclus dans nos règlements, confirmés et complétés par les enseignements de la dernière guerre.*

L'organisation du commandement fut en général classique. Un seul problème particulier à l'Indochine s'est posé lorsque une formation interarmes arrivait pour une opération dans une zone ou un secteur, ou lorsque de l'artillerie de réserve générale était attribuée en renforcement.

Il appartenait alors au commandement territorial d'assurer la direction des opérations et à son artilleur de prendre sous ses ordres les commandants des unités d'artillerie, de réserve générale ou affectées aux groupements interarmes rameutées pour l'opération.

Si pour des raisons de personne il ne peut en être ainsi, le commandement territorial de l'artillerie doit être adjoint directement au commandement de l'artillerie de R.G. qui doit alors prendre sa place. [157]

Mais le rôle des commandants de l'artillerie des formations interarmes était rendu délicat par suite de l'affectation d'un groupe d'artillerie à chaque G.M. et du fait que les G.M. opéraient la plupart du temps isolément ou tout au moins à de larges intervalles les uns des autres. La *double subordination* tactique et technique tendait donc à ne plus être que tactique.

Aussi, le commandant de l'artillerie du GOML pouvait-il écrire :

L'action du commandant de l'artillerie dans ce genre d'opérations (Moyen Laos) a été souvent inexistante : la dispersion des G.M. souvent distants de plusieurs centaines de kilomètres n'a permis qu'à de rares occasions les actions de masse. [158]

D'autre part, si *les rapports du commandant interarmes et du commandant de l'artillerie ont, en général, été empreints de compréhension et de confiance* [159], il est cependant à noter qu'*un certain nombre de commandants de G.M. n'avaient pas :*

— une connaissance exacte des possibilités et des servitudes de l'artillerie,

— pleine conscience que c'est l'arme avec laquelle ils imposent leur décision à l'endroit qu'ils choisissent,

— une idée exacte de leur rôle vis-à-vis de leur artilleur et de la nécessité au moins pratique de le faire participer à l'élaboration de la manœuvre [160].

Par ailleurs, les commandants de groupe étaient pour la plupart des chefs d'escadron récemment promus. *Si même ils étaient très valables techniquement, leur grade ne leur donnait déjà pas par lui-même tout le poids désirable... Dans le cas particulier du G.M. isolé il eut été souhaitable de voir le groupe commandé par un lieutenant-colonel, conseiller technique du commandant du G.M. assisté d'un chef d'escadron adjoint, commandant pratiquement le groupe.* [161]

Les missions de l'artillerie dans cette guerre en surface peuvent être résumées ainsi [162] :

— Rassurer la troupe amie... tout en inquiétant l'adversaire : Feux psychologiques.

— Accompagner l'action amie – offensive ou défensive : Feux d'appui.

— Briser préventivement une action ennemie : Feux de contre-préparation.

— Harceler l'ennemi : Feux de harcèlement.

Cette classification qui n'a rien d'orthodoxe fait apparaître une catégorie de tirs qui *ont été exécutés dans toutes les guerres… ont été très employés pendant la campagne d'Indochine et qui malgré cela ne sont pas mentionnés dans nos règlements : ce sont les tirs visant à un effet psychologique :*

— soit sur l'ennemi, dont on redoute l'action, pour lui donner l'impression que s'il se manifeste l'artillerie est prête à le prendre sous ses feux,

— soit sur l'ami, pour lui donner confiance et lui rappeler que l'artillerie est prête à le soutenir…

… Ces tirs à consommation faible ont le plus souvent atteint leur but. En les rendant réglementaires, il existe un danger certain de les voir se généraliser, mais il y a une certaine hypocrisie à les ignorer… Il serait bon qu'ils fussent étudiés et que fussent fixés leur mécanisme et les consommations à consentir car l'artilleur vit le combat et sait comprendre les besoins d'une infanterie qui supporte la plus grande partie des fatigues et des risques de la guerre.

Les règles générales de mise en œuvre de l'arme, en ce qui concerne la manœuvre des feux, restent entièrement valables : brutalité, précision, opportunité… [163] *Mais… il est également indéniable que certains facteurs, notamment nature du terrain et nature de l'ennemi comportent des impératifs nécessitant une adaptation ou des nuances dans l'application.* [164]

Les feux *à caractère offensif :* tirs de préparation ou d'accompagnement de l'attaque, tirs de contre-préparation, tirs sur renseignement (destruction ou neutralisation), tirs de harcèlement… doivent être avant tout brutaux. L'ennemi est fluide, utilise admirablement le terrain et seuls les premiers coups lui causent des pertes. Après la première minute de tir il est abrité. Il faut donc *le maximum de tubes tirant chacun le minimum de coups, ceux-ci devant arriver presque ensemble sur l'objectif*[165].

Les feux *à caractère défensif :* tirs d'arrêt, tirs d'urgence demandés par les DLO pour stopper une contre-attaque… doivent être avant tout

opportuns, c'est-à-dire déclenchés instantanément. L'ennemi se rassemble discrètement et ne se révèle que par l'assaut : quelquefois sa base de départ est en deçà de nos tirs d'arrêt (attaques de nuit). Sans souci des pertes il pousse en avant avec furie dès les premières minutes. Les tirs d'artillerie doivent viser d'abord à l'arrêter car s'il pénètre dans la position, l'artillerie ne peut plus rien, que gêner les vagues suivantes.

Dans ce cas, *la rapidité de déclenchement prime l'effet de masse. Ceci conduit, lorsqu'un groupe appuie des unités très espacées (bataillons, postes…), à mettre chaque batterie sur un tir d'arrêt différent, contrairement à la doctrine classique d'emploi. Dans les minutes qui suivent l'ouverture du feu, les autres batteries se superposent à la première.* [166]

L'observation, ce réflexe naturel de l'artilleur a été insuffisamment utilisée en Indochine :

— Par suite du terrain : désespérante horizontalité du delta, brousse de la moyenne et de la haute région.

— Par suite aussi de la pauvreté de nos moyens qui ne permettait pas de détacher dans *le* poste pourvu d'une bonne tour, ou dans *le* village possédant un clocher, le détachement suffisant pour assurer une observation permanente.

— Enfin, par suite de la fluidité d'un ennemi dont les mouvements et les préparatifs passaient inaperçus jusqu'à l'acte de force.

Cependant, une observation continue l'aurait beaucoup gêné, mais il fallait être patient : *que de journées passées sans rien voir, pour un quart d'heure payant* [167].

Les transmissions ont en général bien fonctionné [168].

Le fait frappant en arrivant en Indochine c'est la souplesse acquise dans l'exploitation des réseaux radio…

Les groupes travaillaient sur une fréquence et arrivaient… en général à écouler tout leur trafic. En France, ils disposent de 2 fréquences et la question à la mode est de savoir s'il vaut mieux utiliser ces 2 fréquences l'une, en fréquence normale, et l'autre en fréquence de dégagement ou au contraire, répartir normalement a priori, *les postes sur deux réseaux, un réseau de tir et un réseau de commandement. Les résultats obtenus ici sembleraient venir en*

appui des partisans du premier système ; mais il faudrait voir ce qu'il donnerait avec des groupes pouvant mettre sur pied trois DLO de quatre officiers disposant chacun d'un appareil radio. [169]

Quelques commandants de groupe cependant souhaitaient en Indochine disposer d'une 2e fréquence. *Le réseau unique dans un groupe nécessite une discipline d'exploitation très stricte… ; par ailleurs, il est pratiquement impossible d'appuyer en même temps deux bataillons d'infanterie qui ont besoin d'un tir très urgent.* [170]

D'ailleurs, il existait au Nord Viêtnam une *fréquence générale artillerie,* deuxième fréquence préréglée des postes 609, à la disposition du commandement, et qui en cas de crise servait de fréquence de dégagement… bien qu'elle ne fut pas prévue pour cet usage.

Les déplacements d'unités d'artillerie causèrent sur tous les territoires de graves soucis au commandement.

Un déplacement sur piste nécessite des travaux de génie considérables. Le groupe d'artillerie du G.M. dans les premiers jours de février a mis une semaine pour se rendre de Tham Lay à Mahaxay (moyen Laos) soit 15 km environ, au prix d'un effort inouï du personnel.

Le déplacement d'un groupe sur route est le cauchemar du commandement. L'adversaire connaissait cette faiblesse ; ses documents insistent sur l'efficacité de l'attaque des unités d'artillerie en déplacement.

Il a d'ailleurs obtenu de sérieux succès dans ce domaine :

— Nième… groupe… 4 avril, région de Pakse.

— Nième… groupe… 24 juin, 12 km de An-Khe.

Le groupe exige, en position, ou bivouac ou sur route, une unité de protection de la valeur d'un bataillon. [171]

Mais, la meilleure garantie était obtenue par les feux d'autres unités en position. *Certes le déplacement en sûreté où chaque élément est en permanence couvert par de l'artillerie (elle-même protégée) est plus lent, mais il est pratiquement assuré du succès.* [172]

On peut citer à cet égard les manœuvres de rétraction de notre dispositif lors de l'opération *Mouette* ou de l'évacuation d'Hoa-Binh, ainsi

que le repli d'un de nos G.M. de Ban Na Phao sur Mahaxay par la R.C. 12 en 1954.

Tous nos déploiements ont été influencés par trois facteurs particuliers à l'Indochine :

— l'exiguïté et la rareté des plate-formes utilisables,

— l'absence d'une aviation chez l'ennemi et la rareté des interventions de son artillerie,

— l'importance attribuée à la défense rapprochée contre l'infanterie V.M.

Ces conditions ont concouru à imposer une forme de déploiement où tous les éléments du groupe sont resserrés sur eux-mêmes afin d'utiliser au maximum une place insuffisante et de réduire le périmètre à défendre. Ce resserrement est obtenu grâce à un enchevêtrement de canons, de véhicules, de tentes individuelles et collectives qui offre plus l'aspect d'un campement de romanichels que d'un groupe d'artillerie en position. [173]

Les limites extrêmes dans l'étalement possible du groupe semblent être d'une part le déploiement type Indochine (2 à 3 hectares) et d'autre part celui en général préconisé en métropole et qui atteint facilement 40 à 50 hectares pour un groupe de 18 pièces. Si avec le premier il n'est pas possible de subir une intervention de l'aviation et de l'artillerie adverse, le second par contre se prête mal à l'organisation d'une défense rapprochée. [174]

Ce problème de **défense rapprochée** qui découlait de l'absence d'un front était résolu par divers procédés :

— *un soutien immédiat d'infanterie…*

— *des tirs de couverture exécutés par d'autres unités d'artillerie,*

— *les tirs à vue exécutés par les batteries attaquées…* [175]

L'expérience a confirmé l'importance des deux derniers moyens, en particulier des tirs fusants, préparés sur des points ou des directions particulièrement dangereux (par exemple : le groupe d'un de nos G.M. s'en est particulièrement bien trouvé à Hayen en janvier 1953).

Quant à *la valeur du soutien d'infanterie nécessaire à la protection du groupe et du P.C. d'un G.M., elle a varié de 1 compagnie à I bataillon suivant*

la situation [176].

L'effectif total du groupe soit : 474 hommes se décomposant en 21 officiers, 76 sous-officiers et 377 canonniers était déjà faible ; il ne fut jamais réalisé. Aussi le groupe mettait-il sur pied péniblement trois DLO de 2 officiers, alors que le G.M. comptait souvent 4 bataillons, un escadron blindé, du génie et des éléments de secteur !...

L'expérience d'un groupe à deux batteries de 6 pièces fut faite pour économiser des cadres, en particulier des sous-officiers. Mais ce bénéfice fut compensé, comme il était prévisible, par un manque de souplesse dans la manœuvre des feux.

En outre, il n'était possible d'équiper en permanence un observatoire qu'en faisant appel à des personnels pris sur d'autres équipes, tandis que l'écoute permanente radio sur le réseau avant (DLO) et sur le réseau arrière (AD), posait des problèmes quasi-insolubles quand l'AD était hors de portée du SCR 608 (ou ANGRC 5).

Enfin le personnel nécessaire à la défense rapprochée était constitué à quelques exceptions près, par des hommes ayant déjà un autre emploi.

Pour que chaque batterie puisse fournir un DLO de deux officiers, ce qui est un minimum, il faut qu'elle compte quatre officiers. À cette seule condition le commandant de batterie peut garder par intermittence le contact de son unité.

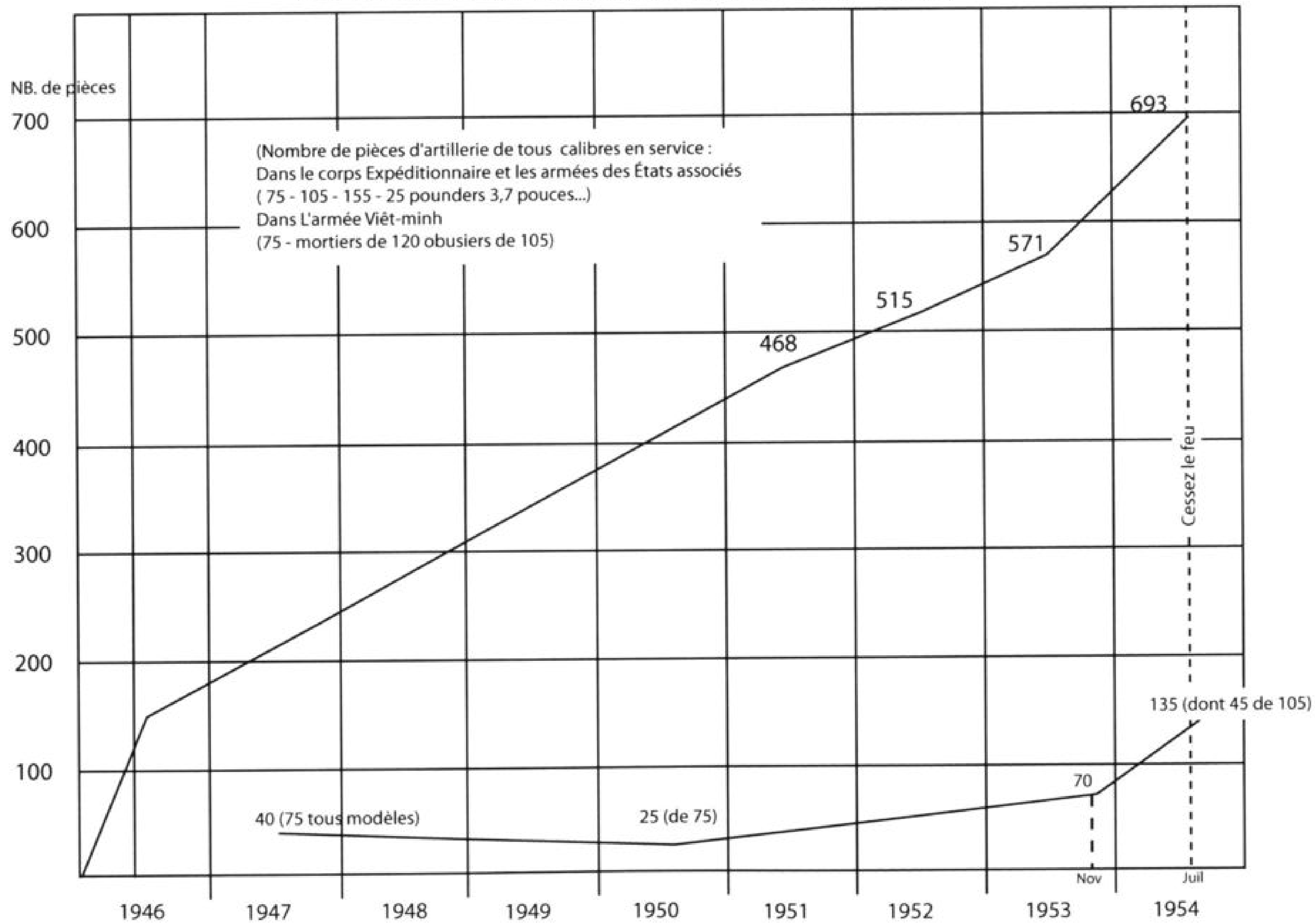
Tous les capitaines se sont plaints d'avoir été *obligés de passer pratiquement le commandement de la batterie au lieutenant de tir, qui seul connaissait les gradés et les hommes, car il vivait avec eux* [177].

Le groupe disposait d'une **base arrière**, cantonnement de repos où restaient en permanence des éléments de la BCS et les chefs comptables des batteries. Mais l'insécurité généralisée obligea très vite à renforcer ces éléments avec du personnel de garde, ce qui diminua d'autant les effectifs *opérationnels.*

Toutefois la brièveté et la rareté des contacts de l'unité avec sa base arrière permit de réunir autour d'un cantonnement valable pour un groupe de tir, les services de plusieurs groupes et de réaliser ainsi des économies sur le personnel de garde.

Aucune nouveauté marquante n'est donc apparue dans les règles d'emploi et de mise en œuvre de l'artillerie ; l'adaptation aux conditions particulières des combats apparaît même parfois comme une déformation (positions trop resserrées, insuffisance de l'observation terrestre...).

Un fait cependant se dégage à l'évidence : l'importance croissante de l'artillerie au cours du conflit, importance reconnue non seulement par notre propre infanterie, mais aussi par le Viêt-minh qui, portant un jugement sur nos points d'appuis et notre tactique défensive écrit : *De tous les moyens de défense français l'appui de l'artillerie est le plus efficace.* [178]


ÉVOLUTION DES MOYENS DE FEUX
NB. de pièces
700
600
500
400
300
200
100
(Nombre de pièces d'artillerie de tous calibres en service :
Dans le corps Expéditionnaire et les armées des États associés
(75 - 105 - 155 - 25 pounders 3,7 pouces...)
Dans L'armée Viêt-minh
(75 - mortiers de 120 obusiers de 105)
693
571
515
468
Cessez le feu
135 (dont 45 de 105)
70
40 (75 tous modèles)
25 (de 75)
Nov
Juil
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954

CHAPITRE VII

L'AVIATION LÉGÈRE D'OBSERVATION D'ARTILLERIE (ALOA)

La campagne d'Indochine a démontré, s'il en était encore besoin, que l'armée de Terre devait disposer en propre de moyens aériens.

Dès le début des hostilités les besoins du commandement et ceux de l'artillerie se révélèrent massifs et de 1945 à 1947, les Piper Cubs de la 9e DIC puis les groupes de *Morane 500*, envoyés successivement, succombèrent à la tâche. Le commandement de l'aviation d'artillerie créé en septembre 1946 ne parvenait pas à améliorer cette situation et en août 1947 l'aviation d'artillerie était au plus bas.

Mais l'armée de l'Air avait pu mesurer les services que l'ALOA pouvait lui rendre pour le guidage de la chasse et même du bombardement. Elle fit donc un effort au profit des trois groupes d'aviation d'observation d'artillerie (GAOA) qui existaient alors et qui furent remis en condition en 1948.

Ils devaient rester jusqu'à 1952 à la disposition de l'aviation.

Le 3 mars 1952 fut signé le décret de rattachement de l'ALOA à l'armée de Terre ; mais pour éviter le retour des difficultés de 1946-1947 l'application du décret en Indochine fut progressive : on recréa seulement un commandement de l'ALOA le 1er janvier 1954, la relève des personnels ne fut achevée qu'en avril de la même année et la mise en œuvre de tous les moyens n'était pas encore confiée sans restriction à l'armée de Terre à la fin des hostilités.

Cette esquisse permet d'apprécier les délais qu'il faut consentir pour donner son autonomie à un organisme comme l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) malgré les besoins impérieux des unités.

Ces besoins étaient variés :

Tout fut demandé à l'avion d'observation : le réglage des tirs d'artillerie et de mortiers, la recherche du renseignement, l'accompagnement de troupes, le relais radio, le guidage de la chasse et du bombardement, la recherche de D.Z., le ravitaillement en vivres, courrier et médicaments, l'évacuation sanitaire, etc. [179]*; il faut encore ajouter : les liaisons de commandement, la surveillance générale du champ de bataille… sans oublier la reconnaissance armée du début de la campagne, au cours de laquelle l'observateur mitraillait au sol les objectifs qu'il jugeait justiciables de son F.M.* [180]

Le réglage des tirs d'artillerie par avion d'observation fut particulièrement précieux en Indochine, étant donné la rareté des observatoires terrestres.

Il reste une mission essentielle de l'ALOA ; mais, malgré d'excellents résultats d'ensemble, il ne fut pas suffisamment utilisé en Indochine. Car on a souvent déploré le manque d'avion au moment précis où l'artilleur en avait besoin, c'est-à-dire, après la prise du dispositif de fin de journée, après un redéploiement… et d'autre part, on n'avait pas toujours confiance en un observateur anonyme et inconnu. Certes les officiers de toutes armes sont capables d'apprécier l'efficacité d'ensemble d'un tir, mais un commandant de groupe préfère confier un accrochage de précision à un artilleur.

Dans la coordination des feux artillerie/aviation, l'observateur aérien a joué le rôle d'intermédiaire obligé entre l'aviateur et l'artilleur. Ce dernier n'a pu éviter le *trou de feux* entre l'action aérienne et le bombardement d'artillerie qu'en restant en contact permanent avec le *criquet* qui le prévenait des interventions aériennes successives et annonçait l'instant où elles s'achevaient.

La reconnaissance à vue *était rarement payante en routine. Les raisons en étaient : la fluidité et la dilution de l'adversaire (en terrain découvert le Viet s'il est immobile est invisible), la difficulté d'observer en zone boisée et aussi l'alerte donnée longtemps à l'avance par le Morane bruyant et lent.*

Par contre la reconnaissance visant un point précis permettait presque toujours de confirmer ou d'infirmer un renseignement…

Au début de la campagne, la reconnaissance à vue était effectuée à basse altitude (entre 200 et 600 m). À la fin des hostilités les conditions d'emploi ont dû être modifiées devant l'apparition d'une DCA légère de plus en plus dense… l'attitude de vol fut imposée entre 900 et 1 000 m un passage à basse altitude pouvait être effectué, mais ne devait pas être renouvelé. Le rendement des missions n'a pas été plus mauvais,… le Viet, moins prudent, se laissait souvent surprendre[181].

Plusieurs observateurs signalent l'intérêt que présentaient la prise de photos et la reconnaissance de nuit. Vers la fin de la campagne quelques essais timides furent faits dans ce domaine, mais ils n'ont pas été assez poussés pour qu'on puisse en tirer des enseignements valables.

L'accompagnement de troupes, *soit au cours d'une opération, soit pour éclairer et guider un convoi… avait un très bon rendement…*[182].

Trop fréquemment cependant il fut demandé à l'observateur de surveiller en permanence les abords immédiats des unités engagées. En pareil cas l'observateur ne devait pas hésiter à s'écarter de nos troupes car les renseignements les plus payants étaient souvent recueillis à quelques kilomètres de là et même parfois en dehors de la zone où se déroulait l'opération.

Dans plusieurs rapports on signale l'intérêt qu'il y aurait à conduire une affaire d'un avion d'observation : *En fait, pour une opération importante c'est le commandant de l'opération lui-même qui devrait diriger celle-ci du haut de l'observatoire volant qu'est l'avion. Comment pourrait-il être mieux placé pour embrasser l'ensemble et distinguer les détails ?*[183]

Il n'est évidemment pas question de souhaiter qu'un chef exerce son commandement de bout en bout depuis son avion. Mais combien ce coup d'œil d'ensemble, jeté périodiquement sur le dispositif et sur les difficultés de terrain lui serait utile ![184]

La reconnaissance armée n'est évidemment possible qu'avec un appareil adapté à cette mission. En présence d'un ennemi excessivement fluide, la fugacité des objectifs est telle que bien des occasions ont été perdues par suite de la lenteur inévitable des liaisons. En voici un exemple entre mille :

… le 1er décembre 1953 vers 18 heures, au retour d'une reconnaissance à vue, nous découvrons une centaine de rebelles massés sur la rive Est du Song Thai Binh et se préparant à franchir le fleuve à l'aide de sampans. Aucune chasse n'est disponible à Haiphong ; un B.26 en fin de mission arrive après plus de 10 minutes ; puis deux chasseurs envoyés d'Hanoï arrivent après un nouveau quart d'heure. Les rebelles se sont dispersés entre temps ; l'intervention a été pratiquement inefficace. [185]

Comme le fait remarquer le lieutenant T… *L'avion léger d'observation aurait très souvent été en mesure d'intervenir lui-même de manière payante sur des objectifs limités et fugitifs s'il avait été armé : une paire de mitrailleuses ou des rockets…* [186]

Le guidage de la chasse et du bombardement s'est avéré une mission presque indispensable à l'appui aérien rapproché, car l'avion rapide voit mal et n'est pas en liaison avec les troupes au sol. Or l'observateur aérien aperçoit évidemment le terrain sous le même angle que le chasseur ou le bombardier, mais en outre il sait où sont les troupes amies, connaît la situation, parle au fantassin ou à l'artilleur comme il parle au chasseur. Il est donc le trait d'union normal entre les éléments à terre et les formations de l'armée de l'Air.

Ce guidage *consistait, pour l'avion d'observation, à baliser à l'aide d'une ou plusieurs grenades, un objectif à traiter par le chasseur ou le bombardier.*

Ce procédé *avait le gros inconvénient d'obliger l'avion d'observation à descendre à basse altitude (100 m). Il a été modifié par utilisation de la grenade à fusil U.S. (grenade empennés) fumigène type M.20 ou M.22 qui, lancée à 1 000 m d'altitude donne une précision suffisante.*

L'emploi de cette grenade est à généraliser bien que des ratés aient été constatés sur l'eau et sur terrain très inconsistant (boue). [187]

Un observateur qui a fait de nombreuses missions à Diên Biên Phu s'est heurté à l'impossibilité d'opérer le guidage par grenades fumigènes, par suite de la DCA ennemie et il a suggéré :… *un balisage par tir d'artillerie à obus fumigènes, avec mise en place préalable par le Criquet en vues obliques* [188].

L'importance de cette mission de guidage explique pourquoi l'armée de l'Air souhaitait garder à sa disposition les avions légers d'observation et pourquoi elle voulait, au minimum, en assurer le contrôle par l'intermédiaire des groupements aériens tactiques (GATAC). Elle justifiait, en outre, cette centralisation de tout ce qui volait par le fait qu'un GATAC doit être informé de tous les décollages d'avions amis pour en assurer la sécurité.

Ces arguments n'étaient pas considérés comme décisifs par les partisans d'une ALAT indépendante, car la mission de guidage leur paraissait ne pas mériter plus d'importance que les autres missions. À ce titre elle devait être laissée à l'appréciation du commandement interarmes et il fallait au besoin la demander par le canal de l'appui aérien dont le fonctionnement est parfaitement réversible [189]. D'autre part le GATAC peut être informé de l'activité aérienne sans que les appareils soient pour autant placés sous sa dépendance.

Il paraît normal, en effet, que le commandement intéressé actionne lui-même directement son ALOA, ou qu'il en délègue la charge à une autorité subordonnée ; il est par contre illogique que ce commandement doive obligatoirement s'adresser à un organisme échappant à son autorité (GATAC, P.C. d'intervention aérienne) pour utiliser des moyens qui lui appartiennent. [190]

Cette argumentation finit par triompher et l'ALOA avait reconquis une indépendance partielle au début 1954 et, si la guerre avait continué, il est probable qu'elle serait devenue la chose de l'armée de Terre. Car elle échappait déjà au GATAC en de nombreuses circonstances.

Dans plus de la moitié des cas, en l'absence d'un organisme AIR existant à proximité, les détachements ont été finalement mis à la disposition directe des commandements terrestres. [191]

Parfois, il ne s'agissait plus de simples détachements. À *l'opération Mouette en particulier, le commandant de l'artillerie, directeur des feux, assurait la mise en œuvre de l'ALOA… cette aviation a travaillé à la satisfaction de tous les utilisateurs, y compris l'armée de l'Air.* [192]

Après la fin des hostilités un nouveau pas en avant fut fait et la mise en œuvre fut assurée dès lors par le canal de l'appui aérien. Cette nouvelle procédure a donné satisfaction, mais n'a pas reçu la consécration des combats.

Pour ces différentes raisons (mise en œuvre par les GATAC, rapprochement des moyens de réparation et d'entretien… et surtout facilités de protection) les formations de l'ALOA furent stationnées sur les bases aériennes.

Mais cette organisation obligeait souvent à constituer des détachements, difficiles à encadrer, pour les déployer au plus près du P.C. de l'autorité assurant le commandement d'une opération. En outre, elle ne permettait pas aux équipages de travailler toujours au profit des mêmes unités.

Il n'est pas possible de fixer des règles d'organisation applicables de manière immuable en toutes circonstances…

La solution idéale consisterait à doter les commandements jusqu'à l'échelon division ou groupement tactique par exemple, et des armes jusqu'à un échelon convenable (régiment… A.D. ou groupement…) d'un peloton de quatre à huit appareils servis par du personnel appartenant à l'arme intéressée…

Si les moyens sont insuffisants, l'organisation de pelotons de quatre à huit appareils semble encore préférable à la mise sur pied d'éléments plus importants ; ces pelotons seraient adaptés aux utilisateurs en fonction des besoins. Ainsi seulement les employeurs pourraient disposer en temps utile et dans les meilleures conditions des moyens aériens qui leur sont nécessaires. [193]

Beaucoup d'officiers observateurs sont du même avis : *Il aurait été préférable d'avoir des observateurs et même des équipages spécialisés dans une région… l'observateur suit les manifestations de l'ennemi, observe les progrès de ses travaux… plus de souci d'orientation et de navigation…*

Connaître les formations pour lesquelles il travaille a aussi, pour l'observateur, son importance… et réciproquement les troupes au sol auraient aimé avoir un observateur qu'elles connaissaient… [194]

Cette organisation aurait permis d'exécuter sur place un briefing complet avant chaque mission. Car, comme l'écrit un capitaine, commandant un GAOA : *Le plus souvent les ordres, sous une forme très succincte, étaient donnés par les télétypes venus du GATAC Ces ordres ne donnaient en général que le point de rendez-vous et les indicatifs radio… et laissaient l'observateur sans aucune idée de l'orientation ou du volume de l'affaire…*

Elle aurait également permis de diminuer les délais d'intervention. Le même capitaine poursuit : *Par contre un incompréhensible délai de plusieurs heures* [195] *s'écoulait entre l'embuscade ou l'attaque du poste et l'arrivée de l'avion. Dans un delta de 15 000 kilomètres carrés seulement cela ne peut s'expliquer que par le nombre d'intermédiaires « improductifs » qui filtraient, transmettaient ou modifiaient la demande.* [196]

Enfin les commandements terrestres qui ne disposaient pas en propre de moyens aériens… *essayaient parfois d'occuper le Morane en le faisant tourner en rond pour le conserver, au cas où il se passerait quelque chose* [197]. Ce mauvais usage aurait pu être évité par une décentralisation des moyens, que seule notre pauvreté en appareils interdisait.

Quant à la dispersion des détachements, qui présente des avantages en ce qui concerne l'emploi, elle est fonction du degré de sécurité qu'on peut leur assurer.

L'expérience a mis en lumière quelques insuffisances aux tableaux d'effectifs des GAOA. [198]

Le commandement d'un GAOA devrait être confié à un officier supérieur. Les charges et responsabilités sont trop importantes pour un capitaine. [199]

Il devrait disposer en plus des effectifs actuels : d'un officier mécanicien avion, un officier ou sous-officier administratif, et deux sous-officiers secrétaires.

Le personnel, en outre, a besoin d'une adaptation assez longue : *Pour devenir opérationnel, un pilote avait besoin d'un entraînement d'un mois, un mécanicien de deux à trois mois. Pour un officier observateur, 60 à 80 heures de vol en opérations étaient nécessaires pour qu'il soit sûr et d'un bon rendement…* [200]

Mais ces délais consentis, les équipages ont donné toute satisfaction : *Très jeunes dans le métier et pleins d'enthousiasme, il leur est arrivé d'accomplir des missions dans des conditions qui auraient fait reculer des pilotes chevronnés.* [201]

Bref l'avion d'observation a été en Indochine *la bonne à tout faire* [202], *le boy à la botte* [203], *l'auxiliaire le plus précieux* [204]… du commandement et son apparition dans le ciel était un soulagement pour le fantassin en difficulté, qu'il soit en brousse, en rizière ou dans un poste attaqué.

Si l'ALOA fut mise en œuvre principalement par l'armée de l'Air, ce fut par suite de l'absence d'un autre avion apte à guider la chasse.

Mais sa mise en œuvre par l'armée de Terre est souhaitée par tous les combattants qui en ont évalué les riches possibilités et qui souhaitent en outre l'intégration à cette aviation de formations d'hélicoptères.

CHAPITRE VIII

LES HÉLICOPTÈRES

Malgré leur évidente utilité les hélicoptères sont apparus très tard en Indochine.

En 1950 deux appareils furent acquis par la direction des services sanitaires et mis en œuvre par l'armée de l'Air. En 1952 le parc s'accrut par des achats et des dons d'origine privée et atteignit une dizaine d'appareils.

Cet accroissement imposa l'organisation d'unités et l'armée de Terre mit sur pied entre janvier et avril 1954 un commandement des formations d'hélicoptères. La construction d'un héliport fut entreprise à Saïgon, tandis qu'un plan portant sur 100 appareils était arrêté pour la même année.

Dans l'intervalle, l'armée de l'Air avait souhaité mettre sur pied également des formations d'hélicoptères et un souci d'économie avait conduit à grouper les moyens des deux armées en une escadre mixte, où les personnels Terre et Air seraient réunis tant que les formations terrestres n'auraient pas atteint un volume justifiant leur indépendance [205].

À la fin des hostilités, par conséquent, on en était encore à une phase d'organisation qui était caractérisée par une centralisation de l'administration et des réparations.

Mais très vite il était apparu qu'il fallait mettre en place des petits détachements pour satisfaire aux besoins des différents territoires.

En fait, on a vite convenu qu'il existait deux types de régions et on les a équipées l'une après l'autre…

Les zones de delta (ou plaines côtières). Terrain plat à forte densité de population et de troupe ; courtes distances ; conditions météo généralement bonnes.

Les plateaux et montagnes avec prédominance de forêts, troupes spécialisées, peu nombreuses et dispersées, grandes distances, altitude élevée, météo souvent mauvaise.

… Dans les premières, le « Hiller » appareil léger, peu puissant, à faible autonomie, capable d'enlever deux passagers au niveau de la mer, fit merveille.

Dans les secondes, l'appareil devait être puissant et sûr, disposer d'instruments de navigation, pouvoir travailler en altitude. Le S.51 ne fit guère l'affaire et céda fort heureusement la place au Sikorsky H.19. [206]

La dispersion des détachements, et surtout les distances, posaient des problèmes difficiles.

La mise en place des H.19 au Laos, qui se faisait depuis Saïgon, coûtait une trentaine d'heures de potentiel (aller et retour) sur les 150 heures disponibles entre révisions, soit 20 %. [207]

Il était parfois possible d'effectuer une partie du parcours en transportant les hélicoptères sur des navires ou sur un porte-avions… Mais l'urgence des demandes ne permettait pas toujours d'attendre. Aussi *les mises en places coûtèrent au total plus de 1 500 heures, dont au moins 400 eussent pu être économisées* [208]

Formation du personnel – *Les premiers pilotes de l'armée de l'Air avaient été formés dans les écoles civiles de pilotage pour hélicoptères en France, en Grande-Bretagne et dans les écoles militaires de l'USAF.*

Les pilotes de l'armée de Terre furent formés dans les écoles civiles françaises (Hélicop-air, Fenwick, Sncase). [209]

Les uns et les autres n'étaient pas formés opérationnellement et ils devaient suivre en Indochine, une progression d'instruction complète en vol et au sol, avant leur mise en situation opérationnelle. Cette progression indispensable absorbait un crédit d'heures de vol qui souvent gênait les opérations. [210]

Les mécaniciens furent initialement ceux des escadrilles de liaisons aériennes, *encadrés par un officier et 22 sous-officiers de formation hélicoptère, dont 5 avaient fait un stage en Angleterre à la société Westland.* Par la suite d'autres mécaniciens furent formés en France.

À la fin du conflit l'armée de Terre disposait de pilotes et de mécaniciens, dont la valeur était équivalente à celle des spécialistes de l'armée de l'Air et qui lui auraient permis de créer des unités autonomes.

Emploi durant les hostilités – *À de très rares exceptions près, les hélicoptères furent utilisés comme engins de sauvetage. Leur raison d'être fut l'évacuation des blessés, malades, prisonniers libérés, le recueil d'évadés ou d'isolés.* [211]- [212]

Voici quelques exemples caractéristiques de ces missions :

Le 30 novembre 1951, un Hiller 360 était embarqué démonté à Saïgon à bord d'un avion Bristol à destination d'Hanoï et remonté à Gia Lam le même jour. Il assurait le 2 décembre dans la région de Ban Mo (pays Thaï) l'évacuation de 24 blessés graves de la colonne X…

Le 14 décembre 1953, un seul appareil du type H.19 évacuait 76 blessés d'un point d'appui de Diên Biên Phu vers le P.C. central. Par la suite, des chiffres de 50 à 60 blessés par appareil furent plusieurs fois atteints. [213]

… Du 14 au 25 mars 1954, les hélicoptères évacuaient 101 blessé de Diên Biên Phu en 53 heures de vol…

Du 7 mai au 20 juillet 1954, 80 rescapés de Diên Biên Phu étaient sauvés par ces appareils dans des conditions difficiles (altitudes, forêt…) à l'aide d'un treuil ou de l'échelle de corde.

… Un H.19 a récupéré, après les hostilités, l'équipage d'un bâtiment de commerce britannique en perdition dans la Baie d'Along. [214]

L'exécution des missions a été rendue souvent difficile par ignorance de l'emploi des hélicoptères.

Beaucoup de nos cadres, en effet, vivaient sur le souvenir de démonstrations faites dans les conditions exceptionnelles d'un meeting aérien et provoquèrent cette protestation des pilotes :

Du côté de l'armée de Terre, on doit s'efforcer de familiariser le commandement et la troupe avec l'hélicoptère et de lui extirper une conception trop optimiste de son comportement en vol vertical, cause de trop de zones d'atterrissage insuffisantes et d'autant de manœuvres acrobatiques, heureusement presque toujours réussies. [215]

Les délais d'intervention étaient souvent longs, car les demandes étaient acheminées en cas d'opération par le réseau d'appui aérien, et en dehors des opérations par le réseau de commandement territorial.

Dans le delta tonkinois ou en Cochinchine, le délai d'acheminement des demandes était de une à deux heures, ajoutées à la durée de vol ce qui était admissible ; mais au cours d'opérations combinées (en particulier au Centre Annam) ces délais pouvaient être beaucoup plus importants, jusqu'à cinq ou six heures. [216]

La DCA Viêt-minh prit à partie maintes fois les appareils, non seulement à Diên Biên Phu mais sur tous les territoires. *Au moment du cessez-le-feu tous les appareils ayant travaillé dans le delta avaient été atteints par des armes à terre. L'un d'eux avait 23 impacts reçus dans le secteur de Hung Yen.* [217]

Les pertes n'ont cependant pas été rédhibitoires : *Sur 42 appareils livrés au cours de la campagne, 9 ont été détruits pour des causes diverses, deux seulement ont été abattus* [218]- [219]*. Mais il ne faudrait pas en tirer des conclusions quant à l'invulnérabilité des hélicoptères.*

Pour assurer la sécurité des équipages les précautions suivantes avaient été adoptées :

— Une altitude de 3 000 pieds (soit environ 1 000 m) fut imposée pour éviter la DCA légère et permettre, en cas d'incident, de se poser au point choisi [220].

— En outre *pour faciliter la navigation sur ce type d'appareils où le pilotage laisse mal le loisir d'étudier la carte et de servir la radio, il fut décidé de suivre des axes de sécurité constitués par les routes ouvertes au trafic normal ou jalonnées de postes amis…* [221].

— Enfin, si l'unité réclamant un hélicoptère l'estimait nécessaire, une patrouille de chasse était chargée d'assurer la sécurité au voisinage de la zone d'atterrissage.

Mais cette protection pouvait être interprétée comme une entorse à la convention de Genève.

Théoriquement celle-ci assure la sauvegarde des véhicules, aéronefs, navires… transportant des blessés, des malades ou du personnel

sanitaire [222]. Mais on a trop souvent tendance à croire qu'il suffit de placer une Croix Rouge sur un aéronef pour le garantir.

En effet, dans le delta tonkinois et à maintes reprises les guérilleros ont tiré sur des hélicoptères sanitaires et il fallut songer à les protéger.

Or, *il n'est pas interdit de se demander dans quelle mesure l'emploi de la chasse à sa protection conduisit le V.M. à considérer l'hélicoptère comme un ennemi et à le traiter en conséquence.*

En effet, trop souvent les troupes au sol demandaient *une évacuation avec l'appui de chasse dans le seul but de disposer d'une patrouille à leur profit. Sitôt l'hélicoptère posé, son pilote se voyait désigner des objectifs et requis de les transmettre à la chasse par radio.*

Tiré ou pas, il rendait volontiers ce service et, grâce à lui, chaque apparition d'un hélicoptère se soldait par une intervention de chasse précise et meurtrière… [223]

… Si bien que à Diên Biên Phu les hélicoptères devinrent des cibles de choix pour la sauvegarde desquelles ont dû réunir de plus en plus de chasseurs (jusqu'à 16 pour une seule mission) et même des B.26 (6 appareils à la fois en strafing et bombing, 2 en écran fumigène). [224]

Dans le futur il conviendrait donc que les articles de la Convention de Genève relatifs à la sauvegarde conférée par la Croix Rouge soient diffusés à tous les échelons et appliqués strictement, afin de pouvoir exiger de l'adversaire le même respect de clauses qui l'engagent sous peine de représailles.

Emploi tactique – Le petit nombre des appareils ne permit pas durant la campagne de leur donner des utilisations tactiques.

Toutefois *un H.19 déposa en deux voyages un commando de mission spéciale dans le Centre Annam… La mission eut un plein succès ; l'appareil ne fut pas décelé…* [225].

Une autre expérience fut faite en Cochinchine pour déposer un commando sans laisser de traces dans une zone d'implantation V.M.

Un stick fut parachuté de nuit et atteignit une zone de saut repérée sur photo aérienne. Il prit contact par radio avec l'hélicoptère qui transportait

le reste du commando et le guida pour l'atterrissage. L'hélicoptère remporta un blessé, les parachutes et le matériel.

Mais les projets du commandement prévoyaient une multiplication de ce genre de missions.

Le plan de 100 appareils, qui devait être réalisé à la fin 1954 n'aurait été sans doute qu'une étape, car des études faites en 1953 [226] préconisaient *une manœuvre tactique d'un genre nouveau surclassant entièrement par sa mobilité et par sa sûreté les troupes adverses se déplaçant au sol.*

Procédant par concentrations successives de tous les moyens disponibles sans nuire à la sûreté de l'ensemble… en opérant sans souci des lignes de communications terrestres aussi bien en zone adverse et sur les arrières de l'ennemi qu'à l'intérieur de la zone contrôlée, ces actions successives devraient viser si possible l'encerclement et la destruction des divisions Viêt-minh, qui opèrent généralement à plusieurs journées de marche les uns des autres…

Mais pour réaliser ce projet dans toute son ampleur, il eut fallu :

— Disposer de 100 hélicoptères légers et 400 hélicoptères lourds.

— Former les pilotes et mécaniciens correspondants. Un plan de mise sur pied en un an (à partir de la dotation initiale de 25 appareils) fut donc envisagé.

— Des crédits de l'ordre de 70 à 80 milliards.

Comme l'a noté le commandant de l'Air en E.O. *les dépenses faites en vue de l'Indochine auraient pu orienter une renaissance de notre armée sur des formules nouvelles qui permettraient à des forces réduites de voir leur efficacité considérablement augmentée* [227].

Sans être aussi ambitieux, les désirs de beaucoup d'officiers de l'armée de Terre commençaient à se faire jour. Un capitaine de l'ABC écrivait notamment : *L'automitrailleuse, le char, les amphibies ne suffisent plus pour remplir les missions traditionnelles de la cavalerie. Si nous ne savons pas manœuvrer aux échelons tactiques dans les trois dimensions, nous serons encore la prochaine fois en retard d'une guerre.*

Souhaitée par la plupart des cadres, une aviation légère de l'armée de Terre comprenant des formations d'hélicoptères répondrait à de telles préoccupations [228]. Elle était peut-être sur le point de naître en Indochine.

CHAPITRE IX

LE GÉNIE

La guerre 1939-1945 avait déjà montré l'importance croissante qu'avait prise le génie. Mais son rôle a été plus nettement souligné durant la campagne d'Indochine, car le corps expéditionnaire s'est trouvé devant un territoire immense où le Service des travaux publics, désorganisé par les événements de 1946 et manquant de moyens, était incapable de restaurer et d'entretenir l'infrastructure indispensable aux opérations.

La tâche des sapeurs fut donc plus considérable encore qu'en Europe, mais leur effectif resta *toujours très inférieur aux besoins, car il comprenait seulement 4 % des troupes du corps expéditionnaire, alors que pour faire face aux difficultés nées des caractéristiques géographiques du pays il eut fallu 12 à 14 % des effectifs, comme le prévoient, par ailleurs, toutes les armées étrangères*[229].

La pénurie de personnel augmenta donc les difficultés et, si l'arme parvint néanmoins à remplir ses nombreuses missions, un enseignement essentiel de la campagne est qu'il faut attribuer au génie un pourcentage d'unités beaucoup plus élevé que jadis.

Par ailleurs, l'absence de front et l'insécurité généralisée amenèrent le Service du génie et les formations de l'arme à partager les mêmes risques, à résoudre les mêmes difficultés et souvent à remplir les mêmes missions. C'est ainsi, par exemple, que *l'ensemble du réseau routier du Tonkin incombait aussi bien aux unités de combat qu'à celles du service et parfois directement au service lui-même*[230].

L'action des deux organismes fut donc inséparable et il convient d'examiner simultanément leurs activités.

Organisation – Les unités de l'arme – Au début de la campagne, les divers éléments au génie étaient constituées, comme les formations des autres armes, sur le type métropolitain.

Elles durent, par conséquent, s'adapter à la nature des opérations et surtout au caractère amphibie des champs de bataille principaux.

Toutefois le bataillon de combat comporta deux à trois compagnies de combat, ayant une structure semblable à leurs homologues dans la métropole, et une compagnie de commandement.

Les unités de réserve générale, étaient constituées par :

— Des bataillons de service, chargés d'assurer le support des formations de combat ainsi que le ravitaillement en matériels du génie des autres armes [231].

— Des compagnies de camions-bennes.

— Des compagnies de sapeurs routiers, dont chacune pouvait construire environ 5 kilomètres de route nouvelle chaque année [232].

— Une compagnie d'engins fluviaux qui assurait l'exploitation d'un certain nombre de bacs.

— Une compagnie de bateaux blindés, qui mettait en œuvre notamment des engins lourds pour les travaux en rivière.

Les unités de ces trois dernières catégories étaient donc d'un type spécial et correspondaient aux besoins particuliers du théâtre d'opérations.

Cette organisation des unités, qui reflétait de sévères économies d'effectifs, faisait une part insuffisante aux formations de parc et de réparation. Le support des compagnies de combat fut donc assuré difficilement par suite de *la disproportion anormale existant entre les quantités de matériels et les ateliers chargés d'en assurer la réparation ou le conditionnement* [233].

Les conséquences de cette insuffisance en moyens de réparations étaient aggravées par suite de différentes causes :

— *L'état de fatigue, d'un matériel usé par plusieurs années de travail intensif*

— *Le manque de pièces de rechange qu'il fallait souvent faire venir de Saïgon et parfois même usiner.*

— La très grande diversité des types de matériel en service, français et américains[234]*, qui nécessitait davantage de personnel spécialisé, un échantillonnage considérable de pièces de rechange, des installations de magasins très développées et un service réception-livraison comprenant un personnel nombreux et hautement qualifié*[235].

— La grave erreur de la dispersion du matériel en unités isolées : qu'il s'agisse de bateaux et de propulseurs, qu'il s'agisse de groupes électrogènes, qu'il s'agisse d'engins de terrassement, la poussière d'engins est d'une surveillance impossible. Les corps en ont bien la responsabilité mais, par manque de préparation, ils se contentent d'apporter à l'échange ce qui est en panne ou mieux encore de rendre compte que c'est en panne.

Le spécialiste une fois de plus abandonne l'atelier pour constater le plus souvent… un manque d'entretien.

Si l'affaire est sans gravité lorsqu'il s'agit de petits ensembles du genre propulseurs qui existent en grand nombre, elle devient beaucoup plus grave lorsqu'il s'agit d'un matériel important comme le bull-dozer. Livré à lui-même le conducteur fait ce qu'il peut ; s'il tombe en panne il est incapable le plus souvent d'en sortir et finit lui aussi par faire demander le dépannage. [236]

Le service – À l'arrivée du corps expéditionnaire, celui-ci trouva une organisation identique à celle de la métropole, comportant donc un Service des bâtiments et travaux et un Service du matériel [237].

Tous deux dépendaient du commandement du génie, mais pouvaient être actionnés directement par l'état-major du commandant en chef, qui accordait les crédits (encore que tous les ordres d'exécution devaient obligatoirement passer par l'intermédiaire du commandant du génie).

Cette organisation fut conservée et le service se vit, par la suite, affecter des unités particulières pour l'exécution de certaines de ses tâches :

— Compagnies de travaux de chefferie, qui administraient le personnel et géraient le matériel nécessaire aux chantiers ainsi que celui qui était mis en place pour les besoins généraux des troupes.

— Compagnies de travaux d'infrastructure, dotées de gros engins pour les chantiers importants de terrassement et plus particulièrement

spécialisées dans l'établissement des terrains d'aviation opérationnels.

Ce qui n'empêchait pas que le service fasse surtout appel, comme dans la métropole, aux entreprises privées et aux industries locales pour exécuter la majorité de ses travaux, souvent même dans les zones d'insécurité.

À certains égards cette formule du maintien de l'organisation du temps de paix a été satisfaisante, car *le commandement de l'arme, déchargé du souci de la comptabilité, pouvait se consacrer à peu près entièrement aux missions découlant des opérations.*

En contrepartie, le service, libéré des missions de l'avant, a pu saisir infiniment mieux les problèmes dans leur ensemble et préparer l'avenir. [238]

Toutefois beaucoup de sapeurs auraient souhaité qu'au minimum une organisation de temps de guerre fût adoptée et qu'à ce titre des chefferies d'armée remplacent les chefferies territoriales. Car celles-ci fonctionnaient suivant les règles en vigueur en France avant 1945 et comportaient des secteurs spécialisés, placés sous les ordres d'un officier.

Les règlements d'administration et les cahiers des charges étaient ceux de la métropole. L'ordonnancement était fait sur chaque territoire par le sous-directeur, ayant reçu délégation du directeur situé à Saïgon.

Mais on peut se demander si l'articulation générale du service et de l'arme correspondaient exactement aux exigences d'une guerre sans front, où la discrimination entre *génie de l'avant* et *génie des arrières* perdait une bonne part de sa signification.

L'organisation du commandement – Sur chacun des territoires d'Indochine, les formations de l'arme relevaient d'un commandant du génie du territoire, tandis que les organismes du service dépendaient d'un sous-directeur territorial.

Cette situation a été sans conséquence graves au Nord Viêtnam où le commandant du génie était immédiatement juxtaposé au sous-directeur : la collaboration franche des responsabilités, facilitée par un contact étroit, simplifiait les questions et aplanissait les difficultés.

Au Centre Viêtnam, la séparation géographique des responsables compliquait la situation. En tous lieux une opposition des personnalités en

place aurait eu des conséquences très graves.

Certaines difficultés sont nées de cet état de choses. Il eut, semble-t-il été préférable que le commandant du génie soit en même temps sous-directeur. [239]

Cette unification du commandement eut permis certainement une meilleure répartition des tâches, car les formations de l'arme participaient, tout autant que les chefferies, aux travaux d'intérêt général intéressant chaque territoire.

Mais par ailleurs, il était nécessaire qu'à chaque opération une fraction plus ou moins importante des unités soit affectée aux troupes mobiles et reçoive des missions d'accompagnement. Au Tonkin notamment certains bataillons étaient adaptés aux divisions de marche et leurs chefs se trouvaient tiraillés entre les demandes des commandants de ces divisions et les ordres du commandant du génie du territoire.

Pour satisfaire à ces obligations contradictoires, certains officiers auraient souhaité que les bataillons comportent quatre compagnies *dont deux auraient été appliquées sur les chantiers à la disposition exclusive du commandant du génie divisionnaire, les deux autres fournissant les sections adaptées aux groupements mobiles pour l'accompagnement en opérations* [240].

Cette solution n'eut été toutefois qu'un médiocre compromis et, si la pénurie d'effectifs ne l'avait pas interdit, le génie aurait dû comporter :

— Des bataillons de combat, en nombre suffisant pour satisfaire aux besoins opérationnels de nos forces mobiles.

— Des formations de réserve générale, comprenant d'autres bataillons de combat et une gamme d'unités spécialisées pour effectuer tous les travaux d'équipement des divers territoires et pour renforcer à l'occasion le génie de l'Avant.

Les missions – Les tâches qui furent confiées au génie furent excessivement variées, mais il en est deux qui ont absorbé la majeure partie de ses efforts :

— L'entretien des communications, que les sabotages V.M. ruinaient constamment et qu'il fallait, en outre considérablement améliorer.

— La fortification, qui a déjà fait l'objet d'un chapitre spécial et qui a demandé des travaux d'une ampleur et d'une durée considérables.

Mais les sapeurs durent également remplir d'autres missions :

— Construction de camps et de nombreux établissement militaires.

— Aménagement d'aérodromes [241].

— Amélioration ou création de ports et *de beachings* [242].

— Installation de centrales électriques.

— Aménagement de points d'eau.

— Création de dépôts (munitions, carburants, etc.).

— Entretien de certaines voies ferrées.

La variété de ces tâches ne fut pas leur seule difficulté et le génie dû résoudre des problèmes d'approvisionnement en matériaux et de main-d'œuvre particulièrement délicats. Par ailleurs le rétablissement des communications fut certainement la mission qui exigea les plus grands efforts et surtout le plus d'ingéniosité.

Approvisionnement en matériaux – La plupart des chantiers exigeaient du ciment, du fer, du bois, de la pierre, etc. Pour satisfaire à de tels besoins sur un territoire immense, le recours aux entreprises particulières s'avérait une nécessité absolue. Mais celles-ci ne pouvaient satisfaire en 1950 qu'au cinquième des besoins, tout au moins au Tonkin.

Alors on a acheté du fer au Japon, à Hongkong, à Manille. On a exploité les bois laotiens et ouvert des scieries, on a équipé en grand des carrières, on a construit une flotte de transport fluvial, on a fait sortir de terre une multitude de petites entreprises autochtones, dont le financement initial et les cadres étaient assurés par le génie. [243]

La plus grosse difficulté fut la fourniture de la pierre cassée, matériaux qui étaient aussi nécessaires pour les routes que pour les aérodromes et les bétonnages. Au Tonkin par exemple, durant l'année 1951 *tout le programme de fortification faillit échouer parce que les carrières ne débitaient pas assez* [244].

Par la suite la plupart des obstacles furent aplanis, mais il subsista toujours un problème de transports, car l'importance du tonnage exigeait

qu'on ait recours uniquement à la route et à la voie fluviale.

Dans les régions dépourvues de voies d'accès l'approvisionnement des chantiers ne pouvait donc être assuré et cette incapacité fut particulièrement ressentie quand il fallut équiper les bases aéroterrestres, que le commandement créa durant les deux dernières années de la campagne.

Le Service du génie devait en outre ravitailler en matériaux de toutes sortes les unités. À titre d'exemple, la consommation de ronce artificielle, d'octobre 1953 à juin 1954 s'est élevée à 8 200 tonnes, avec des *pointes* mensuelles de 1 400 tonnes et un *creux* en janvier 1954 de 17 tonnes.

Bien entendu les ponts aériens ne purent suffire à assurer *seuls les approvisionnements*[245] et l'on dut renoncer à construire des blockhaus bétonnés et même à renforcer les abris par des rails ou des tôles.

À cette occasion le génie a déploré qu'aucun de ses engins lourds n'ait été aérotransportable et, pour amener à pied-d'œuvre un minimum de bull-dozers, il fallut procéder à des démontages improvisés et consentir ensuite l'abandon du matériel[246].

La main-d'œuvre – La faiblesse de leurs effectifs contraignirent les unités du génie à utiliser constamment la main-d'œuvre locale : prisonniers et coolies des deux sexes.

Si le rendement des individus était très faible, le nombre permettait de venir à bout de tous les travaux de terrassement et de remblayage dans des délais souvent surprenants. Pour déblayer, par exemple, 2 000 à 4 000 mètres cubes les petits paniers manipulés par une nuée de travailleurs arrivaient à battre le bulldozer et un officier du génie pouvait écrire : *La primauté du moteur mécanique sur le travail humain n'est pas un dogme valable en toutes circonstances et sous toutes les latitudes…*

… Si on admet que la solution la plus moderne d'une difficulté est celle qui permet d'obtenir le résultat aux moindres frais et le plus rapidement, il est plus moderne pour effectuer un travail occasionnel sur le terrain de X… de recruter sur place 200 coolies, les armer de pelles et de pioches et les faire travailler quinze jours, que de faire venir du parc le plus proche (en l'espèce et inéluctablement Saïgon soit à 600 kilomètres de convoi) un bulldozer, son

équipage et son gas-oil, même si cet engin plus moderne doit enlever la tâche en 48 heures de travail. [247]

Au demeurant le V.M. nous a donné d'innombrables preuves de la rapidité avec laquelle il pouvait réparer les dommages de nos bombardements et développer l'infrastructure qui lui fut nécessaire dans la dernière année de guerre.

Le rétablissement des routes – Le réseau routier d'Indochine avait été conçu pour assurer des liaisons et non pas des transports. Il avait donc une faible densité, il était léger [248] et de plus il était cisaillé dans les deltas et le long des côtes par de multiples lignes d'eau.

Dans ces régions la route était généralement surélevée pour être à l'abri de l'eau ; elle courait sur une digue et n'était pas contournable. La chaussée était, en outre, très fragile car elle était constituée par une couche d'empierrement reposant sur un terrassement d'argile et de latérite.

Ces conditions étaient éminemment avantageuses pour l'ennemi, dont les destructions furent toujours très adroitement calculées.

Les principaux ouvrages d'art furent détruits initialement par des procédés de fortune : renversement des tabliers (tirés hors de leur appui par des buffles), incendie des ponts en bois, désagrégation du béton armée au pic et au burin, etc. Par la suite l'adversaire utilisa les méthodes de destruction classiques par explosif.

Dans les rizières le V.M. réalisait en trois temps la destruction de la chaussée même des routes. Au premier stade, œuvre d'une nuit, il posait des mines et creusait des *touches de piano* [249]. Tous les matériaux enlevés étaient ensuite éparpillés dans la rizière.

Au deuxième stade les touches de piano se transformaient en fossés. Au troisième stade la fouille s'allongeait jusqu'à supprimer toute superstructure sur une longueur de plusieurs centaines de mètres. L'eau reprenait possession de la chaussée, qui se répandait peu à peu dans la rizière.

En haute et moyenne région, les ponts et les passages à flanc de coteau constituaient les points les plus sensibles, mais la puissance de la

végétation exigeait un entretien permanent : une route abandonnée était littéralement dévorée en deux saisons et nécessitait une réfection complète [250].

L'ouverture d'un itinéraire dans un pareil terrain réclamait l'emploi d'engins de terrassement, car le franchissement des moindres coupures exigeait la construction d'ouvrages d'art ou l'établissement de radiers condamnés à être emportés par les prochaines crues. La R.L.4 au sud de Xieng Khouang, ouverte sur 40 kilomètres, dû être refaite entièrement après une seule saison des pluies…

La tâche imposée au génie était donc d'autant plus lourde qu'on ne lui demandait pas seulement de rétablir la circulation, mais encore de réaliser peu à peu le programme suivant :

— Élargissement à deux voies et mise à la classe 30 des principales routes du Tonkin (à la classe 18 sur les autres territoires), en vue de constituer un premier réseau dit *réseau de manœuvre*.

— Construction de ponts sur ces itinéraires en lieu et place des bacs existants.

— Doublement, chaque fois qu'il était possible, de ces ponts par des radiers moins vulnérables.

— Enfin rétablissement et renforcement, en classe 18, de toutes les pénétrantes ou rocades présentant un intérêt opérationnel.

Le rétablissement exigea une réfection presque complète des chaussées et engloutit un tonnage impressionnant de matériaux, qu'il fallut amener par camions. Mais une fois reconstituées ces chaussées ne pouvaient supporter un trafic prolongé, à moins de travaux d'une ampleur considérable. En saison des pluies notamment les remontées d'eau par capillarité donnaient aux routes une consistance pâteuse et leur détérioration s'accélérait rapidement.

Il fallait donc consentir un entretien considérable, qui nécessitait la réouverture des chantiers et l'immobilisation d'un matériel important : camions-bennes, citernes, etc.

En définitive la lutte contre l'usure des chaussées ne fut jamais vraiment gagnée, parce qu'il fallait faire des fondations solides. Le tonnage de

matériaux fut gigantesque et atteignit trois tonnes au mètre de route. [251]

Le franchissement des coupures posa des problèmes d'une technique plus difficile.

Malgré l'ampleur des besoins, les moyens de pontage classiques arrivèrent initialement de France avec lenteur et nous ne pûmes trouver sur place que le matériel laissé par les Japonais ainsi que du matériel Eiffel, léger et simple, mais de voie trop étroite et dont la force portante ne dépassait pas 12 tonnes.

Par la suite la situation s'améliora grâce à l'arrivée des moyens provenant de l'aide américaine. En outre, la maison Eiffel réalisa en Indochine, sur les indications du génie, le pont métallique VY, démontable en petits fardeaux et dont l'emploi commençait à se répandre à la fin des hostilités.

Par souci d'économie on du souvent se contenter de construire, à côté des ponts ayant une classe insuffisante, un accès pour portières, afin d'assurer le transport des véhicules les plus lourds. Des rampes semblables furent également aménagées auprès des ouvrages d'art importants, qui ne pouvaient être doublés par des radiers, afin de pouvoir assurer un passage de fortune en cas de destruction.

Dans les deltas le sol vaseux des berges fut une source de mécomptes et l'aménagement des culées nécessita un tonnage inaccoutumé de matériaux, quand il ne fallut pas recourir à des fondations sur pieux.

En outre les supports fixes donnaient des déboires inattendus. D'une manière générale le pilot de bois n'était pas recommandable, d'abord parce qu'il fallait le transporter, ensuite parce que sensible aux termites, enfin parce qu'on ne connaissait jamais à l'avance la longueur d'enfoncement dans les vases des rizières. [252]

On utilisait donc des pilots en béton, qu'on allongeait au fur et à mesure de l'enfoncement jusqu'à l'obtention d'une longueur de 25 et même 40 mètres (cas, par exemple, du pont du Lamha près de Haiphong).

Dans les deltas il fallait également lutter contre les effets de la marée, qui se faisait sentir jusqu'à 150 kilomètres à l'intérieur des terres et qui

provoquait parfois des écarts de trois mètres dans les variations journalières du niveau des eaux.

Il n'était pas possible de songer à changer chaque fois les culées et les ponts devaient avaler ces différences de niveau. La solution adoptée et qui a donné toute satisfaction fut celle du Bailey flottant.

Les pontons Bailey étaient remplacés par des files de 8 à 10 cubics de l'US. Navy. [253]

On cite même l'emploi, exceptionnel il est vrai, du pont U.S. de 60 tonnes avec travées mixtes en Bailey. [254]_ [255]

Les fleuves constituaient enfin des obstacles démesurés. Aussi, dès que leur largeur dépassait 250 mètres, la traversée ne pouvait plus être assurée qu'en usant de moyens discontinus, en utilisant généralement des bateaux métalliques pontés, de fabrication locale qui étaient munis de 2 propulseurs Trégurtha.

Des bacs puissants, constitués par un assemblage de quatre pontons, propulsés par quatre Trégurthas, furent également utilisés avec succès, surtout au Tonkin.

Mais les conditions de navigation pour la plupart des fleuves du delta étaient si variables qu'un petit nombre seulement d'engins fluviaux purent effectuer un service régulier en toutes circonstances.

C'est ainsi qu'au-delà d'une vitesse de 3 mètres-seconde, réalisés en période de crues (soit pour le Fleuve Rouge à hauteur de Hanoï du 1er juillet au 15 septembre) seuls les LCT de la marine pouvaient naviguer.

La campagne d'Indochine a donc permis aux sapeurs d'acquérir une véritable maîtrise dans le rétablissement des routes dans les terrains les plus difficiles. À la fin de l'année 1952 le génie pouvait d'ailleurs s'enorgueillir d'avoir déjà reconstruit 1 800 ponts, représentant une longueur de 3 500 mètres et d'avoir livré à la circulation 4 500 kilomètres de routes et de pistes.

Cette œuvre considérable, menée de front avec des travaux tout aussi importants et infiniment variés, fut accomplie malgré une pénurie d'effectifs et malgré un difficile approvisionnement en matériel.

Aussi les sapeurs ont-ils acquis le droit d'écrire :

Il semble nécessaire que, pour tous les territoires de l'Union française susceptibles d'être le théâtre d'un conflit moderne, une « estimation » suffisamment précise soit faite d'un emploi du génie.

Alors seulement, le génie, sans doute toujours réduit, mais avec le maximum d'efficacité pourra jouer son rôle très rapidement, à la satisfaction de tous. [256]

CHAPITRE X

LE TRAIN

La longueur et la rareté des communications routières[257] et l'abondance des voies fluviales (du moins dans les deltas) contraignirent le train à modifier son organisation et la structure de certaines de ses unités pour s'adapter aux conditions très diverses des transports.

La campagne d'Indochine fut donc pour l'arme une école de souplesse, en même temps qu'elle lui apportait une nouvelle preuve de la nécessité de coordonner tous les moyens de locomotion.

L'organisation des unités – Dès 1947 le train avait calqué son organisation sur celle du commandement territorial : Un commandement du train du corps expéditionnaire avait été créé à Saïgon auprès de l'état-major du commandant en chef et dans chaque territoire les diverses unités de l'arme dépendaient d'un commandement régional.

La constitution de toutes les unités avait été retouchée afin de répondre à l'insécurité des routes et des voies d'eau. Toutes comportaient donc des éléments de combat afin de *leur permettre en cas d'attaque de gagner le temps nécessaire à l'arrivée d'une aide extérieure*[258].

En outre, leurs moyens de transmission avaient été calculés pour tenir compte de la longueur des trajets et de la nécessité de prendre en mains les moyens de transport civils, qui venaient couramment les renforcer.

Le groupe de transport – Il comprenait généralement, comme en métropole, deux compagnies et parfois trois ; mais il ne fut jamais employé réuni. Aussi le peloton de commandement et ses services étaient-ils très réduits[259] et n'avaient aucun rôle administratif.

La compagnie de transport à 3 ou 4 pelotons formait corps et son peloton de commandement comprenait un noyau administratif, un échelon de protection et un échelon de transmission[260].

L'échelon de protection était à base de scout-cars ou de half-tracks. *Il se décomposait en éléments comprenant un véhicule blindé léger et un soutien porté et il y avait autant d'éléments dans l'échelon de protection qu'il y avait de pelotons de transport dans la compagnie.* [261]

Plusieurs officiers ont trouvé ces moyens insuffisants et ils ont demandé deux véhicules blindés par peloton de transport, soit neuf pour une compagnie.

Mais le scout-car, préconisé par quelques-uns parce qu'il était de même pied que le GMC, s'est vu faire les mêmes reproches par le personnel du train que par les cavaliers. Son inaptitude totale au *tous terrains* et en particulier à la boue, le rendait, en effet, impropre à dégager les abords d'une route en cas d'embuscade.

Tous les utilisateurs ont, en outre, réclamé des grenades à fusil et des mortiers légers en plus grand nombre et par contre moins de mitrailleuses *dont l'emploi était difficile sur les routes étroitement encadrées de végétation* [262].

Les formations muletières – Celles-ci n'ont pas donné de très bons résultats, car le mulet *s'adapte médiocrement aux pays tropicaux. Il en supporte mal le climat et la nourriture ; il circule difficilement dans la végétation luxuriante ; il s'enlise dans les rizières. Il ne s'accorde pas avec l'autochtone, qui lui préfère les buffles et les poneys* [263].

Les deux compagnies muletières du corps expéditionnaire ont été cependant utiles pour le ravitaillement de certains postes et pour alléger parfois des colonnes d'infanterie ; mais le *matériel de transport à dos était toujours constitué par des bâts de modèle archaïque et pesant plus de 30 kilos* [264].

Un nouveau bât imaginé par un vétérinaire était à l'étude. Il eut sans doute amené un meilleur rendement des animaux [265].

Mais, en définitive *deux ou trois hélicoptères de transport remplaceraient avantageusement une compagnie muletière* [266]

Les unités de transport fluvial – Ces dernières ne furent équipées avec leur matériel définitif qu'en 1951 [267].

Les LCM furent alors groupés en pelotons de huit engins, commandés par un officier disposant d'environ 80 hommes. Deux compagnies à quatre pelotons furent ainsi créées.

Mais les chefs de pelotons fluviaux regrettèrent que tous leurs gradés ne puissent suivre *un stage marine afin de les familiariser avec un matériel entièrement nouveau pour eux.*

On a vu trop souvent des patrons de bord incapables de faire le point ou de faire beacher leur engin : bien souvent les LCM s'enlisaient par suite de l'incompétence du personnel de bord. [268]

Cependant les pelotons firent couramment des étapes de 75 à 200 kilomètres, transportant chacun 30 tonnes et les LCM ont effectué des transports de ravitaillements, de matériels, de personnels… [269]

Les formations de livraison par air – Relevant d'abord des bases aéroportées, ces compagnies devinrent ensuite autonomes et s'équipèrent de moyens mécaniques de manutention et de transport [270].

Des formations diverses, répondant aux besoins des états-majors et des bases ou destinées au transport des blessés (compagnies sanitaires) furent également créées.

Les compagnies mixtes (Q.G., transport et circulation) durent être notamment scindées en compagnies auto de quartier général et en compagnie de Q.G. proprement dites.

Les unités de circulation – La pauvreté du réseau routier ne se prêtait point à leur emploi sur de grands itinéraires.

Elles ont été chargées de missions particulières : circulation dans les gares routières, les gîtes d'étapes, les postes de contrôle, encadrement des courants de transports et des convois civils, régulation en cas de coupure d'un itinéraire…

L'aide de la police civile était faible et dans les villes certains points importants étaient tenus par la circulation routière militaire. C'est ainsi que le pont Doumer à Hanoï absorbait en permanence un peloton complet. [271]

Exécution des transports – L'insécurité des routes rendait l'exécution des moindres missions très différente de ce qu'elle eut été en métropole.

Aussi, quels que soient l'itinéraire et le moment du déplacement, celui-ci n'était jamais considéré comme un *transport* mais toujours comme *un mouvement,* qui devait être exécuté *en garde* [272].

Mais les procédés variaient fatalement suivant le degré de pourrissement des régions traversées.

Dans les vastes régions très faiblement occupées, où la guérilla était peu intense, chaque élément en déplacement était mis en mesure de se défendre : c'était le système des convois.

Dans les territoires où nous contrôlions dans la journée certains axes [273], la circulation était libre ou réglementée dans le *couloir de sécurité,* créé chaque matin par nos unités territoriales.

Les véhicules cheminaient soit isolément, soit par petits groupes sous la forme d'un courant de transport.

Enfin lorsque l'ennemi pu intervenir avec des forces importantes même dans les territoires que nous prétendions contrôler, il fallut employer un système mixte : des éléments assurant la garde de l'itinéraire et les convois étant armés pour assurer leur auto-défense.

Les convois étaient organisés sur des parcours généralement longs (plusieurs centaines de kilomètres) et leur vulnérabilité se faisait fatalement sentir en région montagneuse ou boisée [274], car un nombre plus ou moins important de camions civils étaient intégrés aux rames militaires.

L'expérience a montré que le nombre de véhicules ne devrait pas dépasser 100 à 130. Des convois plus importants se révélaient, en effet incommandables. *Le chef de convoi contrôlant les véhicules civils partait de la gare routière deux ou trois heures après son élément militaire, en général placé en tête.*

Il ne savait rien de la marche du convoi et très souvent arrivait à l'étape après le départ de la tête pour un autre bond. [275]

Les convois importants furent donc fractionnés, mais ce fractionnement exigeait un plus grand nombre de cadres [276] ainsi que des moyens radio. Car le *chef de convoi doit être en liaison avec la tête et la queue de son convoi, ainsi qu'avec les éléments de protection… il doit pouvoir*

avertir le secteur...[277]*. Enfin il doit pouvoir, à l'occasion s'intercaler dans le réseau radio de l'artillerie de position et parler à l'avion d'observation.*

L'établissement de **couloirs de sécurité** était évidemment préférable, mais n'était pas possible partout.

Sa réalisation dépendait du stade atteint par le contrôle des axes, car *la sécurité de l'itinéraire était à la charge des autorités territoriales intéressées et la route devait être ouverte puis gardée... Une réserve de secteur motorisée et, si possible, blindée devait être maintenue en alerte à un point de la route d'où elle pouvait intervenir rapidement...*[278].

Mais les routes ainsi surveillées n'étaient jamais absolument sûres et les éléments du train devaient conserver des moyens de défense propres.

Cette insécurité augmenta encore à la fin du conflit, lorsque le *pourrissement* de certaines régions s'accentua[279].

Le **courant de transport** était un procédé qui visait à décourager l'ennemi en ne lui offrant que des cibles minimes.

... Il était prescrit, pour porter au maximum la dilution, que les véhicules civils et militaires se déplaceraient isolément ou par petits paquets[280]*. Ce procédé fut appelé le « courant de transport ». Son avantage principal était que si les chauffeurs gardaient bien leur distance, il était impossible de détruire le convoi puisqu'il n'y en avait plus.*

Ce courant de transport avait l'inconvénient d'exiger des chauffeurs une discipline pénible en raison de la tension nerveuse due à leur isolement volontaire, même et surtout dans les zones dangereuses. Il permettait en outre à l'adversaire de s'emparer sans difficulté du véhicule de son choix et d'assurer tous ses ravitaillements. Deux hommes armés suffisaient à arrêter et détourner un camion.

... Néanmoins le système des courants a donné de bons résultats et il était toujours en vigueur au moment du « cessez-le-feu .

Mais le procédé supposait une sécurité relative[281] et, en outre, il fallait que la circulation soit importante car *une route sur laquelle on ne passe pas est une route coupée*[282].

La sécurité sur les voies fluviales était assurée par des procédés analogues à ceux employés sur les voies routières.

Mais le couloir de sécurité ne pouvait être réalisé que sur la rivière de Saïgon, le Mékong, le Bassac, et par moment sur certains tronçons du Fleuve Rouge [283].

Partout ailleurs le convoi était la règle.

Au Centre Annam et au Tonkin, les LCM participèrent à de nombreux transports opérationnels. Ils étaient dans ce cas intégrés à une formation de la marine et le convoi avait la constitution suivante :

— a) – un élément de dragage.

— b) – un gros bateau d'accompagnement.

— c) – les LCM du train et de la marine, les LCT.

— d) – un gros bateau d'accompagnement.

— e) – autour du convoi, une escorte de vedettes.

Parfois cependant, notamment au Centre Viêtnam, les LCM du train ont effectué seuls des transports opérationnels. Mais il a toujours été nécessaire de compléter les pelotons par des vedettes ou bateaux M.2 pour reconnaître les passages délicats (déplacement de bancs de sable…). Cette dotation serait à régulariser. [284]

Organisation générale des transports – *Les commandants du train n'étaient pas, comme en France et en AFN directeurs des transports. Ces fonctions étaient assurées par un bureau transport existant au sein de chaque état-major important.*

Le commandant du train déléguait un officier, dit de 2e section, auprès de ce bureau transport. Cet officier, choisi parmi les meilleurs, permettait au commandant du train d'exercer pratiquement les fonctions de directeur des transports sur routes et fluviaux.

Cependant cette organisation est très critiquée dans le train pour son aspect moral. Il est, en effet, pour le moins anormal qu'un colonel ou lieutenant-colonel commandant le train d'un territoire ne puisse théoriquement actionner un camion sans l'autorisation du commandant ou

du capitaine chef du bureau transport et qu'il soit jugé incapable de s'occuper des transports V.F. en Indochine. [285]

Tout autre solution eut été cependant illogique, car les problèmes auxquels il fallait trouver une solution, souvent immédiate, n'étaient pas seulement compliqués par les distances, l'importance des effectifs ou du tonnage à déplacer et l'insécurité des axes de communication. Il fallait utiliser indifféremment des formations appartenant à la marine, à l'armée de l'Air [286] et aux forces terrestres, il fallait tirer le rendement maximum de moyens toujours insuffisants, compte tenu des immenses besoins.

Mais les problèmes n'étaient pas seulement techniques, il fallait surtout que les transports soient constamment l'expression des décisions du commandant en chef, dont la *manœuvre* se traduisait par le déplacement de ses réserves d'un point à l'autre de l'Indochine.

Un exemple démontrera la souplesse dont nous devions user pour trouver une parade à certaines entreprises Viêt-minh.

Quand l'offensive ennemie se déclencha le 22 décembre 1953 au Moyen Laos et que les unités adverses menacèrent rapidement de couper la voie du Mékong, il fut indispensable de prélever des forces au Tonkin et au Sud Viêtnam pour les faire affluer à Seno.

C'est ainsi que les mouvements suivant furent effectués :

— Par voie aérienne d'Haiphong à Seno (– cinq bataillons parachutistes – deux batteries d'artillerie parachutiste – une antenne chirurgicale, en 6 jours).

— Par voie aérienne de Lak Sao à Seno (– un tabor – une batterie d'artillerie – deux compagnies laotiennes – un élément du train, en un jour).

— Par voie maritime de Haiphong à Saïgon (– un groupement mobile, en 6 jours).

— Puis par voie routière de Saïgon à Seno (– ce groupement mobile, renforcé d'une section de réparation et d'un détachement de gardes républicains, en 5 jours).

— Par voie fluviale puis par voie routière de Kratie à Seno (- un peloton de chars [six jours par fleuve et trois jours par la route] – un groupement mobile réduit [en trois étapes]).

Cette acrobatie fut certainement facilitée par le fait que les officiers du bureau transport vivaient la bataille au sein de l'état-major et sentaient l'urgence des besoins, mieux peut-être que dans une direction des transports séparée.

Les mêmes impératifs se retrouvaient, bien qu'à un moindre degré, à l'échelon des territoires et il ne paraît pas douteux qu'une direction des transports doit, sinon faire partie intégrante d'un état-major, tout au moins opérer à ses côtés et en liaison constante.

Ses officiers doivent, en outre, avoir une formation interarmées ou mieux appartenir aux trois armées.

Ainsi la campagne d'Indochine a permis au train de trouver des solutions à des problèmes nouveaux et certains d'entre eux pourraient trouver leur application sur d'autres théâtres d'opérations, notamment dans le domaine des transports aériens.

Au demeurant les procédés mis en œuvre pour assurer la sécurité des transports routiers doivent être retenus, car dans les zones soumises à la guérilla ils conserveraient toute leur valeur.

CHAPITRE XI

LES TRANSMISSIONS

L'organisation des transmissions et l'emploi qui en a été fait en Indochine sont, comme l'articulation du commandement auquel elles étaient adaptées, restés classiques. Aussi les neuf années d'opérations n'ont-elles apporté dans ce domaine que la confirmation des enseignements tirés des précédentes campagnes. [287]

Par contre, dans le domaine de l'exploitation, des remarques intéressantes ont pu être faites, en raison de l'importance prise par les télécommunications militaires dans un pays presque entièrement dépourvu d'infrastructure PTT [288].

Mais c'est surtout dans le domaine technique [289] que les principaux enseignements ont pu être tirés. Car l'Indochine fut un champ d'expériences pour de nombreux matériels qui ont été mis en œuvre dans des conditions d'emploi particulièrement sévères, alors que certains d'entre eux n'étaient pas encore en service dans la métropole, ou n'y figuraient qu'en très faible dotation.

Organisation de l'arme et du service – Calquée sur l'articulation territoriale du commandement, l'organisation des transmissions a toujours donné satisfaction. Elle comportait :

À l'échelon du commandant en chef :

— un commandement des transmissions,

— une direction du matériel des transmissions,

— un bataillon de réserve générale.

À l'échelon de chacun des commandants de territoire :

— un commandement des transmissions,

— une compagnie ou un bataillon groupant l'ensemble des moyens du territoire [290],

— un échelon avancé du matériel, qui sur certains territoires prenait les proportions d'un véritable parc.

Le personnel des transmissions ne dépassait pas 5 800 hommes à la fin des hostilités, soit 3,6 % du corps expéditionnaire ; mais pour réaliser ce chiffre l'arme s'était heurtée à un problème d'effectifs, qui ne pouvait être résolu par les seules ressources de la métropole [291].

Il fallut rapidement faire appel à des éléments qualifiés des autres armes [292] et cet expédient se révélant lui-même insuffisant, il fut nécessaire de former des personnels autochtones.

En dehors des emplois de service général, les Vietnamiens se sont révélés capables de faire d'excellents opérateurs radios, tandis que les Marocains, dont l'aptitude aux travaux de force était depuis longtemps connue, ont révélé leurs qualités de poseurs de câbles souterrains et de soudeurs sous plomb [293].

Par contre, dans le domaine de l'approvisionnement en matériel, les transmissions purent rapidement surmonter la pénurie des débuts de la campagne.

Par la suite les besoins furent satisfaits malgré leur ampleur. C'est ainsi qu'il y avait, par exemple, au Tonkin vers la fin des hostilités, un millier de postes radio pour assurer les liaisons territoriales et 4 000 autres postes étaient en service dans les unités [294]. Le ravitaillement et la réparation ont pu toujours être assurés.

L'exploitation – Les problèmes auxquels les transmissions durent trouver une solution tenaient d'une part à la rigueur du climat et, d'autre part, à la faiblesse de l'infrastructure ainsi qu'aux formes particulières de la guerre.

L'humidité et la chaleur étaient particulièrement éprouvantes pour le personnel et le matériel. Aussi fut-il nécessaire d'attribuer à certains centres de transmissions des dispositifs de climatisation. Seul ce moyen permit de garantir le bon fonctionnement de matériels dont la tropicalisation laissait parfois à désirer et de maintenir le rendement du personnel à un niveau élevé [295].

Car le débit des messages atteignait des chiffres très élevés. C'est ainsi que le centre desservant l'état-major du commandant en chef à Saïgon acheminait quotidiennement une moyenne de 3 500 télégrammes, tout en échangeant avec Paris 100 à 120 dépêches dans les deux sens. Un centre secondaire comme celui d'Hanoï (état-major des FTNV) écoulait 1 600 messages environ [296].

La défaillance presque complète des PTT nous contraignit à faire appel aux seuls moyens du Corps expéditionnaire pour assurer la presque totalité des liaisons nécessaires aux autorités tant civiles que militaires [297].

Le problème du raccordement des moyens de campagne aux réseaux civils ne s'est donc pas posé. L'homogénéité du système de télécommunication y gagna mais les charges incombant au commandement des transmissions s'en trouvèrent considérablement accrues.

Par contre la fixité des P.C. importants, qui se trouvaient inclus dans des ensembles bien défendus, ainsi que l'absence d'aviation et d'armes à longue portée chez l'ennemi ont permis un emploi généralisé des matériels fixes et des champs d'antennes étendus, sans qu'à aucun moment leur vulnérabilité ne gêne l'écoulement du trafic [298].

La concentration des moyens sur un espace restreint a même été la plus souvent recherchée, afin de faciliter la défense contre les coups de mains et les commandos de sabotage de l'adversaire. Cette disposition qui présentait quelques inconvénients [299] dans le domaine technique, facilitait par ailleurs l'exploitation et en particulier le rôle des chefs de centre.

Par contre, l'insécurité généralisée conduisit à renoncer aux liaisons par fil et par estafettes. La radio prit donc une extension considérable, mais si elle a permis, sous forme de chaînes hertziennes (VHF) en particulier, de pallier facilement la défaillance du fil, elle n'a pas toujours garanti les services précédemment rendus par les estafettes motocyclistes. Aussi le commandement des transmissions a-t-il souvent regretté de ne pouvoir disposer d'avions, ou mieux d'hélicoptères, pour transporter les plis que ne pouvaient acheminer les ondes.

Contrairement à ce qui se serait passé dans une guerre européenne, le développement des réseaux radio, sous toutes leurs formes, a rarement provoqué l'encombrement de la gamme des fréquences. Le petit nombre des unités engagées de part et d'autre et l'emploi de postes pouvant travailler sur des fréquences relativement basses a permis d'éluder cette difficulté [300]- [301].

Par ailleurs, les approvisionnements importants ont rendu possible l'attribution aux unités d'un nombre de postes de moyenne puissance supérieur à celui qui est prévu par les barèmes de la métropole ; tandis que la télégraphie et la téléphonie par câbles hertziens ont pu prendre un très grand développement.

Le meilleur exemple des résultats obtenus dans ce domaine est le maintien d'une liaison constante avec la garnison de Diên Biên Phu : malgré la distance et les bombardements incessants, il fut possible d'assurer des conversations avec le général commandant le GONO [302] et son état-major jusqu'aux dernières minutes de la bataille et l'enregistrement sur magnétophone des ultimes entretiens est le premier document de ce genre dans l'histoire militaire.

Ainsi donc les transmissions purent triompher des difficultés techniques et réaliser une organisation très souple des liaisons, qui a toujours satisfait le commandement malgré des demandes parfois discutables et malgré une fréquente méconnaissance de la discipline radio chez certains officiers.

Mais il est à craindre que le *confort* exceptionnel dont les chefs à tous les échelons ont bénéficié en matière de transmissions, ne les ait rendus exigeants et ne leur fasse perdre de vue que le bon fonctionnement des télécommunications est fait autant de discipline d'exploitation que de performances techniques.

CHAPITRE XII

L'APPUI AÉRIEN

L'absence totale d'aviation adverse et la faiblesse de la DCA jusqu'aux derniers mois de guerre ont donné à l'appui aérien une forme très particulière et les enseignements que l'on peut retirer de la campagne se trouvent avoir une portée limitée. Car nous avons pu assurer seulement les effets maxima que pouvaient obtenir la chasse et le bombardement sur une infanterie manœuvrière.

L'action de notre aviation, qu'il s'agisse des formations de l'armée de l'Air ou de celles de l'Aéronavale, fut toutefois entravée par plusieurs facteurs défavorables.

— Tout d'abord les conditions climatiques et géographiques de l'Indochine dont les caractéristiques ont déjà été décrites à diverses reprises. Les difficultés ainsi créées à la navigation ont été d'autant plus grandes que les prévisions météorologiques étaient rendues très délicates par l'absence de toutes informations venant du continent chinois. En outre, les cartes de l'Indochine étaient imprécises dans de nombreuses régions et le nivellement s'est révélé parfois erroné. Plusieurs accidents eurent pour origine une fausse interprétation du relief et certaines missions échouèrent par suite d'une mauvaise identification de la planimétrie.

— La modicité de nos moyens, compte tenu de l'étendue des besoins, ainsi qu'une infrastructure trop pauvre et concentrée sur les deltas n'ont pas permis d'agir efficacement sur l'ensemble du théâtre d'opérations [303]. Les dimensions de l'Indochine, qui étaient largement supérieures au rayon d'action de nos avions de combat, nécessitaient en particulier de baser les appareils sur un territoire avant de leur demander d'y intervenir et tout balancement de nos forces devait s'accompagner d'une occupation

différente des aérodromes, nécessitant presque toujours la création d'autres terrains.

— Les caractéristiques de l'adversaire ont été déjà décrites. Sa stricte discipline du camouflage, sa dissémination, sa logistique primitive, l'exécution nocturne de ses mouvements et de ses transports, tout concourait à n'offrir que des objectifs fugitifs et dilués à l'arme aérienne. Aussi les interventions payantes étaient-elles rares. Force nous est donc de reconsidérer nos conceptions nées de la campagne 1939-1945 sur les possibilités de manœuvre offertes à des troupes sevrées de la supériorité aérienne [304].

L'importance relative de ces divers facteurs a d'ailleurs varié au cours des hostilités. Le développement de notre infrastructure aérienne [305] a étendu peu à peu nos possibilités d'action et nos unités se sont accrues, surtout durant la dernière année de guerre.

Le graphique ci-après illustre cette amélioration de notre potentiel aérien, ainsi que le parallélisme entre l'activité des formations et l'intensité des opérations terrestres.

Mais la puissance de l'adversaire avait augmenté simultanément et des objectifs infiniment plus nombreux vinrent à s'offrir et suscitèrent une inflation considérable des missions. Par ailleurs la capacité de riposte de l'ennemi, insignifiante en 1946, devint de plus en plus sérieuse au fur et à mesure que les armes de DCA lui parvinrent de l'aide chinoise.

Bref, une révision périodique des composantes de nos possibilités d'appui aérien s'imposait et la bataille de Diên Biên Phu a marqué la confrontation entre ce que nous croyions avoir encore le droit d'escompter et ce que notre aviation était capable de réaliser.

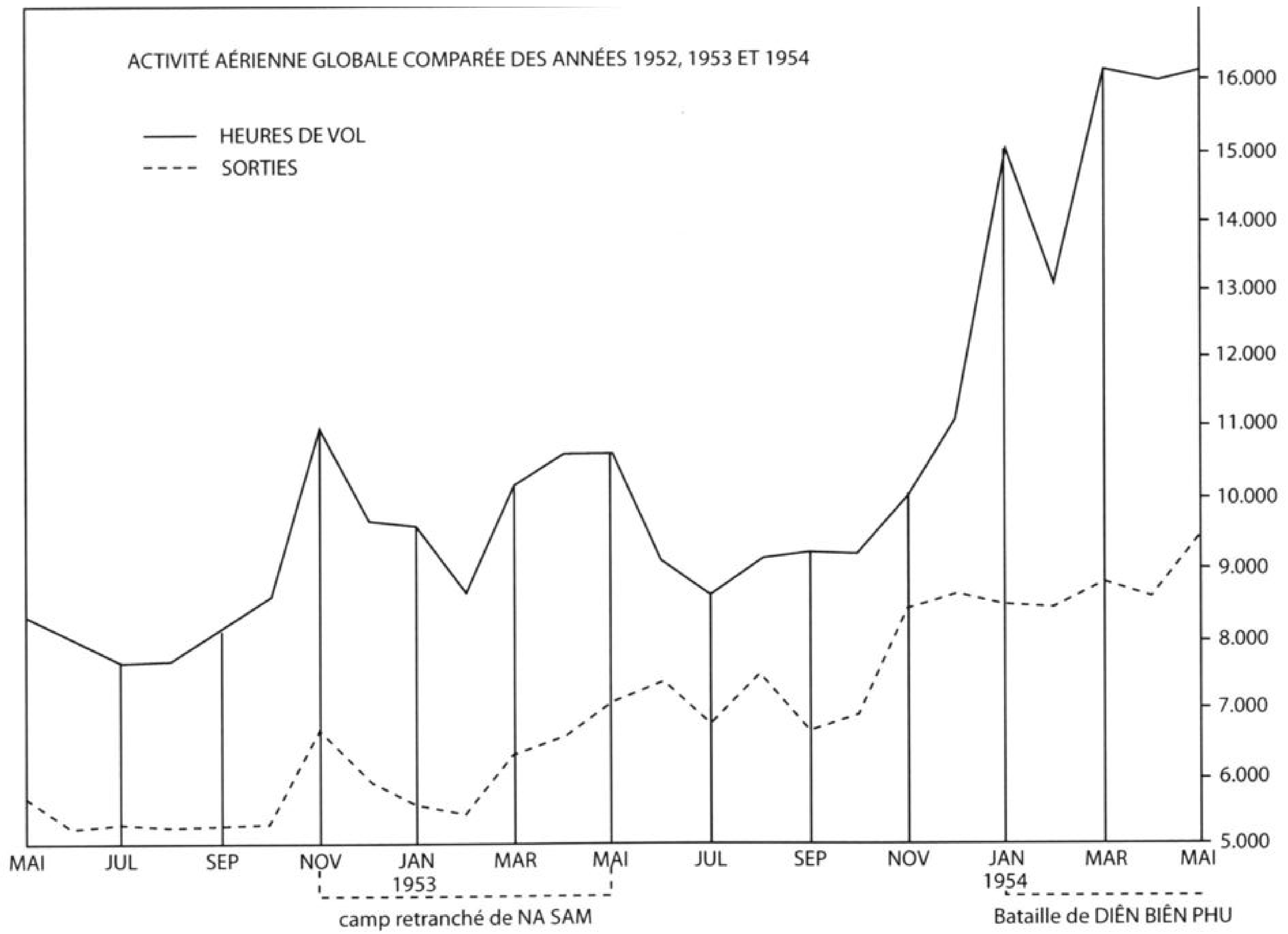
Notre supériorité aérienne était donc un leurre, et ces mots, si souvent prononcés, vides de sens. Notre aviation n'avait certes aucun ennemi dans le ciel, mais la bataille de Diên Biên Phu avait créé des besoins aériens que nos moyens ne pouvaient satisfaire.

Distances, relief climat, organisation du commandement, infrastructure, tactique de l'adversaire, contribuaient à diminuer de façon tragique le rendement d'une flotte aérienne aux effectifs déjà bien modestes. [306]

Organisation des forces aériennes – La somme des moyens aériens et les types de matériel varièrent beaucoup durant les neuf années de guerre.

La chasse fut d'abord équipée de Spitfires, qui résistèrent mal au climat tropical. Vinrent ensuite les King-Kobras (P.63) puis les Hellcats (F.6.F), remplacés eux-mêmes par les Bearcats (F.8 F.), qui terminèrent les opérations.

Deux groupes seulement existaient durant les premières années. Un troisième groupe fut ensuite créé, puis enfin un quatrième. Tous étaient alignés à 20 avions et durant la dernière phase de la campagne ils étaient basés sur les terrains de Tan Son Nhut au Sud Viêtnam, Tourane en Annam, Bach Mai et Cat Bi au Tonkin.


ACTIVITÉ AÉRIENNE GLOBALE COMPARÉE DES ANNÉES 1952, 1953 ET 1954
HEURES DE VOL
SORTIES
16.000
15.000
14.000
13.000
12.000
11.000
10.000
9.000
8.000
7.000
6.000
5.000
MAI
JUL
SEP
NOV
JAN
1953
MAR
MAI
JUL
SEP
NOV
JAN
1954
MAR
MAI
camp retranché de NA SAM
Bataille de DIÊN BIÊN PHU

Le bombardement ne fut pas représenté pendant les cinq premières années de guerre et l'on eut recours jusqu'en 1951 aux vieux Junkers 52 pour déverser des bombes. La lenteur et surtout l'autonomie insuffisante de ces appareils, qu'on utilisait concurremment pour le transport, permettaient seulement de satisfaire aux besoins les plus urgents.

C'est en Octobre 1950 seulement que la décision de former des groupes de bombardement fut prise.

— Un premier groupe (1/19 Gascogne) fut créé en février 1951 (Tourane).

— Un second groupe (1/25 Tunisie) fut créé en mars 1952 (Cat Bi).

— Un troisième (1/91 Bourgogne) fut créé en juin 1954 (et dissout en novembre).

— Enfin un quatrième groupe était en cours de mise sur pied à Tourane au moment du cessez-le-feu.

Toutes ces formations furent équipées d'appareils B.26, qui correspondaient bien aux caractéristiques des missions en Indochine [307].

En mai 1954 fut créé un sous-groupement de bombardement, qui permit, malgré sa formation tardive, de standardiser les méthodes et d'unifier l'instruction du personnel des divers groupes, tout en pouvant formuler des avis autorisés sur toutes les questions d'emploi [308].

La reconnaissance utilisa les divers types d'appareils en service en Indochine. Durant la dernière phase de la campagne on put créer deux escadrilles spécialisées, qui furent dotées respectivement de F.8 F et de R.B.26, qui donnèrent satisfaction au point de vue de l'emploi. Elles devaient rendre de grands services, mais les besoins en missions photographiques étaient devenus tels que les deux formations ne furent jamais à même de satisfaire la totalité des demandes.

L'évolution des moyens de transport aérien a été indiquée au chapitre consacré aux troupes aéroportées. Les quatre groupes, qui existaient à la fin de la campagne, étaient équipés de Dakotas (C.47) et ils avaient reçu un renforcement de C.119 durant les derniers mois [309].

Enfin deux escadrilles d'avions légers satisfaisaient aux nombreux besoins de liaison. Elles étaient équipées d'appareils très divers (Siebel, Nord 1000 Morane, Beaver, etc.).

Les formations de l'aéronavale – L'aéronavale prit part constamment à la campagne par des formations à terre et pendant des périodes plus ou moins prolongées par des formations embarquées. Dès la fin de l'année 1945 d'ailleurs, l'aéronautique navale fut placée sous le commandement opérationnel de l'armée de l'Air et le resta durant toutes les hostilités.

Initialement la flottille 8 FE, dotée d'hydravions Catalina, et la flottille 8 S, équipée d'appareils japonais de prise et de Loire 130, furent basées au Sud Viêtnam.

Les Catalinas étaient utilisés essentiellement à *la surveillance du trafic maritime, destinée à empêcher le ravitaillement des zones rebelles par la mer : c'était un véritable blocus, qui était organisé sur près de 2 000 kilomètres de côtes tenues par les V.M. dont les jonques tentaient de franchir le barrage de nos avisos pour amener des armes de contrebande en provenance de la Chine et du Siam.*

Les Catalina de jour et également de nuit. Quand leurs radars préhistoriques le permettaient, ratissaient la mer et signalaient à nos bâtiments les mouvements suspects. Ce travail de coopération s'avéra efficace, les prises furent au début très fructueuses et l'activité au large diminua considérablement, tout au moins dans la journée. [310]- [311]

Mais les Catalinas furent également utilisés à des missions de reconnaissance lointaines et servirent même de P.C. volants lors de certaines opérations.

En 1948 la flottille 8 F [312] reçut un avion excellent, le Privateer, qui fut utilisé jusqu'à la fin des hostilités pour effectuer des bombardements lointains, grâce à sa grande autonomie et à sa forte charge de bombes. Dans l'intervalle la flottille 8 S avait reçu successivement des Catalina et des appareils amphibies Grumman Goose et une nouvelle flottille, la 9 S, créée en 1950, en avait été dotée également.

Le Grumman Goose *devint un véritable avion d'appui léger adapté à toutes les missions qui lui furent demandées et pourtant c'était à la fois un*

mauvais hydravion et un médiocre terrestre comme beaucoup d'amphibies[313].

On les utilisa donc en Cochinchine et sur les côtes d'Annam.

Ces trois flottilles furent renforcées dans les trois derniers mois de guerre par deux formations venues l'une de France (la 24 F) et l'autre de Tunisie (la 14 F). La première fut équipée de Privateer et basée à Tourane, la seconde reçut des Corsaires et pu prendre part encore aux dernières journées de la bataille de Diên Biên Phu.

Aviation embarquée – *Tant que notre aviation embarquée fut pauvrement équipée et que les hostilités n'eurent pas une forme extensive, les porte-avions jouèrent un rôle épisodique en Indochine.*[314]

Le *Dixmude* et *L'Arromanches* firent respectivement deux et un séjour dans les eaux indochinoises de 1945 à 1951, tandis que durant les trois dernières années de guerre le *Lafayette,* le *Bois Belleau* et *L'Arromanches* firent un total de cinq campagnes, avec chaque fois deux flottilles à leur bord[315]. Elles furent équipées tour à tour de Helldivers, de Hellcats et de Corsaires.

Les campagnes des porte-avions ont eu lieu en général à une époque où les conditions atmosphériques étaient très défavorables pour l'aviation basée à terre et où l'emploi du porte-avions permettait de pallier un peu les inconvénients du mauvais temps[316]*. Les percées dirigées, par plafond très bas, ont été pratiquées couramment.*

On a opéré le plus souvent par périodes opérationnelles de trois semaines, alternant avec une semaine consacrée au ravitaillement, à la mise à jour des visites d'avions et de bord.[317]

Organisation du commandement et de l'appui aérien – L'articulation des unités aériennes ne pouvait être fondée que sur la géographie de l'Indochine et celle-ci conduisait obligatoirement à trois groupements de forces : Nord, Centre et Sud. Mais cette organisation ne devait prendre corps qu'à partir du moment où nos moyens furent assez importants pour justifier l'existence de trois commandements de l'Air[318].

En 1950 furent donc créés trois groupements aériens tactiques (GATAC) qui étaient l'équivalent des CATAC de la métropole mais avec

une importance moindre. Les GATAC n'avaient pas, théoriquement, d'aviation organique et le commandement de l'Air en Extrême-Orient balançait ses forces en accord avec le général commandant en chef. Mais en fait, il y eut très peu de variations dans le dispositif, et d'ailleurs le commandement de l'Air conservait une hypothèque d'emploi sur certaines formations.

L'adaptation des GATAC aux grands commandements terrestres se fit naturellement au niveau des trois territoires principaux, mais les zones d'action des premiers débordaient largement celles des seconds :

Le GATAC Sud (adapté aux FTSV) n'intervenait pas seulement en Cochinchine et au Sud de la Côte d'Annam, il prenait à son compte également le Cambodge.

Les formations du GATAC Centre (adapté aux FTCV) pouvaient opérer aussi bien en Annam que sur les plateaux du Centre Indochinois et au Sud Laos.

Enfin les unités du GATAC Nord (adapté aux FTNV) agissaient au Tonkin jusqu'à la frontière de Chine ainsi qu'au Nord Laos.

En 1953 cependant, les nécessités des opérations amenèrent à créer un embryon de GATAC au Laos, qui eut d'ailleurs une existence éphémère.

La fixité des P.C. terrestres et aériens ainsi que leur proximité permirent de créer des liaisons matérielles excellentes. En outre des relations personnelles s'établirent entre les officiers des deux armées et la solidité de ces liens fut pour beaucoup dans le fonctionnement très satisfaisant de l'appui aérien sur le plan du commandement [319].

Le processus des demandes d'intervention, de l'accord des missions et de leur réalisation varia suivant les lieux et suivant les circonstances. Un enseignement se dégage d'ailleurs de ces nombreuses modifications, qui étaient inspirées par une recherche systématique de la souplesse. Il n'est pas indiqué d'abuser des organisations particulières et fatalement temporaires, car le personnel doit être instruit dans la seule pratique d'un système réglementaire et de tâches précises. À cette condition, il peut atteindre à un rendement convenable.

En Indochine toutefois la dissémination des unités terrestres autorisait une large décentralisation des demandes d'appui. C'est ainsi qu'il s'est avéré nécessaire d'autoriser un bataillon isolé ou un poste à requérir directement une intervention aérienne. Dans ce but deux procédés ont donné satisfaction : l'utilisation de l'avion léger d'observation et l'établissement d'un *réseau de sécurité.*

Les Morane d'observation ont fréquemment transmis directement des requêtes aux GATAC. Cette méthode permet une intervention rapide et constitua un palliatif à la carence fortuite des transmissions. Elle est donc à retenir, en particulier dans le cadre des opérations nécessitées par la défense en surface du territoire.

Par le réseau de sécurité les garnisons des postes et les G.M. pouvaient également lancer des appels au GATAC en s'affranchissant de la voie normalement prévue pour les demandes. Le gain de temps était considérable et l'annonce qu'une mission était accordée apportait aussitôt un réconfort aux unités en difficulté.

Cette décentralisation a dû cependant s'accompagner d'un effort d'instruction des cadres [320] afin de permettre l'affectation d'un officier suffisamment compétent à chaque groupement mobile et à chaque commandement territorial du niveau d'un secteur.

Enfin les transmissions, initialement imparfaites, se sont par la suite améliorées et à la fin du conflit étaient devenues excellentes.

Les diverses missions – Nos forces aériennes étant dégagées du souci de lutter pour acquérir la supériorité aérienne, les formations purent se consacrer totalement :

— aux actions indépendantes,

— aux missions de feux (appui direct et appui indirect),

— à la recherche des renseignements,

— à l'appui transport.

Actions indépendantes – Ces missions, qui dans le cadre de la stratégie européenne visent à la destruction du potentiel ennemi, ne se

justifièrent guère avant l'année 1953, étant donné la rusticité de l'économie de guerre Viêt-minh et de sa logistique.

À partir de cette date l'importance du trafic en provenance de la Chine et la constitution de nombreux dépôts permirent d'envisager des actions rentables, mais le souci de soutenir au maximum une infanterie usée et de limiter ses pertes amena le commandement à continuer d'affecter la majorité de ses moyens à l'appui direct.

Aussi les GATAC eurent rarement à leur disposition le nombre d'appareils indispensables pour attaquer ce que les photos aériennes permettaient de déceler au voisinage des routes venant de Chine.

Un plan d'action était toutefois établi périodiquement et des missions prévues selon un ordre d'urgence, fixé par le commandement de l'Air en Extrême-Orient. La liste d'objectifs à traiter était ensuite arrêtée par les GATAC et on la changeait fréquemment pour dérouter l'espionnage V.M.

L'interruption des routes vitales pour l'ennemi exigeait une intervention massive pour réaliser un ou deux coupures en des points sensibles. De préférence aux ponts, qui pouvaient être rapidement rétablis [321], on recherchait les passages en corniche ; mais une fois la rupture de la chaussée réalisée, un harcèlement s'imposait afin d'interdire les réparations.

Les tonnages de bombes à déverser [322], l'apparition de la DCA Viêt-minh aux points sensibles, l'accroissement du nombre de travailleurs rétablissant les passages rendirent ces missions de plus en plus onéreuses et inefficaces. Certains officiers ont estimé d'ailleurs qu'il *aurait été plus rentable et plus économique d'attaquer une seule coupure sur chaque axe important et d'en interdire la réparation* [323].

Cette interdiction pouvant être le fait d'appareils isolés, venant à intervalles irréguliers mais fréquents, lâcher de nouvelles bombes sur les chantiers de rétablissement de la route.

Nos destructions sporadiques obligèrent bien l'ennemi à varianter ses itinéraires, à circuler uniquement de nuit, donc beaucoup plus lentement ainsi qu'à consacrer un personnel de plus en plus nombreux au rétablissement des routes. Mais il faut reconnaître que nous n'avons

jamais pu interrompre sérieusement ses communications essentielles, jamais pu par conséquent peser de façon décisive sur le développement de ses offensives.

L'attaque des garages et des dépôts supposait une interprétation photographique toujours très délicate, car ces objectifs étaient parfaitement camouflés et dispersés, sous bois ou dans les grottes ; ils étaient, en outre, mal délimités. La surface à bombarder était vaste et nécessitait de gros moyens (98 tonnes de bombes pour Tuan Giao).

Les résultats obtenus furent très variables, souvent décevantes, et en tous cas incomplets, compte tenu des difficultés de cette mission.

La destruction des objectifs d'intérêt économique (barrages, canaux d'irrigation, etc.) ne présentait pas de difficulté d'exécution particulière, mais exigeait des bombes d'au moins 2 000 livres, ce qui dépassait les possibilités des B.26. Les bombes de 1 000 livres qui furent employées n'obtinrent que des résultats partiels.

Par ailleurs la dilution des ressources Viêt-minh interdisait de porter des coups sensibles à l'économie de l'adversaire.

Nous avons bien essayé d'attaquer des fabriques de bazookas ou de munitions... D'autres ont pensé qu'il fallait détruire l'industrie du charbon de bois considérée comme industrie-clé ; les résultats ont toujours été décevants. Les paillotes que des agents nous signalaient comme d'importants ateliers d'armement n'étaient jamais que des dépôts où il y avait 4 à 500 grenades... [324]

L'appui feux – L'incertitude qui régnait toujours sur les points où nos unités terrestres découvriraient l'ennemi faisait qu'il était difficile de fixer des objectifs *a priori* et qu'il fallait se contenter le plus souvent des objectifs d'opportunité. L'appui à temps fut donc relativement peu employé.

Les demandes d'appui urgent, dans la majorité des cas, et surtout dans le delta tonkinois ont été honorées dans des délais très rapides. En effet, des patrouilles légères étaient en alerte à 10 minutes sur les terrains. D'autre part, tous les avions de combat rentrant de mission pouvaient être détournés pour effectuer des *strafings* à la demande des Morane [325].

Dans ces conditions il était difficile d'adapter les munitions à l'objectif. Des appuis indirects ou des appuis à temps étaient prévus avec des chargements de munitions préétablis et, dans la plupart des cas, une demande d'appui urgent était formulée… il restait seulement à souhaiter que les munitions soient adaptées à la nature de l'ennemi.

Les interventions étaient susceptibles d'être déclenchées tout d'abord au profit d'unités statiques (c'était le cas notamment lorsqu'un poste était attaqué). La position des troupes amies étant alors bien connue et ces dernières pouvant souvent fournir des renseignements assez précis sur l'emplacement des éléments adverses [326], l'appui pouvait s'effectuer au plus près et sur les fractions les plus menaçantes. Toutefois les indications données par un Morane d'observation étaient toujours utiles, surtout quand les attaques devaient être renouvelées par des patrouilles successives.

Quand il s'agissait, par contre, de satisfaire aux besoins de nos forces mobiles au cours d'une opération, le problème était beaucoup plus délicat : les G.M. agissaient généralement sur des directions concentriques et il était impossible de fixer une ligne de sécurité. Aussi les équipages devaient connaître déjà le terrain et recevoir des informations précises sur la situation générale et les intentions amies.

Le guidage de l'attaque par les Morane était ensuite presque toujours indispensable, malgré les indications que pouvaient fournir par radio les officiers d'appui aérien des G.M. ; car ces derniers étaient généralement trop loin de la ligne de feu pour signaler avec précision les nids de résistance adverses.

Le plus souvent les fantassins V.M. constituant les objectifs étaient dissimulés dans les couverts ou largement égaillés dans les rizières, aussi les occasions de surprendre une troupe en marche en terrain découvert (et *a fortiori* une vague d'assaut) furent exceptionnelles. Le *strafing* fut en pareil cas le meilleur mode d'attaque [327]; mais en toutes autres circonstances l'adaptation des munitions à la nature des abris où se retranchait l'ennemi était indispensable.

Ce choix des munitions fut l'objet de recherches assez longues dont le résultat ne porta vraiment ses fruits que durant les derniers mois de la campagne. Les meilleures munitions semblent avoir été le napalm et la bombe de 260 livres à fragmentation.

Le V.M. trouva très vite des procédés pour se protéger du napalm, mais celui-ci continua néanmoins à être très employé [328] car notre infanterie voyait en lui le moyen de raccourcir la distance de sécurité qui la séparait de l'objectif attaqué par les chasseurs. Des équipages entraînés parvenaient, en effet, à larguer les réservoirs à une centaine de mètres de nos premiers éléments, sans que ceux-ci aient un risque à courir.

L'effet de neutralisation produit par la nappe incendiaire ayant une durée d'une à deux minutes, il était possible de coiffer l'objectif avant que l'adversaire ait eu le temps de réagir.

Quand il fallait attaquer des villages et défoncer par conséquent des souterrains, tout en bouleversant des organisations de campagne, les bombes de 500 et 1 000 livres étaient nécessaires.

D'ailleurs *deux bombes de 500 livres étaient plus efficaces qu'une bombe de 1 000 livres. Peu d'objectifs étaient justiciables des roquettes.*

Parmi les fusées, priorité doit être donnée à la fusée à court retard, toujours utilisable quelles que soient les circonstances. Mais la qualité de ces fusées laissait souvent à désirer. (nombreux ratés).

Les fusées VT ont eu également un fonctionnement très irrégulier. [329]

Par contre, notre infanterie a regretté que les interventions à la bombe se soient traduites par l'obligation d'observer une forte distance de sécurité (un millier de mètres). Elle souhaitait donc que des passes de *strafing* ou mieux des largages de napalm suivent le bombardement afin de lui permettre de serrer sur l'objectif. Quand cette prolongation de l'appui aérien ne pouvait être accordée, il fallait recourir à l'artillerie pour entretenir la neutralisation sur les lisières du village attaqué.

Le manque de renseignements précis sur l'ennemi et surtout la mobilité et la fluidité de ses formations, ont diminué considérablement l'efficacité de l'appui indirect qui fut beaucoup moins employé que l'appui direct.

Les demandes d'intervention étaient adressées aux GATAC avec un ordre d'urgence et souvent des horaires à respecter. Mais la mouvance des opérations amenait fréquemment les divers bureaux d'appui aérien à changer tardivement leurs objectifs. Dans ces conditions les GATAC n'ont pas toujours pu, dans les courts délais imposés, adapter les munitions et les moyens dont ils disposaient aux missions réclamées.

Les villages fortifiés et les bases de ravitaillement justifiaient surtout l'emploi des B.26 et des Privateers de l'aéronavale, mais les délais de chargement et d'intervention rendaient souvent nécessaire l'utilisation de la chasse, qui obtint du reste des résultats très précis.

Les interventions de nuit au profit des postes encerclés exigeaient la présence du Dakota Luciole dont l'efficacité réelle et l'influence psychologique heureuse sur le combattant ont été incontestées. Son emploi, cependant, n'aurait peut-être pu se poursuivre longtemps étant donné l'accroissement de la DCA Viêt-minh. Il convient donc d'être prudent dans les enseignements à tirer de leur utilisation.

Dans les mois qui précédèrent la fin des hostilités les réactions de la DCA ennemie devinrent, en effet, de plus en plus redoutables et la bataille de Diên Biên Phu a marqué l'impuissance de notre appui aérien, pour diverses raisons certes, mais dont la principale fut la densité des feux adverses dans le ciel de la base aéroterrestre.

Les procédés qui avaient été envisagés pour combattre l'artillerie ennemie et dont certains étaient inspirés par l'expérience de la guerre de Corée [330] se montrèrent inefficaces, faute surtout d'une masse d'appareils suffisants.

De cet échec l'on peut tirer cependant quelques enseignements.

Tout d'abord l'obligation de bombardements massifs répétés et couvrant toute la zone de déploiement des batteries adverses pour coiffer sûrement ces dernières, dont la localisation était très difficile. Les épandages de napalm, qui furent tentés, semblent n'avoir pas donné de résultats sensibles, faute d'avoir recouvert des surfaces assez vastes.

En ce qui concerne les interventions de notre aviation de chasse, il semble que l'avis suivant peut être retenue :

La DCA Viêt-minh n'a jamais été attaquée que par des patrouilles légères et isolées « offertes en holocauste » à des pointeurs bien entraînés.

Avant d'attaquer un objectif défendu par la DCA il faut en assurer la saturation.

— Par bonne visibilité, employer un strike d'une vingtaine d'avions au minimum, attaquant simultanément à partir d'azimuts différents.

— Par mauvaise visibilité, faire succéder les attaques à des intervalles très rapprochés.

Les canons de 20 mm donnaient de bons résultats dans les strafings *de dépôts et de villages, mais ils étaient plus dangereux qu'efficaces pour l'attaque des batteries de DCA de 12,7 mm.*

Enfin et surtout – *L'aviation d'assaut doit être plus moderne que la DCA ennemie. L'avion à réaction s'est imposée en Corée, comme il se serait imposé en Indochine si les hostilités avaient continué avec le développement de la DCA et l'apparition probable de la chasse V.M.* [331]

L'appui renseignement – L'action de l'aviation légère d'observation a été traitée à un autre chapitre.

La reconnaissance photographique, apanage des deux escadrilles de reconnaissance utilisées dans les dernières années de guerre, fut rendue très difficile par les servitudes du climat et de la végétation. Le travail des sections d'interprétation fut donc excessivement délicat et souvent décevant.

En outre, le visage des deltas était très différent suivant les périodes de l'année et les couvertures photographiques de base (au 1/25 000) devaient être faites au minimum deux fois : en période sèche et en saison des pluies.

Quant aux missions ponctuelles (postes, ponts, carrefours, portions d'itinéraires) elles étaient réclamées en si grand nombre que les moyens n'ont jamais permis de satisfaire la totalité des demandes [332].

En conclusion, il faut convenir que la médiocrité des renseignements et la fugacité des occasions, nous ont probablement conduits à attaquer souvent des objectifs qui n'en étaient plus. Néanmoins les attaques

aériennes ont été la hantise du V.M. et, de l'avis même du général Giap, *désorganisaient le champ de bataille.*

Quoi qu'il en soit les unités terrestres ont eu tendance à exiger le maximum et à devenir tributaires de l'aviation en tous temps et en tous lieux. Cet état d'esprit conduisait souvent à paralyser l'infanterie, lorsque l'appui ne pouvait être accordé par manque de moyens ou par suite de mauvaises conditions météorologiques.

Les aviateurs ont, par ailleurs, estimé que le commandement n'aurait pas dû consacrer la presque totalité des forces aériennes à l'appui et réserver une part trop négligeable aux actions indépendantes. Ils pensent qu'à certaines époques le rendement de l'aviation aurait été supérieur si les pourcentages avaient été inversés et que la faiblesse des moyens aériens ne doit pas interdire d'effectuer certaines missions *stratégiques.*

L'infrastructure aérienne, enfin, conditionne totalement l'emploi de l'aviation sur un théâtre d'opérations.

L'effort accompli pour améliorer cette infrastructure était naturellement conditionné par des questions budgétaires, mais il fut trop tardif. Aussi l'arme aérienne ne possédait pas encore à la fin des hostilités un réseau cohérent de terrains.

CHAPITRE XIII

LES FORCES FLUVIALES

Les forces fluviales de Cochinchine et du Tonkin sont nées au temps de la conquête, mais les enseignements de cette époque avaient été oubliés lorsqu'en 1945 la 2e D.B. est arrivée à Saïgon avec des chars, mais sans aucun moyen flottant.

La première opération combinée qui fut montée pour reprendre Mytho illustra cette omission, car un grand nombre de ponts avaient été coupés et nous n'avions pas de génie. Aussi quand nos blindés atteignirent les abords de la ville, celle-ci était déjà occupée depuis près de 48 heures par des troupes amenées par voie d'eau.

Cette première affaire et celles qui suivirent en direction de Vinh-Long et Cantho ne purent être réalisées qu'avec l'aide de la *Royal Navy*, qui avait mis à notre disposition quelques LCI.

Il fallait donc sans tarder trouver sur place des embarcations indigènes ou japonaises, les blinder et les armer. En même temps les autorités anglaises nous cédaient des LCI ainsi qu'un petit nombre de LCA et de LCT.

La flotte hétéroclite qui en résulta reçut comme équipages du personnel de la marine ainsi que du personnel de l'armée et on l'engagea par fractions, mises temporairement à la disposition des commandements territoriaux (zone, secteur, sous-secteur) ou opérationnels (bataillon, voire compagnie).

En même temps l'on créait pour baser ces divers éléments les postes fluviaux de la marine, qui allaient être nos ports de guerre sur les voies d'eau.

À cette phase d'improvisation succéda une période d'organisation, où furent résolus les deux problèmes que posaient journellement la conduite des opérations :

— La nécessité de disposer en permanence d'engins de transport pour satisfaire aux besoins logistiques des troupes égaillées dans les deltas.

— L'obligation de maintenir libres les principaux cours d'eau et d'effectuer très fréquemment des actions amphibies.

L'armée prit à son compte progressivement une partie des missions de transport en créant des flottilles, armées d'abord par la Légion puis par le train [333]. Elle participa, en outre, aux missions de patrouille en mettant sur pied des formations de vedettes, constituées par du personnel de l'arme blindée-cavalerie [334].

La marine consacra ses efforts à la réalisation d'un instrument de combat étroitement adapté aux conditions particulières de la lutte. Dès 1946, elle créa les **flottilles fluviales** puis en 1947 les divisions navales d'assaut ou **Dinassauts**.

La formule particulièrement originale de cette unité répondait au souci, non seulement de réaliser un heureux dosage de moyens flottants, mais encore de transporter des éléments de débarquement assez nombreux, tout en leur assurant un appui de feu important.

Cette dernière préoccupation était apparue dès les premiers mois de la campagne où l'on avait utilisé des engins improvisés, fortement armés et protégés, pour véhiculer des troupes sur les eaux suspectes : **les chalands cuirassés** [335].

La composition des Dinassauts devait varier dans le temps et suivant les territoires, mais elle demeura conforme aux principes suivants [336] :

La division navale d'assaut est un véritable groupement tactique de moyens fluviaux comprenant :

— un bâtiment de commandement et d'appui d'artillerie : un LCI,

— un bâtiment de transport de troupes et de matériel : un LCT,

— des engins de débarquements et d'accompagnement : 2 LCM et 4 LCVP (groupés en 2 sections de deux),

— un engin de patrouille et de liaison rapide : une vedette de port [337].

En outre, quand les effectifs le permettent, la Dinassaut comprend un petit corps de débarquement (commando de fusiliers-marins ou une

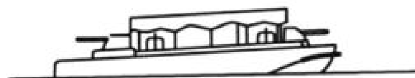
compagnie d'infanterie).

Suivant les circonstances, on renforce la Dinassaut ou au contraire on l'allège, par exemple de ses gros engins, lorsque leur tirant d'eau est trop grand pour les rivières où il faut opérer.

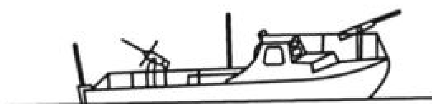
LCVP



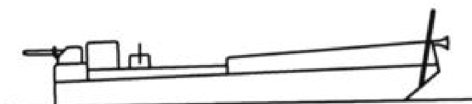
Vedette FOM



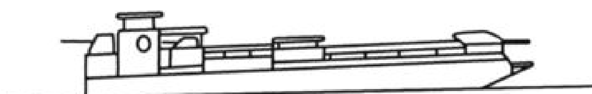
Vedette Y



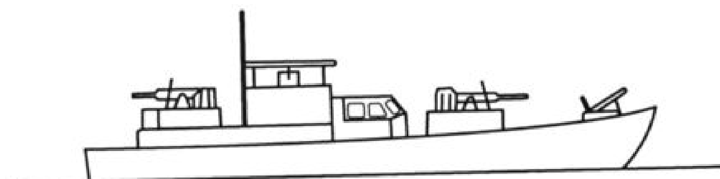
LCM



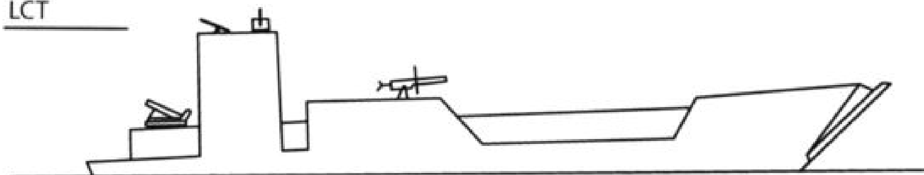
LCM Monitor

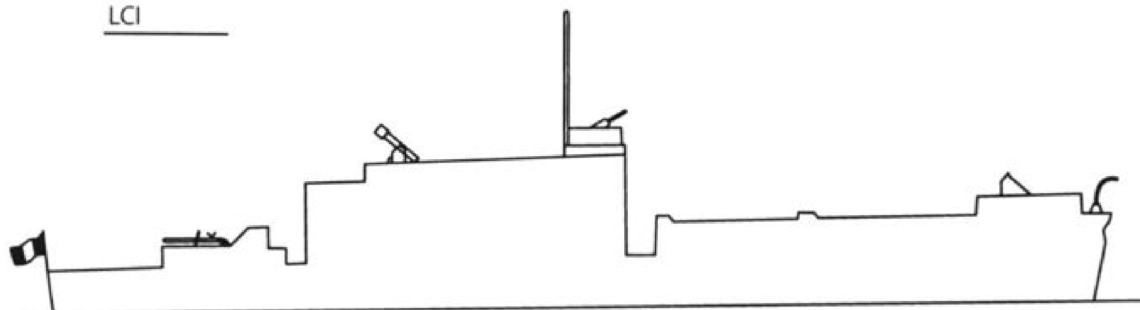


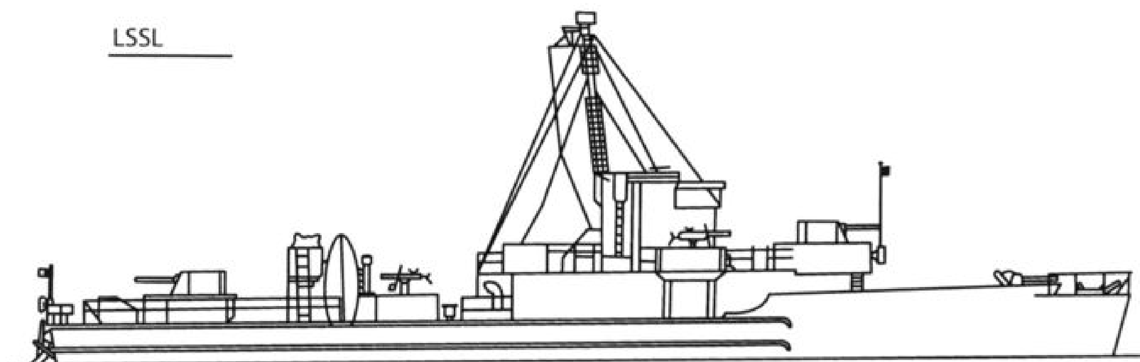
Vedette de Port VP

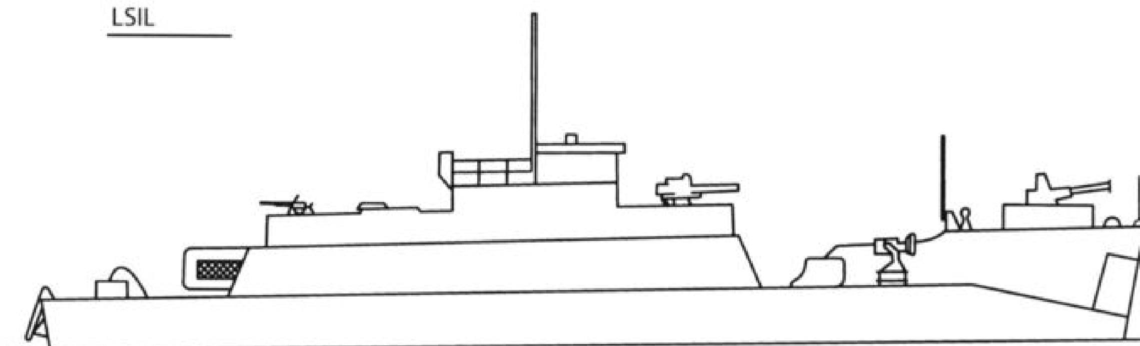


Échelle : 5 m : à l'échelle de ces croquis le LST aurait 36 centimètres



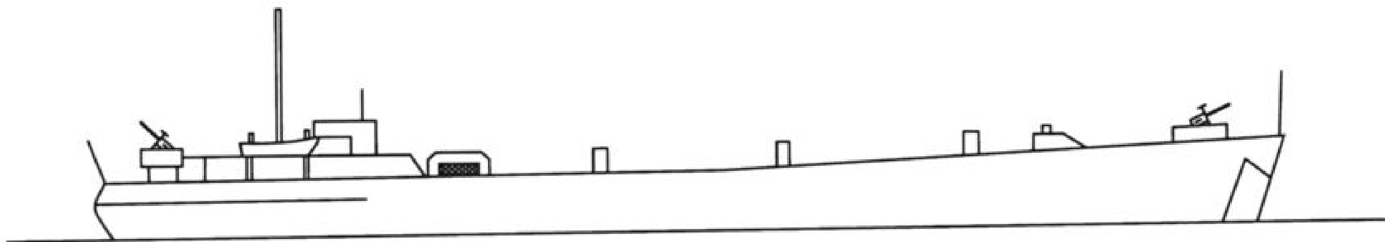




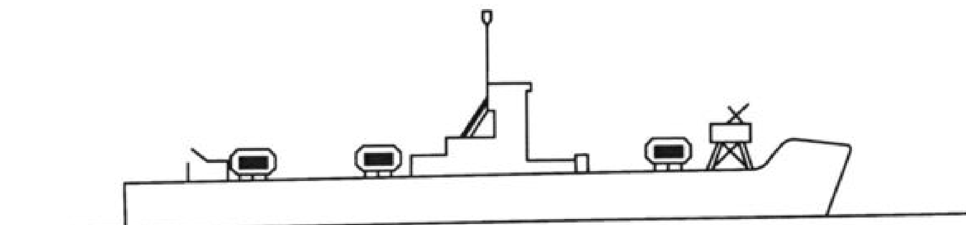


Échelle : 5 m : à l'échelle de ces croquis le LST aurait 36 centimètres

LST



LSM



Échelle : 10 m

Ainsi constituée, la division navale d'assaut est apte à :

— assurer le transport et le débarquement d'un effectif d'environ un bataillon avec son matériel,

— appuyer de ses feux l'action des troupes à terre, tout en assurant la maîtrise de la voie fluviale,

La mission de transport dévolue à la Dinassaut au cours d'une opération amphibie, ce « camionnage », est essentielle pour la concentration et la mise en place des troupes au démarrage de l'opération. Elle ne doit pas cependant absorber toute l'activité de la Dinassaut au détriment de ses possibilités d'emploi tactique.

Quantité de transports peuvent être effectués par la batellerie locale, ou encore avec les moyens des secteurs, et les engins de la Dinassaut, maintenus disponibles, peuvent alors recevoir des missions tactiques : patrouilles, interventions-appuis de feux au cours de l'opération elle-même.

Au Centre Viêtnam une formule différente nous fut imposée par les conditions de l'hydrographie locale :

La formule de la Dinassaut occupant une vaste région et circulant d'un poste fluvial à un autre n'était pas valable. Il fallait affecter à chaque cours d'eau un groupe d'engins, basé sur un poste fluvial et ne pouvant être relié au cours d'eau voisin que par mer.

En outre la faible profondeur des seuils, assez fréquents dans les fleuves, nécessitait des engins à très faible tirant d'eau. [338]

À la fin de la campagne, les Dinassauts apparaissaient elles-mêmes comme insuffisantes en volume et il fallait mettre en œuvre pour chaque opération (surtout au Nord Viêtnam), un groupement d'éléments empruntés à plusieurs d'entre elles et renforcer l'ensemble par les moyens de transport des unités du train et des groupes de transport de la marine.

Les conditions d'emploi – Les forces fluviales furent adaptées au commandement terrestre, à un échelon plus ou moins élevé suivant les circonstances.

Dans le sud, le commandement fluvial (par abréviation : COFLUSIC), était effectivement adapté au général commandant les forces terrestres du Sud Viêtnam par délégation de l'amiral commandant la marine en Indochine.

Dans le nord, en fait, le commandant des forces fluviales se tient en liaison étroite avec l'état-major des forces terrestres du Nord Viêtnam et quatre Dinassauts sont pratiquement adaptées aux quatre commandements terrestres. [339]

Cette organisation donna satisfaction et le commandant de la Dinassaut 3 et du poste fluvial de Nam Dinh pouvait écrire :

La zone Sud à laquelle j'étais adapté en tant que COFFLU Nam Dinh restera un exemple parfait de l'excellent fonctionnement et du sentiment d'unité qu'il est possible d'obtenir : relations constantes avec l'artillerie de position et l'appui aérien : cohésion et succès des opérations combinées ; mise de tous les moyens fluviaux de l'armée (train et ABC) aux ordres de la marine ; prêts réciproques de moyens aériens : utilisation facilitée des moyens de transmissions ; responsabilité territoriale définie, etc.

Ces heureux résultats avaient été obtenus parce que le commandement naval avait en permanence le contrôle de toutes les forces fluviales quelle que soit leur armée d'appartenance et que son poste fluvial était *le relais coordinateur, le P.C. opérationnel et l'intermédiaire immédiat avec le commandement terrestre.*

Mais parfois les liaisons étaient plus lâches et l'autorité terrestre ne concentra pas suffisamment son attention sur les voies d'eau.

C'est ainsi que l'amiral commandant les Forces maritimes d'Extrême-Orient (FMEO) pouvait regretter *l'équipement insuffisant de certains axes fluviaux d'importance vitale (Fleuve Rouge – Canal des Bambous) ce qui imposa des escortes de convoi, d'une puissance telle qu'elles absorbèrent la quasi-totalité des moyens au détriment des opérations proprement dites.*

Il notait aussi *la fortification insuffisante des postes fluviaux,* alors que chacun d'eux devrait être aussi bien protégé et organisé *qu'un poste de l'armée* [340].

Mais les critiques les plus graves ont porté sur la pauvreté des Dinassauts en éléments de débarquement.

Déjà au Centre Viêtnam l'expérience de Fai Foo et de Quang Khe montrait qu'un groupe d'engins fluviaux *devrait avoir une unité d'infanterie lui appartenant en propre. Elle serait chargée de la défense du poste et serait entraînée à débarquer sous le feu pour réagir contre les embuscades* [341].

En Cochinchine et surtout au Tonkin, les Dinassauts se voyaient affecter des commandos marine (ou *compagnies légères d'accompagnement),* mais elles ont souffert de n'avoir pas en permanence un élément d'infanterie, qui leur aurait permis de se déplacer de façon autonome et d'apporter leur concours au contrôle en surface de la région dans l'intervalle entre deux opérations combinées.

Cette nécessité fut ressentie de plus en plus et voici, par exemple, ce qu'écrivait le commandant des Forces fluviales en Cochinchine :

Il faut que toute embuscade soit surmontée et punie : c'était toujours possible dans le Sud Viêtnam.

Toutefois, à la fin de la guerre, nos forces fluviales appliquant un ordre du général commandant les forces terrestres du Sud Viêtnam ne devaient plus prendre l'initiative d'opérations si elles ne disposaient pas de deux compagnies au moins (on admettait ainsi la rencontre inopinée d'une compagnie Viêt-minh).

Au Tonkin la même situation existait depuis longtemps et l'on attribuait couramment aux Dinassauts des unités d'infanterie, prélevées sur les forces participant à l'opération.

Mais cette solution donna beaucoup de mécomptes par suite de l'entraînement insuffisant des troupes de l'armée de Terre à la pratique même élémentaire des opérations amphibies (débarquement, établissement à la berge, décrochage et rembarquement) [342].

Avec raison, la marine concluait à la nécessité de mettre sur pied *un véritable corps amphibie, comprenant des éléments navals et terrestres, non pas simplement adaptés mais effectivement intégrés ; par exemple sur la base*

du binôme Dinassaut – Sous-groupement tactique, et de confier à la marine certains commandements territoriaux (au minimum sous-secteurs).

Cette suggestion paraît d'autant plus justifiée que certains commandants de territoire avaient tendance à considérer seulement les moyens fluviaux sous l'angle des transports et sous estimaient les possibilités des actions amphibies d'envergure.

Certes, au fur et à mesure que le potentiel V.M. s'accroissait, les opérations par voies d'eau exigeaient une dépense plus lourde de moyens, mais leur rentabilité ne diminuait pas.

Déjà *la campagne de la Rivière Claire en 1947 et dans une moindre mesure celle de la Rivière Noire en 1951 ont particulièrement illustré ce déséquilibre entre les objectifs et les moyens* [343].

Mais les forces fluviales ne furent pas suffisamment renforcées et à la fin des hostilités elles étaient *confinées, tout au moins au Nord Viêtnam, par le défaut de puissance de leur matériel, soit dans la défensive, soit dans des opérations offensives de caractère furtif et hasardeux.*

Elles ont joué le plus souvent le rôle de simples auxiliaires des forces terrestres, alors que dans bien des cas la configuration géographique du champ de bataille leur aurait donné des opportunités d'action décisive. [344]

Une refonte de l'organisation par la concentration de tous les moyens flottants en un petit nombre de flottilles puissantes, la création d'unités *d'infanterie et d'artillerie de marine,* le rattachement de certaines formations de crabes et de L.V.T. et la constitution sous commandement unique d'un corps amphibie eut été le terme logique de l'évolution.

Le comportement du matériel – Après la période héroïque où l'on a fait flèche de tout bois et utilisé jusqu'aux bacs et *tramways d'eau,* nos forces fluviales vécurent sur le matériel des surplus britanniques et américains, à l'exception de quelques engins légers de conception et fabrication françaises [345].

Ces chalands de débarquement anglo-saxons, conçus pour tout autre chose que la guerre de rivière, ont subi de nombreuses modifications portant essentiellement sur le blindage et l'armement, et accessoirement sur

l'habitabilité. On ne peut que s'étonner qu'ils aient somme toute aussi bien répondu aux besoins. [346]

En conclusion nous avons disposé d'engins légers et moyens en nombre satisfaisant et de qualité acceptable.

Leur principal défaut a été l'indiscrétion inhérente aux moteurs Gray marine (extrêmement précieux par ailleurs) et la vitesse insuffisante des engins mineurs aussi bien en éclairage qu'en dragage.

Car très vite la mine est devenue l'ennemi majeur des flottilles et nous avons eu maintes occasions de constater leurs effets sur les engins de toute taille.

Les petits bateaux à fond plat se sont révélés très vulnérables aux attaques par mine, alors que les FOM sautaient, perdaient leurs toits et leurs affûts, mais retombaient souvent sur l'eau sans couler. [347]

Le dragage était notre meilleure parade et nos engins de dragage se révélèrent efficaces contre toutes les mines télécommandées, mais ils auraient été sans effet sur des mines marines modernes contre lesquelles une méthode de destruction sur l'avant et à distance reste à trouver.

À défaut d'un ennemi flottant, nos Dinassauts se mesurèrent constamment avec un adversaire qui les attaquait des rives avec toute la gamme des armes d'infanterie et parfois des canons.

La nécessité des blindages ne saurait donc plus se discuter en rivière et, pendant la période où l'on utilisait sans discernement les moyens trouvés sur place, nos pertes ont été sans mesure avec les résultats obtenus dans les petits rachs de Cochinchine.

L'expérience a montré, comme il fallait d'ailleurs s'y attendre, que l'épaisseur du blindage n'était pas tout, mais que la qualité du métal intervenait. Certains ont préconisé le double blindage avec bourrage soit en caoutchouc soit en ciment. L'expérience insuffisante qui en a été faite n'autorise pas de conclusions fermes.

Par contre notre armement a donné satisfaction. Il faut noter en particulier l'extrême efficacité des affûts doubles de 40 mm télécommandés.

Les lance-flammes et lance-roquettes n'ont pas été utilisés, bien que les derniers aient été installés sur quelques LCM à la fin du conflit.

Toutefois il nous manquait de plus en plus des bâtiments plus puissants.

L'expérience de toutes les campagnes de rivière de l'histoire (guerre de Sécession, campagne de Mésopotamie, etc.) a confirmé la nécessité de bâtiments à faible tirant d'eau, armés de pièces lourdes et dotés de la protection maximum.

La formule LCM Monitor, heureuse à son échelon, ne répondait en rien à ce besoin. Extrapolée du LCM ou LCT, au calibre de 40 à celui de 130 à 150 et du blindage de 12 mm à celui de 10 cm, elle aurait probablement résolu le problème de puissance posé à nos forces fluviales dès la campagne de 1947 en Rivière Noire.

Proposée dès 1952 elle n'a malheureusement jamais été étudiée sérieusement, pour diverses raisons techniques et tactiques. En particulier la priorité des missions de transport sur les missions de combat, imposée longtemps à la marine comme un dogme, interdisait de distraire à des fins purement offensives aucun des irremplaçables LCT de charge.

À l'autre extrémité de la gamme des moyens, il est certain que nos forces fluviales ont manqué d'un engin mineur, apte aux missions de liaison, de surprise, d'éclairage et de dragage rapide, et caractérisé par :

— la discrétion,

— la vitesse,

— la sûreté nautique,

— une protection acceptable.

La vedette FOM de 11 mètres s'en rapprochait le plus, mais sa vitesse restait insuffisante et sa tenue à la mer dangereuse en cas de fort clapot.

La vedette type Wizzard, arrivée en Indochine après le cessez-le-feu a de brillantes qualités de vitesse et de manœuvrabilité, mais c'est un engin réellement trop petit et trop fragile pour les missions en cause (coque en plastique moteur hors bord à essence) et qu'on doit limiter aux liaisons ou éventuellement aux patrouilles de courte durée.

Il y aurait donc lieu d'étudier un engin spécial répondant aux conditions suivantes :

— vitesse maximum supérieure à 20 nœuds,

— 2 lignes d'arbre : butées permettant de remorquer des dragues,

— 2 moteurs silencieux, au moins aux allures modérées ; coque solide à fond plat, hélices non débordantes, tirant d'eau de l'ordre de 1 mètre, possibilité de beacher,

— combustible : gas-oil (et non essence) ; rayon d'action minimum de l'ordre de 100 nautiques,

— armement : 1 canon de 20 (variante : 1 canon de 57 sans recul) et deux fusils mitrailleurs,

— protection : bouclier de pièce et tôle pare-éclats pour les moteurs,

— habitabilité : acceptable pour un équipage de 3 hommes,

— prix de revient modéré, entretien facile, tenue à la mer suffisante.

En attendant la réalisation de ce programme assez ambitieux, il faudra se contenter de la vedette STCAN complétée par le Wizzard. [348]

CHAPITRE XIV

LE PERSONNEL FÉMININ

Le personnel féminin fut représenté dans le corps expéditionnaire dès septembre 1945 par un groupe d'une vingtaine d'AFAT, qui avaient accompagné le groupement MASSU. Simultanément la 47e unité AFAT avait été créée dans la métropole et recrutait une centaine de volontaires, qui furent envoyées sur l'Indochine dans les derniers jours de l'année 1945.

Durant les années suivantes les effectifs féminins continuèrent à s'accroître au même rythme que le corps expéditionnaire.

Année 1947	738	Année 1952	413
Année 1950	942	Année 1953	864
Année 1951	1 106	Année 1954	070

L'armée de l'Air avait recruté dans le même temps une cinquantaine d'auxiliaires féminins, dont le nombre fut porté à 120 en 1954. Par contre, la marine en comptait seulement une trentaine.

Spécialisation – De nombreux emplois dans les transmissions et une partie des postes de secrétariat dans les états-majors stables, ainsi que dans les directions de service furent tenus par des femmes, mais elles furent utilisées également dans d'autres spécialités :

— Plieuses et réparatrices de parachutes [349].

— Aides sociales et assistances sociales.

— Opératrices de cinéma [350].

— Infirmières et auxiliaires médicales (en moyenne 300 à 350).

— Ambulancières [351] et convoyeuses de l'Air [352].

Dès 1948 l'augmentation des effectifs avait nécessité la dissolution de la 47e unité PFAT et les affectations du personnel ainsi que toutes

questions s'y rapportant furent réglées par une section du 1er bureau de l'état-major des grands territoires, qui était confiée à une AFAT assimilée au grade d'officier. Toutefois les transmissions, les troupes aéroportées, le matériel et le service de santé prenaient en charge directement leurs spécialistes.

Quant à l'administration des PFAT elle fut assurée par les diverses compagnies de Q.G. des territoires.

Malgré ce très large appel au travail féminin, il n'est pas douteux que les divers services et les états-majors du corps expéditionnaire auraient pu confier encore de très nombreux postes à des PFAT et que d'appréciables économies d'effectifs masculins auraient été obtenues de la sorte. Mais les difficultés rencontrées dans le recrutement de volontaires qualifiées ont montré qu'on ne pouvait pas réaliser une importante relève des spécialistes hommes par du personnel féminin et sur le plan quantitatif et surtout sur le plan qualitatif. C'est là un des enseignements de la campagne.

Recrutement – Le volontariat pour l'Indochine a été tout d'abord entravé par l'impopularité de la guerre dans certains milieux de la métropole, ainsi que par les appréciations défavorables portées sur les enrôlements féminins. Par contre, les avantages matériels consentis au PFAT auraient pu créer un courant d'engagements beaucoup plus important, si les intéressées avaient bénéficié d'assurances plus fermes quant à leur future intégration dans le personnel statutaire [353].

En Indochine il semble qu'il eut fallu assurer aux PFAT de meilleures conditions d'existence.

Des cantonnements acceptables ne commencèrent à être installés qu'à partir de 1950 et surtout après l'arrivée du maréchal de Lattre. Mais de gros progrès pouvaient encore être faits dans le domaine du confort, auquel des femmes pouvaient aspirer dans un pays tropical et pour un séjour de 18 mois [354].

Le climat du reste provoquait une diminution appréciable des effectifs, non pas que le nombre des rapatriements sanitaires ait été

proportionnellement plus élevé que pour le personnel masculin, mais les hospitalisations étaient nombreuses et souvent répétées.

Bref le recrutement était assez péniblement assuré et les qualifications professionnelles laissaient souvent à désirer, faute de la possibilité d'exercer un choix parmi de nombreuses candidatures.

Il eut fallu une sélection sévère tant morale que professionnelle. Examen d'entrée au besoin – stage précolonial plus long avec des officiers de valeur – éliminer impitoyablement les éléments incompétents. [355]

Une fois arrivées en Indochine les PFAT dont les connaissances étaient insuffisantes recevaient bien un complément d'instruction, mais leur rendement restait évidemment faible pendant un temps appréciable.

Pour faire face à ses difficultés le service de santé dut chercher un complément de personnel par un système de contrats spéciaux, qui étaient offerts aussi bien à des hommes qu'à des femmes.

Le corps auxiliaire des forces armées d'Extrême-Orient (CAFAEO) qui succéda en 1947 au CMLAEO recrutait pour 18 mois, avec des possibilités de renouvellement de 6 mois, des médecins, des pharmaciens, des dentistes, ainsi que des infirmières, des laborantines, des manipulatrices, etc., auxquelles une assimilation à certains grades était garantie suivant le niveau des compétences.

Il y eut à ce titre 300 à 350 femmes [356] dans les diverses formations sanitaires du corps expéditionnaire, où elles rendirent d'excellents services.

CHAPITRE XV

LA LOGISTIQUE

Dans un cadre physique rebutant pour le combattant français, un corps expéditionnaire équipé à l'européenne et entièrement tributaire de sources de ravitaillement lointaines et parcimonieuses, dut s'adapter par des improvisations successives aux exigences d'une lutte qui évolua de la simple guérilla au choc des grandes unités.

Aussi la logistique de la guerre d'Indochine fut-elle constamment marquée par la recherche d'un remède à des situations aussi défavorables que mouvantes et les solutions tinrent beaucoup plus de la *corde raide*, voire du *Système D*, que de la planification sereine.

En outre les caractéristiques du théâtre d'opérations et l'augmentation progressive du potentiel adverse nécessitèrent une évolution de la forme et de l'importance du soutien logistique.

La mise sur pied des armées des États associés et leur rapide croissance vinrent enfin augmenter lourdement nos charges, car nous dûmes entièrement prendre à notre compte leur entretien, tout en créant progressivement leurs services.

Les besoins irréguliers des opérations[357] et les modifications fréquentes apportées au déploiement de nos forces ont constitué les variables des problèmes logistiques ; mais ceux-ci ont été influencés surtout par trois constantes :

— La nécessité de s'appuyer sur l'infrastructure qui avait été réalisée pour assurer la vie des troupes stationnées en Indochine avant 1945.

— L'éloignement de la métropole, d'où cependant la guerre était conduite et où se trouvaient les sources de ravitaillement essentielles.

— La géographie particulière de l'Indochine : vastes zones imperméables, distances considérables, climat tropical.

L'infrastructure – Un ensemble d'établissements territoriaux, judicieusement implantés et que les forces japonaises avaient déjà utilisés, fut trouvé à peu près intact en 1945.

Il pouvait d'autant mieux servir au soutien des unités que la forme même de la guerre postulait de s'appuyer sur les anciennes villes de garnison (que nous occupions solidement) et de parer à l'insécurité des communications en effectuant des navettes très courtes entre des installations fixes et nos postes ou les bivouacs de nos unités mobiles.

L'infrastructure préexistante constitua donc une base logique pour le déploiement de nos services ; mais elle devait continuer à l'influencer durant toute la campagne, car elle répondait fatalement à la géographie locale et, à ce titre, elle permettait toutes les extensions nécessaires.

Car l'accroissement des forces rebelles et l'augmentation parallèle du corps expéditionnaire, accompagnés de la création des armées des États associés, exigèrent que le soutien logistique perde les formes artisanales du début de la campagne pour prendre une physionomie industrielle. Les formations des services durent créer de nouveaux ateliers, entrepôts et dépôts, augmenter la capacité hospitalière, etc. Par ailleurs, l'augmentation des taux de consommation détermina de plus importantes maintenances.

Quelques exemples illustreront ce développement :

— Le nombre des véhicules à entretenir passa de 15 000 en 1947 à 60 000 en 1954.

— Les surfaces nécessaires au stockage des approvisionnements du service du matériel étaient de 130 000 mètres carrés en 1947 et de 200 000 mètres carrés en 1954 [358].

— Les stocks du même service étaient de 45 000 tonnes en 1947 et de 100 000 tonnes en 1954.

— Le nombre des militaires traités dans les infirmeries ou hôpitaux était de 384 000 en 1946 pour 714 000 en 1953.

Toutefois la conduite des opérations devait nous obliger, durant les dernières années de la campagne, à créer des bases nouvelles [359] et à les

relier aux ports d'arrivée des ravitaillements par des axes souvent très artificiels comme les ponts aériens.

D'autre part les différents services furent amenés peu à peu à mettre sur pied des éléments mobiles pour répondre aux besoins de certaines opérations. L'on dut créer, par exemple, des antennes chirurgicales mobiles et des antennes chirurgicales parachutables, des sections mobiles de réparation, des groupes d'exploitation opérationnels, etc.

Bref, si le déploiement logistique resta essentiellement territorial et répondit parfaitement à une guerre sans front, il fut cependant nécessaire d'imaginer de nouvelles formules pour satisfaire à des situations qui rappelaient parfois la guerre européenne mais ne justifiaient point cependant d'appliquer les mêmes solutions qu'en métropole.

Les sources de ravitaillement – Les 12 000 kilomètres séparant la France de Saïgon furent un handicap écrasant.

Même si le pays tout entier avait fait sienne la guerre d'Indochine, aurait-il pu sentir tout ce qu'il fallait donner au corps expéditionnaire pour emporter le succès et même simplement pour soutenir la lutte ?

C'est pourquoi les administrations centrales n'ont pas su maintenir un contact étroit avec les services correspondants de Saïgon et n'ont pas toujours compris les besoins de l'Indochine. Or *les échanges de correspondances, quand ils ne sont pas complétés par des contacts personnels, ressemblent souvent à des dialogues de sourds* [360].

Par ailleurs, dans un pays dont l'industrialisation s'ébauchait en 1939 et avait été brutalement freinée par la Seconde Guerre mondiale, le corps expéditionnaire ne pouvait trouver que des ressources fort limitées.

L'Indochine était capable de fournir un certain nombre de denrées alimentaires (riz, bétail, poisson) ainsi que du charbon et quelques matériaux de construction.

De petites industries, localisées essentiellement autour de Saïgon et d'Hanoï, transformaient des produits bruts ou semi-finis qui étaient importés (ponts et charpentes métalliques notamment). Elles purent, par conséquent, apporter un secours aux services du matériel et du génie.

Enfin la main-d'œuvre spécialisée était rare et l'on devait éprouver beaucoup de difficultés à recruter des apprentis et à les instruire.

Tous ces facteurs concouraient à rendre notre ravitaillement tributaire de la métropole ou des États-Unis [361].

En ce qui concerne la métropole un décalage considérable était inévitable entre les demandes et leur satisfaction, car les seuls délais de transport atteignaient déjà deux mois.

Mais la guerre d'Indochine était, en outre, conduite dans les conditions économiques et financières du temps de paix ; c'est-à-dire dans le cadre rigide d'un budget annuel. Il appartenait donc au commandement en chef d'évaluer annuellement les crédits qui lui apparaissaient nécessaires pour mener la lutte et lui fallait attendre le vote de la loi de finances pour jauger avec précision ses possibilités.

Qu'il s'agisse de matériel, d'entretien, de travaux, les données de base servant au calcul étaient tirées des données antérieures par une extrapolation, basée sur la situation du moment et son évolution vraisemblable.

Du fait de l'évolution rapide des événements, surtout dans les dernières années du conflit, l'extrapolation déjà hasardeuse sur une courte période ne présentait plus une garantie suffisante lorsqu'il s'agissait d'un délai dépassant un an ; car les prévisions étaient faites vers le mois de juillet de l'année précédente.

C'est ainsi, qu'en juillet 1950 on prévoyait pour 1951 une consommation mensuelle de 5 000 coups de 105 HM2 et on n'envisageait pas de travaux importants. Or l'évolution des opérations dans le delta tonkinois se traduisit dans cette année 1951 par une consommation moyenne mensuelle de plus de 30 000 coups de 105 HM2 et la réalisation d'un programme de fortification de plusieurs milliards.

Ainsi, faute de données à long terme sur les plans politico-stratégiques, les *plans de campagne* et les *plans d'approvisionnements* qui sont la projection des premiers dans le domaine de la logistique, ne pouvaient être élaborés qu'avec la plus grande imprécision.

Enfin lorsque l'aide américaine fut accordée, le montant n'en fut jamais connu lors de l'établissement du budget, alors qu'il eut été indispensable de chiffrer les besoins qui pouvaient être couverts par cette assistance.

Certes le commandant en chef avait la possibilité d'adresser à la métropole des demandes exceptionnelles et à diverses reprises il dut passer des commandes urgentes.

Mais ces dernières ne pouvaient être honorées qu'avec un délai variable, suivant qu'on pouvait puiser dans des stocks existants et se contenter d'acheminer les expéditions sur les ports ou suivant qu'il fallait lancer une fabrication.

Aussi certains matériels, indispensables au moment de la commande, arrivèrent à pied d'œuvre quand le besoin ne se faisait plus sentir, tandis que des approvisionnements de première nécessité et cependant d'usage courant faisaient défaut plus ou moins longtemps.

C'est ainsi qu'en septembre 1953, les établissements de réserve générale du matériel ne possédaient plus en stocks les rechanges suivants :

— Ponts avant de Jeeps, Dodges 6 X 6 et GMC.

— Ponts arrière de Dodges et de GMC.

— Boîtes de vitesse de Jeeps et de GMC.

D'autre part la bigarrure des matériels employés au début de la campagne : anglais, japonais, français, américains, australiens, compliquait considérablement la réunion des pièces de rechange, les commandes, le stockage et enfin la distribution.

C'est en 1952 seulement qu'une certaine homogénéité pût être obtenue en utilisant presque uniquement (sauf pour l'armement des supplétifs) du matériel français et américain.

La création en métropole d'une base opérationnelle arrière, assurant le stockage de matériels et leur expédition à la demande, aurait permis d'assurer une régulation comme ce fut le cas pour le dépôt de Miramas en ce qui concerne les munitions [362].

Faute de cette situation, qui eut allégé la logistique du corps expéditionnaire, les services durent constituer en Indochine des stocks très importants pour amortir les perturbations dues aux délais de livraison [363]. Mais il en résulta un alourdissement considérable, car il fallut trouver les surfaces nécessaires et entretenir un personnel nombreux pour gérer les dépôts. En outre, le climat tropical réduisait beaucoup le temps de conservation de certains matériels ou de certaines denrées.

L'aide apportée par les États-Unis dans le ravitaillement du corps expéditionnaire fut particulièrement importante et permit de mener la guerre avec des moyens accrus, tout en diminuant les dépenses du budget français.

Mais les délais d'arrivée des commandes ne différaient guère de ceux concernant le matériel expédié de la métropole et les approvisionnements reçus provenaient souvent de stocks anciens et parfois même périmés. Au demeurant certaines commandes, passées en 1952, n'étaient pas entièrement satisfaites en 1954.

Le cadre physique du théâtre d'opérations – La campagne d'Indochine débuta et fut constamment alimentée avec des matériels qui, presque tous, avaient été fabriqués en vue d'une guerre européenne.

Or, les conditions d'emploi de ces matériels dans un pays tropical et sur un terrain qui était fréquemment aquatique, furent radicalement différentes. C'est ainsi que le climat exigeait des effets d'habillement légers (ce qui n'était pas le cas de la tenue de combat) et des matériels résistant mieux à l'humidité. Les emballages, les postes de radio, les circuits électriques devaient être tropicalisés ; les salles d'hospitalisation demandaient à être climatisées, les équipages des engins blindés auraient dû être protégés davantage de la chaleur [364], etc.

On pourrait multiplier les exemples d'une absence d'équipement correspondant à la température et à l'hygrométrie de l'Indochine.

Sans insister à nouveau sur la rareté et la fragilité des voies de communication, il faut souligner la tyrannie que les difficultés de **transport** ont exercé sur toute la logistique et, partant, sur toutes les décisions du commandement.

L'insécurité interdisait, comme on le sait, toute circulation terrestre durant la nuit. Les convois ne pouvaient emprunter de jour qu'un nombre limité d'itinéraires, à un rythme ralenti par l'obligation de leur assurer la protection d'escortes coûteuses en personnel et en matériel.

En outre, le découpage de l'Indochine en zones d'opérations, isolées les unes des autres par de larges régions sous contrôle V.M., interdisait toutes les relations inter-territoires autrement que par voie maritime ou aérienne.

L'importance prise par le Tonkin dans la conduite des opérations et son éloignement de Saïgon conduisirent à décentraliser le ravitaillement de ce territoire, qui pouvait être alimenté directement par Haiphong. À partir de 1952 fut créée la base opérationnelle du Tonkin (BOTK) qui joua, pour ce dernier, le rôle que nous aurions souhaité confier à une base opérationnelle de la métropole pour l'ensemble du corps expéditionnaire.

Mais tous les courants de ravitaillement partant de Saïgon ou d'Haiphong comportaient des ruptures de charge et leur débit était mesuré par le moyen de transport ayant la plus faible capacité. Or, si nous pouvions acheminer par cabotage des tonnages importants, nous éprouvions les plus grandes difficultés à porter les approvisionnements jusqu'aux points éloignés du littoral.

Dans les deltas le réseau fluvial pouvait pallier la rareté et le mauvais état du réseau routier. La voie ferrée n'était qu'un moyen d'appoint, car elle n'offrait que de rares pénétrantes et nous ne pûmes utiliser que la moitié environ des lignes existantes.

Seule la voie aérienne permettait un acheminement de bout en bout ; mais l'inégale répartition des terrains et le petit nombre de ceux qui admettaient l'atterrissage des avions de transport réduisaient nos possibilités, qui d'ailleurs furent toujours limitées par l'insuffisance de notre flotte.

Trois exemples illustreront la complexité des problèmes logistiques posés par le soutien de certaines unités.

— La zone de Dong-Hoi, au Centre Viêtnam, ne pouvait être ravitaillée convenablement qu'au cours des mois où le port de cette ville était accessible. Les approvisionnements devaient donc être calculés pour une

longue période, sans savoir si des opérations non escomptées viendraient fausser les opérations…

— Vientiane et le Haut Laos devaient être en grande partie ravitaillés par avion à partir des terrains du Tonkin, car l'accès par le sud était très difficile : la route entre Thakhek et Vientiane était détruite et le Mékong n'est utilisable à partir de Kratie que pendant 6 mois seulement.

— Les garnisons de Langson et de Cao-bang jusqu'à leur évacuation à la fin de 1950 étaient tributaires de la R.C.4 et l'on sait le prix que nous coûta l'utilisation périodique de cette route de jungle.

Ainsi handicapés, les transports eurent un rendement très inférieur à celui qu'ils auraient eu pour des distances égales dans la métropole. Leur prix de revient n'en a pesé que davantage dans le budget du corps expéditionnaire. Voici d'ailleurs les sommes ainsi dépensées pour les seuls transports intérieurs à l'Indochine et uniquement pour les forces terrestres :

En 1952 = 9 milliards.

En 1953 = 12 milliards.

Pour les six premiers mois de 1954 = 8 milliards 300 millions.

À la fin des hostilités, certains transports devenaient de plus en plus difficiles :

— L'ouverture des routes ou de certaines voies fluviales exigeait de véritables opérations.

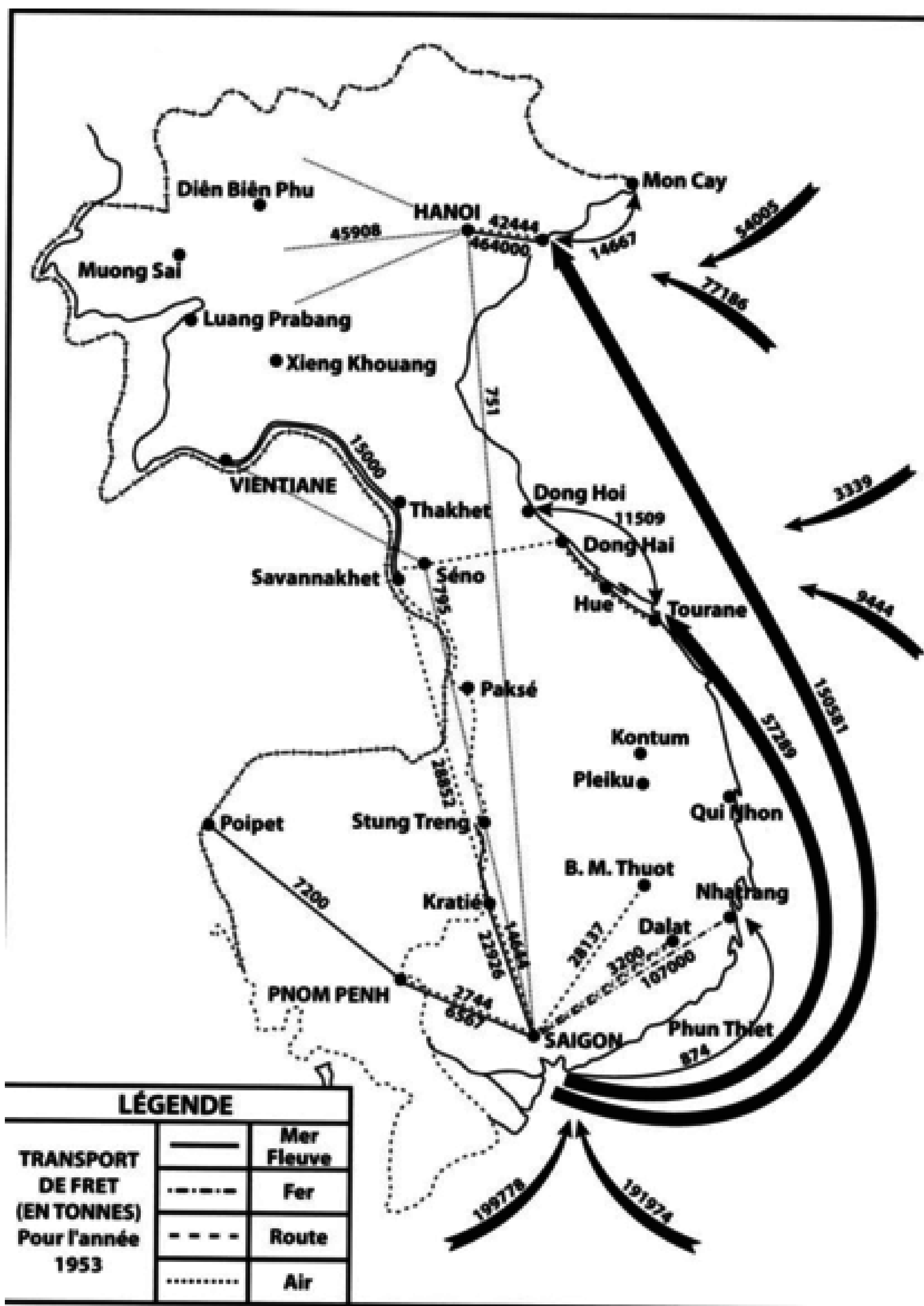
— Les ponts aériens étaient devenus le seul moyen pour maintenir des garnisons en certaines régions [365], tandis que de nombreux postes ne pouvaient plus tirer leur subsistance que des parachutages [366].

— Enfin les consommations de munitions exigèrent l'expédition de tonnages de plus en plus élevés.

Au point de vue de la logistique, la guerre d'Indochine fut donc menée sous le titre des improvisations successives. Les services eurent constamment à remanier leur organisation et durent, avec des ressources toujours insuffisantes, faire face à des tâches sans cesse accrues.

Des opérations se prolongeant durant près de dix ans à 12 000 km de la métropole ne pouvaient être menées à bien qu'au prix de moyens considérables. Or ceux-ci ne furent accordés qu'avec parcimonie et les impératifs budgétaires l'emportèrent sur les nécessités opérationnelles, réduisant d'autant les possibilités d'action du commandement.

Aussi le soutien logistique a souvent donné l'impression, malgré les efforts fournis, d'être lent et de suivre le rythme du développement de la campagne plutôt que de le précéder.


Mon Cay
Diên Biên Phu
HANOI
42444
464000
45908
14667
54005
77186
Muong Sai
Luang Prabang
Xieng Khouang
751
15000
VIENTIANE
Thakhet
Dong Hoi
11509
Dong Hai
3339
Savannakhet
Séno
795
Hue
Tourane
9444
Paksé
Kontum
Pleiku
57289
150581
Qui Nhon
Poipet
Stung Treng
28852
B. M. Thuot
7200
Kratié
Nhatrang
14646
22926
28137
Dalat
3200
107000
PNOM PENH
2744
6582
SAIGON
Phun Thiet
874
199778
191974
LÉGENDE
TRANSPORT DE FRET (EN TONNES) Pour l'année 1953
Mer Fleuve
Fer
Route
Air

L'INTENDANCE

La forme particulière que prit la guerre d'Indochine *n'a eu que peu d'influence sur l'organisation et le fonctionnement du service de l'intendance*[367].

Mais, si les règles d'expérience appliquées dans la métropole trouvèrent leur application, les organes d'exécution du service durent subir des modifications de détail pour faire face aux besoins croissants du corps expéditionnaire.

Cette adaptation fut satisfaisante dans le domaine des subsistances et de l'habillement, mais l'administration resta trop rigide et les unités souffrirent certainement d'une réglementation qui était restée celle du temps de paix.

Les services ravitailleurs – Le déploiement des services de l'intendance fut calqué sur l'organisation territoriale et s'appuya sur les établissements qui existaient en 1945.

Toutefois, on fut amené à compléter ce système fixe *par des groupes d'exploitation opérationnels*[368]*, constitués et dotés en fonction de l'importance de l'action à soutenir*[369].

Cette méthode a permis une économie importante de personnel ; elle s'est révélée excellente.[370]

Dans l'exécution de leur tâche, les services ravitailleurs ont eu à résoudre des problèmes analogues à ceux qui se posaient à tous les autres services et qui découlaient de l'éloignement de la métropole, de la géographie locale et enfin de l'accroissement des effectifs, etc. Mais les difficultés ont été surtout considérables dans le domaine de la réunion des approvisionnements.

Les **ressources** locales étaient, en effet, d'un faible secours. Car la population, dans les régions où elle est dense (deltas), se livre à la monoculture (riz) ; ailleurs les productions sont trop pauvres pour être

exploitées. Quelques achats de riz et de poisson sec furent donc les seules facilités qu'a pu trouver le service des subsistances.

Une autre difficulté résultait de la diversité des races et groupements ethniques, qui composaient nos forces.

Par exemple, pour assurer *la fourniture aux troupes musulmanes de moutons vivants, ceux-ci furent d'abord réalisés en Australie, puis en Afrique du nord, transportés à grands frais en Indochine où ils furent distribués jusqu'au plus petit poste par tous les moyens, y compris le parachutage…* [371]

Les réalisations locales du service de l'habillement furent, par contre, plus variées, grâce à des ateliers exploités en régie ou des entreprises privées. Et ceci, bien que *les dispositions réglementaires relatives aux achats n'aient pas été adaptées, en E.O., aux conditions de la guerre* [372].

Pour ces deux services, malheureusement, les matériels d'exploitation étaient incommodes (boulangeries tractées Fouga par exemple…) et ils étaient, en outre, d'une extrême diversité de marques et de types (groupes électrogènes, extincteurs, etc.).

Ce manque de standardisation s'est soldé par un gaspillage d'argent et de temps, par une chute d'efficience. Ceci est d'autant plus regrettable que dans beaucoup de cas c'est l'application étroite de règles administratives désuètes qui a conduit à ce résultat.

En effet, les services réalisateurs sont obligés de faire appel à la concurrence et d'avoir recours au fournisseur le moins disant. Sans doute existe-t-il des dispositions qui prévoient la possibilité pour des raisons techniques de passer des marchés de gré à gré, mais les services financiers et de contrôle s'opposent le plus souvent à leur application. [373]

C'est une erreur technique et financière.

Le **stockage** et l'entretien de tous ces approvisionnements se firent d'abord en utilisant les locaux existants, mais rapidement il fallut s'étendre.

Les stocks importants de denrées et d'effets devaient être protégés contre la chaleur,

L'humidité, les moisissures et champignons divers, les rongeurs et les parasites de tous genres.

Les magasins fixes, à tous usages, n'offrent en général qu'une protection insuffisante… Quant aux moyens de stockage « en campagne », ils ont été limités aux tentes magasins et plus souvent aux solutions dites « de fortune » ou plus exactement « de pauvreté ».[374] Mais l'alternance des pluies torrentielles et du soleil tropical usait prématurément les tentes, qui se laissaient vite traverser par l'eau, malgré les couches successives d'huile de lin destinées à les protéger.

Un premier remède eut été la limitation des stocks ; mais il supposait la standardisation et la création d'une base en métropole…

Il est inutile de rappeler la lenteur des transports et surtout les difficultés rencontrées dans le ravitaillement de certaines garnisons isolées. Ceci explique pourquoi il fallut parfois adresser à la métropole des demandes urgentes alors que la situation des approvisionnements était pléthorique pour l'ensemble du territoire. En effet, il existait dans certaines régions peu accessibles des stocks *gelés* et souvent irrécupérables.

… En bref la manœuvre des stocks fut très souvent impossible.[375]

En outre la constitution, le conditionnement et la protection des diverses denrées étaient souvent insuffisamment étudiés. Il est inconcevable, par exemple, que par économie on fabrique en métaux oxydables (fer) les pièces métalliques de certains équipements (boucles de ceinture, etc.).

L'entretien systématique des effets d'habillement n'a pu être réalisé par des formations spécialisées (compagnies de réparation et d'entretien, compagnies de blanchisseries…). Pratiquement l'homme assumait lui-même le blanchissage et l'entretien de son linge. Il semble que, dans le cadre d'une guerre en surface, et en réalisant le groupement des bases arrières des unités (préconisé par ailleurs) on devrait pouvoir organiser l'entretien des effets d'habillement et de campement.

Enfin la **distribution** des ressources n'était pas aisée, car, *pour satisfaire des besoins, il faut naturellement les connaître… Or, la mobilité des*

troupes, les fluctuations d'effectifs, les nécessités de la conservation du secret et l'insuffisance des liaisons, l'ignorance chez les demandeurs de certaines notions élémentaires ont compliqué à l'extrême la tâche du pourvoyeur.

Il est à penser, d'ailleurs, qu'il faut renoncer à obtenir une définition précise des besoins. Il serait souhaitable de l'admettre et d'adopter un procédé forfaitaire de ravitaillement en renonçant aux « régularisations » ultérieures.

Au combat il y a toujours des « explications » à une consommation anormale ; elles ne trompent personne. Elles constituent un rite rendu à la sacro-sainte comptabilité. Le frein au gaspillage ne réside pas dans une comptabilité minutieuse et tracassière, mais bien dans l'action du commandement et dans la conscience professionnelle des cadres à tous les échelons. [376]

Problèmes particuliers à l'habillement – Outre la nécessité de réunir les vêtements correspondant aux diverses catégories de personnel, il fallut assurer aux troupes stationnées au Tonkin et au Laos un jeu d'effets de drap pour l'hiver.

Toutefois il semble qu'on aurait pu éviter de distribuer des capotes et même faire l'économie des effets de drap, car *la tenue de combat, agrémentée d'un sous-vêtement (type U.S.) et d'un chandail de laine, devrait suffire au combattant* [377], mais à condition de le doter d'une courte pèlerine en matière plastique qui, pliée, aurait pu tenir dans un petit sachet de toile accroché au ceinturon.

La tenue de combat, dans sa forme, n'a donné lieu à aucune critique [378]*, par contre la qualité du tissu, la rendait pratiquement inutilisable outre-mer. L'étoffe est en effet beaucoup trop lourde et trop chaude… Le type « allégé » est une nette amélioration, mais la formule n'est pas encore au point.* [379]

Cette opinion est également celle du service de Santé : *Le treillis de combat, dont la conception est bonne, est fait d'un tissu lourd, presque imperméable, difficile à laver, et où le corps mijote dans sa sueur. Le treillis U.S. est plus agréable et le survêtement des parachutistes plus léger, plus souple et plus lavable.* [380]

Le remplacement du casque par le chapeau de brousse fut excellent, mais une forme plus souple et à bords moins larges pourrait être envisagée… [381]

Le brodequin a fait place à la chaussure de brousse en toile et caoutchouc. Dans les zones inondées, elle était plus agréable à porter qu'une chaussure de cuir imprégnée d'eau, durcie et blessante, mais dans les zones sèches, elle provoquait un échauffement de la sole plantaire et arrivait à former des plaies. La mise de fortes semelles isolantes à l'intérieur ou le moulage de la gomme sur une semelle de corde eut évité cet ennui tout en conservant les avantages de souplesse et de lavabilité. [382]

Problèmes particuliers à l'alimentation – La nourriture des troupes implantées fut toujours satisfaisante, par contre celle des unités en opérations était fatalement plus irrégulière.

Malgré les efforts constants, *les unités en mouvement se plaignaient du manque de vivres frais (légumes – viandes), de la monotonie des rations conditionnées* [383].

Il serait normal que, sauf cas spéciaux et brefs, une partie de vivres frais soit automatiquement ajoutée aux vivres conditionnés…

En outre, *de nombreuses rations du type européen ne contenaient pas de comprimés de sel, ni d'anti-paludiques. Ces produits étaient à ajouter, d'où difficultés d'envoi et de distribution…*

Par contre, *dans certaines régions, une chaîne du froid, a permis le ravitaillement en viandes congelées d'excellents qualité. C'est un bon procédé* [384].

La fourniture de la glace était, par ailleurs, indispensable, mais elle a posé des problèmes souvent difficiles :

Le service de l'Intendance a été conduit, devant les prétentions des fournisseurs locaux, à assurer la fabrication de la glace dans les localités de moyenne importance. Le matériel employé, réalisé, voire fabriqué sur place, était disparate. Il a néanmoins rendu des services très appréciés. [385]

Il est indispensable, dans l'éventualité de nouvelles opérations dans les régions à climat chaud, d'organiser le service de la glace dans le cadre de la chaîne du froid [386]*. Pour cela un matériel à haut rendement semi-fixe devrait être prévu pour les bases ou garnisons importantes, tandis que des fabriques de glace sur remorque seraient destinées aux postes, garnisons ou unités…* [387]

Des difficultés analogues ont été rencontrées pour assurer la boisson aux troupes.

Comme il a déjà été dit au chapitre consacré au service de Santé *l'eau – lorsqu'il y en a – est non seulement dangereuse mais très souvent répugnante...*

Or les procédés de purification n'ont pas donné entière satisfaction :

— Les matériels d'épuration sont encombrants, difficiles à déplacer.

— Les procédés chimiques ne débarrassant pas l'eau des matières en suspension et lui donnent mauvais goût. [388]

Les utilisateurs auraient souhaité disposer jusqu'à l'échelon de la compagnie, d'une tonne à eau tractable avec système d'épuration physico-chimique, ainsi que de vaches à eau filtrantes, analogues à celles qui sont utilisées dans l'armée américaine.

La consommation du thé résout évidemment la question de la boisson et les Européens peuvent s'y habituer fort bien avec un peu de persévérance... à condition que le thé soit de bonne qualité.

Il est inutile de souligner les inconvénients du vin dans un pays tropical : sa consommation durant la journée a provoqué de nombreux accidents (coups de chaleur). En outre, son prix, ses conditions de conservation, la difficulté de son conditionnement en font un produit *de luxe.*

Le vin concentré n'eut pas grand succès, sans doute parce que l'eau qui servait à l'étendre était souvent saumâtre, mais aussi parce que la qualité du produit, excellente au début, à rapidement baissé.

La bière, quoique à un degré moindre, présente les inconvénients du vin. Par contre, c'était un produit de fabrication locale. Elle a donc pu être distribuée par les économats et livrée aux foyers et popotes.

L'administration – *Dès l'arrivée en Indochine de nos premiers éléments, le corps expéditionnaire a bénéficié d'une organisation administrative qui existait depuis longtemps déjà. Aucune difficulté ne s'est donc présentée à l'origine. Il n'en fut pas de même par la suite...*

L'insuffisance des moyens en personnels et en matériels, l'application en campagne de textes métropolitains et coloniaux du temps de paix et le mode d'administration des formations, constituèrent pour le service de l'Intendance des inconvénients majeurs devant l'ampleur toujours accrue des forces terrestres d'Extrême-Orient. [389]

Au niveau des corps de troupe des dispositions devraient être prises, notamment pour faciliter la comptabilité des recettes et dépenses.

L'ouverture obligatoire de comptes courants chez les payeurs de rattachement, associée à quelques mesures simples, devrait *ramener le rôle de l'officier de détails à celui d'un caissier disposant d'un compte important au Trésor et d'une encaisse en numéraire réduite au minimum, pour les menues dépenses.* [390] Car, d'une part, *il est souhaitable d'empêcher les corps de transporter et de détenir, en opérations, des fonds autres que la solde* [391], et d'autre part, *la préparation de la solde ne doit plus s'effectuer à l'échelon bataillon-groupe. L'officier des détails doit recevoir de l'arrière des documents de solde tout préparés* [392].

Il n'est pas possible, sans une armée de comptables, de tenir en campagne une comptabilité de l'habillement pour chaque militaire. La fiche individuelle d'habillement ne peut être tenue honnêtement dans des corps de troupes en opérations outre-mer. [393]

La conservation du paquetage et son entretien ne devraient donc ressortir que de la surveillance des commandants d'unité et de leur souci d'éviter le gaspillage et les négligences impardonnables.

Faute de cette simplification de l'administration, les corps de troupe ont souffert du travail d'écritures qu'ils devaient assurer, malgré le poids des opérations.

Ces charges étaient d'autant plus lourdes que les comptables *se sont révélés souvent très inférieurs à leur tâche, du fait de leur formation ou incomplète ou trop hâtive* [394].

Par ailleurs, les tableaux d'effectifs des personnels comptables doivent être révisés dans le sens d'un renforcement surtout à l'échelon bataillon ou groupe. Il ne doit plus rester à l'échelon compagnie que le minimum de

personnels nécessaire pour l'enregistrement des mutations, le paiement effectif de la solde et du prêt, éventuellement la gérance des ordinaires. [395]

Enfin les officiers des détails avaient des responsabilités accrues, car les unités restaient isolées de leur base arrière pendant de très longues périodes (souvent plusieurs mois consécutifs). Or la pénurie d'officiers conduisait souvent à confier ces fonctions à des adjudants ou adjudants-chefs voire à des sergents-majors ou maréchaux des logis-majors, avec tous les inconvénients qui pouvaient découler d'une telle désignation.

En outre, il fut parfois difficile de disposer de locaux fermés et de coffres forts. Aussi des vols furent-ils souvent commis.

Après avoir préconisé le retour de l'administration à l'échelon régiment (avec notamment un major et un trésorier) et la centralisation administrative des petites unités à l'échelon bataillon-groupe, un intendant militaire conclut :

Les deux formules ci-dessus permettraient certainement à l'État de réaliser des économies et de donner à chacun les moyens pratiques de faire face à ses responsabilités. [396]

Vers la fin des hostilités, le regroupement des bases arrières, autant que possible par régiment, en permettant de placer les officiers des détails *sous la direction d'un major chargé au premier degré de leur surveillance administrative, de les guider, de veiller à l'application identique dans chaque corps des directives et instructions de l'intendance…* [397] aurait pu constituer un début de réorganisation dans le sens ci-dessus.

En conclusion, *il est absolument indispensable d'établir au plus tôt une réglementation générale pour l'administration des troupes en campagne outre-mer, le passage de l'administration de temps de paix à celle du temps de guerre devant apporter le minimum de modifications possible.*

Des instructions particulières seraient également établies pour chaque théâtre d'opérations particulier (Extrême-Orient, AOF, Madagascar, etc.). [398]

LE SERVICE DE SANTÉ

Le service de Santé en Indochine a particulièrement bien rempli son rôle, car on peut affirmer que tout blessé ayant une chance de survie et arrivant aux antennes chirurgicales fut sauvé.

En outre, l'action du corps médical a permis au corps expéditionnaire de ne pas être décimé par les maladies tropicales [399], comme ce fut malheureusement la règle dans bien des campagnes coloniales antérieures.

La tactique sanitaire – La tactique sanitaire dut s'adapter aux caractères de la guerre sans front, ainsi qu'à l'éloignement de l'Indochine par rapport à la métropole. Mais elle dut également tenir compte d'un certain nombre d'éléments propres au théâtre d'opérations :

— Les effectifs étaient dispersés, d'où la nécessité d'une présence en d'innombrables points avec des moyens plus ou moins importants.

— Les pertes étaient en général peu nombreuses, mais la proportion des blessés graves était forte [400].

— La rareté et la médiocrité des itinéraires rendaient les évacuations lentes et *choquantes*. Souvent elles exigeaient une ouverture de route et seuls les moyens aériens permettaient de réunir les formations sanitaires en un réseau cohérent.

— La dernière étape des évacuations était la France. Mais il fallait d'abord mettre les blessés et les malades en état de supporter un tel voyage et de larges capacités hospitalières s'avéraient donc indispensables.

— Enfin, au fur et à mesure que le *jaunissement* des effectifs s'accentua et que les armées nationales furent constituées, le nombre des blessés et malades autochtones augmenta. Il ne pouvait être question de les envoyer sur la France et il fallait les traiter sur place jusqu'à consolidation complète. Il fallut donc accroître encore la capacité hospitalière et les services spécialisés.

Pour ces multiples raisons, le service de Santé dut innover dans le sens de la décentralisation.

Le service de Santé de l'avant – Ce service, dont le rôle essentiel est le ramassage, le triage et les soins d'urgence, ne pouvait être assuré par les formations sanitaires classiques, dont étaient dotées les premières unités débarqués en 1945-1946, car des organismes tels que le bataillon médical type U.S. de la 9e DIC ou la compagnie médicale type division blindée américaine du détachement de la 2e D.B. étaient beaucoup trop lourds et supposaient une évacuation échelonnée en profondeur et bien jalonnée.

Le service de Santé fut donc amené à faire du neuf, en serrant au plus près un problème technique dont les données ne varient pas : le blessé grave doit recevoir les soins nécessaires en temps voulu.

Toutes les unités venues de la métropole furent dissoutes et l'on mit sur pied une série de formations adaptées aux conditions locales :

— Postes de secours.

— Antennes chirurgicales avancées.

— Équipes chirurgicales mobiles.

— Antennes ORT.

— Équipes médicales mobiles.

— Éléments de laboratoire [401], etc.

Par la suite, la structure de ces organismes fut remaniée à divers reprises, soit pour obtenir une meilleure adaptation (antennes chirurgicales parachutables) soit pour faire face à des besoins nouveaux, soit encore parce que certains éléments furent rapidement implantés et se transformèrent en services territoriaux (équipes médicales – éléments de laboratoire, etc.).

L'**infrastructure sanitaire** – *L'échelonnement des formations, la création de toute l'infrastructure sanitaire territoriale de base fut entreprise à partir d'éléments mobiles, qui se fixaient et que l'on renforçait et organisait selon les besoins.*

Infirmeries de garnison, infirmeries-hôpitaux, hôpitaux secondaires furent progressivement mis sur pied. Cet effort continuel d'organisation a

posé de constants problèmes de locaux, de matériel, de personnel, mais reste dans la ligne de l'organisation classique et ne présente pas de caractéristiques particulières.

De même, les grandes formations et les organismes de base furent créés :

— Sections d'infirmiers,

— Centres de réforme,

— Dépôts de ravitaillement sanitaire,

— Hôpitaux.

La chaîne des évacuations secondaires fut systématisée, du nord au sud, sur des formations de base rapatriant sur la France ou sur des services spécialisés.

Mais alors que le Sud Viêtnam devenait la base générale, les services de spécialité étaient groupés afin de permettre au besoin et sans peine le traitement d'un blessé par différents spécialistes. De plus, les formations secondaires de dégagement travaillaient en liaison avec les grandes formations. Celles-ci avaient ainsi des services « actifs », avec un personnel très qualifié aussi nombreux qu'il le fallait et tout le matériel nécessaire.

Ils évacuaient les blessés, dès qu'un premier résultat était obtenu, ou que l'évacuation sur la métropole devenait possible, sur une formation secondaire assurant la surveillance, la suite courante du traitement et qui renvoyait sur les grands services dans le délai prévu pour complément d'intervention si une complication survenait. [402]

Progressivement on réalisa un système logique et complet, en rassemblant les services qui étaient complémentaires et en créant des hôpitaux dont les uns étaient spécialisés dans le triage et le traitement des cas graves, tandis que les autres recevaient les blessés exigeant moins de soins mais une hospitalisation plus longue.

Cette organisation a fonctionné pour le plus grand bien des blessés. Elle a permis l'utilisation maxima des lits pour tous les services, sans s'arrêter à des dotations de personnels théoriques systématiques ; elle a permis de les répartir selon les besoins exacts et selon la qualification nécessaire.

Ainsi, le service de Santé en Indochine est devenu peu à peu un organisme complet et non pas seulement un service de zone des armées. [403]

Les évacuations – Le problème du transport des blessés jusqu'au point extrême où pouvaient accéder les sanitaires fut la hantise des médecins de bataillon et des commandants d'unités :

Évacuer les blessés du lieu de combat fut bien le problème inquiétant et il n'a pas été résolu de façon satisfaisante.

Dans le delta, les unités lancées dans la rizière étaient souvent à plusieurs kilomètres de toute voie de communication terrestre ou fluviale. Il fallait donc « sortir » les blessés de la rizière par brancardage.

En tenant compte des distances et des difficultés de la marche sur les diguettes glissantes, un minimum de quatre hommes était indispensable pour tout blessé grave ou impotent… De plus, l'insécurité nocturne interdisait généralement toute évacuation de nuit : le blessé de 18 heures avait quatre fois plus de chance de mourir que celui de midi.

Sauf dans le cas favorable où le blessé pouvait être évacué moyennant un minimum de brancardage et un court trajet en sanitaire, il n'y avait pas d'autre solution que l'hélicoptère.

Encore fallait-il qu'il y en eut en nombre suffisant et qu'ils pussent charger leurs blessés sans trop de risques… [404]

Le problème était encore plus grave dans les régions montagneuses. En voici un exemple entre cent :

Après le combat de Tsa Ye Pin du 24 janvier 1953, le 21e Goum a dû être relevé en entier pour évacuer ses cinquante blessés (il faut compter seize hommes pour brancarder un blessé sur ces itinéraires), leurs armes, ainsi que celles de ses vingt tués, et il a mis vingt-quatre heures pour faire sept ou huit kilomètres, au prix d'un épuisement total et de la perte de ses blessés les plus graves.

En règle générale d'ailleurs aucun blessé grave n'a jamais pu être sauvé, car il fallait deux ou trois jours de brancardage pour l'amener à l'antenne chirurgicale de Laichau et nous n'avons jamais pu obtenir d'hélicoptère.

Ceux-ci ont fait leur apparition dans le ciel de Laichau au moment de l'opération « Castor » [405].

Le Viêt-minh se heurtait aux mêmes difficultés et un chirurgien du régiment 46, capturé en 1954, déclarait : *La plupart du temps, le transport des blessés se fait à pied, très rarement en auto. Mais les difficultés et la lenteur des évacuations font que les plaies s'infectent en cours de route et que de nombreux blessés meurent ou deviennent non récupérables.*

Il eut donc fallu disposer de nombreux hélicoptères, mais ceux-ci ne firent leur apparition que tardivement (1950) et en quantité toujours insuffisante. Les appareils disponibles tinrent cependant leur promesse et de 1950 jusqu'au 1er août 1954, 9 640 évacuations *primaires* furent réalisées par hélicoptères [406].

À l'intérieur des territoires et des territoires vers Saïgon, les évacuations pouvaient s'opérer par moyens automobiles, mais on usait de préférence des avions sanitaires. Toutefois les délais restaient souvent longs [407].

Le rapatriement sur la métropole des blessés et malades se heurtait à d'autres difficultés parce que nous ne disposions pas d'un véritable navire hôpital. *À l'issue d'une guerre de 9 ans, on en était encore aux paquebots aménagés. Celui qui, en 1954, était considéré comme le « bateau hôpital » de l'Indochine, était l'« OREGON », bientôt hors de possibilité de service, faisant avec ses moteurs fatigués quatre rotations par an.*

Ne parlons pas de climatisation à bord : avec une panne de moteur, à quoi, le navire ne peut recevoir de blessés et de malades. Ce n'est pas un bateau-hôpital. [408]

Aussi pour compléter les évacuations sur la France l'avion fut largement utilisé, surtout en 1953-1954.

Il s'agit d'un vol de 12 000 kilomètres durant au moins 31 heures. C'est-à-dire qu'il faut que les évacués puissent supporter cette évacuation fatigante. Elle a été utilisée surtout pour des blessés pouvant voyager ainsi ; il faut donc une longue mise en état d'évacuation avant d'entreprendre un tel voyage.

Quelques avions ont pris des couchés. Il semble bien que, pour cette catégorie, l'évacuation par avion pour de si grandes distances doive être une

exception, surtout motivée par la nécessité de gagner du temps.

La voie maritime est plus indiquée : le blessé couché y retrouve les conditions de l'hôpital. [409]

L'hygiène et la prophylaxie – La prophylaxie est la base même du maintien des effectifs, mais elle dépend tout autant du service de Santé que du commandement à tous les échelons, sans parler du soldat lui-même. Et ceci explique les carences que les médecins ont maintes fois signalées.

Dans son rapport sur les opérations, le directeur du service de Santé s'est ainsi exprimé :

L'Instruction de la troupe et des cadres est souvent nulle pour tout ce qui touche l'hygiène individuelle et collective, et les premiers soins à donner aux blessés.

Pourtant, les règles élémentaires d'hygiène figurent dans tous les manuels. Malheureusement elles sont inappliquées ou mal connues. On surveille l'armement et on passe des revues d'armes, mais on néglige de s'occuper du soldat dont la bonne forme physique et la vie sont autrement importantes…

L'instruction du soldat devrait comporter une partie consacrée à l'hygiène faite avec autant de soins que celle du combat. Dans les camps, et en particulier dans les camps de rassemblement au départ, où s'effectue le dernier triage médical, des « travaux pratiques » d'hygiène devraient être faits : hygiène individuelle, collective, du cantonnement, l'eau de boisson (fonctionnement et entretien des filtres), etc.

De même que ce n'est pas l'équipe d'hygiène d'une grande unité qui doit et peut assurer le nettoiement, l'entretien, la surveillance de l'hygiène de chaque unité ou groupe, de même, au combat, le service de Santé ne pourra à coup sûr être présent en temps utile et en nombre suffisant auprès des blessés.

Il est inutile de vouloir multiplier le nombre d'infirmiers ou de brancardiers. Ce qu'il faut, c'est que tout combattant ait des notions de secourisme. En attendant l'arrivée de l'infirmier, des brancardiers, du médecin, il doit savoir donner les premiers soins avec les moyens qui sont à sa disposition. Il doit savoir ce qu'il ne faut pas faire et ce qu'il doit faire. Ceci

est encore plus impératif pour les combats par petits groupes, isolés dans une jungle hostile.

Les premiers soins ont une grande importance. Un blessé dont une balle a fracturé la jambe ou la cuisse et qui a eu une contention insuffisante, arrivée à l'antenne chirurgicale en état de choc prononcé, parfois irréversible. Un garrot inutile ou mal placé conduit à une catastrophe…

Bien souvent les règles les plus élémentaires de la propreté ont été négligées mais pas toujours du fait des opérations : Le nombre élevé des affections cutanées, principalement constituées par des épidermocycoses, témoigne des difficultés qu'eurent les hommes à pouvoir pratiquer une hygiène corporelle simple. il a souvent été signalé l'irrégularité des distributions de savon et de vêtements de rechange.

Le péril fécal n'est pas, en Indochine, un vain mot, pourtant il fut négligé. Les feuillées étaient trop souvent mal faites, trop larges, installées au hasard, multipliées sans égard à la nature du sol et mal entretenues. Leur utilisation était irrégulière.

La lutte contre les mouches a été menée sans vigueur, même dans les cantonnements fixes. En règle générale, les boîtes vides, les bouteilles abandonnées de tous les côtés, un manque de propreté des alentours des cuisines, ont caractérisé les installations, même assez longues.

Tout est à reprendre et c'est une question de discipline au même titre que le reste. [410]

Prophylaxie de certaines maladies – Certes le corps expéditionnaire a été préservé des épidémies meurtrières, mais il n'en a pas moins payé un tribut aux maladies tropicales.

Le paludisme était évidemment le plus redouté. Or *la répétition des notes de service, les punitions consécutives à des contrôles, montrent que le réflexe de prendre les comprimés antimalariques n'est pas acquis. Négligence, insouciance sont à la base, et pourtant de nombreux cas ont prouvé l'importance de ces mesures.*

La distribution, l'échange et l'entretien des moustiquaires n'ont pas toujours eu lieu avec le soin désirable. Des unités ont été envoyées dans des zones de forte endémicité sans en être munies.

Toutefois le paludisme a été dans l'ensemble plus aisément conjuré que l'amibiase. Contre cette dernière maladie les règles préventives n'ont pas été assez énergiques et ce qui a été dit sur l'eau de boisson, sur le manque d'hygiène des cantonnements a certainement contribué à favoriser le mal.

Vis-à-vis du scrub-typhus, les mesures ont été mieux appliquées. Mais il faut noter que l'usage du mite-repellent en solution savonneuse n'est pas pratiqué, le vêtement imprégné étant durci et des inflammations douloureuses apparaissent au niveau de l'aine. [411]

Reste l'éthylisme, trop fréquent dans toutes les troupes de métier et qui fut constaté dans certaines fractions du corps expéditionnaire à maintes reprises.

L'alcoolisme, il est vrai, pouvait s'expliquer pour de nombreuses raisons :

— L'isolement dans les postes et sa conséquence naturelle *le cafard.*

— Le désœuvrement durant les périodes de repos succédant à la tension des jours et parfois des semaines passées dans une insécurité constante.

— La température élevée, qui incitait à boire.

— Le manque d'eau potable et fraîche [412].

La lutte entreprise par le commandement prit de multiples aspects. En 1953, notamment furent interdites :

— La fréquentation des bars, cercles, foyers, popotes pendant les heures de service et la consommation par la troupe de tous les apéritifs ou alcools avant 18 heures.

— Dans tous les bars, restaurants, buvettes, situés dans les garnisons relevant de l'autorité militaire, la vente d'alcools ou d'apéritifs à tout soldat avant 18 heures.

Le service de Santé pour sa part élimina les éthyliques avancés (rapatriement d'office) et fit subir à tous ceux qui pouvaient en retirer bénéfice une cure de désintoxication.

Les affections vénériennes ont toujours été un facteur relativement important d'indisponibilité dans le corps expéditionnaire mais après une

période de forte incidence (1946-1947-1948) le nombre des cas a régulièrement décru jusqu'au cessez-le-feu.

Là, également, il y a une question d'éducation de base à laquelle tous les cadres devraient s'attacher. Les moyens préservatifs sont, certes, mis à la disposition des hommes, mais dans les villes où les affections sont les plus nombreuses, ces moyens sont trop souvent négligés.

D'autre part, les méthodes coercitives sont, dans une cité, des armes à double tranchant et vont souvent à l'encontre du but recherché. Une place importante doit être réservée dans l'instruction des hommes au péril vénérien et au danger alcoolique, l'un étant souvent le résultat de l'autre.

Pour clore cette question de la prophylaxie il ne faut pas omettre le problème de la stérilisation de l'eau, qui s'est posé quotidiennement [413].

L'eau de boisson a été, suivant le cas, fournie par filtration, puis stérilisation par comprimés chlorés, épurée par des appareils portatifs type Dégremont, Carbochlore, ou par des appareils à diatomite ou Wallace et Tieman à moteur, l'eau épurée étant traitée au chlore.

Lorsque des appareils portatifs étaient utilisés lors de la stérilisation individuelle, trop souvent les usagers ne connaissaient pas le fonctionnement des appareils, ou mettaient les comprimés chinois dans une eau non épurée physiquement ou ne les laissaient pas agir suffisamment longtemps pour qu'ils soient efficaces. D'autres fois, des eaux épurées et stérilisées étaient transportées sans précaution, souillées lors des prélèvements. Il y a là toute une éducation à faire. [414]

LE SERVICE DES ESSENCES

Le corps expéditionnaire et les armées des États associés ont vu leurs besoins en carburant croître au rythme de leur développement. C'est ainsi qu'en 1930 la consommation pour tous les produits atteignit 131 000 mètres cubes. Trois ans après elle avait doublé : 260 000 mètres cubes et en 1954 elle montait à 356 000 mètres cubes.

Le service des Essences, dont les effectifs n'ont jamais dépassé les 5/1 000e du corps expéditionnaire, avait l'organisation suivante :

À l'échelon du commandement en chef, la direction des Essences en Extrême-Orient (DEEO) organisme interarmées avait la charge du ravitaillement des forces de Terre, de Mer et de l'Air du CEFEO ainsi que celui des armées des États associés.

À l'échelon territoire, l'absence d'état-major interarmées avait conduit à mettre en place des Délégations dépendant directement de la DEEO, mais que le commandement terrestre local avait tendance à considérer comme étant sous ses ordres. Quelques difficultés en ont découlé, notamment en ce qui concerne le ravitaillement de l'Air.

La guerre en surface entraînant la dispersion des unités, il fut nécessaire d'ouvrir, d'une part quelques dépôts très importants, d'autre par de nombreux petits dépôts de faible importance tous à peu près permanents. Les dépôts *opérationnels* furent l'exception et n'eurent qu'un débit très réduit (10 à 20 m^3 par jour en moyenne). Cette cristallisation de l'infrastructure était d'ailleurs également une conséquence du terrain : rareté des emplacements hors d'eau dans les deltas et importance primordiale que revêtait la route dans les zones inondées ou peu praticables.

La gestion de ces dépôts put être assurée par des sociétés civiles (SHELL – SVOC – CALTEX) dans les grands centres tels que Saïgon, Phnom-Penh ; mais tous les autres points de distribution durent être gérés par les compagnies d'essence, qui n'eurent point ce caractère de mobilité

qu'on cherche à leur donner en Europe. Elles étaient au contraire éparpillées en un grand nombre de dépôts stables. Néanmoins chacune d'elles conservait disponible une réserve dite *dépôts opérationnels* prête à assurer le ravitaillement des unités engagées dans les opérations montées par le commandement.

Cette adaptation du service aux nécessités du théâtre d'opérations n'a pas apporté de leçon particulière, mais par contre d'utiles enseignements ont été recueillis quant aux transports de carburants et surtout quant aux mesures de protection contre les sabotages.

Les transports de carburants – Tous les moyens disponibles ont été utilisés pour acheminer les produits sur les dépôts : la voie ferrée sur les quelques tronçons utilisables [415], la voie maritime ou les voies fluviales [416] et surtout la voie de terre.

Un très fort pourcentage des transports routiers fut d'ailleurs effectué par véhicules civils, que la direction des Essences affrétait. À cette occasion on peut regretter que le commandement n'ait pas réalisé un pool des moyens civils ainsi utilisés, car il en est résulté parfois une surenchère entre les demandeurs et une mauvaise utilisation des possibilités du parc privé (la DEEO a, par exemple, manqué parfois de camions pour acheminer les carburants sur le Laos).

Les exigences de la situation firent recourir également aux transports par air au Laos et au Tonkin, malgré leur prix de revient élevé et leur faible rendement.

Il faut en retenir que les emballages ne font pas, en principe, retour et qu'il serait intéressant d'utiliser en pareil cas des touques légères et bon marché.

Les parachutages des nourrices qui furent opérés parfois donnèrent lieu à des pertes très importantes (20 % environ) et il y aurait lieu également de rechercher pour les largages un matériel moins luxueux, mais solide et bon marché [417].

Protection des dépôts – Les dépôts n'eurent que rarement à souffrir des effets proprement dits du combat.

Seul le dépôt de Phant Thiet fut bombardé par mortiers en 1954 et à peu près anéanti, tandis que le dépôt de Hue était incendié presque totalement en juillet 1954 par projectiles incendiaires.

Presque toutes les autres attaques ont été menées par des commandos venant de l'extérieur [418] et les résultats de ces actions furent très variables suivant les moyens de protection réalisés :

L'attaque du dépôt de Vinh-Long en 1954 fut un échec par suite de la réaction immédiate du personnel militaire du dépôt, alerté par le chien de gardiennage.

Au dépôt de Doson en 1953, un seul bac de 1 600 mètres cubes sauta, les deux autres bacs protégés par un mur en béton armé résistèrent à la détonation des charges de plastic.

Le dépôt civil Shell et le dépôt militaire de Thuong-Ly en juin 1953 furent partiellement détruits, les dépôts de Phuto en 1952 et de Nha-Trang en janvier 1954 le furent entièrement.

Ces destructions n'ont d'ailleurs pas eu de répercussion sur la conduite des opérations et sur les plans de ravitaillement de la direction des Essences ; l'exemple le plus typique fut celui du dépôt de Nha-Trang, incendié dans la nuit du 11 au 12 janvier 1954 sans que le déclenchement de l'opération *Atlante* dusse être retardé (15 janvier).

Chaque fois l'ennemi était parvenu à pénétrer à l'intérieur du périmètre des installations sans être découvert [419] et après avoir franchi des réseaux de barbelés et des grillages d'importance variée.

Nos parades portèrent donc à la fois sur le renforcement des clôtures et sur le protection même des bacs.

— À la périphérie du dépôt on construisait un mur de 2 mètres 50 de hauteur, peint en blanc et brillamment éclairé (un lampadaire de 300 W tous les quinze mètres), surmonté de barbelés et surveillé par des miradors. Un réseau de barbelés placé à quelques mètres de ce mur et à l'intérieur complétait efficacement la défense [420].

— À l'intérieur les dispositions suivantes étaient prises : isolement de chaque bac aérien par des clôtures en grillage, fondées sur les murettes de

rétention ou mieux placées à quelques mètres à l'extérieur de ces dernières.

— Entourage du bac par un mur sans ouverture en béton armé [421] placé à un mètre ou 1 mètre 50 et ayant une épaisseur de 0,60 m.

Pour les produits conditionnés il fallut tenir compte du fait que le feu se propage en général par explosion et projection des nourrices jusqu'à des distances de 50 mètres ; les fûts, au contraire, brûlaient en général sur place sans être projetés.

Les nourrices devaient être loties dans des soutes en maçonnerie, avec toit en béton armé pour empêcher les projections et pour assurer en même temps une protection contre les projectiles de mortiers.

Un fractionnement des stockages de fûts et leur protection latérale par merlons en terre ou par des murs en maçonnerie à l'argile donnaient, par contre, des garanties suffisantes.

Les dépôts de campagne devaient naturellement être installés dans une zone de sécurité relative. La densité des troupes au voisinage rendait possible la suppression du mur en maçonnerie et de l'éclairage périphérique et une clôture en barbelés suffisait.

La dispersion et un merlonnage s'imposaient pour échapper aux tirs d'artillerie ou de mortiers.

LE SERVICE DU MATÉRIEL

Utilisant initialement l'organisation territoriale préexistante [422] et des méthodes de travail artisanales, avec des effectifs réduits, le service du Matériel dut très vite réaliser un système à la fois souple et puissant, adapté aux besoins croissants du corps expéditionnaire [423].

Évolution – Deux étapes importantes de cet accroissement des moyens se situent :

— L'une vers 1949 où furent créées une unité de reconstruction d'ensembles, une unité de réparation d'engins blindés et deux chaînes de reconstruction pour Jeep et GMC.

— L'autre vers 1952-1953, lorsque la prise en charge de l'ALOA par l'armée de Terre et l'existence d'un parc fluvial important nécessitèrent la création d'unités spécialisées [424].

On a ainsi été conduit à mettre sur pied des formations nouvelles, spécialisées, comprenant principalement :

— des unités de réserve générale à caractère industriel et disposant de très importantes installations,

— des unités mobiles de réparation très légères, soutenant directement les combattants…

— des compagnies magasins de territoire, approvisionnant les unités de réparation de 3e *échelon…* [425]

Le tableau suivant résume l'évolution des moyens du service du Matériel :

	1948	1950	1953
Établissements	10	2	1
Unités du 3e échelon	7	12	15
Unités du 4e échelon	0	3	4
Unités diverses	2	5	7
Nombre de véhicules à soutenir	17 000		60 000

Effectifs employés militaires	3 100	4 497	7 800
Effectifs employés civils	4 750	4 836	8 100

Les personnels – *Le service du Matériel doit comporter une direction dans chaque grande unité. Les directions divisionnaires récemment mises en place rendent les meilleurs services.* [426]

Mais ces directions divisionnaires ne furent créées qu'après la fin des hostilités. Jusque-là, les opérations mettant en œuvre des moyens de l'importance d'une division étaient assez rares et courtes pour ne pas nécessiter de direction du matériel à cet échelon.

Dans chaque territoire les unités du matériel dépendaient d'un directeur du matériel du territoire. À l'échelon du théâtre d'opérations, l'ensemble était coiffé par le directeur du matériel des FTEO qui commandait en outre directement quelques formations de réserve générale à Saïgon et les unités du matériel de la base opérationnelle du Tonkin (Haiphong).

Il existait encore une *Inspection technique du matériel* qui, sur le plan technique, dépendait de l'ITM de Paris, en une *section technique du matériel* qui jouait en E.O. un rôle assez analogue à celui joué par la section technique de l'armée à Paris. Ces deux organismes étaient directement subordonnés au directeur du service du Matériel des FTEO.

Parmi les problèmes d'organisation, il faut citer ceux que posa la création des armées des États associés. *La réception des matériels nécessaires à la constitution de ces armées, les transferts d'unités complètes, augmentaient dans des proportions notables les charges déjà lourdes du service du Matériel.* [427]

Il fallait en outre assurer les approvisionnements et les réparations des nouvelles unités de combat. Le principe du *soutien réciproque* permettait de rattacher une unité combattante à la formation du matériel la plus proche, quelle que soit sa nationalité. Or pendant longtemps nos services furent seuls capables de fonctionner efficacement ; ils assurèrent donc le soutien des armées des États associés en attendant que leurs services puissent le faire.

Organisation – La guerre d'Indochine était à base d'infanterie. Il n'est donc pas étonnant que les autres armes et les services se plaignent de la part insuffisante qui leur était attribuée dans la répartition des effectifs.

De 1951 à 1953 le pourcentage des effectifs du service du Matériel représentait entre 2,9 et 3,4 % des effectifs FTEO… comparé à celui admis dans l'armée américaine qui est de l'ordre de 9 % ; il prouve les difficultés rencontrées par le service du Matériel dans l'exécution de ses missions.

Il faut toutefois remarquer que la main-d'œuvre civile, bien que de qualité moindre, portait ce pourcentage à 6 ou 7 %.

Pour satisfaire aux besoins qualitatifs de personnels, il fallut également surmonter de sérieuses difficultés. Alors que la proportion des spécialistes, parmi les sous-officiers, est de 80 % en métropole, elle n'était que de 40 % en Indochine (1954).

Le personnel troupe le plus apprécié était constitué par les légionnaires. *Il existe parmi ceux-ci de très bons spécialistes. Les rengagements successifs ont permis de former une main-d'œuvre valable.* [428]

Les missions et les unités – La réparation 3e échelon – L'insuffisance des moyens du service du Matériel, en augmentant les délais de réparation, a conduit souvent les corps à retarder la mise en réparation des véhicules, ce qui aboutissait à l'engorgement des 3e et 4e échelons. *Deux solutions furent adaptées pour pallier ces difficultés* :

Un classement intermédiaire entre 3e et 4e échelons, dit : 3e échelon longue durée. [429] Un véhicule ainsi classé était perdu pour son unité et remplacé par un véhicule de maintenance comme pour le 4e échelon ; mais il n'était pas dirigé sur les établissements de 4e échelon, d'où : moins d'encombrement des parcs, économie de transports inter-territoires, et diminution des délais d'attente pour les corps quand il y avait en maintenance un véhicule du même type que celui à réparer.

L'autorisation d'effectuer des opérations de 3e échelon dans les corps [430], ce qui a déchargé le service du Matériel d'une part importante du travail de 3e échelon [431].

Malgré cela, il fallut créer des unités. Les unités mobiles de réparation qui ont été constituées sur le type des CRD métropolitaines n'ont pas

donné satisfaction ; elles étaient trop lourdes. En outre, *leur fractionnement en deux échelons identiques destinés à assurer la continuité du travail au cours de grands déplacements ne convenait pas à la forme prise par les opérations. Au contraire, l'organisation des compagnies moyennes de réparation de Légion étrangères (CMRLE) du Nord Viêtnam, en une section lourde (mécanique générale et approvisionnements) et trois sections légères adaptables chacune à un groupement tactique a donné toute satisfaction.* [432]

La réparation 4e et 5e échelons – Jusqu'en 1951 ces travaux étaient exécutés tant bien que mal en Indochine. À cette date :

D'une part, certaines réparations de blindés du 4e et 5e échelons furent confiées à la métropole ainsi que la révision des ensembles pour véhicules US – GB.

D'autre part, le 1er bataillon de réparation fut créé à Saïgon pour assurer les 4e et 5e échelons.

À partir de ce moment, les unités de réparation de réserve générale furent organisées en compagnies et bataillons à très gros effectifs, travaillant selon des procédés et avec des moyens industriels. Le rendement a été bon. Le capitaine commandant de compagnie était en même temps le technicien dirigeant les travaux ce qui suppose des cadres compétents.

Mais le débit des chaînes fut constamment freiné par manque d'approvisionnements ; à cet égard, 1952 fut l'année la plus critique, comme le montre le tableau de l'évolution de la production :

Véhicules reconstruits :

(a) : – 4e échelon

(b) : – Ensembles 5e échelon

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
(a)	900	1000	1636	1172	1064	2690	4750
(b)	1000	2500	12700	13950	6800	1240	12100

L'approvisionnement en matériels autres que les munitions – Il fut assuré par l'établissement de réserve générale de Saïgon, articulé en deux compagnies magasins qui, pour l'année 1953 reçurent 105 000 tonnes de matériels et en expédièrent 80 000.

Les difficultés furent causées par la diversité des matériels et des sources d'approvisionnements [433], les délais toujours longs, l'importance des stocks et le manque de surfaces couvertes et de moyens de manutention.

Pratiquement, il aura fallu attendre le « cessez-le-feu » pour pouvoir appliquer à l'ERG des moyens suffisants, aussi bien en personnels qu'en matériels d'exploitation.

En ce qui concerne les délais, *le plan 1953, remis au département en octobre 1952 a été réalisé… pour 35 % avant octobre 1953, pour 30 % entre octobre et décembre 1953 et pour 35 % en 1954. C'est-à-dire que la quasi-totalité du plan d'approvisionnement a été livrée plus d'un an après l'établissement des commandes. Certaines tranches importantes des plans (moteurs et ensembles pour véhicules U.S.) étaient réalisées deux ans après l'établissement de ces plans* [434].

Deux conséquences fâcheuses en ont résulté : l'importance des stocks à constituer [435] et le fait que les approvisionnements, lorsqu'ils arrivaient, ne correspondaient plus aux besoins.

C'est la sanction du système en vigueur jusqu'en 1954 : le département sans magasins centraux pour alimenter le théâtre d'opérations était entièrement tributaire des fournisseurs dans le cadre des marchés passés chaque année pour réaliser le plan d'approvisionnement annuel. [436]

Le ravitaillement en munitions – *Le niveau théorique des stocks de munitions de la réserve générale fut fixé par le commandement ; il a varié dans le temps, et suivant les sources de ravitaillement ou les types de munitions entre 6 mois et 12 mois de consommation.* [437]

C'est ainsi que le tonnage des munitions stockées en réserve générale est passé de 15 000 T en 1952 et 83 000 T en 1953, ce qui traduit le changement de physionomie des opérations. Dans la même période la consommation mensuelle est passée de 1 500 à 6 000 tonnes.

La manœuvre des munitions s'est jouée *surtout à l'échelon territoire* [438]. C'était la conséquence de l'étendue de l'Indochine, des difficultés de transport et de la nécessité de protéger les convois. On fut donc amené à décentraliser le ravitaillement en munitions par la création de dépôts

principaux et de dépôts secondaires (ou de secteur) pour réduire au maximum le trajet à accomplir par les unités.

Un certain nombre de munitions ont été critiques d'une manière à peu près permanente :

— cartouches de 7 mm 65c,

— grenades OF et D.37, lacrymogène, MK II,

— coups complets de 60 et 81 éclairants,

— artifices, signaux, pièges éclairants.

Enfin la nécessité d'emballages étanches, de dépôts *de type colonial* s'est affirmée d'un bout à l'autre de la campagne, car :

L'influence néfaste du climat tropical sur la conservation des munitions est un fait bien connu; elle est surtout la conséquence d'un degré hygrométrique élevé et de variations importantes de température qui provoquent un vieillissement accéléré des poudres. [439]

PROBLÈMES DE MAINTIEN EN CONDITION DES MATÉRIELS

a) Parc auto-blindés

En passant de 15 000 à 60 000 véhicules entre 1947 et 1954, le parc auto-blindés d'Indochine est devenu plus homogène [440]. Par contre *au point de vue de l'âge, on peut dire qu'il n'y a eu pratiquement aucun rajeunissement… seuls ont évolué certains types de véhicules en service.*

Le terrain, le climat, les routes, l'emploi intensif des mines, ont soumis le matériel roulant à un régime exceptionnellement dur. Qu'il s'agisse de véhicules blindés ou routiers, l'usure et les détériorations des ensembles train de roulement – suspension ont largement dépassé les normes admises, bousculant toute prévision d'approvisionnement pour les pièces d'usure et a fortiori *pour les pièces qui normalement ne se remplacent pas.* [441]

C'est ainsi que l'on a pu constater pour certaines pièces un taux de remplacement tout à fait exceptionnel, par exemple pour les ressorts arrière pour camion Renault 4 220 (consommation mensuelle 3e échelon : 115 ressorts gauches, 80 ressorts droits pour 700 véhicules).

b) Parc fluvial

Constitué à l'origine d'embarcations disparates et inadaptées, le parc fluvial prenait en 1950 sa forme définitive [442], doté d'engins appropriés aux différentes missions que nécessitait la conduite des opérations :

— Engins fluviaux de secteur, très léger, de types divers ; jonques et sampans, pinasses, bateaux *Mytho* réalisés par le service du Matériel (coque de bois, moteur de jeep).

— Engins fluviaux de transport, utilisés par le train : LCM transportant 60 hommes ou 2 chars de 15T.

— Engins fluviaux de combat, servis par l'ABC : vedettes blindées FOM.

— Engins fluviaux d'exploitation portuaire, utilisés dans les bases : remorqueurs chalands, LCT.

À part le bateau Mytho, les autres engins ont fait l'objet de marchés passés en métropole, et ont souvent dû être adaptés à leur mission avant leur mise en service (blindage, armement…).

L'entretien de ce parc était rendu difficile par la grande dispersion des matériels et par l'usure rapide des coques et des parties immergées dans les eaux saumâtres des deltas. Il fut assuré :

— par des sections fluviales créées au sein de CMRM,

— par une compagnie de réparation d'engins fluviaux dans le sud,

— par un pool de moyens, Terre et marine pour certains matériels,

— enfin par le secteur civil local pour les bâtiments les plus importants.

c) Aviation légère d'observation d'artillerie [443]

Les *Piper Cub* trop peu puissants, puis les *Morane 500* trop lourds et trop lents furent remplacés en 1954 par des Cessna L 19 parfaitement adaptés à leur mission [444].

Jusqu'au 1er janvier 1953 le soutien logistique était assuré par l'armée de l'Air uniquement. Progressivement l'armée de Terre le prit à sa charge ; elle l'assura complètement à partir de l'arrivée des avions L 19, par le moyen de sections de réparation d'ALOA. [445]

d) Armement et optique

La diversité des types d'instruments et d'armes était extrême. À titre d'exemple il y avait :

— 36 types de pistolets automatiques pour 28 000 en service.

— 33 types de fusils ou carabines pour 400 000 en service.

— 17 types de mitrailleuses légères pour 14 000 en service.

— 16 types de mortiers pour 3 800 en service.

Cette diversité a entraîné l'utilisation de méthodes de réparation artisanales. *Il est indispensable d'organiser le travail en série, voire en chaîne comme cela se fait pour les matériels automobiles.* [446] Outre une certaine standardisation, ceci suppose que l'on a vaincu *l'esprit de routine d'une*

partie des personnels officiers et sous-officiers spécialistes en matériels d'armement[447].

En outre, *le système du plan d'approvisionnement annuel, nécessitant l'établissement de prévisions de besoins pour une période de 16 mois, a été générateur de stocks morts… Par une organisation rationnelle des transits, et compte tenu de la rapidité des transports modernes, on aurait pu réduire très sensiblement la période de réapprovisionnement*[448].

Une bonne part de ces imperfections a eu pour origine notre pauvreté en moyens de toutes sortes. C'est elle, encore, qui fut la cause de l'utilisation irrationnelle de certains matériels :

Le cas le plus typique est celui du lance-roquette de 2"36 ; il s'agit là d'un matériel antichar, d'ailleurs périmé, qui a été utilisé dans les combats d'infanterie alors qu'il est doté d'une munition à charge creuse[449]*… Cette arme semble avoir eu la faveur des utilisateurs uniquement en raison de sa légèreté.*[450] L'étude d'une munition antipersonnel adaptée à ce lance-roquette aurait été certainement possible ainsi que d'autres réalisations semblables ; mais, *d'une manière générale on peut dire qu'aucune étude sérieuse d'adaptation des matériels aux conditions particulières d'emploi sur le théâtre d'opérations indochinois n'a été faite*[451].

L'adaptation des matériels – Les matériels et l'armement, malgré des efforts louables n'ont pu être toujours bien adaptés à la forme des combats à mener et au terrain car *d'autres facteurs ont influé sur leur évolution, au premier rang desquels la nature et le volume des approvisionnements reçus à l'extérieur*[452].

En outre, *entre le moment où un désir était exprimé de manière concrète par les troupes au contact et celui où le matériel correspondant était modifié ou fabriqué, il s'écoulait souvent un délai assez long, qui pouvait atteindre deux ans. Dans ces conditions, quand le matériel était prêt à être livré, les circonstances des combats avaient pu être profondément modifiées, si bien que le matériel présenté ne correspondait plus à aucun besoin*[453].

Ces raisons expliquent d'une part le nombre des officiers qui dans leur rapport se plaignent de la médiocre adaptation de nos matériels à

l'Indochine, et d'autre part les *bricolages* ou modifications diverses apportées dans les unités à des matériels de tous genres [454].

Malgré de nombreuses difficultés le service du Matériel s'est efforcé de satisfaire les utilisateurs dans ce domaine, soit par des fabrications locales, soit en apportant des modifications aux matériels existants.

Fabrication locales – Assez peu nombreuses et concernant surtout des objets simples, les fabrications locales ont cependant rendu de grands services. Parmi les plus importantes on peut noter :

— Le lance-grenades, double ou quadruple, qui fut très apprécié. Il est constitué *par une boîte de culasse et une chambre de fusil modèle 1936 débouchant dans une capacité sur laquelle sont fixées deux ou quatre extrémités de canons de la même arme* [455]. Cet engin de défense rapprochée était utilisé dans les postes et sur certains véhicules blindés.

— L'équipement de flottabilité (BIB 54) permettant au combattant de flotter avec son équipement. Trois mille exemplaires en furent fabriqués.

— Le bateau *Mytho* constitué par une embarcation de bois et propulsé par un moteur et une transmission de Jeep, fabriqué à plusieurs centaines d'exemplaires, et dont les utilisateurs louent la simplicité et la rusticité.

Modifications aux matériels existants – Elles furent très nombreuses et répondaient à des besoins variés : protection du personnel dans les véhicules, mise en œuvre rapide de l'armement de défense rapprochée, adaptation de certaines armes aux ouvrages fortifiés, etc.

Pour protéger le personnel, des essais de blindage furent faits sur véhicules routiers [456] et sur véhicules amphibies [457]; les planchers furent renforcés [458], des tapis anti-mines furent posés, ainsi que des toits anti-grenades.

Pour permettre la mise en œuvre rapide d'un armement de défense rapprochée des supports d'armes équipèrent les véhicules d'usage général, les vedettes fluviales, etc. *la plupart des combinaisons possibles ont été réalisées; elles ont demandé des études longues et délicates... Vues avec le recul du temps elles semblent seulement anarchiques. Il aurait fallu qu'un programme d'ensemble basé sur des précisions raisonnables, pût être établi par le commandement...* [459]

Enfin l'armement des ouvrages fortifiés, les modifications à certains véhicules routiers, remorques, engins de dépannage, les transformations de véhicules routiers en véhicules ferroviaires et beaucoup d'aménagements de détail témoignent des efforts d'adaptation qui, malgré leur ampleur, *évoquent des bricolages plutôt décevants et l'enseignement à retenir de cette revue rapide est qu'une telle campagne aurait gagné à être étudiée et minutieusement préparée. Dans ces conditions il eut été possible de mettre au point et de faire fabriquer sur le mode industriel les matériels nécessaires à l'exécution des missions confiées aux troupes* [460].

Il y avait un problème de moyens, il y avait aussi un problème d'organisation.

Un problème particulier :

L'ORGANISATION TECHNIQUE

Adapter les matériels, les armements et équipements au cas particulier de chaque campagne [461] devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que s'accroissent l'importance et la diversité des moyens techniques mis en œuvre.

En métropole, des organismes stables, aux moyens puissants [462], sont orientés sur des études et des réalisations à longue échéance. Ils pourraient semble-t-il, résoudre facilement les problèmes que pose une campagne limitée comme le fut la guerre d'Indochine.

Et cependant les utilisateurs, les services et les états-majors du corps expéditionnaire se sont plaints de la médiocre adaptation de nos matériels aux conditions des combats. Il serait intéressant d'en déceler les causes.

Mais avant de rechercher dans l'organisation technique ou dans son fonctionnement ce qui aurait pu être amélioré, il convient de mettre encore une fois l'accent sur une notion capitale : celle des délais nécessaires pour étudier, mettre au point et fabriquer en série un matériel nouveau [463].

Ce fait donne à la technique militaire une inertie qui oblige à la prudence. On ne renverse pas la vapeur sans conséquences graves et durables.

C'est sans doute la raison pour laquelle ne furent pas réalisés certains matériels spécialement conçus pour une guerre dont l'intensité et la durée furent pour nous des surprises… désagréables.

Mais compte tenu de ces réserves, il n'en reste pas moins que l'on a constamment cherché à mettre sur pied, sans y parvenir, une organisation technique efficiente. Peut-être y a-t-il dans ce domaine matière à enseignement… au moins négatif.

Le besoin d'organismes techniques s'est fait sentir très tôt en Indochine. Mais la diversité et l'importance des missions à leur confier exigeaient : soit des moyens très importants (ce qui était impossible), soit

une liaison très intime et une coordination des tâches avec les organismes centraux de Paris.

En 1948 fut créé le *bureau technique, à* la direction du service du Matériel de Saïgon ; il était chargé :

— a) – *d'étudier les projets de matériels nouveaux...*

— b) – *de suivre les travaux de fabrication ou de mise au point...*

— c) – de diriger l'expérimentation des matériels...

— d) – *de se maintenir en liaison avec les organismes spécialisés de la métropole...,* et ceci avec un effectif total de 12 officiers, sous-officiers et hommes.

En 1949 le bureau technique devint *section technique du matériel*[464], les missions furent légèrement modifiées ; il n'était plus question de suivre les travaux de fabrication, mais par contre il fallait – *étudier et rédiger les notices de documentation technique...* Par la suite (1950) les missions *a* et *c* ci-dessus furent limitées et précisées de la façon suivante.

Étudier, expérimenter et proposer la mise en fabrication des matériels nouveaux (y compris les transformations profondes des matériels anciens) convenant au théâtre indochinois, lorsque ces travaux peuvent être effectués à l'aide de moyens locaux.

Mais les inconvénients de cette organisation se manifestèrent vite.

Cette section technique relève directement du général directeur du matériel des FTEO. Elle ne reçoit qu'indirectement l'impulsion que seul l'état-major est en mesure de lui imprimer.[465] Ses attributions *dépassent très largement celles de la section technique de l'armée ; elles englobent en partie celles du bureau ARMET de l'EMA et celles de la direction des études et fabrications d'armement...*

En somme : insuffisance de la fonction *commandement,* attributions trop étendues dans l'exécution, manque de coordination avec les organismes centraux, appartenance au service du Matériel qui motivait l'existence de sections d'études particulières dans certaines armes.

En mai 1952, une amélioration fut apportée par une note qui précisait : *Toutes les demandes de travaux techniques d'effectuer devront passer*

obligatoirement par le 3e Bureau qui prescrira les expérimentations, les études de modifications à apporter aux matériels, et éventuellement les autres études qui seraient nécessaires… fixera l'urgence des travaux… C'est par son intermédiaire que l'étude de matériels que des besoins nouveaux feraient apparaître, sera proposée à la métropole… [466] La structure des organismes existants n'était pas changée.

En outre, l'éloignement de la métropole a empêché les liaisons fréquentes. À Paris comme à Saïgon chacun a déploré le manque de coordination des efforts [467]. Différentes solutions ont été proposées ; la cloison qui séparait la *France d'outre-mer* et la *guerre* empêcha leur réalisation.

Une très nette amélioration est intervenue le 1er janvier 1954, lorsque la guerre d'Indochine fut soutenue par le ministère de la Défense nationale et non plus par celui des États associés. Ses effets se firent sentir malheureusement trop tard.

Simultanément, des efforts de liaison vers le bas étaient accomplis et en 1954, constatant que *des idées neuves, simples, susceptibles d'être facilement payantes ne font pas surface parce qu'il n'y a personne pour les stimuler ni pour les recueillir,* le général commandant en chef décide de créer une *organisation technique.*

Dans les états-majors de territoire, dans les commandements et inspections d'armes, un officier dit *officier technique (officier T)* est désigné, comme *correspondant normal de la section d'orientation des sections techniques qui fait partie du 3e Bureau de l'EMIFT* [468]*. Pour cet emploi, il n'est pas obligatoire que l'officier soit breveté ou diplômé technique, il doit avoir le goût de ces questions, et, c'est essentiel, y croire* [469].

Mais la fin de la guerre est arrivée sans que ces efforts puissent aboutir à une organisation cohérente, du haut en bas de la hiérarchie.

Dans les dernières études rédigées sur ces questions, les idées suivantes semblent constituer les éléments d'une solution souhaitée, voire partiellement réalisée, mais encore inachevée au moment où commença la *déflation* du corps expéditionnaire :

— Dans chaque état-major, un officier *T* (qui peut cumuler ces fonctions techniques avec d'autres) est le correspondant normal d'une section d'un bureau de l'état-major du commandant en chef (section *T*).

— Cette Section devrait être rattachée au bureau *études générales et plans* de préférence aux 3e et 4e bureaux [470] dont les activités sont orientées vers la solution de problèmes urgents et qui, d'autre part, ont des points de vue différents sur les questions techniques. Cette Section *T*, correspondant normal du bureau ARMET de l'EMA [471], travaillerait dans le cadre d'ensemble des études, expérimentations et fabrications de la Défense nationale.

— Une *section technique des PTE()* serait l'organisme d'exécution, dépendant directement de l'E.M. (section *T*). Elle devrait comprendre toutes les spécialités militaires (génie, transmissions, aéroportées, etc.) [472]. Elle serait chargée d'étudier et proposer les adaptations des matériels aux conditions locales, de préciser les spécifications des matériels nouveaux, d'effectuer les recettes pour tous les matériels ne provenant pas de la métropole, de rédiger les notices techniques (armement ami et ennemi) enfin d'effectuer au profit du commandement des études ou expérimentations à caractère technique (utilisation nouvelle de procédés techniques connus, ou emploi de procédés nouveaux). Enfin, elle serait le prolongement outre-mer de la STA de Paris qui assurerait les expérimentations importantes et avec qui elle correspondrait directement.

— *Auprès du général commandant en chef, un conseiller technique faisant partie du cabinet militaire serait très utile, étant donné l'importance croissante prise par les cabinets* comme organismes de commandement.

Ce rôle pourrait être rempli dans d'autres cas par un des adjoints du chef d'état-major.

Cette *chaîne technique* continue ne devrait pas gonfler exagérément les effectifs car les fonctions techniques seraient souvent cumulées avec d'autres. Mais ce qui importe c'est qu'à chaque échelon, il y ait un responsable *qui s'intéresse à ces questions et qui y croie.*

Enfin, il est illusoire de vouloir faire outre-mer autre chose que des adaptations de détail, des expérimentations tactiques, des études

particulières, et surtout connaître et exprimer correctement les besoins des combattants afin d'orienter les études. Seuls des organismes puissants peuvent posséder les équipements et les spécialistes que réclament toute étude nouvelle, toute expérimentation et *a fortiori* toute fabrication importante. Les liens avec les organismes centraux (en particulier le bureau ARMET et le STA) doivent donc être très étroits et des contacts fréquents doivent vivifier les relations officielles.

Il peut paraître vain de s'appesantir sur un problème d'organisation qui ne se reposera sans doute plus dans les mêmes termes.

Cependant :

— Il illustre plusieurs points signalés incidemment dans d'autres chapitres, et notamment l'influence néfaste : de l'éloignement du théâtre d'opérations et du manque de liaisons qui en est résulté ; de ce *désintéressement de la guerre* dont les combattants accusaient la métropole, et de l'insuffisance des moyens accordés à l'Indochine ; des *cloisons* entre ministères différents ; des budgets annuels ; des particularismes d'armes ; de la dispersion des efforts, etc.

— Il appelle l'attention sur un aspect moderne des opérations : l'aspect technique. Notre organisation n'est pas encore adaptée à la résolution de tous les problèmes qu'il pose et les efforts restent dispersés. Ils peuvent même être frappés de stérilité par l'incompréhension d'un seul échelon.

Il a donc paru intéressant de résumer, à titre d'exemple, les efforts accomplis pour mettre sur pied en Extrême-Orient, une organisation technique encore bien imparfaite à la fin de la guerre, mais probablement en voie d'amélioration.

TABLE DES MATIÈRES

DU FASCICULE II DES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE D'INDOCHINE

PRÉFACE

TABLEAU DES PERTES DE LA GUERRE

PREMIÈRE PARTIE :
LA GUERRE DES IDÉES

Chapitre I
La période pré-insurrectionnelle

Chapitre II
Aspects psychologiques de la lutte

DEUXIÈME PARTIE :
LA GUERRE SANS FRONT

Chapitre I
Les données essentielles

Chapitre II
Le contrôle des axes et des ensembles sensibles

Chapitre III
Le contrôle en surface

Chapitre IV
L'action des forces mobiles

Chapitre V
La pacification

Chapitre VI
La fortification

TROISIÈME PARTIE :
LES FORMES NON ORTHODOXES DE LA GUERRE

Chapitre I
Actions dans les grands vides

Chapitre II
Les maquis

Chapitre III
Les actions en forêt et brousse dense

Chapitre IV
Les actions de commando

Chapitre V
Les actions fluviales et côtières

QUATRIÈME PARTIE :
ADAPTATION DES ARMES ET DES SERVICES
Chapitre I
Mise et maintien en condition des unités
Chapitre II
Le Groupement mobile
Chapitre III
L'infanterie
Le bataillon
Le bataillon implanté
Les unités supplétives
Les unités de commando
Chapitre IV
Les troupes aéroportées
Chapitre V
L'arme blindée cavalerie
Chapitre VI
L'artillerie
Chapitre VII
L'aviation légère d'observation d'artillerie
Chapitre VIII
Les hélicoptères
Chapitre IX
Le génie
Chapitre X
Le train
Chapitre XI
Les transmissions
Chapitre XII
L'appui aérien
Chapitre XIII
Les forces fluviales
Chapitre XIV
Le personnel féminin
Chapitre XV
La logistique
L'intendance
Le service de Santé
Le service des Essences
Le service du Matériel
Problèmes de maintien en condition des matériels
L'organisation technique
TABLE DES MATIÈRES
PLANCHES HORS TEXTES

PLANCHES HORS TEXTE

Aspects du terrain :
- 1 – en bordure du delta tonkinois.
- 2 – en moyenne région cultivée.
- 3 – en moyenne région (forêt et brousse).
- 4 – en haute région.

Zones d'influence en Indochine après 1950.

Schéma de l'attaque d'un poste.

Défense de la base aérienne de CAT-BI.

La *Rubéole* (villages contrôlés par le V.M.).

Centres de résistance de Ninh-binh et de Cho-ganh.

Déploiement V.M. avant l'automne.

Tour de garde.
- Tour type génie FTSV.
- Tour à mirador métallique.
- Poste triangulaire.

Croquis d'un blockhaus.

Débarquement de vive force.

Évolution des effectifs amis.

Évolution des effectifs V.M.

Les transmissions du G.M.

Évolution des moyens de feux.

Graphique de l'activité aérienne.

Silhouettes de bateaux.

Principaux courants de transport en Indochine.

Quatrième de couverture

Au cours des dix années qu'a duré la guerre d'Indochine, les forces de l'Union française ont perdu au combat près de 100 000 hommes dont plus de 20 000 métropolitains. Premier conflit de la décolonisation, cette guerre se distingue par l'étroite relation entre les questions militaires et politiques, mais également par l'implication de la population, laquelle est à la fois un enjeu et un acteur de la guerre.

Dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en 1954, des officiers supérieurs tentent de comprendre les raisons de la défaite et s'interrogent sur les notions de guerre psychologique, de guérilla et d'action subversive, dans l'espoir de dégager les principes fondamentaux de la *guerre révolutionnaire* menée par l'ennemi et de proposer des moyens de la combattre. Alors commandant en chef en Indochine, le général Ély cherche avant tout à fournir aux officiers du Corps expéditionnaire, un document de travail qui présente les enseignements des combats qui se sont déroulés entre 1945 et 1954, et puisse constituer un outil efficace en cas de reprise des hostilités avec le Viêt-minh. Les leçons de ces années de lutte, l'analyse des échecs comme des succès français doit permettre de répondre de la manière la plus adaptée aux méthodes employées par l'ennemi.

Ce travail connaît son aboutissement un an plus tard avec la parution de deux fascicules. Consacré aux aspects opérationnels et tactiques de la guerre, un premier fascicule (auquel correspond l'édition de ce premier volume) étudie les différentes formes de guerre qui ont caractérisé la campagne (guerre psychologique, *guerre en surface,* opérations aéroportées…), ainsi que l'adaptation des armes et des services présents sur le théâtre d'opérations indochinois. Un second fascicule (qui fera

l'objet du deuxième volume de la présente édition) répond quant à lui plus directement au contexte de la guerre froide, en présentant les procédés de combat propres à la guerre révolutionnaire, ainsi que les améliorations à apporter dans l'emploi tactique des armes dans l'hypothèse d'un conflit contre un adversaire communiste.

Rarement exploités par l'historiographie contemporaine, les *Enseignements de la guerre d'Indochine* n'ont plus connu de réédition depuis leur diffusion en 1955. Détenteur des archives des armées, le Service historique de la Défense entreprend aujourd'hui de présenter au public, civil comme militaire, ce texte fondamental, précédé d'une introduction rappelant le contexte de la guerre et celui qui préside à la rédaction de ce que les militaires désignèrent rapidement sous le nom de « rapport Ély » et qui mérite une place particulière dans les écrits consacrés au retour d'expérience des guerres menées par la France dans ses colonies.

Cette édition est présentée par le capitaine Ivan Cadeau, chercheur à la Division études enseignement et recherche du Service historique de la Défense et docteur en histoire après une thèse soutenue en 2010 sur l'arme du génie pendant la guerre d'Indochine.

Notes

1 Certains auteurs considèrent que la guerre d'Indochine commence le 19 décembre 1946, quand le Viêt-minh attaque les garnisons françaises de Hanoï et les principales villes du Tonkin (nord du Viêtnam). En effet, de ce jour date la rupture officielle des négociations entre la France et Hô Chi Minh. D'autres, dont nous faisons partie, considèrent en revanche que le conflit débute dès 1945, lors du retour des Français en Extrême-Orient où, dans une atmosphère de guerre larvée, discussions et opérations militaires alternent.

2 Le général Leclerc est officiellement nommé commandant supérieur des troupes françaises le 16 août 1945. Pour prévenir tout conflit d'autorité, la fonction de commandant en chef est confiée à l'amiral d'Argenlieu, nommé haut commissaire de France en Indochine quelques jours plus tôt. Cette situation provoquera le mécontentement du général qui souffre de voir ses prérogatives limitées par une autorité supérieure. Au début du mois de septembre, il écrit ainsi au haut commissaire : *Pendant de nombreuses semaines, c'est moi-même qui vais supporter le poids principal des responsabilités. Il est donc indispensable que je dispose de pouvoirs adaptés*, (Thierry d'Argenlieu, *Chroniques d'Indochine 1945-1947,* Annexe 4, p. 418). Cependant, avec le départ de Leclerc, les attributions du haut commissaire seront redéfinies, et le général commandant le CEFEO deviendra effectivement commandant en chef.

3 C'est l'époque du parti dit *des 75 000 fusillés* qui érige le parti communiste au rang de *premier parti résistant*, ce qui lui confère une aura et légitimité très fortes auprès d'une partie de la population.

4 Viêt-minh est la contraction de *Viêtnam Doc Lap Dong Minh,* Ligue (ou association) pour l'indépendance du Viêtnam. Créée officiellement le 18 mai 1941 à l'instigation du Parti communiste indochinois, elle regroupe, à cette période précise, dans un large front national, des ouvriers et paysans comme des propriétaires terriens ou des grands bourgeois.

5 SFIO : Section française de l'internationale ouvrière, ancêtre du parti socialiste français. MRP : mouvement républicain populaire, parti politique s'inspirant des principes de la démocratie chrétienne. Puissant au sortir de la guerre, le mouvement ne cesse de décliner et disparaît au milieu des années 60, absorbé par le Centre démocrate.

6 Corps expéditionnaire d'Extrême-Orient. Il s'agit d'une force interarmées officiellement créée en octobre 1943 et effectivement mise sur pied à l'été 1945 pour participer à l'origine à la lutte contre le Japon en Asie. La capitulation japonaise et les événements d'Indochine modifieront la mission du CEFEO qui aura désormais pour tâche de restaurer la souveraineté française face à un nouvel ennemi : le Viêt-minh. Le CEFEO est officiellement dissous le 28 avril 1956.

7 Farouchement anticolonialiste, les États-Unis se montrent défavorables au retour des Français en Indochine et au rétablissement du *statu quo* antérieur.

8 Viêtnam, Laos et Cambodge, les trois pays qui forment la Fédération indochinoise font partie, en vertu de la constitution de la IVe République, de l'Union française. Selon l'article 60, ils sont des *États associés* à la France métropolitaine et au DOM-TOM.

9 La part de l'aide économique américaine aux États associés s'élève, pour l'année fiscale 1952-1953 (du 1er juillet au 30 juin suivant), à 55 % du budget de ces derniers (les 8/10e sous forme d'aide directe). En 1954, les États-Unis participeront à 80 % au financement du conflit. Sur les aspects économiques et financiers, voir Hugues Tertrais, *La Piastre et le fusil. Le coût de la guerre d'Indochine 1945-1954,* Éd. de l'École des Hautes études en sciences sociales, Comité d'histoire économique de la France, Paris, 2002.

10 Les premiers navires américains arrivent en mars 1950, quelques mois après la victoire de Mao et quelques semaines avant le déclenchement de la guerre de Corée. En octobre 1951, 200 navires ont déjà délivré leur matériel et en janvier 1954, le total s'élève à 400.

11 Certains cavaliers jugent ainsi le Sherman (30 tonnes) trop lourd pour les infrastructures terrestres indochinoises, les aviateurs, eux, auraient souhaité des chasseurs au rayon d'action plus important. Le génie, lui, regrette de ne pas disposer de matériel léger facilement aérotransportable, notamment dans le cadre de la réalisation des bases aéroterrestres.

12 Contrairement à une idée très répandue, plusieurs milliers d'appelés servent en Indochine, appelés métropolitains, nés en Indochine ou dans les comptoirs français des Indes. Affectés dans les unités de service ou de soutien, où les risques encourus sont moins grands, certains ont toutefois choisi, d'être versés dans une unité combattante.

Ainsi, 58 appelés combattent à Diên Biên Phu (voir Michel Bodin, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine 1945-1954,* Economica, 2004, p. 20).

13 En 1948, les soldats métropolitains représentent 46 000 des 74 000 hommes des Forces terrestres d'Extrême-Orient (FTEO), soit 62 %. En 1951, ils ne sont plus que 49 000 sur un total de 113 500, soit 43 %. Les effectifs métropolitains évolueront ensuite autour de 40 % jusqu'à la fin du conflit. Chiffre fourni d'après *La guerre française d'Indochine (1945-1954) les sources de la connaissance,* sous la direction d'Alain Ruscio, Les Indes savantes, 2002, p. 1118, d'après les travaux de M. Bodin.

14 Au total un peu plus de 280 000 nationaux appartenant aux trois armées servirent en Indochine.

15 La marine développe le concept de Dinassaut (Divisions navales d'assaut), groupements opérationnels opérant sur les fleuves et les canaux des deltas. La cavalerie met en place, pour sa part, des escadrons amphibies, à base de Weasel M 29 C ou *Crabes* et de LVT 4 *Alligators.* Le génie créé des flottilles blindées du génie pour pallier la pénurie des moyens de la manne ; des compagnies de sapeurs routiers sont également

mises sur pied. Quant à l'infanterie, celle-ci accélère la création d'unités légères, comme les commandos. Voir également sous la direction de Maurice Vaïsse, *L'armée française dans la guerre d'Indochine (1946-1954) : adaptation ou inadaptation,* Actes du colloque organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense nationale, 30 Nov.-1er Déc. 1998. Éd. Complexes, Bruxelles, 2000.

16 Alors que les nouveaux territoires ne sont pas encore totalement pacifiés, l'Union indochinoise est officiellement créée en 1887. Elle englobe cinq entités aux statuts différents. Laos, Cambodge, Tonkin et Annam sont des protectorats, administrés plus ou moins directement. Seule la Cochinchine est une colonie.

17 En février 1930, sur ordre du VNQDD (*Viêtnam Quoc Dan Dang,* parti nationaliste) la garnison annamite de Yen Bay se soulève et massacre ses cadres européens. La répression est brutale et affaiblit durablement ce mouvement. Au mois d'août et septembre de la même année, c'est au tour du Parti communiste indochinois, fondé à la même époque, de déclencher des troubles dans le Nord Annam. Là encore, la répression des autorités françaises est très brutale et connaît un grand retentissement en métropole.

18 Le premier ultimatum intervient avant même la cessation des hostilités sur le théâtre européen, le 19 juin 1940. Il porte sur la fermeture de la frontière sino-tonkinoise et sur son contrôle par une commission japonaise ; la réponse française est attendue… pour le lendemain, 20 juin. C'est la première d'une série de demandes qui visent à la mainmise et au contrôle militaire des Japonais sur l'Indochine.

19 Le général Catroux est limogé pour avoir cédé aux exigences japonaises. Il est remplacé le 30 juin 1940 par l'amiral Decoux, mais la passation effective des pouvoirs entre les deux hommes n'intervient que le 20 juillet 1940. Étant donné le rapport de force entre l'armée japonaise et l'armée indochinoise, l'amiral Decoux, comme son prédécesseur, n'a d'autre choix que d'accéder aux demandes nippones. Le général Catroux,

quant à lui, s'arrête à Singapour lors du voyage qui le ramène en France, et rejoint la France libre.

20 Les accords Darlan-Kato du 29 juillet 1941 consacrent les revendications japonaises et officialisent le stationnement des troupes nippones à travers toute l'Indochine.

21 Quelques milliers d'entre eux, sous les ordres des généraux Alessandri et Sabattier parviendront toutefois jusqu'en Chine après un périple de plusieurs centaines de kilomètres, harcelés par l'ennemi. Les quelques tentatives de maquis qui se constitueront en Annam seront pour la plupart des échecs. Au Laos, des groupes d'Européens se cacheront et mèneront des actions de guérilla contre les unités japonaises jusqu'à leur capitulation.

22 Militaires et civils seront, après guerre, traités en parias, en collaborateurs et en vaincus par les représentants de la France libre (les *Français nouveaux* ou *Français 45* se distinguant par là des hommes ayant obéi au gouvernement de Vichy). Une grande amertume naîtra alors chez ces *anciens* d'Indochine qui ont la certitude, comme l'écrira plus tard l'amiral Decoux, d'avoir *maintenu* l'intégrité de la souveraineté française face au Japon. Se reporter à l'ouvrage de l'amiral Jean Decoux, *À la barre de l'Indochine,* Paris, Plon, 1949. D'autres vont plus loin et accusent le général de Gaulle d'être à l'origine du coup de force japonais en mettant en place une *résistance indochinoise* afin de pousser les Japonais à réagir. En même temps que le coup de force discréditerait les Français d'Indochine aux yeux des populations, il justifierait, par le sang versé, la place combattante de la France aux côtés des Alliés dans la lutte contre le Japon. Voir notamment sur ce sujet, Georges Gautier, *Indochine 1945. La fin de l'Indochine française,* Paris, SPL, 1978. Georges Gautier est l'ancien secrétaire général du Gouvernement général de l'amiral Decoux.

23 Littéralement *celui qui éclaire*, le guide, le chef. Voir la biographie réalisée par Pierre Brocheux, Hô *Chi Minh, du révolutionnaire à l'icône,* Payot, 2003.

24 Tenue du 17 juillet au 2 août 1945, la conférence de Potsdam qui réunit les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, précise les accords de Yalta en même temps qu'elle adresse un ultimatum au Japon pour une capitulation sans condition. À cette occasion, les modalités de désarmement des troupes impériales sur le théâtre extrême-oriental sont fixées.

25 Grande-Bretagne, États-Unis, Union Soviétique. La France, non invitée à Potsdam ressent alors avec plus d'acuité encore la nécessité de hâter son retour en Indochine avant que sa position ne soit irrémédiablement compromise.

26 VNQDD, déjà évoqué et le *Dong Minh Hoï,* fondé à l'été 1942. Aucun de ces deux partis, rongés par les rivalités internes, n'a la cohésion et l'influence du Viêt-minh.

27 Au lendemain de la capitulation japonaise, le soutien des soldats du Mikado aux actions Viêt-minh conjugués à l'hostilité américaine ont porté un immense préjudice quant à la place et à la prétendue supériorité des Français.

28 Dans la mise sur pied du corps expéditionnaire, les Français peuvent toutefois acheter équipements et matériels britanniques et américains dont les énormes stocks en Europe sont devenus inutiles en Europe.

29 Ce terme désigne la masse principale d'un corps de bataille, par opposition aux éléments précurseurs, constitués de détachements moins nombreux.

30 Au 15 octobre, les forces françaises sont estimées à environ 4 500 hommes ; fin décembre, 30 000 hommes opéreront en Indochine, 60 000 au mois de mars 1946. Ces chiffres sont une approximation, ils di èrent en effet selon les sources et selon la prise en compte ou non de certaines catégories de troupes : autochtones du CEFEO, partisans.

31 Voir archives du Service historique de la Défense (SHD) cote 10 H 1033.

32 S'il semblait accepter le mot *libre* plutôt qu'*indépendant* pour le futur (tout était question du contenu que l'on voudrait bien y mettre), le gouvernement Hô Chi Minh restait cependant intransigeant quant à l'union des trois *ky* : Tonkin, Annam et Cochinchine. L'amiral d'Argenlieu encourageait, quant à lui, l'autonomie cochinchinoise en s'appuyant sur ses élites vietnamiennes. En violation de l'accord du 6 mars, une République autonome de Cochinchine est créée 20 jours après le texte signé entre Hô Chi Minh et Sainteny…

33 Hô Chi Minh souhaitait un retrait rapide des Chinois, ennemis séculaire du Viêtnam, quitte à supporter (ou combattre) quelques années les Français.

34 Les Français comptent 39 morts et une centaine de blessés dans leur rang.

35 Général Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine,* Denoël, 1992, p. 113.

36 De nombreux ouvrages ne font pas suffisamment apparaître l'importance fondamentale que revêtent les questions économiques et douanières pour le Viêt-minh. En effet, les revenus du trafic commercial et les taxes diverses représentent l'un des rares moyens, à l'époque, d'augmenter sa trésorerie et donc de développer son mouvement et ses forces armées.

37 La dernière en date était celle du 21 novembre à Lang Son où une commission française venue enquêter sur les crimes de guerres japonais est prise à partie et perd une vingtaine d'hommes au cours des combats qui s'ensuivent.

38 Notamment Philippe Devillers, voir son ouvrage, *Paris-Saïgon-Hanoï. Les archives de la guerre, 1944-1947,* Gallimard, Coll. Archives, 1988. Plus nuancé, l'historien norvégien Stein – Parmesan soutient la thèse d'une politique française visant à piéger le Viêt-minh, et à lui faire porter la responsabilité du déclenchement du conflit (voir le résumé de sa thèse, 1946 Le *déclenchement de la guerre d'Indochine, les vêpres tonkinoises du 19 décembre 1946,* Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches asiatiques, 1987).

39 CSTFEO-EM, *Guérilla,* Saïgon, octobre 1949, p. 3.

40 Tout au long de la guerre d'Indochine, le commandement français souligne auprès des troupes l'importance à accorder aux populations et de nombreuses notes rappellent que les sanctions les plus dures seront prises à l'encontre de ceux qui ne respecteraient pas les habitants. Dans une de ses principales instructions sur le combat en Indochine datant de 1949, le général Boyer de Latour précise sa pensée : *Les opérations militaires sont un moyen et non un but (…). Non seulement les exécutions sommaires sont interdites sous peine des plus graves sanctions, mais je proscris absolument toute destruction qui ne se révèle pas absolument nécessaire (…) il ne pourra être question de faire peser sur* [la population] *des représailles.* Cité in Pierre Boyer de Latour, *Le martyr de l'Armée française. De l'Indochine à l'Algérie,* Les presses du Mail, 1962, p. 324.

41 Né la même année que Joseph Gallieni (1849), Théophile Pennequin est en poste en Indochine presque sans discontinuité de 1888 à 1904 et y est de nouveau muté entre 1911 et 1913. Tout en menant avec poigne les opérations militaires contre les *pirates chinois* et les bandes rebelles, le général Pennequin développe tôt une politique qui s'appuie sur les chefs traditionnels, en même temps qu'il s'intéresse à l'expansion économique des régions sous son autorité. L'amélioration et la protection des rizières, le renforcement des voies de communication comme un effort sur la scolarisation des autochtones lui valent l'estime de ces derniers qui lui attribuent le nom de *Penn I Tê*, littéralement *source de justice et de vérité*. Son projet *d'armée jaune* et la trop grande considération qu'il porte aux autochtones débouchent sur l'hostilité d'une partie de l'armée et de la quasi-totalité des colons. La justesse de ses conceptions en matière de défense de la colonie se révèle par trop en avance sur les mentalités de son temps.

42 Voir Marie-Catherine Villatoux, *La défense en surface (1945-1962). Le contrôle territorial dans la pensée stratégique française d'après-guerre,* Vincennes, Service historique de la Défense, coll. *Cahiers d'histoire militaire appliquée*, 2009.

43 *Rien n'a coûté plus cher à nos armes en Indochine que l'abandon de certaines populations, parce que nos plans changeaient, ou que nos entreprises ne se montraient pas à l'échelle de nos moyens.* SHD, 10 H 983. Commandant T., cité page 68 des *Enseignements de la guerre d'Indochine, Fascicule II.* Juillet 1955.

44 Le caodaïsme est une *religion* fondée en 1926 et qui emprunte à la fois au bouddhisme, au confucianisme, au christianisme et même à la franc maçonnerie. Victor Hugo et Jeanne d'Arc sont invoqués. Avec plusieurs centaines de milliers de fidèles implantés en Cochinchine, le caodaïsme rejoint finalement, après plusieurs volte-face, le camp des Français. Les Hoa Hao forment, eux, une secte s'inspirant d'un bouddhisme rénové et purifié. Rangés initialement aux côtés des Viêt-minh, ils se rallieront en 1947 suite à une grave erreur des communistes. Les unités mobiles pour la défense de la chrétienté (UMDC) du colonel Leroy, un métis franco-vietnamien catholique, s'appuient sur environ un demi million de paysans de l'ouest cochinchinois pour repousser efficacement les bandes Viêt-minh. Enfin, de nombreuses ethnies redoutent la prise de contrôle de leur territoire par l'ethnie majoritaire des kinh (les Vietnamiens) et seront jusqu'au bout, pour la plupart, les plus fidèles alliés de la France.

45 *Enseignements de la guerre d'Indochine, Fascicule II, op.cit.,* 68-69.

46 La *guerre heureuse* est le titre d'un des chapitres de *La guerre d'Indochine,* Paris, Gallimard, 1965. Cet ouvrage qui retrace bien l'ambiance de la guerre et décrit ses principaux acteurs (du moins du côté français) jusqu'à la mort de De Lattre n'est cependant pas un livre historique, il comprend un certain nombre d'erreurs et d'inexactitudes. Accusé de transformer la vérité, Bodard sera surnommé par certains Lucien *Bobard.* Navarre lui gardera une profonde inimitié, en raison du lien qui unissait le journaliste au général Cogny, et des papiers partisans que ce dernier a rédigé contre le commandant en chef après Diên Biên Phu.

47 L'inventaire des archives de l'Indochine, sous-série 10 H, Tome I répertorie toutes les opérations effectuées par le CEFEO entre 1946 et

1954. Jean-claude Devos et Jean Nicot, *Inventaire des archives de l'Indochine,* sous-série 10 H, Tome I, SHAT, Château de Vincennes, 100, p. 276 à 306.

48 Selon une organisation militaire traditionnelle du théâtre d'opérations, l'Indochine était découpée en territoires. Le *Viêtnam* était ainsi divisé en trois territoires (Tonkin, Cochinchine, Sud Annam et Hauts plateaux) commandés chacun par un général. Ces territoires comprenaient eux-mêmes plusieurs zones, commandées par des colonels, englobant des secteurs (lieutenants-colonels), sous secteurs (chefs de bataillons) et parfois même en quartiers, placés sous la responsabilité d'officiers subalternes.

49 Michel Bodin, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine 1945-1954,* Economica, 2004, p.195.

50 Gras, *op. cit.,* p.188.

51 10 H 1639, Haut commissariat en Indochine et commandement en chef/N°196, *Instruction personnelle et secrète (suite à mon instruction personnelle et secrète du 29 janvier 1947)*, 17 février 1947, signée G. d'Argenlieu.

52 Ibid.

53 SHD 10 H 2514. Groupement B. Politique et opérations N° 2.

54 SHD 15 R 63. Pertes annuelles des Français métropolitains du CEFEO en Indochine de 1945 au 1er juillet 1954 inclus.

1945-1946	2 861	1950	1 752
1947	3 248	1951	1 638
1948	1 866	1952	1 994
1949	1 453	1953	1 715
		1954	4 158
S/TOTAL 1	9 428	S/TOTAL 2	11 257
		TOTAL	**20 685**

55 La défaite des troupes nationalistes de Tchiang Kaï Chek et leur fuite jusqu'à la frontière sino-tonkinoise donnent lieu à de nombreuses négociations locales et internationales avec les Français. Le jeu des nationalistes est alors d'entraîner la France dans le conflit contre l'armée de Mao, ces derniers proposant ainsi, après avoir tout essayé (intrigues, campagnes de presse, intimidations…) de mettre leurs forces sous commandement français. Dans un second temps, le désarmement des troupes chinoises est une nouvelle occasion d'interminables palabres. On peut trouver dans le carton 10 H 310 une excellente illustration de ces négociations entre généraux chinois et représentants français lors de la *conférence* de Chima (une dizaine de kilomètres au sud de Lang son), le 12 décembre 1949, lorsque se présentent à la frontière 25 000 hommes demandant le libre transit vers Formose via Haiphong.

56 L'évacuation de la zone frontière est une conséquence du rapport Revers (1949) qui préconise l'abandon de celle-ci, jugée trop difficile à défendre et qui n'empêche nullement les communications du Viêt-minh avec la Chine. Les principaux combats ont lieu de part et d'autre de la RC 4 quand la colonne de recueil (colonel Lepage) de la garnison de Cao Bang est disloquée avant que ce ne soit le tour de la colonne Charton qui quitte la ville. À Cao Bang même, il n'y a donc pas de confrontation entre les belligérants. Les faits qui entraînent la perte d'un peu plus de 4 000 hommes (la plupart des prisonniers mourront dans les camps) se déroulent du 1er au 8 octobre 1950.

57 Général Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine, op. cit.,* p. 318.

58 Lorsque Vincent Auriol, président de la République avait suggéré initialement à René Pleven, président du Conseil le nom de De Lattre, celui-ci avait rétorqué : *la moitié des officiers s'en iront (…) car il a la réputation d'un tueur d'hommes*, Gras, op. *cit.,* p. 365. Cette réputation était née pendant la campagne d'Alsace qui avait été très coûteuse en vie humaine pour la 1re Armée française, et avait été entretenue parfois par les hommes de Leclerc. On opposait souvent, en effet, l'attention que ce dernier portait à sa troupe, économe de la vie de ses hommes, à l'ambition

du général de Lattre qui fixait à ses unités des objectifs difficiles, sans se soucier des pertes, selon certains.

59 Général Salan, adjoint opérationnel, colonel Allard, chef d'état-major et quelques autres : de Linarès, Beaufre, Gracieux, de Castries… Pour les civils, il fait appel à un ancien de l'équipe Decoux, Aurillac, qui devient son directeur de cabinet.

60 SHD.10 H 525. CCFTNAI/EMIFT/2e Bureau/N°11431. Études relatives au développement des moyens techniques de recherche du 5 avril 1954, signé Navarre.

61 Jean Pouget, *Nous étions à Diên Biên Phu*, Presses de la Cité, Paris, 1964, p. 84.

62 Pour la première fois, le napalm a été utilisé en grande quantité, créant la surprise et l'effroi dans les régiments Viêt-minh.

63 Un point d'appui est un organe défensif constitué de plusieurs blockhaus périphériques distant entre eux de deux ou trois kilomètres et s'appuyant réciproquement. Au centre du dispositif, un ou – plus rarement – deux postes de commandement principaux dirigent et coordonnent la défense de l'ensemble. Les intervalles sont battus par les feux de l'artillerie dont les tirs ont été préalablement réglés sur les points de passage obligés.

64 La construction de la *ligne de Lattre* s'échelonne entre 1951 et 1953. Quelques ouvrages sont cependant coulés en 1954.

65 Raoul Salan, *Mémoires, fin d'un Empire, Le Viêt-minh, mon adversaire,* tome Il, Presse de la cité, 1971, p. 262-263.

66 Philippe Fouquet-Lapar, *Hoa Binh (1951-1952), de Lattre attaque en Indochine,* Economica, 2006, p. 31.

67 Gras, op. *cit.,* p.455.

68 La série d'opérations *Porto*, *Polo* et *Turco* menées dans la seconde moitié du mois d'avril 1952 permet d'anéantir totalement le TD 98 (Trung

Doan = régiment), bilan assez rare pendant la guerre d'Indochine.

69 Nghia Lo tombe dans la nuit du 17 au 18 septembre 1952.

70 Na San, qui n'est qu'un modeste petit village, est choisi en raison de son implantation sur la route provinciale 41 (RP 41) qui relie Hanoï à Laï Chau, en longeant la rivière Noire. Surtout, Na San est doté d'une piste d'aviation qui, moyennant aménagement, est *Dakotable*, c'est-à-dire susceptible d'accueillir des C-47 Dakotas, DC-3 dans la nomenclature civile, en toute saison. Situé à moins de 200 km de Hanoï (40 mn de vol), la piste de Na San échappe aux vues de l'ennemi lorsque les collines qui l'entourent sont occupées par des unités du CEFEO.

71 Opération *Lorraine*. Lancée dans la nuit du 29 au 30 octobre 1952, *Lorraine* est un raid blindé-motorisé sur Phu Yen doublé du largage de trois bataillons parachutistes sur Phu Doan. La fouille méthodique de la région permet la capture et la destruction de nombreux dépôts ennemis, dont, pour la première fois, quatre camions russe *Molotova*. Ayant rempli leur mission, les forces françaises se replient, c'est au cours de cette manœuvre que le Groupe mobile 4 (GM 4) se fait, le 17 novembre, sévèrement accrocher et perd 52 tués, 133 disparus, 125 blessés, 1 char, 6 half-tracks et une dizaine de véhicules à roues.

72 *Préludes à Diên Biên Phu. L'armée de l'Air dans la bataille de Na San*, *Revue historique des Armées,* n° 1, 1996, p. 102.

73 Michel Bodin, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine 1945-1954,* Economica, 2004, p. 188.

74 Diên Biên Phu est perdu le 30 novembre 1952 alors que se déroule la bataille de Na San.

75 Gras, *op.cit.,* p. 499.

76 Henri Navarre, *Agonie de l'Indochine (1953-1954),* Plon, 1956, p. 2. Jugé comme le principal responsable de la défaite de Diên Biên Phu, il a livré après les événements deux témoignages sur son commandement en Indochine Henri Navarre, *Agonie de l'Indochine* et *Le temps des vérités,*

Plon, 1979. Dans ce dernier ouvrage, moins connu que le précédent, le temps ayant passé et rendu la parole plus libre, l'ancien commandant en chef règle davantage *ses comptes*, notamment avec son principal subordonné de l'époque, le général Cogny, commandant les Forces terrestres du Nord Viêtnam. S'ils apparaissent pour ce qu'ils sont, deux plaidoyers *pro domo* contre les attaques dont l'auteur a été victime, ils constituent néanmoins une source à consulter pour le chercheur qui s'intéresse à la dernière phase du conflit et à la genèse de la bataille de Diên Biên Phu.

77 Jacques Dalloz, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine 1945-1954,* Armand Colin, 2006, p. 167.

78 Henri Navarre, *Le temps des vérités,* Plon, 1979, p. 308, note de bas de page 2.

79 *Ibid.,* note de bas de page 3.

80 Minorités ethniques implantées au Nord Viêtnam.

81 Bien que, comme l'ait souligné dans une fiche début novembre 1953 le colonel Bastiani, chef d'état-major des FTNV, *dans ce pays on ne barre pas une direction. C'est une notion européenne sans valeur ici. Le Viet passe partout.*

Cité dans *Pourquoi Diên Biên Phu ?* Pierre Rocolle, Flammarion, 1968, p. 178, note de bas de page 70.

82 Au 22 novembre 1954, 4 560 parachutistes occupent la vallée de Diên Biên Phu.

83 1 K 233. CCFTNAI/EMIFT/2e Bureau/N°1892. Rapport du 2e Bureau EMIFT. Synthèse de renseignement sur Diên Biên Phu. 16 juin 1954.

84 Ibid.

85 Tous les bataillons ne sont pas au complet. Si les deux bataillons de réserve générale, le 1er BEP et le 8e Choc, affichent des effectifs satisfaisants, le 3e bataillon de la 138 Demi-brigade de la Légion étrangère

(III/138 DBLE) lui, le 13 mars 1954, jour de sa chute, ne dispose que de 517 cadres et légionnaires, dont 450 seulement sont présents sur *Béatrice.*

86 Pierre Rocolle, *Pourquoi Diên Biên Phu ?,* Flammarion, 1968, p. 233.

87 Le lecteur peut notamment se référer aux ouvrages de Bemard Fall, *Hell in a very small place* et de Pierre Rocolle, *Pourquoi Diên Biên Phu ?* Il trouvera un utile complément dans les ouvrages d'Erwan Bergot, *Les 170 jours de Diên Biên Phu* et *Les hommes de Diên Biên Phu,* de Roger Bruge. Le Service historique de la Défense détient en outre le rapport et les interrogatoires des officiers de la Commission Catroux, officiellement la Commission d'enquête militaire sur la bataille de Diên Biên Phu, chargée de déterminer les causes et les responsabilités de la défaite. La lecture de ces documents, lecture passionnante, permet de mieux comprendre les événements qui ont précédé la bataille et de mieux appréhender celle-ci, voir cartons 1 R 227 à 1 R 230.

88 Au 13 mars 1954, la garnison de Diên Biên Phu comprend 10 813 hommes. 4 277 sont ensuite parachutés au cours de la bataille ; ainsi l'effectif total de combattants à Diên Biên Phu s'élève à plus de 15 000. Le nombre de tués et disparus est évalué à un plus de 3 100 hommes.

89 Entre le 24 et le 30 juin 1954, mal exécutée, l'évacuation des Hauts Plateaux et de An Khê (200 km au sud de Hué, 50 km à l'ouest de Qui Nonh, au Centre Annam) donne lieu à la destruction de la quasi-totalité du matériel de la colonne et à la perte de 1 200 hommes dont le colonel commandant. En revanche, la rétraction du dispositif sud du delta du fleuve Rouge (opération *Auvergne)* s'avère une complète réussite puisqu'elle permet de replier 45 000 hommes de troupes et autant de civils en étrillant sévèrement l'ennemi, rendu quelque peu téméraire par son succès à Diên Biên Phu.

90 Les pertes de la guerre d'Indochine di èrent selon les auteurs et selon les sources. Outre les Français métropolitains, les troupes africaines et nord-africaines et les légionnaires, les pertes du CEFEO comprennent les réguliers et supplétifs indochinois servant au sein des unités françaises (46 000 morts). Les armées nationales des trois États associés ont eu, elles,

environ 17 000 tués. Quant aux pertes Viêt-minh, elles sont, faute de sources, très difficiles à évaluer. Le chiffre souvent donné de 500 000 morts comprend par ailleurs, les dizaines de milliers de civils vietnamiens exécutés comme traître *(Viêt Gian)* par l'ennemi. Voir également les travaux de M. Bodin sur cette question.

91 Le 27 juillet au Nord Viêtnam, le 1e' août au Centre Viêtnam, le 6 août au Laos, 7 août au Cambodge et le 11 août au Sud Viêtnam.

92 Jean Claude Devos, Jean Nicot et Philippe Schilinger, *Inventaires des archives de l'Indochine. Sous série 10 H, tome I,* Château *de* Vincennes, 1990, p. 40. D'après une note du troisième bureau de l'État-major interarmées et des forces terrestres du 25 octobre 1954 précisant les nouvelles missions et l'articulation du corps expéditionnaire (10 H 157).

93 10 H 977. Commandement en chef des Forces terrestres, navales et aériennes en Indochine/état-major interarmées et des forces terrestres/3e Bureau/N°865/EMIFT/3.0/S. du 7 août 1954, signé Ély.

94 10 H 977. Secrétariat d'État aux Forces Armées. Guerre/état-major des Armées/2e Bureau. Lettre N° 19 129 du 24 décembre 1954.

95 Hogard, Trinquier, Lacheroy, Nemo pour ne citer qu'eux.

96 10 H 977. Note n°865/EMIFT/3.0/S. du 7 août 1954, op. *cit.*

97 Le 7e Bataillon de parachutistes coloniaux (7e BPC) est le dernier régiment à quitter l'Indochine le 27 avril 1956. Les 3 000 hommes qui restent alors sont chargés de la liquidation des bases françaises et auront tous embarqué à destination de l'Europe au 30 juin. La base de Seno, au Laos, accueillera quelques années encore des conseillers et instructeurs français, en vertu des accords de Genève.

98 En Cochinchine existaient deux sectes, les Caodaïstes et les Hoa Hao, ainsi qu'une mafia puissante, les Binh Xuyen. Après avoir au début de la guerre soutenues le Viêt-minh, ces organisations se rangèrent plutôt du côté des Français, tout en restant des alliés incertains. L'arrivée au pouvoir de Diem va modifier ce *statu quo,* ce dernier voulant supprimer

toute autonomie et toute contestation au pouvoir central. Entre mars et mai 1955, il lance de violentes opérations d'abord contre les Binh Xuyen, puis contre les Hoa Hao et les Caodaïstes, et les élimine de la scène politique. Le Viêt-minh et certains éléments du Corps expéditionnaire semblent avoir apporté leur aide aux forces dissidentes lors de ces combats.

99 Environ 1 400 au total.

100 Quelques sous-officiers seront également invités à faire valoir leur expérience, notamment ceux ayant assuré des fonctions spéciales, comme celles de chef de commando.

101 Grade des rédacteurs des rapports préliminaires d'après une analyse sommaire des rapports sur les enseignements des combats d'Indochine. (10 H 977. CCFTNAI/EMIFT Novembre 1954).

102 10 H 977. Commandement en chef des Forces terrestres, navales et aériennes en Indochine/état-major interarmées et des forces terrestres/3e Bureau/N°1913 du 24 novembre 1954.

103 10 H 977. CCFTNAI/EMIFT. Analyse sommaire des rapports sur les enseignements des combats d'Indochine. Novembre 1954.

104 *Ibid.*

105 CCFTNAI/EMIFT/3e Bureau/N°1913 du 24 novembre 1954, *op. cit.*

106 10 H 982. CCFTNAI/EMIFT/3e Bureau/N°1723 du 26 novembre 1954. Fiche à l'attention de Monsieur le général d'Armée commissaire général de France et commandant en chef en Indochine.

107 10 H 982. Force terrestres du Centre Viêtnam. 72e BG. 72/21. N°165/SC. Fiche signalétique et rapport du lieutenant Tavernier sur les enseignements tirés des combats d'Indochine. 15 septembre 1954.

108 CCFTNAI/EMIFT/3e Bureau/N°2024/EMIFT du 10 décembre 1954.

109 Une soixantaine de dossiers au total, selon une fiche EMIFT/3e Bureau/N° 1913 du 24 novembre 1954.

110 Capitaine Rondeau. Forces terrestres des plateaux du Centre. Subdivision des plateaux. Sous-arrondissement d'Ankhe. 4e bataillon montagnard. f° # 14.

111 *L'Armée française en Indochine. Adaptation ou inadaptation ?* CEHD, Éd. Complexe, 2000, p. 127.

112 Michel Bodin, *Soldats d'Indochine 1945 -1954,* L'Harmattan, Recherches asiatiques, 1997, p. 212.

113 L'état-major du commandement en chef, comme celui des échelons inférieurs, reprenait en Indochine la division classique en quatre bureaux : le bureau (organisation et effectifs), 2e bureau (renseignements), 3e bureau (opérations), 4e bureau (logistique et transport). Au printemps 1953 fut créé au niveau de l'état-major interarmées et des forces terrestres (EMIFT), un cinquième bureau, celui de la guerre psychologique. Il sera dissous le 31 mars 1955.

114 Il s'agit de la première bataille de Nghia Lo. Un an après, rééditant sa manœuvre, Giap attaquait les postes de la ville, qui finirent par succomber.

115 10 H 983. Commandement en chef en Extrême-Orient, *Enseignements de la guerre d'Indochine, Fascicule II.* Juillet 1955.

116 10 H 982. CCFTNAI/état-major. 3e Bureau/N°323 lettre du général Ély au ministre de la Défense nationale du 4 mars 1955.

117 10 H 723. CCFTNAI/EMIFT/3e Bureau/N°1230 du 29 novembre 1954. *Rédaction des enseignements à retirer de la guerre d'Indochine.*

118 10 H 725. Message EMCEC/3e Bureau à EMFA-Paris du 29 février 1956 signé Chef d'escadron Maurer.

119 1 K 233. Neuf cartons traitent de la période indochinoise du général Ély et sont communicables sur autorisation.

120 Général Henri Navarre, *Agonie de l'Indochine 1953-1954,* Plon, Paris, 1956, 335 p. À noter qu'il existe deux versions de cet ouvrage, la

seconde (1958) amputée de certains passages des pages 198-199, 265, 267 et 270, mettant en cause le général Cogny, alors adjoint de Navarre et qui furent à l'origine du procès que le premier intenta au second, procès qu'il perdit.

121 http://www.livres-indochine.com.

122 Général Henri Navarre, *Agonie de l'Indochine, op. cit.,* p. 319-321.

123 *Enseignements de la guerre d'Indochine, Fascicule III,* Commandement en chef en Extrême-Orient, 1955, p. 3.

124 10 H 977. Ministère de la Défense/EMFA/N°649 du 4 mars 1955 au commissaire général de France et commandant en chef des forces terrestres, navales et aériennes en Indochine.

125 10 H 982. CCFTNAI/état-major. 3e Bureau/N°323. *op. cit.*

126 10 H 982. Ministère de la Défense nationale et des forces armées/EMA/Service historique/N°4947 du 4 novembre 1955. Demande d'exemplaire *Les enseignements de la guerre d'Indochine.* Réponse CCFTNAI/EM.3e Bureau/ N°1499 du 15 novembre 1955.

127 10 H 982. École supérieure de guerre/N°2370 du 8 novembre 1955. Réponse N°1501 du CCFTNAI/EM.3e Bureau en date du 15 novembre 1955.

128 10 H 982. MDUCISCUN°4922. Brochures *Enseignements de la guerre d'Indochine* du 26 octobre 1955.

129 10 H 982. CCFTNAI/état-major. 3e Bureau/N°47. Télégramme lettre avion du colonel chef d'état-major du CEC (commandant en chef) au chef de la mission de liaison du CCEO (commandement en chef en Extrême-Orient).

130 Loi n° 79-18 du 3 janvier 1979.

131 Le carton 10 H 983 contient l'original du document, tandis que le centre de documentation du département de l'armée de Terre en détient une reproduction.

---

1 Colonel X… commandant une zone (division territoriale) au Tonkin.

2 Monsieur de Pouvourville, Collection *Comment ils pensent.*

3 Colonel X… commandant de zone, Nord Viêtnam.

4 Commentaires du commandant X… sur la pacification dans le Sud Viêtnam.

5 Commandant de zone au Tonkin, et ayant séjourné longtemps en Indochine.

6 Commandant X…

7 Le Viêt-minh tirait grand argument de statistique telles que celle-ci (Traduction de document n° 953/FTNV/2 du 6 avril 1955) :

— 58,00 % des familles vietnamiennes ne possèdent aucun pouce de terrain.

— 39,00 % possèdent moins de 5 hectares.

— 2,00 % possèdent de 5 à 20 hectares.

— 0,34 % possèdent plus de 50 hectares.

8 Lieutenant Z… des FTSV.

9 Lieutenant N… commandant de compagnie au Nord Viêtnam.

10 Commandant D… commandant de S/secteur FTOV.

11 Capitaine N… commandant de Quartier FTSV.

12 Capitaine R… Laos.

13 Commandant L… FTNV.

14 31 millions dans le seul mois de janvier 1954.

15 Commandant S… commandant de S/secteur FTSV.

16 Ces personnels, désigné sous le nom général de PIM (prisonniers internés militaires) entraient dans des catégories diverses suivant leurs origines (régulier, guérillero, cadre politique) et leur degré d'intoxication.

17 Par exemple : 2 000 PIM ont ainsi été traités au camp de X… au Tonkin en 1952-1954; 900 se sont engagés dans l'armée vietnamienne où ils ont servi honorablement; 1 100 ont pu être libérés.

18 Le nombre de déserteurs français en 8 années de guerre n'a pas dépassé quelques dizaines et dans la plupart des cas la défection fut provoquée par… une congaï. Par ailleurs beaucoup de ces déserteurs tentèrent ensuite de s'évader.

19 Le nombre de déserteurs africains, légionnaires et nord-africains s'est élevé à quelques centaines en 8 ans de guerre et la très grande majorité des intéressés a voulu ensuite s'évader.

20 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

21 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

22 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

23 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

24 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

25 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

26 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

27 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

28 Étude de l'E.M. du commandant en chef sur les opérations de déception.

---

1 Par exemple l'opération *Lorraine* en 1952 et l'opération *Mouette* en 1953.

2 Par exemple l'affaire d'Hoa-Binh en 1951, de Na-San et enfin de Diên-Biên-Phu.

3 Capitaine Z… O.R. de secteur (FTNV).

4 Des matériels modernes finissaient d'être expérimentés seulement à la fin des hostilités.

5 Lieutenant X… officier de renseignements au Tonkin.

6 Extrait d'une notice de l'état-major des FAVN.

7 Bien souvent deux, qui s'ignoraient jusqu'au jour de l'action.

8 C'est à ce titre que des *camps de mariés* étaient établis à l'intérieur de l'enceinte des postes ou des bases arrières.

9 Lieutenant X… commandant de compagnie de supplétifs NVN.

10 Chef de bataillon Y…

11 En dehors des rares zones qui étaient réellement pacifiées.

12 Voir le chapitre consacré aux actions fluviales.

13 Instruction diffusée aux forces du Sud Viêtnam.

14 Cette évolution, fut d'ailleurs assez semblable à celle qu'on pu observer en Europe au cours du siècle dernier.

15 Les derniers ouvrages furent achevés dans l'été 1953 à la pointe S.E. du delta.

16 Notamment l'adoption de blocs, réunissant un local d'habitation et une ou deux chambres de tir.

17 Lorsque le bétonnage est impossible il vaut mieux recourir à la fortification de campagne, car celle-ci résistera beaucoup mieux qu'un ouvrage à murailles et à tours.

18 Le *pourrissement* de certaines régions était parfois tel que certains postes n'étaient ravitaillés qu'exceptionnellement par voie de terre ou par voie d'eau. Seuls les parachutages assuraient leur liaison avec le monde extérieur.

19 Cette considération est valable uniquement pour l'armement dit *de secteur*. L'unité qui occupe le poste doit avoir en tout état de cause sa dotation organique.

20 En particulier lors de l'attaque du poste de Le Khu le 14 septembre 1953, trois chars Shermans ont été mis hors de combat avant que les équipages aient pu actionner les armes de bord.

21 Capitaine X... commandant de quartier, relatant l'attaque de la tour de Y... au Tonkin, le 28-11-53, au cours de laquelle la base de feux V.M. était installée dans les réseaux entourant la tour et en deçà des tirs d'arrêt prévus.

22 Note du général commandant en chef de novembre 1953.

23 Ce tir n'est en somme que la résurrection du *tir d'échenillage* que les artilleurs de forteresse pratiquaient sur la ligne Maginot.

24 En outre, l'intervention de l'avion *Luciole* ne pouvait être espérée dès le début de l'attaque, car il fallait compter dix minutes de délai une fois l'alerte transmise au terrain, plus la durée du trajet jusqu'au poste.

25 Colonel X… commandant une zone au Nord Viêtnam.

26 On peut citer cependant, à l'actif du bruit des moteurs, (mais c'était en 1946) un cas où le démarrage d'une section de LCVP à 5 km du poste attaqué a suffi à faire rompre l'assaillant.

27 Parfois il continuait à bloquer le poste à une certaine distance et préparait un nouvel assaut pour la nuit suivante.

28 Note du 13 novembre 1953.

29 Le 6 décembre 1953, le poste de X… (Tonkin) attaqué, succombait dans la nuit à l'exception d'une poignée de défenseurs. La colonne chargée du dégagement (un bataillon renforcé) tombait le lendemain matin dans une embuscade montée par deux bataillons V.M. Les pertes furent lourdes de part et d'autre malgré l'intervention de l'aviation de chasse.

30 Les attaques en masse sur les villes semblent avoir été évitées par le V.M., car il lui était nécessaire de conserver la possibilité d'y envoyer de nombreux émissaires pour se procurer mille objets manufacturés et des médicaments.

31 L'évacuation de deux villages situés dans la presqu'île de Do Son a été rendue indispensable après le coup de main effectué sur le terrain d'aviation et un dépôt d'essence par un commando qui avait trouvé parmi les habitants toutes facilités pour exécuter sa mission.

32 Étude de l'E.M. des FTNV.

33 Une opération d'ouverture tout à fait comparable était exécutée parfois sur une voie fluviale, en progressant à la fois sur l'eau derrière les dragueurs et à terre sur les deux berges. Ceci n'avait lieu qu'à l'occasion d'une opération afin d'augmenter le débit des transports ultérieurs.

34 Cas de l'ouverture quotidienne de la route Hanoï-Haiphong en mai-juin 1954, aux environs de Ban Yen Nhan.

35 Commandant X…

36 Étude faite par le général commandant les FTNV et portant sur :

— les 65 km de la route Hanoï-Haiphong (R.M.5),

— les 36 km de la route reliant Ban Yen Nhan à Hung Yen (R.1.39),

— les 28 km de la route Haiduong-Sept Pagodes (R.P. 17 Nord),

— les 26 km de la route Sept Pagodes-Dong Trieu (R.P.18).

37 Capitaine X… Sud Viêtnam.

38 Colonel Y… Sud Viêtnam.

39 À l'exception des pertes que l'ennemi doit consentir pour enlever un poste.

40 Ce contrôle, assuré en grande partie par le réseau statique des tours, aurait pu être encore amélioré en l'étendant aux voies fluviales : *Un cloisonnement par une multitude de bouclages fluviaux aurait été rendu possible par l'emploi massif des wizzards.* (capitaine de vaisseau commandant la flottille fluviale d'Indochine Sud. Voir chapitre consacré aux forces fluviales).

41 Capitaine de vaisseau COFLUSIC.

42 Capitaine de réserve X… *Guerre Morte.*

43 Général X…

44 En comprenant dans le delta la région de Quang Yen – Hongay, dont l'occupation était indispensable à l'utilisation du port d'Haiphong. Ces 82 470 hommes comprenaient 1 080 officiers et 7 515 sous-officiers. À ces effectifs démesurés venaient encore s'ajouter les forces affectées à la défense statique des bases aériennes et des installations disséminées à l'intérieur des villes d'Hanoï, de Nam Dinh et d'Haiphong ; enfin les éléments gardant les bases arrières de toutes nos unités mobiles (groupements mobiles et formations diverses).

45 Un nombre important de ces canons était constitué par les tubes d'anciennes tourelles de chars, qui étaient utilisées dans certains postes.

46 Ces 37 000 combattants se décomposaient en :

— 13 à 14 bataillons régionaux correspondant aux diverses provinces du delta, auxquels s'ajoutaient trois régiments indépendants (42e, 46e et 50e R.I.) et un bataillon d'un régiment récemment créé. En outre le 246e R.I. envoyait un bataillon par roulement dans le delta.

— 120 à 130 compagnies de districts, en y comprenant les unités entretenues par les districts limitrophes du delta.

47 Directive du 8 mars 1954.

48 Colonel N… commandant de zone au Tonkin.

49 En particulier les compagnies seraient demeurées dans le rayon d'action des mortiers de 120 mm du poste.

50 En comptant uniquement les troupes incrustées dans les ouvrages, comme on l'a vu ci-dessus.

51 Colonel N… commandant de zone – FTNV.

52 Lieutenant V… FTNV.

53 Rapport du chef de commando déjà cité ci-dessus.

54 Chef de bataillon Z…

55 Le général commandant en chef frappait de certaines hypothèques les unités dont il voulait faire ses propres réserves.

56 Les Deltas contiennent les 9/10e de la population annamite de l'Indochine.

57 Le ravitaillement chinois n'a jamais été suffisant pour que le V.M. puisse se passer des ressources des Deltas.

58 Note du général commandant en chef sur les procédés de combat du groupement mobile d'octobre 1953.

59 Ce dosage ne pu malheureusement être réalisé qu'exceptionnellement.

60 Action Dich Van.

61 G.M. n°… à l'opération Gerfaut.

62 Mouvements effectués sur routes non déminées au préalable.

63 Le franchissement d'un arroyo de 4 mètres de largeur sur un pont de singe par nuit noire pouvait demander une heure à un bataillon.

64 Aucun véhicule ne pouvant doubler, il fallait dégager la chaussée et boucher l'entonnoir par main d'hommes.

65 Note du général commandant en chef sur les procédés de combat du groupement mobile d'octobre 1953.

66 Voir au fascicule III l'étude des procédés d'infiltration V.M.

67 Voir au fascicule III l'étude des procédés d'infiltration V.M.

68 Note du général commandant en chef sur les procédés de combat du groupement mobile d'octobre 1953.

69 Les objectifs favoris des unités V.M. étaient les groupes d'artillerie, les P.C. de groupements mobiles et les rassemblements de camions.

70 Voir au fascicule III les procédés défensifs V.M.

71 Ces dimensions correspondent à un petit village.

72 Note du général commandant en chef sur les procédés de combat du groupement mobile d'octobre 1953.

73 Note du général commandant en chef sur les procédés de combat du groupement mobile d'octobre 1953.

74 Il n'est pas question ici des souterrains, qui ne sont pas des organisations de combat, mais des cachettes.

75 À titre d'exemple il faut 1 000 coups de 105 pour détruire 100 m de tranchée prise d'enfilade ; il faut 100 à 400 coups de 155 pour détruire un bon abri de campagne suivant la distance ; il faut 80 coups de 105 en 4 minutes pour neutraliser un hectare, et 120 coups à l'heure pour

entretenir cette neutralisation (instruction générale sur le tir du 8 août 1946).

76 Le tableau synoptique ci-joint donne un aperçu des dix principales opérations effectuées au Tonkin de 1951 à 1954. Le bilan des pertes infligées à l'ennemi n'a pu être indiqué, car il était très difficile de faire la discrimination entre les suspects, les guérilleros et les soldats réguliers.

77 Note du général commandant en chef sur les procédés de combat du groupement mobile d'octobre 1953.

78 Capitaine C… commandant de quartier N.V.N.

79 Chef de bataillon X…

80 Chef de bataillon X…

81 Chef de bataillon X…

82 Il arrivait même parfois (cas des postes de Dao Vien – Truong Xa – Dong Ly… en juin 1954) que les garnisons des postes ne pouvaient ramasser les ravitaillements qu'on leur parachutait qu'à la nuit tombée.

83 Lieutenant X… commandant de compagnie.

84 Commandant de zone au Tonkin.

85 Par exemple camp retranché de Hoa Binh pour l'opération *Lotus* et camp retranché de Lai Cac pour l'opération *Mouette*.

86 Le 36e régiment V.M. détruisit le 17 novembre 1952 sur la R.C.2 l'équivalent d'un bataillon.

87 Général X… Sud Viêtnam.

88 Général X… Sud Viêtnam.

89 Commandant T… FTNV (Commandant de sous-secteur).

90 Qui fut le promoteur de la pacification du Sud Viêtnam.

91 Colonel X… commandant de zone au Tonkin.

92 Commandant de zone au Tonkin.

93 Commandant de sous-secteur au Tonkin.

94 Capitaine de vaisseau commandant les forces fluviales du Sud Indochine.

95 Les terres proviennent du creusement du fossé Diamant.

96 Dans certains postes peu exposés et ayant une forme rectangulaire, on pouvait se contenter de deux blockhaus placés en diagonale pour flanquer les quatre faces.

97 Le créneau frontal ne peut se justifier qu'exceptionnellement pour battre un angle mort échappant au blockhaus voisin et lorsque le grenadage donne des garanties insuffisantes.

98 Des antennes de rechange devaient être prévues et leur remplacement aisé soigneusement calculé.

99 Bien entendu, leur construction sera le plus solide possible, et tous les matériaux inflammables seront proscrits.

100 Il faut deux couches de rondins et de terre donnant une épaisseur minimum de 0,75 m.

101 Elle n'atteignait pas 10 % du prix de revient.

102 Il était naturellement impossible de creuser la digue sous peine de provoquer une inondation.

103 Tous les créneaux sont du type *Caric* (60°) ou *Gazin* (90°) obturant complètement les ouvertures. Une ventilation artificielle est nécessaire. Ce qui exige un appareillage moins rustique que dans les blocs légers.

104 Ces blocs avaient les caractéristiques suivantes :

— piédroits et mur en aile de face = 1 mètre de béton armé.

— dalle : 0,90 m.

— piédroits latéraux et arrière : 0,50 m.

— porte d'entrée du personnel avec double blindage.

105 L'effet de neutralisation produit, en effet, sur la garnison dépend de trop de facteurs pour pouvoir être jaugé.

106 Les cellules s'efforçaient également de ramper jusqu'à proximité des blockhaus pour placer des charges concentrées au contact des créneaux. L'explosion des charges était presque toujours le signal du déclenchement de l'attaque.

107 Afin d'éviter qu'une seule charge puisse cisailler la bande.

108 Le V.M. redoutait le panneau droit, d'une hauteur de 2 mètres, s'enfonçant de 40 cm dans le sol (pour empêcher son franchissement en tunnel) constitué de mailles aussi serrées que possible de fil barbelé (maximum 20 cm) solidement ligaturées à chaque angle. Ce panneau droit devait être complété par un réseau bas, l'entourant de part et d'autre.

109 Divers essais d'*herbicides* ont été faits, mais aucun n'a donné satisfaction. La puissance de la végétation en Indochine n'aurait pu être vaincue que par un emploi massif de ces produits, rendant la défense prohibitive.

110 L'équipement d'un bloc central, avec ce dispositif, et les besoins d'énergie pour l'éclairage intérieur et la ventilation exigeaient un groupe électrogène de 5 à 8 kilowatts.

Lorsqu'il n'y avait pas de groupe électrogène, l'alimentation était obtenue par des batteries de 6 à 12 volts, périodiquement rechargées par des groupes électrogènes des transmissions.

L'expérience a montré que le projecteur idéal devait avoir un diamètre de 25 à 30 cm, une puissance de 500 watts, un pinceau utile de 50 mètres à 300 mètres.

---

1 Ouvrage *La guerre de libération et l'armée Populaire.*

2 *Aperçus sur la stratégie du Viêt-minh* – colonel X…

3 Colonel B… commandant de zone.

4 Colonel X… *Aperçu sur la stratégie du Viêt-minh.*

5 Capitaine X… chef du 3e Bureau d'un secteur.

6 Seul, un élément de 220 hommes sur les 1 700 partis de Sam Neua le 12 avril 1953, réussissait après 8 jours d'une marche épuisante à rejoindre groupé la Plaine des Jarres. Au cours des semaines suivantes un certain nombre de manquants purent être récupérés par nos maquis méos. On doit cependant mentionner que la cause essentielle de cet évanouissement de la garnison de Sam Neua fut le manque de cohésion de certaines unités autochtones.

7 Capitaine X… commandant de bataillon.

8 Colonel Y. commandant de G.M.

9 Voir les chapitres consacrés à cette question à la 3e partie de ce fascicule.

10 Capitaine V… commandant de bataillon.

11 En particulier, trop d'unités commettent l'erreur de s'installer pour la nuit à proximité des D.Z. de parachutage de ravitaillement.

12 Un délai d'une heure avant la chute du jour doit constituer un maximum.

13 Voir chapitre consacré aux actions en forêts.

14 Rapport du Haut commandement en Indochine.

15 Chef de bataillon X… commandant de bataillon.

16 Chef de bataillon X… commandant d'un centre de résistance à Diên Biên Phu.

17 Chef de bataillon X... commandant d'un centre de résistance à Diên Biên Phu.

18 Par exemple : Tuyen Quang, lors de la colonne de 1949 ou Phu Doan lors de l'opération Lorraine en 1952.

19 C'est à cette opposition naturelle que les Plateaux du Centre Viêtnam durent leur longue tranquillité, et c'est à l'existence des Nungs que la bande côtière s'étendant de Hongay à Moncay dû son imperméabilité aux infiltrations Viêt-minh.

20 Cette pénétration des forces armées du Viêt-minh en haute région n'est pas la moindre preuve de leur faculté d'adaptation et de leur capacité d'entraînement ainsi que de la volonté de leur Haut commandement, car il était couramment admis que *le Vietnamien a horreur de la montagne et de la forêt et ne peut y vivre.*

21 Tel le maquis Meo de la région de Xieng Khouang qui permit en 1953 de recueillir de nombreux groupes épars de la colonne de Sam Neua dont le repli faillit être tragique.

22 Une extension de nos maquis était prévue pour octobre 1953 dans la région de Baxat, Binhlu, Chapa, Than Uyen. Pour la faciliter, il était apparu nécessaire de faire une diversion sur un objectif plausible et assez éloigné auquel s'accrocherait sérieusement l'adversaire : on choisit le double agglomération de Coc Leu – Laokay. Six cents partisans attaquèrent Coc Leu le 3 octobre avec l'appui de l'aviation et d'un commando parachutiste venu du delta tonkinois. Au cours de plusieurs attaques les partisans pénétrèrent dans la ville et appuyés par les bombardiers causèrent aux V.M. des pertes estimées à 150 tués et blessés.

23 Le Groupement Mixte d'Intervention (GMI) fut créé le 1er décembre 1953 pour mener la lutte sur les arrières adverses. Il remplaçait le Groupement des commandos Mixtes Aéroportés (GCMA).

24 La mise en place de l'armement, des munitions, etc. pouvant n'être réalisée qu'au déclenchement du soulèvement.

25 86 % de la superficie de l'Indochine est recouverte d'une végétation spontanée et très dense, qui prend les aspects de la forêt sur 47 % au moins du sol.

26 Sauf en forêt claire.

27 Sauf en forêt claire.

28 Capitaine X… commandant de compagnie.

29 Lieutenant Y…

30 Chef de bataillon Z… commandant un bataillon.

31 Chef de bataillon X… commandant un bataillon.

32 Colonel X… commandant d'un groupement mobile employé sur les Plateaux de janvier à juillet 1954.

33 Colonel X… commandant d'un groupement mobile employé sur les Plateaux de janvier à juillet 1954.

34 Chef de bataillon X… commandant un bataillon.

35 Le procédé suivant est préconisé par le capitaine X… *La colonne pose un bouchon, stoppe, fait un à gauche et avance en ligne, aussi légèrement que possible, d'une bonne centaine de mètres avant de reprendre sa direction. Une fausse piste est créée vers la droite.*

36 Une telle expérience n'a pas été faite en Indochine, mais en Malaisie et par les Anglais. Plusieurs rapports renferment d'ailleurs cette suggestion.

37 Chaque fois que des parachutages ont été faits de jour au profit d'une colonne, le V.M. pu ainsi identifier la présence de nos éléments.

38 On reproche, en outre, au canon de montagne sa complication et au canon sans recul les servitudes dérivant du crachement de flammes vers l'arrière.

39 Rappelons que ce mortier porte à 5 350 mètres et que son écart probable est seulement de 1,3 % de la portée. La plus lourde charge pèse 68 kg et cinq mulets transportent la pièce.

La caisse de 2 coups pesant 32,600 kg, un mulet peut donc transporter 4 coups. Ceci donne pour une compagnie de mortiers à 8 pièces, approvisionnées à 28 coups par pièce, environ 134 mulets.

40 Étude d'un colonel commandant un Groupement mobile.

41 Étude d'un colonel commandant un Groupement mobile.

42 Le chef de bataillon X… qui commandait un Groupement de plusieurs bataillons, précise qu'il faut *pallier l'absence d'artillerie et de toute possibilité de ravitaillement par voie terrestre ou fluviale en les faisant bénéficier d'un appui aérien feu et transport efficace par l'affectation d'un DIA à leur EM…*

43 Un convoi sur Dalat pu être attaqué avec succès par les V.M. à la fin de 1947 à peu de distance d'un poste, grâce au terrain excessivement couvert. Le colonel de Sairigné devait y laisser la vie.

44 Ce système très coûteux fut cependant employé dans le Sud Viêtnam sur certains tronçons de route ou de voie ferrée particulièrement dangereux. Il se révéla excellent. (Route Thu Dau Mot à Loc Minh, par exemple. Ou encore partie de la route de Bien Hoa à Baria).

45 La difficulté des interventions aériennes en zone boisée n'est pas à souligner. En fait, seul le marquage des objectifs par un appareil léger d'observation permet aux chasseurs de traiter efficacement l'ennemi et d'éviter les méprises.

46 Nous en eûmes un exemple à la fin de juin 1954 quand le convoi d'un groupement mobile fut surpris. Les pertes s'élevèrent à 50 tués, 253 blessés, 771 disparus et 240 véhicules détruits (dont le matériel d'un groupe d'artillerie).

47 Une partie du trafic pouvant se faire par voie du Mékong jusqu'à Kratie.

48 Attaques des terrains d'aviation du Tonkin : Gialam le 3 novembre 1948 et le 4 mars 1954 – Cat Bi le 7 mars 1954 – Doson le 1er février 1954.

Coups de main sur l'École de cadres vietnamiens de Namdinh le 30 avril 1953, sur le P.C. de l'élément divisionnaire n° 3 à Thai Binh le 4 décembre 1953.

Destructions aux dépôts de munitions de Kien An le 21 mars 1953, de Phu Tho le 2 juin 1954 – Aux dépôts d'essence de Doson en 1953 – de Thong Ly en juin 1953 – de Nhatrang en janvier 1954, etc.

49 Bilan des destructions réalisées : 6 locomotives – 240 wagons – un atelier de réparation.

50 Bilan : 1 000 fusils mitrailleurs – 255 armes individuelles – 6 camions – 250 pneus – 18 000 litres d'essence 55 moteurs – 1 tonne de munitions et un matériel considérable.

On peut citer également l'opération aéroportée *Mars* effectuée en mars 1951 sur des ateliers et dépôts Viêt-minh au Sud Viêtnam.

51 Par exemple, les raids des commandos du Nord Viêtnam pour détruire les dépôts de munitions V.M. dissimulés dans les calcaires de la Baie d'Along Terrestre.

52 Préparation de l'opération *Hirondelle* d'après le rapport du commandement des TAP sur les enseignements à tirer de la campagne.

Le succès de l'opération étant conditionné par le secret de sa date et de son point d'application, tout le travail de préparation sera conduit avec une discrétion absolue par le commandant de Groupement assisté simplement d'un officier du 2e Bureau. Les ordres du 3e Bureau ne seront rédigés qu'à partir du 15 juillet.

Entre le moment du briefing général et celui de l'embarquement, des mesures draconiennes seront prises afin d'éviter toute indiscrétion par contact avec l'extérieur.

Les unités seront alertées du 16 à 14 heures et consignées dans leur cantonnement. Le briefing du commandant des troupes aéroportées aura lieu le 16 à 15 heures.

Les commandants des unités subordonnées disposeront d'une heure pour effectuer leur briefing particulier... Les premiers décollages auront lieu à 7 h 00 le lendemain.

53 En outre, les possibilités des TAP étaient limitées par l'obligation de récupérer les parachutes (Cf. chapitre TAP).

54 Il apparaît inutile de mentionner l'intérêt évident qu'aurait offert l'emploi de l'hélicoptère.

55 C'était le cas du fameux commando Van den Berghe.

56 Le seul échec sérieux qu'ait subi l'ennemi eut lieu lors du raid sur le dépôt de munitions de Kien An, le 21 avril 1953. Une partie des éléments ayant pris part à l'action fut interceptée par nos forces, alors qu'ils tentaient de rejoindre le Tienlang. Les pertes V.M. se soldèrent par 300 tués dénombrés, 139 prisonniers et un important armement.

57 La lecture de ce chapitre sera utilement précédée par celle du chapitre XIII de la 4e partie sur les *Formations fluviales*.

58 À l'exception d'une flottille d'une douzaine de bâtiments de type divers (bacs, remorqueurs, etc.), dont l'un était armée d'un canon de 75 mm antiaérien récupéré sur l'aviso *Amiral Charner,* qui fut rencontrée et prise au cours d'un raid effectué entre Rac Gia et Camau en février 1946 par une section du 6e RIC embarquée sur 2 Loa.

59 Rapport de l'amiral commandant les forces Maritimes en E.O.

60 Dans les cours d'eau étroits et sur certains canaux, l'ennemi édifia également des barrages pour couper toute navigation.

61 Également parce que ce type de mine était de réalisation plus facile.

62 Amiral commandant les FMEO.

63 Amiral commandant les FMEO.

64 Parfois même sur plusieurs kilomètres, comme lors du combat de la boucle du Day en novembre 1952, où une vingtaine de pièces de 75 mm et

de 57 mm et plus de 150 armes automatiques étaient égaillées sur 7 kilomètres.

65 Amiral commandant les FMEO.

66 Amiral commandant les FMEO.

67 Amiral commandant les FMEO.

68 Amiral commandant les FMEO.

69 C'était le cas notamment sur certaines voies d'eau du Tonkin.

70 Amiral commandant les FMEO.

71 Amiral commandant les FMEO.

72 Amiral commandant les FMEO.

73 Tel l'engagement du 27 mars 1954 au kilomètre 85 du fleuve Rouge moyen.

74 Amiral commandant les FMEO.

75 Il en résultait la nécessité d'un entraînement poussé à la navigation nocturne.

76 Le front normal de débarquement était généralement de 150 à 200 mètres.

77 Amiral commandant les FMEO.

78 *On comptait deux à trois LCM par compagnie, pour laisser aux troupes toute aisance de mouvement au moment du beaching. Les compagnies de choc étaient soit les CLA des Dinassauts, soit des détachements spécialement constitués par les bataillons à débarquer.*

79 Amiral commandant les FMEO.

80 Amiral commandant les FMEO.

81 Amiral commandant les FMEO.

82 Il est à noter que le Viêt-minh n'a jamais utilisé des brûlots dérivant qui auraient pu être très dangereux.

82b Ce dernier n'est concevable qu'en zone suffisamment contrôlée afin de réduire les risques de harcèlement par armes automatiques ou par mortiers.

83 Réalisables au moins dans les eaux saumâtres des deltas.

84 Amiral commandant les FMEO.

85 Le procédé du filet portatif amarré en pointe à la berge et maintenu par un tampon à l'arrière du bâtiment beaché a été essayé en 1952 à la 1er Dinassaut. Il a été finalement abandonné pour les mouillages occasionnels, comme incompatible avec la nécessité de pouvoir appareiller sans délai.

86 Amiral commandant les FMEO.

87 Lieutenant-colonel X... *Les opérations amphibies en Indochine.*

88 En outre, les forces terrestres manquant généralement de l'entraînement amphibies nécessaire, il n'était pas fait d'assauts contre des positions du littoral susceptibles d'être solidement défendues, mais une simple mise à terre sur des plages non tenues quoique souvent minées, la formation tactique étant prise sur le rivage, après regroupement des unités. (capitaine de vaisseau commandant la division navale d'Extrême-Orient).

89 Capitaine de vaisseau, commandant la division Navale d'Extrême-Orient.

90 Jusque-là nous ne pouvions transporter que des petits engins sur des tenders d'aviation ou par des moyens de fortune.

91 Au cours de l'année 1952 les opérations *Quadrille – Cabestan – Caïman* avaient été effectuées.

92 Général commandant en chef.

93 Capitaine de vaisseau commandant la division Navale d'E.O.

94 Elles visaient à prolonger l'opération *Atlante* par une série d'offensives similaires.

95 Capitaine de vaisseau commandant la division Navale d'E.O.

---

1 Capitaine… commandant de compagnie.

2 Chef de bataillon… commandant de bataillon.

3 Chef d'escadron… commandant un Groupe d'artillerie de G.M.

4 Par exemple le Groupement Vaudrey au Moyen Laos en 1954.

5 Chef de bataillon X… commandant un bataillon au NVN.

6 Le trimestre choisi (mai-juin-juillet) correspond à une période d'activité moyenne, puisque les grandes opérations avaient lieu surtout durant les six mois d'hiver.

7 Le trimestre choisi (mai-juin-juillet) correspond à une période d'activité moyenne, puisque les grandes opérations avaient lieu surtout durant les six mois d'hiver.

8 Capitaine Y… commandant de compagnie.

9 Chef de bataillon X… commandant un bataillon au Tonkin.

10 Capitaine Y… commandant un bataillon en Annam.

11 Lieutenant Z… Adjoint à un commandant de G.M.

12 Cette formule trouvait encore à la fin des hostilités de chauds partisans.

13 Colonel… commandant de G.M.

14 Chef de bataillon X… commandant un bataillon.

15 Lieutenant-colonel FD… commandant de G.M.

16 Colonel B… commandant de G.M.

17 Lieutenant X… Adjoint à un commandant de compagnie.

18 Capitaine X… E-M d'un G.M.

19 Colonel N… commandant de zone.

20 Colonel Q… commandant de G.M.

21 Colonel M… commandant de G.M.

22 Colonel M… commandant de G.M.

23 Lieutenant S… commandant de compagnie.

24 Colonel… commandant de G.M.

25 Commandant… chef d'E-M de G.M.

26 Capitaine L… E-M.

27 Colonel C… commandant de G.M.

28 L'utilisation des canons de 75 S.R. dans les régions accidentées est cependant très controversée. En fait, le problème des appuis de feux dans de telles régions n'a pas encore reçu de solution satisfaisante (Cf. 3e partie : *actions en forêt*).

29 Colonel B… ancien commandant de G.M. et de zone.

30 Le commandement des forces Maritimes d'Extrême-Orient souhaite également la création d'unités transportées par voie fluviale, ayant le volume d'un G.T. et propose – au cas où le principe du *groupement Mixte Combiné* serait retenu, l'idéal serait de lui intégrer un groupement tactique à 3 bataillons de Légion étrangère et un escadron amphibie.

31 Lieutenant X…

32 Voir chapitre… *Mise et maintien en condition des unités.*

33 Colonel B… commandant de G.M.

34 Colonel B… commandant de G.M.

35 Colonel B… commandant de G.M.

36 Un homme blessé une heure ou deux avant le crépuscule était presque toujours condamné à rester jusqu'au lendemain matin dans l'attente d'un hélicoptère ; car un brancardage de plusieurs heures en rizière ou en brousse l'aurait tué à coup sûr.

37 À l'exception des Tabors marocains.

38 La compagnie de combat disposait en outre d'une Section de commandement et d'une section lourde.

39 Capitaine V… commandant de compagnie. L'ordre quaternaire diminuait toutefois la puissance de feu de la compagnie d'un fusil-mitrailleur. Celui-ci servait souvent à armer le groupe de protection, que la plupart des commandants de compagnie conservaient à leurs côtés.

40 Chef de bataillon G… commandant de bataillon et de quartier.

41 Capitaine A… commandant le bataillon.

42 Chef de bataillon G… commandant de bataillon et de quartier.

43 Capitaine N… commandant de compagnie.

44 Lieutenant R… commandant de compagnie.

45 Capitaine J… commandant de compagnie.

46 Tiêu Doan Kinh Quân (bataillon Léger).

47 Capitaine L… adjoint à commandant de bataillon.

48 Lieutenant C… commandant de compagnie.

49 Capitaine N… commandant de compagnie.

50 Dans certains territoires, des Écoles de Cadres supplétifs furent créées et fournirent d'excellents gradés. Mais ils étaient en nombre insuffisant.

51 Colonel N…, commandant de zone. Encore faut-il que cette instruction soit dirigée et contrôlée.

52 Le Lieutenant-colonel X… définit par une expression plus imagée, mais tout aussi juste, l'ensemble des missions qui peuvent être confiées à des supplétifs : *On leur demande en somme de battre l'estrade.*

53 Appelé aussi compagnie légère d'accompagnement (CLA).

54 Cf. chapitre consacré à la marine.

55 Chef de bataillon X… commandant les commandos du Nord Viêtnam.

56 Les remarques qui suivent ne s'appliquent pas aux commandos marine qui font figure d'exception. Le principe même de leur recrutement était d'ailleurs différent, car ces unités étaient constituées par du personnel ayant reçu en métropole une instruction spécialisée. Mais les commandos marine, eux non plus, ne furent pas toujours employés à bon escient.

57 Commandant X… chef des commandos du Nord Viêtnam.

58 Commandant X… chef des commandos du Nord Viêtnam.

59 L'École de Vat-Chay hérita des installations et des aménagements réalisés par le centre d'instruction commando du Nord Viêtnam. À Vat-Chay furent donc jumelés une École de cadres pour l'ensemble des FTEO et un centre d'instruction pour les commandos du Tonkin.

60 Deux ou trois centres plus modestes avaient été créés sur les autres territoires et commençaient seulement à fonctionner.

61 Voir deuxième partie – Chapitre I.

62 Rapport du commandant des troupes aéroportées d'Indochine.

63 Dont deux bataillons légionnaires.

64 En 1950 ce commandement changea de nom et devint *commandement des troupes aéroportées d'Indochine* ou TAPI – On créa, en même temps, un commandement des troupes aéroportées nord pour coiffer toutes les formations du Tonkin.

65 Comportant un groupe d'artillerie parachutiste (75 mm sans recul) deux compagnies du génie et des éléments de transmissions et des services.

66 Chaque dossier comportait :

— les caractéristiques du terrain (dimensions, nature du sol, organisations défensives pouvant exister, voies de communication, etc.),

— des photos aériennes obliques et verticales,

— les renseignements sur les activités et les implantations ennemies dans la région,

— les possibilités de largage (soit par stick entier, par 1/2 stick, etc.),

— des renseignements météorologiques périodiques (pluies, prédominance des vents, etc.), 2 400 zones de saut furent ainsi cataloguées, dont 900 au Tonkin.

67 Rapport du commandant des troupes aéroportées d'Indochine.

68 C'est ainsi que le largage de trois bataillons dans la cuvette de Hoa Binh, prévu pour le 14 novembre 1951, fut retardé par le temps brumeux.

69 Rapport de 1950 sur l'emploi des troupes aéroportées.

70 Rapport du commandant du N^ième^ BCCP.

71 Rapport du commandant du N^ième^ BCCP.

72 Rapport du commandant des troupes aéroportées d'Indochine.

73 Il n'est pas inutile de noter qu'au cours de la guerre 1940-1945 le même fait s'était déjà produit et qu'il ne pouvait en être autrement. Les

Allemands furent très vite conduits à utiliser leurs divisions de parachutistes comme des grandes unités normales et les Anglo-saxons demandèrent à leurs divisions aéroportées de tenir certains secteurs du front.

74 Capitaine X… commandant d'unité parachutiste.

75 En dehors de la performance que représentent souvent un largage de personnel dans un poste de 50 mx50 m encerclé au plus près et des risques encourus (en 1949, 6 tués et blessés en l'air sur une section parachutée pour renforcer un poste en Cochinchine) il n'y a aucun enseignement à tirer d'un procédé qui consiste à faire passer par voie aérienne ce qui ne peut emprunter la voie terrestre, comme cela fut fait à grande échelle à Diên-Biên-Phu.

76 Les actions de dégagement proprement dites ont été rares. Elles ont consisté soit à larguer des unités sur les arrières des assaillants et à couper leurs communications (Nghia-Lo en 1952) soit à larguer des unités sur l'assaillant même (Nghia Do en février 1950 et Dong Khe en mai 1950).

Les deux dernières opérations furent les plus risquées. Elles ont toutefois réussi :

— parce qu'à Nghia Do, il a été possible de coiffer dès le début du largage un mamelon donnant la maîtrise du terrain.

— parce qu'à Dong Khe, les V.M. ayant déjà conquis le poste, ont abandonné le terrain emmenant garnison et matériel après avoir constaté que leur DCA très violente et efficace n'arrêtait pas le parachutage.

On peut donc admettre cependant que de telles affaires peuvent être tentées si :

— une très puissante intervention aérienne a réellement neutralisé la zone de saut.

— le poste secouru peut protéger de ses feux le regroupement des parachutistes. Mais la seule action admissible est un largage sur les arrières des assaillants.

77 C'est ainsi qu'il y eut 28 opérations de commandos en 1948-1949 et trois seulement en 1953. Toutefois en 1952 il y eut encore 9 raids aéroportés en Cochinchine et au Laos.

78 Groupement de commandos mixtes aéroportés.

79 Voir chapitre consacré aux maquis.

80 Voir chapitre consacré à cette étude.

81 Rapport du commandement des troupes aéroportées.

82 Malheureusement ces perspectives s'ouvrirent durant le premier semestre 1954, c'est-à-dire au moment où la bataille de Diên Biên Phu et les opérations du Moyen Laos polarisaient toute l'activité de notre aviation de transport.

83 Rapport du commandement des troupes aéroportées.

84 Successeur du GOMA.

85 Rapport du commandant des troupes aéroportées.

86 Capitaine X… commandant d'escadrons de chars.

87 Le comportement des matériels sera traité au fascicule III.

88 *Or c'est précisément le contraire, le pourcentage des unités de cavalerie dans la Légion est très inférieur à la moyenne réalisée dans le corps de bataille (deux régiments étrangers de cavalerie pour six régiments étrangers d'infanterie).* Lieutenant-colonel X… commandant de sous-groupement.

89 Lieutenant-colonel X… commandant un sous-groupement blindé.

90 Lieutenant-colonel X… commandant un sous-groupement blindé.

91 On a pu vérifier, s'il en était encore besoin, que la plus petite unité pouvant vivre d'une façon autonome était l'escadron.

92 Lieutenant-colonel X… commandant un sous-groupement blindé.

93 Lieutenant-colonel X… commandant un sous-groupement blindé.

94 Alors qu'au Nord Viêtnam les unités blindées appartenaient en totalité à la réserve générale et pouvaient être mises temporairement à la disposition d'un commandant de secteur, il existait sur les autres territoires des unités affectées en propre aux commandements territoriaux.

95 À noter qu'aucun *tank dozer* n'existait en Indochine. La présence d'un bulldozer sur sa remorque, avec son tracteur, était donc une lourde sujétion pour le sous-groupement, lorsque celui-ci en était doté.

96 *Enseignements de la guerre d'Indochine concernant l'arme blindée* rédigés par l'inspection de l'ABC.

97 Les tableaux d'effectifs prévoyaient trois pelotons à cinq chars et deux chars de commandement, mais pratiquement l'organisation adoptée fut presque toujours : Quatre pelotons à quatre chars et un seul char de commandement (bien qu'un second eut été souhaitable).

98 Solution préconisée par l'inspection de l'ABC dans son rapport sur les enseignements de la campagne.

99 L'inspection a également souligné que l'adoption de l'ordre quaternaire aurait dû s'accompagner d'un aménagement des dotations en matériel radio de l'escadron (sept postes ANPRC 10 au lieu de cinq).

En outre la garde des véhicules des escadrons portés sur GMC aurait été rendue plus efficace par l'attribution d'un fusil-mitrailleur en surdotation (10 F.M. au lieu de 9).

100 Certains cadres ont même demandé la création de deux escadrons distincts.

101 Deux half-tracks.

102 L'inspection de l'ABC demandait que ce peloton comprenne trois autos mitrailleuses et trois scout-cars.

103 La dénomination exacte des crabes était Cargo Carrier : 29 C. Celle des alligators : LVT 4 ou 4 A.

104 Notice du commandement des FTSV sur les unités amphibies.

105 Au 1er régiment étranger de cavalerie.

106 Notice du commandement des FTSV sur les unités amphibies.

107 Au 1er régiment étranger de cavalerie et au 1er régiment de chasseurs.

108 Notice du commandement des FTSV sur les unités amphibies.

109 Les crabes devaient être transportés sur camions GMC et les alligators sur porte-chars. À moins qu'on ne charge le matériel sur des chalands.

110 Grâce aux *acrobaties* auxquelles s'est livré le personnel des groupements ceux-ci n'ont pas été indisponibles plus de deux jours sur cinq (lieutenant-colonel X… commandant un groupement amphibie).

111 Lieutenant-colonel X… commandant de groupement.

112 Lieutenant-colonel X… commandant de groupement.

113 Lieutenant-colonel Y… commandant de groupement.

114 Lieutenant-colonel Z… commandant de groupement.

115 Voir chapitre consacré aux formations fluviales.

116 Lieutenant X… commandant un escadron de vedettes.

117 Il pouvait posséder, en outre, une ou deux compagnies de supplétifs organiques, habituées à opérer avec les chars.

118 Souvent une compagnie de supplétifs était affectée en propre à un escadron d'auto-mitrailleuses.

119 L'articulation du peloton en trois patrouilles de deux véhicules a donné satisfaction.

120 Les TD étaient transformés par l'adjonction d'un toit de tourelle et d'une mitrailleuse de capot, l'équipement radio était également modifié.

121 Quatre escadrons de TD, répartis sur toute la superficie du delta tonkinois n'étaient soutenus que difficilement par les services du régiment car celui-ci ne possédait pas le matériel d'escorte et de liaison permettant la mise en œuvre de ses moyens logistiques.

122 L'exemple de l'aérotransport du char M.24 est particulièrement frappant. Celui-ci était réparti, après démontage, en 82 fardeaux dont le plus lourd, la caisse, pesait 4 600 kilos. Deux Bristols et cinq Dakotas étaient nécessaires à son enlèvement.

123 Un peloton de cinq chars M.24 à Luang-Prabang, un escadron de chars M5-M8 en Plaine des Jarres.

124 Cet escadron se composait de trois pelotons à trois chars M.24 et d'un char de commandement.

L'un des pelotons mis en place au centre de résistance *Isabelle* fut rapidement coupé du reste de l'escadron.

125 Rapport sur l'action des chars M.24 dans la bataille de Diên Biên Phu.

126 Il fut envoyé, par exemple, à Diên Biên Phu plus de 200 000 coups de 75 Gun du 7 décembre au 7 mai ; ce qui représente environ 8 fois le poids des chars.

127 Tous les chars sans exception ont été sabotés par les équipages le 7 mai. L'optique, l'armement collectif, la radio ont été brisés ou jetés à l'eau, les culasses des canons démontées et enterrées, l'âme des tubes détériorée avec des grenades incendiaires. Les tableaux de bord, delcos, carburateurs, filtres ont été brisés à coups de masse. En outre plusieurs grenades explosèrent dans les compartiments moteurs.

La participation d'un char au défilé de la victoire organisé par l'ennemi ne fut possible qu'en prélevant sur l'ensemble des chars les pièces nécessaires à la remise en état provisoire d'un seul moteur. Encore la tourelle et l'armement étaient-ils sabotés. Ce char était absolument inapte au combat. (Rapport sur les chars M.24 dans la bataille de Diên Biên Phu).

128 Enseignements de la campagne d'IC concernant l'ABC (Inspection de l'ABC en Indochine).

129 Il ne s'agit ici que des procédés réellement employés au cours de la campagne, les dispositifs qu'il aurait été souhaitable de voir réaliser seront mentionnés dans le fascicule III.

130 La confection de toits en grillage pour protéger les véhicules à ciel ouvert contre le jet des grenades relève de préoccupations analogues.

131 L'exemple de l'attaque du poste de Le Khu déjà cité a illustré cette incapacité d'assurer la nuit la défense rapprochée des engins blindés.

132 Capitaine X… adjoint au lieutenant-colonel commandant le sous-groupement blindé n° 3.

133 Capitaine X… commandant un escadron de reconnaissance AM.

134 Colonel X… commandant de régiment de reconnaissance.

135 Capitaine X… commandant le groupe d'escadrons portés d'un sous-groupement blindé.

136 La présence sur la tourelle d'une arme automatique de défense rapprochée, dotée d'un bouclier mettant son servant à l'abri, s'est également révélée utile.

137 Lieutenant-colonel X… commandant un régiment blindé.

138 Colonel X… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

139 Chef d'escadron… commandant un groupe de G.M.

140 Colonel Y… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

141 Capitaine… commandant l'artillerie d'un secteur NVN.

142 Capitaine Z… E.M. de l'artillerie des FTNV.

143 Général commandant l'artillerie des FTEO.

144 Capitaine Z… E.M. de l'artillerie des FTNV.

145 Général commandant l'artillerie des FTEO.

146 Capitaine Z… A.M. de l'artillerie des FTNV.

147 Colonel X… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

148 Colonel X… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

149 Lieutenant… commandant de batterie d'A.P.

150 P. Dannaud : *Guerre Morte*.

151 Lieutenant… commandant d'une section puis batterie d'A.P.

152 Lieutenant… commandant d'une section puis batterie d'A.P.

153 Lieutenant… commandant d'une section puis batterie d'A.P.

154 Il existait même une batterie de 155 mm GUN au Tonkin.

155 Général commandant l'artillerie des FTEO.

156 Note sur l'emploi de l'artillerie du 15.11.1946.

157 Colonel X… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

158 Colonel… commandant l'artillerie des FTSV.

159 Colonel X… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

160 Général… commandant l'artillerie des FTSV.

161 Général… commandant l'artillerie des FTSV.

162 Colonel X… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

163 Colonel X… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

164 Général… commandant l'artillerie du Nord Viêtnam.

165 Chef d'escadron… commandant un groupe de G.M.

166 Chef d'escadron… commandant de groupe.

167 Lieutenant… officier de liaison, orientateur – observateur d'un groupe de G.M.

168 Le problème des matériels et en particulier le cas du SCR 609 poste de DLO, sera traité au fascicule III.

169 Colonel… commandant l'artilleur de la 3e DMT.

170 Chef d'escadron… commandant un groupe de G.M.

171 Colonel… commandant l'artillerie du GOML puis des FTSV.

172 Général… commandant l'artillerie des FTEO.

173 Colonel… commandant l'artillerie des FTCV puis une A.D.

174 Colonel… commandant l'artillerie des FTCV puis une A.D.

175 Colonel… commandant l'artillerie des FTCV puis une A.D.

176 Chef d'escadron… commandant un groupe de G.M.

177 Capitaine… commandant de batterie.

178 Bulletin de renseignements – n° 885/FTNV/2 du 25 février 1954.

179 Lieutenant-colonel commandant l'ALOA des FTEO.

180 Lieutenant-colonel commandant l'ALOA des FTEO.

181 Lieutenant-colonel commandant l'ALOA des FTEO.

182 Lieutenant-colonel commandant l'ALOA des FTEO.

183 Lieutenant… observateur en avion.

184 Le général G…, notamment, usait ainsi du Morane et fit école au Tonkin.

185 Chef d'escadron… commandant l'ALOA des FTEO.

186 L'avion Cessna L.19 peut être armé de rockets, mais il ne fut mis en service en Indochine que vers la fin des hostilités (voir fascicule III).

187 Lieutenant-colonel commandant l'ALOA des FTEO.

188 Lieutenant… observateur.

189 Dans la plupart des cas les demandes d'intervention aérienne mentionnent qu'un avion d'observation assurera le guidage. Il n'y a alors aucune demande particulière à formuler.

190 Chef d'escadron commandant l'ALOA des FTEO.

191 Chef d'escadron commandant l'ALOA des FTEO.

192 Chef d'escadron commandant l'ALOA des FTEO.

193 Chef d'escadron commandant l'ALOA des FTEO.

194 Lieutenant X… observateur en avion.

195 Ce délai était très variable : une demi-heure quand l'avion était en attente au sol, appareil radio en place. Plusieurs heures s'il fallait caler le poste radio sur une fréquence déterminée, alerter l'équipage…

196 Capitaine… commandant un GAOA.

197 Lieutenant… observateur en avion.

198 Un groupe d'avions d'observation d'artillerie (GAOA) à 3 pelotons de 6 appareils avait 19 officiers, 50 sous-officiers et 88 hommes de troupe (total 166).

199 Lieutenant-colonel commandant l'ALOA des FTEO.

200 Lieutenant-colonel commandant l'ALOA des FTEO.

201 Lieutenant… observateur en avion.

202 Expressions souvent relevées dans les rapports.

203 Expressions souvent relevées dans les rapports.

204 Expressions souvent relevées dans les rapports.

205 Il était prévu que la 65e escadre comprendrait : un commandement d'escadre, un escadron d'hélicoptères légers à 25 appareils, un escadron d'hélicoptères moyens à 25 appareils, un escadron de maintenance

technique. En fait, elle atteignit seulement un total de 28 appareils après le cessez-le-feu.

206 Rapport du commandant de l'Air en Extrême-Orient de mars 1955.

207 Chef de bataillon X… commandant le GFH (groupement des formations d'hélicoptères).

208 Chef de bataillon X… commandant le GFH (groupement des formations d'hélicoptères).

209 Chef de bataillon X… commandant le GFH (groupement des formations d'hélicoptères).

210 Chef de bataillon X… commandant le GFH (groupement des formations d'hélicoptères).

211 Chef de bataillon X… commandant le GFH (groupement des formations d'hélicoptères).

212 À la date du 31 juillet 1954, on pouvait compter 10 820 blessés ou malades évacués, 38 pilotes et 80 évadés récupérés, pour un total de 5 400 sorties correspondant à 7 040 heures opérationnelles.

213 Rapport du commandant de l'Air en Extrême-Orient de mars 1955.

214 Chef de bataillon X… commandant le GFH.

215 Rapport du commandant de l'Air en Extrême-Orient de mars 1955.

216 Chef de bataillon X… commandant le GFH.

217 Chef de bataillon X… commandant le GFH.

218 Chef de bataillon X… commandant le GFH.

219 Sur ces 42 appareils, 9 furent réexpédiés sur la métropole.

220 Cette altitude permet une minute et demie de vol en autorotation et un atterrissage précis à plus d'un kilomètre.

221 Rapport du commandant de l'Air en E.O. de mars 1955.

222 Convention de Genève du 12 août 1949, chapitre III, articles 19-20-35-36.

223 Rapport du commandant de l'Air en E.O. de mars 1955.

224 Rapport du commandant de l'Air en E.O. de mars 1955.

225 Chef de bataillon X… commandant le GFH.

226 Note sur l'emploi des hélicoptères en guerre Coloniale – groupe d'études tactiques interallié – 26 mai 1953.

227 Rapport de mars 1955.

228 À titre d'indication voici les dotations de l'aviation de l'armée de Terre, dans chaque division aux États-Unis.

	Avions biplaces	Avions multiplaces	Hélicop-tères	Total
Q.G. de la division	1	2	3	6
Transmis sions de la d.i.				
Génie			3	6
Pour 3 ri.	3			
Pour l'a.d. + 4 bataillons d'artillerie	9	1	1	11
Total	13	3	10	26

(Renseignements tirés d'une étude publiée dans la revue *Officers Call.*

229 Rapport sur les opérations du général commandant le génie en E.O.

230 Lieutenant-colonel X… commandant le génie au Tonkin.

231 Le bataillon de service comprenait :

— un état-major et une compagnie des Services généraux de l'unité ;

— une compagnie d'équipement ;

— une compagnie de parc et atelier ;

— une compagnie de transport de pont.

232 Chaque compagnie comportait notamment :

— une section d'atelier et d'engins ;
— une section d'exploitation de carrières ;
— une section de transport ;
— une section de travaux.

233 Capitaine X... du commandement du génie des FTNV.

234 À titre d'exemple il n'y avait pas moins de 20 marques de groupes électrogènes, comportant au total 42 types d'appareils.

235 Rapport du général commandant le génie en E.O.

236 Rapport du colonel X... ancien commandant du génie en E.O.

237 Le service du matériel était dirigé par un sous-directeur du matériel résidant à Saïgon. Il était chargé de pourvoir en matériel du génie aux besoins de chaque territoire. Le service des bâtiments comprenait dans tous les territoires des chefferies et une sous-direction juxtaposées au commandement du génie.

238 Rapport du général commandant le génie en E.O.

239 Rapport du général commandant le génie en E.O.

240 Chef de bataillon X... commandant un bataillon adapté à une division de marche au Tonkin.

241 Voir fascicule III.

242 Voir fascicule III.

243 Colonel X... ancien commandant du génie en E.O.

244 Colonel X... ancien commandant du génie en E.O.

245 À Diên Biên Phu il fut cependant acheminé par avion :

— 2 877 tonnes de fils de fer barbelés et de piquets,

— 150 tonnes de bois,

— 28 tonnes de mines et de charges plates.

Enfin les 760 tonnes de plaques PSP, nécessaires à l'aménagement de la piste d'atterrissage, furent transportées au début de notre installation dans la cuvette de Diên Biên Phu.

246 À la Plaine des Jarres, par exemple, les trois bulldozers qui avaient servi à l'aménagement de la piste d'atterrissage durent être laissés sur place ; de même à Nam Bac.

247 Colonel X… Conférence sur les servitudes d'infrastructure propres au théâtre indochinois.

248 La force portante des ponts était seulement de 6 tonnes et n'atteignait 12 tonnes que sur les très grands axes.

En outre, la voie exiguë des ouvrages d'art interdisait le passage des véhicules militaires modernes.

249 Tranchées transversales, larges d'environ un mètre mais espacées de 3 à 5 mètres et laissant un passage étroit pour la circulation des piétons.

250 Tel fut le cas de la R.C.6, délaissée en 1950 et utilisée de nouveau en 1951 pour l'opération de Hoa Binh.

251 Colonel C… ancien commandant du génie en E.O.

252 Rapport du général commandant le génie en E.O.

253 Ou d'un matériel analogue, que le génie fit fabriquer en Indochine.

254 Rapport du général commandant le génie en E.O.

255 En outre les ponts permanents, qu'ils soient fixes ou flottantes, nécessitèrent tout un dispositif de protection pour compléter l'action des blockhaus construits sur les berges : éclairage des abords de l'ouvrage, filet tendu en amont et même en aval pour arrêter les embarcations et les nageurs d'assaut, jupes métalliques entourant les piles et les culées et descendant jusqu'au fond de la rivière.

256 Lieutenant-colonel X… ancien commandant du génie au Tonkin.

257 Le réseau routier d'Indochine était environ 50 fois moins riche qu'en France.

258 Chef d'escadron X… commandant un groupe de transport.

259 320 sous-officiers et conducteurs.

260 100 sous-officiers et conducteurs.

261 Chef d'escadron X… commandant un groupe de transport.

262 Sous-lieutenant Y… chef de peloton.

À titre d'exemple de la nécessité d'une riposte immédiate avec des engins à tir courbe, voici le récit d'une embuscade qui eut lieu en 1954 et qui nous causa des pertes particulièrement sévères en terrain boisé.

À 13 heures le N^{ème} bataillon parvenu à hauteur de X… se heurte de front à un bouchon ennemi estimé à la valeur d'un bataillon et installé à cheval sur la route. Un combat violent s'engage.

Au même moment un autre bataillon rebelle installé en positions enterrées et camouflées au nord de la route et à environ 700 mètres à l'est déclenche un tir extrêmement violent d'armes lourdes et de SKZ sur la deuxième rame du convoi. En quelques minutes sous la violence du feu qu'intensifie encore l'explosion des munitions d'artillerie, la totalité des véhicules qui constituaient la rame sont détruits.

263 Rapport du général commandant le train des FTEO.

264 Rapport du général commandant le train des FTEO.

265 Il s'agit du bât « *Proton* ».

266 Rapport du général commandant le train des FTEO.

267 Les camions amphibies DUKW essayés dès 1948 ne rendirent pas de grands services.

268 Lieutenant Y… chef de peloton.

269 Rapport du général commandant le train des FTEO.

270 Elles étaient renforcées de main-d'œuvre locale et disposaient de plus de 200 camions.

271 Voir chapitre consacré au contrôle des axes.

272 Voir chapitre consacré au contrôle des axes.

273 Voir chapitre consacré au contrôle des axes.

274 Voir chapitre consacré aux actions en forêt.

275 Chef d'escadron X... commandant un groupe de transport. Cette citation est extraite d'un rapport où l'intéressé cite l'exemple d'un convoi de 249 véhicules.

276 « *Si soixante camions sont commandables sur routes par un chef de peloton, il n'en est plus de même quand les rames sont très tronçonnées* » (chef d'escadron X... commandant un groupe de transport).

277 Chef d'escadron Y... commandant un groupe de transport.

278 Notes sur le combat en Indochine du commandant en chef de mars 1954.

279 Au Tonkin dès le début de 1954 plus un seul couloir de sécurité ne put être garanti. C'est ainsi que le 12 mars 1954 à midi une compagnie, renforcée d'un peloton de half-tracks, fut décimée sur la route de Hanoï Haiphong près de Ban Yen Nhan bien que l'ouverture de route ait été faite.

280 Groupes de deux à quatre véhicules au maximum.

281 Par exemple sur certaines routes de Cochinchine.

282 Notes sur le combat en Indochine du commandement en chef de mars 1954.

283 Les lignes Saïgon-le-Cap, Saïgon-Phnom Penh, Saïgon-Mytho et Saïgon-Kratie étaient parfois quotidiennes.

284 Rapport du commandant du train en Indochine.

285 Rapport du général commandant le train en E.O.

286 Directement ou par l'intermédiaire des commandements adaptés de la marine et de l'Air.

287 Rapport du commandement des transmissions.

288 Les enseignements relatifs à l'exploitation et au matériel revêtant un caractère général sont traités au fascicule III.

289 Les enseignements relatifs à l'exploitation et au matériel revêtant un caractère général sont traités au fascicule III.

290 *L'expérience a confirmé qu'il y avait bien avantage à grouper une même unité, chaque fois que les considérations tactiques ne s'y opposaient pas, tous les moyens de transmissions existant dans un même territoire* (Rapport du commandant des transmissions en E.O.).

291 À noter également les excellents services rendus par les PFAT.

292 En particulier artillerie, Légion, ABC.

293 Rapport du commandement des transmissions en E.O.

294 Sur un territoire aux effectifs relativement faibles comme le Sud Viêtnam, on trouvait néanmoins 350 postes pour les liaisons territoriales et 450 pour les besoins propres des unités.

295 Au total un dizaine de milliers de postes étaient en service en Indochine. Il est regrettable qu'un dispositif de climatisation approprié n'ait pas été utilisé pour le stockage des piles, dont le ravitaillement n'a jamais été résolu d'une manière parfaitement satisfaisant.

296 À ces chiffres s'ajoutaient toutes les communications en phonie, dont le volume était excessivement important.

297 À la différence des théâtres d'opérations européens où l'utilisation des moyens PTT soulage considérablement les transmissions, surtout en ce qui concerne les télécommunications.

298 Certaines perturbations dues à des ruptures d'antennes ont cependant été constatées à Diên Biên Phu.

299 Interférence entre les différentes émissions.

300 Au Tonkin en particulier.

301 L'ANGRO.9 pouvant travailler entre 2 et 4 Mo s'est révélé un excellent poste sous tous les rapports.

302 Groupement opérationnel du Nord-Ouest.

303 Les servitudes de protection des aérodromes contre les sabotages et les harcèlements V.M. ne doivent pas être perdues de vue. On en trouvera l'exposé au chapitre consacré au contrôle des axes et des points sensibles.

304 Cette question sera traitée au fascicule III.

305 Voir chapitre consacré au génie : l'aménagement des aérodromes et terrains de circonstance.

306 Étude des FTNV sur l'appui aérien au Nord Viêtnam.

307 Il existait deux types d'appareils : les avions leader avaient un nez vitré et un viseur de bombardement ; les avions ailiers au nez plein n'avaient pas de viseur et tiraient en vol horizontal à l'imitation du leader.

308 Le tonnage des bombes larguées, tant par les formations de bombardement que par la chasse, suivit une progression croissante :

— 834 tonnes en 1949

— 3 004 tonnes en 1950

— 8 621 tonnes en 1951

— 9 361 tonnes en 1952

— 12 802 tonnes pour les sept premiers mois de 1954.

309 L'aviation de transport fut secondée à maintes reprises par la réquisition des avions des compagnies civiles exploitant les lignes intérieures d'Indochine.

310 Historique officiel de l'aéronautique navale en Indochine.

311 Par la suite la « *chasse aux jonques* » fut menée de concert avec des appareils de l'armée de l'Air. Elle aboutit à la quasi-suppression de tout trafic le long des côtes et à la destruction d'une bonne partie de la batellerie V.M.

312 Qui devint ultérieurement la 28 F., stationnée pour une partie au Tonkin et pour le reste en Cochinchine.

313 Historique officiel de l'aéronautique navale en Indochine.

314 Historique officiel de l'aéronautique navale en Indochine.

315 Chaque flottille participa en moyenne à deux campagnes. Il y eut ainsi les flottilles 1 F, 3 F, 9 F, 11 F, 12 F et 14 F.

316 Ces périodes se trouvaient coïncider en outre avec l'hiver et le printemps tonkinois, c'est-à-dire avec la phase des grandes opérations.

317 Historique officiel de l'aéronautique navale en Indochine.

318 Cette organisation du commandement répondait seulement à des fins opérationnelles. Pour toutes les autres questions et notamment pour la logistique les formations de l'armée de l'Air dépendaient du commandement de l'Air en Extrême-Orient à Saïgon, et les formations de l'Aéronavale du commandement des forces Maritimes en Extrême-Orient.

Le GATAC du Tonkin cependant, qui était placé sous les ordres d'un général de l'armée de l'Air, reçut des attributions logistiques vis-à-vis de toutes les unités de l'Air opérant au Tonkin.

319 Un colonel de l'armée de l'Air a résumé avec humour cette nécessité d'une liaison confiante, qui fera disparaître la défiance de certains aviateurs vis-à-vis de leurs employeurs terriens :

L'aviateur est un animal jaloux qui ne décollera que s'il en reçoit l'ordre d'un officier qualifié de l'armée de l'Air – il est prêt, pour sauvegarder l'autonomie de son arme, à prendre les positions les plus rigides.

C'est au sujet de l'appui de feux que nos états-majors ont le plus de mal à s'entendre.

Les fantassins, et c'est un souci bien naturel, voudraient voir l'aviation travailler au ras de leurs moustaches, de même qu'entre les deux grandes guerres, ils prétendaient faire travailler les chars collés à leurs premières vagues d'assaut. C'est une mission que nous ne refuserons jamais à des camarades en difficulté… Mais de grâce, qu'on ne nous demande pas de traiter des objectifs à portée de canons, de canons qui sont en place. Et puis une telle utilisation est contraire aux règles d'emploi de l'aviation.

320 Des stages étaient à cet effet organisés par les GATAC plusieurs fois par an.

321 L'ennemi d'ailleurs utilisait beaucoup les passages sur radiers.

322 30 à 40 bombes lancées en vol rasant ou en piqué étaient nécessaires pour exécuter une coupure.

323 Rapport des flottilles 3 F et 11 F de l'aéronavale.

324 Colonel X… de l'armée de l'Air.

325 Quelques bombardiers B.26 sont également intervenus en semi-piqué.

326 Les formulaires de demandes d'appui aérien prévoyaient naturellement ces indications.

327 Les cartouches tirées par les armes de bord mesurent la décroissance des interventions en *strafing*. En 1949, 3 millions de cartouches furent tirées par les deux groupes de chasse existant alors et en 1952 il n'y en eut que 5 467 000 pour toutes les formations.

Pour les sept premiers mois de 1954 l'on en compta seulement 3 millions 1/2.

328 En 1950, où le napalm fut employé pour la première fois, 16 tonnes seulement furent larguées, mais il y en eut déjà 1 685 en 1951 et dans les sept mois de guerre de 1954 on en déversa 3 741 tonnes.

329 Rapport des flottilles 3 F et 11 F de l'aéronavale.

330 Il faut mentionner pour mémoire, la contrebatterie des pièces V.M. par les deux groupes de 105 mm et la batterie de 155 mm de la garnison.

331 Rapport des flottilles 3 F et 11 F de l'aéronavale.

332 Le chiffre de 16 000 heures de renseignements effectuées en 1951 est un chiffre énorme comparativement à l'activité de l'aviation de transport ou de l'aviation offensive. Cette disproportion tient précisément au fait que le Viêt-minh est parfaitement camouflé et qu'il faut beaucoup de temps pour le chercher. (colonel de M… de l'armée de l'Air).

333 Voir les chapitres consacrés au train et à l'ABC.

334 Voir les chapitres consacrés au train et à l'ABC.

335 L'un d'eux, transportant une compagnie du III/43e RIC ouvrit à lui seul un des axes fluviaux conduisant à Camau lors de l'offensive sur cette ville.

336 Opuscule du lieutenant-colonel X… paru en 1951 sur les « *opérations amphibies en Indochine* ».

337 Il fallut y ajouter plus tard un groupe de dragage.

338 Capitaine de vaisseau X… commandant la marine au Centre Viêtnam.

339 Amiral commandant les Forces maritimes d'Extrême-Orient.

340 Capitaine de vaisseau X… commandant la marine au Centre Viêtnam.

341 Capitaine de vaisseau X… commandant la marine au Centre Viêtnam.

342 Amiral commandant les FMEO.

343 Amiral commandant les FMEO.

344 Amiral commandant les FMEO.

345 Nous utilisâmes un engin d'assaut (EA) qui était inspiré du LCVP mais qui ne donna pas satisfaction, et des vedettes FOM ainsi que des vedettes STCAN.

— Le bateau *Mytho,* qui était construit par le Service du matériel de l'armée, était en bois et dépourvu de blindage. La coque provenait de l'artisanat local et il était pourvu d'un moteur de jeep.

— Il s'est révélé un excellent engin de servitude dans les secteurs territoriaux sous réserve de ne pas l'exposer à des embuscades.

346 Amiral commandant les FMEO.

347 Commandant les forces fluviales du Sud Viêtnam (COFLUSIC). Ceci s'applique aux bateaux actuels, mais n'empêche pas de souhaiter la réalisation d'engins à fond plat plus résistants.

348 Amiral commandant les FMEO.

349 En période d'opérations ces dernières durent fournir un travail souvent écrasant. C'est ainsi, par exemple, que pendant la bataille de Diên Biên Phu chaque équipe de deux femmes arrivait à plier un parachute toutes les 7 minutes.

350 Ces dernières conduisaient et mettaient en œuvre les camions cinéma, qui chaque soir allaient offrir un spectacle dans les postes ou dans les bivouacs.

351 Ces dernières, qui étaient environ 70 à 80, furent particulièrement dignes d'éloges, sans parler d'Aline Lerouge, nombreuses furent les ambulancières qui méritent d'être citées.

352 Ces dernières appartenaient à l'armée de l'Air.

353 Pendant longtemps le régime des pensions d'invalidité ou de décès ne fut pas réglé.

354 En particulier chambres individuelles et non dortoirs – Foyers plus vastes et mieux compris – Organisation des loisirs (en particulier cours

d'enseignement ménager, cours de perfectionnement dans la spécialité pour accéder à divers brevets, sports collectifs, etc.).

355 Mlle X… chef de la section PFAT de l'E.M. du commandant en chef.

356 Leur nombre s'éleva jusqu'à 470 en 1954.

357 En particulier leur rythme saisonnier, marqué par la mousson.

358 Les surfaces couvertes furent toujours insuffisantes et les divers services durent recourir au stockage à l'air libre.

359 Par exemple, la base de Seno pour soutenir la campagne du Moyen Laos et celle de Quinhon pour permettre l'alimentation de l'opération Atlante.

360 Rapport de l'intendant général, directeur de l'intendance en E.O.

361 Toutefois l'utilisation des ressources du Japon et de l'Australie put à différentes reprises nous apporter la solution à certains problèmes. Mais le corps expéditionnaire n'en resta pas moins dépendant de territoires fort lointains.

362 Il est à souligner que l'ECMON de Saint-Denis, qui groupait jusqu'au 1er janvier 1953 toutes les commandes de l'Indochine et poursuivait leur réalisation et leur expédition, ne possédait pas ou peu de moyens de stockage ; d'où impossibilité de conserver des stocks prévisionnels et l'obligation d'expédier tout matériel réalisé, même s'il n'était plus utile.

363 Les stockages permettaient, en outre, de parer aux à-coups provenant des différences de consommation suivant l'intensité des opérations.

C'est ainsi qu'en période calme et dans les régions où ne se déroulaient pas habituellement des combats importants, le taux de ravitaillement atteignait seulement 4 kg par homme dont 0,2 pour les munitions, tandis qu'en période de crise et dans les zones de combat il fallait tabler sur 10 kg dont 4 kg260 au titre des munitions.

À Dien Bien Phu par exemple les taux furent de :

— 17 kg 750 pendant la phase de constitution des approvisionnements.

— 7 kg 740 durant la phase d'entretien précédant la bataille,

— 10 kg 600 (dont 6 kg 650 de munitions) durant la bataille.

364 *L'Afrika corps*, en 1941-1942, avait des véhicules spéciaux pour le désert.

365 Tonnage total aérotransporté à Diên Biên Phu : 21 600 tonnes (dont 5 000 parachutés) soit une moyenne de 130 tonnes par jour.

366 Évolution du tonnage mensuel parachuté pour l'ensemble de l'Indochine :

— moyenne mensuelle de 1953 : 1 700 T.

— moyenne en décembre 1953 : 2 200 T.

— moyenne en mars 1954 : 4 700 T.

— moyenne en avril 1954 : 7 000 T.

367 Rapport sur les enseignements de la guerre d'Indochine de l'intendant général, directeur général de l'Intendance des FTEO (avril 1955).

368 Ces groupes desservaient, en *ce* qui concerne l'intendance, un centre de ravitaillement opérationnel. Ce dernier comportait dans la majorité des cas un dépôt de vivres, un dépôt de munitions, un dépôt de matériel du génie.

369 Un groupe d'exploitation, soutenant 15 000 rationnaires, comprenait généralement un officier, 12 sous-officiers ou hommes spécialisés (dont 9 chefs de chantiers) et était renforcé par un nombre variable de conducteurs et une soixantaine de manœuvres (intendant X…). Il existait quatre groupes de ce genre au Tonkin.

370 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

Toutefois le directeur du service eut souhaité pouvoir adapter une intendance à chaque division de marche ou bien à chaque groupement atteignant un effectif de 15 à 20 000 hommes.

371 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

372 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

373 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

374 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

375 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

376 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

377 Sous-lieutenant X... officier des détails d'un bataillon.

378 Cependant plusieurs officiers se sont plaint d'effets mal coupés, mal ajustés, difficiles à adapter aux tailles variées des combattants.

379 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

380 Rapport du service de Santé.

381 Rapport du service de Santé.

382 Rapport du service de Santé.

383 Rapport du service de Santé.

384 Rapport du service de Santé.

385 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

386 Voir fascicule III.

387 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

388 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

389 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

390 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

391 Intendant militaire de 3e classe X…

392 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

393 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

394 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

395 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

396 Intendant militaire de 3e classe Y…

397 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

398 Rapport de l'intendant général, directeur général de l'intendance des FTEO.

399 Le présent document étant destiné à une large diffusion, ce chapitre renferme seulement les enseignements de nature à intéresser les états-majors et les corps de troupe, à l'exclusion des données relevant de la technique médicale proprement dite.

400 Une statistique d'ensemble des pertes en les classant d'après la nature des agents vulnérants ne refléterait qu'imparfaitement les différents aspects de la réalité, car l'armement mis en œuvre par l'adversaire a été extrêmement variable selon les époques et les territoires.

C'est ainsi qu'au début de la campagne : « *Sur trois hommes touchés, il y avait un mort et deux blessés. En outre, la proportion des blessés graves était anormale et celle des blessures de l'abdomen et du thorax inhabituelle (dix fois plus grande que pendant la campagne 1939-1945). Il s'agissait de tirs au visé par snipers, à courte distance, parfois avec des projectiles retournés…* »

Huit ans plus tard, si l'on prend par exemple les opérations qui se déroulèrent entre septembre 1953 inclus et mars 1954 exclus dans la zone Nord du delta tonkinois, la répartition des pertes était très différente : un tué pour quatre blessés. La guerre des mines avait fait son apparition et l'on devait mettre à son actif 75 % des tués et 56 % des blessés. À Diên Biên Phu, par contre, les pertes furent imputables essentiellement à l'artillerie et aux mortiers.

401 L'organisation et les missions des principales formations sont exposées au fascicule III, car la plupart des formules expérimentées en Indochine restent intéressantes sur un théâtre d'opérations européen.

402 Rapport de la direction des services sanitaires en E.O.

403 Rapport de la direction des services sanitaires en E.O.

404 Extraits de deux rapports de médecins de bataillon.

405 Capitaine X… commandant de Goum.

406 Le nombre total d'évacuations fut de 10 820, comme il est indiqué au chapitre consacré aux hélicoptères.

407 Rapport de la direction du service de Santé en E.O.

408 Rapport de la direction du service de Santé en E.O.

409 Rapport de la direction du service de Santé en E.O.

410 Rapport de la direction du service de Santé en E.O.

411 Rapport de la direction du service de Santé en E.O.

412 La toxicité des alcools locaux a augmenté les effets destructeurs de l'ingestion des apéritifs par une température élevée.

413 Le même problème se poserait en guerre européenne et les mises au point dans ce domaine ne doivent pas être oubliées.

414 Rapport de la direction du service de Santé en E.O.

415 La direction des Essences s'était constituée peu à peu un parc de 32 wagons citernes.

416 Quatre chalands citernes à fond plat de 200 tonnes furent construits.

417 Dans le même ordre d'idées on peut indiquer les pertes d'emballages importantes dues au manque de soins dans les unités : fûts et nourrices stockés dans la boue, bouchons mal fermés, voire ouverts, perception de graisse dans de vieilles boîtes de conserve, des caisses, ou de simples morceaux de papier. Ces négligences entraînèrent l'obligation de nettoyer systématiquement les emballages dans les dépôts. Compte tenu de l'importance des produits pétroliers dans la vie des unités modernes il y a une instruction des chauffeurs à faire pour obtenir qu'ils accordent aux produits et aux emballages un minimum d'attention.

418 À l'exception du dépôt de Tourane, qui fut presque entièrement détruit à la suite d'un sabotage en 1952 exécuté par du personnel civil autochtone appartenant à l'établissement.

419 La présence d'un nombreux personnel civil et souvent de prisonniers facilitait certainement l'action des rebelles (au dépôt d'Hanoï, par exemple, la main-d'œuvre comportait cent à deux cents prisonniers).

420 Il va de soi qu'il faut prévoir une garde, fournie par les troupes implantées du secteur, afin de garnir les miradors et surtout pour effectuer des patrouilles à l'extérieur.

Le personnel du dépôt assure les rondes à l'intérieur avec le secours, si possible, de chiens.

421 Un mur de 0,30 m a subi l'explosion d'une charge de plastic sans autre dégât qu'un écaillage superficiel entraînant la perte de l'étanchéité.

422 Les établissements de l'artillerie de Hanoï, Haiphong, HUE, Saïgon, etc.

423 Le tableau suivant résume l'évolution des moyens du service du Matériel :

424 Sections de réparation d'ALOA (SRALoa), compagnie de réparation d'engins fluviaux.

425 Ingénieur général X… Directeur du matériel des FTEO.

426 Ingénieur général X… Directeur du matériel des FTEO.

427 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

428 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

Les autochtones n'ont eu, en moyenne, qu'un rendement environ moitié de celui d'un ouvrier français de même spécialité. Les uns fournissaient la main-d'œuvre banale (du coolie au manœuvre ordinaire), les autres constituaient une main-d'œuvre spécialisée de valeur variable : les électriciens, peintres, bourreliers étaient bons, les tôliers, soudeurs, forgerons étaient très moyens.

429 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO – mars 1955.

430 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO – mars 1955.

431 Il y eut ainsi 27 unités, surtout de l'ABC et du train, autorisées à faire du 3e échelon.

432 Ingénieur général directeur du service du Matériel des FTEO.

433 Matériels français, américains, britanniques, allemands, fournis par des voies très diverses, venant parfois du Japon, d'Australie, de l'Inde…, avec des délais souvent imprévisibles. Cette situation s'était nettement améliorée à la fin du conflit.

434 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

435 En 1954 : 96 000 tonnes réparties sur 206 000 m^2 d'aires de stockage.

436 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

437 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

438 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

439 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

440 Les véhicules allemands et anglais ont peu à peu disparu. En 1954, 85 % des véhicules sont d'origine U.S. et 15 % d'origine française.

441 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

Ce rapport donne pour chacun des principaux matériels les points faibles constatés au cours de la campagne.

442 En 1949 il existait 110 engins fluviaux de types divers, il y en avait 463 en 1952 et 1 561 en 1954 (y compris les bateaux Mytho).

443 Voir le chapitre de la 4e partie : l'ALOA.

444 Voir fascicule III.

445 Il y avait une SRALoa à Cat Bi (Haiphong), une à Tourane, une à Saïgon.

446 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

447 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

448 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

449 La consommation a atteint le chiffre de 10 000 projectiles par mois..

450 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

451 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

452 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

453 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

454 Notamment l'aménagement de voitures P.C., half-track de commandement, voitures-radio…

455 Rapport de la direction du service du matériel des FTEO.

456 Le poids s'est révélé prohibitif, sauf pour le GMC équipé d'un 40 A.A.

457 Seul l'alligator peut supporter un léger surblindage des flancs, au détriment de ses qualités nautiques.

458 Ce surblindage des planchers perdit son efficacité avec l'apparition des mines puissantes de la fin de la campagne.

459 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

460 Rapport de la direction du service du Matériel des FTEO.

461 Terrain, climat, ennemi, forme des opérations, intentions du commandement… sont les facteurs principaux de cette adaptation.

462 Pour l'armée de Terre :

— Un organisme de commandement : l'EMA (bureau ARMET).

— Un organisme d'étude et de fabrication : La direction des études et fabrications d'armement (DEFA).

— Un organisme d'expérimentation, chargé également des recettes et des règlements techniques : la section technique de l'armée (STA).

— Des organismes homologues existent dans les autres armées (Air et marine).

463 À partir du moment où le besoin à satisfaire est exprimé en termes exploitables, il faut plusieurs années pour réaliser un prototype

d'importance moyenne dans une technique classique. Il faut ensuite au moins deux ans pour l'expérimenter et le mettre en fabrication. Ces délais sont à peu près irréductibles, et lorsqu'on a voulu « *faire plus vite* » on a toujours eu de graves mécomptes.

464 Il existait aussi des organismes mixtes (génie – transmissions – TAP – guerre psychologique) qui menaient pour leur propre compte leurs études et leurs expérimentations dont les résultats n'étaient ni centralisés ni coordonnés. (Fiche d'étude de février 1954).

465 Fiche du 10 octobre 1951.

466 Note de service précisant les fonctions techniques du 3e Bureau.

467 Lettre du secrétaire d'État à la Guerre (EMA/ARMET) du 20 mars 1952, qui propose :

1°/ Coordination des travaux de la STA et de la section technique de la direction du matériel des FTEO, par la répartition des tâches…

2°/ Sur un plan plus général, communication au secrétariat d'État à la Guerre des programmes d'études et fabrications de la FOM, de façon à pouvoir fixer d'un commun accord, une politique d'ensemble d'études, d'expérimentation et de fabrications.

468 État-major interarmées et des forces terrestres.

469 Note du 26 avril 1954.

470 En ce qui concerne l'armée de Terre.

471 En ce qui concerne l'armée de Terre.

472 Aucune arme n'aurait de section d'études particulière.